



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Visite du Président du Parlement croate

«La Croatie coopère – comme requis – avec La Haye!»

La Croatie coopère-t-elle pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye? Les Croates estiment que oui. C'est du moins ce que les membres d'une délé-

gation parlementaire sous la conduite du Président du Parlement croate M. Vladimir Seks ont affirmé au cours de leur visite à Luxembourg en date du 1^{er} février 2005.

La veille des entretiens à la Chambre des Députés, le commissaire européen en charge de l'élargissement, M. Olli Rehn, avait publiquement mis en cause la bonne volonté croate de collaborer «entièrement et pleinement» avec le TPIY, comme requis par l'Union européenne. Il avait incité les autorités croates à se plier enfin aux exigences de l'UE et du Tribunal de La Haye, notamment en extradant le général Ante Gotovina, criminel de guerre fugitif, avant de conclure: «Si la Croatie ne change pas d'attitude, les négociations en vue d'une adhésion ne pourront pas démarrer comme prévu le 17 mars 2005.»

Au cours d'une conférence de presse à la Chambre des Députés, suite aux entretiens avec une délégation parlementaire luxembourgeoise, le Président Vladimir Seks s'est dit surpris par la déclaration du commissaire Rehn. «Mon pays a répondu à 489 des 490 demandes concrètes formulées par le TPIY», a-t-il dit. La



M. Vladimir Seks et M. Lucien Weiler



Les délégations parlementaires croate et luxembourgeoise

seule question ouverte serait celle du général Gotovina. Toute la délégation a affirmé que les autorités croates n'avaient aucune indi-

cation sur son lieu de séjour et seraient, par conséquent, dans l'impossibilité de répondre à la demande d'extradition.

Mme Margot Wallström s'adresse à la COSAC

Prospérité, solidarité et sécurité



(Photo: Christophe Olinger)

Les relations de la Commission européenne avec les parlements nationaux et européen ainsi que les objectifs stratégiques de l'UE pour les cinq années à venir

étaient les sujets d'une intervention de Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des relations institutionnelles et de la

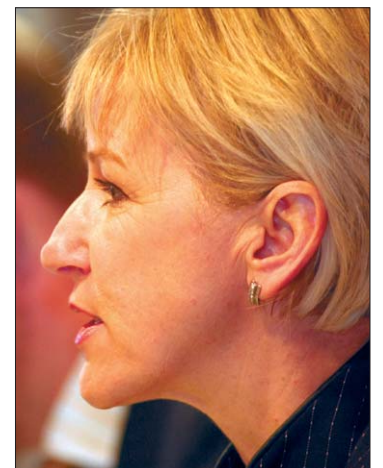
stratégie de communication, devant les Présidents des délégations auprès de la COSAC réunis le 9 février 2005 à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg.

La COSAC, la Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires, a salué l'intention de la nouvelle Commission européenne de vouloir intensifier ses contacts avec les parlements en Europe: «La Commission devra être davantage à leur écoute» a déclaré Mme Wallström qui entend développer les efforts d'information tout en multipliant les rencontres et échanges de vues avec les parlementaires.

La Vice-Présidente de la Commission a également développé au cours de son intervention les objectifs stratégiques de l'UE retenus en janvier par la Commission pour les années 2005 à 2009, objectifs qui se résument en trois mots: prospérité, solidarité et sécurité. Trois piliers étroitement liés comme l'a expliqué la Vice-Présidente, «sachant qu'il n'y a pas de prospérité sans solidarité et sécurité».

En début de journée, les délégués avaient pu suivre un exposé du

Ministre luxembourgeois délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Nicolas Schmit, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise et la nécessité d'une politique commune en matière d'immigration et d'asile.



Mme Margot Wallström lors de son discours



Le Président de la Chambre des Députés chez le Grand-Duc Jean

Le Président de la Chambre des Députés vient d'être reçu par S.A.R. le Grand-Duc Jean au Château de Fischbach.

À cette occasion M. Weiler a réitéré au Grand-Duc Jean les condoléances des députés et il a remis au Grand-Duc un enregistrement vidéo de la séance solennelle organisée par la Chambre des Députés à l'occasion du décès de S.A.R. la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

Le Grand-Duc Jean a demandé au Président Weiler de transmettre ses remerciements personnels et ceux de toute sa famille aux députés. Il s'est dit très touché par la dignité et le caractère solennel de la séance du 14 janvier 2005



et il a fait part à M. Weiler de sa grande émotion face à la compassion massive de la population luxembourgeoise.

Le Président chypriote à la Chambre des Députés

Dans le cadre de sa visite de travail à Luxembourg, le Président de la République de Chypre S.E. M. Tassos Papadopoulos a été reçu à la Chambre des Députés le 28 février 2005. Après un entretien en tête-à-tête avec le Président M. Lucien Weiler, M. Papadopoulos a rencontré une délégation parlementaire composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les entretiens ont porté essentiellement sur les efforts chypriotes de joindre l'Union économique et monétaire en 2007 ou 2008 et sur le conflit avec la Turquie concernant la division du pays. Par ailleurs il a été question de la Constitution européenne. Le Président Papadopoulos a expliqué par son gouvernement suite à un sondage qui avait révélé que les citoyens chypriotes étaient parmi les plus mal informés des enjeux de ladite Constitution en Europe.

Pendant les entretiens, la Chambre des Députés était représentée par ses Vice-Présidents MM. Jos Scheuer (qui a présidé la réunion) et Niki Bettendorf ainsi que par Mme Nancy Arendt, MM. Charles Goerens, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepp.

Pendant les entretiens, la Chambre des Députés était représentée par ses Vice-Présidents MM. Jos Scheuer (qui a présidé la réunion) et Niki Bettendorf ainsi que par Mme Nancy Arendt, MM. Charles Goerens, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepp.

Pendant les entretiens, la Chambre des Députés était représentée par ses Vice-Présidents MM. Jos Scheuer (qui a présidé la réunion) et Niki Bettendorf ainsi que par Mme Nancy Arendt, MM. Charles Goerens, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepp.



M. Tassos Papadopoulos signe le Livre d'or de la Chambre des Députés, entouré par M. Charles Goerens, M. Jos Scheuer, M. Marcel Glesener, M. Niki Bettendorf, Mme Nancy Arendt, M. Lucien Weiler et M. Jean-Pierre Koepp (de gauche à droite).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu M. Jos Daleiden



M. Claude Frieseisen, M. Jos Daleiden et M. Lucien Weiler (de gauche à droite).

Au terme de son mandat de 38 ans comme Secrétaire général de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP), M. Jos Daleiden a été reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Celui-ci a tenu à exprimer au Secrétaire général les remerciements de la Chambre des Députés pour son dévouement inlassable pendant près d'un demi-siècle pour la cause de la fonction publique luxembourgeoise.

M. Samuel Schmid à la Chambre des Députés «Écoutez ceux qui ne disent rien ...»

Au cours de sa visite officielle à Luxembourg, le Président de la Confédération Suisse, M. Samuel Schmid, a rencontré une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. M. Schmid a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

À moins de six mois du référendum sur la Constitution européenne au Luxembourg, cet instrument dont la Suisse est le grand expert (sachant qu'elle en organise quatre fois par an aux niveaux national, cantonal et communal) fut au centre des entre-

tiens. Le Grand-Duché n'ayant guère d'expérience avec cette forme de démocratie directe, les députés luxembourgeois ont saisi l'opportunité d'interroger leur hôte sur les aspects pratiques et politiques du vote référendaire. Le Président suisse a insisté sur la nécessité de dialoguer avec les citoyens: «Il faut les informer, mais il faut également les écouter ... en n'ignorant jamais ceux qui ne disent rien!»

Le rapprochement progressif de la Suisse vers l'Union européenne, son attachement à la neutralité, sa politique en matière d'immigration et ses tentatives de relance économique furent d'autres sujets abordés au cours de la réunion.



(de gauche à droite) M. Niki Bettendorf, M. Samuel Schmid, signant le Livre d'or de la Chambre des Députés, et M. Lucien Weiler.

L'après Beijing

Vers l'égalité des sexes en politique

La 49^e session de la condition de la femme a eu lieu du 28 février au 11 mars à New York au siège de l'ONU. Dans ce cadre, Mmes Marie-Josée Frank et Viviane Loschetter ont représenté la Chambre des Députés à la Réunion parlementaire organisée par l'Union interparlementaire et la Division pour la Promotion de la femme de l'ONU.

Les thèmes traités lors de cette conférence interparlementaire étaient plus particulièrement axés sur les instruments, les mécanismes et les méthodes pour améliorer l'accès des femmes au parlement et comment promouvoir un renforcement de la capacité des parlements à atteindre les objectifs de Beijing.



Mme Marie-Josée Frank (à droite) et Mme Viviane Loschetter.



Deux visites en trois heures à la Chambre des Députés

De la stratégie de Lisbonne à la menace (?) nucléaire iranienne



M. Kamal Kharrazi reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Une délégation parlementaire lituanienne suivie du Ministre des Affaires étrangères iranien: l'après-midi du 15 février 2005 fut chargé à la Chambre des Députés. Après un échange de vues sur les principaux sujets d'actualité européenne avec plusieurs membres de la Commission des Affaires européennes du Parlement de la République de Litua-

nie, la délégation parlementaire luxembourgeoise (composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration) a rencontré brièvement le chef de la diplomatie d'un pays qui a récemment été sévèrement attaqué et menacé par l'Administration Bush.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran Kamal Kharrazi a commencé son exposé en soulignant le «rôle positif» de son pays dans une région turbulente de ce monde. Il a ensuite retracé les progrès réalisés au cours des dernières années par son pays dans le domaine du développement économique. Une évolution qui fait croître les besoins en énergie. D'où les efforts iraniens pour développer l'énergie nucléaire. «Cette technologie ne nous intéresse que pour son usage énergétique, donc pacifique», a dit M. Kharrazi. «D'ailleurs nous invitons l'IAEA (l'Agence internationale de l'énergie atomique) à venir vérifier la vérité de nos propos.»

En ce qui concerne les relations de l'Iran avec les États-Unis, le Ministre a souligné que son pays n'aurait aucun problème à renouer les contacts interrompus depuis un certain temps. «Mais une normalisation des relations ne pourra se faire que sur une base de respect mutuel.»

L'entrevue précédente (avec la délégation de la République de Lituanie) avait porté avant tout sur la révision de la stratégie de Lisbonne. Les parlementaires lituaniens se sont intéressés à la démarche luxembourgeoise concernant la redéfinition des ambitions et la mise en place d'un plan national.



Les délégations parlementaires lituanienne et luxembourgeoise.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz

«J'aimerais pouvoir dire que l'Europe, aujourd'hui, ignore l'antisémitisme, la haine, l'intolérance, le mépris de la vie et de la dignité humaine. Malheureusement nous en sommes bien loin.» Telle la constatation du Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, M. René van der Linden, faite lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz qui a été célébrée le 25 janvier 2005.

Il a rappelé ensuite qu'«au lendemain de la guerre, l'Europe était dévastée et traumatisée. Il a fallu du temps pour que les blessures se cicatrisent et que l'espoir commence à renaître. L'objectif de notre organisation est d'entretenir et de protéger cet espoir, d'en faire une réalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est ce que nous faisons depuis cinquante ans; c'est ce que nous continuerons de faire. C'est un devoir que nous rendons ... à toutes les victimes du nazisme. Nous sommes déterminés à réaliser le voeu de la jeune fille juive Etty Hillesum, morte à Auschwitz, qui écrivait il

ya un peu plus de soixante ans: 'Si toute cette souffrance ne nous aide pas à élargir notre horizon, à atteindre un plus haut degré d'humanité en nous libérant de toutes les questions secondaires ou insignifiantes, alors elle n'aura servi à rien...'.»

Ont été présents à cette première session de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 24 au 28 janvier 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Hauptert et Mme Anne Brasseur, suppléants. M. le suppléant Jean Huss s'était excusé.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Gustavo Selva, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants.

Après l'élection de M. René van der Linden comme nouveau Président de l'Assemblée, sont élus les 19 Vice-Présidents, dont M. Marcel Glesener a été élu premier selon l'ordre de préséance.

M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la deuxième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

En dehors de la communication de M. Jan Trzczyński, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Pologne et représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- la déclaration de M. Alcee L. Hastings, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,
- le discours de M. Viktor Iouchtchenko, Président de l'Ukraine,
- le discours de M. Mikhaïl Saakachvili, Président de la Géorgie et

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

M. Dragoljub Popovic a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Serbie-Monténégro et ce jusqu'au 31 octobre 2010.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le respect des obligations et engagements de la Géorgie;

- le conflit du Haut-Karabakh traité par la Conférence de Minsk de l'OSCE;

- la protection des droits de l'homme au Kosovo, avec l'intervention de M. Marek Antoni Nowicki, Médiateur au Kosovo;

- les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de loukos;

- le 3^e Sommet avec l'intervention de M. Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères de la France;

- organismes génétiquement modifiés;

- avis sur le projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- relations entre l'Europe et les États-Unis;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- avis sur le projet de Convention contre le blanchiment et le financement du terrorisme;

- avis sur le projet d'instrument juridique spécifique pour la prévention du terrorisme;

- chômage;

- a) Quelles solutions pour le chômage en Europe?

- b) Dynamiser la cohésion sociale et l'emploi: multiplier les emplois

- révisions des mandats des commissions de l'Assemblée et constitution de la Commission permanente.

Deux discussions selon la procédure d'urgence ont eu lieu au cours de cette première session de 2005, l'une sur «les perspectives de paix au Proche-Orient» et l'autre sur «L'Europe et le désastre du tsunami» avec l'intervention de Mme Yvette Stevens, Directeur du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'Assemblée a adopté trois avis, cinq recommandations et onze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.



L'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne



(de gauche à droite) M. Alex Bodry, M. Patrick Santer, Mme Viviane Loschetter, M. Martin Bisenius et M. Paul Helminger.

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 24 et 25 février 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par MM. Alex Bodry, Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

En sa qualité de chef de délégation M. Alex Bodry a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue le président du Nationalrat d'Autriche M. Andreas Khol a fait référence au 30^e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) et il a souligné toute l'importance revenant aujourd'hui encore à l'OSCE, organisation qui a vu le jour il y a dix ans dans la succession directe de cette conférence.

Le Président de l'AP-OSCE M. Alcee Hastings a présenté le rapport de ses initiatives prises de-

puis son élection à la dernière session annuelle d'Édimbourg en mettant particulièrement l'accent sur ses efforts pour l'amélioration de la coopération entre l'Assemblée parlementaire et l'OSCE au plan gouvernemental. Il a encore souligné l'importance de la coopération avec les assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'OTAN, coopération qui s'est concrétisée notamment à l'occasion de l'observation des élections en Ukraine.

Dans le cadre d'une discussion sur les résultats du Conseil ministériel de l'OSCE des 6 et 7 décembre 2004 à Sofia, le Comité permanent a évoqué la phase difficile que l'OSCE traverse pour l'instant, ceci principalement en raison du fait que le conseil ministériel précité n'a pas réussi à se mettre d'accord sur le budget de l'OSCE pour l'exercice en cours. Le Comité permanent s'est encore vu présenter plusieurs rapports administratifs, dont notamment le rapport financier et le rapport du

Secrétaire général et il a adopté une modification ponctuelle du Règlement de l'Assemblée.

Le Comité permanent a également examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (field missions) et l'observation d'élections. Dans ce cadre, la délégation ukrainienne a exprimé sa gratitude à l'OSCE pour son importante contribution dans le processus de démocratisation du pays.

Le chef de la mission d'observation des élections aux États-Unis Mme Barbara Haering a relevé le grand intérêt médiatique aux travaux de sa mission, ce qui a permis d'expliquer au grand public les objectifs de l'OSCE et de renforcer la crédibilité de l'Organisation. A encore été discutée la proposition de mettre en place un système de critères d'évaluation objectifs des processus électoraux afin d'élever le « monitoring » électoral au plus haut niveau possible.

Au cours d'une réunion conjointe des trois commissions générales, les parlementaires ont entendu une allocution du président autrichien M. Heinz Fischer, suivie d'un exposé du président en exercice de l'OSCE, le Ministre slovène des Affaires étrangères M. Dimitrij Rupel. Ce dernier a relevé que l'OSCE fait actuellement face à une période difficile due aux changements profonds intervenus en Europe suite aux élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN et aux nouveaux défis en matière de sécurité ainsi qu'aux interrogations en résultant sur le rôle de l'OSCE dans ce nouveau contexte.

À présent il y a lieu d'attendre les conclusions d'un groupe de réflexions institué avec la mission de développer une vision stratégique sur le futur rôle de l'OSCE en s'inspirant notamment du « Triple R agenda: revitalize, reform and rebalance ».

Dans le cadre de réunions séparées des trois commissions générales, les rapporteurs ont présenté leurs avant-projets de rapport en vue de la session annuelle début juillet 2005 à Washington qui sera placée sous le thème « Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir ».

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Au cours de cette réunion, le président du Conseil permanent de l'OSCE s'est penché sur la situation de malaise dans les enceintes de l'OSCE à Vienne, suite à l'absence de budget voté pour l'exercice en cours et à l'impossibilité d'obtenir un accord sur les barèmes de contribution des États membres. Ainsi l'OSCE doit actuellement fonctionner sur base d'un arrangement financier provisoire, ce qui empêche le développement de nouvelles initiatives et ne favorise guère la motivation des responsables. Plusieurs orateurs ont exigé que cette situation trouve rapidement une solution, faute de quoi l'organisation risquerait de subir des dommages irréversibles.

À l'ordre du jour de la réunion de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environne-

ment, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs hauts responsables de l'OSCE dans les domaines économique et environnemental. Cette commission s'est également penchée sur les conséquences économiques et environnementales du Tsunami en Asie du Sud-Est. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'organiser les aides à la reconstruction de manière telle que les autorités et la population locales y soient activement associées.

La Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme, à la réunion de laquelle a participé M. Alex Bodry, a eu un large échange de vues sur un exposé du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales M. Rolf Ekeus. L'intervenant a salué le fait que le Traité sur la nouvelle Constitution européenne comporte des dispositions très claires garantissant la protection et la non-discrimination des minorités. Le Représentant pour la liberté des médias M. Miklos Haraszti s'est largement penché sur les risques d'abus en matière de poursuites pénales des délits d'insulte et de diffamation, abus qui peuvent entraver la liberté des médias. Il a exigé une large dépenalisation de ces infractions pour lesquelles les peines privatives de liberté devraient être écartées d'une façon générale. Une large partie de la réunion a encore été consacrée à la nécessité de renforcer les efforts en matière de lutte contre la traite des êtres humains. À noter encore que la rapportrice de cette Commission Mme Anne Marie Lizin, présidente du Sénat belge, a été désignée comme représentante spéciale du président de l'Assemblée pour suivre la situation des détenus de Guantanamo.

La session d'hiver s'est terminée par une nouvelle réunion conjointe des trois commissions générales au cours de laquelle l'urgence d'une solution à trouver aux problèmes budgétaires actuels de l'OSCE a été soulignée une nouvelle fois. Dans un souci de transparence, plusieurs orateurs ont suggéré de conférer à l'Assemblée parlementaire un droit de regard effectif sur le budget de l'OSCE.

Parlementaires britanniques à la Chambre des Députés

Et si la Grande-Bretagne disait non?

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, présidée par M. Ben Fayot, a reçu en date du 17 janvier 2005 une délégation de la Commission des Affaires étrangères du House of Commons du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord.

Après un bref échange de vues sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE et leurs chances de réalisation, les deux délégations ont discuté longuement des conséquences d'un éventuel non britannique dans le cadre du référendum sur la Constitution européenne prévu en 2006. Les membres du « House of Commons » ont admis que jusqu'à présent cette hypothèse n'avait pas

encore été évoquée, ni par les partisans du oui, ni par les adversaires de la Constitution. Pour l'instant, le résultat du référendum ne serait absolument pas prévisible.

Finalement les députés britanniques et luxembourgeois se sont penchés sur la question des relations trans-atlantiques. Malgré certaines divergences de vues, les deux côtés ont clairement signifié qu'une amélioration des relations entre les pays européens et les États-Unis d'Amérique leur paraissait à la fois souhaitable et nécessaire.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Ben Fayot, François Bausch, Norbert Haupert, Jean-Pierre Koepf, Mme Nancy Arendt, MM. Marc Angel et Charles Goerens.



Les délégations parlementaires anglaise et luxembourgeoise.

NOUVELLES LOIS

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

Le projet de loi 5132 a pour objet de fixer les modalités générales d'organisation des référendums basés sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution, d'une part, et sur l'article 114 de la Constitution, d'autre part.

D'après l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution «les électeurs pourront être appelés à se prononcer par voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi».

Il est admis que la soumission d'une question déterminée à un référendum basé sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution doit faire de cas en cas l'objet d'une loi spéciale, adoptée à la majorité simple par la Chambre.

Ainsi le référendum sur la Constitution européenne fera l'objet d'une telle loi spéciale.

A noter qu'une loi spéciale prévoyant un référendum sur base de l'article 51, paragraphe (7) peut être élaborée soit par le Gouvernement (projet de loi), soit par un député (proposition de loi).

L'article 114 de la Constitution, qui fixe la procédure de révision de la Constitution, prévoit la possibilité, pour plus d'un quart des députés, soit 16 députés au moins, ou pour 25.000 électeurs, de demander, dans les deux mois de l'adoption en première lecture, par la Chambre, d'une proposition de révision d'un article déterminé de la Constitution, la tenue d'un référendum sur cette proposition de révision constitutionnelle.

Le droit de déclencher un tel référendum sur une proposition de révision constitutionnelle appartient donc à la fois à un nombre déterminé de députés et à un nombre déterminé d'électeurs.

D'après le projet de loi 5132, si la demande d'organiser un référendum portant sur une proposition de révision constitutionnelle émane des électeurs, une demande ad hoc doit être présentée au Premier Ministre par un comité d'initiative composé de cinq électeurs au moins. Le projet de loi fixe la procédure de collecte des 25.000 signatures requises.

D'après le projet de loi, si la demande d'organiser un référendum sur une proposition de révision constitutionnelle émane de plus d'un quart des députés ou, dans les conditions fixées par le projet de loi, par 25.000 électeurs, le Gouvernement doit organiser un référendum ad hoc endéans six mois, étant entendu qu'en cas d'élections législatives ou européennes dans ce délai, celui-ci est prorogé de six mois.

L'organisation d'un référendum basé sur l'article 114 de la Constitution est exclue durant les trois mois précédant et les trois mois suivant les élections législatives ou européennes.

La participation aux deux catégories de référendum est obligatoire.

Le vote par correspondance est admis pour les deux catégories de référendum.

A noter enfin que si le référendum basé sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution n'a qu'un caractère consultatif – ce qui n'exclut pas qu'il puisse, selon la question soumise à référendum, avoir un effet politique – le référendum basé sur l'article 114 de la Constitution a un caractère décisionnel.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.05.2003

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

10.01.2005 Échange de vues sur la participation au référendum sur la Constitution européenne des résidents communautaires (courrier de M. le Président du 14 décembre 2004)

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

01.10.2003 Nomination d'un rapporteur

14.10.2003 Présentation et examen du projet de loi

13.10.2004 Confirmation du mandat du rapporteur

Discussion du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.10.2004 Examen du texte proposé par le Conseil d'État

27.10.2004 Continuation

24.11.2004 Vote des propositions d'amendements

12.01.2005 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur les amendements parlementaires au projet de loi 5132

12.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
20.01.2005

Loi du 4 février 2005

Mémorial A, N°27, page 548

100 lits et sera situé au cœur de la localité de Junglinster. Cette localisation centrale favorisera les contacts entre les pensionnaires du centre et la population de Junglinster et constitue un facteur d'intégration sociale remarquable. Situé près de la nouvelle école, le centre intégré jouera également «un rôle de modèle intergénérationnel dans lequel se croisent les jeunes et les avancés en âge.»

Grâce à une panoplie de services spécifiques, le nouveau centre intégré pour personnes âgées pourra accueillir tant des pensionnaires valides que des pensionnaires plus dépendants. Si le centre comporte deux services séparés d'un point de vue espace et réservés à des catégories de pensionnaires bien déterminées (un service habitation-soins et un service accompagnement-entretien), certaines parties du bâtiment pourront être utilisées par l'ensemble des pensionnaires. Il s'agit de favoriser la culture sociale de l'institution. Le centre a également vocation à devenir une maison «porte ouverte» et un «centre de communication» pour les associations et les personnes de tout âge.

Le coût total de la construction du centre intégré est estimé à 22.395.225,97 euros, TVA et honoraires compris, la participation financière de l'État s'élevant à 80%.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapporteuse:
Mme Françoise Hetto-Gaasch

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

17.11.2004 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

12.01.2005 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

touchent plus particulièrement les octogénaires, la mise en place de structures adaptées à une population présentant des besoins spécifiques s'avère indispensable.

Le choix de la maison de soins de Pétange n'est pas anodin. En effet, son équipe de soins travaille depuis 2001 à la mise en place d'un nouveau concept d'accueil des personnes âgées et plus particulièrement des personnes démentes. Un groupe de travail s'est également créé au sein de la maison de soins en octobre 2002 afin de transposer les nouvelles connaissances acquises lors d'une formation continue dans la pratique.

Le choix urbanistique retenu permet une bonne intégration de la maison de soins et de ses pensionnaires dans le tissu urbain et la vie sociale du quartier de Pétange. Le projet sera réalisé selon l'état le plus récent des connaissances en matière de critères énergétiques et écologiques applicables dans le domaine de la construction.

Le financement du projet est assuré tant par l'État que par la Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre Dame du Mont Carmel S.A., l'État participant à raison de 70% au financement des travaux de transformation et d'extension.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapporteuse:
Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004 Présentation et examen du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

17.11.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

tout en s'arrogeant un droit de regard.

Le gestionnaire a estimé nécessaire d'apporter quelques modifications au niveau de la capacité d'accueil de l'établissement, ainsi qu'au niveau de la fonctionnalité des bâtiments afin d'optimiser le fonctionnement du centre intégré et partant d'améliorer la prise en charge des pensionnaires.

Ces transformations engendrent des coûts, qui donnent lieu à une modification de la loi du 20 décembre 2002 en adaptant la participation financière de l'État.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapporteuse:
Mme Françoise Hetto-Gaasch

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004 Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

17.11.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

5391 - Projet de loi

modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le courant électrique, le gaz et les «choses similaires» sont considérés selon les termes de la sixième directive sur la TVA comme des biens corporels. Il s'ensuit que le lieu de livraison (qui détermine le lieu d'imposition en matière de TVA) doit être déterminé selon les mêmes règles que pour d'autres biens.

Il faut relever que les flux matériels ne coïncident pas nécessairement avec la relation contractuelle entre le vendeur et l'acquéreur. La libéralisation croissante des marchés de l'électricité et du gaz a donc rendu nécessaire une adaptation des règles actuelles de TVA afin d'assurer qu'elles soient compatibles avec la nécessité d'imposer ces livraisons d'une manière simple. Il en est de même pour le problème de l'imposition des frais de transport.

Le projet de loi transpose la directive 2003/92/CE concernant les règles relatives au lieu de livraison du gaz (par le réseau de distribution de gaz naturel) et de l'électricité. L'ambition du nouveau texte est d'éliminer les problèmes de double imposition et de non-imposition, ainsi que les distorsions de concurrence entre négociants en modifiant les règles d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 05.11.2004

5370 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange

La maison de soins St-Joseph de Pétange dispose actuellement de 76 lits et accueille une population mixte de pensionnaires présentant ou non des troubles psychogériatriques.

Les spécialistes s'accordent pour dire que la cohabitation dans une structure classique d'accueil est difficile, voire impossible dès lors que le nombre de pensionnaires accusant de graves troubles psychogériatriques dépasse un certain seuil. Le pourcentage de 25% est en principe retenu comme limite supérieure.

Sachant que plus de 40% des personnes bénéficiaires de prestations dans le cadre de l'assurance dépendance souffrent de pathologies affectant les fonctions cognitives à des degrés divers, et que ces troubles débutent généralement après l'âge de 65 ans et

5372 - Projet de loi

portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

L'État fut autorisé par une loi du 20 décembre 2002 à participer à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées avec foyer de jour et centre psycho-gériatrique à Mamer. Il s'agissait de répondre à un besoin pressant de structurer l'accueil des personnes âgées de plus en plus nombreuses et de faire ainsi face au phénomène du vieillissement de la population qui constitue un vrai défi en matière de politique sociale et de santé, mais aussi de logement.

Au départ, la Commune de Mamer entendait exploiter le centre intégré en régie propre. Finalement, elle a décidé d'en confier la gestion à un organisme spécialisé sur base d'un cahier de charges, à savoir la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg,

5369 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement des travaux de construction d'un centre intégré pour personnes âgées par la Croix-Rouge luxembourgeoise à Junglinster.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit à côté du développement des mesures destinées à garantir le maintien à domicile des personnes âgées aussi longtemps que possible ou que désiré, la rénovation et la modernisation des diverses structures d'accueil pour personnes âgées.

Le centre intégré projeté est destiné à accueillir les seniors de Junglinster et des communes limitrophes. Il aura une capacité de

Rapporteur: M. Norbert Hauptert	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):	
18.11.2004	Désignation d'un rapporteur
09.12.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 17 décembre 2004	
Mémorial A, N° 203, page 2979	

5399 - Projet de loi modifiant

- l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

- l'article 45 de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen entre 2001 et 2003.

Le salaire social minimum a été relevé depuis le 1er janvier 1986, en neuf étapes, de 32,6%, le dernier relèvement ayant été opéré par la loi du 20 décembre 2002. Le présent projet de loi relève pour la dixième fois le salaire social minimum. Ce relèvement proposé est de 2%. Cette adaptation est fonction de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2002 et 2003.

L'indicateur montre que le salaire horaire moyen de la population de référence a progressé entre 2002 et 2003 de l'ordre de 2%. L'évolution du salaire social minimum accuse partant un retard de 2% pour cette période, retard qu'il s'agit de combler par le biais du présent projet.

Compte tenu de l'augmentation de 2% les nouveaux montants se présentent comme suit:

Salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés et qualifiés		
	Situation actuelle	Proposition gouvernementale
ssm travailleur non qualifié (mensuel)	1.438,01	1.466,77
ssm travailleur non qualifié (horaire)	8,3122	8,4784
ssm travailleur qualifié (mensuel)	1.725,60	1.760,12
ssm travailleur qualifié (horaire)	9,9746	10,1741

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 16.11.2004	
Rapporteur: M. Marcel Glesener	
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):	

17.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation générale du projet de loi
10.12.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 21 décembre 2004	
Mémorial A, N° 209, page 3784	

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

Aux termes de l'article 225, alinéa 4 du Code des assurances sociales «le Gouvernement examine tous les deux ans s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi».

Le dernier ajustement est intervenu par la loi du 20 décembre 2002 qui a adapté les pensions et les rentes accident au niveau de vie de l'année 2001 avec effet au 1er janvier 2003. Le présent projet de loi a pour objet d'opérer un nouvel ajustement au niveau de vie de 2003 à partir du 1er janvier 2005.

L'indicateur mesurant l'évolution des salaires fait ressortir une progression de 2,0% du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2002 et 2003. En conséquence, le projet de loi propose de porter le facteur d'ajustement de 1,301 à 1,327 à partir du 1er janvier 2005.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 18.11.2004	
Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch	

Présentation et adoption d'un projet de rapport	
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 21 décembre 2004	
Mémorial A, N° 209, page 3784	

5406 - Projet de loi

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Le Traité que le projet de loi a pour objet de faire approuver par la Chambre comporte les points principaux suivants:

Le Traité prévoit deux cas dans lesquels des fonctionnaires de police d'un autre pays contractant peuvent intervenir sur le sol d'un autre pays: l'assistance sur demande (par exemple lors de manifestations d'envergure) ou l'intervention sur initiative propre.

Une intervention sur initiative propre ne peut avoir lieu que dans des situations présentant un caractère d'urgence afin de parer à un danger imminent sur le territoire voisin. Le franchissement de la frontière doit être communiqué immédiatement aux autorités policières de l'État sur le territoire duquel l'intervention a lieu. Cette forme d'intervention policière n'est possible que dans les régions frontalières des États du Benelux.

À noter que tant le Luxembourg que la Belgique définissent l'ensemble de leur territoire national comme région frontalière au sens du Traité.

Le Traité améliore l'échange de données à caractère personnel en cas d'assistance et d'intervention.

Ceci ne s'applique pas aux données à caractère personnel de nature judiciaire.

La communication des données à caractère personnel ne peut se faire qu'avec l'accord commun préalable des deux autorités de police concernées. L'échange est soumis à certaines conditions.

Le Traité prévoit la consultation directe des registres des immatriculations des véhicules.

Le Traité simplifie les modalités relatives tant à la poursuite qu'à l'observation transfrontalières déterminées par la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990.

Les fonctionnaires de police peuvent dorénavant continuer leur poursuite sur le territoire de l'État d'accueil sans aucune restriction ni de temps ni d'espace.

Les fonctionnaires de police étrangers peuvent également arrêter la personne poursuivie sans attendre les policiers de l'État d'accueil. La poursuite transfrontalière ne se limite plus à une poursuite terrestre. Elle peut s'effectuer également par la voie maritime ou la voie aérienne.

Quant à l'observation transfrontalière, celle-ci ne peut être effectuée que sur base d'une demande d'entraide judiciaire internationale dûment autorisée par les autorités judiciaires du pays concerné.

Le Traité prévoit encore le renforcement de la coopération entre les pays Benelux par le biais de centres de police communs qui auront pour mission de favoriser l'échange d'informations et la coordination.

Enfin le Traité prévoit l'organisation de formations communes sur les législations et les structures ainsi que sur la pratique policière des Parties contractantes.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.11.2004	
Rapporteur: M. Patrick Santer	
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):	
01.12.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet par le Ministre de la Justice
08.12.2004	Examen des articles à la lumière de l'avis du Conseil d'État
09.12.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 15.12.2004	
Loi du 21 décembre 2004	
Mémorial A, N° 208, page 3764	

5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg

La loi du 18 janvier 2001 a autorisé le Gouvernement à faire construire une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg. Les dépenses concernant ces travaux de construction et d'aménagement ont été fixées à 78 millions d'euros, sans préjudice des hausses légales des prix pouvant intervenir jusqu'à leur achèvement.

Le projet de loi sous rubrique vise une adaptation budgétaire du devis initial, les raisons à la base de ce surcroît étant entre autres la sous-évaluation du coût de construction, des adaptations, des réorientations et des modifications permanentes du programme de construction par les départements demandeurs et les futurs utilisateurs ainsi que des exigences acoustiques, techniques et architecturales propres à la salle de concert qui n'ont pu être définies avec plus d'exactitude qu'au cours des travaux de construction. Les changements d'ordre technique concernent en premier lieu le grand auditorium, la salle électroacoustique, les bureaux, l'arrière-scène ainsi que l'équipement nécessaire pour assurer la sécurité aussi bien des utilisateurs que des spectateurs. La partie architecturale a également été réexaminée, notamment la liaison avec le parking situé sous la place de l'Europe, le déambulateur, la verrerie et la colonnade, ainsi que l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux d'incendie. L'adaptation budgétaire sous rubrique atteint finalement un montant arrondi de 29.700.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2004	
Rapporteur: M. Lucien Clement	
Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):	
04.01.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2005	Examen et adoption du projet de rapport
Vote en séance publique: 19.01.2005	



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications
2. Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes
3. 5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz
5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
(Déclaration de recevabilité)
4. Rôle des affaires
5. Ordre du jour
6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Bras-seur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1)

7. 5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et
2. modification:
 - de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
 - du code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

(Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ **M. le Président** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da ginn ech Akt dovunner, dass d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen huet.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, propositions de loi et de révision de la Constitution ainsi que le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5434 Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

Dépôt: Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 20.01.2005

2. 5435 Projet de loi complétant le Statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs

Dépôt: M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

3. 5436 Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution

Dépôt: M. Felix Braz, le 21.01.2005

4. 5437 Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005

5. 5438 Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: Mme Colette Flesch, le 03.02.2005

6. 5439 Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 08.02.2005

7. 5440 Projet de règlement grand-ducal portant création du Parc naturel de l'Our

Dépôt, à la demande du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire: le 11.02.2005

8. 5441 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 16.02.2005

9. 5442 Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

10. 5443 Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

3) En date du 17 janvier 2005 a été déposée la pétition N° 266 revendiquant la remise en liberté de cinq citoyens cubains emprisonnés aux États-Unis d'Amérique depuis 1998.

4) Par lettre du 19 janvier 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 décembre 2004:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis mexicains, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États

membres, d'un protocole à l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République socialiste démocratique de Sri Lanka concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier,

- décision sur la vérification des pouvoirs,

- recommandation à l'intention du Conseil et du Conseil européen sur la stratégie antidrogue de l'UE (2005-2012),

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation, pour la période allant du 28 février 2004 au 31 décembre 2004, du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République fédérale islamique des Comores concernant la pêche au large des Comores.

Par lettre du 18 février 2005 il lui a fait parvenir les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 10 au 13 janvier 2005:

- résolution sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe,

- résolution sur le résultat de la conférence de Buenos Aires sur le changement climatique,

- résolution sur les relations transatlantiques,

- résolution sur l'allègement de la dette des pays en développement,

- résolution sur l'Iran.

2. Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes

An engem Brëif vum 12. Januar huet den Här Norbert Hiltgen, Président vun der Cour des Comptes, matgedeelt, datt hie säi Recht op seng Pension fir den 1. Juni 2005 wëllt geltend maachen.

Gemäss dem Artikel 2 vum ofgeänerte Gesetz vum 26. Mee 1954 iwwert d'Statsbeamtenpensiounen steet där Autoritéit, déi d'Ernennung virgeholl huet, och d'Aufgab vun der Pensionéierung zou.

Ass d'Chamber domat averstanen, d'Prozedur anzeleeden en vue vun der d'Pensionéierung vum Président vun der Cour des Comptes duerch de Grand-Duc?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. 5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 17. Februar huet d'Presidentekonferenz virgeschloe folgend Propositionen de loi a Propositionen de révision de la Constitution fir recevabel ze erklären, an zwar:

1) d'Proposition de loi 5433 vum Här Felix Braz iwwert den öffentlichen Transport,

2) d'Proposition 5436 vum Här Felix Braz iwwert d'Ofännerung vu verschiddene Verfassungsartikelen,

3) d'Proposition de loi 5438 vum der Madame Colette Flesch - Aménagement communal et développement urbain, an

4) d'Proposition de loi 5441 vum honorabelen Här Aly Jaerling iwwert deeselwechte Sujet.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Rôle des affaires

Op Wunsch vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech dofir ausgeschwat, eng Rei Projets de loi vum Rôle ze strächen, well se an der Tëschenzäit géigestandslos gi sinn.

Et sinn dat:

1) de Projet de loi 4359 iwwert d'Statsstroossen,

2) de Projet de loi 4750 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Programm ARTES, an

3) de Projet de loi 5330 iwwert d'Asylprozedur.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Ech hunn näischt héieren, Här President.

■ **M. le Président**.- Et ass also esou décidéiert.

Här Di Bartolomeo, et ass och net esou schlëmm wann d'Regierung dat do net héieren huet, well et ass un d'Chamber wou ech mech adresséiert hunn...

(Hilarité et interruptions)

...an d'Chamber huet ze décidéieren ob gestrach gëtt oder net.

Här Minister, ech deelen lech mat, dass dem Wunsch vun der Regierung nokomm ginn ass an datt all déi Projets de loi zrëckgezu gi sinn.

■ **Une voix**.- Très bien.

5. Ordre du jour

Haut de Mëtteg hu mer um Ordre du jour eng Froestonn un d'Regierung an eng Rei vun anere Projeten. D'Presidentekonferenz huet virgeschloe den Ordre du jour folgendermoosse virzeséieren:

- 1) d'Froestonn un d'Regierung,
- 2) de Projet de loi 5394 iwwert d'Uschafung vun engem Militärfliher,
- 3) de Projet de loi 5362 iwwert den EUROJUST, a
- 4) de Projet de loi 5324, eng Konventioun iwwert den Déierentransport.

Mar, um hallwer dräi:

- 1) eng Motioun vun der Transportkommissioun iwwert de Rapport McKinsey,
- 2) eng Motioun vum Här Camille Gira iwwert den Tanktourismus,
- 3) de Projet de loi 5096 iwwert d'Superdreckschëscht,
- 4) de Projet de loi 5270, ee Kultur- ofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Türkei, a
- 5) de Projet de loi 5287, ee Kultur- ofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam.

Bei deenen zwee leschtgenannte Projeten huet d'Regierung de Wonsch geäußert, datt si an enger Diskussioun sollten evakuéiert ginn.

Mme Colette Flesch (DP). - Wat hunn dann d'Türkei an de Vietnam esou gemeinsam?

M. le Président. - Neen, Madame Flesch, et huet mam Contenu vun de Projeten ze doen an och mat den Diskussiounen, déi mir hei an der Chamber kennen, well net ëmmer allze vill Orateuren do si fir sech iwwert déi Projeten ze äusseren, dofir huet d'Regierung gemengt et wier besser, wann déi zwee Rapportere hire Rapport presentéieren an da géif d'Chamber an enger Diskussioun an d'Regierung an enger Äntwert op déi zwee Projeten äntwerten.

Stellt déi Äntwert lech zefridden, Madame Flesch?

Mme Colette Flesch (DP). - Also, et mécht eis alleguerten d'Saach méi einfach.

M. le Président. - Voilà, also ass et eng guut Propos vun der Regierung.

En Donneschdeg, och um hallwer dräi, hu mer:

- 1) eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun iwwert den Drogenkontrollplang,
- 2) de Projet de loi 5312 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre hospitalier de Luxembourg“, nom Modell 1,
- 3) eng Resolutioun vun der Kontrollkommissioun iwwert d'Konventioun vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2003, a
- 4) d'Naturalisatiounen.

De Projet de loi 5340 iwwert d'Post, deen ursprénglech virgesi war fir en Donneschden, gétt aus zwéngende Grënn op e spéideren Datum verluecht.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruptions)

Den Här Kox freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Woch nom Akraaftriede vum Kyoto-Protokoll, den Diskussiounen, déi mir nach u sech d'lescht Woch hei haten iwwert d'Lissabon-Strategie, an och déi grouss Onsécherheet, déi dobaussen iwwert déi zukünftige Ausrichtung vun den Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energien herrscht, wärem mir frou gewiescht, wa mir meng Heure d'actualité iwwert déi längerfristige Energiepolitik am Allgemengen a speziell iwwert d'erneierbare Energien, hei uegell hätten.

Et gétt héich Zäit, datt och d'Chamber heibannen zu där Problematik Stellung hëlt. Et geet u sech net

nëmmen doréms, dass heibannen doriwwer geschwat gëtt, mä et geet doréms, dass déi Saach endlech un d'Rulle kënnt. An ech mengen den Här Lux ka mir nëmmen zoustëmmen, dass et mir effektiv nëmmen ëm déi Saach geet. Mir hate schonn dës etlech Diskussiounen doriwwer, fir deen Dossier do weiderzekerien.

Dass deen Dossier awer nach ëmmer net richtig Klorheet schaaft, mécht a sech grouss Onsécherheeten; et stëmmt nämlech, dass dobaussen bei de Betriber schonn eng etlech Leit entlooss gi sinn. All déi Betriber maachen sech berechtigt Suergen iwwer hir zukünftige Entwécklung an hei stinn nach eng ganz Rei aner Aarbechtsplazen um Spill.

Et ass jo net nëmme bei der Photovoltaik, wou a sech Aarbechtsplazen verluer ginn, mä dee ganze Secteur vun den erneierbaren Energien ass a sech a Gefor. A speziell duerch déi ondifférenziéiert Duerstellung an den deelweisen Amalgam vun deenen Zuelen am Zesammenhang vun der Photovoltaik ass an de leschte Méint scho ganz vill Porzellan zerbrach ginn. Dëst huet grouss Onsécherheete mat sech bruecht, net nëmme bei de Betriber, mä och bei de Leit, iwwert déi zukünftige Aariichtung.

Dobäi stellen u sech d'erneierbare Energien oder d'Ëmwelttechnologien dee Wirtschaftssecteur vun der Zukunft duer, dee mat deem meeschten Zouwuess beluecht gëtt; dëst kann een och a ganz ville Studien noliessen. D'Ëmwelttechnologie sinn och dofir ausdrécklech an dem Kok-Bericht iwwert d'Lissabon-Strategie ernimmt ginn. D'Ëmwelttechnologie sinn d'Technologie vum 21. Jorhonnert a stelle grad déi perfekt Symbios tëschent Wirtschafts-, Sozial- an Ëmweltpolitik duer. A wann ech elo d'Sprooch vum Här Barroso wëll benotzen, da steet et a sech net gutt ëm déi Symbios. Hei ass net nëmmen ee Kand krank, mä ech mengen hei hunn déi dräi Kanner eng seriö Gripe.

An dofir verlaange mir u sech, dass mir och endlech heibannen doriwwer diskutéieren. Hei rächt et sech och wann am Virfeld kee kloert Konzept iwwert déi Politik bestanen huet. Här Lux, bréngt eis dofir d'Reglement endlech no vir, datt mir endlech kënnen domadder an d'Diskussioun goen an dass mir och heibanne kënnen doriwwer diskutéieren.

Dofir, Här President, - ech kommen zum Schluss - verlaange mir, dass mir nach dës Woch hei an der Chamber doriwwer diskutéieren an dass endlech Neel mat Käpp kënnen gemaach ginn. Loosst déi dräi Kanner net nach méi krank ginn an dofir soen ech: Kommt mir packen et un! Merci.

M. le Président. - Merci, Här Kox. Freet nach een d'Wuert zum Ordre du jour?

Den Här Grethen.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech wollt froen, ob ee kéint déi zwéngende Grënn gewuer ginn, déi dozou gefouert hunn, dass de Projet vun der Post vum Ordre du jour geholl ginn ass.

M. le Président. - De Problem ass deen, dass de Rapporteur vun deem Projet de loi en Donneschdeg beim beschte Wëlle weinst anere Verpflichtungen, notament weinst Auslandsverpflichtungen, net kann hei an der Chamber sinn. En hëlt un enger Konferenz deel, wou d'Chamber normalerweis bedeelegt ass. En huet do seng Aufgaben Donneschden ze maachen an deementspreechend hu mer gemengt, mir kéinten der Chamber proposéieren, dee Projet de loi op d'nächst Woch oder esou ze vertagen.

Wëllt nach een d'Wuert zum Ordre du jour?

Ech denken, dass dat, wat den Här Kox proposéiert huet, jo scho berechtigt ass, mä a sech huet awer och d'Presidentekonferenz decidéiert, datt mer déi Problematik eréischt d'nächst oder d'iwwernächst Woch géiffe kucken. Ech mengen, et sinn elo esou vill Méint vergaangen, datt et elo wierklech op e puer Deeg net ugeet an deementspreechend mengen ech, dass mer esou schnell wéi méiglech awer déi Problematik géifen hei diskutéieren. Den Här Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wollt just rappéléieren, dass mer an der Conférence des Présidents doriwwer geschwat hunn an ech wollt och rappéléieren, dass de Minister muer an en Donneschdeg plutôt an déi zwo Kommissiounen kënnt, vum Environnement a vun der Economie, fir dee Pak do virzustellen, an dass mer geduecht hunn, dass et gutt wier, wann een dat géif an deene Kommissiounen diskutéieren an een dann d'nächst Woch - ech mengen do ware mer eis alleguerten als Fraktiounen d'accord - selbstverständlech deem Wonsch vun der grénger Fraktioun géif stattginn, fir dat an de Plenum ze bréngen.

Ech mengen, wéi Dir richtig gesot hutt, ob dat dës Woch ass oder d'nächst Woch, dat mécht der Kaz kee Bockel.

M. le Président. - Den Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo, Här President, Dir verstitt, vu datt mäi Kollege Henri Kox erkläert huet, datt mer schonn esou vill Zäit verluer hunn, mer e bësse skeptesch waren, mä wa mer ee formell Versprechen hei kréie vun de Fraktiounspresidenten, vun de Majoritéitsparteien, datt dat awer och sécher ass, datt dat nächste Mëtwoch dann um Ordre du jour ass, da wäre mer dann domadder d'accord.

(Interruptions)

Nee, nee, heibanne geet jo duer. Et si jo Témoins hei, déi Kameraen sinn hei...

(Interruption)

M. le Président. - Den Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV). - Ech muss soen, ech sinn elo e bësse iwwerrascht iwwert datt wat den Här Bausch seet, well et fir eis kloer war an der Conférence des Présidents, dass een Neel mat Käpp soll maachen. An Neel mat Käpp, dat heescht datt wann e Minister an d'Chamber kënnt virun zwo Chamberskommissiounen, dass een awer weinstens déi zwo Chamberskommissiounen soll ofwaarden, ier een an de Plenum kënnt. Wat huet et e Sënn haut oder mar iwwer eppes ze diskutéieren, wou de Minister souwiso schonn annoncéiert hat, datt en donneschdes géif an d'Chamber kommen.

Also kommt mir maachen eis Aarbecht normal. De Minister kënnt en Donneschden an d'Chamber an déi Woch drop - an d'lescht Woch hu mer dat kloer an daitlech gesot -, e Mëtwoch, diskutéiere mer dat dann hei am Plenum an da ka jiddereen seng Meinung hei en connaissance de cause an am leschte Stand vum Wëssen zum Ausdrock ginn.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Wolter. Den Här Bausch kritte nach eng kéier d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Eis Skepsis huet sech

dorobber baséiert - dat hat ech och an der Sëtzung vun der Conférence des Présidents gesot -, datt éischters zum Beispill schonn eng kéier eng Kommissioun festgeluecht war vun der Ëmwelt, wou dat hei sollt diskutéiert ginn, vu virun annerhallwer Woch, wann ech mech gutt erënneren; déi ass annulléiert ginn.

Zweetens hunn ech gesot, datt mir net immens frou doriwwer waren, datt an der Press awer schonn Deeler vun deenen Argumenter diskutéiert gi sinn, wou mir eis gefrot hu wéi dat méiglech ass, wann d'Chamber sollt Primeur hunn, an d'Kommissioun, wéi dat hei behaupt gëtt, da froe mer eis wéi et da méiglech war, datt an eenzelnen Zeitungen awer scho laang a breet doriwwer geschriwwen ginn ass.

An et ass dat firwat mir skeptesch waren a firwat mir gesot hunn, mir wëllten awer insistéieren an Drock do maachen, datt elo endlech och d'Chamber intensiv domadder befaasst gëtt. Mä wa mer eis elo eens sinn, datt dat d'nächst Woch dann e Mëtwoch de Fall ass, da si mer dann domadder d'accord.

M. le Président. - Also, ech muss soen, Här Bausch, wann Dir sot Dir wäert iwwerrascht, datt schonn an der Press doriwwer diskutéiert ginn ass, da muss ech soen, datt ech iwwerrascht sinn, datt Dir doriwwer iwwerrascht sidd, well mir wësse jo wéi d'Saachen hei zu Lëtzebuerg ginn, mä ech mengen den Här Ëmweltminister...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech kennen de System selwer ganz gutt.

(Interruption)

Also hei ass et awer de Ministère selwer, deen anscheinend Saachen...

(Brouhaha général)

M. le Président. - Loosse mer elo emol net spékuléieren, an der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Ëmweltminister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Dierf ech vläicht dem Kollege Bausch soen, dass de Regierungsvirun annerhallwer Woch d'Reglementer uegell huet an dass am Communiqué de presse vum Generalsekretariat vun der Regierung dräi Sätz stoungen iwwert d'Inhalter vun der Décisioun vun der Regierung, an déi sinn an der Press och reproduzéiert ginn. Ni plus, ni moins.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech hätt elo richtig verstanen, datt den Här Bausch genuch Assurance cë kritte huet, dass déi Diskussioun d'nächst Woch hei am Plenum stattfanne wäert. Deementspreechend denken ech, datt déi Demande, fir den Ordre du jour ëmzeänneren, sans objet ass. An da géif ech d'Chamber nach eng kéier froen, ob se mat deem Ordre du jour, esou wéi ech e virdu proposéiert hunn, d'accord ass.

(Assentiment)

D'accord, dann ass dat also esou decidéiert.

Da komme mer elo un den éischte Punkt vun dem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vun Chamberreglement huet den Deputéierten zwo Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten.

Ech géif lech alleguerten bidden - Här Minister Di Bartolomeo, alleguerten! -, lech un déi Zäiten ze halen. D'Fro kommen ofwiesselend vun der Majoritéit an da vun der Opposition.

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 19 vun der Madame Frank un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert

de Remboursement vu medezinesche Geräter. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Réckwéi, verursacht duerch Lombalgien, Sciatique, Hernies discales, ass d'Vollékskleiden Nummer 1, dat vill Betreffen hei am Land laang Jore péngegt. Ee Leiden, deem ofmools nëmme kann duerch eng Operatioun en Enn gesat ginn, mä och duerno ass et net ëmmer sécher, datt de Patient eng zefriddestellend Mobilitéit zrëckfënn. Virun enger Operatioun leie répétitiv kinésithérapeutesch Traitement duerch Massagen, déi mëttel- a laangfristeg a vereenzelte Fäll kee wirksame Remède méi duerstellen.

Eng erfollegräich Therapie a verschiddene Fäll, déi hei am Land an och am Ausland duerchgezu gëtt, féiert zrëck op een Apparat, deen TENS heescht, a wou vill Leit net wëssen, ob dee vun der Krankeess rembourséiert gëtt oder net. Dofir, Här Minister, géif ech gäre vun lech wësse wéi dat an der Realitéit ass.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Frank. D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, ech si frou, dass de Wee bis op d'Aarbecht net matgezielt gëtt. Ech kann och ganz kuerz sinn zu der Fro vun der Madame Frank betreffend den Apparat TENS.

TENS ass eng Marque, souwäit ech dat konnt déctéieren, a se fënn sech an de Statute vun der Union des Caisses de Maladie ënner dem Begrëff «Appareils de bio-feedback pour l'apprentissage du mouvement de la force et de l'équilibre» erëm als Sammelbegrëff. Et ass esou, dass opgrond vun engem Attest an opgrond vun enger Genehmegung vum Contrôle médical déi doten Apparater effektiv rembourséiert ginn; net beim Kaf, mä bei der Locatioun. Et ass nämlech esou, dass déi Apparaten no enger Operatioun hëlfe solle fir d'Mobilitéit erëmzekerien, fir ze stimuléieren, fir ze begleeden an een dovun ausheet, dass de Gebrauch no der Operatioun zäitlech limitéiert ass op, esou wäit ech weess, sechs Méint.

Déi doten Apparate ginn zur Verfügung gestallt vum Service des moyens accessoires a si ginn zu 100% zrëckbezuelt vun der Krankeess, op Basis vun Locatioun. Ech hoffen, dass ech déi richteg Apparate konnt déctéieren. Mä wann et déi sinn, déi Dir gemengt hutt, do gëtt effektiv d'Locatioun rembourséiert vun de Krankeessen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Di Bartolomeo. Dann hu mer als nächst d'Fro vun der Madame Anne Brasseur un d'Erzëigungsministesch iwwert deen neie Lycée. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den „Neie Lycée“ gëtt um Internetsite vum „Neie Lycée“ virgestallt. Dat ass déi nei Ganzdagschoul mat där anerer Pädagogik. An do ass déi Presentatioun esou wéi wann et am Hierscht definitiv géng lassgoen. Et gëtt geschriwwen, dass et d'Réntree 2005 géng ufänken an enger Schoul um Kierchberg an dass fir d'Réntree 2006 um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg et an engem extrae Gebai dann definitiv géif mat där Schoul lassgoen. Et kann ee sech och elo schon umellen, d'Enseignante kënnen hir Kandidatur eraschécken an den Text geet souguer esou wäit, dass do steet, dass et en Établissement ass „institué par la loi“.

Or, mir wëssen awer, dass d'Madame Minister virum engem Mount ee Projet de loi déposiert huet. Et sinn nach keng Avisen do, et ass och keng Consultatioun iwwert dee Projet geféiert ginn, dee jo awer ganz wäit geet, an an där zoustänneger Kommissioun hu mer och nach net driwwer diskutéiert, obwuel den Här Meisch an ech dat itérativement gefrot hunn.

Dofir meng Froen un d'Madame Éducatiounsminister:

1. Sinn d'Initiateur vum Projet, no der Meenung vun der Madame Minister, net virum de Won gelaf andeem se dat esou presentéiert hunn? Initiateur vum Projet, déi jo ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Minister schaffen. Et sinn der fénnef, déi deelweis oder ganz frägestallt si fir dee Projet ze déveleppéieren a si stellen dee Projet um Internetsite am Fong wéi een Aquis duer.

2. Gëtt net bei där Duerstellung einfach d'Chamber ignoréiert, well ech hunn néierens gelies, dass dat sous réserve vun engem Vote vun dem Projet de loi ass?

3. Ass d'Madame Minister mat där Duerstellung vum Internetsite esou d'accord?

4. Et gëtt ugekënnegt, dass 2006 een neit oder ee separat Gebai géng fir déi Schoul um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt ginn, an ech wollt weider wëssen, wellecht Gebai dat wier oder wou dat wier. A finalement wollt ech och nach wëssen, ob dann net déi aner Schoulgebai am Hierscht déiselwecht Moyenen zur Verfügung gestallt kréie fir den Encadrement vum eenzelne Schüler, dee jo awer ganz wichteg ass, fir dass déi à pied d'égalité mat deem neie Lycée gestallt ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo d'Unterrichtsministerin, d'Madame Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Merci, Här President. Dat si véier Froen! Ech probéiere mech awer un déi véier Minutten ze halen.

M. le Président. - Véiermol eng Minutt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Très bien.

Déi Fro, déi d'Madame Brasseur stellt, ass, ob mer ze vill schnell geschoss hunn andeem den neie Lycée presentéiert ginn ass um Internetsite an déi Manéier wéi e presentéiert ginn ass. Dat ass natierlech eng berechtigt Fro.

Ech stelle mech selbstverständlech hannerun oder virun déi Leit, déi dat presentéiert hunn. D'Objektiv, wat ech hinne ginn hunn, ass fir ze soen, mir hätte gär, dass dee Lycée soll an der Réntree vun 2005 ugoen, well wann ee sech kee prezist Zil setzt, dann huet dat alles natierlech Tendenz fir ze schleefen.

Ech ginn zou, dass et onvirsichteg war, fir net grouss drop ze schreien „sous réserve d'approbation parlementaire“. Ech wäert dat awer nohuelen a mir wäerten dat op de Site dropsetzen.

Ech wëll awer richtegstellen, dass ee sech elo net kann umellen. Et kann een eng manifestation d'intérêt eraschécken, dat heescht déi Elteren an déi Schüler respektiv déi Enseignanten, déi drun interesséiert wäeren, déi kënnen elo soen, mir wäeren interesséiert ze kommen, mä si kënnen sech selbstverständlech nach net aschreien. Ech wollt dat awer hei ganz kloer soen.

Effektiv ass et virgesinn, wann dat klappt, dass mer dat Gesetz virum Summer gestëmmt kréien - an et ass jo déposiert -, da géife mer dat am Hierscht 2005 effektiv ugoen an enger Primärschoul um Kierchberg, wou Gespréicher ware mat der Gemeng Lëtzebuerg a wou mer den Accord och hunn, fir do kënnen unzufänken. Wann dat Gebai dann ze kleng wär fir d'Réntree 2006, da misste mer eng nei Plaz sichen. Dat kann ech lech de Moment nach net soen. Ech war just ganz zouversichtlech, well ech gesinn hunn, dass zum Beispill fir de Lycée Vauban ganz séier een neit Gebai provisoresch gebaut ginn ass an ech war du ganz begeeschtert, dass dat esou schnell kéint goen. Ech si jo en Optimist an dofir hunn ech mer geduecht, dat misst dann esou hikommen.

Déi véiert Fro ass déi vun der Moyene fir déi aner Schoulen. Ech mengen de Site ass jo presentéiert ginn, de Projet ass presentéiert ginn an ech sinn eigentlech och ganz frou doriwwer, well ech jo gär hätt, dass dat och soll bekannt ginn an dass ee soll doriwwer diskutéieren. A Gott sei Dank suscitert dee Projet jo och ganz animéiert Reaktiounen. Wat ech positiv fannen, dat ass, dass mer diskutéieren: Wéi soll d'Schoul dann ausgesinn?

Elo wësse mer, dass den neie Lycée ee Lycée-pilote ass, e Projet-pilote, et ass net virgesinn den Encadrement, déi Organisatioun, wou vu moies hallwer aacht d'Schoul op ass bis mëttes hallwer sechs, wou déi Schüler, déi sech aschreiw fir an eng Ganzdagschoul, wou eng aner Pädagogik gemaach gëtt, wou d'Enseignante méi present sinn sur place, wou e ganzen Encadrement, Activités complémentaires sinn, dee Modell gëtt jo elo net op alleguerten déi aner Schoulen ausgedehnt a mir wëllen och net soen: Dat do ass de Modell vun der Schoul vu mar.

Mä mir wëllen eng Evaluatioun maachen, ob dat seng Resultater bréngt oder net an dofir kann ech elo deem net virgräifen. Ech si selbstverständlech där Meenung - an ech huelen un Dir alleguerten -, dass mer de Schoule solle Moyenen zur Verfügung stellen, fir hir Schüler esou gutt wéi méiglech ze encadréieren, awer ech wëll elo net aus all Lycée hei zu Lëtzebuerg ee Lycée-pilote maachen.

Ech soe Merci.

Mme Anne Brasseur (DP). - Gott sei Dank.

M. le Président. - Merci, Madame Delvaux.

Da komme mer elo zur nächster Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Fernand Diederich un de Gesondheitsminister iwwert de Grippevirus.

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich

relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Fernand Diederich (LSAP). - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här Minister am Zusammenhang mat deene ville Grippefäll déi lescht Zäit, déi eng gewësse Beonrouegung an der Bevölkerung an och an der Press mat sech bruecht hunn. Ech wëll den Här Minister froen iwwert d'Ausmooss an d'Gravitéit vun den einzelnen Erkrankungsfäll, iwwert d'Opportunitéit an d'Effikasitéit vun den Impfungen, ob genuch Serum do ass fir mat deenen Impfungen weiderzefueren, ob se opportunn sinn an ob et ee Fréiwarnsystem beim Ministère gëtt, ob et do Mesurë gëtt, fir eventuell eng gréisser Grippe well oder eng Epidemie virzebeugen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Diederich. D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Diederich stellt seng Fro zum richtigen Zäitpunkt, well mer just amgang sinn d'Spëtz vum de Grippeerkrankung vum deem Joer ze errechen, wa mer dovunner ausginn, dass d'Zuel vun den Erkrankungen an deenen nächsten Deeg respektiv an deenen nächste véierzéng Deeg wäert ganz seriö erfogoen.

Net ze verwiessele sinn déi heiteg Grippeerkrankungen, déi et bei eis a bei eisen Nopere gëtt, mat där ugekënnegter Weltgrippeepidemie, dat huet näischt domat ze dinn. Am Moment si mer mat engem Phenomeen konfrontéiert, deen all Joers erëmkënt an enger liicht verännerter Form a wou mer duerchaus gerüst si fir domadder eens ze ginn.

D'Madame Mutsch huet mer doniewent eng Fro gestallt, wéi mer eis op eng potenziell méi exceptionnell Grippe well oder Grippeepidemie amgaenge sinn anzustellen. Déi Fro wäert ech schrëftlech beäntwerten.

Fläicht ugefaange beim Ufank: Zënter zwee Joer gëtt et hei zu Lëtzebuerg e Fréiwarnsystem, e Warnsystem, deen aus engem Netz vun zwielef Doktere besteet, déi feststelle wann et bei der Grippe unzeit an dat eis erlaabt déi noutwendeg Dispositiounen ze huelen. Wann ee kuckt, wat dëst Joer hei zu Lëtzebuerg a Saache Grippe passéiert ass, esou kann ee feststellen, dass am Géigesaz zu deem leschte Joer, wou d'Spëtz vun de Grippeerkrankungen zum Schluss vum Joer errecht ginn ass, dëst Joer déi éischt puer Wochen an deem neie Joer besonnesch intensiv sinn. Wéi gesot, déi Grippe well, mat där mer konfrontéiert sinn, errecht de Sommet an deesen Deeg.

An anere Länner, déi méi fréi getraff gi si wéi mir, wéi zum Beispill Spuenien a Portugal, ass déi Grippe well schon digéiert an et ass an d'Normalitéit iwwergaangen.

Wann een elo déi Grippe well vun deem Joer vergläicht mat deenen aus viregte Joren, esou kann ee soen, dass se eng mëttel bis zolidd Intensitéit hat; et ass awer näischt Exceptionnelles.

Tatsaach ass, dass mer zënter deene leschte Jore systematesch Impfungen promouvéieren. Zënter 2002 lancéiert d'Santé regelméisseg Campagnë fir fräiwëlleg Vaccinatiounen. Dat ass dëst Joer geschitt. Virun e puer Wochen hu mer e Rappel gemaach. De Vaccin

stoung a genügender Quantitéit jiddfer Zäit zur Verfügung. Wann een elo dovun ausgeet, dass de Pic iwwerstanen ass, da gëtt et elo kee Sënn méi fir nei Grippeimpfungen systematesch ze maachen, well et siwe bis zéng Deeg dauert bis dass de Vaccin wirksam ass.

Also, d'Konklusioon: D'Grippe well ass och net laanscht Lëtzebuerg gaang, mä awer kee Grund zur Panik. D'Erkrankung vun deem Joer sinn an der Norm, a mir ware gerüst fir de Leit kënnen am Virfeld mat Vaccin an duerno och déi beschtméiglech Fleeg ze ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Dann als lescht Fro hu mer déi vum honorabelen Här Jean-Pierre Klein, och un de Gesondheitsminister, iwwert de Beräich vun der Psychiatrie. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1)

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, ech wollt dem Gesondheitsminister e puer allgemeng Froen stellen iwwert d'Médecine psychiatrique hei zu Lëtzebuerg. D'Psychiatrie zu Lëtzebuerg, wéi an den Nopeschlänner, ass am Émbroch. D'akut Psychiatrie soll an de groussen, regionale Spideeler geschéien. De Centre neuropsychiatrique vun Ettelbréck soll nei Missiounen kréien.

- Wéi war d'Evolution vun der Médecine psychiatrique zënter dem Rapport Häfner am Joer 1992?

- Wéi ass de Bilan an deser Branche vun der Medezin an deem Moment?

M. le Président. - Här Minister, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Entschëllegt.

Une voix. - Sssscchhhhhhh!

M. le Président. - ...den Här Klein wär frou, wann Der em géift all Är Opmierksamkeit schenken, well en huet nëmmen zwou Minutten.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Si kënnen dat jo och an enger Fraktiounssitzung klären.

M. le Président. - Jo.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Wéi sinn d'Vuë vun der Regierung op deem Gebitt? Wéi gesäit d'Weiderentwécklung vun der Médecine psychiatrique hei zu Lëtzebuerg aus?

Dat wier interessant, fir dorobber vum Här Minister eng Äntwert ze kréien, wann ech lech net gestéiert hunn. Entschëllegt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix. - Dir sidd awer schéi kriddelech, Här Klein.

M. le Président. - Merci, Här Klein. Den Här Gesondheitsminister nach eng kéier.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Klein ass jo soss ëmmer fein, dann ass et och kee Problem wann hien emol eng kéier e bësse méi pickeg ass.

(Interruptions)

Zu de Froen, déi den Här Klein mer gestallt huet iwwert d'Approche vun der Regierung zu der Reform vun der Psychiatrie, e puer Informatiounen. Dir wësst, dass de Rapport Häfner iwwert déi Weiderentwécklung vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg op d'Joer 1992-1993 zréckgeet an dass zënterhier um Terrain munches passéiert ass.

Fir d'alleréischt emol am Centre neuropsychiatrique zu Ettelbréck, dee sech opgemaach huet, dezentraliséiert huet, da weider um Terrain wat déi méi gemengeno Psychiatrie ugeet, déi oppe Psychiatrie ugeet, wou sech munches gedoen huet, an opgrond vun deem leschte Plan hospitalier wou et zu enger Verschiebung vun der akuter Psychiatrie vum Centre neuropsychiatrique eriwwer an déi véier haapt regional Spideeler wäert kommen, déi akut Psychiatrie, déi ergänzt gëtt duerch Dageskliniken.

Well mer awer an der Psychiatrie sécher net um Enn vun eisen Efforten ukomm sinn an och an deene leschte Joren an den Nopeschlänner um internationale Plang an der Psychiatrie munches passéiert ass, ware mer der Meenung, dass d'Zäit komm wär fir déi Efforten ze bilanzéieren, dat ze bilanzéieren wat an deene leschte Joren um Terrain geschitt ass, ze kucken, ob mer domat an där richteger Richtung leien a wéi mer déi Efforté mussen weider ergänzen.

De Professor Häfner ass an der Zwëschenzäit a Pensioun. Mir hunn ee vu senger wichtegste Mataarbechter, de Professor Rössler als Responsable vun enger grousser psychiatrescher Institutioun zu Zürich, gefrot fir dee Bilan ze maachen. Hie soll eis an eise Bestriewung begleeden, fir d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie weiderzedreiwen, net nëmmen d'Dezentraliséierung, mä och d'Destigmatiséierung vun de Kranken. D'Behandlung vun de psychesche Krankheete muss gradesou gutt si wéi déi vun anere Krankheeten. De Professor Rössler ass am Moment amgang, d'Bestandsopnam ze maachen. E wäert se virum Fréijoer virleeden a e wäert eis eng Rei vu Richtlinne ginn, fir an Zukunft weiderzefueren.

Ech wëll awer soen, dass déi Ännerungen, dee Changement an der Psychiatrie, deen de Patient soll dengen, net ouni Schmäerzen an deene betraffenen Institutiounen vu sech geet, dass mer also déi Evolution och ganz seriö begleeden a mer déi Plattform, wou d'Psychiatrien aus deene verschiddene Spideeler zesummekomme mat de Psychiatrie vum Centre neuropsychiatrique, relancéiert hunn. Déi Erfahrung, déi mer an deene leschte Méint an deem doten Aarbechtsgrupp gemaach hunn, ass eng ganz gutt. Déi betraffenen Institutiounen schaffe ganz enk zesummen. Dat mussen se, well et zu enger Verschiebung vun den Aufgabe wäert kommen. Dat wäert an deenen nächste Méint a Flesch a Blut iwwergoen.

Mir denken och drun, fir déi Plattform ze ergänzen duerch d'Spezialisten an der ausserspidolescher Psychiatrie, fir ze kucke wéi déi akut Psychiatrie a Rehabilitatioun, déi an Zukunft méi an dem Ettelbrécker Zentrum soll geschéien, an déi méi gemengeno Psychiatrie enk kënnen zesummeschaffen, fir kënnen d'Prise en charge vun de Patienten an deene jeeweilege Phasë vun hirer Krankheet esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Wéi gesot, de Rapport vum Professor Doktor Rössler gëtt fir d'Fréijoer erwaart, an da wäerte mer d'Chamber iwwert déi weider Schrëtt informéieren.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister.

Domat si mer um Enn vun de Froen un d'Regierung fir haut de Mëtteg ukomm.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5394 iwwert d'Uschafung vun engem Militärfli-ger. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo age-schriwwen, nieft dem Rapporteur: den honorablen Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Glesener. Här Glesener!

7. 5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kol-leegen, dee Projet, mat deem mer eis do befaassen, ass net een all-deeglechen. Et geet wéi Der wësst drëm fir ee Militärfli-ger ze kafen, deen e Käschtepunkt vun iwwer 120 Milliounen Euro bedeit, wat jo net e Pappenstiel ass. An do stelen sech dann natierlech eng ganz Rei Froen hei an der Chamber: Firwat esou e Fliger? Ass et noutwendeg, datt Lëtzebuerg esou e Fliger keeft? Ass esou e Fliger ze finanzéieren? Wat geschitt wann dee Fliger eng Kéier hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou anescht steet? Wéi ass den Accès vu Lëtzebuerg op dee Fliger?

Alles dat si Froen, déi ee sech natierlech muss a soll stellen, an ech hunn och Verständnis fir all déi Kol-leegen, déi e bësse méi mat Problemer un dee ganze Projet do eru-ginn.

Erlaabt mer awer elo ganz kuerz fir déi legislativ Prozedur nach eng Kéier ze sträifen. Den zoustännege Minister, den Här Frieden, huet am Numm vun der Lëtzebuenger Re-gierung den 10. November 2004 dee Projet deponéiert. Mir haten an der zoustänneger Kommissioun de 6. Dezember dat lescht Joer d'Pre-sentatioun vum Projet. Dunn ass de Rapporteur bestallt ginn.

Mir haten och eng Diskussioun an der Kommissioun, déi net zu gréissere Beanstandungen Ulass ginn huet. De Statsrot huet en Avis konzipéiert a presentéiert de 7. De-ze-mber, en Avis, deen duerchwegs positiv war, deen absolut keng Ob-jectiounen par rapport zu där Acquisi-tioun zum Ausdrock bruecht huet. Mir haten de 17. Januar dëst Joer den Débat iwwert dem Statsrot säin Avis an och d'Presentatioun vu mengem schrëftleche Rapport, deen zur Diskussioun stoung, deen lech och alleguerte virläit an dee mer an där Kommissioun dann och mehrheetlech ugeholl hunn.

Erlaabt mer e puer Wuert iwwert d'Noutwendegkeet, firwat esou ee Fliger, virzedroen.

(Coups de cloche de la Prési-dence)

Mir wëssen, Lëtzebuerg ass en onofhängege Stat, an als onofhän-gege Stat ass en agebonnen. Et ass e feste Bestanddeel an engem Militärbündnis, wou et Rechter a Flichte gëtt, deenen ee sech mat Sécherheet net kann entzéien.

Doriwwer eraus ass Lëtzebuerg och agebonnen an eng europä-esch Verteidigungs- a Sécher-heetspolitik. Dat bréngt alles, wéi ech scho gesot hunn, Rechter an och Verflüchtunge fir een onofhän-gege Stat mat sech.

Déi Sécherheets- a Verteidigungs-politik ass definéiert ginn am Laf vun deene leschte Joren. Si ass frësch definéiert ginn an doriwwer eraus war se och Géigegstand vum Konvent, dee jo d'Basis ass vun der Europäescher Verfassung, iwwert déi mer an e puer Méint och hei zu Lëtzebuerg ze befannen hunn, esou dass u sech d'Grond-konzepter vun der europäescher

Verteidigungs- a Sécherheetspoli-tik fest definéiert sinn. Wou nach muss dru gefeilt an driwwer ge-schwat ginn, dat ass déi parlamenta-resch Kontroll an déi parlamenta-resch Partizipatioun an der Euro-päescher Unioun an iwwert d'Eu-ro-päesch Unioun eraus, iwwer d'Konzepter, d'Determinatioun an d'Konsequenze vun der europä-escher Verteidigungs- a Sécher-heetspolitik. Mä dat ass ee Kapitel fir sech, deen awer elo net direkt eppes mat dem Ukaf an der Acquisi-tioun vun deem Fliger hei ze dinn huet.

Et ass also kloer, dass déi gesamt Verteidigungspolitik, mat där mer haut konfrontéiert sinn, déi eis eegen ass an Europa, während deene leschte 15 Joer grond-legend geännert huet an hire Kon-zepter an och an hiren Objektiver.

Wa viru 15 Joer den Hauptobjektiv vun enger Verteidigungs- a Sé-cherheetspolitik dee war fir den Territoire vun deenen eenzelne Länner ofzesécheren, ze verteide-gen am Noutfall, ass dat haut wéi-neger ginn, mä méi huet d'eu-ro-päesch Sécherheetspolitik sech drop agespillt, fir a bestëmmte Kri-seregione vun Europa an iwwer Europa eraus Sécherheetsmoos-namen ze konzipéieren an och do-riwwer eraus, fir Friddensmissiounen kënnen ofzeschleissen am Inté-rêt vu méi Sécherheet a Fridden an Europa, wou mir als Europäesch Unioun an och als Lëtzebuerg natierlech dovu profitéieren.

Doriwwer eraus hunn och d'Arméien am Numm vun der Verteide-gungspolitik eng nei Dimensioun kriit, nämlech ëmmer méi ass et noutwendeg gi fir grouss uge-luechten humanitär Aktiounen an Europa an iwwer Europa eraus duerchzeexercéieren. Et ass net d'Aufgab vun der Arméi - et kënn een zwar driwwer diskutéieren - déi humanitär Aktiounen duerchzeféie-ren, mä wat mat Sécherheet d'Auf-gab vun den Arméien ass, dat ass esou humanitär Aktiounen ofzesé-cheren, fir se ze erméiglechen am Intérêt vun deene Mënschen ëm déi et do geet.

Dat war och eng vun den Ur-saachen, déi Changementer am Rumm vun der Verteidigungspoli-tik erméiglecht hunn, dass d'Lëtze-buenger Arméi sech konnt op-maache fir Ausländer ze rekrutéie-ren, wat virun zéng Joer absolut net denkbar war, an doriwwer eraus iwwerleed mer eis haut, fir niewent deem Standbeen vun eiser Arméi wat mer hunn, och e gewë-sene Professionalismus doniewent ze setzen, fir deenen neien Aufga-be vun der europäescher Verteide-gungspolitik kënnen optimal noze-kommen, wou mer als Lëtzebuerg och eis Kontributioun kënnen leeschten.

Dat bedeit also eng schnell onpro-blematesch Interventioun vun den Arméien an de Krisengebitter, déi vun haut op muer entstinn, déi een net ëmmer kann ofschätzen. Dat bedeit also, dass muss schnell in-tervenéiert ginn am Transport vu Mënschen, déi noutwendeg sinn, Zaldoten, op deene Plaze fir de Fridden an d'Sécherheet ze garan-téieren, fir humanitär Aktiounen kë-nnen ofzesécheren. Dat bedeit, dass och schnellstméiglech dat noutwendeg Material muss an déi Krisengebitter transportéiert ginn. Dat bedeit, dass och ganz schnell militäresch Infrastrukturen, wéi zum Beispill Spideeler, mussen an déi Krisengebitter transportéiert ginn.

Dat wat elo d'Konzept betrëfft vun der moderner Verteidigungspoli-tik, do wëll ech mech op déi puer Aspekter beschränken.

Op Grond vun där determinéierter neier Verteidigungspolitik huet sech dann natierlech och eng Iwwerleeung opgedrängt an Europa an deem Militärbündnis an doriwwer eraus och an der Europä-escher Unioun, fir där Entwécklung Rechnung ze droen an esou ass et 1996, also scho méi laang, zu engem Kooperationsforum komm wat d'militäresch Bewaffnung be-

trëfft tëschent deene véier grou-sen NATO-Länner: Frankräich, Däitschland, England an Italien, an een Deel vun deem Kooperations-forum war och dee Besoin, deen ech elo ëmschriwwen hunn. Fir déi schnell Transporter kënnen onkom-plizéiert ze organiséieren, war also een Deel vun deem Programm d'Konzipéieren an d'Entwécklung vun deenen noutwendegen a sech opdrängende militäresche Flige-ren.

Et huet sech do eng europäesch Industrie fonnt, déi konnt kollabo-réieren, déi och déi technesch Vi-russetzung bruecht huet fir déi nei Technologien ze entwéckelen. Dat war Airbus, an Italien, Frank-räich, England an Däitschland hu sech dann ugefügt, d'Belsch, Lët-zebuerg, Portugal, Spuenien an d'Türkei, fir zesumme mat Airbus dann esou ee Konzept ze entwé-ckele vun esou Militärfli-geren, déi noutwendeg si fir deenen Aufga-ben an där moderner Verteide-gungspolitik nozekommen.

Deemools ass vun iwwer 290 Flige-re geschwat ginn. Dat war deen éischte Besoin, dee kontraktéiert ginn ass. Im Nachhinein ass herno mat Waasser gekacht ginn. Et ass dann e Programm entwéckelt gi vun der Konzipéierung vun 180 Fli-geren, wou deen éischte kënn gelii-wert ginn 2009, dee leschten 2020, an nodeem Lëtzebuerg sech entscheet huet un deem Programm deelzehuelen, de Fliger fir Lëtze-buerg kënn geliiwert ginn am Joer 2017. D'Konventioun zu deem Accord ass den 19. Juni 2001 vun der deemoleger Regierung ënner-schriwwen ginn.

Dat ass also e bësse den Histo-rique vun der Entwécklung vum Konzept vun deem Militärfli-ger.

Am Rumm vun der lëtzebuer-gesch-belscher Kooperatioun, déi schonn zu engem Deel bestanen huet, ass en neien Accord ge-maach ginn den 13. Juni 2001, deen déi militäresch Zesummen-aarbecht tëschent der Belsch an dem Lëtzebuenger Stat regelt, net eleng wat de Fliger betrëfft, mä och wat d'Formatioun vun de Kadere betrëfft, d'Militärschoulen, d'Zur-Verfügung-Stelle vu Material, wat d'Lëtzebuenger Arméi net huet, an doriwwer eraus och fir et ze erméiglechen, fir um belschen Ter-ritoire déi noutwendeg Manöveren ze exekutéieren, an doriwwer eraus sinn awer och d'Konditiounen fest-geluecht gi vun der Kooperatioun am Zesummenhang mat dem Ver-trag iwwert d'Acquisitioun vun deem Militärfli-ger an de Kontrakt mat Airbus ass Mëtt 2003 vun der deemoleger Regierung ënnerzee-chent ginn.

Firwat Airbus? Firwat net aner Fli-geren? Et war kloer, dass Lëtze-buerg net kann decidéiere wat fir ee Fliger mir eis sollen uschaffen. An der Kommissioun ass zum Bei-spill vun engem Kolleg gesot ginn, firwat net ee Fliger a Russ-land siche goen. Antonov si Flige-ren, déi vläicht besser géeegeent si fir humanitär Zwecker.

Et ass natierlech esou, dass mir elo net a Russland reesen a soen, den Här Putin ass e feine Mann. Mir brauchen e Fliger. Kënn der eis ee bauen? Wat kascht en? A wann en en stock ass, da stelle mer en op de Findel an dann huet et sech.

Ech mengen, dat ass mat Sécher-heet net de Wee, Här Henckes, wéi een un de Problem kënn eruegen. Doriwwer eraus war et och kloer fir Europa, dass mer eis net géifen an Ofhängegkeet bréngen zu ameri-kanescher oder Net-NATO-gebone-ner Technologie. Dofir ass Boeing net a Fro komm an dofir ass och Antonov net a Fro komm, mä a Fro ass déi Industrie komm, déi wierklech dat Konzept hat fir esou e Fliger ze entwéckelen, e Fliger, dee kënn villsäiteg benotzt ginn, e

Fliger, dee capabel ass fir schwéier Equipementer schnellstméiglech ze déplacéieren, wéi Helikopteren, 37 Tonnen asw., e Fliger, deen och esou flexibel ass, dass e wéineg preparéiert Landefläche brauch, fir kënnen ze landen an doriwwer eraus kann en op engem Fuss-ballsterrain oni Problem landen an esou schnellstméiglech op allméig-leche Punkte vun Europa a vun der Welt déi Materialien...

M. Henri Grethen (DP). - Dat ass awer e bësse ee grouse Fussballsterrain!

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Et gëtt och kleng Fuss-ballsterrainen.

...fir déi kënnen an Ort und Stelle ze bréngen.

Doriwwer eraus dierf een net ver-giessen, dass och d'Arméien an deene leschte Joren eng ganz grouss Aufgab erfëllt hu wat d'Of-sécherung vun humanitären Aktiounen bedeit.

A wann ech kucken, déi lescht grouss Aktioun, déi a Südostasien am Zesummenhang mat der Tsu-nami-Kris realiséiert ginn ass, wou haut, nodeem d'UNO hir Rapporté gemaach huet, festgestallt ginn ass, dass een Drëttel vun deene Gidder, Medikamenter, Materialien, Mënschen, déi gebraucht gi sinn, ze spéit oder guer net ukomm wie-ren, wann net op Arméi an op Arméifli-ger hätt kënnen zréckgegraff ginn, da wier dat wierklech zu en-ger wäit gréisserer Katastroph komm. A mir wëssen, Lëtzebuerg hat dee Fliger gelount, e Fliger fir een Dag ze loune fir esou eng Mis-sioun ze maachen a Südostasien, huet iwwer 140.000 Euro den Dag kascht.

Voilà, ech mengen dat och zur Erklärung e bësse, dass dee Fli-ger mat Sécherheet net nëmme mi-litäresch Aufgabe kann absolvéie-ren, mä doriwwer eraus och zur Verfügung ka stoen, fir wichteg hu-manitär Missiounen a gréisserem Mooss kënnen ofzeschleissen.

Nun, dat gesot, muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi ass dee Fliger hei zu Lëtzebuerg iwwer-haapt ze finanzéieren? Dat fannt Der am schrëftleche Rapport, well dee Finanzierungsplang am Joer 2003 hätt missen ugoen, awer net konnt mat enger éischer Tranche vu Bezuelen ulafen, well mer nach kee Projet de loi hunn, mä dee sech dann ergëtt an 19 Tranché vu Paiementer, déi pro Joer sinn an déi assuréiert sinn iwwert de Fonds d'équipement militaire, dee mer duerch e Gesetz den 19. Dezem-ber 2003 hei gestëmmt hunn, deen also d'Viraussetzung schaaft, dass dee Fliger bis 2021 ka finan-zéiert ginn an de Finanzement also ofgeséichert ass.

De Käschtepunkt vun deem Fliger ass 120 Milliounen Euro, wat net wéineg ass, mä wou ee sech awer mat rouegem Gewësse ka soen, dass d'Finanzéierung eis net zu weider gréissere Problemer wäert Ulass ginn hei zu Lëtzebuerg an et ass keen heibannen, deen net do-mat kann d'accord sinn, dass mer och déi noutwendeg finanziell Mët-tele mussen opréngen, fir eis Auf-gabe vu méi Fridden a méi Sécher-heet an Europa an an der Welt kë-nnen ze garantéieren. Et geet net, dass mir Lëtzebuenger dovu profi-téieren, mä mir hunn eis moralesch Responsabilitéit, wéi och eisen Deel, wann et machbar ass, sën-n-gemeiss an och logescherweis mat anzubringen an déi ganz Frid-dens-, Sécherheets- a Verteide-gungspolitik vun der NATO a vun der Europäescher Unioun.

Et sinn eng Rei Froen, déi nach opstinn an déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn an déi ech hei nach eng Kéier ganz kuerz objektivitéitshalber wëll offe virbréngen.

D'Fro stellt sech vum Stationne-ment vun deem Fliger. Wéi ass den Accès vun de lëtzebuergeschen Autoritéite fir dee Fliger kënnen

dann ze gebrauche wa mer e mus-sen a wëllen hunn? Wéi ass et mat der Maintenance vun deem Fliger? E Fliger ka jo net während zéng Joer do stoen; wann en dann eng Kéier gebraucht gëtt, da kënn en net méi an d'Luucht. Dee muss also flugtauglech gehale ginn. Et muss domat geflu ginn, do muss Manövere gemaach ginn, do mus-sen Asätz gemaach ginn. Wéi ass d'Crew? Wie flitt op deem Fliger? Wou ginn déi Leit rekrutiert?

Mir sinn eis am Kloren, dass mer dat net eleng zu Lëtzebuerg kënnen maachen. Mir mussen dat natier-lech a Kooperatioun mat den NATO-Sträitkräfte maachen, mat de Belsch ënner Ëmstänn, mä d'Fro stellt sech och, ob et net méiglech ass mat Lëtzebuenger Transportgesellschaften Synergien ze schafen, déi et eis méiglech maache schnellstméiglech op dee Fliger kënnen zréckzegräifen.

Dat bedeit natierlech, dass mussen Equipen trainéiert ginn, déi à même sinn och déi Aufgabe kë-nnen ze maachen, wat och net vun haut op muer ze realiséieren ass, a mat Sécherheet net an där Arméi, wéi mer se haut kennen, machbar ass, mä wa mer vu méi Profession-alitéit schwätzen, mengen ech, dass dat eng weider Pist ass, mat där de Minister an d'Regierung sech mat der Arméi wäerten aus-enaner setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kol-leeginnen a Kolleegen, dat war dat, wat ech nach mengem schrëftleche Rapport wollt bäifü-ge. Et ass wéi gesot eng Fro iwwert déi ee ka kontrovers diskutéie-ren, wou et awer séier wéineg aner Alternativé gëtt, an ech mengen, wa mer wëllen als seriöse Stat am Conseil mat kënnen diskutéieren, mat deenen aneren am NATO-Bündnis an doriwwer eraus och an der Europäescher Unioun, da mussen mer och bereet sinn als Lët-zebuerg eis Responsabilitéit ze iwwer-huelen, ubruecht op Grond vun deene Méiglechkeeten, déi mer hunn.

A mir sinn der Meenung an der Koalitioun an doriwwer eraus, och déi fréier Regierung, de fréiere Ver-deedegungsminister, dee jo mat um Ursprung stoung vun där gan-zer Entwécklung, dass et eng vun deene Méiglechkeeten ass, déi mir als Lëtzebuerg an als Lëtzebuer-ger sollen an och kënnen maachen.

Voilà, ech géif also am Numm vun der Kommissioun d'Chamber bie-den, deem Projet hei d'Zoustëm-mung ze ginn. Fir ofzeschleisse wëll ech dann och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun hei ënner-breedem. D'CSV ass also bereet, net mat Hippihphurra, mä trotz al-lem aus engem Responsabilitéits-gefill och dee Projet hei esou ze stëmme wéi d'Regierung e presen-téiert huet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Projet de loi hei geet et wuel ëm d'Uschafung vun engem Equipement wat kann am Regelfall agesat ginn an deem, wat an der Fachsprooch heescht „Transport logistique“. 1999 war zu Köln ee Sommet Conseil européen, wou decidéiert ginn ass fir d'Auf-gabe vun der Westeuropäescher Unioun, jiddefalls den operationel-len Deel, progressiv eriwwer ze huelen an de Beräich vun der Euro-päescher Unioun.

Et ass säithier enorm villes ge-schitt. An deemools och, dat war nach d'Regierung virun där ech ugehéiert hunn, ass e Katalog iwwert d'Capacitéiten opgestallt ginn, an zwar ass en Inventaire ge-maach gi vun deem wat gebraucht géif ginn, fir enger europäescher

Défensepolitik och déi néideg Moyenen ze gi vun hiren Ambitiounen.

Wat sinn hir Ambitiounen? Ech mengen, de Minister Frieden huet dat e Sonndeg den Owend gesot. Ech kann dat och op wäite Strecken deelen. D'Ambitiounen vun enger europäescher Défense ass e weidert Mëttel an enger ganzer Panoplie vu Moyenen, déi d'Europäescher Unioun sech wëllt ginn, fir ausserhalb vun hire Grenzen ze agéieren. Dozou gehéiert d'Assistance humanitaire, dozou gehéiert de Secours d'urgence, dozou gehéieren och leider, wat net ze éviéieren ass, Défenseaufgaben.

All Kéiers wann d'Urgence gebraucht gëtt oder wann et zu enger militärescher Asaz kënnt, mer et mat engem Echech ze dinn, en Echech well diplomatesch Beméiunge versot hunn, well déi Beméiungen net amstand waren e Konflikt ze verhënneren oder et ass eng Äntwert, wann haaptsächlech eng Urgence ass op en Äerdbiewen, wou d'Leit am Fong och, déi betraff sinn, virun engem Echech stinn. Dee Moment huet een zwou Méiglechkeeten, entweder et hëlt ee reaktiounslos déi Nouvelen, déi ee kritt, hin, an et léisst een déi aner gewäerden oder et mécht ee seng Kontributioun zu der Bewältigung vun deene Krisen, déi ech elo ugesprach hunn.

De Problem an der politescher Duerstellung vun deene Phänomene do ass deen, dass gewëss Aktiounen eng absolut Null-Visibilitéit hunn. An ech huelen dofir dat, wat am leschten annerhallwe Jorzéngt am westleche Balkan passéiert ass. Erënnere mer eis u Bosnien-Herzegowina an der Hallschent vun den 90er Joren, 200.000 Doudecher, 30.000 Fraen, déi violéiert goufen, zwou Milliounen Persounen, déi déplacéiert goufen; d'ganz Öffentlechkeet an do war am Fong d'Opinion publique européenne net en retard, mä en avance.

Politesch Décideuren hu gesot, mir kënnen dat do net reaktiounslos hinuolen. Mir kënnen net zouloosen, dass op der Dier vun der Europäescher Unioun KZer entstinn. Mir kënnen net zouloosen, dass op der Dier vun der Europäescher Unioun et zu ethnescher Purifikatiounen kënnt. Deemoos stoungen all politesch Responsabel - an ech géing och soen, alleguerten déi, déi hei an der Chamber vertraude waren - virun enger enorm schwieerer Aufgab: Interveniere mer? Waarde mer bis mer en Accord hu vum UNO-Sécherheitsrot? Maache mer eppes, wat kompatibel mat deemselwechten ass, oder waarde mer carrément bis d'Recht am Fong formell arrétéiert ass, fir kënnen eng Interventioun ze maachen?

Deemoos ass vill ze vill spéit reagéiert ginn. Denke mer un déi 200.000 Doudecher, 30.000 violéiert Fraen an zwou Milliounen déplacéiert Persounen.

Am Kosovo ass wuel ze laang gewaart ginn, mä et ass awer éischter eppes ënnerholl ginn. Och do hu sech eng ganz Partie schwieereg Froe gestallt, wou haut nach ee sech kann d'Fro stellen, ob ee rechtlich richtig war fir ze intervenéieren. Ëmmerhin ass do d'Zuel vun den Doudechen am Vergläich zu deem, wat a Bosnien-Herzegowina passéiert ass, net esou héich. 10.000 bis 11.000 Doudecher ginn estiméiert, wat 10.000 bis 11.000 Victimen ze vill sinn.

Da kënnt dat, wou d'Europäescher Unioun wierklech hir Lektione gezunn huet; nämlech an der fréierer jugoslawescher Republik Mazedonien zum richtige Zäitpunkt ze intervenéieren. Nodeems se observéiert huet, datt et Signaler gouf am Land, déi kéinten d'Stabilitéit a Gefor setzen, an déi och d'Rechter vun der albanescher Minoritéit kënnte ganz staark tangéieren - fir net méi ze soen -, ass sech dunn decidéiert ginn, fir eng europäesch Aktioun ze maachen, déi souwuel

d'UNO-Personal wéi och d'OSZE-Personal, wat op der Plaz war, ze schützen.

Et koud do zu engem Asaz vu 400 Leit. Et ass kee Mënsch, deen dat do als e grouse Succès gefeiert huet, well de Fait, datt e Konflikt verhënnert gouf, ass gläichzesetze mat enger Null-Visibilitéit. Dat hëlt kee Mënsch an Uecht.

Eng aner Aktioun, déi sech ënner europäeschen Auspices ofgewéckelt huet, ass d'Aktioun an der Ituri, wou ënner anerem Frankräich, mä och d'Belsch an och Lëtzebuerg zu engem méi bescheidenen Ausmoos deelgeholl hunn an éischt Versich gemaach hu fir d'Stabilitéit ze bréngen.

Dat sinn déi Typen vun Aktiounen. Dobäi ass d'Gamme vun den Interventionsméiglechkeeten nach net komplett zu deenen Europa sech bekannt huet, engersäits, a sech och d'Moyenë wëllt ginn an der neier Verfassung anerersäits fir net mat eidelen Hänn dozostoen, wann et anzwousch brennt a wann Nout um Mann ass an Nout un Equipementer.

Ech mengen, et ass doriwwer, wou mer musse schwätzen. Wat maache mer vis-à-vis vun deene Valeuren, déi fir eis selbstverständlech sinn, wann déi anerersäits a Gefor sinn? Interveniere mer oder kucke mer ewech?

D'Europäesch Unioun huet sech an hirer ganz grousser Majoritéit decidéiert fir net ewechzekucken, an zwar fir ze intervenéieren; net fir egal wéi ze intervenéieren, mä fir ze intervenéieren a geregelte Bannen. An déi Bannen, déi sinn d'internationaalt Recht. Et ass d'UNO-Charta, wat u sech och aus der Kommunikatioun vum Dezember vum 2003 ganz kloer ervirgeet. D'Interventiounen kënnen also nëmme just da passéieren, wéi ënnert den europäeschen Auspices, wa se kompatibel si mat der UNO-Charta engersäits, a mat de Beschless vum UNO-Sécherheitsrot anerersäits.

Domat, mengen ech, hätte mer schonn e ganz seriöse Garde-fou fir eng Partie Dériveren ze verhënneren. Wann ee sech dorunner hält, da läit ee scho mol am Regelfall richtig. Mir hunn et also hei mat engem Mëttel ze dinn, dat kann agesat ginn, net an enger europäescher Arméi, well mir wahrscheinlech ni eng europäesch Arméi wäerte kréien, mä am Kader vun europäeschen Défenseaufgaben, déi modulaire kënnen zesummesat ginn aus de Contributiounen, déi déi eenzel Länner bereet sinn zur Verfügung ze stellen all Kéiers dann, wann et zu enger Kris kënnt.

Et ass vill ironiséiert ginn iwwert de Kaf vun deem Transportflieger. Et ass kee Militärfliager. Et kann een deen heiten asetzen souwuel beim Transport logistique, dee gebraucht gëtt am Kader vun enger militärescher Kris, okay, e kann awer och gebraucht ginn am Kader vun dem Secours d'urgence, zum Beispill beim Bau vun enger Loftbréck an engem Krisgebitt, wat heemgesicht ginn ass duerch en Äerdbiewen, oder duerch soss eng Kris vu politescher oder naturkatastrophescher Origine.

Lëtzebuerg leescht also do säi Bäitrag, an et gëtt sech ee Moyaen, dee kompatibel ass mat deene Lacunen, déi 1999 inventoriéiert goufen.

D'Fro ass berechtigt, ob een elo schonn esou vill Sue soll investéieren an en Engin, deen eréischt 2017 zum Asaz kënnt. Do muss een natierlech drun erënneren, datt d'Uschafe vun där Capacitéit hei nëmme just méiglech gëtt, well se mat de Belsch zesumme kann agesat ginn. Mat der Belsch ass och eng Konventioun ënnerschriww ginn, déi nach verfeinert muss ginn, an déi och nach soll an der Chamber diskutéiert ginn, no wat fir enge Modalitéiten, datt déi Equipementer - d'Belsch kréie siwen Avionen, Lëtzebuerg kritt een - kënnen agesat ginn, am Respekt

vun deene rechtlechen Dispositiounen a politeschen Décisiounen, déi ech virun ugeschnidden hunn.

2017 mussen och nach Fligere gebaut ginn, soss kann de Programm guer net ulafen. Dat Ganzt ass eng Politik aus engem Goss, wou natierlech mussen au départ Engagementer si fir 180 Unitéiten ze kréieren, well soss kënnen se och net zu deem Präis, deen ofgemaach ginn ass, ofgewéckelt ginn. Déi éischt lafe vum Band 2009, an déi duerno kommen, bis 2020, déi sollen am Fong progressiv Equipementer, déi am Fong net méi der Zäit entsprechen, ersetzen.

Dozou gehéieren zum Beispill déi belsch Avionë vum Typ Herkules; dat sinn déi, déi eis Truppen an den Afghanistan transportéieren - eng weider Aufgab, déi absolut Sënn mécht, well wann een den internationale Flughafen vu Kabul net géing schützen, da géing ee sech net nëmme privéiere vun de militäresche Moyene fir Stabilitéit dohinner ze bréngen, mä da géif een och den Haaptzougank, déi Haagplatz, wou am Fong d'humanitär Hëllef kann hibruecht ginn, sech verwieren.

Et fënn een also genuch Argumenter, wann ee fir dee Projet de loi hei wëllt stëmmen, fir en ze ënnermauern.

Ech wollt och, well et an der Diskussioun steet, e puer Wuert soen iwwert déi Koexistenz tëschent Kooperatioun, Aide d'urgence a militäreschen Asätz. Et muss ee ganz gutt oppassen, datt et net zu enger Verméschung kënnt. Fir et einfach duerzestellen: Wann en Äerdbiewen an der Tierkei ass, an et transportéiert een éischt Hëllef dohinner mat engem militäresche Flieger, da stéiert dat kee Mënsch. An et ass och net dann esou, dass dann d'Humanitäre gebrandmarkt wieren, wa se mat engem militäresche Flieger landen, ce d'autant plus datt et dann am Regelfall d'Uerdnungskräfte sinn, déi kucken, datt d'Hëllef dann op déi richtig Plaz kënnt. Dat ass d'Polizei respektiv d'Arméi.

Wann een awer en Asaz huet vun Humanitären an enger Kris, déi eng Origine politique ou militaire huet, da muss een natierlech hältlesch oppassen, datt een net d'Humanitären an eng schwieereg Roll bréngt. Well wa se där enger oder anerer Konfliktpartei zougerechent ginn, da gëtt hiren Asaz méi schwéier, a si selwer sinn och physesch gefährdet.

Dofir mengen ech och, dass do déi lescht Ausenanersetzungen, déi et an där Hisiicht gouf, utile waren, well een och nach eng Kéier konnt dee wichtegen Ënnerscheid tëschent deem engen Asaz an deem aneren ervirsträchen. Déi eng gi gebraucht an och déi aner, woubäi de militäreschen Asaz - ech wëll et nach eng Kéier soen - en ultime Moyaen ass, an déi aner diplomatesch Beméiungen deem natierlech mussen virusgoen.

Ech ka mech freeën am Fong iwwert dat, wat an europäeschen Texter steet - och an der Verfassung - iwwert déi dote Problematik, well do notamment déi politesch an déi rechtlich Garde-fouen dra sinn.

Zum Ofschloss, Här President, wollt ech soen, datt mer hei an der Chamber nach ëmmer e Malaise hunn, wa mer iwwert déi Froen do schwätzen. Eng ganz Partie Kollege soen, se wësst net genuch doriwwer. Anerer kënnen natierlech soen: Mä all déi Informatioun, déi Dir frot, déi hutt Dir an iergendenger Form matgedeelt kritt.

Et ka keen heibanne soen, en hätt keen Zougank zu den Informatiounen zu de Beschless vum Sommet vu Köln vum 1999. Et ka kee soen,

e wësst net, wat ënnert der finnescher Présidence oder ënnert der schwedescher Présidence decidéiert ginn ass. Alles dat war Bestanddeel vun offizielle Kommunikatiounen, déi och den Deputéierten zougängelech sinn, an alles dat ass och Bestanddeel gewiescht vun deene sukzessive Briefingen, déi déi politesch Responsabel an der Commission des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Défense gemaach hunn all Kéiers, an zwar ganz schnell no de Conseils européens.

Ech hu selwer och ëmmer e Malaise emfonnt, well ech oft mech ugebueden hunn, fir kënnen an d'Chamber iwwert déi Problematik schwätzen ze kommen, wéi ech do wéineg Echo, fir net ze soen, fir den Heinz Erhardt ze zitéieren, den Echo war „so viel wie fast wenig“, sinn ech du bei d'Fraktiounschef gaangen an ech hu gesot: Mä Dir kënnt och bei mech an de Ministère kommen, mir kënnen doriwwer schwätzen. Deen Eenzegen, deen am Fong Gebrauch gemaach huet dovunner, dat war den Aloyse Bisdorff. Dat war am Fong deen Eenzegen, dee systematesch Gebrauch vun där Offer gemaach huet.

Jo, wann een awer wëllt en Echange hunn, da muss een een hunn, deen Informatiounen ubitt. Ech ginn dovun aus, datt vun deser Regierung, gradwéi vun deene Regierunge virun, d'Bereitschaft do ass fir dat ze maachen. Da muss op där anerer Säit awer och e Kader geschaf ginn, wou déi zwee sech kënnen begéien. Ech mengen do misste mer awer am Stand sinn, iwwer eise Schiet ze sprangen. Well mir mussen iwwer vill Saachen diskutéieren, mir mussen iwwert dat, wat de Minister Frieden Professionalisatioun oder Déprofessionalisatioun vun der Arméi nennt, schwätzen. Mir mussen dat demystifizéieren, well och do ginn et gelunge Virstellungen.

Meng Virstellung ass déi, wann ee bei d'Arméi geet, well een dohinner muss goen, fir kënnen Bréifdréier oder Giischtchen ze ginn, kann een deen net forcéieren an iergendeng Opération de maintien de la paix ze goen an do säi Liewen ze riskéieren. Wann en dat wëllt maachen, da mécht en dat op fräiwëlleger Basis. Mä wann een awer och aus Crédibilitéitsgrënn fir Aktiounen, déi absolut vertriebar sinn, net genuch Leit fënnt, da muss ee sech och kënnen d'Moyenë ginn, fir do eng Partie Leit ënner Kontrakt ze stellen, déi dann do kënnen der Regierung vis-à-vis vu Lëtzebuerg an och vis-à-vis vun der NATO respektiv vun der Europäescher Unioun méi Prévisibilitéit ginn. Doriwwer muss mer schwätzen.

Mir mussen och schwätzen iwwert déi Arrangementer, déi nach ze huele sinn tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der belscher Regierung an deem Fall. Mir mussen kucken, wou d'Potenzialitéit vum Asaz vun den Equipementer sinn. Mir mussen och kucken an eis eens ginn, wou d'Limité sinn. Mir wëllen engersäits Prozeduren alléigéieren, anerersäits mengen ech, och wann d'Prozeduren iwwert de Lancement vun enger Opération de maintien de la paix erlichert ginn, solle mer eis awer net scheie fir all Kéiers dann eng politesch Décisioun oder Diskussioun ze féieren, wann d'Natur vun engem Asaz ännert. Ech hu léiwer eng Diskussioun ze vill oder zwou Diskussiounen ze vill, wéi eng Diskussioun ze mann hei an der Chamber iwwert déi do Problematik.

Här President, déi Equipementer oder deen Equipement, iwwert dee mer haut schwätzen, ass forcément en anere wéi deen, dee mer gewielt hätten an de 70er oder an den 80er Joren. Deen Typ vu Konflikter, deem mer haut mussen begéien, dat sinn Interventiounen a Kriseregionen, wou een nëmme just da ka Schlëmmeres verhënneren, wann ee schnell do ass. Dat geet net mat der Schubkar, dat geet och net mam Dräirad, dat

mussen eben Equipementer si wéi deen Typ, dee mer haut ofstëmmen.

Dat muss souwuel eng Logistique de transport maritime wéi och eng Logistique de transport aérien sinn. An deem Sënn mengen ech hält dee Projet hei d'Strooss well en eng Äntwert duerstellt op ee Kader, dee politesch ganz grëndlech duerchduecht ass an deen och d'Strooss hält mat den neien Imperativer vun der europäescher Sécherheetspolitik, déi sech iwwerengs enger relativ grousser Beléiftheet erfreet, well wann een déi lescht Statistike vun Eurostat liest, da si praktesch vu véier Europäer der dräi d'accord mat engem Asaz am Kader vun der Europäescher Unioun.

D'Zoustëmmung ass manner grouss bei Asätz vun der NATO, well do gespuert gëtt, et wier een net esou fest am internationale Recht verankert wéi dat zum Beispill an deenen neien Dispositiounen ass, iwwert déi mer den 10. Juli an der Verfassung ofstëmmen. Et ass e schwierigen Dossier, mä et ass en Dossier iwwert dee muss méi grëndlech a virun allem méi dobasse kloer a verständlech diskutéiert ginn.

Dat gesot, ginn ech lech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fir dese Projet de loi.

■ **Plusieurs voix** - Très bien.

■ **M. le Président** - Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP)** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass jo seelen, dass d'Chamber direkt iwwert de Kaf vun engem militäreschen Objet ofzestëmmen huet. Et ass och seelen, dass des Chamber en Débat iwwert d'Verdeedegungsolitik huet. Dofir ass den Débat iwwert deesen Transportflieger eng gutt Geleeënheet fir ons Militärpolitik an der Öffentlechkeet ze diskutéieren.

Erlaabt mer am Ufank vun deem Débat e puer méi allgemeng Considératiounen zu der Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik vu Lëtzebuerg am Laf vun der Geschiedung vun onsem Land. Des Politik war ëmmer e schwierige Sujet an zäitweilig de grouse Politikum zu Lëtzebuerg. Dat huet an hat mat de Méiglechkeete vum Land ze dinn, déi ëmmer beschränkt waren.

(**M. Niki Bettendorf prend la Présidence**)

Wat heescht Verdeedegung a Sécherheet fir Lëtzebuerg?

D'Sécherheet vu Lëtzebuerg war vun Ufank u vu senger Existenz an den Hänn vu senger mächtigen Noperen. Am 19. Jorhonnert war Lëtzebuerg de Spillball zwëscht Däitschland a Frankräich. 1914 gouf d'Land militäresch besat, 1919 stoung seng Existenz selwer um Spill a louch an den Hänn vun de Groussmuechten. 1940 huet Nazi-Däitschland Lëtzebuerg an engem hallwen Dag iwwerrullt. D'Neutralitéit vum Land, déi 1867 duerch de Londoner Vertrag vun de Groussmuechte garantéiert gouf, huet keng Kéier eppes géint d'Violatioun vum Völkerrecht genotzt. Lëtzebuerg war de groussen Noperen hoffnungslos ausgeliewert.

Säit dem Enn vum Kale Krich gëtt et keng direkt militäresch Bedrohung méi vu Lëtzebuerg a vun Europa. An Europa selwer gouf et säit dem Enn vum Zweete Weltkrich kee Krich méi zwëscht Däitschland a Frankräich an och net zwëscht aneren europäesche Länner. Haut - an dat ass fir mech eng grouss Errongenschaft, eng historesch Errongenschaft - kann e jonke Mënsch, dee säi Liewe viru sech gesäit, op eng Zukunft oui Krich a sengem direkten Ëmfeld kucken. Dat ass de Verdéngscht vun dem europäeschen Eene-

gungsprozess, dee Fridden an Europa geschaf huet.

Déi enk transatlantesch Zesummenaarbecht vu Westeuropa an den USA an der Zäit vum Kale Krich huet déi pluralistesche Demokratie verdeedegt an erhalen. Dës Zesummenaarbecht war jo déi direkt Konsequenz vum Agräife vun den USA an de Kampf géint faschistesche Muechten am Zweete Weltkrich.

Wat Lëtzebuerg ugeet, huet jo onst Land am Zweete Weltkrich seng Neutralitéit opginn, wéi d'Lëtzebuurger Regierung am Exil zu London an an de Joren duerno un der Neiuordnung an der Nokrichszäit deelgeholl huet. Dat war engersäits d'Bedeelegung un der UNO, déi, anescht wéi de schwache Völkerbond nom Éischte Weltkrich, d'Mëttele krut, fir de Fridde wann néideg och mat Waffen duerchzusetzen, an dat war anerersäits d'Bedeelegung u westleche Bündnisser. An deem Zesummenhang huet Lëtzebuerg sech eng eegen Arméi ginn, fir d'éischt opgrond vum obligatoresche Militärdéngscht, du vun enger Fräiwëlligenarméi. D'strategesch Konzepter hu sech natierlech mat der Zäit geännert.

Wann an der Nokrichszäit vun Arméi zu Lëtzebuerg geschwat gouf, war et oft op eng äusserst kritesch Manéier, wann net op eng oflehnend Manéier, besonnesch op der Gauche, mä och emol vu Säite vun der CSV.

Haut, 15 Joer nodeem déi sou genannt bipolar Welt opgehalen huet ze existéieren, si mer an Europa fir de Multilateralismus, dat heescht fir friddlech Relatiounen mat alle Länner vun der Welt, ouni Hegemoniebestriewen, mä mat der fester Absicht, ons eege Sécherheet an Europa ze garantéieren an dobaussen opgrond vun der UNO-Charta Fridden a Mënscherechter mat duerchzusetzen.

Ons eege Sécherheet garantéieren, wat heescht dat? Grondleeënd fir déi nei Konzepter vu Sécherheet a Verdeedegung ass d'Strategie, déi den Europäesche Rot den 12. Dezember 2003 opgrond vun engem Bericht vum Här Solana doriwuer uegeholl huet. Dës Strategie ass keng ausschliesslech militäresch. Si identifizéiert déi Hauptbedrohunge vun haut, wéi den Terrorismus, d'Massevernichtungswaffen, regional Konflikter, Opléisung vu staatleche Strukturen an organiséiert Kriminalitéit. Si setzt dat an den Zesummenhang mat der Aarmut an der Ënnerentwécklung an der Welt.

Déi fundamental Iddi, déi dës Strategie zugrund läit, ass déi, dass ons Sécherheet net ze trennen ass vun enger globaler Uerdnung. D'Aarmut muss gradesou bekämpft gi wéi d'Diktatur, d'Ënnerentwécklung gradesou wéi d'Onuerdung an d'Kriminalitéit.

Här President, et gëtt sécher regional a global Bedrohungen. Regional muss Europa seng Sécherheet a sengem direkten Ëmfeld garantéieren. Gefort ass hei eng kohärent europäesch Diplomatie, eng gemeinsam Krisepreventioun, eng konsequent Hëllef fir de wirtschaftlechen, sozialen a politeschen Opbau a Länner, déi eben de Krich kennen oder kannt hunn.

Wéi déi fréier jugoslawesch Federatioun ausenaner gebrach ass sinn um Westbalkan al ethnesch, reliéis a politesch Konflikter opgebrach, déi zum Krich an Onstabilitéit un den immédiate Grenze vun Europa gefouert hunn an eng Äntwert vun Europa verlaangt hunn.

D'Integratioun vu Slowenien den 1. Mee 2004, muer an iwwermuer vu Kroatien, Mazedonien an enges Dags vu Serbien-Montenegro, vu Bosnien, vum Kosovo, kann, mä natierlech muss net onbedéngt dozou bäidroen, dass de Konfliktpotential an där Géigend duerch déi friddlech wirtschaftlech a politesch Zesummenaarbecht entschäerft gëtt. An der Zwëschenzäit pro-

béiert d'Europäesch Union d'Zesummeliewen an deene Länner matzehëllefen ze organiséieren, nei Onstabilitéiten an nei Krisen ze verhënneren. Also Stabilitéit a Fridde schafen. Also kee Kolonialismus, kee Besatzungsregime, mä Krisepreventioun mat zivilen a mat militäresche Mëttelen.

Am Osten a Südoste vun Europa hunn déi friddlech Revolutionen an der Ukraine bei de Partnerschaftswahlen - ech soe friddlech Revolutionen -, a virdrun och a Georgien, gewisen, dass an de fréiere Sowjetstaten demokratesch Regeln zum Deel eng Fassad bleiwen an hannendrun en autoritäre System vu fréiere Sowjetapparatschike weider besteet. Russland wëllt seng Hegemonie a sengem fréieren Aflossberäich net ëmmer mat de feinste Methoden duerchsetzen.

Och hei ass e latent Konfliktpotential festzustellen, dat zu Irritatiounen zwëschent der EU a Russland féiere kann. Och hei muss mat diplomatesche Mëttelen iwwer Kooperatioun a Partnerschaft d'Leisung gesicht ginn, fir Fridden a Stabilitéit ze erhalen an ze festegen.

Dat regionaalt Ëmfeld vun der Europäescher Union geet ganz wäit, bis zum Kaukasus, dem Mëttleren Osten an Nordafrika. An dofir och d'Noutwendegkeet fir Europa eng Solutioun am Konflikt zwëschen Israel an der arabescher Welt ze sichen.

Global steet d'Europäesch Union fir e multilaterale Kader an deem d'Länner als gläichberechtigt Partner handelen. D'UNO ass dobäi déi Haaptinstitutioun, déi an hire Strukturen a Capacitéite gestärkt muss ginn. Och dat ass eng Aufgab vun der Europäescher Union um globale Plang.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, kann ech op jidde Fall net erkennen, wéi dat a verschidene Kreeser behaupt gëtt, dass d'militäresch Asätz elo privilegiéiert géifen a manner d'Preventioun an d'zivil Missiounen.

Här President, déi politesch a militäresch Bündnisser a Strukturen vu gëschter bestinn haut nach weider. Et ass och net virauszegesinn, dass se ofgebaut oder ofgeschafte solle ginn. Et geet kee grouse Kreesch duerno duerch all ons Länner. Am Géigendeel gesinn d'Länner d'Schutzfunctioun vun deene Bündnisser. Dofir hëlt d'Europäesch Union an hire Verfassung, an där Verfassung, déi mer zur Diskussioun hunn, Kenntnis vun der NATO gradewéi vun dem neutrale Status vun enger Partie EU-Länner; net méi an net manner.

Ech hu bei Géigner vun der Europäescher Verfassung gelies, domat géif elo déi Europäesch Union sech der NATO an den Amerikaner ausliwweren. Et ass alles, dass net gesot gëtt, déi Europäesch Union géif elo an der NATO opgoe wéi e Stéck Zocker am schwarze Kaffi. Just de Géigendeel ass wouer, well an der Verfassung d'Europäesch Union sech méi Mëttelen gëtt, méi onafhängeg och vun den USA gëtt, fir fir hir Sécherheet anzetrieden.

Wien déi lescht Wochen an Deeg d'Diskussiounen verfollegt huet, erkennt, dass dat jo de grouse politeschen Thema ass, deen och d'Zukunft vun den transatlantesche Bezéiunge bestëmmen wäert.

D'Fro stellt sech: Wëlle mer en eegestänneg Europa, wat eegestänneg seng Sécherheet garantéieren kann, wat eegestänneg an der Welt intervenéiert op seng Manéier oder wëlle mer dat net?

Ech selwer, an och meng Partei, hätte gärten esou en onafhängegt Europa och um Plang vun der Sécherheet.

Déi bishereg Bündnisser goufen ëmmer staark vun den USA dominiéiert, well dëst déi gréisste Militärmuecht war an och nach ass. Den amerikanesche Prabbeli war jor-

zängtelaang Garantie fir Demokratie a Fräiheet a Westeuropa. An no 1990 gouf d'NATO op d'Länner an Osteuropa ausgedehnt, déi Schutz virum mächtigen Noper Russland ënnert dem amerikanesche Prabbeli gesicht an dat mat hirem Participatioun um Irak-Krich gedankt hunn.

D'Tendenz besteet haut an Europa, fir eng eegestänneg europäesch Verdeedegung opzebauen - ech hunn et gesot -, net eng europäesch Arméi, déi jo bekanntlech 1954 zu Paräis gestuerwen ass, mä eng europäesch Verdeedegung, déi Europa Schutz an der verännerte Situatioun no 1990 bidden soll.

Nei Ziler goufe fir déi besteend militäresch Strukture gesicht, déi sech ëmgestallt hunn a weider ëmstellen mussen. Du si fir d'éischt déi sou genannte Petersberg-Missiounen beschriwwen a festgehale ginn. Eng ganz Entwécklung huet stattfonnt, déi iwwregens am Bericht vum Här Glesener beschriwwen gëtt, deem ech och félicitéiere fir seng Aarbecht, fir säi mëndleche Bericht an och fir säi schrëftleche Bericht, an déi direkt op dese Fliger an och op d'Kapiteln iwwert d'Sécherheet a Verdeedegung an der Europäescher Verfassung gefouert huet.

An de leschten zwee Joer huet déi europäesch Verdeedegungs- a Sécherheitspolitik konkret um Terrain agéiert. Säit 2003 huet d'Europäesch Union déi international Police Task Force a Bosnien iwwerholl, d'Missioun Proxima an der fréierer mazedonescher Republik an elo Eujust-Themis a Georgien, déi jo den Här Minister, wéi ech gëschtter Owend op der Televisioun gesinn hunn, viru kuerzem besicht huet.

An duerch d'Arrangementer zwëschent der NATO an der Europäescher Union, sou genannt „Berlin Plus“, konnt d'Europäesch Union eng éischt Militärmissioun an der fréierer Republik Mazedonien duerchféieren, also d'Missioun Concordia an eng Operatioun Artemis an der Republik Kongo.

Dozou kënn en Instrument wéi de Centre de situation, dee Renseignermenter zesummesicht an do duerch d'Analys vun der Situatioun um Terrain erméiglecht.

A Bosnien leeft eng Operatioun Althea of, déi e Gläichgewicht tëschent militäreschen an zivilen Ziler verfollegt; sécher, wéi mer wëssen, e ganz delikat Gläichgewicht.

Ech hunn hei an deene leschte Méint an der Chamber an zu Lëtzebuerg keen Awand gehéiert. Si si menger Usicht no nützlich, si verhënnere Leed fir d'Zivilbevölkerung an droen zur Stabilitéit an zum Fridde bäi. Dat ass weder Kolonialismus, nach Militäroccupation.

Här President, de Fliger féiert ons zur Problematik vum Lëtzebuurger Bäitrag zur NATO, wéi och zur europäescher Sécherheits- a Verdeedegungsolitik.

Zil ass et, laut Koalitiounsprogramm, progressiv, mëttelfristeg op 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt fir Ausgaben an deem Beräich eropzuegoen. Frankräich läit bekanntlech do scho bei 2,5%, Holland bei 1,6%. Mir si bei, jee nodeem wéi een et rechnet, 0,4 oder 0,8%, ob d'Police derbäi ass oder net. Dese Prozentsaz seet menger Meinung no u sech näischt iwwert déi Aart vu Bäitrag aus, dee mer maache wëllen.

Lëtzebuerg huet zum Beispill wéineg Zaldoten. Well mer der ze wéineg fonnt hunn, hu mer d'Arméi fir Netlëtzebuurger opgemaach. Si kënnen nëmmer op fräiwëlleger Basis agesat ginn. Grondsätzlech ass d'LSAP domat averstanen, datt Lëtzebuerg net eleng mat Sue säi

Bäitrag zur Verdeedegungsolitik ofdéngen kann. Zaldote vun der Lëtzebuurger Arméi sinn am Ausland agesat ginn, um Balkan, wéi an Afghanistan. Si hunn hir net ongeféierlech Missiounen gutt erfëllt an domat dem Land e groussen Déngscht geleescht. Si hunn d'Souveränitéit an d'Crédibilitéit vun Land gestärkt a si hu gewisen, dass mer et mat der Solidaritéit no baussen eescht mengen.

Dës fräiwëlleg Asätz stoussen natierlech bei enger klenger Arméi op Grenzen, souwuel wat d'Ausbildung, wéi och wat den Equipement ugeet.

Et gëtt dofir elo vun enger Beruffsarméi geschwat, fir der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, schnell op d'Demande vun der Europäescher Union an der NATO bei Auslandsasätz ze reagéieren. Mir wëssen, dass mer déi Beruffsarméi schonn zum Deel hunn, well Offizéier, Ënneroffizéier a Korporäl si jo Beruffszaldoten, wann ech gutt ënnerriicht sinn. Ob a wéi mer weider Beruffszaldoten zu Lëtzebuerg fannen ouni eng Friemelegioun operéieren, déi jo kee wëllt, dozou wëllt d'Regierung jo an de kommende Méint a Jore Virschléi virleeën.

Vill Leit froen sech och, ob ee sech net en anere Bäitrag vu Lëtzebuerg virstelle ka wéi einfach Zaldoten, zum Beispill a Form vun héichkarätege Spezialisten am Déminage, am Renseignement, an ziviler Hëllef oder vum medezineschen, linguisteschen oder techneschen Personal mat enger héijer Spezialisatioun. An de Petersberg-Missiounen gëtt et vill Saachen ze maachen, fir déi een nient der classescher Arméi aner mënschlech Ressourcë brauch. An ech mengen eis Regierung soll sech dat och mat iwwerleeën.

An da wollt ech nach eppes soen iwwert déi Zuel vun 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt fir Militärausgaben. Ech mengen, déi däréier een och net onafhängeg gesi vun der gesamter Démarche, vun där globaler Démarche vun der Verdeedegungs- a Sécherheitspolitik, wéi se dann elo vernetzt gesi gëtt. Wa Lëtzebuerg 0,8% vu sengem BIP fir Entwécklungsolitik ausgëtt, an domat vill méi wéi aner Grouss- a Mëttelmuechten, muss dat och op iergendeng Manéier an der Statistik betruucht a béuecht ginn.

E Beispill: Wann d'organiséiert Kriminalitéit als eng grouss Gefor fir d'Sécherheet gesi gëtt, wa mer géint Schlepperbanden a géint illegal Immigratioun ukämpfen, geet dat sécher mat Police oder militäresche Mëttelen, mä et geet net ouni e Bäitrag fir d'Entwécklung vun de Länner aus deene Wirtschaftsflüchtlingen, aus deene Leit auswandern, déi bei sech keng Zukunft hunn.

Dofir, Aarmut an Honger an Exclusion sinn den Nährbuedem vun Terrorismus, Diktaturen an der Deliqueszenz vu Staten. Entwécklungsolitik gradewéi eng Welthandelsolitik, déi déi aarm Länner respektéiert, si gradesou wichteg Mëttelen fir d'Sécherheet ze garantéieren wéi Militär.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Ben Fayot** (LSAP). - Här President, d'amikanesch Ausseministerin, d'Madame Rice, huet viru kuerzem an enger Ried zu Paräis déi bekannte Gefore fir d'Sécherheet opgezielt, déi fënnf, déi ech och schonn opgezielt hunn. Ech fannen, dass den Discours vun der Bush-Administratioun aner wichteg Gefore vergësst ze ernimmen, déi net mat militäresche Mëttelen bekämpft kënnen ginn a fir déi mer och vill Mëttelen brauchen. Ech hu se scho genannt: sozial Ongläichheet, Raubbau un der Natur, Ongläichheet zwëschent de Kontinenten, de Länner an an de Länner zwëschent immens räich an immens aarm.

Wat mécht ee Mënsch mat Fräiheet an Demokratie, wann en näischt ze räissen an ze bäissen huet, wa seng Kanner keng Zukunft hunn?

Déi global Welt gëtt méi räich, mä vill Leit ginn an där Welt méi aarm.

Dofir ass zum Beispill de Virschlag vu Groussbritannien interessant, en allgemenge Schuldenerlass fir d'Entwécklungslänner ze dekreteieren. A besonnesch Europa däréier déi sozial an ekologesch Dimensioun weider bei sech nach dobausse vergiessen. An der globaler Welt muss Europa säi soziale Modell erhalen an ausbauen, seng Ëmwelt erhalen a verbesseren an domat och dobaussen duerchsetzen.

Här President, d'Europäesch Union ass eng Wirtschaftsmuecht, déi ausser enger moralecher a politescher Autoritéit fir den Abléck wéineg Mëttelen huet, fir sech dobausse Respekt ze verschafen. Si gëtt als sou genannten „Softpower“ bezeechent, an dach huet se esou Mëttelen. D'Europäesch Union ass indirekt iwwer wichteg Memberen am Sécherheitsrot vun der UNO vertratt. A wa se mat Drëttlänner Partnerschaften oder Zesummenaarbecht decidéiert, ka se dora Klauselen géint Massevernichtungsmëttelen abannen, wéi se dat zum Beispill an engem Accord mat Tadjikistan den 11. Oktober 2004 gemaach huet a wéi se dat och an engem Accord d'association mat Syrien agefügt wëllt hunn.

Op deemselwechte Plang läit de Versuch vun der Europäescher Union iwwer Däitschland, Frankräich a Groussbritannien, den Iran mat wirtschaftlechen an diplomatesche Mëttelen ze iwwerzeegen, keng Atomwaffen ze produzéieren. Fir d'Europäesch Union als Wirtschaftsmuecht an als Muecht, déi op Verhandlungen a Multilateralismus setzt, däréier militäresch Interventioun ni zu engem Mëttel ginn zu deem ee gräift éier all aner Mëttelen ouni Erfolleg bliwwen sinn.

Här President, d'Europäesch Union huet sech als Zil gesat, bis 2010 schnell Eingreifstruppen opzebauen an domat eng Roll fir d'Erhale vun Fridden an d'Agräifen am Fall vu Krisen ze spillen.

Den Avion, dee Lëtzebuerg keeft, soll dozou bäidroen esou Truppen ze transportéieren a soll doriwuer eraus fir aner humanitär Flich benotzt ginn. Den Airbus, dee mer kafen, entsteet duerch eng europäesch industriell Entreprise, déi fir vill europäesch Firmen Optrag offeriert an Aarbechtsplazen an der Industrie erhält oder schafft. Krichsmaterial gëtt nun ebe producéiert, an Europa, mengen ech, deet gutt drun och op deem Plang seng Eegestännegkeet ze entwéckelen.

Haut stëmme mer ee Projet de loi fir eng Décisioun ze formaliséieren, déi am Dezember 2002 vun der viregter CSV-DP-Regierung geholl gouf, ouni dass d'Chamber domat befaasst ginn ass. D'LSAP hat sengerzäit kritiséiert, wéi dat geschitt ass, mä net wat geschitt ass.

Zwar gëtt den Avion eréischt 2017 geliiwert an domat operationell, fir d'LSAP ass et awer gradesou wichteg wéi den Ukaf vum Avion, d'Manéier wéi den agesat gëtt. Also et geet hei ëm den Ukaf vum Avion, mä zugläich muss mer kucken wéi en agesat soll ginn. Sécher wësse mer, dass e soll an déi belsch Arméi integréiert ginn. E muss awer onser Meinung no ënner Lëtzebuurger Souveränitéit a mat Lëtzebuurger Mandat agesat ginn, esou wéi mer elo bei de Friddensmissiounen vu Fall zu Fall eegestänneg decidéieren, well mer och beim Asaz vun Militärfliager decidéieren, wou a wéi dat ze geschéien huet.

Well an der Logik vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedegungsolitik ass et eng Evidenz, dass net nëmme politesch Décisiounen op deem Gebitt mat Eestëmmegkeet geholl ginn. Et ass gradesou evident, dass de Memberstaten hir Mëttelen, ob dat elo Zaldoten oder Material sinn, nëmme mat hirem expressen Averstännis agesat ginn.

Une voix. - Très bien.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, dee Flou, deen eng Zäit beim Avion geherrscht huet, énnert der viregter Regierung, huet och iwwert dem hallwe Schéff geschwieft, wat jo anscheinend an der belscher Budgetsmisäre énnergaangen ass.

Nu mengen ech, och opgrond vun der Sensibilitéit vun esou Dossieren - et ass schonn hei gesot ginn, och vum Här Goerens -, dass d'Regierung Interessi drun huet, kloer demokratesch Prozeduren anzehalen an der Öffentlechkeet kloer Wäin anzuschenken.

An deem Zesummenhang wëll ech ee Wuert soen iwwert déi Gesetzsännerung, déi d'Regierung abruecht huet, fir bei Missiounen am Ausland d'Prozedur méi flexibel a méi schnell ze maachen. Elo muss jo opgrond vum Gesetz iwwert d'Opération pour le maintien de la paix, dat sou genannt OMP-Gesetz vun 1992, wann e puer Leit op eng Missioun an d'Ausland geschéckt ginn, e Règlement grand-ducal no Avis vum Conseil d'État an der Conférence des Présidents vun der Chamber geholl ginn. D'Chamberkommissioun konnt ëmmer erëm constatéieren, dass dës Missiounen net ouni Gefor waren, mä awer eigentlech keng Kampfhandlung waren. An Zukunft soll der Regierung no just d'aussepolitisch Kommissioun bei esou Missiounen consultéiert ginn, well d'Regierung och schnell reagéiere muss.

Ech hu perséinlech domat kee Problem, wann dës Consultatioun extensiv an intensiv ass. Ouni weder dem Conseil d'État, nach der Presidentekonferenz ze no ze trieden, sinn ech der Meenung, dass d'Verdeedungskommissioun vun der Chamber à même ass, d'Portée vun enger Missioun ze erkennen an ze jugéieren.

Elo gétt gesot, dat hunn ech och emol gelies, den Afloss vun der Chamber géif duerch dës Gesetzsännerung méi kleng ginn. Ech mengen dat net. Dat hânt virun allem vun der Chamber selwer of. Wann zwëschent der Regierung an der aussepolitischer Kommissioun iwwer eng Missioun en Désaccord besteet, huet dës Kommissioun d'Méiglechkeet déi Fro virun dem Plenum an domat an d'Öffentlechkeet ze bréngen, eng Motioun ze stëmmen an déi Fro och zur politischer Auseinandersetzung ze bréngen.

D'Gesetz vum 27. Juli 1992 iwwert d'Opération pour le maintien de la paix seet, dass d'Regierung ënner anerem e Kontingent vun Zaldoten am Kader vun esou Operatiounen ka schécken. Eng OMP-Missioun ass, dem Artikel 1 no vun deem Gesetz, ech zitieren: «une mission à caractère civil ou militaire dont le but consiste notamment dans la prévention, la limitation, la modération ou la cessation d'hostilités internes ou inter-étatiques par l'intervention d'un tiers avec l'accord des parties directement concernées».

Dat sinn u sech keng klassesch Krichshandlungen, fir déi mer den Artikel 37 vun eiser Verfassung beméie mussen.

Sécher, Här President, als leschte Gedanken zu dësem Bäitrag, muss mer op dës Diskussioun vu Verdeedungs- a Sécherheitspolitik zréckkommen, wann d'Europäesch Verfassung a Kraaft ass, well d'Kapitel iwwert d'Sécherheits- an d'Verdeedungsolitik ass eent vun deenen, dat inhaltlech entwéckelt an ausgebaut gétt. Géintwärtig der viregter Vertrag gi fir d'éischt d'Missiounen vun där Politik ausgeübt. Niewent de Petersberg-Missiounen, déi am Traité vun der Europäesch Union säit Maastricht bestinn, kommen Aktiounen fir Désarmement, Hëllef a Conseil fir d'Militär, Krisepreventioun a Stabiliséierungsoperatiounen no de Konflikter.

Et gétt eng Agence fir Waffen a Fuerschung gegrënnt. Et gétt eng extra Zort vu verstärkter Zesummenaarbecht zwëschent Länner, déi besonnesch schwierig Missiounen iwwerhuele wëllen an dat ass sécher eng wichteg Fro, och wat d'Participatioun vun den nationale Parlamenten doranner ugeet. An et gétt och eng Solidaritéitsklausel zwëschent allen europäesche Memberstaaten am Accord mam Artikel 510 vun der UNO-Charta.

Et gétt iwwregens, dat wollt ech nach a Klamere soen, vu Géigner vun der Verfassung kritiséiert, dass am Artikel 41 vun der Verfassung nëmme vun de Prinzipien vun der UNO-Charta Rieds geet an net vun engem Mandat vum Sécherheitsrot vun der UNO. Ech verstinn deen Awand eigentlech net, well d'Prinzipien vun der UNO-Charta jo soen, dass d'UNO de Gewaltmonopol huet an dass e Mandat vun der UNO néideg ass fir an der Welt anzegräifen. Klamere zou.

Här President, fir mech sinn dës Bestëmmunge vun der Verfassung wichteg Elementer op dem Wee fir eng europäesch Verdeedegung. Europa als Wirtschaftsmuecht mat 450 Milliounen Awunner huet eng Verantwortung no bannen an no baussen. Dës Verantwortung ass eng global fir Friden, fir Demokratie, mä och fir den nohaltegen Handel, fir Ëmwelt a Klimaschutz an der Welt, fir de Kampf géint d'Aarmut an d'Exclusioun.

Verdeedungs- a Sécherheitspolitik ass een Element dovunner. Et kann een de Kranken an de Verfollegten net hëllef, wann een se net beschütze kann a wann een déi net beschütze kann, déi hëllef an déi gehollef kréien.

Déi grouss Majoritéit vun der Bevölkerung ass fir eng europäesch Aussepolitik a wënscht, dass Europa sech och militäresch Mëtelen dofir gétt. Déi Europäesch Union, dat wëll ech hei awer wierklech och virun Land soen, ass keen imperialistescht Räich. D'Europäesch Union ass eng Schicksalsgemeinschaft, déi aus dem Krich ervirgaangen ass, fir de Friden ze garantéieren. D'Europäesch Union ass de geneeë Géigendeel vun enger imperialistescher Muecht. Si huet bis elo an Europa Fridde geschaf a wëllt dat weider maache bei sech, ronderëm an an der Welt.

Ech mengen och, dass de Pazifismus, also den absolute Gewaltverzicht, keng Solutioun ass. De Réckzuch an national an europäesch Grenzen och net. Global Verantwortung fuerdert zivil a militäresch Mëtelen. Fir d'Sécherheet an onser globaler Welt ze garantéieren muss mer ons upassen, ons Mëtelen ginn op allen zivile Pläng, an dem Handel, der Wirtschaft, der Hëllef, der Partnerschaft, mä och Mëtelen um militäresche Plang an dofir stëmmt d'LSAP dësse Projet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et dierft deene meeschten heibannen net entgaange sinn an deene leschte puer Wochen, dat déi Gréng dësse Projet net wäerte stëmmen an ech muss natierlech fir dat ze motivéieren e bësse méi wäit aushuelen. Et hu jo och schonn anerer vu menge Virriedner dat elo gemaach, déi sech e bësse méi allgemeng beschäftegt hu mat der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik. Ech muss dat och maachen, fir kloer ze maachen, firwat dat eis Positioun haut esou ass wéi se nun eemol ass.

Säit dem Akraafttriede vum Vertrag vun Amsterdam an Joer 1999 ass e wesentlechen Tournement komm an der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik. Zwar waren

och scho beim Maastrichter Vertrag eng Rei wichteg Elementer an deem Zesummenhang festgeschriwwen ginn, mä et ass duerch den Amsterdamer Vertrag, wou eigentlech déi richteg europäesch Sécherheits- a Verdeedungsolitik, ESVP, mat hiren dräi Komponenten, wéi mer se haut kennen, prezisiéiert a verdäitlecht ginn ass.

Wat sinn déi dräi Komponenten? Dat éischt ass eng militäresch Komponent. Iwwert déi gétt eiser Meenung no am Moment am meeschten oder vill ze vill geschwat. Dat zweet ass eng zivil Komponent an dat drëtt ass eng Komponent vu Konfliktpreventioun. An zu där drëtter Komponent géif ech emol gäre behaupten an ech kommen nach dorobber ze schwätzen, obschonn zu Göteborg 2001 déi als déi wichtegst ugesi ginn ass, iwwert déi drëtt gétt am Moment quasi guer net geschwat, respektiv hu mer eis am Moment nach iwwerhaupt keng Moyenn ginn. Eiser Meenung no ass dat awer eng vun deene wichtegste Komponenten an enger Sécherheits- a Verdeedungsolitik.

Déi zwou éischt Komponenten, déi militäresch an déi zivil, sinn och déi, déi an deene sou genannte Petersburger Aufgabe beschriwwen gi sinn. Si sinn och integrale Bestanddeel vum Titre 4 vum Vertrag vun der Union. 2001 ass awer déi drëtt Komponent méi prezisiéiert ginn, nämlech déi vun der Konfliktpreventioun an dat hat eng ganz Rei Gréng, well natierlech um Sommet zu Göteborg, wéi déi Komponent definéiert ginn ass, och schonn eng Rei Bilanë gezu gi si vun Echecher aus den 90er Joren, virun allem natierlech och vum Desaster vun deem wat um Balkan passéiert ass an esou weider.

An dunn ass gemengt ginn, dat eigentlech d'Konfliktpreventioun - ech kommen herno am Detail drop zréck wat fir eng Elementer dorënner ze verstoe sinn - misst e besonnesch grouse Stellwäert kréien am Kader vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik.

Wat beinhalten déi dräi Komponenten elo am Detail?

Déi militäresch, vun där am Moment am meeschte geschwat gétt. Do kenne mer jo dat Schlagwuert vun deenen ominöse Battlegroups. Wat heescht dat? Déi Battlegroups hunn als Haaptzil, dat eng Sträitkraaft vu 60.000 Unitéite banne 60 Deeg ka mobiliséiert ginn an dat d'Garantie besteet, dat se zumindest ee Joer kann an engem Dauerassaz sinn, wann et noutwendeg ass.

An deem Kontext iwwregens, well natierlech vill iwwert déi Komponent an iwwert d'Schwaachpunkten, déi mer haut hunn, fir déi ze erfüllen, diskutéiert gétt, huet sech anscheinend erausgestallt, dat mer an Europa ee grouse Schwaachpunkt hunn, dat sinn d'Transportcapacitéiten am militäresche Beräich. Et wieren der ze wéineg do an et gétt gesot déi, déi mer hätten, wieren zu engem groussen Deel och nach vereelt, déi missten no an no ersat ginn.

An duerfir ass och déi Décisioun erbaigeschwuer ginn, fir de Kaf vun deenen 180 Airbussen, wou mer dann iwwer een dovunner haut de Mëtteg schwätzen. Ech mengen awer, dat et och nach aner Gréng gétt, firwat iwwert déi Airbussen do geschwat gétt a firwat déi Décisioun geholl ginn ass. Op déi kommen ech nach méi spéit zréck.

Zweete Punkt, déi zivil Komponent ass prezisiéiert ginn um Sommet zu Feira 1999 an zu Göteborg 2001 och. Déi huet virun allem e Véiermoosname-Paquet zu deem sech verpflichtet ginn ass.

Deen éischt Punkt ass deen, dat eng Zesummenaarbecht vun de Polizeikräften ugestriift gétt an an deem Kontext ass zum Beispill festgehal ginn, dat et muss méiglech si fir 5.000 Polizeibeamte schnell ze mobiliséieren, wann et noutwendeg ass, 1.000 dovunner innerhalb vun 30 Deeg, wann et drëms geet zum Beispill d'Uerdnung an engem Land, an engem Krisengebitt erëm hierstellen.

Den zweete Punkt ass, dat eng Stärkung misst ugestriift gi vun der Rechtsstaatlechkeet, entweder a Gebidder wou Krisen existéieren oder wou Krise behuewe sinn a wou mer nach an lwwergankssituatiounen sinn. Do ass sech zum Beispill verpflichtet ginn, dat musse relativ séier bis zu 200 Riichter, Staatsanwälter, Strofvolzzuchsexperten an aner wichteg Persounengruppen innerhalb vum Geriicht a vum Strofvolzzuch kenne bereitgestallt ginn.

En drëtter Punkt ass d'Stärkung vun der Zivilverwaltung. Zum Beispill sollt et an Zukunft méiglech si fir Expertengruppen, déi Wahle virebereeden a Länner, wou virun Onstabilitéit existéiert huet, awer och Expertengruppe fir esou Saache wéi e Steiersystem opzebauen, Bildungswiesen, Waasser-versuergung oder aner Saachen, déi zum zivile Beräich gehéieren, fir déi relativ séier erëm kënnen opzebauen.

Zum véierte Punkt gehéiert de Bevölkerungsschutz. Virun allem misst do e ganze logisteschen Apparat opgebaut ginn, dee kënnt den Hëlfeorganisatiounen zur Säit stoen a virun allem och do als Beispill nëmme een erausgeholl, muss et fäerdeg bruecht ginn innerhalb vun dräi Stonnen Evaluierungsteamen oder Expertenteamen vu bis zu 2.000 Persounen ze mobiliséieren, fir a verschidde Krisefäll kënnen op der Plaz agesat ze ginn.

Dat heescht, wann een deen zweete Volet kuckt, da stellt ee fest, dat dat wat do um Niveau Ressources humaines, Logistik an esou weider misst zur Verfügung gestallt ginn, en enormen Apparat ass an een enorme Käschtewuert wäert mat sech zéien. Allerdéngs gétt, wéi gesot, iwwert deen am Moment am Detail ganz wéineg diskutéiert, mä haaptsächlech iwwert deen éischen.

Deen drëtten ass deen vun der Konfliktpreventioun. Virun allem soll et dorëms goen, dat d'Ursaache vu Konflikter identifizéiert kenne ginn, fréizäitig identifizéiert kenne ginn, fir se dann och kënnen ze bekämpfen. Et soll versicht ginn, eng ganz Logistik opzestellen, déi et erméiglecht méi effektiv Konflikter schonn an hirer Ufankphasen ze identifizéieren. D'international Zesummenaarbecht an deem Kontext soll gestärkt ginn. Zu all deenen dote Punkte gétt et bis elo rose wéineg, wat op d'Bee gesat ginn ass. Wann ee kuckt am Kader vun den EU-Budgeten, wat d'finanziell Envergue ass fir déi dote Saachen zum Beispill, da stelle mer fest, dat dat ridicule wéineg ass a bäi wäitem net dat ass, wat sech als Zil gesat ginn ass zu Göteborg 2001.

Fir déi Gréng ass et awer esou, dass déi europäesch Sécherheits- a Verdeedungsolitik, zu där mer stinn - dat wëll ech ausdrécklech soen -, e Ganz ass, dass déi dräi Komponenten zesummegehéieren, an dat mir keng Loscht hunn elo separat iwwer ee Volet, an da virun allem deen militäreschen ze diskutéieren, an déi aner an der öffentlecher Debatt permanent ausen vor gelooss ginn.

Mir mengen och dofir, an dat sinn eis gréisste Bedenken, déi mer am Moment hunn, wa mer kucke wéi d'Diskussioun am Moment gefouert gétt, dat zum Deel hanne vir ugefaange gétt an der Approche vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik.

Fir eis ass et op alle Fall kloer, do misst d'Hierarchie esou sinn, wann een déi dräi Komponenten hëlt,

dat d'Konfliktpreventioun un éischter Stell steet, un zweeter déi zivil Komponent an dann un der drëtter Plaz eréischt déi militäresch kënnt.

Um Enn ass et awer esou, dass mir feststellen, dat de militäreschen Aspekt d'Top-Prioritéit genéisst an deen eigentlech als prioritär ugesi gétt, an och dass sech e bësse, fir net ze soen ëmmer méi staark der Illusioun highi gétt, dass een duerch héich Investitiounen an deen dote Beräich eng Keier e risestärke Militärapparat kéint opbauen, deen eis dann déi Sécherheet an déi Sécherheitsgefäller géif ginn, déi mer bräichten an déi mer ustriewe mat deem gesamte Konzept.

Déi aner Konzepter, wéi gesot, gi vernoléisseg. Dee vun der Konfliktpreventioun - ech hat et gesot - ass zu Göteborg 2001 zur absoluter Prioritéit deklaréiert ginn. Wann ech déi Debatte verfolge, déi de Moment intensiv och am Europaparlament stattfannen, da stellen ech fest, dat dat och am Europaparlament ganz staark kritiséiert gétt, dat deen do Volet bis elo iwwerhaupt net weiderbruecht ginn ass, dat deen absolut e Stéifkand ass, an dat einfach alles wéi gesot sech just ëm deen militäresche Volet dréint.

A wann een dann doriwwer diskutéiert wéi ee Bäitrag ee Land am Kader vun där europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik soll leeschten, da menge mir, da muss een dat kënnen diskutéieren par rapport zu deene 25 Länner en fonction vun deenen dräi Sainen. Da muss et fir eis och egal sinn a wéi eng vun deenen dräi Sainen eventuell dat eent oder dat aner Land investéiert.

Ech wëll mech erklären. Ech mengen, dass et wéineg Sënn mécht fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat stricte keng militäresch Traditioun oder „Kultur“ huet, wat éischer no der Ofschafung vum obligatoreschen Arméidéngscht de militäresche Volet an en absolute Minimum zréckgeschrauft huet. An dofir muss ee sech awer kënnen d'Fro stellen, wa Lëtzebuerg dann - a mir mengen, dat Lëtzebuerg säi Bäitrag zu der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik muss leeschte sougutt finanziell wéi och wat d'Zur-Verfügung-Stelle vu Leit wéi och wat d'Logistik ubelaangt - dee Bäitrag leescht, ob et dann net méi Sënn mécht fir esou ee klengt Land, wat wéi gesot keng militäresch Traditioun huet, an de Volet 2, deen ech virun opgezielt hunn, vun der Konfliktvermeidung investéieren ze loosse wéi onbedéngt an deen militäreschen Aspekt.

Ech mengen, wa mer iwwert déi gesamt Strategie, déi gesamt europäesch Sécherheits- a Verdeedungsstrategie diskutéieren, da muss och de Bäitrag vun engem eenzelne Land par rapport zu deenen dräi Saile gekuckt ginn an net nëmme par rapport zu engem.

Mir mengen op alle Fall, dass et fir Lëtzebuerg méi Sënn ebe gemaach hätt, wann ee gesot hätt: Hei, komm mir schrauwen eis Ausgaben am Beräich vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedungsolitik erop, mä mir investéieren an déi zivil Komponent oder an d'Komponent vun der Konfliktpreventioun, an dann hu mer genauou gutt e Bäitrag geleescht wéi anerer, déi vläicht Militärflienger oder -schëffer kafen. Dann hätt dat sécherlech dora gepasst.

Ausser natierlech et ass ee wierklech der Meenung, dat déi dräi Komponenten net Bestanddeel vun engem gesamten europäesche Konzept, vun engem europäesche Modell sinn. Dat géife mir op alle Fall bedauerlech fannen an och contraire zu deem fannen, wat eigentlech op deene Sommeten Enn der 90er Joren diskutéiert ginn ass.

Dat géife mer och contraire fannen, Här Fayot, zu deem, wat am Kontext diskutéiert ginn ass, wéi sech d'europäesch Sécherheits- a Ver-

deedegungspolitik virgestallt gëtt, wou ëmmer insistéiert ginn ass op d'Zesummespill vun deenen dräi Komponenten do. Op alle Fall ass et fir eis relativ bedenklech, wa mer als Lëtzebuerg higin an eben dee Wee aschloen, dee mer hei aschloen, andeem mer wéi gesot reng an dee militäreschen Aspekt investéieren, wou mer an d'Richtung ginn, andeem mer dee Militärflieger finanzéieren.

Da kënnst een anert Argument, dat ech wëll virbréngen, wat eis besonnesch gestéiert huet an där ganzer Diskussioun hei, sougutt scho bei där viiregter Regierung wéi bei där heiter, déi déi Argumentatioun zum Deel weidergefouert huet. Dat ass, dass dee Militärflieger hei zum gudde Deel an der Öffentlechkeet gerechtfäerdigt ginn ass mat humanitären Zwecker.

Komm mir sinn éierlech: Dat, wat mer hei kafen, ass e Militärflieger, an deen ass geduecht virrangeg fir militärescht Material ze transportéieren, e Militärhelikopter ze transportéieren. Dee Flieger gëtt iwwerengs och deemtsprechend militäresch équipéiert mat Maschinestoulen, logescherweis, well e geduecht ass fir haaptsächlech militäresch agesat ze ginn.

Wat hei an de Vierende grond geschobe gëtt, och elo nach - fir meng Begrëffer e bëssen zynesch - um Hannergrond vun der Tsunami-Katastroph, dat ass op alle Fall scho bal de mauvais goût, géing ech soen, dat ass net dat, firwat de Flieger ugeschaf gëtt.

De Flieger hei gëtt kaaft am Kontext vun enger europäescher militärescher Strategie a mir sollen och wann ech glift endlech ophalen, déi geféierlech Vermeschung ëmmer erëm ze maachen, déi Usus ginn ass an där leschter Zäit, fir déi militäresch Missiounen esou einfach locker an engem Otemzuch ze nenne mat deenen humanitären, respektiv fir dat ze maachen, wat mer hu misse feststellen, och an deene leschte Konflikter, virun allem an Afghanistan, an dat de Sonndeg och zu Recht op där Debatt op der Televisioun vun engem Vertrieeder vu Médecins sans frontières opgeworf ginn ass, wou carément esouguer gesot gëtt, zum Beispill an Afghanistan: Wann Dir lech net esou behuelt wéi mir dat als militäresch Muecht hei gären hätten, da sträiche mer lech d'humanitär Hëllef oder d'humanitär Hëllef ass gebonnen un de Fait, dass Dir lech behuelt esou wéi mir et gären hätten.

Do gi geféierlech Spillercher gemaach, geféierlech Vermeschung gemaach, a kommt mir sinn esou éierlech a mir soen, firwat dass mer dee Flieger hei kafen, kommt mir loossen déi humanitär Aspekter hei eraus, soit dass en och vläicht iergendwann eng kéier agesat gëtt, fir Medikamenter oder ech weess net wat och iergendswou ze féieren.

Ee leschte Punkt, deen ech awer mengen, deen een och net kann négligéieren an där ganzer Diskussioun, dat ass deen, dass et gewesene Käpp an Europa och virschwieft fir een Op- oder Ausbau vun der europäescher Rüstungsindustrie an d'Wee ze leeden, a mat haaptsächlech där Bestellung vun deenen 180 Airbusen hei gëtt dat relativ daitlech.

Ech wëll verweisen op een excellenten Artikel vum Romain Hilgert am „Lëtzebuerger Land“ vum 8. Juni 2001, deen dat menger Meenung no ganz gutt folgendermoossen analyséiert huet, wou e seet: „Die Entscheidung der belgischen und luxemburgischen Regierung vom Freitag...“ - also 2001 natierlech - „...drängte, denn in 14 Tagen will Airbus bei der Pariser Rüstungsmesse von Le Bourget endlich ein Auftragsheft für sein großes Militärprojekt vorlegen können, um am 21. Juni um 14.00 Uhr alle Zweifel darüber zu zerstreuen, dass der Transporter überhaupt jemals gebaut wird. Und mit dem A400M will die europäische Airbus

sich endgültig auch im Rüstungsgeschäft gegen die US-Konkurrenz von Boeing und Lockheed Martin behaupten.

(...) Weil es aber billigere Angebote der US-amerikanischen und russischen Konkurrenz gibt, werden immer wieder Zweifel laut, ob es überhaupt genügend Nachfrage gibt, um einen eigenen europäischen Transporter zu entwickeln. Doch auf diesem Gebiet sind marktwirtschaftliche Überlegungen zweitrangig. Um die hohen Entwicklungskosten zu bezahlen, müssen mindestens 180 Maschinen bestellt werden; Airbus rechnet mit dem Absatz von 225 Maschinen zu einem Gesamtpreis von 20 Milliarden Euro.“

Ech mengen, dass déi Analys do richtig ass, an dass een dat awer soll am Kapp behalen, dass et hei awer och ëm Geschäftemacherei geet an deem dote Kontext, an net nëmme ëm hehre Ziele ronderëm eng europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik, well mir wësse jo, wien alles an deem Konsortium Airbus mat dran ass. Dofir menge mer, och wa mer esou frou wéi mer waren iwwert déi Entwécklung vun deem fantasteschen zivile Flieger vun Airbus, esou onglécklech mécht et eis awer, dass gemengt gëtt, mir missten elo an deem dote Geschäftchen och nach international eist Geld an Zukunft mat verdéngen.

Ech wëll och ofschléissend soen, Här President, dass mir als Gréng eigentlech warne virun där Illusioun, déi ëmmer erëm an de Raum gestallt gëtt. Wéi dat dann oft an esou Fäll ass, wann iwwer esou Saache wéi dat hei diskutéiert gëtt, gi jo all méiglech Konflikter, all méiglech Völkermorden erbäigezunn, fir esou Saache wéi dat heiten ze rechtfäerdigen an op déi Nécessitéit haaptsächlech vun deem militäreschen Aspekt ze verweisen.

Ech mengen, dass et eng Illusioun ass, niewent dem Punkt, dass mir als Gréng och der Meenung sinn, dass et net nëmme Gutmenschen op dëser Welt gëtt an dass een e militäreschen Aarm brauch an enger Verdeedegungspolitik. Et ass awer eng Illusioun ze mengen, dass dee militäresche Volet deen ass, deen dee wichtigsten ass an der Bekämpfung vun Terrorismus oder Krisen an eiser Welt.

Mir brauche jo nëmme eng kéier éierlech de Bilan ze zéien, an deene Länner wou militäresch Interventiounen an deene leschte Jore gemaach gi sinn. Wann ech Afghanistan kucken: Natierlech si mer all frou doriwwer, dass den Taliban-Regime an Afghanistan net méi do ass. Mir mussen awer och esou éierlech sinn a soen, dass mer wäit ewech sinn am Moment vun der Léisung vun der innerer Kris an Afghanistan. Mir hunn an Afghanistan eng Situatioun wou ronderëm Kabul alles méi oder wéiniger ënner Kontroll ass, mä de Rescht vum Land, do kann een awer nawell doriwwer diskutéieren, wéi vill do wierklech ënner Kontroll ass a wéi d'Zoustänn do sinn.

Vun der militärescher Interventioun am Irak wëll ech net schwätzen, well do d'Europäesch Unioun, a virun allem och Lëtzebuerg, jo méi eng kritisches Haltung haten, mä et ass awer och erëm e Beispill wat ee kann opzielen, an et kënnst een iwwerhaapt de Bilan emol zéien aus all deene militäreschen Interventiounen. Och wa verschidder eiser Meenung no gerechtfäerdigt waren, haaptsächlech um Balkan, fir de Völkermord verschiddentlech ze verhënnern, dee sech do ugebahnt huet, esou ass et awer esou, dass de militäreschen Apparat als solches net herno d'Kris wäert léisen oder net géegent ass fir d'Kris ze léisen.

Ech mengen duerfir, dass eigentlech nach ëmmer net verstanen gëtt, dass awer déi zwee aner Aspekter, nämlech déi vun der Konfliktvermeidung oder der Preventioun, vill méi wichteg sinn an där doten Dis-

kussioun wéi dee militäreschen, an dass mer eigentlech awer riskéieren der Illusioun ze verfallen, ze mengen, wa mer elo eng staark europäesch Arméi hunn, dann hätte mer schonn dat meescht gemaach.

Et kënnst een natierlech d'Ausféierungen nach méi wäit féieren an och iwwer aner Aspekter diskutéieren, déi och zum preventive Charakter gehéieren, d'Europäesch Unioun als Sozialmodell a sou weider, mä ech mengen dat maache mer an engem anere Kontext, wa mer iwwert d'Europäesch Verfassung schwätzen oder aner europäesch Debatten hei féieren. Ech wëll duerfir haut emol ofschléissen a soen, dass déi Gréng eigentlech duerfir dräi Grënn hunn, firwat se der Meenung sinn, dass dee Flieger hei eigentlech net onbedéngt déi beschten Décisioun war, déi eng Regierung kann huele fir de Bäitrag ze leeschte vu Lëtzebuerg an enger europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Deen éischten ass dee wéi ech gesot hunn, mir sinn der Meenung, dass de Moment nëmme iwwert dee militäreschen Aspekt generell diskutéiert gëtt a ganz wéineg iwwert déi zwee aner, a mir sinn doriwwer eraus der Meenung, dass et muss am Kader vun dem Bäitrag vun deenen eenzelne 25 Länner duerchweebs méiglech si fir e Land wéi Lëtzebuerg ze decidéieren, dass säi Bäitrag haaptsächlech ze gesinn ass andeem investéiert gëtt an de Volet 2 oder de Volet 3, déi ech virun opgezielt hunn.

Dann dee leschte Punkt, dass ass deen, dass ech awer de Verdacht net lassginn, dass et hei schlussendlech ëm Rüstungsgeschäfte geet, déi eis skeptesch maachen an där heiten Diskussioun. Aus all deene Grënn, Här President, mir sti weider zu der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik, mä mir wäerten dëse Projet hei net stëmmen a mir sinn och net der Meenung, dass dat hei e wichtige Bestanddeel ass fir Lëtzebuerg fir kënnen, wéi viru gesot ginn ass, matzehalen an och an Zukunft kënnen mat ze diskutéieren an deem dote Kontext.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, ass schonn en historisches Ament, well fir d'éischt an onser Geschicht soll decidéiert ginn, fir e Militärflieger ze kafen. E Militärflieger, deem säin Haaptzweck et ass fir militäresch Interventiounen ze maachen, an et wier falsch, wéi och mäi Virriedner et hei scho richtig ervirgestrach huet, fir ze soen, dass dat heiten e Flieger wier, deen haaptsächlech fir humanitär Zwecker kéint gebraucht ginn.

De Käschtepunkt gëtt ugi mat 120 Milliounen Euro op der Basis vum Präisniveau vun 2001. De Kafpräis vum Flieger ass wuel de richtige Präis fir d'Joer 2001, mä et ass de falsche Präis haut am Joer 2005. De richtigen, aktualiséierte Kafpräis läit bei 133,24 Milliounen Euro. Dat sinn a Lëtzebuerger Frang eng ronn 5,4 Milliarden. Am Joer 2001 war den Eenheitspräis berechent ginn op der Basis vun enger globaler Commande vun 288 Fligere vum Typ A400M. Dat ass deen Airbus vun deem mer schwätzen. Or déi Commande ass op 180 Fligere reduzéiert ginn.

D'Entwécklungskäschte vun dem Flieger sinn awer nach ëmmer dëselwech, sauf dass dës Käschten elo op 180 Fligere opgedeelt ginn, statt op 288. Déi reduzéiert

Produktionszifferen erhéijen den Einzelpräis vum Flieger. Am Budgetbericht vum französische Parlament fir d'Joer 2005 gëtt gesot, dass déi 50 Airbusen, déi Frankräich soll kafen, 6 Milliarden 662 Milliounen Euro solle kaschten, wat also e Stéckpräis vun 133,24 Milliounen Euro ergëtt. Dat si vill méi Suen, wéi dat am virleiende Gesetzesprojet drasteet.

Ech wëll drun erënneren, dass mer all kéiers wann d'Chamber e Bauprojet hei diskutéiert, dann ëmmer kucken, fir en aktualiséierte Präis virleien ze hunn, fir dass d'Chamber och genau weess, wat dann de Bau soll kaschten. Wann et awer ëm e Militärflieger geet, da gëtt dat net gemaach, da gëtt e Präis geholl, deen elo véier Joer al ass. An et ass doduerjer natierlech, dass d'Regierung deen Ablack och e Finanzierungsplang virleet, dee falsch ass, well hei och eng halber Milliard, well hei och iwwer 13 Milliounen Euro feelen. Mir verlaange vun der Regierung, dass se ons haut seet, wéi de richtige Kafpräis ass, an dass se och higeet an dee Finanzierungsplang ännert an deem neie Präis upasst.

Am Kontext vum Finanzierungsplang wëll ech och ervirsträchen, dass a Frankräich an an Däitschland gesot ginn ass, dass déi Regierung, déi esou e militäreschen Invest decidéiert, och muss kucken, dass während hirer Legislatur de Kafpräis bezuelt gëtt, an dass dat net op eng oder zwou oder dräi Regierungen eriwirwer soll geluecht ginn. Dass ass hei zu Lëtzebuerg net gesetzlech verankert, mä et wier awer e richtige Prinzip.

Wat een och muss festhalen, dass ass, dass de Kaf vun engem Transportflieger keng Prioritéit fir ons Arméi ass. Mir soen, dass prioritär an d'Formatioun vun eise Leit, an d'Moderniséierung an an d'Spezialisierung vum Equipement vun eiser Arméi investéiert soll ginn, zum Beispill iwwert d'Vehicules de reconnaissance oder d'Panzerung vun eisen Humveeën. An deem Kontext hat ech iwwerengs den Dezember eng parlamentaresch Ufro un eisen Arméiminister gericht, wou de Minister huet missen dës Mëssstänn unerkennen.

Ons Leit fuere gréisstendeels an ongepanzerten Humveeën dorëmer, an dat a Krisegebidd. Et ass skandaléis, wann d'Regierung amplaz an d'Sécherheet an d'Effikasitéit vun eiser Arméi, amplaz an d'Formatioun vun eisen Zaldoten ze investéieren, et virzitt, prioritär an den Transport vun den Zaldoten, hin an zrëck an d'Krisegebidd, ze investéieren! Wéi et hinnen an de Krisegebidd geet, dass ass der Regierung net esou prioritär. Do läit de Reproche, dee mir der viiregter Regierung gemaach hunn. Do läit de Reproche, dee mir dëser Regierung maachen.

Ee vun de Grënn, déi ugefouert ginn, fir an en deiere Flieger ze investéieren, ass dass onst Land misst, fir sengen internationale Verpflichtunge gerecht ze ginn, méi en héije Prozentsaz vum PIB an d'Arméi investéieren. An internationale Kreiser kréie mer effektiv reprochéiert, dass mir mat 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt wäit hanneren deenen aneren europäesche Länner wéi d'Belsch, Frankräich oder Däitschland leien, wat d'Militärausgaben ugeet. Mä et gëtt awer och e gudder Grond duerfir.

All déi Länner, déi méi investéieren, déi ganz oft dat Duebelt investéieren a militäresch Zwecker, hunn och eng militäresch Industrie, hunn och en direkten ekonomeschen a sozialen Intérêt fir dat ze maachen, fir déi Industrien um Liewen ze erhalen a fir Aarbechtsplazen ze schafen. Doduerjer gesäit een och, dass et ganz vill Kompensationsgeschäfte gëtt, déi europawäit vereinbart ginn. All déi Länner mat engem héije Budget hunn also en direkten oder indirekten Intérêt fir Militärausgaben ze maachen.

Lëtzebuerg huet um ekonomesche Plang guer näischt vum Kaf vun Ar-

mématerial oder vun engem Arméifliger. Eis Banken dierfen net emol un der Finanzéierung vu Wafengeschäfte participéieren, well mer hinnen dat iwwert d'Gesetz verbueden hunn. All aner Banken an Europa kënnen dat maachen. All Euroen, déi Lëtzebuerg a militäresch Ausgabe stécht, ...

(Interruption)

... ginn un auslännesch Waffenindustrien. An dat muss och e gudder Grond sinn, fir als Lëtzebuerg e klengeren Deel vun eise PIB an d'Arméiausgaben ze stieche wéi aner Länner, déi e wirtschaftlechen Notzen dovun hunn. A mir kënnen och ervirsträchen, dass mir Wëlles hunn...

M. le Président. - Här Henckes, den Här Grethen wëllt lech eng Fro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Jo.

M. le Président. - Här Grethen, wann ech gelift.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech wollt den Här Henckes froen, ob e sech bewosst wier, dass awer eng ganz Rei Lëtzebuerger industriell Betriber Zouliwwer vun der Aviatiounsindustrie sinn a sécherlech och an deem doten Avion wäerten zum Zoch kommen, ob dat d'Rotarex ass oder aner, déi wäerten do och hiert dierfe liwweren.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Also, ech ka just nëmme soen, dass op Basis vun deem, wat bis elo feststeet, wou dee Militärflieger soll gebaut ginn, mer zum Beispill fir de Radar op d'Amerikaner wäerten zrëckgräifen...

(Interruption)

..., dass allegueren déi Donnéeën, déi hei festleien,...

(Interruption)

... an Däitschland, Frankräich an all deene Länner gebaut ginn, wou elo virgesinn ass an dass hei op jidde Fall par rapport zu engem Chiffer vu 5,4 Milliarden aler Frang,...

(Interruption)

...wa vun 133 Milliounen Euro vläicht elo eng Millioun Euro effektiv u Geschäfte géing kommen, dann ass dat op jidde Fall...

M. le Président. - Här Henckes, erlaabt Dir nach eng kéier?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Da froen ech d'Regierung, si soll eis hei soen, wat déi ekonomesch Retombéeë fir Lëtzebuerg sinn.

M. le Président. - Här Henckes, den Här Grethen wëllt nach eng Zousazfro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Jo.

M. Henri Grethen (DP). - Jo, Här President, ech wollt dem Här Henckes soen, dass zum Beispill all kéiers dann, wann en an engem Airbus setzt, de Buedem aus Material hiergestallt ass, wat zu lechter nach bei Eurocomposite fabrizéiert gëtt.

Une voix. - Jo.

Une autre voix. - Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wëll dem honorabelen Här Grethen dann awer och soen, dass wann ech Transportminister gewiescht wier, hätt ech dofir gesuert, dass Luxair soll Airbusse kafen statt Boeingen. Do hätte mer effektiv eppes gemaach.

(Hilarité et interruptions)

Vun där Militärdépense, iwwert déi mer haut diskutéieren, huet eist Land op jidde Fall ganz wéineg. De Flieger wäert vu belsche Pilote geflu

ginn, d'Wartung wäert och vu belschen Techniker gemaach ginn an de Fliger wäert och an der Belsch stationéiert sinn, wat eis och deier ze stoe wäert kommen.

Den Här Minister huet eis an der Kommissioun gesot, dëse Punkt géng awer nach mat der belscher Regierung diskutéiert ginn. Dofir meng Fro: Gëtt et nei Elementer oder ass déi nei Regierung gewëllt, déi Optioun ze iwwerhuele vum vieregten Arméiminister, deen an der Chamber gesot huet, hie géng eng hallef Dose Lëtzebuurger Piloten ausbilde loosse, fir eis Maschinn ze fléien? Ech wier fro, wann de Minister eis do géng e puer Prezisioun ginn, mä fir den Ablack, gesäit et esou aus, dass alles soll an der Belsch gemaach ginn.

M. Henri Grethen (DP). - Vläch 2015.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Doriwuer eraus gëtt och vun Iwwercapacitäten am militäreschen Transportberäich geschwat an d'Fro stellt sech och, ob eise Fliger iwwerhaupt zum Asaz kënn an ob en net einfach wäert raschte gelooss ginn.

Ech froen den Här Arméiminister gären, wéi vill Deeg am Laf vum leschte Joer oder am Laf vun de leschte Joren, militäreschen Transportfligere vun der Belsch a vu Lëtzebuerg an den Asaz komm sinn a wéi vill Tonne respektiv wéi vill Zaldoten all Kéiers transportéiert goufen a firwat d'Fligere benotzt goufen.

Wéi an deem ganzen Dossier virgaang gouf, hu mir vun Ufank u kritiséiert. Ouni d'Chamber fir d'éischt iwwert d'Opportunitéit vun engem Engagement ze consultéieren, hat déi vieregte Regierung sech engagéiert an A400M, e Militärtransportfliger, ze kafen. Dëst war an ass prozedural inakzeptabel.

Et kann dach net sinn, dass 133 Milliounen Euro engagéiert ginn unni am Virfeld eng Debatt doriwuer an der Chamber ze hunn. Mir kontestéieren net de Prinzip an d'Noutwendegkeet vun Ausgaben, déi sech aus eisen internationale Verpflichtungen am Kader vun der geplangter europäescher Sécherheits- a Verdeedegungsolitik er-ginn, awer - an dat wëlle mir als ADR betounen - et ass eis als Land net virgeschriwwen, duerch wellech Investissementer mir dëse Bäitrag solle leeschten. Wa Lëtzebuerg misst - ech soe misst - sech e militäreschen Transportfliger kafen, dann därefer mir och iwwer eng Alternativ zum Airbus nodenken.

Ech erënnere just un d'Debatt vum 18. Dezember 2003, wou et iwwert d'Reaktivatioun vum Fonds d'équipement militaire gaangen ass.

D'Europäesch Unioun brauch strategesch Militärtransport-Capacités - dat ass ganz evident -, mä et ass net verständlech, dass déi Länner, déi u militäreschen Efforté participéieren aus renger Prestigegegrënn och nach an d'Neientwécklung vun engem eegenen Transportfliger mussen investéieren an dass se doduerjer Iwwercapacités schafen. Fir d'Halschent vum Geld, dat heescht fir 60 Milliounen Euro pro Fliger, hätt datselwecht Zil erreicht kënnen ginn, wann een op der Basis vum russesch-ukraineschen Antonov geschafft hätt.

Den Antonov, vun deem mir schwätzen, ass den An70, deen och mat véier Propelleren ausgestattet ass, deen iwwerall kann agesat ginn an op Piste vun nëmme 1,5 km ka landen.

Déi ukrainesch Firma hat am Joer 2000, wéi déi éischt Debatten ugefaangen hunn, ugebueden den Antonov an Europa bauen ze loosse an och europäesch Technologien an de Bau ze integréieren.

(Interruption)

Oh, ech sinn ëmmer frau...

(Interruption)

Ech wäert herno e puer Zitater ginn vun der CDU a vun der däitscher Regierung...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Gibéryen, loosst den Här Henckes schwätzen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ...wou déi Gréng och mat dra sinn, da wäert Dir gesinn, dass vun alle Säiten déi Solutioun do an der Diskussioun stoung.

(Interruption)

Am Joer 2001 huet déi däitsch Regierung festgehalen, dass den Antonov An70 operationell a wirtschaftlech dem A400M iwwerleeden ass.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech weess, den Här Glesener lauscht no, ech maache just nëmme en Zitat vun deem, wat déi däitsch Regierung geschriwwen huet: „Die deutsche Bewertung habe festgestellt, dass An-7X im technisch/operationellen und wirtschaftlichen Bereich der A400M überlegen sei.“

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An och fir op déi Debatt anzegoen, wéi deier dann de Fliger kascht, do huet den honorabele Rapporteur an engem Interview gesot, et wier dach vill ze vill deier, wann ee fir 140.000 Euro den Dag misst esou ee Fliger leasen. Mä en huet awer vergiess eis hei ze soen, dass wann den Airbus no de Berechnunge vun Airbusindustrie géng agesat ginn, dann ass de Käschtepunkt pro Dag bei 360.000 Euro, dat heescht dat Dräifacht, wann een d'Frais d'amortissement mat arechent.

(Interruption)

De Bundesrechnungshof huet a sengem Avis vum 14. März 2001 awer och en anere wichtige Punkt ervirgestrich, nämlech ob en iwwerhaupt esou vill Transportfligere géng brauchen an ech zitieren och do: „Für die A400M ergäbe sich mindestens eine Vervierfachung der Lufttransportleistung, für die keine nachvollziehbare Bedarfsrechnung vorliegt.“ A weider: „Situationsabhängige Transportflexibilität wäre durch Fixierung auf ein Flugzeug in großer Stückzahl nicht möglich, weshalb weiterhin andere Flugzeuge geleast werden müssten, während der Grossteil der Airbusflotte nutzlos am Boden steht.“

An anere Wieder, Europa riskéiert mat haut 180 Airbusen Iwwercapacités ze hunn a muss trotz dem deieren Invest an den Airbus awer op Antonov oder op amerikanesch Herkulesen zrëckgräifen, fir sech de jeeweilige Problemer an de Kriseregionen unzepassen.

Datselwecht hält, iwwregens net nëmme déi däitsch Regierung, mä och déi franséisch Regierung an hirem Commentaire zum Budget 2005 fest. Ech zitieren: „Le recours ponctuel à des appareils affrétés à l'exemple des opérations en Afghanistan et Congo démocratique sera poursuivi.“ De Fliger, deen d'Fransose lease wëllen, ass den Antonov An124, ech hunn d'Zitater an d'Extrait vum Budgetsrapport virleien.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Däerf ech eng Fro stellen, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Selbstverständlech, Här Rapporteur. Mat der Autorisatioun vum President.

M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur. - Wann déi dote Fligere, déi Dir elo genannt hutt, effek-

tiv esou wirksam sinn an esou vill besser si wéi den Airbus, da stellen ech mer awer d'Fro, firwat dass dann déi däitsch Regierung 60 d'Fligere keeft a firwat d'franséisch Regierung 50 d'Fligere do keeft. Dat verstinn ech net.

(Interruption)

...nogelasschert huet, den Här Schröder, vläch géifen se dann déi aner Fligere kafen, mä leider Gottes hunn se lech net héieren.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här Glesener, ech erlabe mer lech herno nach e puer Zitater ze ginn, da wäert Der héiere wuefir dat geschitt.

(Interruptions)

Den Invest an den europäesche Militärtransportfliger aus purem Prestigedenken eraus mécht kee Sënn aus der Sicht vun engem europäescher Verdeedegungsolitik. Et ka keng wierkelech europäesch Aussepolitik ginn, selbstverständlich, ouni dass eng Arméi déi Aussepolitik begleet wann et néideg ass. Wann et heescht Leit un de Verhandlungsdësch ze bréngen, déi eng Gefor fir de Friden a fir d'Sécherheet duerstellen, a wann et heescht fir nees Friden an déi Regiounen ze bréngen, wou et Krich gëtt. Et därefer een net esou naiv si fir ze gleewen, dass gutt Wieder eleng Rou a Krisenzone bréngen.

Déi europäesch Länner ginn all Joer méi wéi 150 Milliarden Euro fir hir Verdeedegung aus. Amerika dat Duebelt. Mä trotz dësen 150 Milliarden mécht d'Effikasitéit vun den europäeschen Arméien nëmme 10% vun der amerikanescher aus. Dat heescht, mir gi vill Suen aus fir wéineg Resultater.

Déi strategesch Transportcapacités, déi elo solle mam Airbus A400M opgebaut ginn, déngen an éischer Linn dem Prestigedenken nom Motto: Wann d'Amerikaner en Transportfliger hunn, muss Europa och een hunn. An anstatt eng Kooperatioun mat deem aneren europäesche Land ewéi d'Ukraine ze sichen, gëtt vun e puer Länner - ech soe wuel vun e puer Länner, dat sinn der net vill, déi un dësem Projet participéieren - e groussen Deel vum Militärbudget an e Projet vun engem neie Militärfliger gestach.

D'Resultat ass, dass zum Beispill Däitschland, mä och Frankräich, dann ebe manner Suen an aner militäreschen noutwenneg Investitiounen stiechen, wéi Helikopteren, Ofwierakéiten, Panzerween. Et brauch een nëmme de Plan pluriannuel d'investissement militaire ze kucken a Frankräich oder an Däitschland, déi Zuele weisen ganz kloer aus wat hei geschitt.

Esou hëlt ee sech d'Méiglechkeet fir militäreschen ouni d'Amerikaner kënnen an eng Krichsregioun anzegräifen. D'Budgets pluriannuels vun dësen zwee Länner weisen d'Resultat kloer aus.

Nëmme sechs EU-Länner, Lëtzebuerg mat agerechent, wëllen sech um Airbus-Projet bedeelegen.

Une voix. - Neen!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Italien a Portugal...

(Interruptions)

...hu sech zrëckgezunn a si hate Recht. D'Türkei bedeelegt sech nëmme um Projet, well d'EU hinnen Suen dofir iwwerweist, mä déi se dann nees erëm zu engem Deel zrëckkreien.

Et mécht kee Sënn fir vill Suen an den Transportfliger ze stiechen, wann een herno keng Sue méi huet fir um Terrain ze handelen a fir Zaldoten, déi a Krisengebidd geschéckt ginn, korrekt ze equipéieren.

A loosse mer virun allem deen humanitären Deckmäntelchen op der Säit, wann ee seet, dëse Fliger géng haaptsächlech fir humanitär Zwecker agesat ginn. An alle Länner, wou iwwert de Militärfliger debattéiert ginn ass, gëtt geschwat vun „flotte aérienne de transport tactique“, vu Parachutisten, Missilen an esou weider, déi sollen transportéiert ginn. Dëst fir déi Wieder aus dem franséische Militärbudget ze zitieren.

Fir humanitär Missiounen ginn an all deene Länner aner Fligere agesat a si gi souguer mam Numm genannt.

Den Invest vun e puer EU-Länner an e sou genannten europäeschen Transportfliger, eleng aus purem Prestigedenken, ass op jidde Fall net de Wee fir d'Schafe vun engem eegener europäescher Sécherheits- a Verdeedegungsolitik.

(Interruption)

Déi berühmte Force d'intervention rapide vu 60.000 Zaldote kéint dann zwar séier an d'Krichsgebidd geféiert ginn, mä da wier et ouni d'Amerikaner séier eriwuer, well et um néidege Material géng hinnen a vir feelen.

D'Sue fir en Airbus, fir e militäreschen Transportfliger, si Sue fir e grössenwahnsinnege Projet vun e puer Länner. Et sinn ewechgeworfene Suen.

Am Résumé: Den ADR wäert dëse Projet net stëmmen aus e puer Grënn:

1. De Projet ass grössenwahnsinneg an ze deier.
2. E militäreschen Transportfliger ass déi falsch Prioritéit fir ons Arméi.
3. Den Invest an en neien Transportfliger, deen nach entwéckelt muss ginn, handicapéiert déi europäesch Sécherheits- a Verdeedegungsolitik; a mir sinn domat d'accord mat villen anere Länner.
4. Mir gesi prioritär d'Aufgaben, déi mer mussen maachen, an der Entwécklungshëllef; wat och e gudden Deel vun där Politik ass, déi fir méi Sécherheet soll déngen.

Dofir wäerte mer net dëse Projet kënnen stëmmen, well dëse Projet kee Sënn mécht.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister Frieden. Här Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Défense. - Här President, virun e puer Stonnen, de Moien, war ech zesumme mam Statsminister a mam Ausseminister um NATO-Sommet zu Bréssel. An un der Mauer vun deem Gebai vum Hauptquartier vun der NATO sinn d'Fändele vu 26 Länner, déi Member si vun der NATO. Relativ an der Mëtt vun där Mauer ass de Lëtzebuurger Fändel. Ronderëm sinn d'Fändele vu villen Alliierten; där déi nach virun zéng, 15 Joer als eng Gefor ugesi ginn, setzen haut mat eis zesummen um Dësch vun der NATO fir zesummen derfir ze suergen, dass do wou mir wunnen, heiheem, Friden a Gerechtegkeet besteet. Mä net nëmme do wou mir wunnen, iwwerall an der Welt wou mer fannen, dass mer mussen hëllef, fir eis fir eng friddlech Welt anzusetzen.

De Fait, dass un deem Dësch Leit setzen a Länner setzen, déi sech virdrun als Gefor ugesinn hunn, ass eng grouss Errongenschaft engersäits vun der NATO an anersäits vun der Europäescher Unioun, déi vun hirem Ufank un e Fridensinstrument war, an och d'Elargissementspolitik, déi ee muss gesinn als Fridensinstrument. Dat gëllt esouwuel fir d'NATO wéi fir d'Europäesch Unioun.

An de Moien an där Sitzung koun an engem gewëssene Moment och deen neie President vun der Ukraine an hien huet gefrot, fir dass

säi Land kéint Member vun der NATO ginn, fir dass och säi Land kéint stabel ginn, dass och säi Land déi Garantié géng kréie fir kënnen an enger sécherer Welt ze liewen, fir dass d'Demokratie, d'Fräiheet, d'Mënscherechter, déi Grondwäerter, un déi mir an eisen Demokratie gleewen, sech entfale kënnen.

All déi Stats- a Regierungschefen, déi intervenéiert sinn, hu gesot, dass mer zesumme mussen déi Politik maachen. Mä wann een dat seet, da muss ee sech och duerfir Mëttele ginn. An et ass och duerfir firwat d'Europäesch Unioun, am Kader vun deenen Entwécklungen, déi de Mëtten hei vun enger Rei vun de Kollegen in extenso beschriwwen gi sinn, sech am Kader notament vum dem neie Verfassungsvertrag wëllt d'Mëttele gi fir eng richtig politesch Unioun ze ginn, déi och kann, wann dat noutwenneg ass, als lescht Mëttele och militäreschen Mëttele asetzen, fir Krisen an der Welt ze prevenéieren oder op en Enn ze bréngen.

Dat eent an dat anert, dass wat mer an der NATO maachen an dass wat mer an der Europäescher Unioun maachen, geet selbstverständlech Hand an Hand. De franséische President sot de Moien a senger Interventioun, wann d'europäesch Verdeedegungsolitik virukënn, dass hu mer doduerch eng méi staark Allianz geschafen.

An anere Wieder, an dass ass och d'Meenung vun der Lëtzebuurger Regierung, d'europäesch Verdeedegungsolitik stäerkt d'Allianz. D'NATO brauch souwuel Europa wéi Amerika, a Europa brauch et, och wann et eng europäesch Verdeedegungsolitik huet, fir d'Emsetzung vun deenen Ziler, déi et sech setzt, nämlech Fräiheet a Gerechtegkeet an der Welt, och déi Partner, déi déi natierlechste Partner, well se déiselwecht Wäerter verrieden, sinn, nämlech Kanada an d'USA, déi Member vun der NATO sinn.

Déi NATO an déi Europäesch Unioun, déi Fridensinstrumenter sinn, sot ech virdrun, mussen sech selbstverständlech och d'Moyene gi fir déi Politik kënnen ëmzesetzen. An déi Moyenen, déi mer eis opgebaut hunn, an deene leschte Joren a Jorzéngten, sinn net méi déi Moyenen, déi mer haut brauchen. Well d'Realitéit vun der Welt ass eng aner ginn. Mir hunn haut aner Geforen, deene mer an d'Ae mussen kucken: Gefore vun Terrorismus, vu Massevernichtungswaffen, Geforen awer och, déi duerch regional Krisen entstinn, déi haut vill méi en internationalen Impakt hunn, wéi dat fréier de Fall war.

An duerfir geet et drëm, souwuel an der NATO wéi an der Europäescher Unioun, schnell kënnen ze intervenéieren, virun allem fir Krisen ze vermeiden oder fir Krisen ze stoppen.

An deem Kontext huet och Lëtzebuerg eng Roll. Dat Bild, wat ech virdrun beschriwwen hunn, wou de Lëtzebuurger Fändel tëschent deenen aneren häng, huet eis schon oft an der Vergaangenheet gehollef. D'Tatsaach, dass mer d'Europäesch Unioun hunn, huet eis assuréiert, dass mer an deene leschte 50 Joer Friden hei am Land hatten, wougéint an deene 50 Joer virdrun zwee Weltkrieger waren.

De Fait, dass mer Member an der NATO sinn, huet eis gehollef, dass mer eis Fräiheet nom Zweete Weltkrich erëmkritt hunn, an huet gehollef an Europa, och an deem erweiderten Europa, d'Stabilitéit ze erhalten. An dofir ass et d'Flicht vu Lëtzebuerg och seng Engagement an der NATO an an der Europäescher Unioun ze iwwerhuelen a säi Bäitrag ze leeschten. Dass ass en Engagement, wat d'Responsabilitéit an d'Solidaritéit vun eise Land verlaangt.

Da muss ee kucken, wat ee Land wéi eist ka maachen. Och doriwuer gëtt op europäeschem an op NATO-Plang diskutéiert. Et ass leider net esou, dass ee ka soen, mir

maache vill Entwécklungspolitik an duerfir brauche mir dat anert net ze maachen. Et ass och net esou, dass ee ka soen, mir ennerstëtzen ee Piller vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik an da brauche mer an deem aneren net ze intervenéieren.

D'NATO huet sech virun e puer Joer Kritäre ginn, wat d'Opétabilitéit vun den Armée bei Interventiounen soll sinn, an do ass festgeluecht ginn - och war do net derbäi -, mä do ass festgeluecht ginn, dass ee muss 40% vu sengen Zaldote kënnen asetze bei Auslandsinterventiounen an 8% vu sengen Zaldote mussen permanent agesat sinn. Da kann een net soen, mä mir maache schonn eppes an der Entwécklungspolitik, wat eng deklaréiert Politik vun dëser wéi vun der viregter an deene viregte Regierungen ass, a soen, dofir brauche mir dat anert net ze maachen.

Um leschte Conseil vun den Défenseministere vun der NATO hu sech eng Rei Länner déck beklot - och där Länner, déi iwwerengs vill Entwécklungspolitik maachen - a gesot, et geet net, dass der hei um Dësch sëtzen, déi vun deenen anere profitéieren an déi net och hire Bäitrag, besonnesch a schwieerege budgetären Zäiten, leeschten.

Duerfir ass et de Wëlle vun dëser Regierung fir ze kucken, wat eise Bäitrag an der europäescher Verdeedegungspolitik ka sinn - e crédibelen, proportionéierte Bäitrag zu där Politik. Dee Bäitrag muss selbstverständlech all Aspekter vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik begräifen, a mir mussen och kucken, wéi mer - notament an deene fir mech grondleedenden Aufgabe vun der Rechtsstaatlechkeet, Rule of law missions, État-de-droit-Missionen - och do kënnen eise Bäitrag an Zukunft leeschten. Och dat wäert net einfach ginn, well een ëmmer erëm Leit brauch, déi bereet si sech op internationale Plazen am Ausland, op schwieerege Plazen ze engagéieren.

D'Iddi vun aneren Nischen, wou mir kënnen deenen anere Länner an der NATO an an der Europäescher Unioun hëllefen, si mer amgaangen ze studéieren. Et gëtt ganz sécher Beräicher, wou och kleng Armée kënnen utilement intervenéieren an och Länner, déi keng Arméi-Industrien hunn.

Et ass gesot ginn, just déi géifen investéieren, deenen hir Économie dovun kënn direkt profitéieren. Ech hunn déi Lëscht vun deene 26 Länner gekuckt, an och wat déi aner Länner contribuéieren. Lëtzebuerg ass dat Land an der NATO, wat bei wäitem am mannste finanziell Engagement hält. Mir si wéi gesot bei 0,4%, mä souguer wa mer 0,8% vum PIB deklaréieren, deen Zweetmannste sinn d'Belsch mat 1,2%. All déi aner leie wäit driwwer, y compris Länner, vun deenen ech net wéisst, dass se eng Industrie hätten, déi direkt dovunner kéint profitéieren.

Mir mussen also als crédibele Partner, a well mer vum Resultat, nämlech Fridden a Stabilitéit, profitéieren, och eis Engagementer huelen. An et ass an deem Kontext och, wou een dat Engagement vun der viregter an dëser Regierung muss gesinn, fir deen Transportflieger ze kafen.

Souwuel d'NATO wéi d'Europäescher Unioun hunn e Problem vun Transportcapacitéiten an et ass an deem Kontext an am Kontext vum Développement vun engem neie Flieger, deen d'Transallen an d'Herkulesflieger soll ersetzen, wou d'Iddi komm ass fir en neie Militärfliager ze entwéckelen a wou d'Länner gefrot gi sinn, an der Entwécklung vun deem Flieger deelzehuelen. Lëtzebuerg huet e Choix gemaach fir sech un deem Programm ze bedeelegen. Dat ass een Element ze bedeelegen. Dat ass een Element ze villen, déi een an der Verdeedegungspolitik, wat am Fong eng Friddenspolitik ass, muss gesinn.

E Fliger, dee selbstverständlech a militäreschen an a Krisenoperationen agesat gëtt an deen och derniewent ka bei humanitären Operationen agesat ginn. Mir hunn elo nach gesi bei der Kris an Südostasien, wéi wichtig et ass, dass ee ka schnell Material a Reigione féieren. Mir hate kee Fliger, mir hu bei der Belsch ee gelount. Dat kann een och ganz gutt an exceptionnelle Situatiounen maachen, mä dat geet natierlech net an engem permanenten Dispositiv, deen d'Europäer wëllen opsetzen. Et ass also net esou, dass mer aus Grössenwahn hei e Fliger kafen.

Mir kafen dee Fliger, well mer vu Fridden a Stabilitéit profitéieren, well mer gären eise Bäitrag leeschten zu enger friddlecher Welt, wou een heiansdo muss vis-à-vis vun neie Menacen, déi an der Welt sinn, och militäresch intervenéieren - als lescht Zil, do sinn ech ganz d'accord, mä einfach d'Aen zoumaachen, an ze soen, ma déi aner kënnen dat dote jo gutt maachen, a mir leeden eis zréck, dass ass irresponsabel an dat ass net d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung an der net, mengen ech, vum Lëtzebuurger Land.

D'Lëtzebuurger wëssen, dass se vill mat profitéiert hunn, an dass mer haut kënnen e fräit Land sinn, well anerer eis a schwéiere Stonne gehollef hunn, wat jo och erkläert firwat dat mer Grënnungsmember vun der NATO nom Zweete Weltkrich gi sinn.

Jo, dee Fliger ass deier. Mä déi aner Länner mussen och en deiere Fliger kafen. Dofir kafe mir jo och an deem risege Programm vun 180 Fligere - an do kommen der héchstwahrscheinlech nach derbäi - nëmmen een. Anerer kafen der 50 bis 60. Mä wann een och rechent, dass dee Fliger iwwer 16 Joer finanziéiert gëtt, a wann een dat dann dividéiert duerch d'Zuel vun den Awunner, da gesäit een, dass dee Fliger ongeféier 20 Euro pro Awunner pro Joer kascht. Et muss een also scho gesinn, dass mer dat heien och bezuele wäerten iwwer 16 Joer, well de Fliger gëtt jo eréischt geliewert 2017. Dat ass nach ganz laang.

(Brouhaha général)

Mä wéi gesot, et ass d'Entwécklung vun engem neie Fliger.

An deem Kontext ass och dofir d'Fro opgehäit ginn, wéi dee Fliger géing exploitéiert ginn. Et kann een haut net am allerleschten Detail soen, wéi dat 2017 gemaach gëtt. Dat ass nach e laangen Dag. Ech hunn dann 58 Joer. Ech hu mer dat emol iwwerluecht, wéi laang dat nach ass.

(Hilarité)

Déi Décisionen...

■ **Une voix.** - An nach net an der Pensioun.

■ **M. Luc Frieden, Ministre de la Défense.** - Neen, ech hunn nach net wëlles dann a Pensioun ze sinn. Wann d'Gesondheet et erlaabt, da sinn ech fro, wann ech dann nach kann utilement e Bäitrag leeschten.

Zu deenen Décisionen, déi een haut muss huelen oder an deenen nächste Joren, wëll ech ganz kloer soen, wat d'Zilsetzung vun der Regierung ass. Mir hätte gären, dass dee Fliger ënnert der Kontroll vun der Lëtzebuurger Regierung à tout moment ass. An ech hunn och a mengen éischte Gespréicher dem belschen Arméiminister gesot, dass dat fir eis och an engem Synergie mat der Belsch e ganz wichtige Punkt wier.

Dorausser entsteet och, dass et fir eis absolut noutwendeg ass, an ech confirméieren dat, wat virun hei gesot ginn ass, wat mä Virriedner an deem Kontext och als Hypothese gesinn huet, nämlech dass och Lëtzebuurger kënnen, wa se sech déi Vokatioun ginn, d'Ausbildung maache fir op deem Fliger ze fléien.

Dat heescht awer net, dass mir do eng ganz Crew mat allem opbauen. Mä ech fannen, wa mer esou e Fliger kafen an et si Lëtzebuurger Jongen oder Meedercher, déi soen: Ech géif gäre Militärpilot ginn oder op esou engem Fliger technesch Fonctiounen iwwerhuelen, da sollen déi sech kënnen ausbilden. Ech hu mat de Belsch dorüwer geschwat, ech hunn awer och mat de Fransosen an den Däitschen dorüwer geschwat, a si hunn allen dräi gesot, dass si bereet wieren, wa mir esou eppes géinge maachen, fir eis bei der Formation an och bei der Exploitation vun deem Fliger wëllen ze hëllefen.

Mä wéi gesot, et bleift, dass mir wäerten an onsen Accordé mat den Nopeschlänner, wat keng formell Accordé muss ginn, dass kënnen Accorden tëschent Ministere sinn an der Formation - ech schwätzen elo vun deem Personal -, dass mer sécher wäerte stellen, dass de Fliger ëmmer asazbereet bleift, wann d'Lëtzebuurger Regierung dat decidéiert. Sief et fir eng militäresch Operatioun oder sief et fir eng humanitär Operatioun. Net dass mer op eemol an enger Situation sinn, wou mer dann awer erëm missten e Fliger loune goen.

Dofir soen ech och, dass ech mengen, dass, wat d'Maintenance ubelaangt, mer déi net ausschliesslech wäerten herno am Ausland muss maachen. Mir sinn amgaangen ze kucken mat deenen, déi am Beräich vun där Aviatioun tätig sinn, fir verschidde Maintenance-Aktivitéiten vun deem Fliger och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen, fir do och grad Lëtzebuurger Betriber kënnen drun ze bedeelegen. Där Betriber gëtt et. Mir hu jo Fluggesellschaften hei zu Lëtzebuerg, déi och esou Servicer brauchen. Dat also, wa mer dee Fliger hunn, an der Exploitation och Lëtzebuurger Betriber kënnen dovunner profitéieren. Dat steet haut nach net alles am Detail. Dat kann ee jo och net haut alles am Detail hunn, well ech lech gesot hunn, dass dauert nach eng ganz Rei Jore bis mer dat fäerdeg stoen hunn.

Ech hunn de Mëtteg hei mat Satisfaktioun festgestallt, dass trotz allen Nuancen - an dat ass awer eppes ganz Positives aus där Debatt vun de Mëtteg - all d'Fraktiounen sech hei fir eng europäesch Verdeedegungspolitik ausgeschwat hunn. Dat ass net evident, well wa mer kucke wéi d'Geschicht war - a verschidde Deputéierten hunn de Mëtteg hei d'Geschicht rappeliert -, da war dat an Europa net ëmmer esou. Mä jidderee gesäit haut an, dass d'europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik - si heescht jo bewosst esou, Politique européenne de sécurité et de défense - eng Rei Voleten huet, an ee vun deene Voleten ass de militäresche Volet.

Déi aner, do sinn ech mam Här Bausch d'accord, si gradesou wichtig. Duerfir hu mer jo och zum Beispill déi Missioun vu Rechtsstaatlechkeet a Georgien gemaach. Duerfir hunn d'Ausseministere gëschter decidéiert, eng sou genannte Lex, also och juristesche Missioun am Irak ze maachen, wou Riichter, Polizisten ausgebilt ginn, well et ass ganz kloer, dass d'Armée ëmmer nëmmen eng Rôle huet an enger Krisensituatioun, mä dass e Stat nëmmen da fonctionnéiert wann e gutt fonctionnéierend Institutiounen huet, wou d'Kritäre vu Rechtsstaatlechkeet, vun demokratesche Spillregelen, vu Mënscherechter voll a ganz assuréiert kënnen ginn, an dozou gehéieren eng ganz Rei Elementer.

Mir hunn eng Verpflichtung bei all deenen Elementer matzemaachen. Mir sinn a bleiwen e klengt Land, duerfir wäerten eis Kontributiounen ëmmer klenger sinn. Mä hei ass

eng, en fin de compte eng kleng, wann een d'Kontributiounen vun all deenen anere Länner kuckt, an duerfir maache mer heimadder, mat dësem Vote, e Bäitrag zu Fridden a Stabilitéit an der Welt. Dat ass eis Flicht, eis moralesch an eis juristesche Flicht, an ech si frou, dass dëse Projet schéngt an der Chamber eng ganz breet Zoustëmmung ze kréien.

Ech soen duerfir Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussion ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5394 ass uegheoll mat 46 Jo-Stëmmen, 11 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: *Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marco Schank), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

MM. *Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner) et Roland Schreiner;*

MM. *Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.*

Ont voté non: *MM. Claude Adam (par Henri Kox), François Bausch, Felix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

MM. *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.*

Se sont abstenus: *Mme Vera Spautz;*

M. *Jean-Pierre Koepf.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussion vum Projet de loi 5362 iwwer Eurojust. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen, niest dem Rapporteur: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Bausch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

8. 5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:

- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- du code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

■ **M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5362 handelt et sech ëm d'Ëmsetzung vun enger Décision vum Conseil vum 28. Februar 2002, déi Eurojust geschafent huet. Eurojust ass zu Onrecht eng wéineg bekannten Institutioun vun der Europäescher Unioun. Eurojust, déi gradesou wéi Europol zu Den Haag hire Sëtz huet, huet als Haaptaufgab fir d'Kooperatioun tëschent den nationalen Autoritéiten, déi fir d'Strofverfolgung zoustänneg sinn, also de Parquet an d'Untersuchungsrichter, ze verbesseren. Dat geschitt op zwee Pläng.

Éischstens, d'Kooperatioun vu grenzüwwerschreidenden Enquêtes. Hei ass Eurojust de Pendant bei der Magistratur vu Europol, déi, wéi Der wësst, sech aus polizeilechen Autoritéiten zesummesetzt, an zweetens d'Kooperatioun wat déi international Commission rogatoire oder Ausliwwerungsmandanten, inklusiv also dann de Mandat d'arrêt européen, ueget.

2004 sinn ongeféier 330 Affäre vun Eurojust verschafft ginn. Dat waren der 50% méi wéi 2002. All fënneft Affär dréint sech ëm Drogenhandel. Fraudë representéieren och 20% vun den Affären, duerno kommen Terrorismus, Blanchiment, Homiciden, mat all Kéiers 7%, de Crime organisé an den Trafic d'êtres humains all Kéiers mat 4%.

Eurojust setzt sech aus 25 nationale Représentanten zesummen, also ee pro Memberstat, woubäi déi grouss Länner och nach Adjoints oder Assistenten hunn. Sait 2002, also seit dem Ufank, ass de Lëtzebuurger Représentant den Här Georges Heisbourg, fréiere Procureur d'État zu Lëtzebuerg.

D'Décision vum Conseil vum 28. Februar 2002, déi also Eurojust geschafent huet, brauch am Fong geholl net ëmgesat ze ginn. Si ass schonn an all hiren Elementer bindend fir d'Memberstaten. Duerch dëse Projet de loi ännere mer awer eis Gesetzgebung wat d'Nomination vum eisem Représentant national bei Eurojust a seng Relatiounen mat den nationalen Autoritéiten ueget. Ier ech op déi wesentlech Aspekter vum Projet de loi aginn, wéilt ech awer nach zwou préliminaire Remarquë maachen iwwer Eurojust.

Éischstens, nodeems mer den Här Heisbourg, also de Représentant national vu Lëtzebuerg bei Eurojust, an der Kommissioun zu Gaascht haten, well dat eis och erméiglecht huet, Eurojust besser kennen ze léieren, ware mer der Iwwerzeugung, dass d'Relatiounen tëschent Eurojust an Europol kéinte verbessert ginn. En Hoken an deene Relatiounen war bis viru kuerzem de Fait, dass Eurojust nach keng Dateschutzregelungen hat, wat doerobber zréckzuführen ass, dass Eurojust eng rezent Institutioun ass.

Eurojust huet elo Dateschutzregelungen ausgeschafft an déi mussen nach vum Conseil, also vun de Ministere, guttgeheescht ginn. Dat sollt dann esou séier wéi méiglech geschéien, well eng gutt Zesummenarbecht tëschent Eurojust an Europol, also tëschent Magistratur a polizeilechen Autoritéiten, wéi och tëschent Eurojust an der Antifraudeverwaltung OLAF och eng méi effikass Kriminalitéitsbekämpfung erméiglecht.

Meng zweet Remarque concerneiert d'Europäesch Verfassung. Am Artikel III-274 steet an där Europäescher Verfassung, dass en europäesche Parquet soll vun Eurojust aus opgebaut ginn. Dat werft awer an eisen Ae verschidde Froen op, déi nach muss gekläert ginn.

D'Kommissioun begréisst d'Iddi an d'Institutioun vun engem europäesche Parquet. Niewent der

Fro, wou deen europäesche Parquet soll hikommen: op Lëtzebuerg, dem Sëtz vun den europäesche Geriichter, oder Den Haag, wou schon Eurojust an Europol hire Sëtz hunn, stelle sech awer eng ganz Rei Froen, déi elo nach net gekläert sinn. Zum Beispill: Wat fir eng Kompetenze kritt deen europäesche Parquet? Sinn dat exklusiv Kompetenzen, an da wat fir eng? Oder sinn dat Kompetenzen, déi a Konkurrenz si mat deene vun den nationalen Autoritéiten, wou dann de Prinzip vun der Subsidiaritéit festleet op wat fir engem Niveau, dem nationalen oder dem europäeschen, d'Enquêt solle stattfannen?

En europäesche Parquet brauch och en harmoniséierten, wann net uniformen Droit pénal an och prozedural Regeln. Souwuel en Droit pénal européien wéi eng Procédure pénale européenne feelen nach.

An da stellt sech och d'Fro, wat fir eng Geriichter sollen d'Enquêtes, déi um Niveau vum Parquet européien gefouert goufen, ze uerteelen hunn? Sinn dat déi national Geriichter oder sinn dat europäesch Geriichter? Sinn dat déi bestehend europäesch Geriichter, den Europäesche Gerichtshof oder den Tribunal de première instance de la Communauté européenne, déi niewebäi gesot och schon iwwerlaascht sinn? Oder sinn dat speziell, en nach ze schafend europäesch Strofergericht? Dat sinn alles Froen, déi nach opstinn an nach keng Äntwert, souguer keen Ufank vun enger Äntwert, fonnt hunn.

Här President, elo zu deene wesentleche Punkte vum Projet de loi. De Représentant national muss e Magistrat sinn, ob e vum Parquet oder vun de Geriichter kënn, ass hei egal. Erfuerdert ass awer, datt en eng Anciennetéit vun zéng Joer op d'mannst virweise kann. Dës Bedingung war vum Statsrot virgeschloe ginn. Eng Majoritéit - des Kéier net Unanimitéit; bei deenen anere Punkten hate mer Unanimitéit, hei net - an der Kommissioun huet dese Vorschlag vun enger 10-jähriger Mindestanciennetéit vum Statsrot matgedroen, am Sënn vun enger méi grousser Effektivitéit vun der Aarbecht vum Lëtzebuurger Représentant, net nëmme gégeniwwer sengen Amtskolleegen an Eurojust, mä och a senger dagdeeglecher Aarbecht mat de Lëtzebuurger Gerichtsautoritéiten.

De Représentant national ënnerläit der Direktioun an der Surveillance vum Procureur général d'État. E gëtt fir véier Joer bestëmmt a säi Mandat ass renouvelabel.

E muss all Joers dem Justizminister an dem Procureur général d'État e Bericht iwwer seng Aktivitéiten ofliwweren. Niewebäi kënn Der och op Internet de jährlche Bericht vun Eurojust liesen.

De Représentant national huet Zougrëff, wéi de Procureur an den Untersuchungsriichter, op de Casier judiciaire a kann de Parquet oder den Untersuchungsriichter hei zu Lëtzebuerg Informatiounen iwwert d'lafend Prozedure froen. Untersuchungsriichter oder de Procureur d'État oder esouguer de Procureur général d'État kënnen de Représentant national och mat Affäre befaassen, déi op d'mannst zwee aner Memberstate betreffen.

De Projet de loi regelt also d'Relationen an den Informatiounsaustausch tëschent de Lëtzebuurger Gerichtsautoritéiten an dem Représentant national.

Natierlech ass d'Dateschutzgesetz vun 2002 a besonnesch den Artikel 17, deen d'Dateschutzregelung an Domäne vun dem Ordre public an der Sécurité publique regelt, applicabel. Ee Member vum Kontrollorgan, deen am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz virgesinn ass an dee sech vun zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun an dem Procureur général d'État oder sengem Delegierten zesummesetzt, wäert och fir véier

Joer bestëmmt ginn, fir um Niveau vun Eurojust Dateschutzregelungen ze kontrolléieren.

Am initiale Projet de loi war och nach eng national Kontaktperson fir de Représentant national virgesinn. De Statsrot, an deem senger Suggestioun hu mer Rechnung gedroen, hat virgeschloe, dese Passus ze sträichen am Projet de loi. Elo wéi en zur Ofstëmmung virläit, ass dee Passus da gestrich ginn. Et ass keng national Kontaktperson fir de Représentant national virgesinn.

Dat bedeit awer net, datt des national Kontaktperson iwwerflësseg ass, au contraire, des Kontaktperson ass eng wichteg Hëllef, eng Stäip fir den nationale Représentant bei Eurojust.

Mä, dat bestehend Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire a besonnesch d'Artikelen 70 an 72 kënnen elo scho benotzt gi fir des Kontaktperson ze ernennen. Eng speziell Bestëmmung an dem Gesetz war also iwwerflësseg.

De Représentant national kann och no senger Mandatszäit zu Den Haag erëm a säi Corps d'origine réintégréiert ginn, op darselwechter oder op d'mannst op enger equivalenter Plaz.

De Représentant national, brauch ech lech net ze soen, ënnerläit dem Secret de l'instruction.

Mir hunn, Här President, dem Statsrot seng Suggestiounen all iwwerholl. De Statsrot hat awer eng Opposition formelle gemaach. Am Projet de loi initial war virgesi fir de Règlement grand-ducal vun 1976 iwwert de Casier judiciaire ze änneren. De Statsrot huet gesot, datt am Numm vun der Hiérarchie des normes e Règlement grand-ducal net kéint duerch Gesetz geännert ginn. Mir hunn dem Statsrot senger Opposition formelle Rechnung gedroen, mä net wéinst der Hiérarchie des normes, wéi de Statsrot gesot huet, mä opgrond vum Paralélisme des formes.

An der Hoffnung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt Eurojust wäert weiderfuere fir sech fir eng effikass Kooperatioun a Kollaboratioun tëschent de Gerichtsautoritéiten aus de 25 Memberstaten anzesetzen, géif ech lech och bidden, dese Projet de loi ze stëmmen, an der Fassung, wéi e leschte Mëttwoch an der Kommissioun mat Unanimitéit ugeholl gouf, an dobäi ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Flesch age droen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréischte dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an em félicitéieren. Mir ralliéieren ons senger Analys a mir wäerten de Projet de loi, an der Form wéi e vun der Kommissioun proposéiert ass, och stëmmen. Ech wëll also net elo alles répétéieren, wat e schrëftlech a mëndlech virgedroen huet, mä ech wollt op e puer Froen besonnesch agoen.

Eurojust, wéi mer jo elo gesot kruten, ass geduecht fir d'Coopération judiciaire um penale Plang an Europa ze renforcéieren. Eurojust ass eng Institutioun mat der Personnalité juridique a soll de Pendant sinn um judiciaire Plang vun Europol.

D'Europäesch Kommissioun huet verschiddeleech schon drop higewisen, datt se sech eng besser Kollaboratioun tëschent Eurojust an Europol géing wënschen, a mir schléissen ons deem Wunsch un.

Ech hunn dann hei eng Fro un de Minister: Wéi wäit si mer, Här Minister, mat deem Accord, deen déi

Kooperatioun sollt renforcéieren? Wéi wäit si mer mat der Dateschutzregelung, déi, wéi de Rapporteur virdrun ënnerstrach huet, néideg ass, fir dass deen Accord kann zum Droe kommen?

Et gëtt, wéi dat och scho gesot ginn ass, eng aner Kollaboratioun, déi onbedéngt misst verbessert sinn, an dat ass déi tëschent Eurojust an OLAF, der Antifraudeverwaltung vun der Europäescher Kommissioun, vun där a leschter Zäit jo ganz vill geschwat ginn ass, no-tamment och wéinst der Eurostat-Geschicht.

Den Här Heisbourg huet ons an der Kommissioun gesot, dass effektiv déi Kollaboratioun net géing klappe wéi se soll; an ech mengen dat confirméiert nëmme dat wat mer schon alleguerte wossten, wat relativ oft an den Zeitunge geschriwwen gëtt a wat eng Tatsaach ass. Mir hoffen also, dass et méiglech ka sinn, déi Kollaboratioun ze verbessern, am Intérêt précisément vun enger gudder Coopération judiciaire.

D'Fro un de Minister an dem Zesummenhang: Wat kann hien ons soen iwwert déi Kollaboratioun tëschent Eurojust an OLAF? Wat kann hie proposéiere fir déi Kollaboratioun ze verbessern?

An der Kommissioun hate mer och eng Diskussioun iwwert d'Konditiounen, déi de Lëtzebuurger Magistrat muss erfëllen, fir an Eurojust genant ze ginn. An ech hu mengem Kollege Xavier Bettel versprochen, ech géing drop hiweisen, dass déi Décisioun net à l'unanimité geholl ginn ass, mä dass eng Majoritéit vun ons sech der Proposition vum Statsrot ralliéiert huet, dass ee soll déi Konditioun vun zéng Joer festhalen. Dass awer ee Member vun der Kommissioun do war, deen der Meenung war, dass een och der Jugend bei de Magistraten eng Chance sollt ginn.

Dann d'Fro vum Correspondant national. Am Gesetz war virgesinn, dass dee soll bezeechent ginn no enger präziser Prozedur. De Conseil d'État huet gesot, senger Meenung no wär dat net noutwendeg. Esou ee Correspondant national, seet de Conseil d'État, ka bestëmmt gi vum Justizminister an Applicatioun vun den Dispositiounen vun den Artikelen 70 an 72 vum ofgeännerte Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire.

Mir hunn de Conseil d'État suivéiert als Kommissioun, mä mir hunn awer och, wéi de Rapporteur gesot huet, de Wunsch ausgedréckt, dass esou e Correspondant national soll vum Minister genant ginn. Hei also meng Fro un de Minister: Ass hie gewëllt där Recommandatioun ze follegen? Kann hie sech hei engagéieren, dass hien effektiv deem Wunsch vun der Commission juridique Rechnung dréit?

Dann ee Wuert iwwert den europäesche Parquet, dee jo virgesinn ass am Artikel III-724 vum Traité iwwert d'Europäesch Konventioun. Et soll ee Parquet geschafe ginn, «à partir d'Eurojust», esou steet et am Traité. Hei stellen sech eng ganz Partie wichteg Froen, wéi dee Parquet kann an Zukunft operéieren. Se sinn hei op deser Tribün vu mengem Virriedner schon opgeworf ginn, ech géing nëmme e puer Froen un de Minister stellen:

1. Wéi wäit si mer an där Fro vum europäesche Parquet?
2. Wat fir eng europäesch Juridiction ass dozou beruff déi Affären ze jugéieren, fir déi de Parquet Kompetenz kritt, ass do schon eng Décisioun gefall? Wann net, wéi gesäit dat ongeféier aus oder kann ee sech do schon e Bild maachen oder ass et ze fréi?
3. Wa mer vum Siège vun europäeschen Institutiounen schwätzen, da gi mir Lëtzebuurger jo ëm-

mer hellwaakrech. Déi Fro vum Siège vum europäesche Parquet ass nach net geregelt. Wat fir Moosnamen huet d'Regierung scho geholl oder huet se wëlles ze huelen, fir dofir ze suergen, dass deen europäesche Parquet op Lëtzebuerg kënn, wou de Sëtz ass vun den europäesche Geriichter a wou also dee Parquet säin normale Sëtz misst hunn, och wann Eurojust an Europol de Moment schon zu La Haye sinn? Mä de Parquet misst onser Meenung no op Lëtzebuerg kommen an dofir géing ech gäre vun der Regierung wëssen, wat do ënnerholl ginn ass, fir dass dat effektiv kann erreecht ginn.

Dat zu de Froen, Här President, déi ech wollt stellen. D'Commission juridique proposéiert ons en Text, deen all d'Modifikatiounen, déi de Conseil d'État proposéiert, iwwerhëlt. Ech notéieren en passant, dass alt erëm eng Kéier de Conseil d'État gemengt huet, e misst bei demem Projet de loi eng Opposition formelle umellen. Dat schéngt beim Justizminister eng Gewunnecht ze ginn. Vlächicht soll deen, deen ënnert de Ministeren dee misst sinn, deen am strengsten ass, mat den Texter, déi aus sengem Ministère erausginn, e bësse méi rigoureux sinn, quant au fond, a méi exigeant quant à la forme, fir dass dat em net all Kéiers an Zukunft erëm virkënn.

Dat gesot, Här President, wäerte mir, wéi ech et scho gesot hunn, dee Projet de loi an där Form wéi e vun der Commission juridique proposéiert ass, stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bodry age droen. Här Fayot?

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech muss den Här Bodry entschëllegen. En ass wéinst eng urgenter Affär op Diddeleng zrëckgeruff ginn, wou ee Groussbrand entstanen ass a wou en als Buergermeeschter huet misse seng Responsabilitéit huelen. Ech kann en natierlech net ersetzen, ech wollt e verrieden andeem ech soen, dass mer selbstverständlech dese Projet iwwer Eurojust als Fraktioun matdroen, wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn.

Ech wëll just ee Wuert soen. Ech sinn elo kee Spezialist, weder wéi den Här Bettel nach wéi den Här Santer, deen en exzellente Rapport gemaach huet, an d'Froen alleguerten opgeworf huet. Ech wollt just soen, wat den europäesche Parquet ugeet, kann ech mech un déi Diskussioun erënneren an dem Konvent, déi vun eenzelne Memberen opgeworf ginn ass, an d'Iddi war an der Haaptsaach fir en europäesche Parquet ze maachen. Dat éclairéiert vlächicht e bësse Är Lanter fir e Parquet ze maachen, an der Haaptsaach fir Froen oder Verbrieche géint d'europäesch Intérëten. Dat heescht also, dat wat och vun OLAF soll detektéiert ginn, an dat ass awer och eng Iddi gewiescht, déi bei ville Länner eigentlech net onbedéngt op Géigeléift gestouss ass, aus deenen Ursachen, déi den Här Santer opgefouert huet, déi vill Incertituden, déi vill Froen, déi sech nach doriwwer stellen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ech si selbstverständlech mat der Madame Flesch d'accord. Ech hunn dat och scho vertratt, dass mer hei am juristesche Beräich sinn, dass mer ëmmer als Lëtzebuurger argumentéiert hunn, dass mer eng juristesche Haaptstad sinn, an dass dozou natierlech den Tribunal de première instance, d'Cour de Justice, an och déi annex Elementer sollten dohinner kommen, wéi zum Beispill och Eurojust an natierlech de Parquet, wann dat da wär. Esou wäit ech weess ass dee Siège vun Eurojust an Europol zu La Haye provisoersch definitiv, mä sécher wësse mer als Lëtzebuurger, dass wann eng Kéier eppes provisoersch ass a sech emol do incrustéiert huet,

dass et ganz schwéier ass, dat vun do ewechzekeréien, d'autant plus wou ee weess, wéi schwéier dass d'Ministeren oder e Conseil européien sech dinn, fir Décisiounen an der Fro vun Agencen a soss zu sonstegen Instituter an Europa ze huelen.

Mat deene Remarquen, Här President, a mat der Entschëllegung fir d'Absence vum Här Bodry, géif ech den Accord vun onser Fraktioun dozou ginn.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch age droen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wollt och ufänke mat enger Entschëllegung an zwar fir deen ze entschëllegen, deen normalerweis déi Ried hei misst halen, den Här Braz. Dee vertritt d'Chamber de Moment op engem Colloque iwwer Immigration a Spuenien an dofir kann en haut net hei sinn. Dofir liesen ech déi Ried, déi den Här Braz geschriwwen huet, hei vir, dat heescht ech schwätzen eigentlech hei am Numm vum Här Braz.

M. le Président. - Selbstverständlech am Numm vum Grupp vun deene Gréngen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Selbstverständlech, ech schwätzen am Numm vum Här Braz, an den Här Braz schwätzt am Numm vun deene Gréngen, besser gesot.

M. le Président. - Très bien. Elo hu mer et alleguer verstanen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Espace de liberté, de sécurité et de justice ze kreéieren ass déi Décisioun, déi 1999 am Oktober den europäesche Conseil zu Tampere a Finnland geholl huet. E wesentlecht Element vun där Evolutioun ass d'Verstärke vun der judiciairer an der penaler Kooperatioun an Europa.

Fir déi Gréng ass europäesch Kooperatioun an deser Matière e Fortschritt, virun allem awer, wann dee Fortschritt en Equiliber hierstellt tëschent Fräiheet a Sécherheet, deen net op d'Käschte vun de Mënscherechter geet.

Zënter dem 11. September 2001 an deem schrecklechen Attentat zu New York hu mir awer scho méi wéi eng Kéier misse kritiséieren, dass d'international Zesummenaarbecht am Domän vun der Justiz zimlech eesäitig ausfällt, an dass intern Sécherheitspolitik haaptsächlech mat Polizeinstrumenter verfollegt gëtt. Dës Ausrichtung vun der europäescher Innenpolitik ass fir eis net dee richtege Wee.

Et ass och dofir keen Zoufall, dass d'Kreatioun vun Eurojust, de judiciaire Pendant vun Europol, elo érischt, bal op den Dag genee, véier Joer no senger éischter Sëtzung deemools nach zu Bréissel, an nach net zu Den Haag, zu Lëtzebuerg stattfënn. Eise Justizminister an och elo Polizeiminister ass jo bekannt dofir, datt hien éischter Politike privilegiéiert, wou déi repressiv Instrumenter besser ofschneide wéi déi judiciaire Instrumenter.

D'Kreatioun vun Eurojust huet als Zweck déi grouss Kriminalitéit an Europa méi wirksam ze bekämpfen. Dozou gehéiert natierlech och den Terrorismus. Wann een d'Zuelen aus dem Joer 2004 kuckt, gesäit een awer, datt d'Terrorismusbekämpfung nëmme zu 7% an den Aktivitéite vun Eurojust optaucht. 41% maache beispillsweis den Drogentraffic an all Zorte vu Fraude aus. Wichteg ass an eisen An awer, an dofir begrëisse mer och d'Kreatioun vun Eurojust, dass d'Aarbecht vun Europol duerch eng Zesummenaarbecht mat Eurojust eng nei mënscherechlech Dimensioun kritt.

Mir hunn och dofir eng éischt Fro un d'Regierung. De Schutz vun de perséinlechen Date muss bei der Zesummenaarbecht tëschent Europol an Eurojust respektéiert bleiwen.

No zwee Joer Aarbecht leien elo Virschléi um Dësch, déi eestëmme am Eurojust-Conseil approuvéiert goufe wéi de Schutz vun de perséinlechen Date kënn assuréiert ginn. De Conseil des Ministres muss déi awer nach approuvéieren. Wéini soll dat sinn, Här Minister?

Wat de Choix vum Lëtzebuurger Membre national betrëfft, am Moment de fréiere Procureur d'État Georges Heisbourg, esou bedauere mir, datt am Gesetz nëmmen d'Konditioun vun deenen zéng Joer Berufserfahrung festgeschriwwen ginn ass. Dee reng formelle Kritär deckt net d'Bandbreit of, déi eiser Meenung an Zukunft verlaangt ass fir Eurojust virunzebréngen. Mir hate proposéiert, fir als Konditioun anzuschreiwen, datt eng Expérience spécifique certaine verlaangt ass an dëse Matière. D'Majoritéit huet dat anescht gesinn, mir bedauern dat.

Eng zweet Fro, déi mir un d'Regierung wëlle stellen, ass gekoppelt un Aussoen, déi mir Gréng och scho bei den Debatten iwwer en anert Gesetz hei am Parlament gemaach hunn. D'Matière vun der internationaler Kooperatioun am Beräich vun der Justiz an der Police gëtt ëmmer méi komplex. D'Texter, déi déi Matière regelen, kritt ee knapps nach gezielt an d'Verweiser tëschent den Texter sinn zu esou vill, dass ee sech freet, ob et nach Leit gëtt, déi de kompletten Duerchbléck hunn; eng Aschätzung vun eis, déi de Justizminister bei den Debatte vum Benelux-Traité gedeelt huet.

Dofir eis Fro un d'Regierung: Wëllt d'Regierung op de Wee vun enger Kodifizéierung vun dëser Matière goen, a wa jo, wéini?

Eurojust ass awer och am Keim den europäesche Parquet, wéi en am Traité iwwert d'europäesch Verfassung a sengem Artikel III-274 festgeschriwwen ass. Eng Entwécklung zu engem méi groussen a méi staarke Rechtsraum hin, eng Entwécklung, déi mir Gréng ënnerstëtzen.

An deem Kontext hu mir och nach eng drëtt Fro un d'Regierung. Dës Woch ass den amerikanesche President George W. Bush an Europa. Bei dëser Visite huet Lëtzebuerg eng wichteg Roll doduerjer, dass mir d'Présidence hunn. Mir wëllen d'Regierung opfuere den Sujet vun der Cour pénale internationale bei de Gespréicher mam amerikanesche President opzerwerfen. Déi amerikanesche Haltung an där Fro ass fir eis net haltbar; d'Welt brauch méi internationaalt Recht an d'Cour pénale internationale ass dofir onverzichtbar.

„Gëtt dës Fro opgeworf, a wa jo, a wéi engem Sënn?“, froe mir d'Regierung a mir wäerten och unhand vun den Äntwerten op zum Beispill esou Froe wéi déi doten als Gréng eis Bilanz zéie vun der amerikanescher Visite an Europa.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An der Erwaardung vun den Äntwerte vun der Regierung op eis dräi Froen, bréngen ech awer d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz an ech soen lech am Numm vum Här Braz Merci.

M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, bei eis ass et och esou, datt ech a Verriedung vun eisem mandatéierte Spriecher,...

(Brouhaha général et hilarité)

...dem Här Henckes, autoriséiert sinn, fir den Accord vun eiser Fraktioun ganz einfach zu dësem Projet de loi ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet hei ass zu Recht qualifizéiert ginn als ee Projet, deen d'Instrument schafft, wat de Pendant ass zu Europol. Europol ass méi bekannt, well et Europol scho méi laang gëtt, mä et huet all deenen, déi un der rechtsstaatlecher Konstruktioun vun Europa geleeën ass, wichteg geschéngt, datt een niwint dem Instrument vun engem Koordinatiounsorgan bei der Police och e Koordinatiounsorgan bei de Strofverfolgungsbehörden hätt, an dat ass Eurojust ginn. Et geet also dorëm, fir datt déi eenzel Staatsanwaltschaften besser kënnen matenee schaffen bei grenziwwerscheiden Affären.

Och wann dat dem Här Bausch net gefält, well en déi Prioritéit oder déi Importenz vun dem Strofrecht net wëllt agesinn, esou muss ech him awer soen, datt Eurojust sech nun emol mat strofrectlechen Affäre befasst, well dat ass hir Aufgab, an dofir mengen ech, ass et och gutt, datt mer se hunn, well wann et dorëm geet Terrorismus, Drogenaffären, Fraude a Geldwäsch ze bekämpfen, da brauch een och déi Instrumenter, déi dat maachen. Ech gesinn dat guer net als negativ un, wa mer an Europa eis endlech eens gi sinn, fir eis dofir Instrumenter ze ginn. Datt ech dobäi mech ëmmer dofir agesat hunn, dofir brauch ech mech net ze schumen. Ganz am Géigendeel, well et gehéiert, e bësse wéi an där Debatte virdrun dozou, fir datt mer an enger demokratescher, fräier a sécherer Gesellschaft kënnen liewen.

Mir hunn de Mëtteg schonn eng Kéier hei iwwert d'Wichtigkeet vun der Erweiterung vun Europa geschwat. Ech mengen an dësem Kontext geet et ëm d'Verdeiwung vun Europa an zu där Verdeiwung vun Europa gehéiert e Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht dozou, an Eurojust ass ee wichteg Instrument an deem Kontext.

Eurojust funktionéiert nach guer net, wéi mir dat gären am Idealfall hätten, well nach ze weéng grenziwwerscheidend Affäre bei Eurojust kommen. Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren eng Rei Dossierer bei Eurojust bruecht. Et muss also net ëmmer via Eurojust goen. Et kann een och bilateral selbstverständlech zesummeschaffen, mä do, bei verschiddenen Affären, oder wou och méi wéi zwee Länner implizéiert sinn, a wou een net richtig weess, u wien ee sech soll wenden, ass et extrem utile, wann ee via de Lëtzebuurger Member bei Eurojust ka fueren.

Am leschte Joer si mir dräizéngmol vun Eurojust a grenziwwerscheidenden Affäre gefrot ginn, a Lëtzebuerg huet néngmol Eurojust an Usproch geholl, an Affären an deene Lëtzebuerg en direkten Intérêt hat.

Dat muss also nach ausgebaut ginn, gradesou wéi d'Kooperatioun mat Europol ausgebaut gi muss. Dat sinn alles Instrumenter, déi ganz um Ufank vun hirem Fonctionnement sinn.

Dofir war et och, datt Eurojust am Ufank, an déi Fro ass e puermol de Mëtteg hei gestallt ginn, souwuel vun der Madame Flesch wéi vum Här Bausch, keng Dateschutzregelen hat. D'Importenz vun deenen Dateschutzregelen hunn ech ëmmer agesinn. Dat ware schwierig Négociatiounen. Déi Négociatiounen sinn elo am Kader vun Eurojust op en Enn komm. De Conseil vun de Justizministere, deen ech den Donneschdeg vun dëser Woch presidéieren, wäert déi Reglementatiounen unhuelen. Domadder ass also nach dës Woch déi Suerg, déi hei ausgedréckt ginn ass, och beäntwert.

Déi Dateschutzregelung, wann déi ugeholl ass, erlaabt et dann och deen Accord mat Europol ofzeschléissen. Ech hoffen, datt mer dat och geschwé kënnen maachen. Op jidde Fall ass d'Lëtzebuurger Présidence frou, datt mer deen doten Accord och konnten ofschléissen.

Wann een dat nämlech huet, kann een och Eurojust an internationale Fäll nach méi asetzen. Amerika zum Beispill huet en Accord mat Europol gemaach. Wann een Dateschutzregelen huet, wann een Accorden hätt tëscht Amerika an Eurojust, géing sech och déi Kooperatioun an enger Rei vun Affäre kënnen verbesseren, erëm eng Kéier am Intérêt vun enger besserer Kriminalitéitsbekämpfung.

Mat dem OLAF gëtt et eng gewësse Kooperatioun. Ech kann déi net qualitativ aschätzen; ech weess just, datt mer scho viru Joren e Memorandum of understanding tëscht Eurojust an dem OLAF ugeholl hunn. Wéi deen an der Praxis elo funktionéiert, dat kann ech hei net beäntwerten, dat kann ech awer gären nofroen.

Eurojust ass den Ufank vun engem europäesche Parquet, mä et ass net en europäesche Parquet. Eurojust huet ganz kloer eng vill méi limitéiert Funktioun, well et ass eng Koordinatiounsstell, wougéint en europäesche Parquet eng europäesch Strofverfolgungsbehörde wär. Déi ass op eng, a mengen Aen, vill ze vill zaghaft Aart a Weis an der Europäescher Verfassung festgeschriwwen ginn. D'Europäesch Verfassung gesäit nëmmen d'Basis dofir vir, mä gëtt net d'Instrument fir dat direkt kënnen a Kraaft ze setzen, dofir brauch et nach eng Kéier duerno eng unanime Décisioun vun der Europäescher Unioun.

Ech stelle mat Bedauere fest, datt, wéi mer elo viru kuerzem ënner hollännescher Présidence de Programm vu La Haye iwwert den europäesche Rechtsraum ugeholl hunn, souguer dat Wuert Parquet europäen net konnt doranner stoen, well eng Rei Länner gesot hunn, wa mer dat Wuert do dran hunn, da kréie mer op kee Fall de Referendum an eise Länner duerch, dofir soen ech als Realpolitiker, datt den europäesche Parquet nach net fir mar ass. Wann d'Verfassung bis do ass, da kann een nach eng Kéier doriwwer diskutéieren. Dat brauch dann eng eestëmmeg Décisioun.

Och ass virgesi fir de Moment, an och dat huet d'Lëtzebuurger Regierung bedauert, dass nëmmen den europäesche Parquet elo virgesinn ass an der Verfassung fir Intérêts financiers de la communauté, woubäi mir gesot haten, mir géingen et besser fannen, wann et fir grave grenziwwerscheidend Affäre wär. Wéi gesot, de Parquet ass net fir haut, den europäesche Parquet ass och net fir mar, en ass vläicht fir iwwermer.

Trotzdem datt en eréischt fir iwwermer ass, kann ech lech hei soen, datt, wat de Siège ubelaangt, déi viregt Regierung an engem Accord festgehalten huet, datt de Siège vum europäesche Parquet op Lëtzebuerg kéim, wann en dann eng Kéier géing an d'Liewe geruff ginn.

Dat sinn also Froen, déi ronderëm déi Problematik do bestinn. Eurojust ass wéi gesot en nützlich Instrument, mengen ech, fir déi europäesch Kooperatioun vun de Justizautoritéite virunzebréngen, an dofir sinn ech frou, datt et hei Zoustëmmung fénn.

Ech géing och an deem Kontext dem honorabelen Här Santer villmools Merci soe fir säi Rapport. Ech géing mech och hei entschëllegen, datt ech beim Projet virdrun dem Rapporteur, dem honorabelen

Här Glesener, net Merci gesot hat, mä dat ass, wann ee fräi schwätzt. Ech wollt dat heimat nohuelen.

Gradesou wéi ech mech virdrun am Eifer des Gefechtes verreckt hunn. Wéi de Fraktiounscheef vun der CSV mer virgerechent huet, hunn ech am Joer 2017 net 58 Joer, mä eréischt 54 Joer, mä Dir erlaabt mer also déi Correctiounen an déi Entschëllegungen herno bäizeginn.

(Brouhaha général)

D'Chancen, datt ech also de Militärliger ka gesinn, si wesentlech méi grouss. D'Chancen datt ech den europäesche Parquet gesinn, do hoffen ech net mussen esou laang ze waarden, bis datt et e Successeur vun Eurojust gëtt, mä op jidde Fall schéngt mer och elo schonn Eurojust en nützlich Instrument ze sinn, an ech wär frou, wann d'Chamber dofir dee Projet hei haut kënn unhuelen.

Merci.

M. le Président. - D'Diskusioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5362. Den Text fannt Dir am Document parlementaire 5362^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat heiten: Unanimité, 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Felix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi «portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003». Dat ass de Projet 5324. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minuten. Et hu sech geschriwwen: den Här Goerens, den Här Schneider, den Här Kox an den Här Mehlen - an den Här Diederich fir den Här Schneider. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

9. 5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet mer elo bal wéi an der Schoul, owes spéit nach eng Kéier Schoul ze halen. Ech hoffen, dass et esou spannend gëtt, dass mer nach e puer Sekonnen hei beienee kënnen bleiwen.

(Interruptions diverses)

Jo, ech gi mer och vill Méi.

Mir hunn et hei mat der Approbatioun vun der revidierter Europäescher Konventioun iwwert d'Protektioun vun den Déiere während hirem internationalen Transport ze dinn. Dës Konventioun ass zu Chisinau, dat ass a Moldawien, de 6. November 2003 zur Ënnerschrëft opgeluecht ginn.

Une voix. - Lauschtert dem Här Oberweis no.

M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Merci villmools.

E puer technesch Detailer vun der Konventioun virewech: Si ass hei an der Chamber de 6. Abrëll 2004 déposiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass den 28. September 2004 hei erakomm, an d'Chamberkommissioun huet sech mat dem Text vun der Konventioun a mat dem Avis vum Statsrot an hirer Sëtzung vum 16. November 2004 ausernee gesat, an dat an der Präsenz vum Minister. De Rapport ass an der Kommissioun den 29. November d'lescht Joer ugeholl ginn.

Wa mir an d'Geschicht vun dëser Konventioun zum Schutz vun den Déiere während hirem Transport kucken, da gesi mer déi éischt Usätz an de 60er Joren. Et ass deemools festgehale ginn, dass d'Normen am Déierentransport net méi der Wierkleikeet entsprach hunn an zum Deel guer net méi agehale si ginn. An duerfir huet dann de Conseil d'Europe verlaangt, dass eng Europäesch Konventioun ausgeschafft sollt ginn. Dat ass am Joer 1968 passéiert an den 20. Februar 1970 ass déi a Kraaft getrueden.

Zënterhier sinn erëm weider Modifikatiounen viregeholl ginn. Ënner anerem mussen d'Entreprise, déi Déieren transportéieren, an engem Register ageschriwwen sinn. D'Dauer vum Transport soll och net méi wéi aacht Stonne bedroen. Si kann awer a bestëmmte Fäll iwwerschratt ginn. Et ass och festgehale ginn, wéi vill Déiere pro Transport da beienee sollten transportéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiede Gesetzesprojet ass eng Refonte vun där Konventioun aus dem Joer 1970. Elo, no iwwer 30 Joer Expérience um Terrain an am Hibleck op déi wëssenschaftlech Recherchen, huet et de politesche Responsabele wichteg geschéngt, nach eng Kéier den Text ze iwwerschaffen. Dës iwwerschaffte Konventioun gëtt gedroen duerch déi moralesch Obligatioun, all Déieren ze respektéieren a sech och bewosst ze ginn, dass d'Déiere Schmäerzen emfannen.

Doriwwer si mir eis och bewosst ginn, dass d'Wuelbefanne vun den Déiere während hirem Transport e wichteg Element duerstellt. Dës Konventioun bezitt sech awer op all Déieren, déi méi wéi 50 Kilometer transportéiert ginn. Si gëtt also ugewannt speziell wann Déieren aus engem Memberland an en Netmemberland transportéiert ginn

an och tëschent europäesche Memberlänner, wann zumindest duerch en Netmemberland transitiert muss ginn. Et gëtt awer eng Exceptioun fir Transporter tëschent europäesche Länner; do gëtt nämlech näischt erfëllt, dat ass an der Rei esou.

Si gesäit och Virschrëfte vir beim Belueden a beim Ausluede vun den Déieren. Da gesäit een also, wéi vill Saache passéiert sinn, dass extra eng Direktiv muss geholl ginn, déi beweist a beschreift, wéi Déieren agelueden an ausgelueden däerfe ginn.

Interessant och weiderhin: Et muss eng Persoun derbäi sinn, déi extra ausgebild gëtt, fir d'Déieren ze begleede während hirem Transport. Wat dann den Outil de transport ubelaangt - de Camion oder d'Schëff, de Fliger - esou gëtt extra festgehalen, dass dee Raum, deen déi Déieren hunn, misst bestëmmt Bedéngungen hunn. Sief dat d'Aériorioun, sief dat dee Fräiraum, deen déi Déiere mussen hunn. A wann en Transport méi wéi néng Stonnen dauert, da muss souguer festgehale ginn an engem Dokument, wou Plaze sinn, wou d'Déieren dann ausgeluede ginn, wou se da gedränkt ginn a wou se hir Rou kënnen kréien. Fir den Transport iwwert d'Strooss, duerch d'Loft, mat der Eisebunn, iwwert d'Mier, si souguer extra Bestëmmunge festgehale ginn.

Wat nun awer d'Exekutioun vun der Konventioun betrëfft, ass festgehale ginn, dass et souguer technesch Protokolle ginn, déi eben dann no wëssenschaftleche Kritären den Déierentransport musse regelen. Am Spezielle gëtt an deenen technesch Protokolle festgehalen, wéi grouss de Raum muss sinn an och wéi vill Rouzäit jee weils muss agehale ginn. An déi technesch Protokoller, déi kënnen op Demande vun engem Memberland ëmmer erëm a Fro gestallt ginn. Dat beweist also, do ass ëmmer d'Matière ze diskutieren, wann een an den technesch Protokoller wëllt schaffen.

En interessante Punkt vun der Konventioun ass awer folgenden, an dat beweist den héije Geescht vun den Auteurs: Et ass festgehale ginn, wann en Différend, also e Problem entsteet, da gëtt den Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter ugeruff. Well d'Déiere jo keng direkt Parole hunn, kënnen déi Problemer bis bei de Gerichtshaff vun de Mënscherechter zitiiert ginn.

D'Situatioun vun onsem Land an der Mëtt vun Europa, och déi wuwendend Suerg ëm d'Wuelbefanne vun den Déieren an dann den Transitverkéier bedéngen, dass mer dës Konventioun och solle ratifizieren.

Dass dës Konventioun eng héich Bedeitung huet, beweist den Ëmstand, dass an Europa all Joer 17,5 Milliounen Déieren transportéiert ginn! 17,5 Milliounen Déiere ginn all Joer duerch Europa deelweis gekarrt. Wann dat net esou wier, da wier dës Konventioun net reviséiert ginn. Trotzdeem ass et interessant, dass dës Konventioun eréischt no sechs Méint a Kraaft trëtt, wa véier Länner se ratifizéiert hunn! A mir sinn eréischt bei zwee Stéck! Norwegen a Schweden hunn dat eréischt ratifizéiert. Dat heescht, et brauch elo nach Lëtzebuerg, an da muss mer nach ee Partner fannen, da kann d'Saach a Kraaft trieden.

Souguer d'Europäesch Unioun, déi hei als ee Land zielt, huet nach net ratifizéiert. Et wier also un der Zäit, dass d'Europäesch Unioun als ee Land da géif dee Schrëtt ënnerhuelen. Souguer 13 Länner vun Europa-Conseil hunn net emol ënnerschriwwen, dat heescht also, déi hu guer net emol d'Prozeduren agelaut.

■ **Une voix.** - Onerhéiert!

■ **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Den Article unique vun deem Projet gesäit einfach vir, ech

liesen den Text hei vir, dat ass ganz einfach: «Est approuvée la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003.»

An da bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun eran a soe Merci fir déi puer Sekonnen, déi Der nogeluschtert hutt.

■ **Une voix.** - Et geet mir duer.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien. Merci villmools.

■ **M. le Président.** - Als éischte Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun fir dee Projet, deen den Här Oberweis elo hei explizéiert huet op eng flott Manéier, ganz succinct, a mir wësse wourëms et geet.

Mir enthuelen aus sengen Ausféierungen, dass mer zwar déi Konventioun fir déi 25 Memberstate vun der Europäescher Unioun net onbedéngt bräichten, well mer eng ganz Partie Texter hunn, déi schonn déi Problematik do regelen. Mä et ass haaptsächlech fir dat och aner Länner, déi der Europäescher Unioun net ugehieren an déi Membere si vum Conseil d'Europe, sollen encouragéiert gi fir do matzemaachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass och e Kuriosum an där Konventioun, well d'Europäesch Unioun gëllt am Fong nëmme just als ee Memberstat. Si gëtt betruucht wéi ee Memberstat, esou dass sech d'Fro stellt bei deene véier, déi fir d'ratifikatioun gebraucht ginn, ob et do duergeet, dass d'Europäesch Unioun si en tant que telle akzeptéiert huet. An da stellt sech nach d'Fro: Wéi ratifizéiert d'Europäesch Unioun se? Muss se déi nach eng Kéier duerch déi 25 Memberstate ginn? Oder ratifizieren déi 25 Memberstaten se individuell wéi mir dat hei maachen, ier ee kann d'Europäesch Unioun en tant que tel als Ratificateur zielen? Dat ass eng Fro, déi ech der Regierung stellen.

Fir de Rescht, mengen ech, soll ee sech och an der praktescher Ausféierung oder Exekutioun vun esou enger Konventioun vun dem bon sens leede loossen. Et kann een effektiv net alles am allerleschten Detail regelen a mir maachen och en Appel un de bon sens vun deene Leit, déi an der praktescher Exekutioun am Alldag mat Déieren an Déierentransporter ze dinn hunn, dass déi sech vun hirer Responsabilitéit, vun hirem Responsabilitéitsgefühl a vun enger gewësser Ethik, déi et och an deem dote Beräich muss ginn, guidéiere loossen, fir dass Gesetzer am Fong net musse beansprucht ginn, notamment an hirem repressive Charakter.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider agedroen.

(Interruption)

Ah, den Här Diederich, deen den Här Schneider remplacéiert. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Merci, Här President, ech wëll emol dem Här Rapporteur fir d'éischt Merci soe fir deen excellente Bericht, et ass alles gesot an all d'Detailler huet hien hei ausgeféiert. Ech wëll just soen, dass ee muss bedauern, dass et esou laang gedauert huet, bis déi Konventioun no 35 Joer reviséiert ginn ass, fir eng ganz Rei weider Detailler dann nach ze regelen. Et ass just ze hoffen, dass déi Konventioun am prakteschen elo och nach wierklech Resultater bréngt, dass een déi elle Biller, déi een an de

Medien oder um Fernseh déi lescht Jore gesinn huet, net méi brauch ze gesinn. An deem Sënn géif ech den Accord vun eiser Partei bréngen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

■ **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Ech maachen et gradesou séier. Ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och eis Fraktioun wëllt den Accord hei ginn, mä ech wëll awer trotzdeem eng Fro opwerfen, wat den Transport vun den Déieren am Allgemenge betrëfft.

Den Här Oberweis huet virdru gesot, dass an der Europäescher Gemeinschaft extrem vill Déieren transportéiert ginn, dass mir selwer als Transitland jo net verschount bleiwe bei deem ganzen Transport an dass mer viru Joren eng ganz Rei vu Problemer och op eise Autobunnsnetz haten.

Mir stellen eis u sech do méi grondsätzlech Froen, firwat deen Déierentransport an deem excessiven Ëmfeld nach duerchgefouert gëtt. Wann ee bedenkt, dass u sech, ech soen emol d'Schwäin, bei de Parmaschinken gefouert ginn, fir do geschluetzt ze ginn an dann entsprechend d'Ham do ze reecheren, ass et dann net do méi sënnavoll fir iwwerhaapt eng Kéier doriwuer nozedenken, dass een u sech do wou d'Déiere gezillt ginn - leider - och se der Schlachtung zouzeféieren an dann dat doudegt Fleesch u sech ze transportéieren. Dann hätte mer ganz vill Problemer aus der Welt geschafen, insbesondere wat d'Ethik ubelaangt iwwert d'Déieren.

Mir gesi jo elo och duerch d'Erweiderung, déi noutgedronge komm ass, dass dat nach zu weideren Transporter wäert féieren aus deenen neie Länner, déi zougestouss kommen. Déi wäerten d'Agrare matmaachen an och hir ganz grouss Landwirtschaft wëllen an d'Europäesch Gemeinschaft erabréngen, sou dass den Déierentransport u sech nach wäert an Zukunft zouhuelen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och gläich soen, dass mir mat deemem Projet d'accord sinn an dass mer e stëmme wäerten. Mir sinn eis alleguerten eens, dass Déiereschutz muss sinn, dass de Mënsch och d'Déier als Matbewunner vun deem Planéit muss respektéieren a senger Dignitéit, a probéieren d'Rechter vun Déier ze respektéieren, och wa mer d'Ugewunnecht hunn esou frou mat den Déieren ze sinn, dass mer se heiansdo zum Friesse gären hunn. Mä dat ass nun eemol esou mat eiser Spezies hei verbonnen. Ech mengen, dat kënnen mer net änneren an dat wäert och nach laang Zäit esou bleiwen, och wann et Leit gëtt, déi sech op de Fändel geschriwwen hunn, fir dat och nach definitiv ofzeschafen.

An dëser Konventioun, wann Der se liest, ginn eng ganz Partie Saache bis an de leschten Detail geregelt. De Rapporteur, deem ech och wëll Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, huet jo scho gesot, dass et den Transport betrëfft tëschent Länner, wann et iwwer 50

Kilometer geet, et bleift natierlech a grouse Länner, dass och nach do laang Transporter méiglech sinn innerhalb vun de Landesgrenzen. Ech denken, dass déi Länner jo dann och déiselwecht Konditiounen an hire Grenze respektéieren, wann dann en Transport méi laang soll daueren.

Lëtzebuerg - dat ass scho gesot ginn - ass en Duerchgangsland an dofir si mir eigentlech op Grund vun der Klengheet vun eise Territoire nëmme oder haaptsächlech duerch dee Phenomeen betrafft. Et huet och kee Wäert fir hei op all Detail anzegoen, ech wëllt just dräi, véier Saache kuerz ernimmen.

Hei ass gefrot, dass dat Personal, dat esou Véitransporter mécht, sief et eng Formatioun misst maachen, sief et Experienz misst matbréngen, déi genügend wier fir kënnen mat Véi ëmzegoen. Wéi dat an der Praxis gehandhabt gëtt, weess ech net. Et weess een awer, dass et bei verschiddene Leit vläicht net schlecht wier, wa géing gekuckt ginn ob déi Formatioun gemaach ass a wéi se gemaach ass.

Dat anert ass, dass - an ech liesen dee Saz vir, well wann een d'Praxis kennt, da gesäit een, dass een och muenchmol kann iwwerdreiwen - do zum Beispill gesot gëtt, dass: «Le bruit, le harcèlement et l'utilisation d'une force excessive doivent être évités pendant le chargement et le déchargement.» Also de Bruit léisst sech heiansdo net vermeiden, dat ass nach dat mannst wat ee ka maachen, fir nozehëlfen, fir dass se d'Ramp eropginn, wa se net wëllen. Wann een dat awer strikt esou interpretéiert wéi et hei steet, da gëtt et fir déi Leit, déi d'Déiere solle lueden, extrem schwierig.

(Interruption)

Force excessive ass heiansdo - den Här Clement weess och wéi et geet -, dass zwee Mann sech d'Hänn ginn an dann hannen eng Kéier nohëlfen, fir dass d'Vei eropgeet. Wann déi Force excessive och net méi erlaabt ass...

(Interruption)

Wéi gesot, da fänkt et un an der Praxis awer wierklech Problemer ze stellen.

Da steet an engem aneren Artikel - an net nëmme fir ze weisen, dass déi Leit wierklech un alles geduecht hunn - «les femelles mammières gestantes», déi dierfen, zum Schluss vun der Trächtigkeit, dass heescht déi lescht 10% vun där Zäit, net transportéiert ginn. Ech wëll hei soen, dass dat beim Zuchtvéi e bëssen iwwerdriwwen ass. Wann zum Beispill eng Kou, déi am leschten Zéngtel vun der Trächtigkeit ass, an engem komfortabelen Unhänger gefouert gëtt, dee gutt agestreet ass an esou weider, da kann een déi selbstverständlech féieren. Ech verstinn net, wéi esou dass dat hei esou iwwerdriwwen ginn ass.

An dann, an dat ass trotzdeem vläicht e bësse fir hei fir Hilarité ze suergen nach dat hei: «Si toutes les précautions nécessaires ont été prises sur des conseils vétérinaires et au cas par cas, une exception peut être faite par l'autorité compétente pour les juments suitées enregistrées qui sont menées à l'éta- lon, après avoir pouliné.» Déi Leit hu wierklech ganz mënschfrëndlech oder déierefrëndlech geduecht, un all Situatiounen, well soss wier et jo um Enn net méi méiglech, dass déi Déieren sech kënnete weiderproduzieren.

Här President, ech wëll zum Schluss datselwecht soen, wat mä Virriedner hei gesot huet. Et ass ze bedauern, dass duerch eng falsch europäesch Agrarpolitik nach ëmmer esou vill Déiere kräiz a quer duerch Europa lieweg gefouert ginn. Mir hu Biller gesi vun Päerd, déi aus Polen queesch duerch ganz Europa bis a Frankräich a bis a Spuenien gefouert ginn. Dat alles bräicht net ze sinn, wa verschidde

Regelunge géinge geännert ginn. Mir hunn dat och an der Kommissioun opgeworf.

Den Här Minister Boden huet eis gesot, zum Beispill am Fall vun de Schwäi beim Parmaschinken, do wiere 7.000 Aarbechtsplazen, déi géingen drunhänken. Ech wëll awer och soen, dass et net aliicht, wa schonn hollännesch a belsch Schwäi geholl ginn, fir Parmaham ze fabrizéieren, wou dann den Ënnerscheid ass, wann déi Déieren iwwer, wat weess ech, 2.000 Kilometer transportéiert ginn an da geschluetzt ginn oder wa se do uewe geschluetzt ginn an d'Hame ginn dorower gefouert. Et muss mer een deen Ënnerscheid explizéieren. Ech hunn e bis elo net verstanen. Et wär allerdéngs gutt, wann den europäesche Ministerrot sech eng Kéier seriö géing iwwert déi Regeln do ënnerhalen an déi änneren.

An da kënnt een aneren Aspekt derbäi. Et gëtt jo Déiereschutzorganisatiounen, déi soe si missten am nächste Schluechthaus geschluetzt ginn. Och dat geet natierlech aus Grënn vun der Konkurrenz net. Mä et kéint een et awer esou agrenzen, dass d'Konkurrenz tëschent de Schluechthäuser erhalte bleift an dass ee géing soen zum Beispill, eent vun deenen dräi nächstgeleeene Schluechthäuser vun do wou d'Vei fortgeet, ech mengen dann hätte mer dee Problem ee fir allemol geléist.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, d'Madame Statssekretärin an der Agriculture, der Viticulture an dem Développement rural. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Dann ass ee Problem hei un deem Mikro.

■ **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.** - Här President, dësse Mikro schéngt awer ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wäert elo bei enger wichteger internationaler Konventioun zimlech kuerz sinn. Mä trotzdeem läit d'ratifikatioun vun dëser Konventioun der Regierung um Häerz, ebe well den Déiereschutz eis um Häerz läit. A fir dann den Déiereschutz bei internationalen Déierentransporter kënnen ënner dezente Konditiounen ze garantéieren, ass et natierlech wichteg, dass een iwwer en Instrument vun enger internationaler Konventioun verfügt, fir dat kënnen duerchsetzen.

Et gëtt, wéi et scho gesot ginn ass, och Texter op europäeschem Niveau, déi deelweis méi wäit gi wéi deen hei. Trotzdeem huet eng international Konventioun grad an deem Beräich Virdeeler.

Éischters well se vum Europarat ageleet ginn ass, dee 46 Mitgliedsstaten huet, déi zwar nach net alleguer ënnerschriwwen hunn. Fir dës Konventioun ass de Partner Europarat trotzdeem d'Garantie dofir, dass déi gréisstméiglech Zuel vu Länner matmaachen - a wann d'Konventioun bis a Kraaft getrueden ass, kënnen souwiesou och Dréttlänner nach derbäi sech uschlëssen.

Zweetens well den Text vun der Konventioun awer ganz komplett ass. Well en all Zorte vu Wirbeldeiere viséiert, well e sämtlech Transportmëttelen an och all Aspekter a Konditiounen vum Transport couvréiert, mam Zil natierlech esou wäit wéi méiglech Péng a Qual fir d'Vei iwwert dem Transport ze vermeiden, esou dass dann dës Konventioun och soll eng grouss Resonanz hunn - déi se eigentlech schonn huet, well se schonn 30 Joer laang a Kraaft ass. Quitte dass

se elo nogebessert gëtt, fir eben den neisten Erkenntnisser vun technischem a wëssenschaftlichem Stand Rechnung ze droen. Dës Konventioun war souguer Virreider fir déi éischt EU-Texter, déi nach gréisstendeels net esou al sinn.

Et ass also e groust Instrument, wat trotz de Schwachpunkten, déi virun zum Deel opgezielt gi sinn, wichteg ass. Anerersäits, wann een op verschidde Punkte fäert, si géif ze wäit goen, esou muss een awer feststellen, datt déi Texter hei déi néideg Reaktiounen op d'Zoustänn sinn, déi heiansdo ebe just am internationalen Déierentransport vir sech ginn.

Vis-à-vis vun der Konventioun, iwwert déi mir elo hei diskutieren, sinn et fir eis déi europäesch Regele, déi priméieren, a si garantéieren och déi Prinziper an op d'mannst dee selwechte Standard, wéi se an dëser internationaler Konventioun drastinn.

Mir hunn op dem Plang vun den Déierentransporter innerhalb vun der Europäescher Unioun contraignant Texter, déi stänneg nach geännert ginn. Déi leschte Kéier, wou dat de Fall war, war d'lescht Joer den November/Dezember, wou no laangem Hin an Hier en neie Kompromëss fonnt ginn ass

zwëschent de Länner vun der Unioun, fir deelweis nei Regelen anzeféieren besonnesch um Niveau vun technesche Konditiounen vun de Gefierer a vun der Formatioun vun de Chauffeuren.

Deen Text ass eis als Lëtzebuerger Regierung net wäit genuch gaangen um Niveau vun den Transportzäiten a vun de Rouzäiten. Dat hate mer och wësse gedoen. An trotzdeem war och deen Text e Fortschrétt, well en no laangem Hin an Hier a Verhandelen méi wäit gaangen ass wéi dat, wat virun do war; an och wann dat nei Reglement elo fir eng méi länger Zäit a Kraaft ass enner daer neier Form, éiren noverhandelt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech ass et souwiesou eis éischt Suerg, den Déierentransport esou wäit wéi méiglech anzeschränken oder ze vermeide, an zwar besonnesch wann et drëm geet fir d'Schluachten esou no wéi méiglech stattfannen ze loossen bäim Stall wou d'Béischten stinn, och wann et nët just dat alleréisch nobäiste Schluechthaus muss sinn.

Mä wann den Transport aus verschiddeenen Ursaachen onvermeidlech ass, muss een dofir suerge fir esou optimal wéi méiglech Bedingungen ze kréien, an dofir, a well eis de Bien-être animal wich-

teg ass, solle mer hei zu Lëtzebuerg dës Konventioun ratifizéieren, a séier ratifizéieren! Wat mir jo lo grad hei maachen. Mir setzen e positiv Signal domadder.

Haut, wou mir dat drétt Land wäerte sinn, wéi et scho gesot ginn ass, dat dës Konventioun no engem décke Joer ratifizéiert, hält Lëtzebuerg also eng ganz kloer Virreiderroll an. An duerfir soen ech lech och Merci, datt Dir duerch Äert rapid an eestëmmege Ofstëmmen dëst erméiglecht, fir datt mer da kënne kucken déi véiert Ratifikatioun och ze kréien, datt d'Konventioun esou séier wéi méiglech kann a Kraaft trieden.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5324 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gle-

sener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nelly Stein), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen (par M. Michel Wolter), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider (par M. Ben Fayot) et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Felix Braz

(par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun der Motioun iwwert de Rapport McKinsey.

■ Une voix. - Neen, dat ass mar de Mueren.

(Brouhaha général)

■ M. le Président. - Dann ass et gutt.

Ech gesinn d'Zefriddenheet op de Gesichter, dass mer elo zéng bis siwe fäerdeg sinn an de Rapport McKinsey haut net méi diskutieren. Da maache mer dat mar. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.49 heures)

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens) **zu Esch:** um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng: um Kanal S 29 **zu Diddeleng:** um Kanal S 32 **an der Gemeng Nidderaanven:** um Kanal S 29

MERCREDI, 23 FÉVRIER 2005

22^E SÉANCE

Présidence: M. Niki Bettendorf,
 Vice-Président
 M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Rôle des affaires
3. Composition des commissions parlementaires
4. Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch
5. Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises
(Discussion générale - Vote)
6. Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus»
(Discussion générale - Vote)
7. 5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht
(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

et

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

(Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

■ M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Bis elo nach net.

■ M. le Président. - Merci, Här Minister.

1. Communications

Dann hunn ech awer folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 22 février 2005, le projet de loi N°5444 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mo-

bilères à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

2) «J'aimerais pouvoir dire que l'Europe, aujourd'hui, ignore l'antisémitisme, la haine, l'intolérance, le mépris de la vie et de la dignité humaine. Malheureusement nous en sommes bien loin.»

Telle la constatation du Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Monsieur René van der Linden, faite lors de son

discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz qui a été célébrée le 25 janvier 2005. Il a rappelé ensuite qu'«au lendemain de la guerre, l'Europe était dévastée et traumatisée. Il a fallu du temps pour que les blessures se cicatrisent et que l'espoir commence à renaître. L'objectif de notre organisation est d'entretenir et de protéger cet espoir, d'en faire une réalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est ce que nous faisons depuis cinquante ans; c'est ce que nous continuerons de faire. C'est un devoir que nous rendons ... à toutes les victimes du nazisme. Nous sommes déterminés à réaliser le voeu de la jeune fille juive Etty Hillesum, morte à Auschwitz, qui écrivait il y a un peu plus de soixante ans: 'Si toute cette souffrance ne nous aide pas à élargir notre horizon, à atteindre un plus haut degré d'humanité en nous libérant de toutes les questions secondaires ou insignifiantes, alors elle n'aura servi à rien...'.»

Ont été présents à cette première session de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 24 au 28 janvier 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Hauptert et Mme Anne Brasseur, suppléants. M. le suppléant Jean Huss s'était excusé.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Gustavo Selva, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants.

Après l'élection de M. René van der Linden comme nouveau Prési-

dent de l'Assemblée, sont élus les 19 Vice-Présidents, dont M. Marcel Glesener a été élu premier selon l'ordre de préséance.

M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la deuxième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

En dehors de la communication de M. Jan Trzuszczynski, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Pologne et représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- la déclaration de M. Alcee L. Hastings, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,

- le discours de M. Viktor Iouchtchenko, Président de l'Ukraine,

- le discours de M. Mikhaïl Saakachvili, Président de la Géorgie et

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

M. Dragoljub Popovic, a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Serbie-Monténégro et ce jusqu'au 31 octobre 2010.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le respect des obligations et engagements de la Géorgie;

- le conflit du Haut-Karabakh traité par la Conférence de Minsk de l'OSCE;

- la protection des droits de l'homme au Kosovo, avec l'intervention de M. Marek Antoni Nowicki, Médiateur au Kosovo;

- les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de loukos;

- le 3^e Sommet avec l'intervention de M. Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères de la France;

- organismes génétiquement modifiés;

- avis sur le projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- relations entre l'Europe et les États-Unis;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- avis sur le projet de Convention contre le blanchiment et le financement du terrorisme;

- avis sur le Projet d'instrument juridique spécifique pour la prévention du terrorisme;

- chômage

- Quelles solutions pour le chômage en Europe?

- Dynamiser la cohésion sociale et l'emploi: multiplier les emplois

- Révisions des mandats des commissions de l'Assemblée et constitution de la Commission permanente.

Deux discussions selon la procédure d'urgence ont eu lieu au cours de cette première session de 2005, l'une sur «les perspectives de paix au Proche-Orient» et l'autre sur «L'Europe et le désastre du tsunami» avec l'intervention de Mme Yvette Stevens, Directeur du Bureau de la Coopération des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'Assemblée a adopté trois avis, cinq recommandations et 11 résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

2. Retrait du Rôle des affaires

Op Wunsch vun der Regierung huet d'Präsidentekonferenz sech

haut de Moien dofir ausgeschwat de Projet de loi 3656 iwwert de Statsbeamtestatut vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de Commissions parlementaires ubelaangt, huet d'DP-Fraktioun virgeschloen, dass an der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, den Här Xavier Bettel niewent de Voletleten Défense a Coopération fir de Voletleten Immigration zoustänneg gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Fir unzefänke si mer haut befaasst mat der Question urgente 314 vum Här Robert Mehlen iwwert d'Schléissung vun der Géisserei VALFOND zu Miersch. D'Regierung wäert elo op déi Fro äntweren. Den Auteur huet fënnf Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung zéng Minutten, fir dorobber ze äntweren.

Här Mehlen, als Auteur hutt Dir elo d'Wuert.

4. Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Merci och der Regierung, dass se bereet war ganz prompt hei zur Dispositioun ze stoen, fir op déi Froen, déi ech opwerfe wëll, ze äntweren.

Här President, hei geet et, wéi Der scho gesot hutt, em d'Schléissung vun der Géisserei zu Miersch. Mir wëssen, dass do ronn 80 Aarbechtsplaze verschwannen, wann dee Betrib net méi weidergefuert gëtt. Et heescht, an dat schéngt och evident ze sinn, dass eng miserabel Gestiou vun deem Betrib schold wär un dëser Faillite. Mengem Informatiounen no huet et jiddfalls net un der Qualitéit vun de Produkter gefeelt, et huet och net un der Motivatioun vum Personal gefeelt an och net un de Commanden. Meeschtens hunn esou Betriber Schwieregkeeten, well et um Ofsaz feelt. Dat ass hei net de Fall gewiescht. Et ass och souguer ze fäerten, dass aner Betriber hei am Land, déi bis elo vun der exceptioneller Disponibilitéit a Flexibilitéit vun der Mierscher Géisserei profitéiert hunn, mat a Schwieregkeete kommen.

Ech wëll och soen, dass den Ausléiser vun dëser Fro vun esou engem Betrib ausgegangen ass, dee sech Suerge mécht well en d'Mierscher Géisserei als Zouliwwer hat, an elo fäert - et ass e Betrib, deen och iergendwou em déi 70, 80 Leit beschäftegt -, dass e längerfristeg kënnt a Schwieregkeete kommen, well e muss relativ wäit an d'Ausland auswäichen, fir kënne beliwwert ze ginn, a wou och gefaart gëtt, dass net méi déi Flexibilitéit do ass wéi se bis elo do war.

An der Press war ze liesen, dass dëse Betrib iwwer véier Joer een Deel vu senger Lounkäschtchen - et ass geschwat gi vun 30% - vum Stat subventionéiert kritt hätt, verbonne mat der Obligatioun, fir de Betrib am Laf vun der Zäit ze moderniséieren. Et ass mer och gesot ginn, do wier iergendwéi en Accord getraff ginn. Do misst e schrëftlechen Accord virleie, wou esouguer d'Arbeitnehmerschaft op en Deel vum Loun verzicht hätt, fir och zu där Sanéierung do bäizedroen.

Wann dat esou ass a war, Här President, da froen ech wéiso ass et méiglech gewiescht, dass de Stat während där Zäit net op de Respekt vun dëser Obligatioun insistéiert huet? Wien dréit heifir d'Responsabilitéit a wat fir Konsequenze gi gegebenfalls aus dësem Virgang gezunn?

Eng weider Fro, an do kënnt e bëssen d'Urgence vun dëser Fro hier, ass déi: Stëmmt et, dass en auslänneschen Investor bereet gewiescht wier de Betrib ze iwwerhuelen an ze moderniséieren, allerdéngs ënner der Viraussetzung, dass e kënnt unni gréisser Ennerbriechung weiderlafen? Ech hunn esou ee Gespréich gefouert. Do ass mer gesot ginn, wann d'Clientèle bis fort ass, ass et immens schwéier fir dat erëm un d'Lafen ze kréien.

Wéi et schéngt si jo do Verhandlung gefouert ginn, an dofir ass eng weider Fro déi: Wat war d'Attitud vun der Regierung an dëse Gespréicher, respektiv vun den zoustänneg Verwaltungen an ass vergläichbar mat der ARBED - mir wësse wat fir Efforte vu Säite vun der Regierung, vum Parlament, vum ganze Land ëmmer erëm gemaach gi si fir d'Stolindustrie an der Riicht ze halen - och wierklech alles ënnerholl ginn, fir dëse Betrib ze erhalen an ze moderniséieren?

Ass zum Beispill vläicht ze vill drop gedrängt ginn, dass fir d'éischt all Oplagen, wat de Kommodo-Inkommodo ubelaangt, missten erfëllt sinn, ier et erëm d'äerft viruoen, wat gegebenfalls zu deem Problem gefouert hätt, dass d'Clientèle sech anerwäerts e Fournisseur gesicht hätt an et dann erëm natierlech immens schwéier gewiescht wier fir de Betrib ulafen ze loosseren?

Wéi, Här Minister, sinn d'Chancen, fir eventuell trotz allem nach esou eng Solutioun ze fannen?

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Här Minister wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Et ass séier gentil, Här President, ech sinn lech och dofir dankbar.

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen huet geschwat, dass an der Géisserei VALFOND sengen Aussoen no wahrscheinlech eng schlecht Gestiou war. Ech ginn him Recht. En huet geschwat dovunner, dass d'Qualitéit vun de Produkter gutt war, déi war noutwendeg. Et ass e Produkt wat noutwendeg ass, wat gesicht ass. Ob een elo just qualitëitsméisseg dat als e ganz héichwäertegt Produkt ugesäit, dat sief dohigestallt, mä Dir hutt zu engem gudden Deel Recht.

Wann Der sot, d'Motivatioun vum Personal wier ganz grouss gewiescht, dann hutt Der méi wéi Recht, well dat ass ganz kleng ausgedréckt, wat fir een Effort, dass d'Personal do gemaach huet. Wann Der sot, u Commanden huet et net gefeelt, da kann een lech nach eng kéier Recht ginn a soen, jo effektiv, et ware souguer Commanden do, an dass aner Betriber och zum Deel ofhängeg ware vun deem dote Betrib an esoufern, dass se déi Produkter kaaft hunn, och do hutt Der Recht.

Dir hätt souguer nach kënne weiderfueren, dass hei eng excellent Zesummenaarbecht emol eng kéier war téschent de Leit, dem Ministère, de Gewerkschaften, wat d'Gestioun vun deem Ganzen ubelaangt. Seelen hunn ech Gewerkschaften gesinn, déi mat esou engem Responsabilitéitsgefëll virgaange sinn an ech kann dat nimmere beluewiegend ënnersträichen. Dofir, ech ginn lech am Ufank nimmere Recht.

Duerno stellt Der mer Froen, déi drop erausginn ze soen, ob dee Betrib um Niveau vun de Lounkäschtchen vum Stat subventionéiert ginn ass. Do muss ech soen: Neen. Wat ass geschitt? Mir hunn eng Regel, déi ass allgemeng, dass ass d'Aide au réemploi. Fir déi Leit, déi am Chômage sinn, erëm eng kéier an de Betrib ze kréien, gëtt deen Ennerscheid bezuelt. Et ass eng Aide au réemploi bezuelt gi vum 1. Juli 1998 bis zum 30. Juni 2002 fir 52 Salariéen. Firwat? Net einfach aus heiterem Himmel, mä do ass et d'Fonderie vu Miersch ginn an déi ass iwwerholl gi vu VALFOND.

Zu deem Zäitpunkt hunn d'Regierung an dee Minister, deen dofir responsabel war, fonnt, dass et noutwendeg a gutt gewiescht wier, hinnen déi Hëllefstellung do ze ginn an der Form vun deem wat d'Salarié verséiert kréien. Elo kënnt Der mer soen, indirekt ass et eng Hëllef, mä et sinn d'Salariéen, déi ee Recht dorobber hunn. Dat ass deemools gemaach ginn. Esoufern huet déi Regierung, déi deemools d'Responsabilitéit hat, dozou gestanen, fir dee Betrib um Liewen ze halen, an déi Leit, déi do schaffen, um Liewen ze halen.

Ass hannendru gefrot ginn, dass dee Betrib d'Obligatioun hätt sech ze moderniséieren? Dat kann een net maachen, vu dass et keng Négociatioun mam Betrib war, mä et war eng Négociatioun, déi den Aarbechtsminister hat, am Fong, wann een esou wëllt, an eng Obligatioun vis-à-vis vun de Leit an net vis-à-vis vum Betrib. Dat kann d'SNCL, dat kann à la rigueur den Ekonomiesministère, dat kann net deen, deen déi Aide au réemploi do gëtt, dee kann net fuerderen, dass do soll moderniséiert ginn.

Sécherlech ass den Drock awer gemaach ginn, fir dass si solle moderniséieren, mä ech muss lech soen: Wann et dann net geschitt, wat maacht Der dann? Wann den Aktionär refuséiert dat do ze maachen, huet Dir de Leit déi Aide au réemploi ewech? Stoppt Dir hinnen se, maacht Dir de Betrib zou? Hei ass optéiert gi vu mengem Virgänger, vun deene Leit, déi an der Regierung virdu waren, fir dee Betrib esou wäit ewéi méiglech um Liewen ze erhalen, an der Hoffnung, dass muer een Investisseur kéim, deen dat géing iwwerhuelen.

Et muss ee soen, dass et hei un alleréischerer Stell e Problem vu Sue war. Deen Aktionär, deen do war, a wat net en Industrielle war, mä en Institut financier, wollt kee Frang méi dran investéieren. An dat ass dat Éischt, wat ee muss hunn. Mir musse Suen hunn, fir dran ze investéieren. Hei hunn all Administratioun matgeschafft. Heibanne sëtzt den Environnementsminister. Wann dee seng Servicer op Miersch geschéckt hätt; wann den Aarbechtsminister d'ITM op Miersch geschéckt hätt; wa mir gekuckt hätte wéi et mat den Autoritatiounen ass, da wier dee Betrib laang zou gewiescht. Laang zou gewiescht!

Vu dass et ee Produkt ass, wat gebraucht gëtt, war ëmmer nach Hoffnung - a besonnesch, well et och een Accord zwëschent deem neien Direkter, deen et herno ginn ass, an dem Personal an de Gewerkschaften ginn ass, fir ze kucken dee Betrib erauszeseien. Dofir war et normal, dass een dann ee Moment gesot huet, komm mir probéieren alles, wat méiglech ass.

Dat ass wierklech an der Zäit geschitt, leider kenne mir awer d'Issue. Ech sinn elo grad nach enger Firma begéint, déi seet: „Bei mir stinn se ganz schrecklech an der Kräid“ wéi ech gesot hunn, ech misst elo goen. Si hu weider gesot: „Mir hunn nach eng laang Lee.“ An et si vill därer, déi dat hunn.

Et muss een och soen, dass op eemol kee Mënsch méi wëllt eppes dran investéieren, an de Management buy out, deen ee Moment probéiert ginn ass, huet net méi réusséiert, well deen, deen et sollt maachen, fortgaang ass - trotz Hël-

lefstellung, déi mir him ugebueden hunn. Mä et muss awer een et bezuelen. Ech hu jo och net héieren, dass hei an der Chamber een opgestane wier, bis elo, a gesot hätt: Dir hätt dee Betrib missen als Stat kafen. Ech ka mir net virstellen, dass mir dat froen, well soss muss se mir op ville Plazen dat do nach maachen.

An ech muss lech soen, deen Emplacement, deen am Moment VALFOND huet, ass een onglécklechen. Do ass quasi matzen an der Uertschaft eng Géisserei, déi op keng Fassong an no kenge Kritären nach iergendepes anhält. An dofir war d'Meenung, et wier dat Besch, wann een Investisseur géing kommen an dee Betrib géing kafen an en anzwousch anescht installéiere géif. En hätt all Hëllef gëtt, déi méiglech gewiescht wiere vun eiser Säit, sief et Terrain, sief et déi normal Hëlfe, déi een an engem neien Invest kritt, mä ech muss soen, ausser e puer Interesseweisen hunn ech näscht kënne feststellen, dass wierklech een do wier, dee gesot hätt: Ech maachen dat do.

Ech mengen déiselwecht Aussoe si gemaach gi vum Curateur, deen esouguer - wat net Usus ass - an d'Zeitungee geet, fir ze explizéieren, firwat dass op eemol näscht anescht méiglech war. Et muss een och soen, et huet een op eemol d'Responsabilitéit ze kucken, ob een net probéiert effektiv dann, wann näscht méi ze maachen ass, deene Leit eng nei Perspektiv ze bidde wéi déi Perspektiv, déi si do haten. Si hunn zäitweileg keng Pai kritt, si hunn zäitweileg ënner dem soziale Mindestloun geschafft, si hu méi Stonne prestéiert wéi si hätte missen, ënner Konditiounen, déi méi erbärmlech si wéi déi, ënner deenen si hätte schaffe missen. Da muss ee froen, ob een deem nach ka laang nokucken. Mir hunn näscht ënnerholl.

Ech mengen, d'Faillite ass gefrot ginn op eemol esouguer vun de Gewerkschaften selwer - esouguer vun de Gewerkschaften selwer! -, déi gesot hunn: Et gëtt hei nëmmen eng Issue, mir muss kucken, dass mir een neien Investisseur fannen. Mir hunn awer keen! Dir frot mech wéi d'Attitud vun den Autoritéite war. Oppen, selbstverständlech! Et ass kee Minister, deen zu dësem Zäitpunkt net op wier, wann e Betrib a Schwieregkeete stécht - a mir hunn e puer schlecht Nouvelen a leschter Zäit gehat -, an deen net higaange wier an, fir achtzeg, nonzeg Leit ze retten, eppes gemaach hätt. Där gëtt et keen, esou domm ass keen, jiddereen hätt dat probéiert.

Dir stellt mir dann d'Fro, ob mir dat selwecht gemaach hu wéi dat, wat mir bei der ARBED gemaach hunn. Ma, 1982 hu mir Gesetzer hei gemaach fir d'ARBED ze retten, eng Solidaritéitssteuer an esou weider. Neen, dat hu mir hei net gemaach! Mir hunn dat effektiv net gemaach. Ech hunn lech awer och net héiere soe bei anere Betriber, bei deene mir elo ähnlech Problemer hunn a wou nach méi Leit um Spill stinn, wat de Problem vum Chômage ubelaangt oder vum méigleche Chômage, dass mir géingen elo nach eng kéier datselwecht maachen, speziell Gesetzer maachen an d'Solidaritéitssteuer eropsetzen op 10, voire 15%. Dat hunn ech vu kengem héieren.

Wann Dir mech also esou frot, soen ech lech, mir hunn effektiv net datselwecht gemaach, mä d'Situatioun war eng ganz aner. Hei war keng Autorisatioun méi, keng Assurance méi, déi eng Garantie gestallt huet, an da muss ech soen, keen Aktionär méi a keng Sue méi, da weess ech net wéi een dat hätt kënne maachen.

Mä wat d'Zukunft ubelaangt, wann Dir - an Dir hutt jo Gespréicher gefouert, éierewäerten Deputéierten - natierlech mat deem Investisseur, mat deem Dir geschwat hutt, kommt, an dee seet: Ech bréngen d'Suen fir op engem neie Site dat

do ze maachen, dat ass een interessant Produkt, da si mir op, fir dat direkt ze begleeden.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Diskussioun vun der Motioun aus der Transportkommissioun iwwert de Rapport McKinsey, déi eis iwwert de Wee vun der Conférence des Présidents erreecht huet.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que sur base d'une première évaluation des missions aéronautiques de l'Administration luxembourgeoise confiée à McKinsey & Company en 1997, la Direction de l'Aviation Civile a été créée par une loi du 19 mai 1999;*

- *considérant les divers travaux et initiatives parlementaires de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés suite à l'accident aérien de la compagnie Luxair qui a eu lieu le 6 novembre 2002;*

- *considérant que sur proposition de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés, le Ministre des Transports avait, début 2004, fait effectuer par le consultant McKinsey & Company une réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises;*

- *considérant qu'en sa séance du 11 juin 2004 le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec les orientations qui se dégagent des recommandations du rapport d'audit remis par le consultant le 23 avril 2004;*

- *considérant que lors de sa réunion du 30 novembre 2004 la Commission des Transports de la Chambre des Députés s'est à son tour, après avoir pris connaissance dudit rapport, prononcée sur le bien-fondé des recommandations du consultant qui se placent devant la toile de fond d'un cadre réglementaire européen de l'aviation civile en pleine mutation;*

- *confirme le Gouvernement dans sa volonté de veiller dans le domaine de l'aviation civile à une distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle, d'une part, et celles relatives aux prestations de service, d'autre part, tout en promouvant parallèlement le renforcement de la culture de sécurité impliquant l'ensemble du secteur de l'aviation civile;*

et invite celui-ci

- *à renforcer en général la supervision des exploitants aériens;*

- *à mettre par ailleurs en œuvre les recommandations du rapport final de McKinsey & Company du 23 avril 2004, notamment en ce qui concerne:*

- *l'adaptation de l'effectif affecté en particulier au sein de la Direction de l'Aviation Civile aux fonctions identifiées dans le prédit rapport,*

- *une séparation stricte entre les fonctions de régulation et de surveillance pour lesquelles est compétente la Direction de l'Aviation Civile, et les prestations de service aéroportuaires et aériens qui sont assumées par les opérateurs,*

- *une démarcation claire entre les missions de l'Administration de l'Aéroport et celles de lux-Airport,*

- *la structuration des fonctions déléguées au Bureau Veritas et la formalisation des relations entre la Direction de l'Aviation Civile et cet organisme, tout en analysant dans une étape ultérieure la nécessité d'une adjudication publique des travaux confiés à l'heure actuelle au prédit organisme,*

- *la mise en place d'un système de sanctions applicables à l'égard des opérateurs en cas d'observation défailante des exigences de sécurité et de sûreté aériennes;*

- *à identifier et à réaliser les mesures requises pour améliorer la sûreté de l'Aéroport de Luxembourg.*

(s.) *Roland Schreiner, Camille Gira, Jean-Pierre Koepf, Roger Negri, Marc Spautz.*

Dem President vun der Transportkommissioun, deene fénnef Fraktiounen an der Regierung sti jee weils zéng Minutte Riedezäit zou. Et hu sech schonns ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen a Gira. D'Wuert huet elo de President vun der Transportkommissioun, den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises

M. Roland Schreiner (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, no dem Fliegeraccident vum 6. November 2002 ass souwuel öffentlech wéi och politesch ganz vill iwwert d'Flugwiesen hei zu Lëtzebuerg diskutéiert ginn a speziell seng Organisatioun a seng Sécherheet si ganz kritesch hannerfrot ginn an dat huet sech och bis haut nach net geännert. An zu Recht och, well de Secteur vun der ziviler Loffahrt ass net nëmmen ee ganz kriddlechen, hien huet virun allem an deene leschte Joren och onwahrscheinlech evoluéiert um gesamt-europäische Plang, à tel point dass d'Erwaardungen an d'Erausforderungen un déi national Autoritéiten ëmmer méi grouss ginn a permanent no neien organisatoreschen, techneschen an och legislative Mesurë verlaangt gëtt.

Dofir war et och richtig a wichtig, dass op Ureegung vun der deomoleger zoustänneger Chamberkommissioun de fréieren Transportminister uganks 2004 en Audit maache gelooss huet iwwert d'Situatioun vun den Acteuren aus der Aviation civile hei zu Lëtzebuerg fir iwwert dee Wee de Kader ze schaffen, dass och an Zukunft Lëtzebuerg sengen Obligatiounen, déi et als souveräne Stat am Beräich vun der Iwwerwaachung vun der ziviler Aviation huet, ka gerecht ginn.

De Büro McKinsey & Co huet dësen Audit an de Méint Februar a März 2004 gemaach a seng Recommendationen dem Transportminister den 23. Abrëll 2004 zougstellt. Den 11. Juni huet d'Regierung sech mat den Orientatiounen, déi sech aus dem Rapport erginn hunn, d'accord erkläert an d'Direktioun vun der Aviation civile beoptraagt déi entsprecheend Initiativen ze ergräife fir déi Recommendationen dann och ëmzesetzen.

Als nei Chamberkommissioun ware mir awer der Meenung, dass et wichtig an och richtig wier, dass och d'Chamber d'Geleeënheet krit fir hir Meenung zu deem Rapport ze soen, eben och well um parlamentaresche Plang eng Rei vun Aktivitéiten an Initiativen an deem Dossier gemaach an ergraff goufen. Iwwert de Vote vun dëser Motioun, déi an der Transportkommissioun den 20. Januar approvéeiert gouf, wëlle mir dann och deen Débat hei an der Chamber clôturéeieren.

De Rapport McKinsey mécht op alle Fall eent daitlech: Wa mir hei zu Lëtzebuerg d'Ambitioun hunn am Beräich vun der Aviation eng Sécherheitskultur ze promouvéieren an ee Service vu Qualitéit unzebidden, da musse mir souwuel strukturell wéi organisatoresch wéi legislativ méi maachen, wéi dat haut de Fall ass a vläicht esouguer méi maache wéi et eis duerch eu-

ropäesch Direktiven imposéiert gëtt.

1997 schonn huet McKinsey eng éischte Kéier eng Evaluatioun gemaach an deemools schonn ënner anerem festgestallt, dass et zu enger Clarificatioun vun de Strukturen an de Responsabilitéiten an der Aviation civile misst kommen, wat dann och zur Schafung vun der Direktioun vun der Aviation civile gefouert huet, duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1999.

Dann huet 1997 och schonn McKinsey festgestallt, dass d'Personaleffektiver missten ugepasst ginn, dass de reglementaresche Kader misst verstärkt ginn, dass de Rôle och vum Kontrollbüro Veritas misst adaptéiert ginn an dass et zu enger Clarificatioun misst kommen, wat de Rôle vun dem Exploitant vum Flughafen an deem vun de Prestataires de services ugeet, wat dann och zur Schafung vun der Flughafegesellschaft lux-Airport gefouert huet. Et sinn also bis haut schonn eng ganz Rei vu Verbesserunge komm, mä viles bleift nach ze realiséieren, wa mer wëlle mat där rasanter Entwécklung, déi an deem Beräich do an deene leschte Jore stattfonnt huet an nach stattfanne wäert, Schrëtt halen.

Dofir mécht McKinsey eng Rei vun zousätzleche Propositionen, déi an deenen nächsten dräi Joer sollen ëmgesat ginn an déi mer och an eiser Motioun relevéiert hunn. Esou soll et a muss et zu enger Adaptatioun vun den Effektiver an der Direktioun vun der Aviation civile kommen, fir hir et ze erméiglechen déi zousätzlech Aufgaben, déi se duerch d'Evolutioun vun der europäescher Reglementatioun kritt huet, ze bewältegen, an hir aktuell Kompetenzen am Beräich vun der Zertificatioun vun den Opérateuren an der Supervisioun vun den Acteuren ze konsolidéieren.

Da muss et och endlech zu där strikter Trennung vun de Responsabilitéiten an den Aufgabe vun der Direktioun vun der Aviation civile, vun der Flughafeverwaltung an der Flughafegesellschaft kommen, fir all méiglech Interferenzen ze vermeiden, awer och fir kloerzemaachen, dass d'Kompetenzen a puncto Regulatioun a Surveillance bei der Direktioun vun der Aviation civile leien, an dass déi eigentlech Exploitatioun vum Flughafen vum Prestataires, also Verwaltung a lux-Airport, ze assuréieren ass.

Dës strikt Trennung gëtt iwwregens obligatoresch um 1. Juni vum Joer 2005 a soll och dozou féieren, dass d'Exploitatioun vum Flughafen aus ekonomescher Siicht méi effikass kann organiséiert ginn. Haut ass dat nach net gewährleescht. Et bestinn nach ëmmer eng Rei vun Iwwerschneidungen an deene verschiddeenen Aktivitéitsberäicher a Kompetenzberäicher.

En anere wichtige Punkt ass dee vun Rôle vum Büro Veritas, de Kontrollbüro, deem seng Täché sech baséieren op Arrêté-ministérielien aus de Joren 1952 an 1967, déi sécher net méi den heitegen Exigenzen ugepasst sinn. Hei muss et dorëms goen, fir eng Restrukturatioun an eng Formalisatioun vun de Relatiounen mat deem Büro ze garantéieren, fir an Zukunft all Formen an all Froen och vun Interessekonflikt, deen haut ganz sécher ganz oft besteet, ze vermeiden. Et muss ganz kloer ginn, dass de Büro Veritas seng Kontrollen a voller Impartialitéit am Opdrag vun der Direktioun vun der Aviation civile soll maachen an dass et eng kloer Inkompatibilitéit gëtt mat eventuelle Prestatiounen fir de Kont vun iergendengem Opérateur.

Da stelle mer eis an dëser Motioun och d'Fro, ob et éiweg deeseweichte Büro muss sinn, deen déi Kontrollfunktions ausübt, an ob een

net an enger zweeter Etapp soll analyséieren, fir de Wee vun enger öffentlecher Ausschreiwung ze goen, fir et och anere Büroen ze erméiglechen, déi Aarbechten do ausféieren. Et wier ganz sécher am Sënn vun enger gréisserer Objektivitéit an och vun enger gréisserer Transparenz an deem Beräich.

Ee weidere wichtige Punkt ass dann och dee vun der Elaboratioun vun engem System vun Taxen a Redevancë fir d'Benotze vun der Flughafeninfrastruktur, mä virun allem och vun der Aféierung vu Sanktiounen vis-à-vis vun den Opérateuren, déi sech net un d'Spilleregelen, d'Prozeduren an d'Sécherheitsbestëmmungen halen. Déi eenzeg Sanktiounen, déi de Moment méiglech sinn, sinn déi vun der Suspensioun oder dem Retrait vun Zertifikaten, mä déi Menace ass éischer relativ. Hei soll een effektiv drun denken, fir e ganze Katalog vu Moosnamen auszeschaffen, déi ee kann asetzen entsprechend der Gravitéit vun der Verfehlung. Mir wäerten dann och kuerzfristeg mat engem Projet de loi konfrontéiert ginn, deen d'gesetzlech Basis soll schafen, fir deem dote Punkt och kenne Rechnung ze droen.

Här President, déi wichtegst Ambitioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Aviation kënnen hunn, ass déi vun der Stimulatioun vun enger optimaler Sécherheitskultur. Dat gëllt fir de Secteur am Allgemengen, et gëllt awer och am Besonnesche fir d'Opérateure selwer. Ech erënneren drun, dass mir vun der Europäescher Kommission - an dat ass nach net esou laang hier - am leschte Joer op eng Rei vu Lacunen an deem Beräich opmierksam gemaach goufen, an dass mer gutt berode wieren, esou séier wéi méiglech dës Lacunen ze stoppen.

D'Basis vun enger gudder Sécherheitskultur ass de gudder Fonctionnement vun den Tächen, wat d'Reglementatioun ugeet, wat d'Zertificatioun ugeet a wat d'Supervisioun ugeet. Déi Recommendationen, déi hei vu McKinsey gemaach ginn, droe ganz sécher dozou bäi fir dese Fonctionnement ze assuréieren, well se virschloen déi noutwendig Organisationsformen, Strukturen, Prozeduren a Ressourcen op d'Been ze stellen. Mä dat eleng geet net duer. Et ass e Prozess, dee permanent ass, evolutiv ass, an dofir ass et och wichtig, dass eng permanent Kommunikatioun tëschent der Direktioun vun der Aviation civile an tëschent deene verschiddeenen Opérateure stattfënn, fir esou lafend Schwachstellen ze identifizéieren an déi entsprecheend Verbesserungen ofzeleeden.

Här President, mat dëser Motioun wëlle mer d'Regierung an hirer Démarche ënnerstëtzen a si invitéieren all déi Recommendationen, déi gemaach goufe vum Büro McKinsey am Intérêt vun eisem gesamte Flugwiesen, mä awer och vun all deene Leit, déi dagdeeglech de Flieger benotzen, ëmzesetzen, verbonne mam Wonsch, no deenen dräi Joer an deenen se sollen dann ëmgesat ginn, och hei op dëser Plaz e Bilan iwwert déi Aufgaben an iwwert déi Tächen ze zéien.

An deem Sënn wier ech frou, wann dës Motioun d'Zoustëmmung vun der Chamber kéint fannen, an ech géif dann och an engems d'Zoustëmmung zu dëser Motioun vun der LSAP-Fraktioun heimat iwwerbréngen.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Schreiner. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vum Fliegeraccident, wéi den Här Schreiner et

scho gesot huet, ass deemools eng Chamberkommissioun agesat ginn an och de McKinsey huet sech mam Rapport iwwert d'Flugsécherheet hei zu Lëtzebuerg beschäftegt. Et dierf een awer net vergiessen, dass och schonn 1997 McKinsey beoptraagt gi war, eng Analys iwwert d'Flugsécherheet hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Wann een elo op dat higeet vum Fliegeraccident, do gëtt et verschidde Voleten. Ech mengen, et ass emol éischters de juristesche Voleten, an et ass net um Parlament fir sech do iergendwéi anzemëschen, mä do ass et un der Justiz déi néideg Prozeduren ulafen ze loosse, wat jo och amgaang ass, an dann och doraus déi néideg Konklusiounen ze zéien.

Dann ass et dee vun der Aviation civile, an do ass et jo wou de Rapport vu McKinsey elo virläit a wou de Roland Schreiner an der Motioun drop agaangen ass bei der Virstellung vun där Motioun, a wou d'Regierung jo och schonn amgaang ass, verschidde Recommendationen ëmzesetzen, wéi ënner anerem och dat vum Effektiv, wou och scho Saache virgesi sinn am Budget, fir dat ze maachen.

Et muss een awer wëssen, dass et och nach aner Acteure gëtt, an dat si virun allem d'Opérateuren, déi um Flughafe sinn. An do gëtt et natierlech och nach aner Froen, déi sech opdrängen.

Wéi ass et mat der Installatioun vu Flugparameteren, wou zum Beispill et och wichtig ass, dass déi Flugparameteren, déi existéieren, och kënnen ausgewäert gi vu Leit, déi déi néideg Kompetenzen dofir hunn an déi och dofir ausgebild sinn? A wann ech schwätze vu Flugparameteren, esou ass dat och elo schonn de Fall, dass dat an de Fligern installéiert ass, mä dass dat net onbedéngt crashsécher Material ass, net wéi déi Blackbox, an et dierf och net domadder vermëscht ginn, mä dass do alles opgezeechent gëtt, wat während engem Fluch geschitt, an och alles festgehalte gëtt, wat do gemaach gëtt.

An do ass et ënner anerem den „flight safety officer“, deen do d'Vertrauenspersoun soll sinn, deen déi Saache soll kontrolléieren. Mä et gëtt awer och nach eng aner Persoun, déi sech dorëm soll bekümmern, an dat ass den „accountable manager“, deen och laut den internationale Konventiounen virgesinn ass, a wou ee sech muss d'Fro stellen, ob dat net och muss e Mann vum Fach sinn, net nëmme wéi den „flight safety officer“, mä dass och den „accountable manager“ ee muss sinn, deen eppes vu Loffahrt versteet an deem Sënn, dass hien och vläicht e Piloteschäin huet, dass och hie weess, wat an all deenen Donnéeën enthalen ass a firwat dat an där enger oder anerer Richtung zu deenen eenzelne Punkte konnt féieren.

Et ass och wichtig, dass mer et do fäerdeg bréngen, dass bei den eenzelnen Opérateuren, déi um Marché sinn, och hei zu Lëtzebuerg déi Saachen hierarchesch kloer sinn an dass do déi néideg Regelunge festgeluecht ginn, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen. Fir dat fäerdeg ze bréngen, brauch een awer och en internen Dialog. Do muss et méiglech sinn, dass bei deenen Opérateuren en Dialog fonctionnéiert, dass doriwier och kann diskutéiert ginn, ouni dass direkt ëmmer d'Damoklesschwäert iwwer engem hänkt wann deen een oder deen aneren eng eenzel Remarque mécht.

Dofir ass et wichtig - an dat ass och virun allem am Intérêt vun der Lëtzeburger Loffahrt an och am Intérêt vun all den Usagere vun den eenzelnen Opérateuren -, dass och do déi néideg Regelunge kommen. Do ass et net un de politesch Responsabelen, fir deene Virschrëften ze maachen, mä et ass wichtig, dass déi internationale Konventiounen, déi do sinn, mus-

sen agehale ginn an dass do och op déi néideg Leit zréckgegraff gëtt.

Mir wëssen, dass d'Lëtzebuurger Opérateuren héich a gutt qualifizéiert Personal hunn, mä et ass och wichteg, dass een da kann op déi zréckgräifen, an dass et net nëmme dann heescht, da mussen déi Posté mat Ausländer besat ginn, mä dass et och wichtig ass, dass do Lëtzebuurger sinn, déi wësse wat dat heescht, en Dialog am Modell Lëtzebuerg, dass déi och wëssen, dass wann eppes virgedroe gëtt, dass ee sech dann och mat de Begebenheete vun eise Land kann ofginn.

A wa mir dat fäerdeg bréngen, an ech mengen dat do si jo alles Punkten, déi den 1. Abrëll 2004 an der Tripartite deemools festgehale gi waren, dass dat och alles misst kommen, dass och do déi Partner, déi deemools an der Tripartite waren, wat esouwuel d'Regierung war, wat och en Opérateur war, dass déi Saachen all ëmgemat ginn, dass dann och d'Lëtzebuurger Lofffahrt fit a flott ass fir d'Zukunft an deen haarde Konkurrenzkampf, dee kënnt, och net brauch ze scheien.

Ech op alle Fall wëll am Numm vun der CSV d'Zoustëmmung ginn zu dëser Motioun. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Dir hutt d'Wuert Här Grethen.

M. Henri Grethen (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt haut fir d'éischt eigentlech, well ech d'Chance hat fénnef Joer als Transportminister mat enger motivierter a kompetenter Equipe ze schaffen, besonnesch haut ënnersträchen, dass ech déi Aarbecht, déi an der Direction de l'aviation civile gemaach ginn ass, respektéieren an dass ech och vollt Vertrauen an d'Kompetenz vun där Equipe hunn, déi eng ganz kleng Equipe ass an déi eng ganz komplizéiert Aarbecht muss maachen, an dat ganz besonnesch zënter deem grujeleger Accident, dee mer kann hunn an dee bedauerenswäert ass, an déi elo an engem ganz komplizéierten Umfeld musse schaffen.

Duerch dat Accident sinn eng Rei vun Initiativ geholl ginn, ënner anerem déi fir McKinsey ze beoptragen nozekucke wéi d'Ëmsetzung vun deene Propositionen ass, déi si 1997 gemaach hunn. An déi Propositionen, déi Etüd, déi ass eben Ufank 2004 gemaach ginn an d'Konklusioun leie jo och der Chamber vir.

Här President, ech wëllt awer gläichzäiteg d'Kollegen an der Chamber drop opmierksam maachen, dass d'Tatsach mat engem Consultant ze schaffen eng ganz delikat Operatioun ass. A jiddereen, dee sech fir dee Sujet interesséiert, deem géif ech hei d'Lektür vun dem Buch „Dangerous company: The Consulting Powerhouses and the Businesses They Save and Ruin“ vun James O'Shea an dem Charles Madigan recommandéieren. Dofir muss een, wann ee mat engem Consultant schafft, mat där néideger Virsicht virgoen an ech wäert nach dorober zréckkommen.

Mir hunn op alle Fall an der vieregter Regierung de Mandat vun deem Consultant ganz prezis festgeluecht - Dir fannt dat am Rapport vun McKinsey op de Säiten 13 a 14 erëm, wou déi Ambitiounen, déi mir eis fixéiert haten, nach eng Kéier festgeluecht sinn. Mir hunn, wéi gesot, den 23. Abrëll 2004 - dat ass schonn ënnerstrach ginn - dee Rapport kritt, mir hunn en am Ministère mat eisem Mataarbechter studéiert an ech sinn den 11. Juni mat deem Rapport a mat deene Konklusiounen, déi ech als deemolegen Transportminister aus deem

Rapport gezunn hunn, an d'Regierung gaangen an d'Regierung huet déi Konklusiounen, déi ech proposéiert hunn, och guttgeheescht.

An déi Propositionen, Här President, fannen sech erëm - zum Deel wéinstens, anescht geschriwwen, e bëssen ëmschriwwen - an där Motioun, déi elo der Chamber proposéiert gëtt.

An hätt ech d'Chance gehat, Här President, den 13. Januar an der Transportkommissioun ze sinn - eng Chance, déi ech net hat, well gläichzäiteg d'Conférence des Présidents war, ech konnt also net an d'Transportkommissioun kommen -, dann hätt ech an der Transportkommissioun gesot, dass ech esou eng Motioun als iwwerflësseg ugesinn, well dass d'Chamber néng Méint, nodeem d'Regierung eppes decidéiert huet, an enger Motioun soll d'Regierung opfuere genee dat ze maachen, wat d'Regierung den 11. Juni 2004 decidéiert huet, dat ass total iwwerflësseg.

Et sief dann, Här President, d'Majoritéit hätt kee Vertrauen an den aktuellen Transportminister a géif éiere gleewen dee wëilt dat, wat déi vieregter Regierung decidéiert hat, net ëmsetzen an duerfir missten se him nach eng Kéier déi Motioun do - wéi soll ech soen - ënnerbreeden.

(Interruptions)

An aus där Ursach eraus, Här President, verstitt Dir jo, dass ech Schwierigkeeten hu mat esou enger Motioun, wou ech selwer géif d'Regierung opfuere dat ze maachen, wat ech virdu schonn decidéiert hunn a wat arrétéiert ass. An duerfir verstitt Dir, Här President, dass ech a meng Kollege bei dëser Motioun eis wäerten enthalen, well mir mengen et soll een awer net esou wäit goe wéi dat elo gaangen ass.

M. Robert Mehlen (ADR). - Dir schéngt méi Vertrauen an d'Regierung ze hu wéi d'Majoritéit.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Dir hutt vill Vertrauen a mech, merci.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech hu vill Vertrauen an eenzel Membere vun der Regierung mat deenen ech gutt an deene leschte fénnef Joer zesumme geschafft hunn.

(Hilarité)

Dat heescht, dat wëll ech awer elo net op d'ganz Equipe bezéien. Ech ginn awer och dovun aus, Här President, dass et an der Regierungsaarbecht eng gewëss Continuitéit gëtt, an ausser et géif een expresse verbis decidéieren, et géif een eppes net maachen, dass et da weidergeet.

An ech huele jo och un, well dee Rapport McKinsey jo och virgesäit, dass a fénnef Phasen iwwer eng Zäitperiod vun 30 Méint déi Recommendationen sollen en place gesat ginn, do ginn ech dovun aus, dass no néng Méint awer scho relativ vill geschitt ass. Ech hoffen net, dass vum August d'lescht Joer u bis haut an där Matière hei näischt gemaach ginn ass. An et wier vill méi interessant d'Transportkommissioun géif sech domat ausernee setzen, wat da schonn an deenen éischten néng Méint vun deene Recommendationen ëmgemat ginn ass a wat mer bis Enn 2006 nach alles mussen ëmsetzen.

Mä, Här President, da wier et och interessant ze wëssen - an do wollt ech d'Geleeënheet haut notze fir den Transportminister ze froen -, huet de Mann démissionéiert, ass en démissionéiert ginn, ass en entlooss ginn, huet e schonn e Bréif, ass e geschriwwen...

M. Robert Mehlen (ADR). - En ass geflunn.

M. Henri Grethen (DP). - ...ass e geflunn - wéi och ëmmer, dat ass elo an dësem Kontext net

esou wichteg -, mä ech hunn héieren den Transportminister hätt op der Televisioun am Kader, am Kontext vum Licenciement oder wéi een et och ëmmer nenne ka vum fréiere Generaldirekter oder vum aktuelle Generaldirekter vun der Luxair, gesot, dat wier och op Basis vun enger Rei vun Audite geschitt an ech mengen ze wëssen, dass esou Auditen oder Rapporten oder Etüde vum McKinsey gemaach gi sinn.

An do ass et fir d'Chamber an och fir déi Leit, déi bei der Luxair schaffen, interessant ze wëssen, wat fir eng Konklusiounen dann aus deem Rapport gezu ginn. Ech kéint mer zum Beispill mat deem néidege Mësstraue virstellen, well ech déi Consultanté kennen, dass ee géif soen, et misst een e Splitting maachen zwëschen dem Fluggeschäft an dem Cargohandling zum Beispill; de Cargohandling, deen d'Méllechou ass an der Luxair, am Fluggeschäft gëtt wéineg verdéngt - fir ganz héiflech ze sinn. Ech kéint mer virstellen, dass dat esou ass.

Ech kéint mer virstellen, dass de Consultant géif op déi Iddi kommen, et soll een déi Strecken astellen, déi kee Benefiss maachen. Do gëtt et der vill, do muss ee sech awer iwwerleeën, ob dat am Intérêt vum Land ass. Wann de Consultant géif soen, et misste Strecken ofgeschaf ginn, da misst ee jo och wësse wa keng nei agefouert ginn - an ech wësst net wat fir eng -, da si Leit ze vill, da sinn Avionen ze vill, da misst een also och e Sozialplang do virgesinn.

All dat, Här President, si Froen, déi d'Leit dobaussen interesséieren, déi d'Chamber och sollten interesséieren a wou ech hoffen, dass mer Äntwerten op déi Froe kréien. Mä dat, wat mer haut hei proposéiert kréien an dëser Motioun, do sinn ech iwwerzeegt, dass dat scho laang amgaangen ass ëmgemat ze ginn.

An duerfir, Här President, brauche mer eis och dorëms net ze këmmen. Dir verstitt, dass mir als Fraktioun bei där Motioun do eis wäerten enthalen, déi, wéi gesot, iwwerflësseg ass.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Den Här Gira ass nach ageschriwwen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass public ginn, dass de Procureur général a sengem Réquisitoire zum Luxairsaccident och d'Responsabilitéit vun der Direction de l'aviation civile opwërf. Domat ass d'Chance grouss, dass niewent dem Ongléckspilot an der Luxairdirektioun, vläicht nach aner Leit, mä awer och den Direkter vun der DAC vum Untersuchungsriichter mat ugeklot ginn.

Spéitstens elo weist sech wéi Recht déi Gréng haten, wéi se am November 2003 en Audit vun der Direction de l'aviation civile gefuere huet. En Audit, deen den deemolegen Transportminister Grethen duerch de Büro McKinsey duerchgefouert huet, vläicht net an op deen sech dës Motioun vun haut berëfft.

Spéitstens elo weist sech wéi berechtigt, Här President, eis Fuereuerung no enger Spezialkommissioun am Fréijoer 2004 war, fir ze kucken, wéi wäit eventuell och politesch Responsabilitéiten direkt oder indirekt am Kontext mat der Luxair do waren.

Leider, muss ech soen, war déi deemoleg Majoritéit net bereet dëser Fuereuerung Rechnung ze droen.

Spéitstens elo awer och, Dir Dammen an Dir Hären, erweist sech,

wéi berechtigt déi Fuereuerungen an der Motioun, déi mer haut ofstëmmen, sinn an dass se op kee Fall iwwerspëtzt sinn, am Géigendeel.

Ech wëll awer och betounen, dass ech dat Gefill hunn, dass den Här Grethen se schéngt net ganz gelies ze hunn, well et ass selbstverständlech, e gudden Deel vu Recommendationen oder Fuereuerungen un d'Regierung beruffen sech op de Rapport McKinsey, mä et ass ee ganz wichtege Turet, zwar nëmme ee ganz klengen, nämlech deen alleréischten, deen awer a mengen Aen eppes Wesentlech, souguer a mengen Aen dat Allerwesentlech am Kontext vun der Aviation civile zu Lëtzebuerg, mä och am Kontext mam Luxairsaccident seet, nämlech: «à renforcer en général la supervision des exploitants aériens».

An dat steet net am Rapport McKinsey. Dat sinn eis eege Konklusiounen vun der Transportkommissioun, an ech kommen nach drop zréck, wéi wichteg dës Konklusioun a mengen Aen op jidde Fall, an den Ae vun deene Gréngen am Kontext Aviation civile en général an am Luxairsaccident am Spezialle sinn.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. le Président. - Här Gira, den Här Grethen wëllt eppes soen.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech wollt dem Här Gira soen, ech hu mech bezunn op déi Konklusiounen, déi d'Regierung den 11. Juni 2004 am Regierungsrot zréckbehalen huet an déi wäit iwwert dat eraus ginn, wat McKinsey proposéiert huet.

Fir dass kee Malentendu ass, doranner ass och deen éischten Turet mat dran.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Dat kann awer d'Chamber net wëssen.

M. Henri Grethen (DP). - Jo, mä ech hunn lech et gesot. Dofir zitieret mech net mat eppes, wat net richtig ass.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Dat kann awer d'Chamber net wëssen.

Ech menge schonn, dass dat do de spréngende Punkt ass an ech wäert lech schonn erklären, Här Grethen, a wéi enger Hinsicht dass deen och grad fir lech als fréieren Transportminister eventuell eng Kéier ganz relevant ka ginn.

Well, Här President, jo, déi Gréng sinn der Meenung, dass et och politesch Responsabilitéiten am Dossier Luxairsaccident gëtt; jo, an eisen Ae sinn déi jeeeweileg Regierungen zumindest indirekt mat schëlleg un déi nationaler Katastroph.

Si si mat schëlleg, well si huer Op-sichtspflicht an engem ganz sensibele Secteur net nokomm sinn. Si si mat schëlleg, well si déi responsabel Verwaltung net mat deem néidege Personal an deem néidegen Know-how équipéiert hunn. A si si mat schëlleg, well dat totaalt Feele vu Kontrollen a Sanktiounen zu engem geféierleche Laxismus an de Cockpitter gefouert huet, vläicht net an alle Cockpitter, mä a ganz ville Cockpitter.

Wéi konnt et dann iwwerhaupt zu esou enger Situatioun kommen?

Här President, ech kann net an där kuerzer Zäit am Detail d'Evolutioun vum Lëtzebuurger Flughafen a vum Transportministère maachen. Ech probéiere ganz kuerz awer duerzeleeën, wou menger Meenung no déi spréngend Elementer sinn.

Ech menge bis Enn der 70er Jore kann ee behaupten, dass Lëtzebuerg en absolute Provënzflughafe war, mat internationale Mouvementer, ëm déi 20.000 pro Joer, mat knapp 700.000 Passagéier, mat enger nationaler Fluggesellschaft,

déi praktesch eleng do war, déi fénnef Fligereen hat, déi moies op Paräis, Frankfurt a London geflu sinn, a bis déi erëmkomm si war et relativ roueg do uewen um Findel. Et konnt een eemol dës Dags d'Icelandair huele fir an Amerika, an de Weekend sinn och nach déi eng oder aner Caravellen op Palma gefuer. Dat war d'Situatioun bis Enn der 70er Joren.

An dunn ass an den 80er an 90er Joren eng rasant Entwécklung geschitt. Esouwuel d'Mouvementer wéi d'Zuel vun de Passagéier si ganz rapid an d'Luucht gaangen, mä och - an dat ass scho gesot gi vum President vun der Transportkommissioun - déi international Eraufuerderungen un d'Aviatioun si vill méi grouss ginn, d'Technik ass ëmmer méi sophistikéiert ginn a virun allem sinn enorm legislativ Contrainten op d'Länner allegueren zoukomm.

An ech ginn dat Gefill net lass, dass déi jeeeweileg Regierungen dës Entwécklung verschlof hunn. Ech hunn et awer eegene Leif als fréiere Mataarbechter vun enger staatlecher Verwaltung misse materliwien, dass d'Regierungen net verstanen haten, dass do e Qualitätssprung an dësem wirtschaftleche Sektor geschitt ass. Oder fannt Der et normal, dass eigentlech d'Statsbeamten hu misse streiken an aner Aktiounen maachen, fir iwwerhaupt modern Aarbeitsinstrumenter ze kréien.

Dat ass déi eng Säit vum Ausdruck vun engem Netupassen un eng Evolutioun um Flughafen. Déi aner Säit, déi absolut Netexistenz vu Kontroll a Sanktiounen ass deen anere Volet vun engem Verschloufe vun Entwécklungen do uewen um Findel.

Här President, Lëtzebuerg war an der Tëschenzäit en internationale Flughafe ginn, deen awer weider mat Methoden aus der Provënz gériert ginn ass, an zu esou Methoden aus der Provënz gehéiere bekanntlech akute Mangel u Personal an u techneschem Know-how, inkompetent Leit op wichtige Plazen, Vetterwirtschaft a Klüngelei a Leit mat verschiddene Kapen um Kapp, déi eigentlech net matenee kompatibel sinn.

Dir musst lech virstellen, Léif Kollegen a Kolleginnen, bis 1999, also ier opgrond vum éischte McKinsey-Rapport dat iwwerhaupt geschaf ginn ass, ware ganzer véier Leit am Transportministère fir dee ganze Sektor responsabel. An dann ass et kee Wonner, dass mer bis haut nach ëmmer net definitiv wëssen, ob dann elo den Ongléckspilot am Ufank vu senger Carrière eng gültig Lizenz hat. Dann ass et kee Wonner, dass kee Mënsch Zäit hat, déi Verträge mat Veritas, déi aus de 50er Jore komm sinn, unzepassen. Da war et kee Wonner, dass keng Kontrollen à l'improviste do waren. An da war et och kee Wonner, dass keen Zäit hat fir Sanktiounen opzesetze mat Gesellschaften an déi ze sanktionéiere wa se sech net u Prozedure gehalen hunn, respektiv d'Piloten.

Stellt lech vir, et wier keng Police op der Strooss, wat da lass wier am Verkéier. Abee, ähnlech Zoustänn hate mer, wéi d'Ongléckspiloten ugefaangen hu mat fléien. Déi Zoustänn hunn zu engem groussen Deel och nach existéiert wéi et zum Ongléck komm ass, an déi Zoustänn existéieren och zu engem Deel nach haut.

Dofir, Här President, an eisen Ae besteet akuten Handlungsbedarf fir d'Sécherheet an d'Sécherheetskultur an der Aviation civile ze verbesseren. Et muss endlech eng seriö Supervisioun agefouert ginn a konstant adaptéiert a verbessert ginn. An d'DAC mussen nach méi Leit a méi kompetent Leit kommen.

Mir perséinlech wieren der Meenung, dass een direkt misst kucken d'Kontrakter mat Veritas ze kënnen, well se menger Meenung no wierklech a kenger Hinsicht méi dem 21. Jorhonnert entsprechen.

Mir si fir eng strikt Trennung vun den Aktivitéite vun der DAC, der Flughafengesellschaft an der Flughafeverwaltung. Mir sinn och der Meenung, dass weder Verantwortlecher vun der DAC an iergendee Conseil d'Administration vun enger nationaler Fluggesellschaft gehéieren nach si mer der Meenung, dass Leit, déi fréier bei enger Fluggesellschaft ganz wichteg Posten haten, nach haut solle fir de Ministère an iergendenger Form schaffen. Schlussendlech gétt et héich Zäit, dass e Katalog, wéi de President vun der Transportkommission gesot huet, vu Sanktiounen, fir d'Fluggesellschaften an d'Piloten ze sanktionéieren, mëttelfristeg ausgeschafft gétt.

Här President, mir brauchen net méi an net manner wéi eng Luftfahrtbehörde an e Punktführerschäi fir d'Piloten.

Mir sinn der Meenung als Gréng, dass de Luxairsaccident net därëm émsoss geschitt sinn. E muss op d'mannst derzou bäidroen, dass mer endlech zu Lëtzebuerg eng Sécherheitskultur an der Aviation civile kréien, déi internationale Standarden entsprécht. Ech hunn dat Gefill, dass do fir den neien Transportminister nach ganz vill Aarbecht virun em läit.

Ech soen lech Merci.

M. le Président - Merci, Här Gira. Zousätzlech huet sech nach den Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR) - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, dass déi Diskussion hei virun der Toile de fond vum Accident vun der Luxair vum 6.11.2002 stattfënn. An et wär och wahrscheinlech net déiselwech Diskussion, wann dat net passéiert wär.

Ech muss soen, ech hunn dee Rapport vu vir bis hanne gelies an do hunn effektiv d'Hoer mer zu Bierg gestanen, wann ee gesäit wéi verschidde Saachen do ofgelaf sinn. Esou hunn ech mer et jiddfalls net virgestallt, wa Regeln etabliert sinn, déi mussen agehale ginn. Dat weist, dass do am Cockpit e relative Chaos war. Dat ass jo och eng vun de Constatatiounen vun den Experten.

Här President, wann Accidenter geschéien, da sinn et meeschtens zwou Ursachen, déi un der Origine sinn. Meeschtens ass et mënschlecht Versoen - meeschtens -, heiansdo ass et technesch Versoen, wat eventuell net ze vermeide war. Dat war eng Kéier de Fall mat engem Embraer, well e Propeller en technesch Defaut hat an du gebrach ass an herno sech dat ganz Triebwierk détachéiert huet, an dat ass zu Hesper an de Wisen erëmfonnt ginn. D'Saach war awer gutt ausgang.

Dat kënnt awer relativ rar vir. Meeschtens ass et mënschlecht Versoen, an dofir si mir och d'accord wa gesot gétt, dass ee misst op zwee Niveauë virgoen. Engersäits muss eis Léiglatioun an deene Punkten adaptéiert ginn, wou et noutwenneg ass, awer op där anerer Säit - an dat ass e Faktor, deen ass schwéier an de Grëff ze kréien - muss ee kucken, dass déi Séparatioun, déi gewünscht ass, institutionell, administrativ, och um Niveau vum Personal, wou do deen een deen anere soll kontrolléieren, tatsächlech funktionéiert.

De Stat ass hei eigentlech an duebeler Funktioun, dass därëm een och net vergiessen: En ass engersäits Aktionär bei der Luxair, déi en Opérateur ass um Flughafen, en ass awer op där anerer Säit, an dat ass seng allerwichtigst Funktioun, de Garant vun der Sécherheet, de Garant vun der Sécherheet esouwuel vun de Passagéier, déi sech der Fligerei uvertrauen, wéi och vun de Leit dobaussen.

Et ass tragesch gewiescht, wéi déi Fokkermaschinn erofgefall ass, mä et muss een awer och op där ane-

rer Säit soen: Et war vill Chance dobäi. En hätt zu Nidderaanwen och kënnen an d'Haiser eragoen. Wann et kee Fokker gewiescht wär, an et wär zum Beispill e Jumbo beim Starten iergendwou an e grouss Wunngebitt eragefall, ech mengen, da wäere mer nach mat ganz anere Fakte konfrontéiert ginn.

(Brouhaha général)

Duerfir ass et absolut noutwendeg, dass hei déi néideg Konklusiounen doraus gezu ginn.

Dee wichtigste Punkt schéngt eis ze sinn, d'Séparatioun vun der Surveillance vun der Direktioun vun der Aviation civile vun deene verschiddenen Acteuren, ob dat de Flughafen ass oder ob dat déi verschiddenen Opérateuren um Flughafen sinn - dat ass an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg extrem wichteg.

An, Här Spautz, ech muss lech soen, ech hunn lech opmierksam nogelauschert, déi Attitüd, dass et gutt wär, wann iwwerall Lëtzebuerger wäeren - mir wësse wéi kleng, dass d'Land ass, a wéi gutt dass een deen anere kennt -, déi kann ech net deelen.

Et ass zwar fein, wann ee sech kann a senger Heemechtssprooch ennerhalen, mä hei schéngt et awer - an do deelen ech dem Här Gira seng Aschätzung -, no allem wat ech gelies hunn, manifestement dorunner geleeen ze hunn, dass vläicht d'Leit sech ze vill gutt kann hunn an ze vill duerch d'Fangere gekuckt ginn ass, wat an engem klengen Land effektiv de ganz grouse Problem duerstellt. Esouguer dann, wann d'Léiglatioun an d'Reglementer esou sinn, wéi se solle sinn.

Op där anerer Säit muss ech soen, Här Gira, ech deelen och d'Meenung, dass déi Administratiounen personalméisseg mussen genügend ausstafféiert sinn. Wann awer hei d'Lizenz vun deem Pilot net soll an der Rei gewiescht sinn, da kann ech et zwar och net acceptéieren, wa gesot gétt, dass wär op Personal-mangel zréckzuféieren. Ech mengen, wat kontrolléiert muss ginn, dass muss kontrolléiert ginn.

Et ka jo net sinn, dass een eng Lizenz homologéiert kritt einfach esou, well dee betreffende Beamten, deen d'Kontroll soll maachen, keng Zäit gehat hätt fir dat uerdentlech ze kontrolléieren. Ech sinn awer d'accord, an dat muss een da vu Fall zu Fall kucken, well mir jo eng Tendenz hu fir all Administratiounen ëmmer nëmmen auszubauen an opzeblosen, dass een natierlech muss kucken, wat vu Personal gebraucht gétt, mä dass een awer och op där anerer Säit do net soll an därëm iwwerdreien.

Wat eis wichteg schéngt ze sinn, dass ass jo d'Fro vum Büro Veritas - vum Contrôleur. Do steet ëmmer d'Fro vun deem, deen de Contrôleur soll kontrolléieren, hannendrun. An duerfir steet jo d'Fro am Raum, ob dat net soll ausgeschriwwen ginn. Et ass evident, dass, wann ëmmer deeselwechten deeselwechte kontrolléiert, dat ni gutt ass.

Ech kënnt mer virstellen, dass eng Affär BCCI hei zu Lëtzebuerg net stattfonnt hätt, wann eng Obligatioun bestanen hätt, all dräi Joer de Contrôleur ze wiesselen. An dat ass, mengen ech, e Prinzip, deen ee sech och muss zu eege maachen. Duerfir sti mir och där Iddi, fir dat auszuschreiwen - woubäi een natierlech och d'Qualitéit vun der Prestatioun muss kënnen kontrolléieren -, ganz positiv vis-à-vis.

Et därëm ee vläicht och hannendrop d'Fro nach opwerfen, wéi wäit dass een d'Cour des Comptes, déi jo all méiglech Kontrollen ausféiert, net och soll domat beoptragen hei eng aktiv Roll dran ze spillen, fir ze kucken, dass och wierklech alles dat respektéiert gétt.

Dat gesot, Här President, eist Vertrauen an d'Regierung ass net esou grouss wéi dat vum Här Grethen, duerfir wäerte mir d'Motioun

stëmmen, well ech gesinn dem Här Lux zwar of, dass e ganz positiv gestëmmt ass fir dat hei alles ëmzesetzen, mä et ka jo awer näischt schueden, wann e vun der Chamber e bësse Réckhalt kritt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président - Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech denke virun allem, dass déi Debatt vun de Mëtteg an déi fënnf Riedner, deenen ech Merci soen, der Regierung an och dem Transportminister den Optrag an de Mandat fir déi nächst Wochen a Méint, vläicht Joren, nach méi kloer an däitlech mécht, fir dat ëmzesetzen, wat engersäits an den Audit, anerersäits an der Motioun haut, an och an der Décisioun vun der Regierung, déi mäi Virgänger schon ernimmt huet, dra gesat ginn ass.

Ech sinn och wéi hien der Meenung, dass et an deem Dossier ganz klorerweis eng Kontinuitéit gétt, déi sech scho méi laang ziit, fir effektiv op eise Flughafen an an der gesamter Flugsécherheet besser Regeln, méi a méi seriö a méi konsequent Kontrollen ze kréien, an iwwerhaapt déi Sécherheitskultur ze ennermauern, déi mer brauchen, fir dass Serenitéit herrscht.

Ech sinn awer virun allem, an dat ass dann nach vläicht eppes, wat een a 15 Joer hei an der Chamber awer geléiert huet, der Meenung gewiescht - wéi och d'Regierung -, dass d'Chamber hei, mengen ech, zu Recht gefrot huet, fir eng Aarbecht, déi se ugefaangen huet och kënnen bis zu Enn ze féieren.

Duerfir war ech vun Ufank un der Meenung an hunn och, mengen ech, selwer d'Initiativ Ufank September geholl, fir eng Commission parlementaire vum Transport hei ageruff ze kréien, fir eng Kéier iwwer den Audit ze diskutéieren, dee schlussendlech awer duerch eng Aarbecht an eng Initiativ vun der Chamber entstanden ass. An ech mengen, wann een awer wëllt eng gutt Aarbecht bis zu Enn féieren, da sollt een der Chamber, den Deputéierten d'Geleeënheet ginn, fir no deene Sätzungen, déi mer haten, déi ganz gutt waren a ganz konstruktiv waren, eng Kéier iwwer den Audit ze diskutéieren a fir dat dann hei am Plenum transparent, och fir d'Öffentlechkeet transparent, ofzeschlësse mat där Motioun an domadder mat där Décisioun, déi d'Chamber da weidergëtt un d'Regierung, dass ofzeschlëssen.

Ech mengen, dass war de Wëllen, dee richteg war, fir och no deenen trageschen Evénementen, déi mer haten, an déi jo dach awer munch Froen, munch Douten an der Öffentlechkeet provozéiert hunn, fir hei eng propper Aarbecht zu Enn ze féieren. Domadder ass et kloer, an ech mengen do huet et och an der Zwëschenzäit keng Paus ginn, dass d'Regierung a virun allem den Transportministère a säi Minister hei e kloeren Optrag hunn, fir an deenen nächste Jore weiderzefueren.

Eng zweet Suerg ass déi, déi ech och de Mëtteg wëll ausdrécken: Ech kann net esou schnell zu Juge-menter komme wéi se de Kolleeg Gira de Mëtteg hei gemaach huet. Déi Wieder vu Klängelei a vu Vetterwirtschaft, politescher Responsabilitéit, dat si grouss Wieder. Et muss ee wëssen an deem Beräich, wou mer hei sinn, wat ee seet.

Ech géing haut de Mëtteg datselwecht soen, wat de Kolleeg Grethen gesot huet, nämlech dass

meng Confiance an d'Servicer esouwuel vum Ministère wéi och an déi ronderëm ganz grouss ass. Dass et sécherlech u personeller Verstärkung, un Instrumenter, och legalen, gesetzlechen, reglementaresche Reglementer nach feelt, fir d'Aarbecht besser ze maachen - Sans aucun doute! -, mä ech géif awer, mengen ech, net wëllen esou wäit goen.

Ech géing dann awer wierklech de Mëtteg och drëm bieden, dass dat heiten dann awer och net nëmme fir d'Regierung a fir den Transportministère, mä fir jiddferen en Appel soll sinn e bësse an Vertrauen ze hunn an e bësse Serenitéit ermëzkréien, fir dass mer aus deem Esprit an aus deem Klima vun Douten a vu Virwërf a vu Polemiken erauskommen. Déi Responsabilitéit brauche mer da vu jiddferem, och vun de politesche Responsabelen, och vun den Deputéierten, och vun der Regierung, fir ze kucken, dass mer aus deem Accident, an net nëmmen aus deem Accident, mä aus villen Diskussionen eng Léier zéien.

Ech ka mech erënneren Ufank September hate mer eng Polemik vun der franséischer Pilotevereenung, déi déi onméiglechste Virwërf gemaach huet un d'Direktioun vun der Direction de l'aviation civile. Déi Virwërf hu sech opgeléist wéi Seefeblosen, well näischt konnt bewise ginn. Alles wat do gesot ginn ass, wéi d'Bradéiere vu Lizenzen, dat mer géife maachen, a sou virun, alles dat hu mer nogekuckt. Et huet sech näischt erweisen, wat do wouer dru wier.

Dofir sollte mir och alleguerten hei zu Lëtzebuerg mat dofir Suerg droe fir déi Serenitéit ermëzefannen, fir dee Calme ermëzefannen, well mir dinn domadder, mengen ech, der gesamter Sécherheitskultur an deem Esprit, dee mer brauchen douewen, di mer net gutt, an ech mengen, mir schueden op där anerer Säit och ekonomesch deenen Opérateuren an iwwerhaapt dem Gedeihe vun eise Flughafen, dee fir eis Economie enorm wichteg ass, immens.

Dofir, näischt géint berechtigt Virwërf, näischt géint berechtigt politesch Aarbecht, déi noutwendeg ass, mä ech mengen, jiddferer soll awer och vun de Mëtteg un déi Serenitéit ermëzefannen, fir besonnesch - wann ech dat därëm soen - och um Niveau vun deene juristesche Prozeduren, déi am-gaange sinn, déi ech beileiwe net kommentéieren, an et géing mech den Däiwel reide fir déi ze kommentéieren, och déi sollte mer, mengen ech, bis zu Enn brénge fir ze kucke wat d'Gerichter da schlussendlech u Responsabilitäten zréckbehalen a fir Décisiounen huelen.

Wat den drëtten Punkt ubelaangt, deen ech wollt soen, dass ass, jo, Laxismus ass e Wuert wat e bësse an der Luucht läit, huet mat personelle Ressourcen oft ze di gehat, huet vläicht och mat Connivenzen ze dinn, huet mat der Tatsaach ze dinn, dass mer effektiv heiansdo ze vill kafen, wou een deen anere kontrolléiert huet a gläichzäitig dann awer erëm zesummesou an zesumme Responsabilitäten op anere Plaze gedroen huet.

Ech wäert alles druginn - an dat wëll ech der Chamber hei mat där Motioun de Mëtteg soen -, fir duerfir ze suergen, dass mer virun allem och déi Séparatioun vun de Rôlen, personell an organesch, esou wéi et an der Motioun steet, strikt wäerten duerchsetzen. Dass ass dat Eischt wat elo ze geschéien huet, fir dass mer do e Klima ermëzefanne vu Rou a vu Kloerheit an de Missiounen, an de Kompetenzen, déi jiddferen huet.

Da muss mer weiderfueren um Niveau vun der personeller Verstärkung. Mir hu fir 2005 - de Kolleeg Spautz huet dat nach eng Kéier gesot - jo weider Décisioun geholl fir erëm eng Kéier zwee Ingenieuren, zwee Responsabelen anzustellen. Mir hunn eis d'Méiglechkeet

ginn am Budgetgesetz fir och op auslännesch Kräften zréckzegräifen, wa mer déi Qualifikatiounen hei duerch d'Lëtzebuerger Nationalitéit net fannen. Ech mengen dat war wichteg, dass d'Chamber eis déi Autorisatioun ginn huet fir déi Verstärkung och op deem Niveau ze maachen.

Mir hunn drëtts an der Kommission kloergemaach, dass mer an den Diskussiounen mam Büro Veritas amgaange si fir ze kucken - an ech mengen mäi Virgänger huet an der Kommission oft zu Recht gesot, et gétt där Büro keng honnerttausend mat deenen een do ka fueren. Et ass net wéi wann een eng Soumission publique hei mécht an da sinn der 23, déi sech mellen.

Esou ass et jo net, duerfir mengen ech hu mer jo eng Formulatioun och fonnt, déi eis d'Méiglechkeet gétt dat emol ze studéieren, net formell ze soen dass muss elo sinn, mä ze studéieren awéiwäit dass een dee Marché opmécht, fir dass een net sech engem ganz eleng verkeeft, wann ech dat esou därëm soen, deen och gläichzäitig - an dat ass jo och e Problem hei an deem Zesummenhang - fir eng Rei vun Opérateure schafft. Do kënnt jo dann erëm eng Kéier de Problem vun der klorer Opdeeling vun de Rôlen, dee sech do stellt am Zesummenhang mam Büro Veritas, an ech mengen dat muss mer da kucken.

Mir hunn och dann d'Ëmsetzung ze maachen, an ech mengen et war de Kolleeg Spautz, deen dat gesot huet, vun den Diskussiounen, déi den 1. Abrëll waren an där deemoleger Tripartite am Zesummenhang mat dem Accident. Ech mengen, dass d'Luxair, a virun allem hire President vum Conseil d'administration enorm Efforté gemaach hunn, déi ech wierklech hei wëll ervisträchen, fir d'Ëmsetzung vun deem Accord vum 1. Abrëll duerchzuféieren, sech ganz vill Méi ginn hunn, sech ganz staark involvéiert hunn, fir an der Fro zum Beispill vum Sort vun de Piloten zu gudder Konklusiounen ze kommen.

Mir sinn eis och virun dräi Wochen eens ginn, dass mer eng Relecture maache vun dem Rapport vun der Commission d'enquête technique, eng Relecture mat de Pilote maachen, mat den Hollänner, mat den Däitschen, fir eng Rei vu Formulatiounen ze kucken. Duerfir soen ech Relecture, net Réouverture. Ech mengen dat war dat wat den Henri Grethen och versprach hat den 1. Abrëll, dass mer déi Relecture maachen. Dass ass vun alle Säiten och akzeptéiert ginn, sech zesummesetzen an domadder och dozou bäizedroen, dass mer dee Klima vu Confiance ermëzefannen, vun allen Acteuren, déi do uewe schaffen, fir dat fäerdeg ze bréngen.

Ech mengen also, an den éischte Punkt ass gesot ginn, vum President haaptsächlech, dem Kolleeg Schreiner, dee kloergemaach huet, dass mer e Renforcement an allen Hisiichten, personell awer och an de Käpp brauchen. Mir haten déi Enquête vu Bréissel gehat iwwer d'Sécherheitsbestëmmungen do uewen. Déi war net ganz gutt ausgefall. Och do mengen ech hu mer eng ganz Rei vu Moosnamen an der Tëschenzäit schon ergraff, déi natierlech op d'Droit-acquisé falen.

Leit, déi der Meenung sinn, dass se op d'ganz Liewen, à durée indéterminée, ëmmer déi Parkingsplaz zegutt hunn, déi sech awer an der Enceinte ofspilt, wou et scho Sécherheitsproblemer gétt, all déi Saache mussen an d'Käpp vun de Leit eragoen, dass dee Laxismus muss eriwir sinn, dass do jiddferer sech ganz prezis un déi Rôlen ze halen huet. Duerfir hëlleft eis déi Motioun hei, déi Aufgaben an deenen nächste Wochen a Méint nach méi kloer ëmzesetzen.

Ech wëll zum Schluss op eng Fro agoen, am Zesummenhang mat der personeller Décisioun um Ni-

veau vun der Luxair vun der leschter Woch, déi de Kollege Grethen mer gestallt huet. Ech mengesot ze hunn op der Televisioun - dat kënne mer nach eng Kéier nokuken -, dass déi Décisioun, déi hei geholl ginn ass tëschent der Entreprise Luxair an hirem Generaldirekter, net op der Basis gefall ass vun deenen Auditen an Etüden, mä am Kader vun den Diskussiounen, déi mer doriwwer ze féieren haten ënner Aktionären. Ech mengen den Audit McKinsey an alles dat wat an der Entreprise a Klausurtagungen am September, Oktober, November diskutéiert ginn ass. An deem Kader, net op där Basis, mä an deem Kader stellen sech natierlech dann all Froen.

Wann ee schonn amgaangen ass, alles op den Dësch ze leeën, op de Métier ze leeën, stellen sech déi Froen och, an aus deenen Diskussiounen eraus ass am Konsens vun allen Aktionären Unanimitéit gewiescht, fir och déi Diskussioun do ze féieren, déi zu enger gemeinsamer Décisioun, déi jo matgedeelt ginn ass, gefouert huet, an iwwert d'Resultater vun der Entreprise selwer wat hir Auditen ubelaangt.

Da géing mech fir d'zweete Kéier den Däiwel reiden, wann ech hei dozou Aussoe géing maachen. Duerfir sinn déi Responsabel vun der Luxair do, fir der Öffentlechkeet ze soen, wat se mat deenen Auditen, ënner anerem McKinsey, an Zukunft fir hir Entreprise maachen. Méi mengen ech ass vum Aktionär Stat zu där Décisioun, déi do geholl ginn ass, net ze soen.

Mir war wichteg, dass d'Aktionären sech alleguerten, well dat och wichteg ass fir d'Entreprise an der Zukunft, unanime erëmfannen, fir eng Zäsur ze maachen an no vir ze goen, well och do wäerten niewent deene villen Efforten, déi mer um Niveau vun der Flugsécherheet a vum Flughafen ze maachen hunn, och bei der Entreprise Luxair, an deenen nächste Méint erëm ganz vill Effortë vu jiddferemg verlaangt ginn, fir dat - dat ass kee Schëff - fir dee Fliger do an déi Flieger do an eng gudd Zukunft ze bréngen. Och déi wäerten néideg sinn. Och do wäert den Aktionär Stat seng Responsabilitéit huelen.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Ass e Vote électronique gefrot oder e Vote par main levée?

■ **Une voix.** - De Vote électronique.

Vote

■ **M. le Président.** - D'Motioun ass ugehall mat 45 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Marie-Josée Frank), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ferdinand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Roger Negri, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Vi-

viane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Här Camille Gira senger Motioun iwwert den Tanktourismus. Dem Auteur vun der Motioun, deene fënnf Fraktiounen an der Regierung sti jee-weils fënnf Minutte Riedezäit zou. Här Gira, Dir hutt also elo d'Wuert.

6. Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus»

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG), auteur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch ass Kyoto a Kraaft getrueden, e wichtige Schrëtt fir d'Problematik vun der Klimaverännerung an de Grëff ze kréien. E wichtige, awer nëmmen een éischten, ganz kleng Schrëtt. Bal all Wëssenschaftler an déi meescht Politiker, ausser vläicht den Här George Bush, si sech eens, dass no 2012, also no där éischter Kyoto-Period an no deem éischten, ganz kleng Schrëtt nach eng ganz Rei riseg Schrëtt mussen nokommen.

Den Här Chirac schwätzt vu minus 60% CO₂-Emissiounen fir déi industrialiséiert Länner, den Här Tony Blair souguer vun 80% bis d'Joer 2050. Anerer schwätzen dovunner - dat wier eigentlech dee Modell, dee méi gerecht wier -, dass iergendwéi eng Kéier all Aerdbeierger a -biergerin nëmme méi dräi Tonnen CO₂ pro Joer däreif an d'Atmosphär ausstoussen.

D'Lëtzebuurger sinn haut bei 20 Tonne pro Kapp a pro Joer, a Lëtzebuerg wäert mat grousser Sécherheet seng éischt Kyoto-Engagement bis 2012 net kënnen anhalen andeem et se heiheem selwer realiséiert, mä et ass elo schonn ofzegesinn, dass mer eis zu engem gudden Deel musse fräikafen.

Schold dorun sinn net nëmmen, awer virun allem, den Transportsecteur am Allgemengen an den Tanktourismus am Speziellen. Et ass also an eisen Aen héich Zäit, dass mer eis endlech intensiv mat deem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen. Mir hu scho während Joren drop higewisen. Dat hei ass mäin drëtten Essai fir eng Motioun an deem héijen Haus duerchzekeréien.

Ech si frou, dass ech an der Tëschenzäit e bësse Schützenhëllef kritt hat vum leschtjährege Budgetsrapporteur, och vun anere Leit. Ech sinn och frou, regelméisseg elo an der Press ze liesen, dass awer nach aner Leit mengen, dass et héich Zäit gëtt, dass mer net nëmmen déi Suen akasséieren, déi iwwert dee Phenomeen erakommen, mä dass mer eis och seriö Gedanken maache wéi et soll weidergoen an Zukunft.

Här President, ech sinn der Meinung, dass et héich Zäit gëtt, dass d'Chamber, mä och d'Öffentlechkeet, genee gewuer ginn, wat dann iwwert de Wee vum Tanktourismus an d'Statskeess erakënn. Et héiert een ëmmer erëm nei Chifferen, de Budgetsminister huet hei am Kader vun de Budgetsdiskussiounen vun enger Milliard Euro geschwat. D'lescht Woch hunn ech gelies, dass de Statec der Meinung ass, et wiere 600 Milliounen Euro. Dat ass jo nëmmen een Ennerscheid vu 400 Milliounen Euro, dat si jo Kinkerlitzeche fir eise Statsbudget, just fir lech ze soen, wat vu staatlecher Säit ënnerschiddlech Zue-

len avancéiert ginn, ganz ze schweige vun anerer Säit.

Et ass awer och héich Zäit, dass mer op där anerer Säit d'Käschte berechnen, wat deesen Tanktourismus eis kascht a wat en eis eventuell eng Kéier kaschte kënn. Mir mussen Zeenariounen entwéckelen, wann et eng Kéier esou wäit kënn, dass mer bis 2050 eventuell mussen op minus 80% vun eisem CO₂ vun 1990 reduzéieren. Mir mussen Zeenariounen entwéckelen, wat dat bedeit, wann eng Tonn CO₂ 10 Euro kascht, wéi et vläicht haut um Maart ass, mä awer och wat et eis kascht wann de Präis eng Kéier 50 Euro d'Tonn kascht an och vläicht Zeenariounen, wou mer landen, wann esou eng Tonn iergendwann eng Kéier ëm d'Joer 2050 vläicht 100 Euro ka kaschten.

Mir mussen awer och aner Käschte mataberechnen, wéi d'Infrastrukturkäschten, déi mer weinst den Tanktourismus musse bereestellen. An ech mengen net, dass et an Europa eng Autobunn gëtt, wou de Belag esou dacks muss erneiert gi wéi deen tëscht Sterpenich an Dideleng. Ech mengen och net, dass ee kann déi Autosaccidenter, déi direkt an indirekt duerch deesen héijen Trafik geschéien, mat kann ausser Betracht loossen.

Mir mussen och déi indirekt Käschte mataberechnen, wéi d'Erniddregung vun der Liewensqualität a vile Beräicher, d'Grenzuertschafte vun eisem Land, de Kaméidi, dee verursaacht gëtt, an och déi Stauen, déi duerch déi enorm Zuel vu Camionë virun allem op eise Stroosse sinn.

A schlussendlech si mer dës Woch gewuer ginn, dass mer och mussen eng Erniddregung vun der Liewenserwaardung duerch d'Loftverschmutzung matabezéien. Et wäert deemnächst eng detailléiert Etüd publizéiert ginn, wou erauskënn, dass zu Lëtzebuerg all puer Joer - a lauschert gutt - 282 Leit stierwe weinst der Luftverschmutzung. Do ass selbstverständlech net de Verkéier, a scho guer net den Tanktourismus, exklusiv dru schold, mä sécherlech awer och ee ganz gudden Deel vun dëser Minderung vun der Liewensqualität a Liewenserwaardung huet domat ze dinn.

A mir wäerten, Här President, deemnächst e ganz anere Problem kréien am Beräich Loftverschmutzung. Vum 1. Januar un ass eng nei Direktiv iwwer Loftverschmutzung a Kraaft, wou eng Rei Grenzwäerter fir eng Rei Polluanten dra sinn, déi eng Rei Deeg am Joer net däreifen iwwerschritt ginn. Dir hutt vläicht scho matkritt, dass éischt Répercussioune vun dëser Direktiv déi sinn, dass an Italien eng Rei Stied schonn hu misse Fahrverbot deklaréieren, well se soss schonn direkt am Ufank hir Deeg verbraucht gehat hätten.

Ech froen lech, Kolleegen a Kolleginnen: Muss et wierklech esou wäit kommen, dass mer sonndes zu Lëtzebuerg en allgemengt Fahrverbot dekreteieren, well wiertes ze vill hollännesch a belsch Camionë bei eis tanke kommen? Ech mengen net, dass dat et wäert ass.

Mir musse wierklech Schluss maache mat der Navigation à vue am Kontext Tanktourismus an ech si frou, dass - an dovunner ginn ech aus - no den Debatten an der Ëmweltkommissioun, dës Regierung endlech bereet ass, zumindest dofir ze suergen, dass mer emol uerdentlech Chifferen op den Dësch kréien. Dann ass et u jidderengem heibannen op Grond vun Zuelen, op Grond vu Chifferen le pour et le contre ze maachen an Zeenariounen ze entwéckelen, wéi mer an deem doten Domän an an der Klimaschutzpolitik am Allgemenge weiderfuere.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Gira dat hei gesot huet, ass et richtig, dass et net fir d'éischt ass, dass mer eis iwwert déi Motioun hei ënnerhalen. Schon den 23. Oktober 2001 hu mer eis am Kader vun der Ratifizierung vun der Kaderkonvention vum Kyoto-Protokoll heiriwwer ënnerhalen.

Oft gëtt gemengt, mir hätten eréischt Enn d'lescht Joer de Kyoto-Protokoll ratifizéiert. Dat ass net richtig. Dat war 2001, nodeem de Kyoto-Protokoll 1997 ënnerschriwwen ginn ass. Dat, wat mer dat lescht Joer hei ratifizéiert hunn, war den Allocationsplang vun den Emissionsrechter, deen op Grond vun enger europäescher Direktiv am Kader vum Burden sharing geholl ginn ass. Ech wëll just hei dofir erënneren.

Richtig war awer och schonn deemools, dass déi Motioun hei an d'Ëmweltkommissioun verweise ginn ass. Ech war deemools President vun där Ëmweltkommissioun an et huet mech och net gestéiert iwwert déi Motioun ze befannen. Ech hunn allerdéngs awer an deenen anere Kommissiounen sengerzäit kee schrecklech offent Ouer konnte feststellen, fir dat hei gemeinsam ze diskutéieren, sou dass et u sech net zu enger offizieller Diskussioun vun där Motioun hei komm ass. Richtig ass awer, dass déi Motioun hei net eleng vun der Ëmweltkommissioun kann diskutéiert ginn, well se och en Impakt a Konsequenzen u sech huet op aner Beräicher, virun allem um Niveau vun der Wirtschaft an och virun allem um Niveau vum Sozialen.

Tatsaach ass, dass mer bedéngt duerch d'Comptabilitéit, déi d'Kyoto-Konvention mat sech bréngt, dee Bënsin oder dee Spritt, deen hei am Land verkaaft gëtt, ugerechent kréien, och wann en net hei am Land émettéiert gëtt. Dat déi Situatioun esou ass, dofir ka keng Regierung hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat ass am internationale Kader festgehal ginn an ech ka mer net virstellen, dass Lëtzebuerg sech jee hält do kënnen duerchsetzen, fir dass dat hätt anescht kéinte gerechent ginn. Et wäert och an Zukunft net änneren, well wann déi Diskussiounen do erëm frësch opgemaach ginn, da kommen och aner Länner mat anere Rechnungen an da komme mer zu kengem Enn.

Dofir, mengen ech, soll ee kenger Regierung e Reproche hei maachen, dass d'Situatioun déi ass, déi mer haut hunn. Gradesou mann mer awer och deene Gemenge solle Reproché maachen, déi op de Grenze leien, wéi zum Beispill déi Gemengen, déi méi no bei Arel leien, wou dann hallf Arel dohinner tanke geet oder eng Gemeng, wéi am Norde vu Land, wou hallf Baaschtenech dohinner tanke kënn oder ganz einfach d'Gemeng Réiser, déi zoufälleg eng Tankstell - déi gréissten an Europa - op hirem Territoire huet, well déi zoufällg op der Autobunn läit.

Do soll een oppassen, wann een hei de schwaarze Péiter verdeelt, well et riskéiert een deen och kënnen virunzerechen; zumools déi Gemengen och nach do am Klimabündnis sinn a guer net dofir kënnen, dass d'Situatioun déi ass, wéi se dann eben ass.

Mä well dat hei net eleng en Ëmweltproblem ass, mä och e Finanzproblem, e Wirtschaftsproblem, en Aarbechtsproblem an e Sozialproblem, wat och ëmmer, mengen ech, fällt et net eleng an de Beräich vun der Ëmweltpolitik. Mä ech mengen, dass mer och schonn dës Motioun an déi Etüd, déi sech u

sech heirauser ergëtt, am Sënn vun der Nohaltegkeet solle kucken.

Mir hunn am Joer 2002 hei e Rapport diskutéiert iwwert d'Nohaltegkeet wou mer soen, dass all Aktivitéite musse gläichméisseg behandelt ginn, souwuel am wirtschaftleche Sënn, wéi am sozialen, wéi awer och am ëmweltpolitesche Sënn, an dat solle mer och an deem Domän hei maachen.

Datt den Tanktourismus haut e ganz groussen Impakt huet op de Budget, zwëschen 20 a 60 Milliarden, jee nodeem wéi een dat rechnet, dat heescht wann een déi direkt Einnahmen hält, da läit ee wahrscheinlech bei ëm déi 30 Milliarden, mä wann een déi indirekt Akommesse mat bähält, déi nach heiduerch generéiert ginn, da gëtt natierlech deen Impakt vill méi grous a kann ënner Ëmstänn bis zu engem Véirel ausmaachen. A kee ka sech virstellen, dass zu dësem Zäitpunkt eise Budget kéint opgoen, ouni dass dat do och nach mengen ech, wat déi Etüd wäert erausginn, eng Partie Niewewierkungen entstinn. Et ass nämlech mat deene Recetten do, wou mer Aarbechtspolitik, Wirtschaftspolitik, awer och op där anerer Säit Sozialpolitik maachen.

Et ass awer esou, dass et richtig ass, dass een den Impakt vun Tanktourismus zu Lëtzebuerg, esou wéi en haut ass, am Sënn vun der Nohaltegkeet kuckt, a speziell fir muer an och iwwert d'Joer 2012 eraus, einfach ze kucken, ob den Tanktourismus eis net op eemol op de Kapp fällt, jee nodeem wéi de Präis vun der CO₂-Tonn sech hei zu Lëtzebuerg entwéckelt an dass mer ënner Ëmstänn de Risiko lafen, dass de Benefiss, dee mer haut aus dem Tanktourismus erauszéien, fleete geet, a mer eis an eng Ofhängegkeet erabewegen, déi mer zu engem gewëssenen Zäitpunkt net méi meeschtere kënnen.

Dofir, Här President, wëll ech zum Schluss soen, dass mir als Fraktioun där Motioun hei eisen Accord wëlle ginn. Wéi gesot, zu enger Etüd, déi am Sënn vun der Nohaltegekeet d'Situatioun haut kuckt an dann awer, jee nodeem wéi vill déi CO₂-Tonn wäert kaschten, verschidden Zeenariounen entwéckelt, wéi dass een hei kann erausgoen.

Wéi gesot, déi Motioun ass e bëssen anescht wéi déi aus der Vergaangenheet. Ech géif den Auteur och vläicht bieden déi Motioun an deem Sënn ëmzeänneren. Am drëtten Punkt vum Considérant schreift hien: «considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre». Wann een dat mat Amerika vergläicht, dann ass dat awer nach wéineg. Et misst ee vläicht schreiwen, dass dat par tête d'habitant ass, soss ass dat net richtig.

Dir hutt och d'Wuert geännert vun där leschter Kéier: «considérant que la consommation de carburants a une influence importante». Virun enger Rei vu Jore war et nach «disproportionnée» an ech mengen, et ass haut och nach ëmmer «disproportionnée», an ech mengen och deen Term soll ee bäibehalen.

Da schreift Dir am leschte Saz vum Invite: «à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012». Do géif ech awer vläicht schreiwen, dass opgrond vun deene Konklusiounen vun deene Strategien, déi entwéckelt ginn, een da soll déi Strategie hei maachen. Ech hunn dat hei formuléiert. Ech ginn dem Här President dat, da kënn Der dat vläicht kucken an an Är Motioun afléisse loossen. Et ännert absolut näischt um Sënn vun der Motioun, an da wollt ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Nach ageschriwwen ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, dee Sujet hei ass en immens sensibele Sujet an e beréiert eng vun deene schwierregste Froen, déi mer hei am Lëtzebuerger Land ze diskutéieren hunn; vläicht nach méi wéi déi, déi de Moment d'Gemitter héichdreift, wéi déi vum Fëmmen an de Restauranten.

Mir hunn engersäits, den Här Gira huet dat hei duergeluecht, natierlech immens héich Recetté fir de Stat. Et ass och e ganze Wirtschaftssektor, deen drunhänkt, mat villen Aarbechtsplazen, mat villem Commerce, déi parallel lafen. Op där anerer Säit sinn d'Beleaschtungen do. Et ass evident, mir mussen fir d'Emissiounsrechter bezuelen. Mir mussen an Zukunft wahrscheinlech ëmmer méi dofir bezuelen. Iergendwann eng Kéier ass de Schnépppunkt erreecht, wou et net méi interessant ass. Et ass ganz kloer, dat eis Stroossen do d'Gesondheet vun de Leit an d'Liewensqualität beeinträchtigt sinn.

Mir mussen wëssen, dat am ganze Kyoto-Zeenario, fir eis Emissiounen ze reduzéieren, den Transport dee wichtigste Sektor duerstellt, dat do dat gréisste Réduktiounspotenzial ass an dat et dofir och normal ass, dat ee sech seriö Gedanken driwwer mécht, wou een do den Hiewel kann usetzen. Dofir ass des Diskussioun immens wichtig, och am Hibleck op déi weider Verkéiersplanung, am Hibleck op déi weider Infrastrukturplanung, Planung vum Ausbau vum bestehende Stroossenetz an d'Planung och vun neie Stroossen.

Här President, de Lëtzebuerger Stat léisst net wéineg Etüde maachen. Wann ee gesäit wat alles studéiert gëtt, da muss een ohne Weiteres dermat d'accord sinn, dat och hei an deem wichtige Secteur eng Etüd gemaach gëtt. Wann déi Etüd da virläit, da kann ech mer net virstellen, dat do eng ganz kloer Recommendation drasteet, wéi een dann elo soll virgoen. Da sti mir als Politiker duerno awer an der Verantwortung fir Konklusiounen ze zéien, an dat wäert ganz sécher an där Situatioun, wéi de Lëtzebuerger Stat steet, an där Politik vun Ausnutzung vun Nischen, déi mer bis elo ëmmer meeschterhaft praktizéiert hunn, do gëtt dat sécherlech eng ganz schwierig Diskussioun.

Spéitstens da wäert eis kloer ginn, dat et zwar vläicht clever war fir eis öffentlech Finanzen, fir dee Sektor do esou ze dévoppéieren wéi dat nun eemol geschitt ass, mä datt et op där anerer Säit awer och de Revers vun der Medail gëtt, an deen ass datt et extrem geféierlech ass, a vläicht wäerten eis dann d'Ae mol richtig opgoen, a wat fir eng Ofhängegkeet, dat mer eis an deem Sektor do beginn hunn.

Här President, mir kënnen des Motioun am Prinzip stëmmen, mä ech hunn och eng Remarque ze maachen. Dat Eischt: «à faire une étude d'évaluation», do hu mer kee Problem. Dat Zweet ass vläicht e bësse generell formuléiert: «à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012».

Grundsätzlech ass dat jo ëmmer richtig, dat mer permanent alles maache fir d'Consummation u Carburants ze bremsen. Do gëtt et vill Hiewelen, déi ee kann usetzen. Dat ass d'Transportpolitik generell. Dat ass eng Politik, déi een och ka bedreiwe fir déi Autoe steierlech ze favoriséieren, déi manner Spritt brauchen, manner émettéieren op 100 Kilometer, déi gefuer ginn, an esou weider. Mä wéi gesot, dat ass eng ganz wäit Strategie.

Mir kënnen dat matdroen an deem Sënn wou et net schonn d'Konklusioun vum der Diskussioun, déi eréischt soll gefuort ginn, virewechhelt. Ech schloen elo keng aner Formulatioun vir, mä mir interpretéieren et awer net esou, wéi

wann een elo scho quasi d'Konklusioun géng virewechhuelen, éier d'Etüd iwwerhaapt um Dësch läit.

Dat gesot, wéll ech soen, dat mir och natierlech als Fraktioun des Motioun ënnerstëtzen.

M. le Président. - Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports, Ministre de l'Environnement. - Merci, Här President. Mir hunn an der Kommissioun vum Environnement, un déi des Motioun jo verweise ginn ass, ech mengen am Dezember an der Kyotosdiskussioun - effektiv an der Direktiven-Diskussioun, déi mer haten, net d'Ratifizéierung - doriwwer diskutéiert a sinn zur Konklusioun komm, dass een innerhalb vun der Regierung déi dote Saach soll diskutéieren.

Zwee Riedner hunn hei uewen zu Recht gesot, et sinn net nëmmen ëmweltpolitesch Parameteren, em déi et hei geet; hei geet et em ekonomescher, hei geet et em sozialer, hei geet et virun allem och em finanzpolitescher, budgetärer. An dofir hu mer an der Regierung diskutéiert dodriwwer an ech wëll soen, dat, wat den Här Mehlen hei gesot huet, ass u sech richtig. Mir maachen hei zu Lëtzebuerg iwwer vill manner wichtig Problematiken an Défië fir eist Land Auditen, Etüden, Zeenarien an Diskussiounen wéi iwwer dat heiten. Dat hei huet esou vill wichtig Répercussione fir d'Zukunft vun eisem Land, mengen ech, dass een do net sollt de Kapp an de Sand stiechen, mä dass een offensiv a fréi un déi Fro sollt erugeen.

Dofir géif och d'Regierung der Chamber proposéieren déi Motioun unzuhuelen, well mer mengen mir sollten déi Zeenarien en vue vun 2012 och diskutéieren. A wéi ech dem Kolleg Gira nogelasschert hunn, ass mer och bewusst ginn, dass et jo net duergeet, dass eist Land an dese sechs Méint während der Présidence op Bréissel an op aner Plaze grouss Rieden hale geet iwwer d'Reduktiounsstrategien an der „Post-Kyoto 2012“-Period, wou mer diskutéieren, bis 2020 tëschent 15 an 30%, bis 2050 tëschent 60 an 80%, a sech net bewusst ze si wat dat da fir d'Lëtzebuerger Land heescht.

Wann een also e bësse kohärent mat sech selwer wëllt sinn, an dat wat mer zu Bréissel zielen a wat mer an der Présidence vun deenen anere gären hätten - an ech kann lech soen, dass et net ganz einfach ass fir iwwer déi Post-Kyoto-Period do d'Länner, alle 25, ënnert een Hutt ze kréien, fir dat wat do gewollt soll sinn -, da mengen ech sollt een och zu Lëtzebuerg kucke seng Hausaufgaben ze maachen.

Wann een d'Zuele kuckt, an ech hunn dofir nach eng Kéier schnell mer d'Zuelen ugekuckt, déi lescht, déi eis an deem Zeenario vun 2002 virleien. Ech wëll lech déi awer net virenthalen, fir eng Kéier d'Importenz - ech wëll net soen d'Gravitéit - vum Sujet ze soen.

Mir haten 2002 insgesamt 10.537.317 Tonnen CO₂-Emissiounen, déi sech zesummesetzen aus der Industrie, aus den Haushalter a virun allem aus dem Transport. Aus dem Beräich vum Transport vum Tanke sinn eleng fir den Tanktourismus, dat wat also net vun de Résidenten, vun deenen Autoen, déi also immatriculéiert sinn hei zu Lëtzebuerg, consumméiert gëtt, do sinn 3.880.457 Tonnen CO₂-Emissiounen eleng aus deem Beräich feststellen.

(Interruption)

Dat ass also een Drëttel.

Een Drëttel vun allen Emissiounen ginn, opgrond vun dem IPCC-Modell, hei zu Lëtzebuerg ugerechent. Wougéint, wann een de Résidentëvebrauch hält, fir deen och nach ze soen, dee läit bei 1.516.000 Tonnen.

Dat weist d'Importenz. Dat weist se an der Verschmutzung vun der Atmosphär, iwwer eis Grenzen ewech, natierlech. Dat weist se awer natierlech och dann a budgetäre Répercussione, Finanzrépercussione, ekonomesche Répercussione, Aarbechtsplazrépercussione, vu dass forcément déi Bedeitung do a Chifferen och déi Bedeitung an all deenen anere Parameteren erëmgëtt.

An dofir ass et richtig an dofir ass déi Proposition, déi ech der Chamber géif maachen an der Motioun, a virun allem dem Auteur vun der Motioun, fir hinzugeen - an ech hu kee Problem domadder - a bei deem Considérant «par tête d'habitant» ze soen. Ech weess net, ech schwätzen elo hei fir den Auteur, dat steet mer net zou, mä ech mengen, dass dat u sech kee Problem ass.

Ech mengen, dass mer an dem „invite“ un d'Regierung jo och eng Décisioun geholl hunn, déi vum Dezember u leeft, dass mer am Rahme vun dem Allocationsplang an am Rahme vun der Direktiv, déi mer hei gestëmmt hunn an an nationaalt Recht ëmgesat hunn, jo eng Aufgab hunn, fir eng Minderungsstrategie um Niveau vun den CO₂-Emissiounen fir déi nächst Period auszeschaffen.

De Professor Ewingmann, mat deem déi viregt Regierung schonn zesummege schafft huet an der AUSAARBECHTUNG vum Allocationsplang, huet déi Aufgab kritt, a mir waren duerfir an der Regierung der Meinung, dass et richtig wär, dat heiten am Rahme vun där dote Etüd mat eranzehuelen. Ech hunn och mam Professor Ewingmann doriwwer am Januar diskutéiert, fir seng Etüd ze prezisiéieren mat deenen Elementer hei.

Duerfir géife mir folgende Wuertlaut proposéieren: «invite le Gouvernement à faire, dans le cadre de l'étude visant à identifier les potentiels de réduction des émissions de CO₂ dans les différents secteurs pour la période Kyoto 2008-2012 une évaluation des conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène dit „Tanktourismus“». A fir dann zréckzekommen op dat, wat eenzel Riedner och hei gesot hunn, dann handendrun net direkt ze soen «à élaborer une stratégie», well effektiv sollt een net virgräifen. Mir géinge proposéieren - ech mengen dat kennt e bessen op dat eraus, wat de Kolleg Calmes och gesot huet - «à élaborer, le cas échéant, une stratégie».

Ech mengen, da seet een, mir waarden déi Etüd of, mir kucken se, a wa se eis erweist, dass mer Zeenarië mussen ausschaffen, ech mengen da solle mer et maachen. Ech mengen, dass och den Auteur, mat deem ech virun doriwwer diskutéiert hunn, mat deene Virschléi kennt liewen. An deem Sënn géife mer der Chamber proposéieren, fir déi Motioun esou ëmgeännert unzuhuelen.

Merci.

M. le Président. - Här Gira, et sinn am Fong geholl e puer Ännerungen, déi virgeschloen sinn. An den drëtten Considérant kéim dra stoen «considérant les émissions élevées au Luxembourg de CO₂ par tête d'habitant». Domadder wiert Der jo averstanen?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), auteur. - Jo.

M. le Président. - Domadder hätt Der kee Problem?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG), auteur. - Ech wollt, fir lech d'Saach ze vereinfachen, soen, dass ech weder mat de Proposé vum Här Calmes nach mat deene vum Transportminister Lux e Pro-

blem hunn. Mir kënnen déi abauen an dann d'Motioun, esou wéi se dann ausgesäit, stëmmen.

M. le Président. - Jo, et ass an der Rei, Här Gira. Wat mer just feelt, dat ass dem Här Minister säin zweeten «invite le Gouvernement à élaborer». Neen, deen hunn ech. An dem éischten «invite», do hutt Der gesot, «à faire, dans le cadre de l'étude», an do hutt Der nach e ganze Saz hannendru gesot. Wann Dir eis dee wëllt eraginn, fir datt mer dee kënnen dobäisetzen.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports, Ministre de l'Environnement. - Okay.

M. le Président. - Bon, da wier doriwwer d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung vun deser Motioun.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du Protocole de Kyoto;*

- *considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions de gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO₂ par tête d'habitant);*

- *considérant les émissions élevées au Luxembourg de CO₂ par tête d'habitant;*

- *considérant que la consommation de carburants a une influence importante disproportionnée sur nos émissions;*

- *considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'elle est le résultat du phénomène dit du „Tanktourismus“;*

- *considérant que le plan d'allocation nationale part de l'hypothèse que le Luxembourg va rater ses engagements de réduction de 3 millions de tonnes de CO₂;*

- *considérant que les droits d'émissions supplémentaires devraient le cas échéant être achetés sur le marché international;*

- *considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation de carburants d'ici 2012;*

invite le Gouvernement

- *à faire, dans le cadre de l'étude visant à identifier les potentiels de réduction des émissions de CO₂ dans les différents secteurs pour la période Kyoto 2008-2012 une évaluation des conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène dit «Tanktourismus»;*

- *à élaborer, le cas échéant, une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012.*

(s.) Camille Gira, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Plusieurs voix. - Deen ale Wee.

M. le Président. - Kënnen mer déi Motioun nom ale Wee ofstëmmen?

Plusieurs voix. - Jo.

Vote

M. le Président. - Deem ass esou. Da bieden ech em Handzeechen.

Ass een dergéint?

Dat ass net de Fall. Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5096 iwwer d'SuperDrecksKëscht.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo den Här Rapporteur Marc Angel, deen zéng Minutte Riedezäit huet. Här Rapporteur Marc Angel, Dir hutt d'Wuert.

7. 5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel (LSAP), rapporteur. - Här President, léif Kollegen, den Objet vun deem Projet de loi 5096, dee mer de Mëtteg diskutéieren, besteet aus dräi Elementer: Éischtens geet et doréms fir de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht ze assureieren, zweetens soll d'SuperDrecksKëscht eng Base juridique kréien, an drëttes kritt de Stat d'Autorisatioun fir d'Aktioun kënnen ze finanzéieren.

Dese Projet ass an der Sitzung vum Regierungsrat vum 6. Dezember 2002 approvviert ginn. Dee viregten Ëmweltminister huet de Projet de 5. Februar 2003 hei an der Chamber déposéiert.

Erlaabt mer e kuerzen Historique vun der SuperDrecksKëscht ze maachen. Am Ufank vun den achtzeger Joren huet jo hei am Land d'Gestioun vun den Déchetes ugefaang sech ze organiséieren. Ökologesch Kritäre si mat a Betruucht gezu ginn. Vun deem Moment u sinn och déi éischt Sammelsystemer entstanen. Vun 1985 un huet dunn den Ëmweltministère d'Collecte sélective vun de problemateschen Offäll installéiert. Deen deemolegen Objektiv heivunner war d'Détoxificatioun vun den Haushaltsoffäll. D'Kollekt vun dese problemateschen Offäll ass als SuperDrecksKëscht bezeechent ginn.

Am Zesammenhang mat den Haushaltsoffäll muss een awer bemierken, dass d'Kollekt vun deenen normalen Haushaltsoffäll ënnert d'Kompetenze vun de Gemengen fält. Am Joer 1985 sinn dunn déi problematesch Offäll heivunner derogéiert ginn, an dëst aus folgende Grënn: Zu deser Zäit haten nämlech d'Gemenge keen Intérêt fir déi problematesch Offäll aus den Haushaltsoffäll ze sënneren, an zweetens wier et, duerch déi verschidde Systemer wéi d'Gemengen den Haushaltsmüll sammelen, net duerchféierbar gewiescht, fir e kohärent System um ganzen Territoir vun eisem Land op d'Been ze setzen.

Och muss bemierkt ginn, dass d'Kollekt vun de problemateschen Offäll net nom Prinzip vun «pollueur-payeur» konnt fonctionnéieren. Esou eng Praktik wär zu deem Zäitpunkt kontraproduktiv gewiescht. D'Leit hätte nämlech da weider dee problematesche Müll bei hiren Haushaltsmüll gehäit. Esou ass et dunn zu der Kreatioun vun der SuperDrecksKëscht komm. D'Fraisën heivu goufen aus de Kreditter vum Fonds pour la protection de l'environnement gedeckt.

Mat de Jore sinn, nieft der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger, nach zwou aner Aktiounen kreéiert ginn. Dat ass d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber an dann nach d'SuperFreonsKëscht.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer nach e puer Detailler iwwer déi dräi verschidde Aktiounen, déi d'SuperDrecksKëscht ausmaachen, ze erläutern.

Déi éischt, déi bekanntst bei de Bierger dobaussen ass natierlech d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger. Si sammelt a ganz Lëtzebuerg schadstoffhaltig Offäll vun de Privatleit, an dëst gratis. Si ass do, fir datt all Bierger d'Méiglechkeet hunn, hir ëmweltbelaaschtend a geféierlech Déchete vum Hausmüll

kënnen ze trennen a separat ofzeginn.

Verschiede Sammelsysteme bidden de Leit d'Méiglechkeet, hir Problemmoffäll ëmweltgerecht ze entsueren. Déi agesammelt Stoffe ginn an de Sammelstelle virsortéiert a sécher verpaakt. Am Logistikzentrum vun der SuperDrecksKëscht zu Kolmer-Bierg erfollegt dann déi endgültig Sortéierung a Verpakung fir den Transport zu all den Offallempfänger.

Fir d'Auswiel vum Endtraitement zielt, d'Verwäertung huet absolute Virrang. Nëmme wann dëst net méiglech ass, erfollegt eng ëmweltgerecht Entsuerung a géegenten Anlagen, zum Beispill Héichtemperaturbehandlung. 70% vun deene gesammelte Stoffe kënnen ëmmerhi ganz oder zumindest deelweis verwäert ginn.

Eng aner Aufgab vun der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger ass natierlech d'Informatioun an d'Berodung, virun allem a Bezuch op en ëmweltgerecht Verhalten an der Offallvermeidung. Mat verschiddeenen Aktivitéite fir Jonk an Al, an de Schoulen, duerch Ausstellungen, mat ëmfangräichem Informationsmaterial, gétt probéiert, d'Leit zu engem ëmweltbewossten an ëmweltgerechte Verhalten ze motivéieren.

Bei der SuperDrecksKëscht fir d'Beriber ass et esou: Am Kader vum nationalen Offallwirtschaftsplan an dem nationale Plang vun der nohalteger Entwécklung si mer alleguer gefuerdert, eis fir eng ëmwelt-, energie- a ressourcéschonend Wirtschaftsweise anzusetzen. Dëst ass och de But, deen den Ëmweltministère an d'Handwierkerkummer schonn deemools am Joer 1993 haten, wéi si dës SuperDrecksKëscht fir d'Beriber an d'Liewe geruff hunn. Dëst soll all d'Beriber bei enger ëmweltgerechter Offallwirtschaft ënnerstëtzen.

Den Ëmgang mat Offall stellt hautdësdays héich Ufuerderungen un den Offallerzeuger. Dëst betrëfft déi uerdnungsgemäss Sammlung, den Triage, d'Lagerung vun den Offallstoffen, d'Sich no géegente Verwäertungs- an Entsuerungsweeër, d'Notze vu Vermeidungspotenzialer souwéi d'Anhale vun alle gesammelten Virschreften, virun allem d'Offallwirtschafts- an d'Vermeidungsgesetz vun 1984.

Et sinn awer virun allem déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi heibäi iwwerfuert waren. D'Berodung vun der SuperDrecksKëscht fir Beriber ënnerstëtzt dës Kleng- a Mëttelbetriber bei der Opstellung vun engem Offallwirtschaftsplan an och vun engem Vermeidungskonzept an hëllef hinne soumadder, Ekologie mat Economie ze verknäppen.

Vläicht ass et och nach wichtig, d'Berodung an d'Hëllef vun der SuperDrecksKëscht fir Beriber op de Baustellen, op de Chantieren ervirzeprägen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Och dat ass eng wichteg Aufgab.

Da gétt et deen drëten Aspekt vun der SuperDrecksKëscht, dat ass d'SuperFreonsKëscht. Heibäi geet et virun allem dodrëms fir Deeler vun ale Frigoen ze verwäerten an de Rescht uerdnungsgemäss ze entsueren. Dës eeler Frigoen, also virun allem déi eeler Frigoen enthalen verschidde Schuedstoffe wéi Killmëttel mat ozonschiedlechtem FCKW. Och am Isolierungsschaum ass vill FCKW virzefannen.

Fir déi méi nei Frigoen, déi sou genannten FCKWfräi Frigoen, muss awer och opgepasst ginn, well an deene Frigoe féint een ätzend Ammoniak an a klimaschiedleche Pentan. Doniewent besteet e Killgerät awer och aus wäertvolle Réisstoffe, all déi Metaller, déi dora verschafft sinn, an och de Plastik, deen natierlech recycléiert ka ginn.

De System vun der SuperFreonsKëscht ass genesou ee

groussen Erfolleg wéi d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger an d'SuperDrecksKëscht fir d'Beriber. Op deene verschidde Sammelstellen uechter eist ganz Land gi Killgeräter ugeholl an no strenge Kritäre sécher gelagert.

Als Rapporteur vun dësem Projet de loi wëll ech am Numm vun der Ëmweltkommissioun all de Vertrieber vun der Ëmweltministère a vun der Ëmweltverwaltung Merci soe fir hir Bätträg zu deene verschiddeenen Diskussiounen an der Kommissioun.

Ech wollt awer och mengem Frënd, dem Roger Negri, dem President vun eiser Kommissioun Merci soen, dass hien et eis erlaabt huet mat der Kommissioun op Kolmer-Bierg de Logistikzentrum besichen ze goen. Dat war ganz interessant. Mir konnten eis déi ganz Anlagen ukucken a mir konnten och do feststellen, dass all d'Aktivitéiten vun dësem Zentrum ISO 14001 certifiéiert sinn an dass vill extern Auditen a Kontrolle regelméisseg do stattfannen.

Ech hunn lech also elo kuerz den Historique an de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht erläutere. Elo kann ee sech d'Fro stellen: Ma firwat muss mir dann haut ee Gesetz doriwwer stëmmen, wann dat Ganz jo scho säit 1985 funktionnéiert? Dat kënn doduerch, well am Joer 2000 de Contrôle financier sech géint d'Weiderfuere vun deenen deemolege Forme vu Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht ausgeschwat huet.

Dës Opposition huet besonnesch zwee Punkte betrëfft. Dat éischt war d'Durée vun de Kontrakter zwëschent dem Stat an der OSL, der Öko Service Lëtzebuerg, an den zweete Punkt, mat deem de Contrôle financier Problemer hat, war de Montant vun finanziellen Engagement betreffend dem Kontrakter zwëschent dem Stat an der OSL.

Fir dës Oppositionen gerecht ze ginn, hätt een einfach déi Kontrakter fir d'SuperDrecksKëscht all dräi Joer erneieren an all Kéier e Finanzéierungsgesetz stëmmen kënnen. An deem Fall hätt d'Ëmweltverwaltung, fir all deenen europäeschen Dispositiounen bezüglech der Publikation vun engem Avis de marché, der Auswiel vu Kandidaten op Basis vun engem Cahier des charges gerecht ze ginn, an och fir d'Offeren ze kontrolléieren an ze evaluéieren, ee permanenten an ee risegen administrativen Opwand gehat, an ech mengen dës Verwaltung wier fir dës Aufgaben och am Moment net outilléiert gewiescht.

Eng Erneuerung all dräi Joer vun de Kontrakter hätt och de Risiko mat sech bruecht, dass all dräi Joer den Exploitant vun der SuperDrecksKëscht hätt kënnen wieselen. Dëst wier net am Intérêt vun der Kontinuitéit vun der Gestiou vun der SuperDrecksKëscht gewiescht, an hätt och d'Bäibehale vun deem ganz héije Qualitéitsniveau vläicht a Fro gestallt.

Fir eng Solutioun ze fannen, gouf am Joer 2000 ee Comité d'accompagnement permanent pour les actions de la SuperDrecksKëscht geschaf, an dee Comité hat als Missioun d'Ausschaffe vun dësem Gesetz ze suivéieren. En huet dann och e Rapport gemaach, an op Basis vun deem Rapport huet d'Regierung, also déi vireg Regierung, dann decidéiert ee Gesetzesprojekt auszuschaffen, fir eis eben ze erlaben éischtens d'Finanzéierung vun den Dépensé vun der SuperDrecksKëscht iwwer Kreditter vun Fonds pour la protection de l'environnement lafen ze loossen, an zweetens d'Méiglechkeet ze ginn, fir ee Marché de gré à gré fir eng Dauer, déi méi laang ass wéi dräi Joer, anzegoen, an déi bis zu 20 Joer kéint lafen.

An der éischter Fassung vun dësem Projet de loi stoung am Artikel 3 Paragraph 3, dass d'Kontrakter kéinte fir 20 Joer ofgeschloss ginn. An dës laang Durée war och dann

eng vun den Haaptkritiken, déi de Statsrot a sengem Avis den 2. März 2004 gemaach huet. De Stat huet proposéiert déi Durée ze réexaminéieren. D'Regierung huet dann duerch Amendementer déi Durée op zéng Joer begrenzt. Eng Period vun zéng Joer ass also justifiéiert vun ekonomesche Standpunkt aus, well zéng Joer der Period entsprechen, fir dem Amortissement vun den Investissementen gerecht ze ginn.

Zum Ofschluss wollt ech lech nach e puer Zuelen nennen. Haut si scho 1.400 Beriber un d'SuperDrecksKëscht rattachéiert. Dës 1.400 Beriber representéieren 35% vun der Totalitéit vun de Salarieë vun eise Land. Eleng am Joer 2004 hunn 250 Beriber ugefrot, fir bei der SuperDrecksKëscht fir Beriber ugeschloss, also affiliéiert ze ginn.

Vläicht kann een och ervirsträichen, an dat ass och an de Kommissiounen gesot ginn, dass Lëtzebuerg am Verglach mat aneren europäesche Länner Spëtzeleiter ass, wat d'Gestioun vu problemateschen Offäll ugeet; 3,6 Kilo pro Awunner waren dat am Joer 2001.

D'Nettogesamtkäschte fir d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger waren - ech zitieren lech e puer Zuelen - am Joer 2003 4,8 Milliounen Euro; d'Nettokäschte fir den Ëmweltministère fir d'SuperDrecksKëscht fir d'Beriber waren am Joer 2004 1.024.000 Euro.

Dëst alles gesot, wollt ech zum Ofschluss nach den Accord vun der sozialistischer Bänk hei am Haus zu dësem Projet ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Angel. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt meng Intervention domadder ufänken, dem honorabele Kollege Marc Angel Merci ze soe fir säin detailléierte schrëftlechen a mündleche Rapport. Dat mécht mir d'Saach elo wesentlech méi einfach.

Här President, et sinn 20 Joer hier, dat d'SuperDrecksKëscht insgesamt an d'Liewe geruff gouf. Et war 1985, wou dann als éischt Aktioun d'SuperDrecksKëscht fir Bierger hir Dieren opgemaach huet, an dat war also wéi gesot déi éischt SuperDrecksKëscht, déi geduecht war fir problematesch Offäll aus de Stéit ze sammelen, an net nëmme dat ze maachen, virun allem awer och d'Leit dobaussen ze informéieren, ze sensibiliséieren am Kontext vun deenen Offäll, fir eben och ze soen - an dat ass ee wichtige Punkt, op deen ech nach herno wollt zrëckkommen -, fir och déi Offäll ze vermeiden, wat, mengen ech, e ganz wesentleche Prinzip muss sinn.

Virun 1985, wou et ebe kee Centre de collecte gouf, sinn déi Saachen op en normalen Tipp gehéit ginn, ob dat Frigidairen, Batterieën waren, ob dat Léisungsmittel waren, ob dat esouger Reschter vu Planzeschutzmittel waren, alen Uelech war an esou weider - ouni ëmzekucken. Déi Offäll do sinn eben op Grund vun hirer chemischer Zusammensetzung ganz geféierlech Substanzen, déi natierlech dann de Buedem, d'Loft a virun allem och d'Waasser belaauscht hunn, an dat natierlech elo wesentlech manner maachen, nodeem datt et 20 Joer laang d'SuperDrecksKëscht gétt.

Här President, wa mir gär eis déi lescht Statistiken ukucken an och d'Evolution vun der SuperDrecksKëscht, also vun deenen

dräi Aktiounen, da stelle mir fest, datt dat selbstverständlech net vu Muttwëll war. Wichtig war och, datt ee gewësse Moment déi mobil SuperDrecksKëscht agefouert gouf, dat heescht, datt si op den Terrain gaangen ass, bei d'Leit, déi problematesch Offäll sammelen, wat och gratis ass. Dat war am Fong de Start fir déi Success-story, déi déi SuperDrecksKëscht dann ass.

Wann 1985 just 52 Tonne vu problemateschen Offäll aus de Stiet gesammelt goufen, da waren dat schonn zéng Joer méi spéit 934 Tonnen an 2004 huet déi Zuel sech verduebelt. Mir leie bei net manner wéi 2.050 Tonnen, wat ronn 4,5 Kilo pro Awunner ausmécht. De Rapporteur huet gesot, do leie mir effektiv un der Spëtzt am europäesche Verglach.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht besteet, wéi gesot, awer net nëmme aus der éischter Aktioun, aus der DrecksKëscht fir d'Beriber, mä dono ass d'SuperFreonsKëscht dobäikomm. D'Zil vun där Aktioun war eben d'Sammele vu Killgeräter, fir déi fachgerecht ze entsueren. Dat war och erëm nach eng Kéier gestäipt op Informatiouns-, Sensibiliséierungscampagnen - dat ass wesentlech. Och déi Aktioun, mengen ech, huet ganz vill Erfolleg gewisen. Am Joer 1991 goufe 6.647 Apparater gesammelt, an 2003 waren dat der schonn net manner wéi ronn 15.500.

Dann, Enn vun den 80er Joren, ware vill vun de Kleng- a Mëttelbetriber mat deem Problem konfrontéiert, fir hir Problemmoffäll lasszeginn, se entsuergt ze kréien. D'Konsequenz war, mengen ech, och ganz dacks, datt dat eben illegal geschitt ass. Duerno koum dann déi drëtt Aktioun, nämlech d'SuperDrecksKëscht fir d'Beriber. Hei geet et - dat ass och wichtig - net nëmme ëm d'Entsuergung vun Problemmüll, mä d'SuperDrecksKëscht beréit och d'Beriber an der Gestiou an nach eng Kéier an der Prévention vun hire problemateschen Offäll.

Och do si ganz frappant Zuelen. Wann et 2003 1.260 Beriber waren, déi matgemaach hunn, da sinn et der haut schonn ronn 1.600.

Déi dräi verschidde Aktiounen, déi elo skizzéiert goufen, och vum Rapporteur, hunn natierlech dee Wehmutstropfen, datt si ganz kräfteg an d'Geld schloen. Dee gréissten Deel bleift do un der öffentlecher Hand hänken. Wann een deen totale Käschtpunkt kuckt, wat déi dräi Aktiounen kaschten, déi duerch den OSL, also den Öko Service Lëtzebuerg, duerchgefouert ginn, eng Société anonyme, da louchen déi am Joer 2001 bei net grad 5,9 Milliounen Euro. Dat si vill Suen. Mir sinn awer der Meinung, datt déi Suen am Fong eng ganz gutt Verwendung fannen.

Zënter 1985 funktionnéiert d'SuperDrecksKëscht. Am Joer 2000 huet du souwuel d'Chambre des Comptes wéi och d'Cour des Comptes gemengt, datt de Financement net méi konform zu der bestehender Gesetzgebung wier. Dat ass gesot ginn, well éischtens d'Käschten de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschritt haten, an zweetens d'Dauer vun de Kontrakter mat der OSL déi gesetzlech Maximaldauer vu jeeeweils dräi Exercen iwwerschritt hat. Duerfir misst dee Problem geléist ginn, fir laangfristeg de Financement an och de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht ze assuréieren.

De Regierungsrout huet dem Comité d'accompagnement d'Aufgab ginn, fir no adequate Léisungen ze sichen. Dat ass geschitt. Schlussendlech gouf schonn am Juli 2002 festgehalten, datt de Financement vun der SuperDrecksKëscht an Zukunft net méi iwwert de Statsbudget leeft, mä am Kader vum Ëmweltfong iwwerholl gétt. Ausserdeem war de Regierungsrout dann dee Moment och d'accord mat enger Solutioun fir eben ze légiféieren, fir e Marché de gré à gré ze

maache mat enger Durée iwwer dräi Joer, jeeeweils ënner der Autoritéit vum Ëmweltministère an och, wéi gesot, iwwert den Ëmweltfong.

Duerno gouf op Basis vun deenen Décisiounen vum Regierungsrout de Projet de loi ausgeschafft. Den Text gouf och nach eng Kéier amendéiert, dat ass scho gesot gi vum Rapporteur, a mir hu schlussendlech och deen Text zrëckbehalen wéi en elo am Detail explizéiert gouf. Ech brauch also net dorober zrëckzekommen.

Ech wollt awer nach op zwee, respektiv dräi Aspekter ganz kuerz agoen.

Éischtens huet d'Kommissioun och eng Entrevue mat der FLEA gehat, d'Fédération vun den Entreprises d'assainissement, an do hunn d'Membere vun der FLEA och hir Angscht ausgedréckt, datt duerch de Vote vun dësem Gesetz eng Situation vun deloyaler Konkurrenz kënnent Entstoen. Ech weess och net, ob d'Kommissioun hir Crainten all konnt ausraumen. Op jidde Fall war d'FLEA awer frou doriwwer, datt eng Reduktioun vun der Durée festgeschriwwen gouf op zéng Joer. Ursprünglech ware jo 20 Joer geplangt. Doriwwer eraus waren si eigentlech och frou, datt d'Attribution vum Marché am Aklang mam Gesetz iwwert d'Marchés publics géif erfollegen.

Da wollt ech nach eppes soen, mir hate jo d'Méiglechkeet, dee Site kucken ze goen, quitta datt ee vläicht scho virun eng Kéier do war, mä et konnt een eng Rei Froe stellen, an et sinn och déi eng oder déi aner méi kritesch Froe vun de Kommissionsmembere, virun allem am Kontext vun der Facturation a vun der Refacturation, gestallt ginn. Mir hunn do geléiert, ënner anerem, datt d'SuperDrecksKëscht keng Influenz huet op d'Facturation vun de Beriber vis-à-vis vum Client, an datt hei eben de fraie Maart spille gelooss gétt.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Konkurrenz vun der SuperDrecksKëscht ënner Ëmstänn méi bëllege schafft. E Beispill: Bei Autobatterien, bei Pneuen oder aneren Autosoffäll gétt et Entsuerungsentreprise, déi engem Garagist déi Artikele gratis ewechhuelen, - bei der SuperDrecksKëscht kascht dat awer eppes - trotzdeem awer zertifizéieren, datt eng fachgerecht an eng agréiert Entsuerung geschitt.

Mir hunn dann och nach eng Kéier preziséiert kritt bei där Visite, datt - an dat ass wichtig - déi éischt Funktioun vun der SuperDrecksKëscht fir d'Beriber d'Berodung duerstellt, an déi zweet Funktioun éischter als Accessoire ugesi gétt, nämlech d'Kollekt vu klengen Quantitéiten. Wichtig ass a mengen Aen, datt déi zwou Funktiounen däitlech vunenee getrennt sinn, an datt dës Trennung och um Niveau vun der Kontabilitéit de Fall ass. Dat krute mer dann och op eis Froen hi confirméiert, a mir kruten och assuréiert vun der Ëmweltverwaltung, datt regelméisseg Kontrollen iwwert d'Produktivitéit an iwwert d'Effektivitéit vun der Sociétéit OSL stattfannen.

Dann, mä leschte Punkt, nach ee Saz zur Vermeidung vu problemateschen Offäll. Ech mengen, dat ass e ganz kruziale Punkt: Et muss ee kucken, datt déi Villfalt vu méigleche problemateschen Offäll op wéineg Zorte reduzéiert gétt. Dat kann een op vill Manéiere maachen, zum Beispill och mat Recherche, op déi ech elo net aginn.

Mä et kann een dat awer och maachen duerch Campagnen, an ech hu mer sech gelooss, datt och d'SuperDrecksKëscht verstärkt wëllt esou Campagnen weider maachen; zum Beispill dréche Batterien, fir just dat ze ernimmen, gétt et der nach ëmmer vill ze vill an eise Haushaltesmüll, déi jo net dohinner gehéieren, a wann een d'Zuele kuckt - ech hunn elo keng Zuele fir Lëtzebuerg - iwwert déi 15 al EU-

Memberlänner, da géifen ëmmerhin nach 45% vun den dréchene Batterien am Hausmüll landen. Dat heescht, dass se dann deponéiert, respektiv an der Verbrennung landen, wou een dann effektiv misst Efforté maachen.

Et gesäit esou aus wéi wann dat awer zu Lëtzebuerg kéint besser sinn. Wéi gesot ech hunn do keng Zuelen. Am Kloertext heescht dat, mir brauche Campagné fir de Konsument, och an deem Sënn, dass se hinne soen, hei kaaft Chargeuren, fir déi Zort Problemmüll ze évitéieren. Dat géllt och fir aner Fraktiounen am Kontext zum Superdreck.

(Interruption)

Voilà.

Selbstverständlech gëtt et keng Alternativ zu der SuperDrecksKëscht, zu deenen dräi Aktiounen vun der SuperDrecksKëscht, och wann dat Sue kascht, an duerfir wollt ech op dëser Plaz zum Offschloss den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Dir hutt d'Wuert, Här Calmes.

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och dem Rapporteur, och wann en elo fortleeft, ze félicitéieren...

(Hilarité)

...fir säi gudde Rapport, deen en hei gemaach huet, iwwer e Gesetz wat jo scho vun där viregter Regierung ausgeschafft ginn ass. Dat féiert mech dann och direkt dozou, den Accord vun eiser Fraktioun hei ze bréngen, well dat muss jo dann och e gutt Gesetz sinn.

De Rapporteur huet op déi zwanzegjähreg Traditioun vun der SuperDrecksKëscht higewisen. Hien huet drop higewisen, dass an den achtzeger Joren en Emdenken hei komm ass fir den Dreck net méi egal wéi ewechzegen, mä fir ze differenzéieren an déi méi problematesch Offäll dach awer net méi an den Hausmüll, respektiv an de Sperrmüll ze geheien, an drop higewisen, dass zu deenen Zäiten dann d'Leit geléiert gi sinn, den Tri vun den Déchetten ze maachen, a virun allem drop higewisen, dass deemools de Stat an net d'Gemeengen - dat muss een och hei ënnersträchen - intervenéiert ass, fir bei de Stéit déi problematesch Offäll anzemmelten.

Hien huet och drop higewisen, dass an den nonzeger Joren d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriben komm ass an och d'SuperFreonsKëscht, fir d'Frigidaires anzemmelten. Alles dat huet net un Aktualitéit verluer an ass haut och nach Bestanddeel vun der Offallpolitik an deem Sënn, dass dat viru kuerzem an deem nationalen Offallplang festgehale ginn ass, dass déi verschidde SuperDrecksKëschten och an Zukunft nach wäerte Bestanddeel huelen.

Et muss een awer vläicht drop hiweisen, dass esou luewenswäert déi Initiativ SuperDrecksKëscht och ass, een dach awer, mengen ech, Bedenke muss umellen, souwuel op där enger Säit, wat den Tri vun normalen Hausmüll ugeet, souwuel wat Glaspabeier ugeet a wat och d'SuperDrecksKëscht ugeet, wat jo nach ëmmer op fräiwëlleger Basis hei erfollegt. Et wier emol vläicht eng Kéier interessant, déi Chifferen ze kenne vun deene Matbirger, déi heivu Gebrauch maachen, a vun deenen, déi net Gebrauch maachen. Ass et een Drëttel, déi matmaachen, zwee Drëttel, déi net matmaachen? Wat ass de Chiffer? Ech weess et och net.

Méiglecherweis gëtt et Statistiken doriwwer, mä ech ka mer virstellen, dass eis Matbirger net alleguer esou gewëssenhaft sinn, dass se do

gär matmaachen. Datselwecht, mengen ech, géllt fir d'Betriben, an do kënne mer et jo un de Chifferen liesen. An der Zwëschenzäit sollen et em déi 1.500 Betriben sinn, déi un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss sinn, vun am Ganze 5.000, déi géifen a Fro kommen, gëtt eis gesot. Et muss ee sech d'Fro stellen: Wat maachen déi 3.500 aner Betriben mat hirem problemateschen Offall? Gëtt et parallell Filieren nient der SuperDrecksKëscht, wou dee Stoff dann entsuergt gëtt? Doriwwer kéint vläicht een eis hei Äntwerten och ginn.

Et muss een awer fairnesshallwer soen, dass dat hei méi ee Finanzprojet ass, dee sech a sech opgedrängt huet an och urgent ass, doduerch bedéngt, dass d'Chambre des Comptes d'Rechnungen net méi wollt bezuelen, doduerch dass esou wéi de Rapporteur dat jo och scho gesot huet - déi Kontrakter hei iwwer dräi Joer erausgelaf sinn, respektiv dass mer hei mat Chifferen ze dinn haten, déi iwwert dat erausginn, wat d'Marchés-publics-Gesetz hiergëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Aus deem Grond ass jo eng Kommissioun zesummegegat ginn, déi da proposéiert huet, einfach emol dee liichte Wee ze goen an e gesetzleche Kader hei ze schafen, mat deem emol dee finanzielle Problem da geléist wier, respektiv wou dann och festgehale gëtt, wéi dat déi SuperDrecksKëscht ze funktionéieren huet, a finalement och dass dat Ganz iwwert de Fonds pour la protection de l'environnement soll bezuelen ginn.

Et hat kee Bedenken hei derbäi, ausser d'Chambre de Commerce, déi a sech keen Heel doraus gemaach huet an op d'Problemer a sech vun der Rechtméissegkeet vun deem Gesetz hei higewisen huet am Kader vun den europäeschen Direktiven. Déi och gemengt huet, hei géif d'Marchés-publics-Gesetz net respektéiert ginn, déi och mengt, dass déi SuperDrecksKëscht sech just soll ëm d'Gestioun bekëmmern an net ëm Kollekten, an déi och mengt, de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht wier nach net am leschten Detail geregelt. Wann een dat emol esou roueg liest an et mécht ee sech ganz vill Gedanken driwwer, da kann een zum Deel déi Befierchtunge vun der Chambre de Commerce och deelen.

Ech mengen, et soll een hei awer och an Zukunft nach um Volet SuperDrecksKëscht schaffen, fir da vläicht nach u Verbesserungen drun deelzehuelen. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen, dat Gesetz hei ze stëmmen, fir eis dann emol um finanzielle Volet an Uerdnung ze bréngen.

An ech sinn der Iwwerzeugung, dass mer ëmmer méi wäit ewechrécke vum Zil a sech, wat mer eis 1994 hei ginn haten, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Prévention - an dat huet och esou geheescht „Prévention et gestion des déchets“ - hei gestëmmt hunn, wou am éischten Artikel Punkt 1 d'Prévention uewe stoung an am zweeten Deel vum éischten Artikel war dann d'Réduction, déi sollt anrieden, an dat drëtte war et d'Valorisation an am véierten eréischt d'Elimination.

Ech mengen, dass déi zwee lescht Punkte Valorisation an Elimination vun den Déchetten iwwerhand geholl hunn, an dat ass zu engem Zäitpunkt geschitt, wou senger Zäit dat sou genannte Plastikfläschegezet buede gaangen ass, well mer eis doriwwer net konnten eens maachen, bedéngt duerch den Drock, deen op d'Geschäfte komm wier vun eisen Nopeschlänner.

Mä egal wéi, an esou vill mer vermeiden, valoriséieren a reduzéieren, do wou geschaff gëtt, wou gehuwwelt gëtt, fale Spéin un an et ass normal an enger Ekonomie, wéi mer se haut hunn, dass mer mat problemateschen Déchète con-

frontéiert ginn. An ech mengen dach, dass mer awer sollen alles maachen, fir dass dës Déchète fachgerecht entsuergt ginn. An dozou ass d'SuperDrecksKëscht, egal a wat fir enger Form, e géee-gent Mëttel an dofir wäert mir dann och eis Zoustëmmung zu deem Gesetz hei ginn.

An da soen ech Iech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Gira ageschriwwen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng si schlecht dru bei deem Gesetz hei.

■ **Plusieurs voix.** - Ohhh!

■ **Une voix.** - Dat deet eis awer Leed.

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).** - Jo, dat ass e Gewëssenskonflikt.

(Interruptions)

Dat hei ass nämlech e Gesetz, wou mer iwwert de Fong dovun ganz frou sinn, wou mer eis awer mat der Form, wéi dann dëse Fong elo ëmgesat gëtt, net ufrëne kënne.

Déi Gréng sinn natierlech frou, dass d'SuperDrecksKëscht endlech - et muss een awer och soen no 20 Joer - eng legal Basis kritt. Mir si selbstverständlech och frou, dass ëmmer méi Quantitéite vu Sondermüll an den Haushalter a vu Betriebsmüll - wann ech et emol esou dierf nennen - bei de Betriben gesammelt gëtt. Mir sinn och frou, dass ëmmer méi Betriben ugeschloss sinn a ginn, obwuel een awer muss feststellen, dass bei 1.500 der nach méi net ugeschloss sinn, wéi der ugeschloss sinn a mir sinn och frou, dass de politesche Wëlle besteet, fir de System auszebauen.

Mir sinn awer net frou doriwwer, dass elo alles soll a Privathand bleiwen, besonnesch de Beräich Berodung. Dofir gëtt et e puer Grénn, dass mer net frou sinn, wann ee kuckt, wat dat awer kascht, dann ass dat awer net bëll. Ech wëll d'Kollegen an d'Kolleginnen hei awer mol eng Kéier drun erënneren, dass reng fir den zweete Volet, nämlech d'Berodung vun de Betriben, pro Joer ëmmerhin 1,2 Milliounen Euro ufalen, a wann een dann nofreet, firwat dass dat ass, da gëtt ee gewuer, dass déi Firma, déi den Optrag do huet an och soll kréien, awer OAI-Tariffer fir Ingenieure ka verrechnen. Do ass awer d'Fro erlaabt, ob dat eng effizient Emgoensweis mat öffentleche Gelder ass.

Deen zweete Grond, firwat dass mer domadder net frou sinn, ass, dass mer awer fäerten, dass eng gewëssen Neutralitéit an där Berodung feelt. Wann e Betrib dat do kritt, dann ass deem Betrib säin éischt Zil kloer an dätlich, esou vill wéi méiglech Geld mat där Aktioun do ze verdéngen. Dat ass bis auf Weiteres esou an der fräier Maartwirtschaft an dat wäert och am Kontext vun där privatisierter SuperDrecksKëscht gradesou gutt de Fall sinn, wéi am Rescht vun der fräier Maartwirtschaft op der Welt.

Ech mengen, dass dat awer net ganz glécklech ass an et féiert schlussendlech dozou, dass während zéng Joer vun engem Privatbetrib héichqualifizéiert Leit, ech mengen zu engem gudden Deel wäerten et Ingenieure sinn, dem Stat zur Verfügung gestallt ginn. An do ass den Haaptpunkt wou mer eis awer dru stéieren. Als fréiere Member vun der Spezialkommissioun „Dysfonctionnement an der Santé“ hunn ech déi Konklusioun-

nen, déi deemools gezu gi sinn, awer nach relativ kloer virun Aen.

An dat, wat mer hei maachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet awer ganz kloer géint d'Recommandatiounen, déi deemools déi Kommissioun gezunn huet, nämlech fir ze soen, dass et net an der Rei ass, dass wann de Stat Personal eigentlech bräicht an Aufgaben do sinn, déi Joer fir Joer an iwwer Jorzéngten ëmmer nees erëmkommen, dass en dat do einfach privatiséiert a sech vun enger privater Firma deen Know-how - wann ech et emol esou dierf soen - zur Verfügung stelle léisst.

Ech wëll och soen, dass mer mat där Meenung do, déi deemools vun der ganzer Spezialkommissioun gedeelt ginn ass, och haut nach e gudden Alliéierte fonnt hunn, nämlech d'Cour des Comptes. Si huet, zwar net an deem heite Kontext, mä an zwee verschiddene Kontexten, zweemol hir kloer Meenung gesot, eng Kéier beim Ausschreibungsgesetz, wéi iwwert d'Durée vun de Kontrakter Rieds gaangen ass, an och eng Kéier zum Budgetsgesetz.

Wéi dann d'Regierung wollt iwwert den Emwee vum Budgetsgesetz d'Ausschreibungsgesetz änneren, huet d'Cour des Comptes an deem hei Kontext gesot: «Évitez que la mise à disposition par des bureaux d'études de personnel au profit de l'administration centrale n'acquière un caractère permanent, auquel cas il serait notamment porté atteinte aux dispositions légales dites numerus clausus, qui régulent les conditions de recrutement de personnel au service de l'État.»

Mir sinn als Gréng der Meenung, dass dat hei awer genee dat ass, wat mer hei maachen, a mir hätte vill léiwer e Modell gehat, wou mer de ganze Volet Berodung, souwuel fir déi privat Leit wéi fir d'Betriben an d'Administration Environnement integréiert hätten an dann hätt déi Administratioun dee ganze Secteur organiséiert a mir hätten dann iwwer Adjudication publique - an déi hätt een dee Moment kënne maachen - d'Kollekt, den Traitement, de Stockage an d'Entsuergung kënne privatiséieren.

Dee Moment hätt een an der Umweltverwaltung e ganz wichtege Service vu Berodung kënne maachen. A wann Dir Iech virstellt, wéi vill Statsbeamten een awer fir 1,2 Milliounen Euro d'Joer kann astellen, dat sinn der net wéineg. An dann hätte emol endlech fir dës Verwaltung d'Moyen gehat, déi bis auf Weiteres nach ëmmer un de Pranger gestallt gëtt, well se de schwaarze Péiter kritt, well se am Kommodoskontext ëmmer oder dacks muss nee soen, well se ganz oft muss Betriben drop hiweisen, dass se sech net u Kommodosgenehmegungen halen; fir aus där Verwaltung och emol e Beräich ze maachen, dee positiv gewiescht wier, deen am Virfeld bei d'Leit hätt kënne goen, bei d'Betriben hätt kënne goen, an zwar och eng Berodung ze maachen.

Mir hätten och - an dat feelt eis an deem heite Fall, dat geet hei verluer - kënne eng integrativ Berodung vun de Betriben maachen, nämlech zur gläicher Zäit, Energie, Waasser an Offall kënne thematiséieren. Esou hu mer dat Gefill, dass fir déi zwee éischt Beräicher fir de Moment nach iwwerhaupt näischt existéiert, dass zwar elo fir 1.500 Betriben eppes geschitt am Beräich Offall, mä ech mengen awer, hei ass eng gutt Geleeënheet verpasst ginn, fir eis endlech do e positiven Image an deem Beräich ze ginn.

Mir sinn eis wuel bewosst, dass eigentlech duerch eng illegal Situation - dat muss ee franchement esou soen - iwwer 20 Joer hei eng Situation de fait entstanden ass. Mir sinn eis och bewosst, dass aus där Situation de fait et net einfach war an och net einfach ass erauszekommen. Mir mengen awer, dass hei elo eng Solution de facilité gesicht ginn ass a mir mengen och,

dass, wann eng schwierig Situation de fait ass, et keng Léisung ass mat enger schlechter Léisung weiderzefueren.

An dofir si mer, wéi ech gesot hunn, e bësse schlecht drun. Op där enger Säit si mer frou, dass endlech hei eng Base légale geschafte gëtt, mir sinn och frou, dass déi Aktioun esouguer nach soll ausgebaut ginn, mä mir sinn awer net frou iwwert de Wee - weinstens deelweis -, dee gesicht ginn ass. An da verstitt Dir vläicht, dass mer an deem Hin an Hier gerappt sinn tëscht frou an net frou, de Projet net kënne stëmmen a mir eis leider wäerten enthalen.

Ech soen Iech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, dee Projet, dee mer hei diskutéieren, ass eigentlech méi e finanztechnesche Problem, wéi dat et een ass, dee sech direkt op d'Umweltpolitik bezitt. An trotzdem kënnt een net derlaanscht fir ze soen, dass déi modern Economie ëmmer méi problematesch Offall produzéiert, wou een dann eng spezifesch Strategie muss entwéckelen, fir déi Offall och kënne fachgerecht ökologesch ze entsueren.

Wat passéiert, wann een dat net mécht, wann een nëmme just drop lass produzéiert an d'Chargen der Umwelt iwwerléisst, ech mengen dat hu mer alleguer an de fréieren Ostblockstate gesinn, wou plazeweis katastrophal Situatiounen entstane sinn; dat wär dat alles wat een hei wëllt hunn.

Den Här Calmes huet et scho gesot, ech rappeléieren et awer nach eng Kéier, dass eist Offallgesetz, wat eigentlech Direktive gëtt, d'Linien zeechent wéi mer solle virgoen, d'Vemeidung als den ieweschte Prinzip dohinner setzt - dat gëtt och Sënn -, dann d'Reduzierung, duerno eréischt d'Verwärtung oder d'Elimination. Dat betrëfft souwuel privat Persounen, privat Ménagé wéi och Betriben.

Déi ganz Affär huet, wéi ech gesot hunn, en ökologeschen Aspekt. Mir sinn alleguer beméit eis Umwelt esou wäit wéi méiglech propper ze halen. Se huet awer och, wann een hei iwwer Käschte schwätzt, op där anerer Säit en ökonomeschen Aspekt. Dat ass dee vun der sënnavoller Verwärtung vun enger ganzer Partie Offallstoffen, Substanzen, déi an der Zäit als eng Belaaschtung ugesi ginn, mä wou een awer gesäit, wann ee sech op eng intelligent Aart a Weis domat ausernee setzt, dass ee ganz villes kann zrëckgewannen an erëm an de Circuit eraféieren. Och dat ergëtt an enger Situatioun, wou mer eis op verschiddene Secteuren lues a lues ëmmer méi mat Rohstoffmangel konfrontéiert gesinn, absolut Sënn.

A leschten Enns huet sech do och e Secteur opgebaut, deen enger Partie Leit Aarbecht gëtt; och dat soll ee sech virun Aen halen, wann een hei iwwer Käschte schwätzt.

Här President, d'SuperDrecksKëscht - dat ass och scho gesot ginn - funktionéiert op dräi Niveauen, engersäits d'privat Haushalter, dann d'Betriben an dann ass eng Spezialsektioun, dat ass déi vun der Entsuerung vun de Geräter, déi mat Fréon funktionéieren; mir wëssen alleguer aus wat fir engem Grond.

De Volet, deen am wichtegsten ass an deem ganze Kontext, dat ass dee vun der Informatioun. Hei geet et ëm eng ganz spezifesch Matière. Net all Betriben, ganz besonnesch déi kleng Betriben, kënne sech et leeschten, sech selwer dat Wëssen ze erschaffen, et sichen ze goen, selwer spezialiséiert Leit an-

zestellen, déi sech domadder ofginn. Grouss Betriber kënnen dat ganz sécher vill méi einfach wéi kleng Betriber. Dofir ass dat hei och virun allem e Service fir déi Kleng- an déi Mëttelbetriber. Et ass och net vun Zoufall, datt déi Saach an Zesummenaarbecht mat der Chambre des Métiers opgebaut ginn ass.

Wichtig ass, wéi gesot, déi richteg Informatioun, fir och déi ganz Strategie vu Vermeidung, Reduzéierung, Verwäertung richteg unzewenden, d'Berodung an d'Begleitung, a mir konnten eis och iwwerzeegen, datt dat wierklech mat ganz vill Asaz gemaach gëtt.

Déi ganz Saach ass, wann een se kuckt vum Volume hier an och vun der Zuel vun de Betriber hier, déi matmaachen, eendeiteg eng Success-story. An da kënt een op d'Kärfroen, déi sech dann iergendwann eng kéier stellen, déi jo och dëse Moment da gestallt ginn, wat mäi Virriedner elo grad opgeworf huet: Si mer dee richteg Wee gaangen oder ass et Zäit fir dat Ganzt nei ze iwwerdenke vum Opbau hier, vun der Struktur hier? Wäre et besser de Stat soll dat maachen oder ass et awer besser, et bleift a privater Hand?

Et iwwerrascht keen heibanne wann ech soen, datt mir déi gréng Meenung net deelen, esouguer wann een dat vläicht iwwerdeiert fënnt, dat misst een dann emol enger seriöser Analys ënnerzéien, well et kann awer ganz gutt sinn, datt déi privat Firma ënner Ëmstänn dann nach eng besser Prestatioun mécht, wéi wann alles reng a staatelecher Hand wär. Meng Fraktioun huet traditionell do e bësse méi eng virsichteg Approche.

(Interruptions)

Ech wollt mech, Här President, hei ganz fein ausdrécken, a meng Bedenken hei zum Ausdrock bréngen, an dann héieren ech hei vum Här Bausch, dee jo awer wëllt eise Premier heiansdo d'Waasser reechen, mir wäere ganz einfach primitiv géint d'Statsbeamten.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dat ass och esou.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, ech loossen dat esou am Raum stoen, wéi den Här Bausch et gesot huet.

(Interruption)

■ **M. le Président.** - Den Här Mehlen huet ganz eleng d'Wuert.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech iwwerloossen him d'Responsabilitéit fir seng Wuertwahl, déi och e gewëssent primitivt Denken an der Aschätzung vun der Situatioun erkenne léisst: eppes wat een nëmme bedauere kann.

Här President, wann ee kuckt wéi d'Käschten evoluéiert hunn, da gesäit een, datt et vum éischte Joer un, wou et ugelaft ass, mat ronn 8 Milliounen Euro, dunn erofgaangen ass, relativ stabil, an de Moment zitt et ganz e bëssen un, mä generell ass de gesamte Käschtepunkt zimlech stabil bliwwen, esouguer vun 8 Milliounen op 6 Milliounen Euro erof.

(**M. Niki Bettendorf reprend la Présidence**)

D'Käschte pro Betrib, do gesäit een awer, datt déi eendeiteg a staark erofgaange sinn, wat sech natierlech och ergëtt, wann e Betrib bis am System dran ass, dann ass et evident, datt dann och déi Berodungskäschte lues a lues erofginn, quitte datt ëmmer erëm nei Saache mussen enseignéiert ginn an an de Betrib erabruecht ginn.

D'Ursaach - dat ass jo och hei scho gesot ginn - ass effektiv, well de Contrôle financier gesot huet, dat do geet net méi, wéi deen neie Contrôle financier komm ass. D'Cour des Comptes huet sech deem ralliéiert.

Dann hu mer d'Diskussioun, soll een de Marché all dräi Joer aus-

schreiwen. Normalerweis géing ee soe Jo, dat ass eng richteg Approche, mä ech muss awer och soen, bei der Visite, déi mer zu Kolma-Bierg haten, hunn ech mech iwwerzeegt gelooss, datt dat hei dach awer eng speziell Matière ass an datt et wahrscheinlech schwieereg wär fir all dräi Joer, vu den Investissement an d'Personal an och verschidden Installatiounen a sou weider, datt et awer wierklech problematesch wär, all dräi Exercicen dat frësch auszuschreiwen.

Et kéint een driwwer diskutéieren, ob een dann an deem Secteur vläicht zwee Opérateuren nienteneen hätt kënnen funktionéieren loossen, déi sech hätte kënnen Konkurrenz maachen, och wat d'Qualitéit vun der Prestatioun ubelaangt. Ech weess net, ob dat hätt kënnen funktionéieren an ob eist Land och grouss genuch ass, fir zwee Opérateuren nientenee Plaz duerfir ze bidden.

Et liest een och, datt d'Regierung seet, den administrativen Opwand fir déi Ausschreibung, Cahier des charges an alles wat hannendrun hänkt, wär eigentlech ze grouss fir dat wat et op där anerer Säit géif bréngen.

Ech wëll grondsätzlech hei soen, datt mir fir de Prinzip vun der Konkurrenz sinn, och bei esou Marchéen, déi schwieereg sinn. Duerfir begrëisse mer et, datt déi Durée erofgesat ginn ass op zéng Joer. D'Fro, déi awer weiderhin am Raum stoe bleift, dat ass, ob een an esou enger spezifescher Matière, wann dann déi nächst Ausschreibung kënt, da wierklech och Konkurrente fënnt, déi do seriö matmaachen, oder ob et nëmme eng Fortschreibung vun deem ass, wat da bis elo gelaf ass.

Ech widerhuelen nach eng kéier, datt déi Visite vum Site ganz nützlich war. Ech si selwer een, dee se gefrot hat, well ech nach net do uewe war, an ech muss soen, do gëtt wierklech - dat ass meng Impressioun - eng gutt Aarbecht gemaach an et kann een déi Leit tatsächlech félicitéiere fir dat wat do geschitt.

Et muss een an deem Zesummenhang zwar drop hiweisen, datt et hei - dat war meng Befierchtung e bëssen - eng monopolistesche Geschicht wär, wou keen aneren dru kéim. Dat ass jo manifestement net de Fall, well praktesch jiddferee seng Déchetten dohinner ka liwweren, wou e mengt, datt en am beschte géing bedéngt ginn. Dat schéngt mer op jidde Fall ganz wichtig ze sinn.

Een anere wichtige Punkt, dat ass fir mech awer mat ausschlaggebend, dat ass deen, datt déi ganz Saach dem Contrôle vun der Cour des Comptes ënnerworft ass an do misst een dann, ech meng mir hu jo d'Méiglechkeet, well mer permanent Rapporté mat der Cour des Comptes hunn, iwwert d'Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire, dofir suergen, datt do och seriö kontrolléiert gëtt, wat de Rapport Qualité-prix ass. A wa sech - ech géing dem Här Gira dat gäre soen - géing erausstellen, datt dat Hong op eng kéier géing ufänke gëllen Eeër ze leeën, da wär et allerdéngs Zäit, fir ze soen: Esou geet et awer net!

Déi Fro vum Präis, déi Dir opgeworf hutt, hate mir och an der Diskussioun. Do ass awer gesot ginn, dat wär net esou, vun deem Tarif, deen do géing ugewannt ginn.

Här President, dat gesot, mengen ech, bleift eis näischt aneschtens iwwreg, wéi dee Projet hei ze stëmmen, fir datt dat esou ka virulafen an datt mer de legale Prescriptiounen, déi mer eis selwer ginn hunn, Rechnung droen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

Här Minister Lux, Dir laaft net esou schnell.

■ **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Wat ass dat ee laange Wee!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng kéier de Mëtteg fir d'éischt emol dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi schnell Bearbechtung vun dësem Projet.

Ech wäert vun Ärer Zäit net abuséiere fir elo nach eng kéier en long et en large iwwer - dat Wuert huet mer gutt gefall - déi Success-story anzegoen, déi an deene leschte Joren opgebaut ginn ass. Ech wëll just awer vläicht och deene virun allem an der Ëmweltverwaltung e Merci ze soen, déi sech vill Méi gemaach hunn, fir an engem wichtige Beräich vun eiser Offallwirtschaft dee Piliere vu der deene leschte Joren opzebauen.

Dat hei ass - dat ass richtegerweis gesot ginn - éischer e finanzpoliteschen Dossier, dee mer haut traitéieren op Grond vun de Remarquen, déi déi fréier Chambre des Comptes gemaach huet an zu Recht gemaach huet. Do muss een natierlech oppassen!

Här Gira, mir si jo dysfonctionnementsgeschiedegt aus der fréierer Zäit vun den Aarbechten, déi deemools an der Kommissioun gemaach gi sinn. Dir hutt se zu Recht nach eng kéier hei rappeléiert. Trotz allem mengen ech, sollt ee bei dësem Projet virun allem awer oppassen, dass een déi néideg Flexibilitéit huet, déi mer hei brauchen. Ech mengen, et ass de Memberé vun der Kommissioun virun allem bei der Visite kloer ginn, dass een déi Flexibilitéit hei awer muss oprechterhalen an awer muss kloer gesinn, dass och all aner Kollektoren, privater, déi hei op deem Marché matmaachen, dat ouni Weideres kënnen maachen, an dass, wa se dann déi néideg Konditiounen erfëllen, och de Label dozou kréien.

Hei gëtt jo keen op d'Säit écartéiert. Ech mengen, jiddferee kann hei, wann ech esou d'äerf soen, säi Match maachen, woubäi mer awer där nationaler Responsabilitéit, déi mer hunn, och am Rahme vun dem nationalen Offallwirtschaftsplang, muss gerech ginn.

Ausserdeem, mengen ech, misst ee bei där Zuel vun 1,2 Milliounen Euro, déi hei genannt ginn ass fir Berodung, awer och richtegerweis soen, dass et hei bei deem Chiffer net nëmme ëm Berodung geet. Innerhalb vun deem Chiffer läit déi ganz publicitaire Aufgab, déi gemaach gëtt, fir nei Entrepreneuren an de System eranzekréien, an déi ganz Marketingsaarbecht, déi fir deen Zweck gemaach gëtt. Et läit virun allem déi ganz Formatioun, heiansdo vu ganzen Entrepreneuren, déi gemaach gëtt, an deem Chiffer verstoppt.

Also, an deem Chiffer verstoppt sech awer nach méi, mengen ech jugéieren ze kënnen, wéi nëmme reng eleng déi Fro vun der Berodung. Do gëtt et eng ganz Rei vun aneren Aktivitéiten, déi gemaach ginn.

Dieu sait dass ee sech da kann iwwerleeën, wann een dat elo vu staatelecher Säit géing maache mat alle Problemer, déi mer hunn, wa mer dann iwwert den Numerus clausus schwätzen, fir dofir ze suergen, wa mer eng Extenssioun vun Aktivitéiten an Initiative wëllt maachen, fir da grouss Problemer ze kréien. Sou dass ech mengen, dass sech déi Flexibilitéit trotzdeem hei an deem Beräich argumentéiere léisst.

Ech mengen, et ass vu mengem Virriedner zu Recht gesot ginn: Et ass net nëmme de generelle Coût, mä och de Coût par entreprise, natierlech besonnesch dann,

wa mer méi Entrepreneuren an de System erakréien. Wat mer der méi erakréien, wat natierlech fir d'Entrepreneuren de Präis méi interessant gëtt. Déi Courbe ass eis jo awer gewise ginn, déi ganz kloer weist, dass mer do den Entrepreneuren eppes kënnen ubidden, wat am Laf vun de Joren och vun dem Kosten-Nutzen-Prinzip sech besser ugesäit wéi virdrun.

Dofir denken ech, dass mer hei bei aller Virsicht, déi ee muss walte loossen, flexibel muss sinn. Ech mengen, et ass virdu gesot ginn, och vum Kolleg Schank, dass Kontrollen effektiv noutwendeg sinn. D'Cour des Comptes huet hei d'Méiglechkeet dat zu jiddfer Zäit ze maachen, esou dass mer, mengen ech, awer als Regierung an och Dir als Chamber, d'Geleeënheet hunn, fir zu all Moment ze kucken, dass dat heiten net an iergendwellech Richtung negativ ausaart.

Do derniewent géif ech mengen, dass et elo esou lues un der Zäit ass, fir eis un eng Reform oder eng Revisioun vum nationalen Offallwirtschaftsplang ze maachen. Fënnel Joer, mengen ech, ass déi Durée, déi hei gutt ass, an deementsprechend, mengen ech, steet eng Aufgab un, wat elo de Fong ubelaangt, déi mer an nächster Zäit musse maachen.

Mir hunn, wann een déi Zuelen dach awer kuckt, bei de Bierger an der Tëschenzäit en Degré erreecht, dass un dem System vun der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger, do - mir hunn eng Héichrechnung gemaach - 160.000 Stéit vu ronn 175.000 Stéit matmaachen. Mir gesi bei de Batterien - en anere Punkt, dee genannt ginn ass -, dass mer op en Taux de couverture ongeféier komme vun 85%. Dat heescht, hei ass wierklech a ville Beräicher dach an deene leschte Joren eppes erreecht ginn. Et ass richteg, dass niewent där Funktioun do effektiv déi Campagné - wéi et hei vun einzelner Riedner gesot gëtt -, déi Berodung an déi Formatioun e wichtige Bestanddeel muss si vun enger insgesamt vernetzener Politik, déi mer am Déchetsberäich musse maachen.

Mir kréie jo an nächster Zäit och vun europäescher Säit aus duerch eng Rei vun Direktiven, déi mer an deene leschte Conseilen ofgeschloss hunn, an nach amgaange sinn ze diskutéieren, och bei de Batterien, bei den Accumulateuren, mat Sécherheet nei Missiounen dobäi. Mir hunn nach Direktiven an der Ëmsetzung do leien, an anereren kommen op eis zou, esou dass mer do net wäerte stoe bliwwen, fir dofir ze suergen, dass mer an engem wichtige Politikberäich vun dem gesamten Envronnement, also an deem vun den Déchetten, dach awer och an nächster Zäit eis Aufgaben erfëllen.

En fin de compte, et deet mer e bësse Leed, dass mer hei net en unanimité Vote kënnen maache fir eppes, wat awer wierklech an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg e ganz grouse Succès hat an e ganz grouse Piliere an eiser Ëmweltpolitik war. Ech mengen, dass déi Bedenke vun der grénger Fraktioun nëmme zum Deel berechtigt sinn, awer virun allem drop bauen, dass mer hei an engem ganz spezifesche Beräich sinn, wou mer och spezifesche Léisunge brauchen.

Wichtig ass, dass mer d'Kontroll esouwuel als Regierung wéi als Cour des Comptes, wat jo Är Institutioun vun der Chamber ass, behalen, a wéi gesot och de Coût am Grëff behalen. An deem Sënn wär ech frou, wann d'Chamber trotzdeem massiv iwwer hire Vote déi heiten Initiativ géing weider ënnerstëtzen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5096. Den Text steet am Document

parlementaire 5096^e. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi SuperDrecksKëscht ass uegholl mat 52 JoStëmme a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Marie-Josée Frank), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

A mir kommen op den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vun de Projeten 5270 an 5287, kulturell Ofkommense mat der Türkei a mam Vietnam. Déi zwee Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass zweemol nom Basismodell festgeluecht. Mir hunn et hei mat zwee Rapporteur ze dinn, dem Här Lucien Thiel fir de Projet de loi 5270 an duerno den Här Marcel Oberweis fir de Projet de loi 5287. Ech ginn also elo dem Här Rapporteur Lucien Thiel d'Wuert.

8. 5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation,

de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture du projet de loi 5270

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Merci, Här President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, mir sollen haut eis Zoustëmmung zu zwee Accordë ginn, sou genannt Accords culturels, mä dat gräift e bësse kuerz, well déi Accorden decke ganz vill Felder of. Ech wollt lech deen éischte vun deenen zwee virstellen, dat ass deen iwwert d'Türkei, dee sech areit an déi laang Serie vun Accorden, déi mer schonn ofgeschloss hunn.

Do vläicht virof direkt eng kritesch Bemierkung: Heiansdo misst ee sech emol Gedanken driwwer maachen, wat de Suivi vun deenen Accorden ass, wat iwwerhaapt mat hinne geschitt. Et huet een d'Impressioun, wéi wann net ëmmer all Accord och wierklech duerno mat Liewen erfëllt géif ginn; mä dat eben als Randbemierkung.

Lo zum Accord mat der Türkei. D'Türkei huet vill Besonneschkeeten, mä eng dovun, déi kennt Dir allegueren aus dem Geographieskurs. Et ass, mengen ech, dat eenzegt Land op der Welt, dat op zwee Kontinenten zugleich läit. Dat mécht et just pittoresque, dat huet awer soss net vill Bedeitung.

Op där anerer Säit, wa mer et mat Lëtzebuerg kucken, da gesi mer och eppes, wat ganz oft an deenen Accorden do geschitt: Do koppele sech der zwee, déi zimlech ënnerschiddlech gestiwelt sinn. D'Türkei huet 150 Mol méi Awunner wéi Lëtzebuerg a si ass 300 Mol méi grouss wéi Lëtzebuerg.

Do gesäit ee schonn, datt déi Koppel zimlech ongläich ass. Mä op där anerer Säit huet d'Türkei e Bruttosozialprodukt pro Kapp, deen nëmmer een Aachtel vun eisem ausmécht. Net well mer domat wéilte kompenséieren, mä dat weist, datt do nach gewëssen ekonomesch Retardë sinn. Et ass virun allem en Agrarland. 40% vun de Leit schaffen do an der Landwirtschaft an hire Bruttosozialprodukt staamt och zu 12% aus der Agriculture. Wann Der vergläicht, bei eis sinn et nach 0,5%. Also, Dir gesitt, mir sinn do nach an zwou verschiddene Welten.

Allerdéngs däréif een net vergiesen, wann een d'Türkei kuckt, datt et e Land mat enger ganz grousser Geschicht ass - enger beweegter Geschicht an enger ganz grousser Geschicht. Ganz grouss war se schonn an der Antik. Vläicht huet deen een oder deen aneren net geschlof an der Geschichtsstonn a weess, datt zur Zäit vun de Réimer d'Türkei - oder zur auslafender Zäit vun de Réimer - d'Stad Byzanz, déi mer haut als Istanbul kennen, d'Haaptstad vun där enger Halbschent vum Réimesche Räich war. Anerer behaupten, et war dat éischt chrëschtlecht Räich, well de Konstantin, no deem déi Stad jo och eng Zäit benannt war, do säi Siège geholl huet.

An déi Zäit falen och ganz vill Aktivitéiten, déi zur Kultur bägedroen hunn an deem Land, wat duerno eng ganz aner Herrschaft kritt huet. Dat war d'Herrschaft vun den Osmanen. Déi sinn esou ëm 1200, 1300 komm a waren net grad esou beléift wéi d'Reimer bei hiren Noperen; besonnesch net bei den Europäer, well se ëmmer erëm probéiert hunn den Europäer der an d'Akual ze ginn. Wien eng Kéier zu Wien war, deen huet bestëmmt

sech déi Plaz ugekuckt, wou de Pränz Eugen d'Türke gestoppt huet. D'Türke koumen deemools bis viru Wien, a si waren also réputéiert als zimlech gierig a si hunn dann och dat Osmanesch Räich entspriechend ausgebaut.

Déi nächst Phas war déi vum 20. Jorhonnert. En abrupte Sprong vum Osmanesche Räich, wat ënnergaangen ass mam Éischte Weltkrich, well d'Türken op der Säit vun de Preise waren. Du koum en Émschwank op eng Republik. Déi Republik ass ausgeruff ginn deemools vun engem Mann, vun engem General, deen e grouss Volleksheld gi war, an dee sech Mustafa Kemal genannt huet, deen Der allegueren kennt als Atatürk. Atatürk heescht Papp vun allen Türken. Dat war de Bäinumm, deen hien du kritt huet, duerch dat wat hien do gemaach huet.

Hien huet - relativ erstaunlech fir dat Land - et ganz séier an d'Neizäit gefouert an hien huet Reformaten duerchgefouert, déi nach haut erstaunen, wann Der wësst, datt an der Türkei déi moslemesch Relioun ass, an Dir wësst awer op där anerer Säit, datt den Atatürk d'Droe vun de Schleiere verbueden huet, datt hien de Fraen d'Wahlrecht scho ginn huet, kuerz nodeem datt mir et agefouert hatten, an nach vill aneres. Dat erkläert dann, firwat hien nach haut zimlech vénéréiert gëtt, obschonn datt no him en zimlechen Duerjerneen erëm eng Kéier an deem Land entstanen ass.

Ech mengen, et ware véier oder fënnf Militärcoupen duerno. Dat Land ass am Fong eréischt elo déi lescht Zäit plus au moins zur Rou komm. Zum Deel awer och, well et selwer net ëmmer sech ganz koscher beholl huet, notamment an der Zypernro, déi eis jo nach haut nogeet. Déi Deelung vun Zypern huet och eppes mat den Türken ze dinn. Da war d'Behandlung vun hirer gréisster Minoritéit, där vun de Kurden, och net ëmmer ganz, ech kann net soe kathoulesch, mä déi war net ëmmer ganz an der Rei.

Op där anerer Säit ass den Türke munches nogelooß ginn oder duerch d'Fangere gekuckt ginn, well dat Land eng wichteg strategesch Roll während dem Kale Krich hat. Well et den ënneschten Deel oder dee leschten Deel vun dem Südflegel vun dem Westen war, huet jidderee gemengt d'Türkei missen ze stäerken - notamment d'NATO. Et war am Fong d'Südflegel vun der NATO. Dat erkläert och, firwat vläicht munch Saache vun den türkesche Regimere toleréiert gi sinn, déi soss anere vläicht net duerchgaange gelooss gi wäeren. Wéi gesot, d'Türkei ass Member vun der NATO säit 1952 a gehéiert domat plus au moins an de westleche Camp.

Dat ass dat eent. Dat anert ass d'Kultur vun deem Land. Erëm eng Kéier e bësse Geschicht. Eng vun de Wéie vun eiser Zivilisation louch an deem Eck. Et muss ee wëssen, datt Klengasien - dat ass d'Türkei vun haut, oder en Deel dovun ass d'Türkei vun haut - en Deel vun eiser Kulturwéi ass.

Ech brauch net déi Stied opzezielen, déi zu där Zäit Weltgeschichte geschriwwen hunn, ënner anerem Troja, dat seet jidderengem eppes. Et sinn aner Stied, déi vläicht net esou vill soen. Op alle Fall ass do ganz vill an der Antik passéiert, souwuel am Beräich vun der Philosophie, am Beräich vun den Naturwëssenschaften, am Beräich vun de Rechtswëssenschaften. Also, et ass schonn e Kulturناسcht gewiescht, an dat wier eigentlech schonn e gudder Grond, firwat mir eis kulturell sollten deem Land méi no bréngen. Net onbedéngt, well mer esou gutt Erënnerungen hu wéi déi vum Michel Lucius, deen do seng éischt Spore sech verdéngt huet als Geolog, mä och well mer nach haut vun där Kultur kënnen zieren. Dat ass deen ee Grond.

Deen anere Grond, an ech mengen, deen ass op d'mannst esou

wichtig - quitte datt mer elo näischt däréif mateneen vermëschten -, dat ass deen, datt dat Land wëllt onbedéngt Member vun der Europäescher Unioun ginn. Et ass e Baitrëttskandidat. Mir wëssen, datt se scho laang bei eis freie kommen. Mir hu laang gebraucht, bis datt mer bereet waren, emol esou eng hallef Verlobung mat hinnen anzegoen. Déi ass elo virun engem hallwe Joer geschitt. Ech mengen, wann ee schonn dee Wee beschreit, da muss een och kucke sech besser kennen ze léieren. An dat ass fir mech den entscheidende Grond, fir datt mer e Kulturofkomme, an net nëmmer e Kulturofkomme, mä en Ofkomme wat vill méi ofdeckt - inklusiv den Echange vu Jugendlechen, inklusiv Studentenaustausch, a virun allem och sportlech Aktivitéiten - sollen ofschléissen.

Dat alles beinhalt deen Accord, dee virun zwee Joer vun eisem Premierminister mam Här Erdoğan ënnerschriwwen ginn ass, wéi eise Premierminister do ënnen op Besuch war. Si hunn deemools zwee Accorden ënnerschriwwen. Deen ee war een Duebelbesteuerungsofkomme - wat een eigentlech net esou däréif nennen, et ass eigentlech en Accord fir d'Duebelbesteuerung ze verhënnern. Deen ass deemools ënnerschriwwen ginn. Doniewent ass dann dëse sou genannte kulturellen Accord ënnerschriwwen ginn, deen ech am Numm vu menger Fraktioun wëll hei ënnerstëtzen an dat net nëmmer, well de Kleeschen aus deem Eck kënn, iwwert deen ech elo geschwat hunn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Thiel. Den zweete Rapporteur ass den Här Oberweis. Dir hutt d'Wuert, Här Rapporteur.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture du projet de loi 5287

M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, mir hunn elo just eng Rei vun Informatiounen kritt aus dem éischte Vertrag iwwert d'Türkei, e Land, dat am Weste vun dem asiatesche Kontinent läit, um Schwaarze Mier an um Mëttelmier. Ech hunn d'Chance elo deen zweete Vertrag virzestellen, an ech huelen lech mat e puer Stonnen no Osten an de Vietnam, e Land um Pazifik.

Une voix. - Dat ass wäit!

M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Dat ass ee Stéck fueren, dat ass wouer!

Et geet hei ëm e Vertrag mat Lëtzebuerg a mat der Sozialistescher Republik Vietnam. Den Accord - fir vläicht e puer Detailler virewech ze schécken - ass den 21. Mee 2003 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn an den 19. Januar 2004 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis eragereecht den 30. März 2004. D'Chamberskommissioun huet sech an hirer Sëtzung vun dem 28. Oktober d'lescht Joer mat dem Text vun Accord an dem Avis vun Statsrot ausernee gesat an de Rapport den 23. November d'lescht Joer ugeholl.

Wa mir e kuerze Bléck zrëckwerfen, da gesi mir an dësem Zesammenhang d'Visite vun onsem Premier am Vietnam am Oktober 2000. Duerno hate mer de Géigebesuch hei vum Premierminister aus dem Vietnam am September 2002, an duerch d'Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges ass et dann zum Grondsteen komm vun der Zesummenaarbecht, während hirer Visite a Vietnam am Oktober 2002.

Dir gesitt also, dëse Kooperationsvertrag huet schonn eng kleng Geschicht. Den Accord selwer weist eng Rei vu Beräicher op, wou mer eng enk Zesummenaarbecht sollen zesummen ausschaffen. Esou an der Kultur, an der Ausbildung vu jonke Mënschen oder der wëssenschaftlecher Fuerschung, awer och an de Beräicher vun de Massemedien, vun der Jugend an an dem Sport sollen enk Kontakter geknäppt ginn. Et sinn also eng ganz Rei vun Elementer an engem Vertrag, an ech wëll der e puer hei belichten.

Éischtens, am Beräich vun der Kultur soll ënner anerem eng Kooperatioun gesicht ginn um Gebitt vum Theater, vun der Musek, der Oper an dem Ballett. Do sinn d'Asiate jo relativ gutt. Den Austausch vun Experten am Beräich vum Kino ass e weideren interessante Pilier, gradwéi eng interessant Zesummenaarbecht mat Artisten a mat Museker.

En zweete Volet: Am Beräich vun der Ausbildung soll et zum Austausch komme vun Enseignanten, vu Schüler an och vu Studenten. A grad hei gëtt vill Wäert op d'berufflech Ausbildung geluecht, speziell an der Tourismusbranche, well Vietnam e Land ass, dat eng grouss Zukunft an deem Beräich nach wäert kréien.

Den drëtten Pilier ass de Beräich vun der wëssenschaftlecher Fuerschung an der Technologie. A grad do ass dann déi nei Lëtzebuurger Universitëit och mat agebonnen. Den Austausch vun akademeschem Personal, vu Studenten, vu Fuerscher soll hei am Mëttelpunkt stoen, an derniewent steet d'Organisatioun vu Kongresser mat Caractère international op der Agenda vun der Zesummenaarbecht.

En véierte Volet ass de Beräich vun de Massemedien. Do gëtt de Fernseh, de Radio an och d'Press agebonnen. Et soll do extra dozou ausgeruff ginn, den Opbau ze maachen an hinnen ze hëllefen, duerch d'Kooperatioun méi staark an de Massemedien ze wierken. Mir sollen si da besser kenne léieren a si och ons.

En interessante Beräich op alle Fall ass de Beräich vun der Jugendaarbecht, an hei speziell am Sport. Et sollen hei Sportsévenementer opgebaut ginn an Austausch vu Sportgruppen iwwer eng relativ wäit Distanz, fir dass ons Jugend an Europa hei déi jonk Leit aus deem Eck vun der Welt kenne léiert, déi an engem esou interessante Beräich vum Pazifik wunnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vietnam huet genau wéi Lëtzebuerg eng ganz mouvementéiert Geschicht hanneru sech. Ech wëll déi eenzel Elementer vun där Geschicht guer net opzielen, mä op alle Fall ass zënter 1995 déi sou genannte Sozialistesche Republik Vietnam och Member vun der ASEAN, dat heescht enger wichtiger regionaler Organisatioun an deem Deel vum pazifische Raum. Vergiesse mer net, dass Vietnam e Land ass mat 80 Milliounen Mënschen, mat deem esou e klengt Land wéi eist hei, mat enger hallwer Millioun, e Kooperationskontrakt wëllt ënnerschreiwen.

Mir gesinn also, mir ginn eng Zesummenaarbecht a mat engem Land, dat an der globaliséierter Welt no bei de Mouvementer vun haut ass, dem chinesisches Raum, dem indesches Raum. Mat Vietnam huet Lëtzebuerg an de vergaangene Jore schonn eng ganz Rei vu Relatiounen opgebaut, an dat op wirtschaftlech an och op touristeschem Plang.

Awer besonnesch ee Punkt wëll ech eraushiewen hei, dat ass de Beräich vun der Entwécklungsarbecht. Do huet Lëtzebuerg scho ganz villes geleescht. Notamment ass Vietnam dee wichtigste Partner vun eise Pays cibles. D'Land weist ee Pro-Kapp-Akomme op vun nëmmer 1.200 Euro pro Joer. Dat heescht, dat Land brauch

nach Laangzäithëllef vun dobaussen, fir op sengem wirtschaftlechen Entwécklungswee nach munches op d'Been ze setzen. Duerfir huet onst Land hei a sengem Budget fir 2005 9 Milliounen Euro Entwécklungshëllef virgesinn, an dat haaptsächlech an de Beräicher vum Gesondheetswiesen, vun der Erziéung, vun der Entwécklung vum ländleche Raum, an do speziell de Bewässerungsproblemer, déi an deem Land herrschen.

D'Investitiounen an der Lutte géint den Hunger sinn och Investitiounen an de Kapp vun de Mënschen. Dat ass dat beschte Rezept fir iwwerhaapt de Wuelstand vun engem Land an d'Luucht ze hiewen. A wann ech de Rapport vun der FAO vu Roum dierf kuerz zitieren, dee gesot huet: All Euro, dee mir investéieren an d'Gesondheet a géint den Hunger vun engem Mënsch, dat ass eng Plus-value an e Rendement vum Fënnf- bis zum 20fachen. Dat beweist also - mir sinn hei um richtege Wee -, dass mer an der Kooperatioun och d'Entwécklungshëllef fir dat Land net sollte vergiesen.

An deem Zesammenhang muss een deene Leit Merci soen, déi scho virduen hei esou vill sech engagéiert hunn, fir d'Kooperatioun mat Vietnam virunzedeiwen. Ech denken hei ganz speziell un de Lycée hôtellerie Alexis Heck vun Dikrech, deen eng ganz gutt Aarbecht do geleescht huet.

Dee virleiende Kooperationsaccord mat Vietnam wëllt dës lwwerleeungen op de richtegen Niveau an engem bilaterale Geescht bréngen. An e ganz speziell Element dovun ass ganz einfach d'Ouverture vun engem Bureau de la coopération zu Hanoi am August 2003.

Grad am November 2003 konnte mer schonn den 30ste Gebuertsdag feiere vun de Relatiounen mat dem Land Vietnam. De 17. November an deem Joer hu mer eng Kommissioun agesat, déi de Parteneriat vun där Kooperatioun verdéiwe soll. Fir awer an dësem Accord elo nach weidert Liewen eranzebréngen an, wéi mäi Virriedner sot, och emol ze kucke wat bréngen esou Kooperationsverträge, ass gesot ginn, mir grënnen duerfir e Comité conjoint, wou all Land dann déiselwech Unzuel vu Membere kann drasetzen, fir eben de Suivi ze maache vun dëser Kooperatioun.

Grad dëse Comité soll probéieren, nei Pläng opzebauen, nei Relatiounen op d'Been ze setzen. Well et gëtt jo gefrot, mir solle gemeinsam Projete maachen an e puer Voleten, da muss mer do e Suivi kënnen asetzen. A wann dee Comité fënnf Joer getaagt huet, da gëtt ënnersicht, wat an deene fënnf Joer geschaff ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Accord mat der Sozialistescher Republik vu Vietnam wëllt Lëtzebuerg ganz einfach e bescheidene Baiträger leeschten an enger globaliséierter Welt fir eng méi schéi Welt hierzestellen. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci villmools.

M. le Président. - Merci, Här Oberweis. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och den zwee Rapporteur Merci soen. Wéi mer gëschter decidéiert hunn, mir géingen déi zwee Projeten zesummen diskutéieren, hu mer et zwar och erwähnt, dass et deeselwechte Contentant, souguer deeselwechte Contenu wär, dee mer géingen diskutéieren, mä mir géingen awer ons mat zwee verschiddene Partenaire beschäftegen.

An dat ka seng Wichtigkeet hunn, mengen ech, am Kontext vun

deem, wat déi zwee Rapporteurs gesot hunn. Dat heescht, dass en Accord culturel ëmmer nëmmen e Kader ass, dee Geleeënheet bitt, Aktivitéiten ze organiséieren am Intérêt vun der kultureller Zesummenaarbecht tëschent den zwee Partenaire zum Accord, mä dass et net mam Kader duergeet, dass et duerno och néideg ass, dee Kader mat Liewen ze erfëllen. An do kann ech mer virstellen, dass et vläicht an deem enge Fall méi einfach wäert sinn, wéi an deem aneren.

Ech wëll net, Här President, op déi Envoléeë geographescher, historischer an identitär-kultureller Natur zrëckkommen, déi déi zwee Rapporteurs virgedroen hunn. Ech wëll awer festhalen beim Accord mat der Türkei, dass effektiv d'Türkei e Land ass, wat deelweis europäesch ass. Et schéngt mir, dass et net dat eenzegt Land ass, wat op zwee Kontinenter ass. Wann ee vill iwwerleet, da kann ee sech vläicht drun erënneren, dass Russland am selwechte Fall ass. Mä mäi Gott, bon. Et ass also deelweis en europäesch Land.

Et ass och, an dat schéngt mer enorm wichtig, Member vun der NATO, an ech mengen, de Fait, dass d'Türkei Member ass vun der NATO, seng geographesch Position a seng geopolitisch Importanz sinn d'Ursaach woufir Kontakter tëschent der Europäescher Unioun, oder der Europäescher Gemeinschaft fréier, an der Türkei scho ganz laang lafen. A wann elo decidéiert ginn ass, dass mer Adhésionsgespräicher géinge mat der Türkei ufänken, dann ass dat eng Suite vu Versprieden, déi am Laf vun de Joren ëmmer erëm den Türke gemaach si ginn, an ech mengen, mer sollen ons un déi Versprieden halen, déi gemaach gi sinn.

Selbstverständlech sinn déi Négociatiounen decidéiert ginn a sollen zu Enn geféiert ginn, ënnert der Konditioun dass déi Kritären, déi zu Kopenhagen festgehale gi sinn, fir dass e Land kéint der EU bäitrieden, effektiv och vun der Türkei erfëllt ginn. An deem Zesammenhang bleiwe bei der Türkei nach Efforten ze maachen. Mä ech menge just an deem Zesammenhang ass en Accord culturel e gutt Instrument fir d'Kooperatioun mat deem Land ze förderen a si dann och dozou ze bréngen ëmmer méi no un Europa an un déi europäesch politesch Normen erunzekommen.

Bei Vietnam hu mer et mat engem asiatesch Land ze dinn, wat - wéi de Rapporteur et gesot huet - ee vun den zéng Pays cibles vun onser Kooperatiounspolitik ass. Also och en asiatesch Land mat deem mer besonnesch enk Relatiounen scho säit enger gewësser Zäit hunn. Net nëmme sinn do schon eng ganz Partie wichtig Visité vu politescher Vertrieeder vun deenen zwee Länner gemaach ginn, mä et ass och schon an der Kultur eng gewëssen Aktivitéit déi wünsch, dass mer an Zukunft nach méi kéinten op deem Plang maachen.

Wat mech frappéiert huet bei deem Projet iwwer Vietnam - an déi Bemierkung huet eischer en anekdotischen, wéi een anere Charakter -, dat ass, dass souwuel den Exposé des motifs vum Projet de loi, wéi och de Rapport vun der Kulturkommissioun ënnersträchen, dass Vietnam e Member ass vun der Agence de la Francophonie, där mir och uegehieren, an dass awer dann den Text vum Accord op englesch ass. Et hätt ee sech kënne virstellen, dass zwëschen zwee Länner, déi Member si vun der Francophonie, een den Effort gemaach hätt, fir dass een dee Standardaccord - well et ass jo ëm-

mer deeselwechten Text bei den Accords culturels - hätt kënnen op franséisch iwwersetzen. Domadder hätt een da vläicht een Zeeche gesat.

Ech hunn notéiert, dass den Artikel 1 ënner anerem ënnert f) vum Accord seet: „The Contracting Parties shall encourage: cooperation between their relevant institutions to carry out researches into their respective language, literature, culture and history“.

Kann d'Madame Statssekretärin ons soen, wéi sech déi Kooperatioun um linguistesche Gebitt soll exzerzéieren a ka se vläicht bei där Geleeënheet och soen, ganz allgemeng, wéi se de Rôle vu Lëtzebuerg an der Agence de la Francophonie gesäit a wéi se mengt, dass een do kéint en utilë Bäitrag leeschten?

Ech wëll heibäi direkt soen, dass ech fir mäin Deel à l'égard vum Englesche kee Komplex hunn. Ech mengen, mir komme ganz gutt zurecht zu Lëtzebuerg mam Lëtzebuergeschen an an Europa mam Franséischen, an ech mengen och net, dass mir dozou operuff sinn, déi gréisste Kämpfer ze si fir déi franséisch Sprooch. Mä nach si mir e Land «qui a le français en partage» an ech wier frou, wann d'Statssekretärin ons do kéint e bësse soen, wéi si an Zukunft d'Politik an deem Domän gesäit.

Dat doten ass eng Fro, déi huet net direkt mam Accord mat Vietnam ze dinn, mä et ass eng Fro, déi ech mer ebe stellen, well drop higewise ginn ass, dass si wéi mir Member sinn an der Agence de la Francophonie. Also sans préjudice vun där Fro, Här President, wëilt ech d'Zousou vun onser Fraktioun bréngen, souwuel zum Accord mat Vietnam, wéi och zum Accord mat der Türkei.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Madame Statssekretärin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Flesch schonns richtig bemierkt huet, handelt et sech ëm zwee verschidde Partneren an dofir géing ech mer dann och erlaben, déi zwee separat ze behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1952 ass d'Türkei der NATO bäigetritt. Zënter 1963 si se mat der EU, deemools nach d'Europäesch Wirtschaftsgemeinschaft, associéiert an an der Präambel vun deem Ofkommen stoung deemools schon als Zweck an ech zitieren: „später den Beitritt der Türkei zur Gemeinschaft erleichtern soll“.

1987 huet dëst Land du gefrot, fir Vollmember vun der EU ze ginn an 2004 schwätze mer dann elo vun de Bäitrittserklärungen. Fir d'Türkei a seng ronn 70 Milliounen Awunner war et ee laange Wee bis heihinner.

Iwwert d'Türkei ass jo an der leschter Zäit hei an der Chamber scho méi oft diskutéiert ginn, an d'Türkei ass och en Thema an anere Chamberskommissiounen gewiescht an ech nennen hei nëmmen de Projet de loi 5341 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale.

De Rapporteur Lucien Thiel ass a sengem excellente mëndlechen a schrëftleche Rapport jo och schonns op viles agaangen an ech wëll dann och net méi alles hei nach eemol widderhuelen, mä just vläicht e puer supplémentaire Reflexiounen hei erabréngen.

Dësen Accord de coopération, dee mer haut wäerte stëmmen, soll jo notament Folgendes realiséieren, an ech zitieren aus dem Avis vum Statsrot: «Aussi des programmes d'échanges de toutes sortes sont-ils prévus pour faciliter les contacts

entre les ressortissants des deux pays et encourager les actions de formation et de perfectionnement...». Dës Wieder, mengen ech, soen alles.

D'Türkei ass op dem Wee an d'EU. Si hu vill Efforté mussen maachen a si wäerten der nach eng ganz Rei mussen maachen, fir prett ze sinn. Dat hu mer jo schonns an eisem Débat iwwert d'Türkei Mëtt November hei an der Chamber diskutéiert. Ech maachen nëmmen op d'Gläichberechtigung zwësche Fra a Mann opmierksam, déi endlech an hirem Gesetz verankert ginn ass oder awer och op hiert neit Strofgesetzbuch. Dëst alles si Schrëtt um richtege Wee, därer awer nach eng ganz Rei anerer wäerte mussen nokommen, an dëst ebe speziell och bei der Situation vun de Fraen, fir eben nëmmen een Aarbechtsfeld hei erauszeplocken.

Fir awer deem eenzelne Bierger bei eis oder awer och an der Türkei entgéintzekommen, ass dëse bilateralen Accord culturel wichtig, well heimat bidde mer den Türken d'Geleeënheet ee klengen Deel vun der grousser europäescher Famill, nämlech Lëtzebuerg a seng Awunner, besser kennen ze léieren a sech och e Bild vun der europäescher Realitéit an hirem Alldag ze maachen. Gläichzäitig awer bidde mer och eiser Populatioun d'Chance d'Türkei mat senger räicher, méi wéi dausend Joer aler Kultur - an ech mengen do ass de Rapporteur jo och schonn am Detail drop agaangen - besser kennen ze léieren an och ze schätzen.

Ech mengen an enger Zäit, wou d'Türkei heefeg d'Nummer eent an de Schlagzeile vun de Medien ass, ass dëst ëmsou méi wichtig. Et ass ebe wichtig déi richteg Informatiounen ënnert d'Leit ze bréngen an net duerch Populismus Viruerteeler opzebauen.

Dofir ass dësen Accord - där mer jo iwwerregens och mat verschidden aneren extracomunitäre Länner schonns hunn - richtig an e kéint dann och, menger Meenung no, zum richtege Zäitpunkt. Dofir géif ech dann och zu deem Accord elo schonns den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Beim Projet 5287 ass de Rapporteur Marcel Oberweis a sengem excellenten an och explizite mëndlechen a schrëftleche Rapport drop agaangen, dass et bei esou bilateralen Ofkommen, där Lëtzebuerg der schonn eng ganz Partie ënnerzeecht huet, eigentlech dorëms geet deen anere mat senger oft friemer an zum Deel och onbekannter Kultur, Sprooch, Relioun an och senge Coutumé kennen ze léieren.

Fir mech ass dëse Wee, genausou wéi op engem aneren Niveau d'Jumelagen an de Gemengen, e Wee fir Viruerteeler ofzebauen a Meenungen iwwer e Land a säi Vollek ze iwwerdenken. An ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass dëst zu manner Rassismus a Friemenhaass ka féieren.

E Land wéi Vietnam ass friem, net eleng well et wäit ewech ass, mä well een am Alldag och net allze vill iwwert dëst Land héiert. Vietnam ass awer - an do sinn de Rapporteur, genausou wéi d'Madame Flesch och schonns drop agaangen - e mannegfaltegt Land wat munches ze bidden huet, och wann nach vill Problemer bestinn. An ech maache just op déi héich Aarbechtslosenzuelen, 25%, respektiv och déi héich Kannerstierflechkeet, 30 Douthuerten op 1.000 Lieweggebuerten, opmierksam.

A Lëtzebuerg ënnerstëtzt jo och zënter enger Rei Jore Vietnam am Kader vu senger Kooperatiounspolitik an dëst a verschiddenen

Domänen, wéi och zum Beispill an der Santé, mä awer och an der Educatioun. Dass dës Ënnerstëtzung och bluttnoutwenneg ass, dovunner konnten sech jo eise Minister vun der Kooperatioun an och mäi Fraktiounskolleeg Marc Angel am November bei hirem Besuch op der Plaz iwwerzeegen.

Ech perséinlech sinn dovunner iwwerzeegt, dass dësen Accord de coopération, dee mer haut wäerte stëmmen a wou ech dann och elo wëilt den Accord vu menger Fraktioun abrénge, dozou bäidréit, dass Vietnam weider op deem Wee geet, deen et ageschloen huet, nämlech an nëmme 15 Joer den Taux de pauvreté ëm ëmmerhi méi wéi d'Halschent erfzesetzen. A wa mer mat dësem Accord och nëmmen e bëssen dozou bäidroe fir de Wuelstand, de Wëssensstand an awer och d'Gesondheet vun der vietnamesescher Bevëlkerung ze verbesseren, a gläichzäitig awer och eise Matbiergerinnen a Matbierger dëst interessant an och besichenswäert Land méi no ze bréngen, dann hu mir eist Zil domat errecht.

An domat Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Dall'Agnol. Et huet sech nach ageschriwwen den Här Mehlen. Dir hutt d'Wuert, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President, ech maachen et kuerz. Mir hunn hei zwee kulturell Accorden. Kultur échangéieren, dat heescht sech géigesäitig kenne léieren. Wann ee sech géigesäitig kenne léiert, da léiert een och sech géigesäitig verstoen. Dat féiert dann och vläicht derzou, dass een deen aneren e bësse méi besiche geet a Verständnis derfir entwéckelt, wéi deen aneren denkt a wéi e lieft.

D'Geschicht huet ëmmer erëm bewisen, dass et nach ni eppes gescheut huet, wann ee sech um kulturelle Gebitt échangéiert huet, wann een deen anere besser kenne geléiert huet, wann een d'Geleeënheet hat Viruerteeler, déi ee vläicht hat, ofzebauen.

Kultur, dat ka ganz viles sinn. Mir hu jo hei schonn e puer Beispiller héieren. Ech wëll, fir e bëssen eng méi lëschteng Note hei eranzubréngen, op de kulinarischen Deel hiweisen. Mir gesinn hei bei eis - dat huet awer elo net direkt mam Vietnam ze dinn, niewendru läit China -, mir hu vill chinesesch Restauranten, et sinn och vietnamesesch Restauranten, d'chinesesch Restauranten hu vietnamesesch Menüen op de Kaarten. Mir gesinn, dass och d'türkesch Kichen hei Fouss faasst, dat ass gutt esou. Dat bréngt eis och d'Liewensweis vun deene Völker vun deene Länner méi no. D'Leift geet duerch de Mo, gétt ëmmer gesot. Dat ass och hei esou. Wann ee sech mat deem Kascht ugefrennt huet, da léiert een och d'Leit vläicht e bësse besser kennen.

Mä dat soll „ein Geben und Nehmen“ sinn, an domadder kommen ech zu menger humoristescher Iwwerleeung. Mir hunn elo grad héieren, wéi kleng dat mir si vis-à-vis vun deenen zwee Länner, bevölkerungsméisseg, an natierlech och territorial. Da géing ech hoffen, dass et eis géing geléngen, eng kleng kulinarisch Offensiv an déi Länner ze starten an eist national kulinarisch Wahrzeechen, de Kachéis, awer net nëmmen deen, vläicht och de Muselwäin, Madame Statssekretär, dann emol an deene Länner bekannt ze maachen.

(Hilarité)

Dat ass déi méi humoristesche Note. Ech wollt och nach méi eng eescht hei ubréngen, déi net direkt eppes domat ze doen huet, mä, Här Präsident, ech wollt d'Geleeënheet net laanschtgoe loossen.

Den Här Thiel huet zu Recht hei drop higewisen, dass do ënnen an der Türkei, an deem ganze Raum Kleinasien eigentlech, d'Wéi vun eiser Zivilisatioun läit, dass do ganz viles um archeologesche Plang nach am Buedem läit, an dass dat iergendwéi zu eiser kultureller Entstehung, zu eise kulturelle Wuerzele gehéiert.

Ech wollt hei just vun der Geleeënheet profitéieren, de Moment, wou den amerikanesche President Bush eng Visite hei an Europa mécht, mäin Entsetzen doriwuer auszedrücken, wéi d'amerikanesch Truppen do ënnen am Irak virgaange sinn, wéi alles geschützt ginn ass, wat mat Uelech ze doen hat, Quellen, an den Uelechministère ofgeséichert war bis zu Lescht, an obschonn dass jiddferen, dee mat Archeologie a Kultur ze doen hat, gefuerdert hat, si sollten déi kulturell Wäerter, d'Muséeën an d'Sitë protégéieren, dass dat net geschitt ass an dass onheemlech Verloschter, grouss Zerstéierungen do entstane sinn, dass schrecklech vill verschwonnen ass, wat méiglecherweis ni méi optaucht.

Ech wollt hei bei där Geleeënheet menger Roserei doriwuer Ausdrock ginn an ech géing hoffen, dass iwwer esou kulturell Accordé wéi deen heiten och iwwerall d'Veständnis fir dat, wat eis iergendwéi alleguer gehéiert, well hei ass effektiv d'Wuerzel vun der Zivilisatioun, dass mer alleguer léieren, iwwer all Grenzen ewech dat ze respektéieren an ze schützen. Dass gesot, selbstverständlech, wäerte mir och dës zwee Projete stëmmen.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Elo komme mer zur Regierung. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kultur verbënnt d'Völker, gétt ëmmer gesot, a wat kann ee besser uféieren hei bei dëse Kooperatiounsaccorden a verschiddene Beräicher, vun der Kultur, Educatioun, Wëssenschaft, Medien, Jugend bis zu Sport an aneren, wéi hei schonn esou flott ugefouert ginn ass? Wéi och all Riednerinnen a Riedner betount hunn, sinn dat hei Instrumenter, déi ganz wesentlech dozou bäidroen, dass Länner a Völker sech kenne méi no kommen a besser verstoen.

Mir hunn an dësem Fall mat zwee Länner ze doen: op där enger Säit d'Türkei, op där anerer Säit de Vietnam, mat och all Kéiers verschiddenen Hannergrënn.

Op där enger Säit d'Türkei : e Land wat geographesch gesinn net esou wäit ewech vun eis läit. E Land, wat an der lescht natierlech hei an Europa relativ vill am Gespréich war, aus deenen Ursaachen, déi mer wëssen, an zwar d'Adhésionsdemande, déi se gemaach hunn, fir an d'Unioun kënnen anzutrieden, a bei där Geleeënheet sinn en Deel Appréhensiounen entstanen, oder einfach nëmmen zum Ausdrock komm, déi vläicht virdu schonn do waren. Sécherlech ass grad dofir e Kulturofkommen dee richtege Wee, fir esou Ängschte kënnen ze entschäerfen, ofzebauen, a virun allem awer d'Völker op deem dote Wee méi no kënnen ze bréngen, virun, driwwer eraus oder och ouni Adhésionsaccord.

Op där anerer Säit hu mer Vietnam, mat deem mer och ganz vill Verbindungen hunn - wéi iwwerregens bei deenen zwee Texter, esouwuel op dem Punkt vun der Türkei wéi op dem Projet vun Vietnam, déi zwee Rapporteur an excellent hei exposéiert hunn -, besonnesch um Niveau vun der Kooperatiounshëllef, wou ganz vill gemaach ginn ass vu Lëtzebuerg a weiderhin och leeft a geschitt, an och schonn um kulturelle Plang Saache bestinn; an do deelweis och mat der Türkei.

Esou datt een nëmme ka concluéieren, wat d'Néztlechkeet an d'Wichtigkeet an d'Richtigkeet ass, fir hei dës zwee Accorden ofzemaachen, ze ënnerschreien, ze ratifizéieren an och herno mat Liewen ze erfëllen.

Déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vun deenen zwee Rapporteur, huet am Fong schonn alles exposéiert wat ee misst dozou soen. Dat wat zousätzlech do derzou nach vun deenen anere Riednerinnen a Riedner gesot ginn ass, huet d'Bild complétéiert, esou datt een net hei weider nach muss dorobber agoen.

Här President, dat hei sinn net déi zwee éischt Kulturofkommissen, déi Är Chamber ratifizéiert, well regelméisseg kommen der ëmmer erëm hei vir, an iwwerall konnt ee gesinn, datt völkerverbannend geschaff ginn ass. Neier wäerten nokommen, neier sinn amgaange schonn dru geduecht ze ginn an et gëtt der, wou dru geschaff gëtt. Mir wäerten also regelméisseg ëmmer erëm hei kënnen dës Operation mat engem flotten Austausch vu Gedanken a vun Exposéé widderhuelen.

Ech wollt lech Merci soe fir déi Matarbecht, déi Der hei gemaach hutt, a Merci fir Är Ënnerstützung.

Der Madame Flesch wollt ech soen, datt vläicht de Punkt vun der

Francophonie e bëssen de Kader géif sprengen vun deenen zwee Accorden an, wa se d'accord ass, mer dat géifen an enger anerer Rumm eng Kéier maachen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin. D'Diskussion ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 5270. Den Text steet am Document parlementaire 5270^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5270 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5270 ass eestëmmegeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gle-sener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine

Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5287, deem am Document parlementaire 5287^o steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5287 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5287 ass eestëmmegeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gle-sener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Ali Kaes) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Ro-

ger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung. Et geet weider mar um hallwer dräi.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.42 heures)

Ordre du jour

1. Communications
2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“
(Discussion générale - Motion - Vote)
3. 5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes
(Vote)
5. Demandes en naturalisation
6. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 23 février,

- le projet de loi n°5445 portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003;

halen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn 10 Minutten zou; déi aner Fraktiounen hu jeeeweils 5 Minutten an der Regierung gehéiert eng Véirelsstonn.

Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Dokter Stein, den Här Bettendorf, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet dann elo den Här Marc Angel als Vertrieeder vun der sozialistescher Fraktioun. Här Angel, wann ech gelift.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“

■ **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Aféierung all de Leit, déi am Gesondheitsministère, an all deene Mataarbechter a Bénévolé vun den ONGen, déi um Terrain schaffen, Merci ze soe fir hir Aarbecht, a Merci awer och fir de Bericht 2004 RELIS vum Här Origer iwwer de Stand vum Phänomeen Drogen zu Lëtzebuerg, aus deem ee vill Informatiounen eraushuele kann.

Deen éischte Plan d'action drogues ass iwwer d'Joren 2000-2004 gelaf, e puer Eckdate si bekennt an dokumentéieren d'Efferten, déi an deene leschte Joren an deem Beräich gemaach goufen.

Dank dësem Aktiounsplang ass de Budget fir de Beräich vun 1999-2004 vum 1,270 Milliounen eropgaang bis op 5,8 Milliounen Euro, dat ass eng Steigerung vun 360% an dat ass ze begrëssen. Och sinn d'Effektiver vum Personal, wéi de Minister eis an der Kommissioun gesot huet, staark gestigen, dräi-anehaleftmol.

Dat si grouss Efferten, déi mer all apprécieiere sollen, mä de Problem ass awer bei Wäitem net aus der Welt geschaf, mä en ass awer och net vill méi grouss ginn.

Här Minister, Dir hutt an der Santés-kommissioun vun enger Stabilisatioun geschwat. Wat sécher ass, ass d'Tatsaach, dass ouni den Drogenaktiounsplang 2000-2004 d'Situatioun sech wesentlech verschlechtert hätt.

Dat wat ech elo gesot hunn, soll d'Situatioun awer net dédramatiséieren. De Problem vun den Drogen ass nämlech haut vill méi visibel, wéi dat nach virun e puer Joer war.

Weider ass gewosst, datt méi wéi 80% vun de Mesuren an Aktiounen, déi am éischten Drogenaktiounsplang virgesi waren, ëmgesat goufen. En suspens sinn, souwäit ech richteg informéiert sinn, zwou Saachen; dat ass éischters de Programm fir eng kontrolléiert Distributioun vu gewëssenen Drogen an zweetens d'Ariichte vun enger sou genannter Fixerstoff.

Oft focaliséiere sech d'Diskussionen an der Öffentlechkeet an och an de Medien op dës zwee Punkten a réckelen aner Mesur wéi d'Therapie an d'Préventioun an de Schiet. Eng Fixerstoff an och e Programm fir eng kontrolléiert Distributioun vun Drogen u Schwéierstoffhängeger sinn awer wichteg, an ech wär frou ze héieren, wéi et an dësen zwee Dossiere weidergeet.

Wichtig Progrès goufe gemaach, ënner anerem och nach bei den nidderschwellegen Opfangstrukturen, am posttherapeutische Beräich, am Beräich vun de Substitiounstherapien, mä och an der primärer Préventioun.

D'Steigerung vun de finanzielle Moyenen am Beräich vum Aktiounsplang Drogen ass wuel impressionant. Mä et ass kloer, dass se batter néideg sinn an dass nach méi Efferten néideg sinn, wann ee bedenkt datt Lëtzebuerg, eist Land, wéi dat am Fachjargon heescht, eng vun den héchste Prevalenzen huet vun den «usagers problématiques de drogues» an der Europäescher Unioun.

An allen ënnerschwellige Strukturen an och bei de Substitiounstherapien sinn d'Zuele vun de Leit, déi dës Offeren notzen, an d'Lux gaangen. Datselwecht géllt iwwerengs och fir d'Zuel vun de Sprëtzen, déi échangéiert ginn; iwwer 300.000 Sprëtze sollen dat gewiescht sinn, an dovunner si bal 90% erëm agesammelt ginn.

Och hätt d'Drogenzeen sech verännert. Um Marché wier méi Kokain a virun allem méi schlechte Kokain disponibel. Vill vun deene fréiere klassechen Heroinkonsumenten sprëtze sech elo dës schlechte Kokain, wat méi e schwierregt a virun allem e vill méi aggressivt Verhale bei hinne provozéiert.

Loosse mer awer och eng positiv Note nach ervirsträchen, an dat ass, dass an deene leschte Joren d'Zuel vun den Drogendoudegen erofgaangen ass a besonnesch och dass d'Zuel vun den Infektioune mat verschiddene Krankheete wéi zum Beispill AIDS bei de Consommateure vun den haarden Drogen och erofgaangen ass.

All dës Feststellungen féiere mech dozou, dem Här Gesondheitsminister eng Rei konkret Froen ze stellen. Wéi eng Konklusiounen mussen aus deem éischten Drogenaktiounsplang gezu ginn a wat fir Konsequenzen ergi sech doraus fir den Aktiounsplang fir déi nächst Joren, dat heescht 2005-2009? Wat sinn d'Haaptzich vun dësem neien Aktiounsplang? Wëssend, dass en op zwee Piliere opgebaut ass; eng Säit d'Reduktioun vun der Offer an dann d'Reduktioun vun der Demande. A wëssend och, datt, obwuel dat e wichtige Volet ass, d'Aktioun sech net eleng op d'Reduktioun des risques limitéiert.

Deen neien Drogenaktiounsplang ass, wéi mer wëssen, duerch de Regierungrot gaang. Dobäi schéngt et kloer, dass d'Ëmsetzung vun deem Plang weider Efferten a Mëttele verlaangt. Wéi gesäit et mat deene budgetäre Mëttele aus?

Et gëtt jo och nach de Fonds de lutte, aus deem vill vun deenen néidegen Infrastrukture finanziéiert ginn, mä awer normalerweis keng Posten. Bleift Dir do bei dëser Politik oder kann een eventuell och virgesi verschidde Posten, dat heescht Leit, déi um Terrain schaffen, doräuser ze finanzéieren? An an deem Fall, mengen ech, misst ee wahrscheinlech d'Statute vun dësem Fong änneren.

Eng Fro, Här Minister, och nach zu der Dezentralisatioun vun Opfangstrukturen, wuelwëssend datt ee verschidderer vun deenen net ka wäit vun der Zeen organiséieren. Mir hu jo eng Zeen hei an der Hauptstadt, mä doniewent och nach eng am Süden an och nach eng am gewëssenen Ausmooss am Norde vum Land. Gesitt Dir do nach ee weideren Ausbau vun dezentrale Strukturen vir?

Dir als Gesondheitsminister hutt jo virun allem d'Responsabilitéit bei der Bekämpfung vun der Demande. Aner Ministere si jo och méi concernéiert wat d'Reduktioun vun der Offer ugeet. Do wollt ech froen: Wéi ass hei d'Zesummenarbeit mat Niveau vun deene concernéierte Ministere an zoustännege Stellen? Kann dës Zesummenarbeit nach méi koordinéiert ginn? Sidd Dir net och der Meinung, dass mer eis gréisser Gemengen oder Stied mat an déi Koordinatioun missten abezéien? Gëtt deen neien Aktiounsplang, wann en elo offiziell virgestallt ginn ass, och um Internetsite vum Ministère publizéiert? Gëtt am Fall, wou an der Drogenzeen oder um Marché, déi jo permanent evaluéieren, wou gréisser Change-menter kommen, dës Plang adaptéiert?

Wéi wëllt Dir an der Zukunft dësen Aktiounsplang evaluéiere loosser? Soll dat eng intern oder eng extern Evaluatioun sinn? An ech géing et perséinlech wichteg fannen, wa bei enger Evaluatioun och d'ONGen an d'Zivilgesellschaft mat ugezu géifen.

De Plan d'action drogues 2005-2009 schreift sech jo och an den europäesche Kader an. Et soll jo elo Uganks 2005 ee neien Draft vun der EU-Kommissioun erauskommen iwwert een neien europäeschen Aktiounsplang. Kënn Dir eis vläicht soen, wéini dës Plang steet? Soll dës Plang an Zukunft och méi streng vu Bréissel kontrolléiert an evaluéiert ginn?

Ech mengen, wa mer aner Domäne kucke wéi aner europäesche Aktiounspläng, sief et am Ëmweltberäich oder am Wirtschaftsberäich, do sinn d'Kontrolle vu Bréissel an och d'Evaluatioun vill méi streng.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo méi Zäit hätt, kéint ech och nach op aner Sujeten agoen. Zum Beispill den Tubak an den Alkohol. Et gi Länner, wou dës an déi national Aktiounspläng agebonne ginn. Och kéint een iwwert d'Legalisierung vu verschiddene sou genannten Drogues douces diskutéieren.

Dat ass awer eng ganz schwierig Diskussioun, well mer alleguer ëmmer erëm kontradiktöresch Etüden dozou liesse kënnen. Déi eng soen, déi douce Droge wäeren den Astieg an déi haart Drogen; an déi aner soen, doduerch dass et keng Trennung vun Marché gëtt, kommen déi eng mat deenen aneren a Kontakt.

Perséinlech fannen ech, wann een dee Sujet wëll diskutéieren, datt dat nëmme vun europäesche Plang geet, besonnesch an esou engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, fir datt een net iergendwou an Europa kleng Insele schafft.

De Mëssbrauch vu verschiddene Medikamenter kéint een och nach an dës Kader bréngen.

Zum Ofschluss wëll ech nach soen, dass d'Drogebekämpfung nach ganz vill aner Politikberäicher ugeet, besonnesch d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef.

Ech war dës Weekend op enger Konferenz vun der NATO-Assemblée, wou mir en hallwe Moie laang ee Bericht kruten iwwert d'Situatioun an Afghanistan a wou haaptsächlech iwwert d'Drogen diskutéiert ginn ass, dass do ëmmer méi Felder vu Mohn entstinn an dass dat e Problem ass. Do misst een um internationalen an um europäesche Plang kucken, wéi ee fir déi Baueren do Alternative schaffen kann, fir dass déi aner Saache kënnen ubauen.

Et ass awer och wichteg, dass d'international Communautéit an esou Länner fir Rechtsstaatlechkeet suert, well mir krute gesot, dass do virun engem Mount 143 sou genannte Leit festgeholl gi sinn, déi do am Drogenhandel involvéiert sinn; si si festgeholl ginn, mä 142 dovun sinn den Dag drop nees fräi gelooss ginn. Och do mussen um internationale Gebitt Efforté gemaach ginn, fir déi Offer vun den Drogen ze reduzéieren, fir dass mir hei an Europa an anere Plaze vun der Welt net iwwerschwenkt gi mat dës schiedlechen a schlëmmen Produkter.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren an ech freeë mech op d'Äntwerte vum Här Minister. Merci.

M. le Président. - Als éischte Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Merci, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Matzen an der Preparatiounsphase vun neier Strategieplang 2005-2009 géint Drogen an Toxicomanie solle mir haut also e Bilan zéie vun deem Plang, deen d'Regierung sech fir déi vergaange Jore gesat hat, e géeeegente Moment also, fir d'Aktiounen an d'Strategie kritesch ze hannerfroen.

Fënnf Minutte sinn eng kuerz Zäit fir esou ee villschichtegen Thema och nëmme unzebehandelen. Ech hoffen, dass mir méi Zäit hei wäerten hunn, wann et drëm geet, deen neien Aktiounsplang ze diskutéieren. Ech wëll mech also haut drop beschränken e puer punktuell Remarquen ze maachen.

Ech hunn d'Leit aus der Zeen, Professioneller an Toxicomane gefrot, wat hinne spontan zu dësem Thema afällt an ech wëll lech e puer vun dës Reaktiounen net virenthalen. Zum Beispill, ee vu menge Confrères, e Psychiater, huet grondsätzlech bemierkt, et géif am Gesondheitsplang kaum een anert Thema, wou sou vill Moyenen dragepompelt ginn an esou wéineg d'Resultater hannerfrot ginn.

Elo weisen effektiv déi plakeg Chifferen aus - an den Här Angel huet se scho gesot -, dass an de vergaangene Joren 3,6-mol méi Gelder an dës Politike gefloss si wéi virun 2000. Dat heescht 5-mol méi Moyenen, 3,5-mol méi Personalausgaben. Entsprochen d'Resultater dës remarkabelen Efforten?

A Wierklechkeet hu mir um Terrain keng ze vill gutt Resultater, mir hu méi a méi jonk Éischt-Consummateuren, mir hu méi problematesch Consummateuren, mir hu méi Saisië vu Rauschgift a mir hunn nach ëmmer méi Hépatites C. Gott sei Dank net am Verhältnis mat der Majoratioun vun de Moyenen, mä dës Chiffere kann een net ënnert den Dësch kieren.

Ass schonn eng Kéier eng Etüd gemaach ginn, firwat grad eist Land esou schlecht Statistiken huet? Firwat huet Lëtzebuerg 3-mol méi iv-Süchteger, wéi déi aner europäesch Länner? Sou wéi de Gesondheitsminister et an der Kommissioun gesot hat, ass den Aktiounsprogramm 2000-2004 zu 80% realiséiert ginn. Ee vun deene Punkten, deen net realiséiert ginn ass, ass d'Fixerstuff. Wourunner hânt et?

Ech wëll d'Gewicht vun eiser Institution, déi eigentlech nëmme en Detail an der ganzer Strategie ass, an och nëmme vun engem klengen Deel vun den Toxicomane wäert benotzt ginn, net iwwerbewäerten. Et geet hei drëm eng Plaz zur Verfügung ze stellen, wou d'Fixer sech kënnen e Schoss setzen. Betrifft sinn déi, déi keng Méiglechkeet hunn dat bei sech doheim ze maachen.

Or, dës Leit sinn de Moment am Dag am Abrigado an nuets an der Nuetsseil. Wier et also net dat Einfachst an enger Annex vun dës Strukturen - och wann et nëmme Container sinn - hinnen dës Méiglechkeet ze ginn? Well hei ass d'Funktioen méi wichteg wéi d'Faarf vun de Rideauen.

Feel et zum Schluss um politesche Courage, fir dee lescht Schrëtt ze maachen? Um Budget dierft et jiddfalls net hanken.

Kontrolléiert Ausdeele vun Heroïn u schwéierst Ofhängeger ass déi aner Mesure, déi net realiséiert ginn ass. D'Poste fir dës Aarbecht ze maache solle budgetiséiert sinn. Ech stellen also och hei d'Fro no dem leschte Rescht politescher Konsequenz. Och hei ass nëmme eng Minoritéit vun den Toxicomane betraff, mä fir si ass dës Moossnam wichteg.

Anert Stéchwuert „structures bas seuil“, dat sinn déi Strukturen, wou een Toxicoman kann Hëllef sichen, oft sozial Hëllef, oft praktesch Hëllef. Mä firwat heesche se bas seuil?

Hei solle si net ënner Drock gesat ginn, zum Beispill fir Sevragen ze maachen, fir schaffen ze goen. A wéi sinn hei d'Resultater? Och hei eng Meinung um Terrain, déi een awer an de wëssenschaftleche Publikatiounen a leschter Zäit ëmmer méi ermëfent: Am Abrigado zum Beispill, do hanken dee ganzen Dag eng 40 Leit erëm an nuets leie si dann an der Nuetsseil. D'Gerücht geet, dass dat zum Deel Leit sinn, déi en Haus, en Doheem hunn, déi awer owes „ze midd“ sinn, fir en Zuch oder e Bus ze huele fir sech dohinner ze bewegen.

Dat kann et bei chronesch Süchtegen dach net sinn. Wier et net sénnvoll ze iwwerleeën, ob gewësse Regeln a Konditiounen net verschidderer vun hinne géif zu enger Reaktioun animéieren, zum Beispill fir trotz RMG stonneweis schaffen ze goen?

Eis Meinung ass: Hëllef en ouni Konditiounen: O.K., mä dat kann awer nëmme eng Iwwergangslösung sinn. Wat geschitt mëttel- a laangfristeg mat dës Leit?

Anert Stéchwuert: Substitioun. An der Etüd Brunet et alii vun 2003, déi am RELIS-Rapport publizéiert ginn ass, fënn en déi positiv Resultater erëm, déi ee sech eigentlech erwaart. Déi Patienten, déi an engem Traitement sinn, stabiliséieren hir sozial Situatioun, si ginn am Laf vun der Zäit manner oft vun der Police interpelléiert a si sinn an engem bessere Gesondheitszoustand.

Dëst schéngt mer ee vun deene wesentlechen Acquisé vun deene leschte fënnf Joer ze sinn a ganz sécher ee Wee an een Zoustand, wou deen een oder aneren am Stand ass, iwwer säi Stand a seng Zukunft nozedenken.

Mä an eise Land drépselt déi Saach awer esou bësselchen dohin. En fait sinn déi Moosnamen, déi am Arrêté grand-ducal sollten d'Substitioun regelen, net um Terrain a Kraaft. D'Methadon-Kommissioun konnt sech zum Beispill an deene leschten zwee Joer net eens maachen, ënner wat fir enger Form d'Patienten an en zentrale Register sollen agedroe ginn. A mir sollen och drun denken, dass an dësem Zesummenhank déi speziell Rezeptbléck, déi sollten deenen Dok-

teren zur Verfügung stoen, déi eng extra Formatioun an der Substitiounstherapie gemaach haten, hinnen och nach ëmmer net zur Verfügung stinn.

Mir sollen och am Zesummenhang mat der Politotoxicomanie iwwerleeën, ob et net ubrecht wier, Restrictiounen fir d'Verschreibung vu Benzodiazepinen ze iwwerleeën. Wëssenschaftlech ginn d'Indikatiounen fir dës Medikamenter ëmmer méi ageschränkt. Dir kritt se op der Gare ze kafen, mä wéi komme se an d'Hänn vun de Süchtegen?

Ech wëll och ee Wuert iwwert d'Situatioun am Prisong verléieren. Et ass en traurege Fait, dass ëmmer nach, trotz den Efforten, déi vun allen Acteuren do gemaach ginn, den Heroïn eng Issue schéngt ze si fir d'Prisonier; ëmmer nach setze sech Leit am Prisong den éischte Schoss. Och hei géillt et ouni Viruerteeler ze ënnersichen, ze erfuerschen, wat fir dës Populatioun, déi et jo eigentlech misst besser wëssen duerch hiren deeglechen Émgang, déi en direkten Accès zu medizinescher, psychologescher a psychiatrescher Prise en charge huet, an dat all Dag an der Woch, den Impuls ass, an hir schonn oft traureg Existenz och nach Rauschgift anzebezéien.

Mä lescht Stéchwuert fir haut ass dann dat vun de legalen Drogen: Alkohol an Tubak. Wann een d'Carrière vun de Konsumente vun haarden Drogen ënnersicht, da gesäit een, dass si d'Astiigsdroge par excellence sinn. Den niddrege Präis vun dës Substanzen an den einfachen Accès fir Jugendlecher sinn also wichteg Punkten, op deenen och an dësem Zesummenhank - an de Marc Angel hat dat och scho gesot - muss geschafft ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, D'RELIS-Rapporte sinn excellent Instrumenter a mir sollte se dofir och benotzen, fir d'Politiken ëmmer erëm a Fro ze stellen an ze adaptéieren.

Achsen a Piliere, Reduktioun vun der Offer, Reduktioun vun der Demande a vun de Risiken, sinn e ganze Programm, si sollen awer net Mëttel zum Zweck ginn, nëmme agefuere Schinnen ze fueren. Ech sinn iwwerzeugt, dass et eis géing gutt doen, déi ganz grondsätzlech Iwwerleeungen ëmmer erëm eng Kéier ze féieren a soen lech villmoos Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

(Interruptions)

Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begrëssen d'Demande fir dës Heure d'actualité vum Här Angel, well ech hat scho gefaart, fir dës Regierung wier d'Drogeproblematik zu Lëtzebuerg keen Thema méi.

Une voix. - Oh!

M. Niki Bettendorf (DP). - Mir hu keng spezial Drogekommissioun méi an an der Santéskommissioun war dat bis haut och nach keen Thema.

Une voix. - Très bien.

M. Niki Bettendorf (DP). - Ënnert dem DP-Minister Carlo Wagner goufe richteg Akzenter gesat, wat schonn eleng aus de Moyene virgeet, déi zur Verfügung gestallt gi sinn. Plus 360% an de vergaangene fënnf Joer, dat ass exceptionell a verdéngt Unerkennung an et ass ze hoffen, dass déi Efforten och am neie Plang bis 2009 weidergefouert ginn.

Iwwer 80% vum Plan d'action 2000-2004 goufen ëmgemat, d'Fixerstuff ass net gebaut ginn. D'Plang ware fäerdeg, mä et gouf kee Konsens iwwert d'Plaz wou se sollt gebaut ginn. D'Stad Lëtzebuerg huet grouss Efforté ge-

maach fir Opfangstrukturen zur Verfügung ze stellen, an d'Stad Lëtzebuerg kann net eleng zoustänneg si fir d'ganz Land. Och zu Esch an an der Nordstad brauche mer Opfangstrukturen. De Minister wär gutt beroden, op d'Stad Lëtzebuerg ze lauschteren, wou d'Fixerstuff soll realiséiert ginn.

Här President, d'Drogessituatioun zu Lëtzebuerg ass bää wäitem net brillant. 300.000 ausgedeelte Sprëtze soe genuch. Dat ass schonns dramatesch. Allze laang sinn d'Droge banaliséiert ginn an nach haut gëtt d'Cannabis banaliséiert. Nach net allze laang huet den heuteneg däitsche gréngen Ausseminister Joscha Fischer gefuerdert, Cannabis sollt de legale Suchtstoff gläichgestallt ginn. D'Suchtspotenzial vum Cannabis gouf an d'Lächerlechkeet gezunn a gläichgestallt mat lesse vu Lakritzen!

Gott sei Dank koum et do zu engem Ëmdenken an haut ass gewosst, dass d'Cannabiszeen sech an de leschte 25-30 Joer dramatesch verännert huet. Et ass eise politesche Responsabelen nëmme ze recommandéieren, um internationale Symposien deelzehuelen a sech an d'Bild ze setzen. D'Cannabisplanz ass haut och nach déiselwech wéi 1.400 Joer viru Jesus Christus, mä den THC, dee synthetesch hiergestallt gëtt an deen irréparabel Schied am Gehir vu jonke Leit hannerléisst, ass haut mat enger 25%eger méi héijer Konzentratioun um Maart, an domat ass d'Diskussioun „licht Drogen, haart Drogen“ hifälleg ginn.

Wat katastrofal ass, dat ass datt ëmmer méi Jonk ëmmer méi oft ëmmer méi verschidde Formen an ëmmer méi héich Dose consommeieren! Do muss den Hiewel ugesat ginn. Mir mussen eis staark maachen, fir eng Gesondheitspromotioun bei der Jugend: staark sinn, fir ze léieren, staark sinn, fir ze schaffen, staark sinn, fir ze spullen, normal kënnen liewen ouni Drogen. Mat Droge ginn déi beschte Virsätz iwwert de Koup gehäit. E Jonken, dee freides gedronk a gehascht huet, dee schafft och samschdes a sonndes näischt. Am Géigendeel, hie brauch erëm seng Drogen, a PISA léisst grëssen.

Och mir als Demokratesch Partei hunn den Ënnerscheed gemaach tëschent lichten an haarden Drogen, souguer nach an eise leschte Wahlprogramm, mä mir hunn awer och d'fir plädéiert, datt mer missten zu enger europäescher Regelung kommen, déi absolut noutwendeg ass.

Och eis Noperen hu begraff, datt den hollännesche Wee mat fräiem Verkaf an de Coffeeshoppen net dee richtegen ass. Souguer d'Hollänner dréinen d'Rad erëm. Vun iwwer 2.000 Coffeeshoppe gëtt et der haut nach 800, déi aner si schonns allegueren zouge-maach ginn, well d'Mafia do Här a Meeschter war an och all aner Zorte vun Drogen do ëmgemat huet.

Här President, wann et awer zu kengem europäeschen Accord kënn, da muss mer nach eng Kéier och no 2002 hei zu Lëtzebuerg légiféréieren. Droge consomméieren ass kee Crime. Mir si jo och net kriminell wa mer dréinen oder fëmmen. Mir mussen also aner Weeër fannen, wéi mer déi Jonk vun den Drogen ewechhalen. Als méi Alen heibanne verstinn ech et net esou richtig, datt et an de Schoulen net soll méiglech sinn, fir richteg Akzenter ze setzen.

Une voix. - Très bien!

M. Niki Bettendorf (DP). - Brauche mer zousätzlech Educatoren, déi sech um Terrain mat der Jugend beschäftegen? Hunn d'Professeren an d'Direkteren haut keen Afloss méi op dat wat an de Schoule geschitt?

D'Anne Brasseur hat an de Schoule fir „Toleranz zéro“, null, plädéiert. Ass do da wierklech näischt ze

maachen? Genau wéi am Prisoong - et ass schon ugeschwat ginn. Sinn déi Responsabel ohnmächtig? U Geld feelt et net. Den „Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants“ huet 20 Milliounen Euro op de Konte stoen an hie gëtt d'Geld net Meeschter.

Meng fënnf Minutte sinn eriwwer. Ech wollt nach just soen, gedronk a gehascht zesumme ka 15-mol méi schlëm si wéi nëmme just gedronk. Dat ass och eng vun den Ursaache vun de villen Autosaccidenten. Ech froe just nach, wéi ass et mat menger Proposition de loi vun 2003, wat den Dépistage vun den Drogen um Steier ubelaangt, oder mam Henri Grethen sengem Projet de loi, wou meng Proposition dran agebonne gouf?

Här President, eng Gesellschaft, déi hir Kanner net protégéiert, déi geet zugrund! Mir sinn déi politesch Responsabel fir dës Gesellschaft. Un eis ass et ze reagieren an u kengem aneren.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnf Minutte Riedezäit zur Drogosituation an zum neien Aktionsplang dozou erlaben et natierlech net, méi grondleeënd Iwwerleeungen unzesellen iwwert de Phenomeen Sucht an Drogen hei zu Lëtzebuerg an an Europa. Dofir am Telegrammstil just e puer Remarquen a Virschléi.

Éischtens, de Problem vu Sucht an Drogen, ob legal oder illegal Stoffer, bleift grad och zu Lëtzebuerg e realen, net ze ënnerschätzende Problem vun der Santé publique. Zweetens, et war, et ass an et bleift awer eng Illusion ze mengen, et kéint een iwwer eng haart, reng repressiv Antidrogopolitik de Problem an de Grëff kréien. Drëtens, sou séier wéi mer all effizient Mesurë vun Informatioun a Prävention ënnerstëtzen, och iwwert dës Mesurë kréie mer de Phenomeen Sucht an Drogen ni ganz an de Grëff.

Et gëtt an et wäerte bis op weideres ëmmer Grënn ginn, sozial Grënn, psychosozial Grënn, kulturell Grënn oder Zukunftsansichten, firwat bestëmmte Leit, jonk oder al, aus hire Problemen oder Malaisen eraus meng missen ze flüchten, déi eng an déi sou genannte legal Drogen, Alkohol, Tubak, Psycho- a Glückspillen an esou virun, déi aner an den illegale Beräich vu Cannabis, Ecstasy, Kokain oder Heroin.

Véiertens, ënnert dem viregten Aktionsplang sinn eng Rei vu positiven Initiativen a Saachen Informationscampagnen, Therapieplazen oder psychosozial Entzëiungs- a Betreivungsstrukture geschaf ginn. En Taux de réalisation vu ronn 80% gëtt gesot, an dës Effortë sollen an deem neien Aktionsplang nach verstärkt a weiderentwëckelt ginn. Mir als Gréng wäerten natierlech all budgetär Efforten an deem Sënn an am Sënn vun enger sozialer Reintegratioun vun deene Leit ënnerstëtzen.

Fënneftens, mir sinn an deem Kontext awer der Meenung, datt endlech a couragéiert Neel mat Käpp muss gemaach ginn a Saache Sécherheet a Gesondheetsschutz am Émgang mat der Heroinproblematik; Stéchwuert Aariichtung vu sou genannte Fixer- raim an och déi kontrolléiert Distributioun vun Heroin. Et kann an et d'äerf net sinn, datt do weiderhi just de Kapp an de Sand gestach gëtt! Couragéiert regional Léisunge mussen endlech realiséiert ginn.

Sechstens, Stéchwuert Cannabis, wou ech mam Här Bettendorf, mengem Virriedner, net d'accord sinn, well mer der Meenung sinn, datt mer do endlech eng méi realistesch Approche brauchen. Als

Gréng triede mir weiderhin dofir an, datt eng Dépenalisierung, datt heescht eng öffentlech kontrolléiert Reglementierung vum Cannabis, wéi se an der Proposition de loi vun der Madame Renée Wagener virgeschloen gouf a wéi se deelweis a munchen europäesche Länner fonctionnéiert, déi realistesch Léisung wier.

Cannabis, Dir Dammen an Dir Hären, ass sécherlech net onproblematisch fir d'Gesondheet. Et ass also net esou, dass ee Reklamm sollt dofir maachen. Mä d'Fakten an d'Zuele sinn awer do. Trotz Illegalitéit oder deelweis souguer vläicht grad dowéinst gëtt et Dausende vun haaptsächlech jonke Leit, déi Cannabis benotzen.

Siwontens, Fakt ass an deem Zesummenhank awer och e Problem vun der Glafwierdegkeet. Wéi glafwierdeg sinn nämlech Erwuessener oder och Politiker, déi selwer regelméisseg Alkoholkonsumente sinn, vun deene ronn een Drëttel selwer nikotin- an zigarettenofhängeg ass an iwwert d'Passivfëmmen déi aner zwee Drëttel an hirer Gesondheet belaascht? Wéi glafwierdeg sinn Erwuessener oder Politiker, déi selwer Dag fir Dag Prozac oder ähnlech Glückspille schlécken, nëmme fir kënnen ze fonctionnéieren, an déi op där anerer Säit wëllen de Cannabiskonsum kriminaliséieren?

Nach eng Kéier: Aus Gesondheetsschiedlech keng Reklamm, kee Plädoyer fir de Cannabiskonsum, mä endlech méi en éierlechen Émgang domadder. Cannabis en tant que tel ass keng Astiegsdrog, Cannabis en tant que tel ass net méi gesondheetsschiedlech wéi Tubak. An, Dir Dammen an Dir Hären, souguer wann haut de prozentuale Gehalt un THC um Cannabismarché insgesamt méi héich ass wéi fréier, dat stëmmt, sou ass dat awer an eisen Ae keen Argument géint eng Dépenalisierung, mä éischer en Argument fir eng Dépenalisierung, well nëmme iwwer staatlech Kontroll an eng staatlech kontrolléiert Distributioun wier et méiglech, och dës Problem, zumindest gréisstendeels, an de Grëff ze kréien.

Aachtens, als Gréng ënnerstëtze mir selbstverständlech d'Campagnë vum Gesondheitsminister a Saachen Alcopops an och a Saache Campagne a legislativ Mesurë géint den Tubakkonsum, wann et ëm de Schutz an öffentleche Raim vun Personal wat do schafft an och vun den Netfëmmeren geet. Wann d'Passivfëmmen wëssenschaftlech elo nogewise gesondheetsschiedlech a Kriibs erregend ass, dann héiert de Spaass op, da missten déi Nikotinsüchtig - ech nenne se sou! - eigentlech vun selwen drop kommen, hiert Verhalten ze änneren!

Néngtens, a Saache Gebrauch a Mëssbrauch vu Psychopharmaka, wat no Statistike vun der UCM grad och hei zu Lëtzebuerg säit längerem schon ee vun deene gréisste Sucht- an Ofhängegkeetsproblemen duerstellt, fuedere mir als Gréng endlech eng breet an Ursaachen orientéiert öffentlech Debatte iwwert dës Problematik.

Zéngtens, eis Konklusioun: A Saache Sucht an Drogeproblematik brauche mer manner Hypokrisie, a manner Repressioun op deene falsche Plazen. Mer brauche méi Éierlechkeet, méi Transparenz, méi Realismus a méi Verantwortung. Repressioun géint wierklech Drogekrimineller a géint mafios Geschäftler - jo, awer Realismus a Schuedensbegrenzung par rapport vun de Suchtkranke selwer, fir Ofhängegkeeten a Gesondheetsschied ze verhënneren oder ze begrenzen. Éierlech Informatioun och iwwert d'Risiko vun allen Drogen, ob legal oder illegal Drogen, an Informatiouns- a Präventionscampagnen op allen Niveauë vun eiser Gesellschaft.

Fir de Rescht, Dir Dammen an Dir Hären, sollte mer versichen eis politesch Hausaufgaben op deem

Gebitt uerdentlech ze maachen a mer sollte versichen de Kanner an de Jugendlechen, mä och deenen Erwuessenen, déi schlecht drop sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen an hinnen nei Perspektiven ze weisen.

Merci.

M. le Président. - Den Här Bettendorf huet nach d'Wuert gefrot, Här Jaerling.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, ech wollt just dem Här Huss soen, dass mer net wäit ausernee leien an enger Saach. Ech hu gesot, dass wa mer keng europäesch Léisung géife fannen, da misste mer hei zu Lëtzebuerg nei léigiféieren. Ech hu gesot, een dee fëmmt, een deen dréinkt, een deen hascht, dat ass kee Kriminellen. Domadder mengen ech, wa mer nei géife léigiféieren, dass mer müssen dat Kriminell ewechkréien an dass mer de Leit müssen hëllef. Dofir hunn ech gesot nei léigiféieren, a fir soss guer näischt.

M. le Président. - Den Här Jaerling ass als leschte Riedner ageschriwwen.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här Präsident, virop mol Merci un d'Regierung, dass se eis grousszügig fënnf Minutten zur Verfügung gestallt huet, fir iwwer esou ee wichtige gesellschaftleche Problem ze schwätzen.

(Interruption)

Une voix. - Dat war d'Chamber selwer!

M. Aly Jaerling (ADR). - Oh mei, dat ass jo nach schlëmmer.

(Hilarité)

M. le Président. - D'Chamber gëtt sech hiert eegent Reglement.

M. Aly Jaerling (ADR). - Ech géif mengen, wann ee wierklech déi Problematik hei seriö hätt wëllen ugoen, dann hätt een och kënnen eng Interpellatioun maachen.

Bon, d'Fro, déi sech stellt, an dat esouwuel am Plan de lutte contre la drogue 2000-2004 wéi 2005-2009, ass: Wat wollte mer erreechen? Wat hu mer erreecht? Oder besser gesot: Hu mer iwwerhaapt eppes erreecht? Den Objektiv, dee mer eis gestallt hunn an och nach weider stellen, ass, esou vill wéi méiglech Mënsche vun Drogekonsum ewechzehalen.

Eisen Objektiv muss an deem Zesummenhank awer onbedéngt sinn, fir deenen, déi gestraucht sinn, hiert Liewen ze retten. Wéi awer kënnen mer dat erreechen? Si mer iwwerhaapt à même dat mat eisen traditionelle Methoden ze erreechen? Fanne mer an deem neie Strategiepabeier 2005-2009 nei Elementer erëm, déi eis kënnen gleewe loosser, datt mer déi Ziler, déi mer eis gesot hunn, iergendwann eng Kéier kënnen erreechen? Do soen ech kloer neen. Et fënnt ee keng nei Elementer erëm an och d'Resultater vum Plan 2000-2004 beweisen, datt sech net allze vill beweegt huet.

Et gesäit éischer wéi en Alibidokument ënnert dem Motto aus „Je voulais bien, mais je poufite point“. Et geet schon u mat der Terminologie: «Lutte contre la drogue». Lutte ass e Kampf; Kampf ass gläichbedeitend mat Gewalt, Rücksichtslosigkeit, Muechtdenken, Gewannen ëm all Präis, Kompromisslosigkeit an esou weider. Beim Thema Droge kann een awer ausser Mënschen näischt bekämpfen. Et gëtt keng Honnert-Prozent-Léisung, wat d'Suchtverhalen vum Mënsch betrëfft, mä et kann een d'Problemer op e Minimum reduzieren, fir datt se fir d'Konsumenten a fir d'Gesellschaft akzeptabel sinn. Dat heescht also e Kompromiss sichen. Well eng suchtfri

Gesellschaft gouf et nach ni an et wäert och ni eng ginn; däers muss se mer eis endlech bewosst ginn.

Dofir wier et vläicht ubruecht, dat Wuert Lutte ze ersetzen duerch Réduction des drogues et des toxicomanies. Dofir ass och de Begrëff Antidrogue net grad déi richteg Terminologie. Mir sinn alleguer süchtig; déi eng méi, déi aner manner. Dofir hu mir och net d'Recht fir anerer ze verdamen, well se en aner Suchtverhalten hu wéi mir.

Här President, am Strategiepabeier geet et ënner anerem ëm d'Prévention an d'Reduktioun vun der Demande um Schwarzmaart. Dat sinn déi zwee wichtegst Aspekter, déi intensivéiert mussen ginn. D'Prévention an d'Opklärung müssen eng absolut Prioritéit hunn, well do geet nämlech d'Reduktioun vun der Demande un. Dofir muss se och vu kompetente Leit gemaach ginn an net einfach esou niewebäl.

An dës Initiative sollte menger Meenung no éischer vum Centre de prévention an de Wee geleet ginn, an do solle Fachleit um Terrain agesat ginn. Do kënnen och wéi an anere Länner ehemoleg Toxicomane mat erugezu ginn, déi wëssen, vu wat dass se schwätzen.

D'Police ass fir mech op kee Fall déi richteg Instanz fir kënnen dës Aufgab ze iwwerhuelen. D'Police soll sech ëm déi Problemer këmmere fir déi se do ass.

Dann zur Reduktioun vun der Offer. Fir do eng Reduktioun ze erreechen, gëtt nach ëmmer stur un der Répressioun festgehalten, an dat souguer och op UN-Niveau. Kee kann awer beweisen, datt d'Repressioun effektiv dozou bäigedroen huet, datt d'Offer erfroget. Mir hunn elo a kuerzer Zäit iwwer 600 Persounen inculpéiert, déi um illegalen Drogekaart täteg sinn. Dëst deit jo dann awer guer net drop hin, datt d'Offer erfroget, an et deit scho guer net drop hin, datt d'Demande erfroget.

Répressioun eleng bréngt also guer näischt. Mir müssen nei Weeër goen. An dat kënnen mer nëmme, wa mer endlech agesinn, datt mer dem illegale Maart d'Konsumenten ewechhuele müssen, andeem mer de Süchtigen eng staatlech kontrolléiert Wuert ubidden, déi et de Süchtigen erlaabt mat hirer Sucht ëmmer ënner manner geféierleche Bedingungen zumindest weiderzeliewen, an déi et der Gesellschaft erlaabt de Kontakt zu deene Mënschen onbedéngt oprecht ze halen, an domadder och de Wee opzeloossen, fir se langfristeg gesinn erëm an d'Gesellschaft ze integréieren, aus där se souwiesou ni eraus waren, well se gehéieren zu eis. Si si just ëmmer nëmme an den Abseits gestallt ginn a marginaliséiert ginn.

D'Regierungserklärung deit jo hei nei Weeër un. D'Fro, déi sech stellt, ass: Sinn déi eescht gemengt oder bleiwe se just um Pabeier? Wéi zum Beispill d'Fixerstoff; dës Initiativ ass en suspens. Et freet ee sech firwat. Si soll agefouert ginn. Déi, déi se betreiwen, an déi, déi se benotzen, sinn awer an enger prekärer Situatioun, well se sech normalerweise illegalen Aktivitéite schëlleg maache müssen. Déi eng, well se am Besëtz vun illegalen Droge si fir sech sprëtzen ze goen, an déi aner, well se nokucke wéi een aneren eng Illegalitéit mécht. Eng Fréckmilchen also, déi onbedéngt duerch eng Gesetzännerung muss behewe ginn.

Ass d'Regierung bereet, déi hei néideg gesetzlech Upassung virzehuele fir déi Leit aus där prekärer Situatioun erauszekréien? A wa mer schon den éische Schrëtt wëlle maachen, firwat si mer dann net konsequent an zéien et voll duerch? Firwat iwwerhuele mer net déi Methode vu kontrolléierter Ausgab vun Drogen, déi am Ausland säit zéng Joer bestinn a gutt Erfolleger opweisen?

Wa mer wierklech wëllen d'Demande um Schwarzmaart brem-

sen, respektiv de Schwarzmaart ganz verschwannen doen, wa mer kräisichen, datt elo anstatt 10% THC am Cannabis bis zu 25% enthalte sinn, fir d'Konsumente méi séier süchtig ze maachen, ass dat net en Argument fir och dës Wuert als haart Droge unzegesinn a se ënner der staatlecher Kontroll fräi erauszeginn? Well Kokain an Heroin ginn och ëmmer méi als schlecht Wuert verkaaft a ginn ëmmer méi geféierlech fir déi Leit, déi se konsuméieren.

M. le Président. - Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling (ADR). - Ech si gläich fäerdeg. Ech hunn nämlech nach eng Motioun, dann huelen ech déi Zäit.

Här Präsident, wann de Wëlle bei der Regierung do sollt si fir nei Weeër ze goen an och déi Weeër ze versichen, déi ech elo hei opgezéit hunn, dann diert et jo sécherlech kee Problem si fir déi Motioun ze stëmmen, déi ech hei am Numm vum ADR deponéieren; eng Motioun, déi d'Regierung opfuert, endlech déi Mesuren anzusetzen, déi se sech selwer ginn huet, an déi se bis elo a suspens gehalten huet. Domat wëll ech elo déi Motioun dann areechechen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

D'Volleksverriederkummer

- stellt fest, datt den Drogekonsum schwéier anzudämmen ass;

- stellt fest, datt a verschiddene Länner nei Usazpunkte fir d'Bekämpfung vun der Drogenofhängegkeet gesicht ginn, dorënner d'Schwäiz;

- stellt fest, datt mat der sou genannten „heroingestützte Behandlung“ Erfolleger ze verzeechne sinn;

- ass der Meenung, datt dës Programm d'Palette vun de Méiglechkeeten, den Drogekonsum mat Erfolg ze bekämpfen, vergréissert;

- stellt fest, datt esou e Programm och hei zu Lëtzebuerg virgesinn ass, mä bis elo a suspens gehale ginn ass;

- stellt fest, datt d'Virbereedung fir esou e Programm zënter 2002 leeft, fir e Programm, deen am Ausland scho säit 1994 mat Erfolg ugewannt gëtt;

- ass der Meenung, datt net nach méi Zäit verluer sollt ginn;

fuerdert d'Regierung op

- alles an d'Weeër ze leeden, fir dës Programm esou séier wéi méiglech ulafen ze loosser.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président. - D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Gesondheitsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, villmools Merci fir déi gutt Interventionen zu engem ganz eeschten Thema. Dir hutt et gesot, mir probéieren haut de Mëtteg a kuerzer Form den Drogeplang 2000-2004 ze bilanzéieren, an de Bolz ze fillen, wat den Drogeplang 2005-2009 ugeet.

Ech hunn den Echange mat der Chamber an der zoustänneger Kommissioun zu engem fréien Zäitpunkt gesicht, an ech war frou, dass et zu deem heitegen Echange konnt kommen, ier mer den Drogeplang offiziell wäerte presentéieren.

Ech sinn och frou, dass déi Diskusioun de Mëtteg net parteipolitesch ausgedroe ginn ass, mä dass se an der eeschter Suerg ëm d'Problematik um Terrain gefouert gouf. Bei allen Efforten, déi gemaach ginn an deene leschte Joren - an déi ware grouss, Dir hutt et héieren, finanziell Mëttele mol fënnf, perso-

nell Mëttele mol 3,5 -, bleift den Drogeproblem am Verglach zu aneren europäesche Länner grouss, an et gëtt keng Ursoach fir d'Efforten nozeloossen.

Et ass ënnerstrach ginn, dass den Drogeplang 2000-2004 zu engem groussen Deel konnt realiséiert ginn. Zu 80% seet den zoustänneg Koordinator. Dat ass en zolidd Ergebnis, an och wann zwou Moosnamen bis elo net realiséiert gi sinn, da kann dat näischt dorun änneren, dass gutt Aarbecht um Terrain geleescht ginn ass, an do ass vum Marc Angel drop insitéiert ginn. Hei si motivéiert Associatiounen am Asaz op engem Terrain, deen net liicht ass a wou ee vill Motivatioun brauch, well ee méi mat Mësserfolleger konfrontéiert ass wéi mat gräifbaren Erfolleger, wéi dat op anere Plaze méi oft de Fall ass. Et muss een also e ganz seriösen Engagement hunn.

Ech wëll mech och net op déi zwou Moosnamen, déi bis elo net konnt realiséiert ginn, focaliséieren, well ee sech de Gefalen an der Drogeproblematik soll maachen, net nëmmen déi méi publikums-wierksam Saachen erauszegräifen, mä wann ech gelift probéiere fir d'éischt sech eens ze ginn iwwert déi allgemeng Problematik, wou ganz oft d'Meenungen déiselwech sinn.

D'Fixerstoff ass geplangt giewesch. Et ass gefrot gi vum der Madame Stein, firwat dass se nach net realiséiert ginn ass, och vun anere Riedner, ob se dann elo schnell géif realiséiert ginn. Ech kann lech do soen, Jo. Si gëtt schnell realiséiert an den Accord de principe mat alle Partner ass do, esou dass mer ganz schnell kënnen déi Struktur operationell maachen.

Deen zweete Punkt, dee bis elo net konnt realiséiert ginn, mä wou awer de Rapport do ass, dat ass eng medezinesch iwwerwaachten Ofgab vun Drogen u schwéier Ofhänger. Déi Moosnam ass net realiséiert. Si fënnt sech awer am Regierungsprogramm vun dëser Regierung erëm a mir wäerten och zesummen un deem dote Projet schaffen. Deen ass net fir muer, mä deen ass fir iwwermuer. Da wa mer déi Struktur, déi mer elo amgaange sinn opzebauen, hunn, wa mer d'Erfahrungen do gesammelt hunn, fir da mat där nächster Etapp weiderzefueren.

Et soll een also wann ech gelift an der Drogeproblematik net alles op Fixerstoffen, déi souwiso kontrolléiert Ofgab vun Drogen, Legaliséierung, Dépénaliséierung focaliséieren, mä kucke wou een um Terrain konkret ka schaffe fir d'Demande erfzesetzen. An dat ass d'Prioritéit vun dësem Projet, fir kënnen d'Schied, déi den Drogenkonsum verulast, an de Grëff ze kréien, fir eng beschtméiglech Koordinatioun tëschent den Acteuren um Terrain ze kréien, well där sinn et der vill, niewent dem Gesondheitsministère, der Justiz, der Famill an an an, sinn et eng ganz Rei vu staatlechen Instanzen, vu privaten Acteuren, déi mussen hei agräifen.

Dat sinn d'Haaptprioritéite vun eise Programm, deen elo direkt wäert ulafen, well am Budget 2005 si schonn éischt Akzenter virgesi fir dësen neie Programm.

Ech wëll awer och nach eng kéier ënnersträchen, dass wa mer d'Diskussioun iwwert Droge féieren, dass ee vun den Haaptuleissen, déi mer hunn, den Uleies ass fir d'Gesondheet vun Affer, an do handelt et sech bei den Drogenofhängerem ëm Affer, fir déi Gesondheitsrisiken esou minim wéi méiglech ze halen, a wann ech gelift, egal wat fir eng Droge substanz, där legaler oder där net legaler, den Effekt net ze banaliséieren.

Wann een als Kand dréinkt, wann een als Kand fëmmt, wann een als Kand Cannabis hält, oder iergendeng anere Substanz, dann huet dat ganz dramatesch Konsequenzen,

an dat soll een net banaliséieren, an och déi Kollegeen, déi ganz gutt gemengt fir eng Liberaliséierung plädéieren, och déi mengen och plädéieren net dofir, dass eng Liberaliséierung esou wäit dierf goen, dass een och Jugendlechen a Kanner géif Zougank zu deene Substanzen ginn.

An déi, déi eng Legaliséierung vu verschidde Drogen fuerderen, missten duerch d'Hannerdier erëm Verbueter aféiere vis-à-vis vun deene Kanner a Jugendlechen an dann hätte mer de Schwaarzmaart awer erëm eng kéier net ofgeschafft.

Dofir, déi ganz einfach Solutiounen, déi gëtt et am Drogeberäich net, well wa se fonnt wäeren, da géif een se applizéieren. Si sinn alleguer scho probéiert ginn, an alleguer déi Saachen, déi probéiert gi sinn, hunn net nëmmen Avantagen, si hunn och Désavantagen. Holland gëtt heiansdo als Beispill geholl. Holland ass an eenzelne Beräicher um Réckmarsch. Anerer hu probéiert Efforten ze maachen.

Also wéi gesot, déi allgemeng gëltig Solutioun gëtt et net, an dofir hu mer déi verdammte Pflicht fir alles ze probéieren, fir de Schued vun deene Betraffenen ewech ze halen.

Den Aktionsplang vun 2000-2004 huet ganz kloer dozou bäigedroe fir d'Risiko fir déi Betraffenen ze reduzéieren, well Strukture geschafft gi sinn, nidderschwelleg Strukturen, héichschwelleg Strukturen, Wunnstrukturen. Dat huet dozou bäigedroe fir déi Leit besser kënnen ze betrieen, fir se besser kënnen ze beroden, fir hinnen Alternativen ze bidden. Et gouf och ganz ville gehollef fir entweder erauszekommen, oder mat hirer Ofhängegkeet besser ze lieren. D'Substitutionsprogrammer erlaben dat.

Den Drogeplang 2005-2009 wäert déi doten Efforté weiderféieren, intensivéieren. Bei den nidderschwellege Strukture si mer am Moment gutt équipéiert. Bei den Therapiestrukture gëtt et Besoinen, bei de Posttherapiestrukture gëtt et Besoinen. Bei dem Empfang, bei der Betreuung vun deene ganz Jonke gëtt et Besoinen, well wann een déi ganz Jonk, déi déi éischte kéier a Kontakt mat den Drogen kommen, zum richtigen Zäitpunkt ze pake kritt, da verhënnert ee vläicht, dass se méi staark erofrutschen. Dat ass extrem wichteg.

D'Prévention, dat ass viru gesot ginn, ass e wichtige Pilier vun der Drogepolitik. Mir hunn do ganz gutt Partner. Mam Drogepräventionszentrum hu mer en excellent Partner op dee mer kënnen zrëckgräifen, deen eng excellent Aarbecht um Terrain leescht, an och do wäerten nei Akzenter kommen.

Déi Approche, déi mer hunn, ass eng integréiert multisektorell Approche. Dofir ass et extrem wichteg, dass d'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Acteuren verbessert gëtt. Dir wësst, dass mer en nationalen Drogekoordinator hunn, den Alain Origer, wat en excellent Mann ass, an Dir wësst, dass mer eng interministeriell Kommissioun hunn, wou déi verschidde Ministèren zesummeschaffen. Déi Kommissioun brauch en neien Elan. Déi Kommissioun gëtt nei zesummegeat a muss eisen neie Programm begleeden.

Déi Iddi vun enger externer Evaluatioun ass net vun der Hand ze weisen. Ech mengen, mir mussen e „benchmarking“ maachen, wa mer elo fënn Joer oder méi hannerun eis hunn, fir ze kucke wéi effikass dass eis Approche vis-à-vis vun aneren Approchen ass, och wann eis Approche ofgestëmmt ass mat auslänneschen Erfahrungen. Och wa se sech ganz gutt areit an déi europäesch Programmer, mussen mer awer kënnen kucken, awéifern dass mer effikass sinn.

Et ass viru gesot ginn, wat huet et bruecht? Ech kann lech soen, bei engem ganz dynamesche Maart, bei dem Problem, deen néierens méi kleng ginn ass, hunn

alleguer déi Efforten dozou bäigedroen, dass mer 2000 nach mat 26 Drogendueder konfrontéiert waren, am Joer 2003 mer der nach 13 haten. Dat sinn der 13 ze vill, mä ëmmerhin ass d'Zuel halbéiert. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi indirekt un de Folge vum Mëssbrauch vun Droge stierwen. Do kënnt ee facilement nach eng kéier op déiselwech Zuel, esou dass een, wann ech gelift, net de Feeler soll maachen, dass ee seet, alles dat huet näischt bruecht.

Dach, et huet Mënscheliwe gerett. Et huet dozou gefouert, dass déi, déi ofhängeg sinn, ënner bessere Konditiounen kënnen lieren, an ech mengen, d'Mënscheliwe kann een net mat Milliounen ofweien; och dat solle mer dofir net maachen.

Ech wëll lech just kuerz nach soen, wéi déi nei Tendenz sinn, an déi sinn esou, dass ee sech ganz grouss Suerge mécht. Viru ass gesot ginn, mer veruerteelen oder mer bréngen esou vill Leit viru Geriicht, déi mat Droge gehandelt hunn. Den Drogemaart, den Drogenkonsum ass näischt Statesches, de Konsum wiesselt, d'Konsumgewunnechte wiesselen an d'Réseau wiesselen. Am Moment si mer mat engem ganz volatilë Réseau konfrontéiert, wou ganz vill Leit mat klenge Quantitéiten handeln, an do muss ee sech drop astellen.

Och den Drogenkonsum ass näischt Statesches. Och do hunn d'Gewunnechte sech geännert vun dem Heroin a Richtung Kokain an, an ech hunn lech dat viru gesot, déi jonk Leit kommen ëmmer méi jonk a Kontakt mat Drogen.

Elo kann ee soen, jo, dat ass vläicht nëmmen - nëmmen „tëschent Guillemets“ - Cannabis, mä ech fannen, an ech soen lech do éierlech meng Meenung, dass et schlëm genuch ass, och wann et nëmme Cannabis, och wann et nëmme Tubak, och wann et nëmme Alkohol ass, dass 12- bis 13-Jähriger domat konfrontéiert sinn an ofhängeg do dervu ginn. Ech fannen dat dramatesch an do gëtt et, wann ech gelift, keng Banaliséierung a keng Bagatelliséierung.

D'Mady Delvaux huet mer gesot, dass et déi Efforten an der Schoul och wäert weider féieren, och sech wäert konzentréieren op déi Alterskategorie, déi am meeschten am Viséier ass vun deenen, déi Kanner oder Jugendlecher wëllen ofhängeg maachen, zesumme mat der Polizei, zesumme mat der Santé.

Dann zum Cannabis. Dee Cannabis, vun deem mer haut héieren, dat ass net méi dee Cannabis, dee mol viru 20 oder 30 Joer am Émlaf war. Deemoos wa dat den „schwaarzen Afghan“; haut komme Stoffe op de Maart, déi sinn 2- oder 3-mol esou staark ewéi déi, déi deemoos zirkuléiert hunn. A wann do e Kuchemännchen, fir dat mol sou auszedrécken, mat deem a Kontakt kënnt, da läit en um Réck; an och dat, mengen ech, soll een a seng Diskussiounen eranhuelen.

Mir si ganz kloer net um Enn vun eisen Efforten. Mir mussen ganz grouss Efforté weider maachen. Am Programm fir 2005-2009 gëtt de Schwéierpunkt op zousätzlech Therapieplaze gesat, op Désintoxicationsméiglechkeeten, och viru allem fir Jugendlecher, Aktualiséierung, Revision vun de Substitutionsprogrammer, Verstärkung vun de Logementsstrukturen. Nuetseil an Abridago hunn eng ganz gutt Aarbecht gemaach an déi Suggestiounen vun der Madame Stein falen net op onfruchtbare Buedem.

Ech hunn lech gesot, dass déi sou genannte Fixerstoff, an dat Wuert gefält mer net, well do dat Wuert „Stuff“ dran ass. Dat ass keng Stuff

am classesche Sënn. Et soll kengem e Gefalen domat gemaach ginn, mä d'Sécuritéit soll verbessert ginn.

Mir hate ganz gutt Diskussiounen an haart Diskussiounen mam UNO-Beoptragten, dee gesot huet, esou Strukture kommen net a Fro.

Dat heescht, mir mussen d'Aen zoumaache vis-à-vis vun deene Problemer, déi mer haut hunn, a vis-à-vis vu Leit, déi ënner schreckleche Konditiounen stierwen, a vis-à-vis vu Problemer a Saache Sécherheet, mat deene mer konfrontéiert sinn, an och déi Leit, déi ronderëm sinn, hunn e Recht fir hir eeg Sécuritéit. An dofir dierfe mer d'Aen net zoumaachen a mer mussen esou Strukture schafen, wéi en Drockraum oder en Drogenkonsumraum, wéi een déi ëmmer nennt; dat ass keng Stuff.

D'Alternativ dozou ass, dass déi Betraffen an de Garagenentréee leien a sech e Schoss setzen oder a Lifter oder ech weess net wou, op Spillplazen a Parken, an dofir - an ech mengen den Här Wagner wénkt mam Kapp - ass dat d'Motivatioun fir an déi dote Richtung ze goen. Net fir engem Toxicoman e Gefalen ze maachen, mä fir vläicht dat eent oder dat anert Liewen ze retten.

Datselwech géllt fir d'medezinesch kontrolléiert Ofgab vun Drogen.

Ateliers thérapeutiques si geplangt, Rechercheprogrammer si geplangt, de Programm vun dem Echange vu Siringuë wäerte mer weider féieren.

Ech wëll lech just soen, just opgrond vun deem dote Programm „Seringues“ - ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech sinn direkt fäerdeg -, just bei deem dote Programm vum Echange vun de Siringuen, do zirkuléieren an der Zwëschenzäit 400.000 där Siringuen am Joer. 95% kommen erëm zeréck. Wat war den Impakt do dervun?

Ma ech wëll lech soen, wat den Impakt dovunner war. Et fënnt een haut quasi keng Toxicomane méi erëm bei den HIV-Infizierten, bei den AIDS-Infizierten. Fréier war dat eng Majoritéit, haut sinn et nach 1 oder 2 vu 60; vill ze vill déi 60, mä et ass net méi de Phänomeen vun den Toxicomanen. Do kann ee soen, duerch den Echange vu Siringuen huet een dat doten erreicht.

Ech hoffen elo, dass ech net ze vill Froen ausgelooos hu vun de Kollegeen, déi sech vill Méi gemaach hunn.

D'Dezentraliséierung vun de Strukturen: Jo, ganz kloer, et ass net eleng d'Stad Lëtzebuerg, déi d'Problematik vun de schwéieren Drogenofhänger huet. Déi gëtt et och op anere Plazen. An déi Leit op deenen anere Plazen, Här Huss, ech mengen, déi sinn och bereet Verantwortung an där doter Saach ze iwwerhuelen.

D'Koordinatioun mat de Stied geschitt ganz kloer iwwert den Drogepräventionszentrum. D'Stied an d'Gemenge si selwer Membere vun Drogepräventionszentrum, an ech mengen domat wär ech um Enn.

Ausser dass ech nach wëllt drop hiweisen, dass eis de politesche Courage net feelt, fir déi dote Mesuren duerchzesetzen. Ech mengen mir maachen eis keng Frënn do dermat, mä et sinn Noutwendegkeeten an et muss een och heiansdo noutwendeg Saache maachen, well se ebe Liewe kënnen retten.

Ech wollt der Chamber een häerzleche Merci soe fir déi éischt Diskussioun. Mir wäerte weider driwwer diskutéieren. A wa mer déi Strukture schafen, och mol Kritik kréien, a wa mer och mol mam Ouer gezu gi vun deem engen oder aneren, deen dat net esou richtig versteet, wann ech gelift, ënnerstëtzt eis, stäipt eis de Réck.

An och zum Schluss nach e ganz grouse Merci un déi Instanzen, déi mer gebraucht hunn, Polizei, Justiz, Parquet, fir déi dote Froen, déi nach am Raum waren, ze klären.

Dat gesot, géif ech mengen, dass déi allgemeng gehale Motioun vum Här Jaerling eigentlech oppen Dieren arennt. D'Regierung wäert dat selbstverständlech maachen, wat hei an där Motioun steet, a si brauch dofir net nach eng kéier extra dofir opgefuerdert ze ginn.

Ech wëll just soen, dass e Budget mol 5, d'Personal mol 3,5, wuel dat beschte Beispill dofir sinn, dass d'Regierung et eescht mengt, wa se seet, dass se sech ëm d'Drogeproblematik këmmert.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Här Minister, den Här Jaerling huet nach eng Fro.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här Minister, et ass nach eng Fro, déi op bleift, an dat ass déi am Zesammenhang mat de Fixerstoffen. Wa mer déi aféieren, gëtt et eng ganz präkär Situatioun, déi ech viru erkläert hunn, an dat ass dass deejéinegen, deen an eng Fixerstoff erageet - wa mer se mol esou wëllen nennen -, sech mol fir d'éischt seng Drog muss beschafen, dann an der Illegalitéit ass, a wann en era geet, dass déi Leit, déi dobanne sinn, sech dann och an der Illegalitéit befannen. An do hunn ech gefrot ob d'Regierung bereet ass, do eng gesetzlech Ännerung ze maachen, fir déi präkär Situatioun ofzeschaffen.

Dat anert wat ech mat der Motioun wëll soen, dat ass: Wisou gi mer hin a mer trennen déi zwou Saachen, Fixerstoff a kontrolléiert Ofgabe vun Drogen? Wär net grad déi Struktur déi richtig Plaz, ob mer se elo fixe oder ambulante maachen, fir déi zwou Saache mateneen ze verbannen an dann do ze kucken, déi Leit, déi an enger präkärer Situatioun sinn, deenen hir Wuer ze ginn, fir dass se kënnen mat engem e bësse méi gesonde Stoff um Liewe behale bleiwen a se op dee Wee och ënner Kontroll behalen an op deem Wee och un der Gesellschaft, fir ze probéieren erëm an d'Gesellschaft eran ze goen?

Dat heescht, ech sinn der Meenung, dass een déi zwou Saache kënnt mateneen verbannen, mä dofir misst een awer fir d'éischt de Problem vun de Fixerstoffen, wa Leit dohinner komme fir sech ze spréizen, léisen.

M. le Président. - Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci, Här President. Just ee Wuert dozou.

Déi jëtzeg Rechtslag erlaabt eis fir deen Drogenkonsumraum anze-riichten. Et ass awer esou, Här President, dass all déi betraffen Instanzen sech zesumme gesat hu fir déi praktesch Konsequenzen dovun ze duerchlichten. An ech mengen d'Praxis an de Realismus a Pragmatismus op dem Terrain bréngen heiansdo méi wéi ganz am Detail geregelt Punkten iwwer e Gesetz. Kommt mir ginn där doter Struktur eng Chance, fir sech ze beweisen.

Wat dat zweet ugeet, do wier et selbstverständlech gutt, wann een ëmmer alles mateneen kéint maachen. Mä mir hunn hei e ganz brisante Problembereich a mir sollen net alles iwwert de Knéi brieche. Mir solle fir d'éischt déi Erfahrung mat där heiter Infrastruktur sammeln an da weiderfueren, net parallel näischt maachen, mä dat anert am Detail preparéieren.

Ech hunn lech gesot, et läit en Avant-projet do, a mir mussen deen Avant-projet, gradso wéi deen anere vum Drogenkonsumraum, mat alle Betraffenen duerch-

diskutieren an eng praktesch Solutioun preparéieren, wou mer eis net d'Genéck direkt brieden, well dann hu mer alles futti gemaach wat op deem doten Terrain kann opgebaut ginn.

M. le Président. - Domat ass d'esse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann zum nächste Punkt.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - D'Motioun ass sans objet.

Motion 1

M. le Président. - Stëmme mer direkt iwwert d'Motioun of?

Une voix. - Jo.

(Interruptions)

M. le Président. - De Vote électronique schéngt mer gefrot ze sinn?

Une voix. - Jo.

(Interruptions diverses)

Vote

M. le Président. - D'Motioun 1 ass mat 38 Nee-Stëmme an 21 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Nelly Stein), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul SchAAF, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Mir kommen dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour, d'Diskussion vum Projet de loi 5312 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public Centre hospitalier de Luxembourg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Frank, déi Häre Wagner, Huss a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

3. 5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Du-

chese Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 14. Juli 2003 gouf am Kader vun enger feierlecher Zeremonie d'Convention de collaboration hospitalière tëschent der Fondation Norbert Metz an dem CHL ënnerschriwwen. Et war deemools eng Kollaboratioun, déi schonn eng ganz laang Geschicht hat an un déi ech well kuerz erënneren op d'ëser Plaz.

Ugaangen ass dës Zesummenaarbecht tëschent dem CHL an der Eecher Klinik am Joer 1992 mat engem Rapport d'expertise vum Gesondheitsministère - deemools nach ënnert dem Minister Johnny Lahure - iwwer méiglech Synergien.

Den 18. Abrëll 1994 hunn dunn d'Vertreieder vum CHL an der Eecher Klinik hir éischt Convention de collaboration hospitalière ënnerschriwwen.

Am Februar 2000 gouf et en neien Accord, wou scho festgehale war, dass ee sech bannent den nächste fënnf Joer wëllt eng gemeinsam Gestiou an Exploitatioun ginn.

Dunn d'Konventioun vum Oktober 2001, wou eng enk Zesummenaarbecht an de logisteschen an administrative Beräicher virgesi gouf an och sollten d'Kompetenzen an enger Rei vun Domänen zesummegeleucht ginn - op déi ech elo net wëll am Detail agoen.

Ganz wichteg och deemools: D'Schafe vun engem Comité de gérance, dee sollt e gemeinsame Projet médical ausschaffen, d'Garde organiséieren an de Statut vun den Dokterinnen definéieren. Grad déi Fro vum Statut war jo keng einfach, well d'Dokteren am CHL jo bekannterweis Salarié sinn, iwwerdeems déi an der Eecher Klinik ënnert dem liberale Statut schaffen.

Dës Projet de loi, vun deem mer elo schwätzen, ass also eng logesch Konsequenz vun der Konventioun vun der Kooperatioun tëschent dem CHL an der Eecher Klinik. De Projet adaptéiert dofir och d'Zesummesetzung vun der Commission administrative vum CHL, an deem Sënn dass och d'Fondation Norbert Metz, déi d'Eecher Klinik exploitéiert, an där Kommissioun vertraueden ass.

Bei där Geleeënheet an op Proposition vum Statsrot wäert d'Union des Caisses de Maladie net méi an där Kommissioun vertrauede sinn, an dat fir eng Confusion de pouvoirs ze vermeiden. Ëmmerhin ass et jo d'UCM mat där de CHL all Joer muss säi Budget négocéieren; wat jo keng Quantité négligeable ass. D'Santéskommissioun war dofir och averstane mat deem Argument an huet dës Propose vum Conseil d'État esou iwwerholl.

Eng weider Neierung un Text geet och op de Statsrot zrëck: Nämlech d'Präzisioun, dass kee Fonctionnaire dierf Member vun der Commission administrative ginn, wann e gläichzäiteg duerch seng Fonction de CHL soll kontrolléieren. Dat ass de Problem, wann ee sou wëllt, mat deene verschiddene Kapten, déi mer jo oft och an anere Kontexter hunn, déi verschidde Fonctionnaire kéinten hunn oder an der Vergaangenheet haten, wa se verschidden Obligatiounen erfëllen.

De Statsrot war, wat den Textpassage ugeet, ganz kategoresch, sou wéi dat iwwerregens och scho bei anere Gesetzer de Fall war; an dat ass och richteg esou. D'Santéskommissioun ass dofir och d'ackord gewiescht, dass dat Fonctionnaire sinn déi net kompatibel sinn - also souwuel an deem Gremium ze sinn, wéi och eng Kontrollfunktion ze iwwerhuelen -, an huet dofir d'ësen Ännerungen och zougestëmmt a se tel quel iwwerholl.

Fir dass d'Zuel vun de Membere vun der Commission administrative eng ongrued bleift, gouf d'Zuel vun de Vertreieder vum Stat vu siwen op sechs erofgesat an d'Gesamtzuel vun de Membere bleift also bei 13 - doranner abegraff sinn dee Moment zwee Vertreieder vun der Fondation Norbert Metz.

Doriwwer eraus schreift de Projet de loi eng sou genannten Disposition transitoire fest, wat de Statut vun den Dokterinnen - ech hunn et schonn erwähnt - vun der Eecher Klinik ugeet. D'Doktere vum CHL sinn also, fir dat nach eng Käier ze widderhuelen, de Statute vum Spidol no Salarié; déi vun der Eecher Klinik hate bis ewell de liberale Statut an d'Disposition transitoire gesäit vir, dass déi Dokterinnen, déi virum 31. Dezember 2003 bei der Fondation Norbert Metz agréiert waren, och weider ënnert dem liberale Statut am CHL dierfe praktizéieren.

Dës Projet, respektiv d'Zesummenaarbecht tëschent dem CHL an der Eecher Klinik, ass ze gesi virum Hannergrond vum Spidolplang, sou wéi en am Règlement grand-ducal vum 18. Abrëll 2001 festgehale gouf, an deem am ganze sechs Hôpitaux généraux definéiert sinn. No de Kooperatiounen an Zesummeschlëss, déi schonn effectuéiert sinn oder an der Tëschenzäit gemaach goufen, gesäit dat elo esou aus:

- Am Süden: de Centre hospitalier Emile Mayrisch, en Zesummeschlëss tëschent dem Escher Spidol an dem Diddelenger Spidol mat zesumme 410 Better, an den Hôpital Princesse Marie-Astrid zu Déifferdeng mat 202 Better.

- Am Norden: den Hôpital St. Louis mat am Ganzen 260 Better.

- An am Zentrum: d'Spidol vum Kirchbiert mat 337 Better, d'Zithaklinik mat 226 Better an de CHL, deen zesumme mat der Eecher Klinik insgesamt 579 Better huet.

Well d'Eecher Klinik duerch de Spidolplang als Hôpital de proximité aklasséiert war, war dës Zesummenaarbecht mam CHL émsou méi sënnvoll.

D'Avantagë sinn evident. Déi enk Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler an d'Synergien, déi dorauer entstinn, sinn am Sënn vun enger besserer medezinescher Grundversuergung, well d'Servicer sech méi spezialiséieren kënnen a well d'Moyenë méi rationell agesat a genotzt kënnen ginn. Dat ass jo och ee vun den Objete vun der ganzer Operatioun. Dat Ganzt geet och dofir an d'Richtung vun enger méi héijer Qualitéit vun der Medizin, vun de Gesondheitsservicen an einfach vun der medezinescher Grundversuergung vun der Populatioun.

Dann en Zitat: «Sur base du plan hospitalier et de la charte sanitaire, le programme de modernisation des infrastructures hospitalières sera poursuivi dans un esprit de complémentarité et en évitant des situations de double emploi.» Esou ass et am Koalitionsprogramm respektiv an der Regierungserklärung festgehale. A weider: «L'État tâchera d'encourager, aussi d'un point de vue financier, les synergies, reconversions et fusions.»

D'Integratioun vun der Eecher Klinik an de Centre hospitalier glidert sech deemno an an d'Gesamtbestriewe vun der Regierung, fir iwwer Synergien a Komplementaritéit de ganze Spidolsecteur besser ze organiséieren a fir esou och d'Käschten ënner Kontroll ze halen, oder an Ugrëff ze huelen, fir se besser ze géréieren - wat der budgetärer Situatioun vun de Krankekeesen natierlech och zegutt kënn, wat och an d'ëser Diskussion jo leider keng Quantité négligeable ass - an iwwert dee Wee da

weider eng qualitativ héichwäerteg medezinesch Versuergung fir all Bierger ze garantéieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dat bitt mer och eng wonnerbar Geleeënheet fir ofschléissend den Accord vun eiser ganzer Fraktioun zu d'ësem Projet de loi mat op de Wee ze ginn an hei Merci ze soen.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci villmools. Als éischte Riedner ass d'Madame Marie-Josée Frank age droen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäite vu stänneg medezineschem Fortschrëtt a permanent wuessende Käschten ass et onverzichtbar ginn doriwwer nozedenken, dass d'Kliniken op déi verännert Ufuerderungen Äntwerte fanne müssen. Dat geet nëmme duerch eng koordinéiert Spezialiséierung. Et ass ganz wichteg fir d'Zukunft, well d'Finanzéierungsspillraum méi enk gi sinn. Nëmme eng verstärkt Vernetzung am Gesondheitswiese séchert d'Zukunft a ka Käschte reduzéieren.

Ech si frou, dass ech haut d'Geleeënheet kréien, zu d'ësem Projet de loi kënnen ze schwätzen, well ech an den 80er Joren als Infirmière an der Klinik zu Eech geschaff hunn. Fir d'éischt wëll ech awer e bëssen an de Geschichtsbücher vun deene concernéierte Kliniken bliederen.

D'Geschicht vum Eecher Spidol geet zrëck an d'Joer 1854, wou an de Metz&Co-Fabriken zu Eech eng Infirmierie implantéiert war. Um heitege Site gouf 1873 e Spidol, de sou genannten Hôpital Saint-Joseph ageweit. D'ëst Spidol war net nëmme eng einfach Klinik, neen, si huet och Weesekanner ugeholl. D'Verwaltung louch an den Hänn vun verschiddenen Dammen aus der Famill Metz. D'Witfra vum Norbert Metz huet spéiderhin d'Klinik opkaaft a se enger Fondatioun iwwerdroen, déi no hirem Mann genannt ginn ass, nämlech d'Fondation Norbert Metz.

D'Madame Metz huet d'Fondatioun 1892 dem Lëtzebuurger Stat geschenkt. Si gehéiert nach bis haut dem Lëtzebuurger Stat a gëtt vun engem Conseil d'administration verwalt, wou de Stat, d'Arcelor, d'Famill Metz an d'Kierch vertrauede sinn. Och mat der Fusioun vun der Eecher Klinik mam CHL gëtt dës Fondatioun net opgeléist, well nëmme d'Klinik ass Bestanddeel vun d'ëser Fusioun.

D'Eecher Klinik war am Laf vun hirem Geschicht e puermol Virreider, hat als éischt Spidol gewëssen Innovatiounen an der Lëtzebuurger Medizin agefouert. Ech erënneren nëmme drun, dass déi éischt staatlech Infirmiëresschoul an och den éischte Service de neurochirurgie zu Eech waren.

D'Gebailechkeete vun der Eecher Klinik sinn am Laf vun der Geschicht öfters ëmgebaut a vergréissert ginn, wat och haut erëm de Fall ass. Esou baut d'Fondation Norbert Metz laansch d'Nationalstrooss en Dokteschhaus, e sou genannten „Domus medica“, wou déi liberal Dokterinnen hir Praxis installéieren kënnen, esou dass de Wee tëschent hirer Praxis an den Zëmmeren vun hire Spidolpatienten op e Minimum reduzéiert gëtt. Zur Säit vun der Uelzecht gëtt en neien Trakt gebaut, wou d'Offer vun Ee-Bett-Zëmmeren vergréissert gëtt, ouni dass awer d'Gesamtzuel vun deenen duerch de Plan hospitalier autoriséierte Better vun 152 verännert gëtt.

Déi alehrwürdige Eecher Klinik ass elo mat enger neier, relativ jonker Lëtzebuurger Spidolinfrastruktur zesummegegat ginn, nämlech mam CHL. Dës Centre hospitalier

gouf duerch d'Gesetz vum 10. Dezember 1975 geschafen. Zum Centre hospitalier gehéieren deemno elo d'Maternité Grande-Duchesse Charlotte, déi 1936 ageweit ginn ass, d'Kannerklinik, déi 1966 hir Dieren opgemaach huet, den Hôpital municipal, dee jo 1976 offiziell inauguréiert ginn ass, an zënter dem Arrêté grand-ducal vum 3. Oktober 2003 dann och elo d'Eecher Klinik.

D'Eecher Klinik an de Centre hospitalier si keng natierlech Partner. Neen, et gëtt fundamental Ënnerscheeder, déi ech kuerz ernimme wëll. De Centre hospitalier huet eng sou genannte Mission de recherche et d'enseignement, dat heescht e Fuerschungsoftrag. Am Contraire zu anere Kliniken hei am Land waren a bleiwen d'Dokteren am Centre hospitalier eng Zort Statsdokteren, well si gi vun der Verwaltungskommissioun vum Centre hospitalier mat engem Aarbechtsvertrag agefallt. Si kréie fir hir Aarbecht e Forfait, eng Pai, an duerfen hir Dokteschtätigkeit nëmme am Centre hospitalier ausüben an net nach dierneft an enger privater Praxis. Duerfir kréie si am Centre hospitalier Raimlechkeeten an och e Sekretariat zur Verfügung gestallt.

Här President, 1992 stoung e Rapport d'expertise iwwert d'Synergie méiglechkeeten, deen den deemolege Gesondheitsminister Johnny Lahure an Optrag ginn huet. Den 18. Abrëll 1994 ass déi éischt Convention de collaboration hospitalière tëschent dem Centre an Eech ënnerschriwwen ginn. Dës Konventioun hat schonn eng Annex mat engem Projet fir eng Opdeelung vun de spezialiséierte medezinesche Servicer. En neien Accord tëschent Eech an dem Centre ass dunn den 11. Februar 2000 ënnerschriwwen ginn. D'ësen Accord huet virgesinn, fir um Enn vun deem Prozess vu fënnf Joer eng gemeinsam Verwaltung an Exploitatioun vun deenen zwee Etablissementer ze hunn. Aner Detailler erspieren ech lech elo, well eis Rapportrice dat scho gemaach huet.

Eng normal Fusioun tëschent zwee Spideeler wier normalerweis mat d'ësem Arrêté grand-ducal ofgeschloss, wéi zum Beispill beim Centre hospitalier Emile Mayrisch, awer net an deem heite Fall Eech-Centre. Firwat?

De Centre hospitalier ass jo duerch d'Gesetz vum 10. Dezember 1975 geschafe ginn. An d'ësem Gesetz war jo d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration vum Centre virgeschriwwen. Fir awer eng fair Fusioun duerchezéien, solle jo d'Vertreieder vun der Fondation Norbert Metz an d'ësem Conseil d'administration opgeholl ginn. A genee duerfir wëlle mir haut d'Gesetz ëmänneren. Och sollen déi liberal Dokterinnen, déi nach zu Eech praktizéieren, e gewësse Bestandeschutz kréien.

Här President, am Virfeld vun d'ësen Debatten ass et Opreegung bei den Dokterinnen ginn, wéinst hirer Vertriedung am Conseil d'administration vum Centre. Nom 75er Gesetz setzt sech de Conseil d'administration aus 13 Membere zesummen, dovunner véier Dokterinnen. Deemno waren 30,7% vun de Membere Dokterinnen.

Opgrond vu vläicht enger Schnapsiddi am Gesondheitsministère hat den Avant-projet de loi nëmme nach een Dokter bei 15 Membere virgesinn, wat natierlech beim Collège médical hefteg protestéiert ginn ass. Ech zitieren: «Il semble donc que dans l'administration d'une institution aussi importante que prestigieuse que le CHL la profession médicale n'a plus grand-chose à chercher voire que sa présence serait même encombrante. Le collège médical est choqué par l'hypocrisie de l'exposé des motifs.»

A weider: «Le collège médical ne peut accepter que dans une matière aussi sensible que la santé publique les principaux acteurs, à

savoir les médecins, soient de plus en plus écartés des organismes décideurs.»

Dunn huet de Gesondheitsminister Carlo Wagner reagéiert, an de Projet de loi, deen hei am Haus déposéiert ginn ass, huet du bei 15 Memberen am Conseil d'administration dräi Doktere virgesinn, wat also 20% vun de Memberen entsprécht.

An der Santéskommissioun hu mir decidéiert de Verrieder vun der Krankekeese aus dem Conseil d'administration erauszehuelen. Ech fannen dat och ganz normal, well et net korrekt war, dass d'Krankekeesenunioun bis elo op deenen zwou Säite bei de Budgetverhandlungen téschent dem Centre an der UCM souz, an duerfir ass et gutt, dat si erausgeholl ginn ass. Well heiderch stärke mir d'Onofhängegkeet engersäits vum Centre an anerersäits awer och vun der Krankekeesenunioun selwer.

Dernieft krut de Stat nach e Verrieder am Conseil gestrach. Duerch hu mer wéi bis elo 13 Memberen. Dat heescht, duerch d'Fusioun mussen net méi Jetons de présence ausbezuelt ginn. Et ginn och do Käschten agespuert, well statt deenen zwee Conseilen nëmmen nach een ass.

Här President, wéi gesäit d'Zukunft vun der Eeche Klinik aus? Profitéiert d'Eeche Klinik vun der Fusioun oder verléiert si hire spezielle Charakter, hir speziell familiär Identitéit an der Lëtzebuurger Spidolslandschaft?

Eech ass haut duerch d'Fusioun 1. op de Service vun der Orthopédie-Traumatologie, 2. ORL, 3. d'Ophthalmologie, also d'Aemedezin, spezialiséiert, a 4. huet d'Eeche Spidol eng nei Kompetenz kritt, en eenzegaartege Service hei zu Lëtzebuerg: de Centre de l'appareil locomoteur, de médecine du sport et de prévention - am Volleksmond Sportsmedezin genannt. Hei gi global internistesche-kardiologesch wéi sport-orthopedesch Énnersichungen, wéi zum Beispill bei Lëtzebuurger Spëtzesportler virgeholl, awer och sportartspezifesch Belaaschtungstester op engem Vélo-Ergometer. Hei gëtt de Bluttrock a Belaaschtungssituatiounen getest, wéi och déi kierperlech Belaaschtungsfäegkeeten. Et kënnen och Trainingsrecommandatiounen ugebuede ginn. Also, e ganz modern a performante Service.

Här President, vergiesse mer awer hei net dat implizéiert Personal. Ech hat mer Zäit geholl a war nees zréck op meng al Aarbechtsplaz, fir mat de Leit um Terrain iwwert d'Konsequenze vun der Fusioun an eben och iwwert d'Evolutioun vun deene leschte 15 Joer ze schwätzen. Do kann ech nëmme soen: Vill traueren där aler gudder Zäit no, well fréier hate mer einfach vill méi Zäit fir beim Patient ze sinn, well haut den administrativen Opwand enorm grouss ginn ass, an dat dauert d'Fleegepersonal enorm, an deem kann ech och nëmmen zoustëmmen. Ech kommen awer nach eng Kéier drop zréck.

Am Ufank vum Fusionsprozess war d'Personal extrem skeptesch. Dat war och nach normal, well si sinn net genuch agebonne ginn. D'Personal huet gefaart, d'Eeche Spidol géif am Fusionsprozess all Kompetenzen ofgeholl kréien an eventuell an e Fleegeheim ëmstrukturéiert ginn. Déi eng hu gemengt, de CHL géif Eech schlécken. Och sinn Ängschte vu Personalofbau duerch d'Haus zirkuléiert. Wéi an alle Beruufsbranchen ass et och wichteg am Spidolswesen, dat ee mat de Leit schwätzt, well Informatioun, Kommunikatioun an nach eng Kéier Informatioun abannen ass ganz wichteg.

Här Minister, mir hate virgëschter d'Geleeënheet zu Mondorf op der Journée hospitalière ze sinn, wou ganz interessant Suggestiounen gemaach gi sinn. Do ass zum Beispill geschwat ginn, dat ee misst Motivationsformen ausschaffe fir

d'Personal méi ze sensibiliséieren, dat misst dat engagéiert Personal identifizéiert ginn, dat ee misst op dee Wee goe fir méi Leeschtung ze bezuelen. Well nëmmen d'Spideeler am Wettbewerb si sënnvoll fir d'Zukunft.

Här Minister, duerfir wier et interessant ze wëssen, ob schonn eng Kéier eng Analys vun der Informatiounspolitik am Kader vun deene sëllege Fusionsprozesser am Gesondheitswiese virgeholl ginn ass.

Mä et däerf net nëmmen un d'Informatiounspolitik un d'Personal geduecht ginn. Et ass och wichteg, dat d'Informatioun un de Patient weidergereecht gëtt. An ech hat d'Geleeënheet vu verschiddene Patient verschidde Kloten ze héieren, an dovunner zitieren ech nëmmen een: Zum Beispill e Chimiospatient, deen zu Eech a Behandlung war, gëtt an de Centre hospitalier transféréiert. Hien hat zu Eech eng éischt Klass. E kënn net méi erof, well e muss do uewe bleiwen, an dann ass hien natierlech net zefridden, well en dann, wéi dat am Centre ass, keen Éischt-Klass-Zëmmer méi kritt. Wann de Patient am Virfeld informéiert gi wier, da wier e sécherlech net esou erféiert gewiescht.

Da si verschidde Patienten op Eech komm mat hirer Wallis, well se gemengt haben, hir Bauchchirurgie krite se do gemaach. Dunn hu se gesot kritt an der Réceptioun: Neen, Dir musst an de Centre goen, well hei gëtt keng Bauchchirurgie méi geleescht.

Dat alles, Dir Dammen an Dir Härren, mengen ech féiert dorop zréck, dat mer beim Informatiounsfloss nach verschidde Problemer hunn.

Dann erënneren ech drun, dat de Spidolsplang an eise Land jo an dräi Regionen opgedeelt ginn ass: den Norden, den Zentrum an de Süden. Schued ass et, dat den Osten ausbliwwen ass, well fréier hate mir am Osten och nach zwou Kliniken; zu lechnach an zu Gréiwemaacher. Mä de gudden Osten ass eidel ausgaangen. D'Eeche Klinik ass also Hôpital de proximité an der Spidolsregion...

(Interruption)

M. le Président. - Madame Frank, erlaabt Der dem Här Wagner eng Fro ze stellen.

M. Carlo Wagner (DP). - Jo, ech kann der Madame Frank confirméieren, dass effectivement am Oste kee Spidol méi ass. Ech wollt hir awer d'Fro stellen, wien seng Schold et ass, dass keent méi do bliwwen ass.

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Däers sinn ech mer och voll a ganz bewusst, Här Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner (DP). - Wann ech gelift haart.

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Mä dat soen ech och ganz haart, well d'Zäit komm war, dat lechnach a Maacher net méi fäeg ware fir kënnen eng Klinik ze bedriewen. Mä dat hätt awer vläicht net verhënnert, dass sech Gedanke gemaach gi wieren, dat mir iergendwou an eise Osten eng nei Plaz geschafen hätten oder datt op där Plaz, wou elo Altersheimer entstinn, oder entstane sinn, eng Klinik hätt erëm kënnen hikommen. Sief et nëmme fir den Urgencendéngscht!

M. Carlo Wagner (DP). - ...wien deemools d'Santé ënnert sech hat.

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Gutt, ech hunn dat just a Fro gestallt.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. le Président. - Fuert Dir weider, Madame Frank!

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Also, d'Eeche Klinik ass als Hôpital de proximité an der Spidolsregion Zentrum ageschriwwen, ähnelch wéi dat Diddelenger Spidol an d'Clinique Sainte-Marie am Süden. Vill Spideeler schaffe jo ewell zesummen oder si fusionéiert. Ech denken do nëmmen un deen neie Centre hospitalier Emile Mayrisch am Minett.

Am Zentrum gesäit dat jo elo esou aus: De Saint-François, d'Clinique Sacré-Coeur an d'Sainte-Elisabeth hu sech zesumme geden an hunn dat modernt Kierchbierger Spidol gebaut. D'Eeche Klinik ass jo mam Centre zesummen. Dëst ass, opgrond vun deenen historeschen a strukturellen Énnerscheeder vun den Etablissements, eng Entwécklung, déi ee sech fréier sécher net hätt kënnen denken.

Da bleift awer nach d'Schicksal vun der gudder Zitha-Klinik am Zentrum vun der Gare. Meng Zäit leeft fort, an duerfir, Här Minister, wier ech frou, wann Der eis och doriwwe géift e puer Erklärungen ginn.

(Interruptions)

D'Zitha-Klinik, wéi d'Zukunft vun der Zitha-Klinik ausgesäit.

Une voix. - Gutt.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Ech wier frou, Informatiounen doriwwe ze kréien.

Da wëll ech awer nach een Domän erauspicken, an dat ass dee vun der Palliativmedezin. Nieft der Formatioun vum Fleegepersonal an der Palliativmedezin gouf et bis elo am Centre an zu Eech ënnerschiddlech Approchen. Am Centre gouf et de Centre de consultation de la douleur an eng Unité mobile. D'Eeche Klinik huet op déi honorebel Aarbecht an Énnerstëtzung vu Fräiwëllege vun Omega gesat. Am neien Trakt zu Eech ass eng palliativ Statioun mat sechs Better virgesinn - wat ech ganz staark begreissen. Weiderhi gëtt och eng Equipe volante agesat, déi déi néideg Soins palliatifs doheem beim Patient ka verrichten. An da gëtt sech och vill vun der Médecine interne polyvalente an déi palliativ Medizin versprach.

Ech wëll awer nach kuerz een Aspekt uschwätzen, an zwar de PRN. Virun zéng Joer goufe jo d'Spideeler obligéiert de PRN anzeféieren. Dat gesäit konkret esou aus, dat d'Fleegepersonal jiddfer Akt detailléiert no Minutten, et kann ee bal soen no Sekonnen, opschreiw muss. An heibäi géillt et nëmmen näischt ze vergiessen, well opgrond vun deenen Angabe ginn d'Fleegepersonalnotatioun festgeluecht. D'Erhiewe vun den Akter um Patient geschitt ganz minutiéis, esou datt een ëmmer méi oft Plainté vun iwwerfuertem Personal héiert, heiansdo esouguer „burn out“, an dat mécht mir Suerge.

Dofir, Här Minister, ech mengen d'Zäit ass komm, dat mer de PRN kënnen ofschafen, an net nëmmen ech mengen dat, mä vill concernéiert Leit um Terrain. D'Missioun ass erfüllt an ech mengen, et misst een elo zu Konklusione kommen.

De PRN war an ass nach ëmmer eng enorm administrativ Belaaschtung, eng terribel Charge fir d'Fleegepersonal, a vum Käschtel net ze schwätzen. Ech mengen, mir missten haut prett sinn op déi Erfahrungen, déi mer an deenen zéng Joer gemaach hunn, dem Patient no Pathologie kënnen ze soen, esou vill Minutte brauche mer fir déi an déi Akten ze maachen, an datt mer net nach all Dag musse weider dokumentéieren.

Ech si mir bewusst, dass d'Traçabilitéit ganz wichteg ass, mä ech hunn dozou nach Froen an dat maachen ech an enger Question parlementaire.

An da wollt ech de Minister nach froen: Wéi ass et mam Dossier médical informatisé? Ech mengen och deen ass bluttnéideg fir d'Zukunft an et ass wichteg, dat mer dee geschwé kréien.

Ofschléissend, mengen ech, ass et och wichteg, dat mer iwwert d'Reform vun eise Soignantspersonal nodenken, d'Infirmiären, d'Aides-soignantes, a wann een haut um Terrain gesäit wivill administrativ Aarbecht do muss geleescht ginn, da froen ech mech ob mer net mussen op de Wee goen, och ee vun deem Domän op enger Station anzestellen. Ech perséinlech sinn der Meenung, dat mer nei Instrumenter fir d'Ermëttlung vum Personalbedarf an de Spideeler brauchen. Instrumenter, déi d'Bürokratie erëm op e Minimum reduzéieren am Interesse vum Patient.

Fir dat alles ass et wichteg, dat mer erëm an Zukunft Infirmière kréien, déi gären hire Beruf léieren a gären exécutéieren.

Ofschléissend well ech awer der Rapportrice nach mäin häerzleche Merci soe fir hiren excellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner (DP). - Här President, Här Minister, léif Kollegen a Kolleeen, ech wëll fir d'éischt selbstverständlech der Rapportrice félicitéieren fir deen excellente mëndlechen, schrëftlechen a komplette Rapport, dee se de Mëtteg hei gemaach huet.

Dee Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen, fénn en fait séng Origine effectivement am Plan hospitalier. En ass déposéiert ginn net méi spéit wéi den 18. Mäerz d'lescht Joer 2004 vun der viregter Regierung an huet sech opgedrängt duerch den Aboutissement vun den Négociatiounen téschent der Eeche Klinik, déi sou genannte Fondation Norbert Metz, an dem Centre hospitalier. Et ass d'ëinescht hei gesot ginn, et wiere schonn an den 90er Jore Gesprécher gelaf. Et stëmmt effectivement, dass do scho Rapprochement versicht gi sinn, mä op alle Fall hu si ni aboutisséiert an et waren ëmmer nëmme fromm Wënsch, déi ausgeschwat gi sinn, ouni dass déi zwee Etablissements sech awer méi no komm sinn.

Konkret opgrond vum Plan hospitalier ass et Enn 2001 ginn, wéi se sech un en Dësch gesat hunn a fir d'éischt emol gekuckt hunn, wéi eng Kollaboratioun méiglech wier, wat d'Intérëten an d'Stärkten och vun deem een an deem anere Spidol wäeren. Ech mengen, si hunn alleguer déi Schwierigkeeten, déi sech bei esou engem Projet stellen, selbstverständlech richtig agemooss an et ass och vläicht duerch, dass se sech vun Ufank un de Schwierigkeeten bewusst waren, dass se schonn am Juli 2003 zu enger sou genannter Convention de collaboration hospitalière komm sinn. Déi Kollaboratioun oder Synergie ass en fait du realiséiert ginn duerch en Arrêté grand-ducal am Oktober 2003 mat Effet op den 1. Januar 2004. Et ass also schonn iwwer ee Joer amgaangen.

Et ass d'ëinescht och hei geschwat gi vun der Commission administrative, wou sech effectivement ëmmer nees nei Suerge stellen, wéi een déi opstellt, doduerch dass berechteterweis d'Fondation Norbert Metz selbstverständlech och zwee Verrieder an déi Commission administrative kréich, an ech mengen, dass op alle Fall d'Kommissioun vun der Santé gutt berode

war, wéi se averstanen war mam Avis vum Conseil d'État, fir net nees eng Kéier déi Commission administrative opzepompelen, mä ze kucken op d'ärselwechter Zuel vu Memberen ze bleiwen an doduerch eben dem Stat ee Représentant manner ze ginn an och der UCM hire Représentant ewechzehuelen, wat och a mengen Aen eng richteg Mesure ass. Well, wéi d'Madame Rapportrice d'ëinescht erkläert huet, ass et en fait e Paradox an et weess een emol net, ob et juristesche ze verteidigen ass, dass een am Conseil d'administration sëtzt, deen do Décisiounen mat hëlt, op där anerer Säit awer och de Pouvoir de décision huet wat d'Attributioun vum Budget un datselwecht Etablissement ubelaangt.

Et ass de Mëtteg net gesot ginn, et schéngt mer awer net onwichtig ze si fir d'Stad Lëtzebuerg beispillsweis, dass ënnert deenen dräi Représentanten an Zukunft kee Medeziner méi muss sinn. Mir wëssen, dass dat der Stad Lëtzebuerg op alle Fall méi Flexibilitéit gëtt bei hire Représentanten a mir kënnen eis erënneren, déi leschte Kéier virun engem décke Joer, mengen ech, war et, wéi sollt de Représentant médical vun der Stad Lëtzebuerg ersat ginn, dass dat zu relative Schwierigkeeten gefouert huet fir een ze fannen, esou dass ech mengen, dass dat doten op alle Fall e richteg Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Zousätzlech misst een awer och vläicht ervirhiewen, dass d'Stad Lëtzebuerg, eben doduerch well se d'Territoir vum CHL zur Verfügung gestallt huet, an dat schonn zënter dräi Décennien, och an Zukunft kënn de Vizepresident stellen.

Wann ech d'ëinescht gesot hunn, dass effectivement déi doten Integratioun hiren Origine am Plan hospitalier huet, da wësse mer alleguer dass d'Kärstéck vum Plan hospitalier vum Abréll 2001 justement an der Synergie téschent deene verschiddenen Etablissements hospitaliers läit, an dat haaptsächlech duerch zwou Mesuren.

Déi éischt Mesure ass déi, dass an deem Plan hospitalier sämtlech Spideeler an zwou Kategorië klassifizéiert sinn, dat heescht Hôpitaux généraux an Hôpitaux de proximité, zweetens awer och well d'Hôpitaux de proximité deem Plan hospitalier no kee Service spécialisé méi kënnen hunn.

Ech mengen, et ass och dat wat haaptsächlech d'Eeche Klinik beweegt huet fir hir Zukunft ze assureieren, fir ze kucken dee Moment mat dem Centre hospitalier op dee richteg Wee ze goen. A wa mer Plan hospitalier schwätzen, wa mer Synergie schwätzen, Kollaboratioun téschent verschiddenen Häiser, wëll ech hei awer och drop hiweisen, dass déi doten Integratioun vun Eech an de Centre hospitalier net déi eenzeg Realisatioun sinn, déi zënter dem Plan hospitalier effectivement komm sinn. Ech wëll drun erënneren, dass och Dideleng zesumme mam HVEA gaangen ass, wat zum Aboutissement vun der Kreatioun komm ass vum Centre hospitalier Emile Mayrisch, wat och ze begreissen ass.

D'ëinescht ass gefrot ginn hei, an ouni wëllen dem Här Minister virzepräifen, mä ech mengen, e wier awer menger Meenung do. Wat d'Zitha-Klinik ubelaangt, Ste-Thérèse: Dir hat geäntwert, där geet et gutt. Dat stëmmt och, an ech mengen och, dass do de Rapprochement téschent der Zitha-Klinik an dem Gruppement CHL-Eech effectivement schonn zënter enger Zäiten um gudden Wee ass, dass op alle Fall ee Rapprochement sech wäert an Zukunft och konkretiséieren, an zwar esou dass mer och do wäerten e grouse Gruppement kréien.

Ech mengen awer, mir hätten doniewent, wat d'Synergiespolitik ubelaangt, zwee Suergekanner hei zu Lëtzebuerg.

Mir kënnen eis erënneren, dass och Déifferdeng an d'Sainte-Marie versicht hunn eng Kollaboratioun auszeschaffen. Ech hunn awer d'Impressioun, dass dee Rapprochement amgaangen ass ze piétiéieren. Esou zwar, Här Minister, dass ee vläicht misst kucken, dass och déi doten zwee Etablissements géife méiglechst schnell Léisunge fannen. Well ech bleiwen der fester Iwwerzeegung, dass beispillsweis fir de Süden ee grouse Groupement hospitalier unique déi ideal Léisung wier, wat am Sënn vun enger Optimisatioun vun de medezineschen Akte wär, dat heescht am Intérêt vum Patient.

En zweeten, méi ee schwéiere Punkt, deen hu mer am Norde vum Land. Dat heescht, zwëschent dem Ettelbrécker Spidol an dem Wolzer Spidol. Och do, Här Minister, mengen ech, misst ee kucken, dass d'Leit endlech géifen d'Zeeche vun der Zäit erkennen, an dat nees eng Kéier am Intérêt vun de Leit.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass sech mat deem Plan hospitalier net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ganz grouss Schrëtt gemaach hunn a Richtung vu Synergien, a Richtung vu méi Efficacité médicale, mä dass dat och grenziwwerschreidend ass zënter Joren. Ech wëll drun erënneren, dass do munch Spideeler op dee richtege Wee gaange sinn. Mä ech wëll awer haaptsächlech hei ervirsträichen d'Efforten, déi déi Zäit den HVEA scho gemaach huet, an och den CHL.

Ech mengen also, dass mer do um richtege Wee sinn. Dat d'autant plus dass elo, esou wéi ech mech rensignéiert hunn, och d'EHL als Gruppement bereet ass fir mat op deen dote Wee ze goen.

Ech weess, Här Minister, dass Dir déi Politik, déi mer entaméiert hunn, wëllt weider ënnerstëtzen, an ech op alle Fall kann lech versprechen, dass Der main Appui an där doter Saach wäert kréien. Well et ass deen eenzege richtege Wee, wa mer wëllen efficacément weider mam Ausland konkurrenzéieren.

An ech mengen, mir hei zu Lëtzebuerg, mat där Politik déi ageschloe ginn ass, sinn um richtege Wee. Mir kënnen a praktesch all de Pathologien mam Ausland konkurrenzéieren, mat Ausnahm selbstverständlech vun de Maladies rares, wou mer och wäerten an Zukunft op d'Ausland ugewise sinn.

Här President, Här Minister, Kollegen a Kolleeginnen, dat gesot, mengen ech, ass et sous-entendu, dass d'Demokratesch Partei och wäert deem heite Projet zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech och der Rapportrice vun deem Projet de loi, menger Escher Buergermeeschterin, Merci soe fir hire kuerzen a kloere Rapport, dee se hei gemaach huet. Ech mengen...

(Interruptions)

Ganz gutt, deen ass ganz gutt.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass den Objet vun deem Projet de loi ganz kloer ass, an deem Mooss wou de CHL an d'Escher Klinik fusionéiert hunn, do war et och kloer dass de Verwaltungsrot huet misse verännert ginn. Dat ass gemaach ginn. De Vertrieeder vun der UCM ass net méi do derbäi, wat och an enger gewësser Logik ass.

Obschonn d'UCM natierlech muss interesséiert dru si wat mat de Spideeler oder wat an der Spidols-

landschaft hei a Lëtzebuerg geschitt.

An ech wëll dofir, iwwert de Projet de loi hei eraus, iwwert déi Zesummesetzung vun deem Verwaltungsrot eraus, deem mer selbstverständlech wäerten zoustëmmen, awer vläicht déi méi prinzipiell Fro opwerfen, déi iwwert dese Verwaltungsrot erausgeet an déi am Fong de Prinzip an d'Fonctionnéiere vun de Verwaltungsrot insgesamt betrëfft. An ech wëll déi Fro hei opwerfen, well et, wann een an esou engem Verwaltungsrot sëtzt, jo heiansdo ganz schwéier ass, iwwert déi nei Investitiounen, déi heiansdo an d'Milliounen an d'Milliounen ginn, oder an d'honnerte vu Milliounen ginn, wierklech sachkompetent kënnen matzbestimmen. Ech wëll drun erënneren, dass mer, ech mengen am leschte Fréijoer muss et gewiescht sinn, hei nach eng Kéier fir e Projet de loi vun enger Klinik am Norde vum Land hu misse vill Suen nostëmmen, well ganz einfach bei der Planificatioun vun de Gestionnaire vergiess gi war elementar Saache matanzebeziehen an d'Berechnung vun hirem Projet. Esou dass ech mengen, dass een eng Kéier misst méi eng generell Debatt féieren iwwert déi bescht méiglech Zesummesetzung vun esou Verwaltungsrot.

Déi zweet Saach ass déi, déi ech, och méi allgemeng gesinn, kuerz wëll uschwätzen, well et schon zwee-, dräimol hei gesot ginn ass, dat ass d'Problematik vu Synergien a vu Fusiounen. Hei hu mer jo ze di mat enger Fusioun. Et si jo och aner Fusiounen geschitt am Süde vum Land, an ech mengen dass dat eng Problematik ass, déi wierklech vun alle Leit seriö muss geholl ginn, well et sech wierklech ëm ganz héich Investissementer handelt.

Wann ee kuckt, wéi vill de Plan hospitalier kascht iwwert déi ganz Joren, wat fir eng Zommen dass dat ausmécht, a wann ee kuckt wéi vill iwwerhaapt d'Spideeler an dem Budget vun de Krankeeseen ausmaachen, dann ass dat jo largement iwwer 50%, an ech soe largement iwwer 50%, da muss ee jo soen, dass dat nach net duergeet, well do derbäi awer och nach d'Tariffer vun de Medeziner selwer derbäi kommen. Wéi gesot, wann een alles géif zesummerechnen, dass ee largement iwwer 60 bis 70% géif kommen, wat de Spidolssecteur an deem ganze Gesondheitssecteur kascht. A well dat gewaltig Zomme sinn, ass et wichtig, dass een do wierklech op eng seriö Aart a Weis, also op eng rationell Aart a Weis domadder ëmgeet.

An een Instrument do dervun, dass ass natierlech an der Planificatioun ze kucken, déi beschtméiglech Synergien a Fusiounen op d'Been ze bréngen. Et ass virdrun hei gesot ginn, zum Beispill an der Südrengion wier et wichtig, dass een do herno ee grouse Komplex hätt, deen alles géif ofdecken. Ech mengen och, dass dat eng sënnvoll Saach ass, an ech mengen och, dass d'Zesummenaarbecht vu Spideeler eng absolut sënnvoll Saach ass. Ënnert enger Bedéngung dann allerdéngs, namlech ënnert der Bedéngung, wa Leit Verträge matenee maachen, dass dann awer och déi zwee Partner sech un déi Verträge halen.

An ech hunn d'Impressioun, dass an deene leschten zwee, dräi Joer, obscho vill iwwer Synergien a Fusiounen hei am Land geschwat ginn ass, awer munch Leit dat Wuert éischer esou verstanen hunn, dass si géifen hiert Spidol oprüsten an dass déi aner hinnen d'Clienté géife schécken. Ech soen dat an enger allgemenger Form an ouni ee bestëmten hei ze accuséieren. Mä ech mengen awer, dass Fusioun, Synergie an Zesummenaarbecht ëmmer nëmme kann op Géigesäitgeker berouen.

An ech mengen och, Här Minister, dass Der gutt berode sidd, lech ëm déi Problematik ze këmmen, well

mer an eisen Aen dovunner ausginn, dass de Käschtepunkt vum Spidolswesen an deenen nächste Joren nach wäert uklammen. Mir hate Steigerungsraten an deene leschte Jore vu 7%, 8% an esou virun. Wann ee kuckt, wat investéiert ginn ass op deene verschiddene Plazen hei am Land an deene leschte Joren, dann ass ze befäerten, dass déi Steigerungsraten an zwee, dräi oder véier Joer an de Beräich vun 12%, 13%, 14% pro Joer, all Joer wäert goen, an da kréie mer Problemer an de Krankeeseen vun der Finanzéierung.

An duerfir si Fusiounen a Synergien absolut noutwendeg, och am Beräich vun der interregionaler Zesummenaarbecht an der Groussregion. Mä mir mussen dat wierklech seriö ugoen a jiddfer Partner op deene verschiddene Plaze muss da seng Responsabilitäten huelen, fir wierklech net nëmmen d'Decken op seng Säit ze zéien, mä fir wierklech ze soen: Hei, mir hunn eng gemeinsam Decken, a jiddfere kuckt vun där Decken dann dat ze maachen, wou hie sech drop spezialiséiert, an op där anerer Säit ass een aneren, dee sech spezialiséiert. An da mussen d'Patienten hin an hier kënnen geschéck ginn an net eesäitig, vun där enger Richtung just an déi aner Richtung.

Dat ass en allgemeng Prinzip, deen ech hei wëll soen. An ech mengen, dass dat absolut noutwendeg ass, well mer soss bei de Spidolskäschten an deenen nächsten zéng Joer a ganz gravéierend Finanzéierungsproblemer wäerten erakommen.

Bon, dat gesot, wëll ech hei awer elo ophalen, well dat heiten net d'Plaz ass fir déi doten Diskussioun ze féieren. Hei geet et just ëm de Projet Fusioun CHL mat der Escher Klinik a mat deem neie Verwaltungsrot. Mir sinn do selbstverständlech derfir. Mä ech mengen, dass mer och déi aner Diskussioun nach eng Kéier musse féieren.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Huss. Leschten agedroene Riedner ass den Här Jaerling. Den Här Aly Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Ech ka mech einfach net dru gewinnen, dass ech ëmmer dee Leschte sinn.

(Hilarité)

Här President, ech wëll och am Numm vum ADR dann eiser léiwere Escher Buergermeeschtesch als Rapportrice häerzlech Merci soe fir hire Rapport. Fir ze demonstréieren, dass mir Escher ëmmer zesummenhalen.

(Interruption)

Bal ëmmer!

Ech wëll just soen, dass dee Projet hei an der Kommissioun op jidde Fall laang a breet diskutéiert ginn ass. Dass mer och versicht hunn dem Statsrot senge Bedenke Rechnung ze droen, wat am Fong verschidde Problemer ubelaangt huet am Zesummenhank mat der Législatioun a mat der Exécutive. Ech mengen déi Problemer hu mer geléist kritt.

Et ass och richtig, wann ee seet, wann een déi Gelder, déi een am Krankwesen huet, wëllt effizient asetzen, da muss een natierlech nei Moyennë sichen, an ee vun deenen neie Moyenen, déi elo eben an deene Spidolspläng scho jorelaang dra sinn, dat sinn ebe Fusiounen a Synergie vun deene verschiddene Spideeler, regional gesinn, fir effektiv ze kucken, wéi een déi Moyenen am effizientsten asetzt.

An dat huet net nëmmen e Sënn fir d'Spideeler selwer, fir d'Gesondheet selwer, mä et huet och en Impakt op de Käschtepunkt vun de Krankeeseen. Ech mengen, et ass och ganz wichteg fir dat net ze vergiessen.

Wat awer meng Bedenke sinn, dat ass natierlech, dass ee ganz gutt muss oppassen, dass bei deene Synergien a Fusiounen, wéi dat esou an der Wirtschaft üblech ass, dat net e bëssen op d'Käschte vum Personal geet. Ech mengen do huet den Här Minister mech jo an enger Antwort op eng Question parlementaire berouegt. Mä ech, als ale Gewerkschaftler, weess jo awer wéi den Hues leeft an ech wäert lech soen, dass mer do awer ganz wuechsam bleiwe wäerten...

(Hilarité)

..., well ech hunn nach gutt Erënnerungen un déi Zäit, wéi d'Budgetiséierung vun de Spideeler agefouert ginn ass, wat deemools do gedréint ginn ass, an dofir wëll ech lech soen: Dir hutt eis e bësse berouegt, mä mir wäerten awer wuechsam bleiwen, dass dat och an déi richteg Richtung geet.

Et ass och richtig, dass mer musen nei Weeër fannen, well mer och ëmmer méi nei Krankheitsbiller kréien, déi mer virdrun an eiser Gesellschaft ni kann hunn a wou mer dann och musen nei Moyennë sichen. An déi Krankheitsbiller kënnen mer nëmme mat deene modernsten Apparater a Moyennë bekämpfen an dofir musse mer och, wéi gesot, déi Suen, déi mer hunn, effizient asetzen.

Wann ech elo dat begréisst hunn, sou wier ech dann awer frou, dass mer da géifen an där Richtung weiterfueren an da méi wäit goen. An da wëll ech un eng Rei Propose vum ADR awer erënneren am Zesummenhank mam Käschtepunkt vun de Krankeeseen an och vun de Spideeler.

Wéi zum Beispill, wa schon déi Zesummeschlëss kommen, da wier et jo awer am Fong sënnvoll, dass een dann och géif higoen a mol endlech an eng Richtung goen, zentral Akafstell, wou een dann och mol all dat Material, wat ee brauch, méi bëleg kennt akafen. Oder et kennt ee mol an d'Richtung goen, fir an de Spideeler déi Zweeklassemedizin ofzeschaffen. Zum Beispill déi 66% Zouschoss an der éischer Klass, wou leider net driwwer geschwat gëtt, heiansdo e bëssen driwwer gepéspert an dann net méi driwwer geschwat gëtt, oder iergendwéi Argumenter gesicht ginn, firwat dass dat awer nach muss sinn, a wou ee sech einfach d'Fro stellt: Brauche mer iwwerhaapt esou eng Zweeklassemedizin oder musse mer net endlech op dee Wee goen, fir dass mol all Assuré gläich ass an dass am Fong déi Aarte vu Subventiounen, oder et kann ee se scho bal Cadeauen nennen, endlech ophalen an dass mer och do musse versichen e bëssen ze spueren?

Dann ass jo ugekënnegt ginn, dass d'Regierung gewëllt ass eng Aart Krankheitsakt ze maachen, sou wéi ech dat gesinn. Ech mengen, och dat ass eng Propositioun, déi a Richtung vum ADR geet, well mir einfach e Krankheitsbadge gefrot hunn, wou ee kann all d'Krankheitsdonnéeë vum Patient dropmaachen. Wat och ganz vill Geld géif spueren, fir dass net 6-, 7-mol déiselwecht Krankheitsanaylsen a Röntge gemaach ginn.

(M. Jos Scheuer reprend la Présidence)

Ech mengen, all dat si Saachen, wa mer déi elo nach cumuléiere mat deem, wat elo geschitt, mat deene Fusiounen, da si mer um richtege Wee an dann ass och de Beweis bruecht, dass, wa mer am Fong all Iddien, egal vu wou dass se kommen, cumuléieren, mer dann awer an eng Richtung ginn, wou mer méi eng effizient an och méi eng käschtegënsteg Betreierung vun de Patienté kënnen asetzen.

Dofir, wéi gesot, begréisste mir déi Initiativen hei. Mir wäerte se och voll ënnerstëtzen a mir wäerten och weider all Initiativen ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn. Mä awer och an der Hoffnung, dass déi Propositiounen, déi mir als ADR gemaach hunn, an Zukunft dann och lues a lues an dee Spidolsplang an an dee Krankeeseesplang integréiert ginn, fir dass mer zesummen endlech eng effizient an eng laangfristeg Léisung fannen, fir eis Medezin sou effizient wéi méiglech a sou käschtegënsteg wéi méiglech kënnen ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Regierung huet d'Wuert. Här Gesondheitsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no deem excellente Rapport vun der Madame Mutsch brauch ech net op den Inhalt vum Projet anzegoen, deen eigentlech just d'Konsequenz ass vun der Fusioun CHL-Eech an deene de Responsabele vun Eech eng ugemiesse Représentatioun am Verwaltungsrot gëtt, deen eng Rei vun Annerungen am Verwaltungsrot mécht, déi Sënn erginn.

Zum Beispill, dass d'UCM net gläichzäitig verhandelt a Member ass am Verwaltungsrot. Zum Beispill, dass staatlech Vertrieeder wa méiglech net där solle sinn, déi och Gelder fir deen Zentrum kënnen engagéieren. Dass d'Zuel limitéiert bliwwen ass vun de Vertrieeder am Verwaltungsrot, och wann dat op d'Käschte vun der Majoritéit, déi de Stat bis elo am Verwaltungsrot hat, geet.

Mä ech mengen, just an deem dote Beräich - an ech hunn dat op anere Plaze gesinn - spillen déi Majoritéite just an de Käpp a wann et an engem Spidol bis dozou kënnt, dass eenzel Sensibilitéite Kampfstëmmunge musse maachen, dann ass souwisou an deene Spideeler, mengen ech, net méi alles an Uerdnung an da muss ee sech aner Froe stelle wéi iwwert d'Gewichtung vum Verwaltungsrot.

All déi Saachen, oder déi meescht Saachen, déi de Mëtze gesot gi sinn, kann ech deelen. Ech wëll ausdrécklech déi Fusioun zwëschent dem CHL an der Escher Klinik begréissen, well dat souwuel deene Betreffene wéi och de Patienten eng Gewënnaktioun, eng Win-Win-Aktioun, bréngt, an, wann et richtig konzipéiert ass, och de Keesen. Wou awer net, mengen ech, déi éischt Zilsetzung déi ass fir onbedéngt Geld ze spueren, mä déi éischt Zilsetzung si fir dem Patient méi Qualitéit ze bidden, fir eng méi efficace Gestiou, an dat anert ass eigentlech eng Résultante, déi doraus entsteet, well een iwwert deen heite Wee an zwee Haiser iwwer eng gemeinsam Gestiou, iwwer eng gemeinsam Akafspolitik, iwwer e gemeinsame Staff médical an eng sënnvoll Aufgabendeelung wierklech kann eng Plus-value schaffen.

Et ass also ganz kloer esou, dass Fusiounen net sollen nëmmen e Prétexte si fir dass jiddereen dat ka bleiwe wat e war a fir e Spidolsplang iergendwéi kënnen ze ënnerlaf. Et ass net dat, wat hei viséiert ass, an et ass och net dat, wat vun der Regierung gewünscht ass. Et kann also net esou sinn, dass eent plus eent zwee an en hallwen oder dräi ergëtt, mä eent plus eent gëtt e Méiwäert fir all Betreffenen.

Et ass virdu schonns gesot ginn, dass et sech hei net ëm déi éischt Fusioun an déi eenzeg Fusioun handelt. Positiv ass d'Bestietnes och gelaf zwëschent Esch an Dideleng, déi zum CHEM gefouert huet. Positiv ass och d'Zesummeleie vum deenen dräi Stater Spideeler gelaf, déi sech am Kierchberger Spidol erëmfonnt hunn.

Dat wat vu mengem Kollege, dem fréiere Gesondheitsminister Carlo Wagner, gesot ginn ass a Saache regional Zesummenaarbecht am Süde kann ech ënnerschreiw. Et ass, mengen ech, eng gutt Approche, déi vun der Regionaliséierung, an an deene verschidde Regiounen sollen déi verschidde Spideeler sech rapprochéieren an am gënstegste Fall zu engem gemeinsamen Acteur ginn.

Am Süde kënt et zu engem Rapprochement vun deenen zwee Hauptacturen, déi am Moment nach am Süde sinn. An d'Suggestioun, déi de Carlo Wagner gemaach huet, fir téschent Wolz an Ettelbréck eng Schépp unzeleeën, dat ass scho geschitt. Mir hu souwuel déi Ettelbrécker wéi déi Wolzer encouragéiert, fir zesummen ze schaffen, och wann déi eenzel Acturen am Moment nach kënnen mengen, dass si eleng géifen eens ginn, well se am Spidolplang drastinn a well hir Servicer ofgeschéiert sinn. A wa vläicht deen ee mengt, e wier méi nei wéi deen aneren an e kéint ouni deen aneren eens ginn, dann ass et awer sennvoll, dass ee regional zesummeschafft an dass een doduerch déi Masse critique kritt, déi et erlaabt eng besser Gestiou an och méi Qualitéit unzebidden.

Well wann d'Patienten iergendwann eng Kéier mierken, dass d'Gestioun op anere Plaze besser ass, oder dass d'Qualitéit op anere Plaze besser ass, hei am Land sinn d'Distanzen esou kleng, an zënter der Collectrice an zënter dass d'Nordstrooss am Bau ass, ass déi Clientèle e bësse méi volatil. Dat heescht, e muss een an alle Regiounen optimal medezinesch Versuergung ubidden, well soss ass een net méi laang dee Staarken, deen ee mengt, dass een ass. Also déi Zesummenaarbecht ass extrem noutwendeg.

Ech hu vun der Madame Frank héieren, dass se bedauert huet, dass am Oste kee Spidol méi ass. Ech verstinn dat, dass een aus senger regionaler Approche dat seet. Mä ech wollt se awer froen, ob si der Meenung ass, dass mer sollten am Osten en neit Spidol bauen, well en anere Sënn gesinn ech an där doter Approche net. Oder ob mer sollen dozou bäidroen, dass eng gutt medezinesch Grondversuergung an där Regioun bleift, an dass am Moment d'Zäit net déi ass fir erëm eng Kéier zousätzlech Spideeler ze bauen, mä éischter d'Efforten ze cernéieren.

Ech wëll just soen, dass am Ausland éischter iwwer Schléissung vu Spideeler geschwat gëtt, net iwwer Zesummeschaffen, mä iwwer Schléissung, an ech mengen dass et awer net e Sënn géif ginn, dass mer elo bei där Spidolandschaft, déi mer hunn, an den Oste géifen en neit Spidol baue goen.

Ech hunn och verstan, dass d'Madame Frank Problemer mat dem System vum PRN hätt. Et hunn der vill Problemer mam System vum PRN, mä am Moment gëtt et keen aneren, ausser dass d'Madame Frank géif fuerderen, dass mer de System vun den DRGe géifen aféieren. Dat ass dee vun den diagnostik- oder vun de fälltorientéierte Pauschalen, déi d'Spideeler no deene gewëssene Pathologië géife kréien a wou se da mat allen Acteuren missten eens ginn, fir se domat ze bezuelen.

Wann dat net de Fall ass, da géif ech awer ganz gär wëssen, wat d'Suggestioun vun der Madame Frank dann ass. Ech sinn dankbar fir all Suggestiounen fir erëm e bessere System proposéiert ze kréien.

Här President, d'Madame Frank wëllt mer eng Fro stellen.

M. le Président. - Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Jo, Här Minister, ech wier frou wa mer eng Kéier an der Chamberkommissioun d'Geleeën-

heet géife kréien, mat lech iwwer PRN an iwwer vläicht nei Modellen ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Ech komme ganz gär mat lech zesumme fir iwwer PRN, DRGen an aner méi effikass Systemer mat lech ze diskutéieren. Ech wär awer frou wann Der dann och géift mat de Kollege vun lech schwätzen, déi vläicht och e bëssen Erfahrungen an deenen neie Systemer hunn.

Dir hutt mech gefrot wat d'Zukunft vun der Ziitha wär. Jo, d'Zukunft vun der Ziitha ass eng gutt Zukunft, well et och eent vun deene Spideeler ass, déi sech selwer a Fro stellen, a wou suggeréiert ginn ass, dass et zu enger verstärkter Zesummenaarbecht mam CHL soll kommen. Ech jiddefalls gesi keng Argumenter, déi géint esou eng méi staark Zesummenaarbecht géife schwätzen.

Dann ass och gefrot ginn, nach eng Kéier vun der Madame Frank, fir eng Reform vun der Ausbildung vum Flegepersonal ze maachen. Ech wollt vun hir wëssen, wat se dorënner versteet: Ob mer sollen d'Ausbildung verlängeren op véier Joer, esou wéi dat vum Secteur gefuerdert ass? Wann dat de Fall ass, wär ech nawell ganz frou, wann d'Madame Frank mer dat géif soen. Ech stinn op hirer Säit!

Dann, well meng Zäit, mengen ech, zu Enn geet, wollt ech kuerz soen, dass dee Projet oder den eigentlechen Ursprung vun deem heite Projet sech absolut an déi Bestriewung vun der viregter Regierung an och dëser Regierung areit, fir d'Effikassitéit am Spidolswiesenen ze verbesseren. Eng Approche, déi sech manner duerno richt, dass eng zousätzlech Offer eng nei Demande géif provozéieren, mä dass d'Offer soll esou wäit wéi méiglech der Demande Rechnung droen, dass mer eng optimal Qualitéit, eng optimal Aufgabendeelung, eng besser Visibilitéit vun eise Spideeler schafen, well dat ee vun den Hauptproblemer vun eise Spideeler vis-à-vis vun de Spideeler am Ausland ass.

E Lëtzebuurger, deen ee freet: Wann s du déi Pathologie hues, a wat fir e Spidol geess de am Ausland? Dee seet ganz lüch, da ginn ech dohin oder ech ginn dohin oder ech ginn dohin. Mä wann een e Lëtzebuurger freet: Wann s du déi dote Pathologie hues, wou geess de dann hei zu Lëtzebuerg? Da weess e keng Äntwert, well hei zu Lëtzebuerg ganz oft jiddferen alles ubitt, mä net alles an där beschter Qualitéit. Ech soen dat esou kloer, och wann dat heiansdo ka polariséieren: Et dierf kee politesch Verantwortlechen nokucken, wa mer iwwerall datselwech an net eng Aufgabendeelung maachen, wou déi Visibilitéit verbessert gëtt.

Dann e lescht Wuert, vläicht zu der Approche, déi mer mussen hunn am Spidolswiesenen vis-à-vis vun éischteren, der weiderer Entwécklung vun de Käschten am Spidolswiesenen, an enger finanzieller Situatioun an de Krankekeesen, em déi ee sech muss bekëmmern. An där doter Situatioun musse mer ganz kloer gi mat eise Partner aus dem Spidolswiesenen, dass mer eis op déi Saache konzentréieren, déi mer wierklech brauchen an déi zu enger Plus-value a Saache Qualitéit vun de Soigné féieren, an net probéieren, an enger Rivalitéit, déi et net bréngt, een deem aneren d'Clienten oder d'Patienten ewechzeluchen. Dat ass falsch.

Mir hunn et vill méi einfach als Gesondheitspolitiker wa mer feststellen, dass déi Suen, fir déi mer antrieden, fir eng Verbesserung vun der Qualitéit vun der Medezin, fir de medezinesche Fortschritt gebraucht ginn, amplaz dass se gebraucht gi fir effeklos, inefficace ze verpuffen. Well een deem anere sän Däiwel am Spidolswiesenen ass. Wann ech d'Madame Frank richteg verstanen hunn, huet se dofir plä-

déiert, dass d'Konkurrenz am Spidolswiesenen soll bleiwen. Selbstverständlech, d'Konkurrenz am Spidolswiesenen soll weider bestoen, mä wann ech gelift an deem Geescht vu Komplementaritéit an net am Geescht vun double et triple emploi.

Ech soe Merci.

Une voix. - Dir iwwerzitt ëmmer, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Dat ass net schlëmm.

M. le Président. - Et war minimal, et war annerhalfe Minutt.

(Interruptions diverses)

Une autre voix. - Dat ass fir den Här Di Bartolomeo bal näischt.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 5312. Den Text steet am Document parlementaire 5312².

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass folgend: 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gleesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ferdinand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Lydia Mutsch), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helmingier (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Resolutioun iwwer d'Konte vun der Cour des Comptes aus dem Joer 2003. Den Här Norbert Hauptert huet sech geschriften. Wëllt nach ee Kollege d'Wuert ergräifen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution bud-

gétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes

M. Norbert Hauptert (CSV). - Här President, erlaabt mer, dat ech dat vun der Plaz maachen, well ech bräicht méi Zäit fir dorober ze komme wéi ech Zäit brauch fir déi Resolutioun hei ze presentéieren.

D'Chambre des Comptes huet der Commission des Comptes hir Konte virgeluecht, an d'Révisseuren hunn déi Konten och kontrolléiert a si hu fonnt, dat se no de gesetleche Virschreften, déi hei zu Lëtzebuerg gültig sinn, wierklech e vertrauensvollt Bild vun dem Verméigen a vun der finanzieller Situatioun vun der Cour ofginn, an dofir schléit d'Kommissioun der Chamber vir, dat mer déi Konte vum Exercice 2003 géingen approvieren.

M. le Président. - Mir stëmmen dann iwwer d'Resolutioun of, déi d'Kontrollkommissioun am folgende Wuertlaut uegholl huet. Ech liese se vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que „les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2003 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date“;

- vu que la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire a marqué au cours de sa réunion du 14 février 2005 son accord avec le rapport du réviseur des comptes;

approuve

les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes.

Ass d'Chamber domat averstanen, fir par main levée iwwer déi Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote

Ech bieden em en Handzeechen.

Merci. D'Resolutioun ass uegholl.

5. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen, dofir schwätzen ech dann de Huis clos aus.

(Le huis clos est prononcé à 16.47 heures.)

(Le huis clos est levé à 16.52 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 27 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel uegholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwer d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech och mat siwen Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 24 février 2005

1. **DE CASTRO MENDES** Domingos João, né le 27 mai 1962 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MENDES Jean.

2. **DA CONCEIÇÃO AZEVEDO** Ana Julia, née le 18 janvier 1966 à Aqualva-Cacem/Sintra (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AZEVEDO Ana Julia.

3. **DORNEANU** Dorel, né le 25 août 1960 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Senningen

4. **DOS SANTOS DA LUZ** José, né le 3 mars 1960 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

5. **GOMES BORGAS** Adelino José, né le 22 mars 1972 à Huambo (Angola), demeurant à Wilwerdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BORGAS José.

6. **LOPES SEQUEIRA DA SILVA** Lilia, née le 23 janvier 1966 à São João de Loure/Albergaria-a-Velha (Portugal), demeurant à Wilwerdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LOPES Lili.

7. **MARINESCU** Cristian Florian, né le 11 mars 1967 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Imbringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MAAR Christian.

8. **NEDELCU** Nicoleta, née le 5 avril 1969 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Imbringen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de NEIS Nicoletta.

9. **MONTEIRO PAULA** Evanilda da Ressurreiçao, née le 11 avril 1982 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

10. **MUKIC** Semir, né le 15 juillet 1964 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

11. **MUTOMBO BETU** Kabasele, né le 16 septembre 1962 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Belvaux

12. **NOVALIC** Dzemaal, né le 31 août 1978 à Lagatore (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette

13. **N'DAW** Marie, née le 9 octobre 1967 à Conakry (Guinée), demeurant à Luxembourg

14. **PATWARY** Mazaharul Islam, né le 21 septembre 1983 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Luxembourg

15. **PEREIRA DE ALMEIDA** Francisco José, né le 7 mars 1971 à São Sebastião da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Rodange

16. **PEPRAH** Kofi, né le 9 mai 1962 à Mampong (Ghana), demeurant à Schifflange

17. **POBA MANANGA PHOLO** Jean-Aimé, né le 5 septembre 1983 à Aachen (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de POBA PHOLO Jean-Aimé.

18. **SPÖRL** Gisela Augusta Emma Maria, née le 2 septembre 1940 à Naila (Allemagne), demeurant à Bereldange

19. **STELANDRE** Blaise François Achille Aimé Jocelyn, né le 13 juillet 1963 à Courtrai (Belgique), demeurant à Doenange

20. **TANASE** Iulia Coralina, née le 16 février 1973 à Sibiu (Roumanie), demeurant à Sandweiler

21. **TILLEMENT** Myriam Régine Rolande, née le 18 juin 1970 à Rocourt (Belgique), demeurant à Medernach

22. VOLODINE Sergueï, né le 2 mars 1963 à Moscou (Russie), demeurant à Blaschette
23. ZAREMBA née LOKSHINA Elena, née le 10 juillet 1957 à Moscou (Russie), demeurant à Blaschette

24. VON DER HEYDEN Iris Barbara, née le 13 août 1961 à Bruchsal (Allemagne), demeurant à Luxembourg

25. WEN Heping, né le 11 janvier 1953 à Xian/Shaanxi (Chine), demeurant à Strassen

26. WENCESLAO Amalia, née le 15 mars 1959 à Calumpit/Bulacan (Philippines), demeurant à Diferdange
27. ZARKOV Drago, né le 22 août 1974 à Ettelbruck, demeurant à Harlange

6. Ordre du jour

An hirer Sitzung vu gëschter huet d'Presidentekonferenz dann de Programm fir déi nächst Sitzungswoch proposéiert. D'Chamber siégéiert de Mëttwoch, den 2. Mäerz, um hallwer dräi, an den Donnesch-

deg, den 3. Mäerz, och um hallwer dräi, mat folgendem Ordre du jour:

Mëttwoch, den 2. Mäerz:

- eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Energiepolitik;

- d'Projets de loi 5308, 5326 a 5341, sozial Konventionen tësche Lëtzebuerg, Serbien-Montenegro, Schweden an der Tierkei - déi dräi Projete ginn an enger Diskussioun behandelt;

- de Projet de loi 5393, en EU-Ofkommes iwwer Persounen, déi a Krisengebieder operéieren;

- de Projet de loi 5417 iwwert d'Privilegien an Immunitéite bei ATHENA;

- de Projet de loi 5392, en EU-Ofkommes iwwert dat militärescht an zivil Personal bei den EU-Institutionen;

- de Projet de loi 5397, eng Konvention iwwert den Asaz vu verschiddene classesche Waffen.

Donneschdeg, den 3. Mäerz:

- de Projet de loi 5348 iwwert d'Schafung vun engem Dokumentationszentrum fir déi Zwangsrekrutéiert, nom Modell 1;

de Projet de loi 5407 iwwert d'Subsidien an d'Studenten, och nom Modell 1;

- de Projet de loi 5042 iwwert d'europäesch Charta vun de Regionalsproochen, nom Modell 1;

- de Projet de loi 5340 iwwert d'Post, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert, an domat ass d'Sitzung och opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.53 heures)

MERCREDI, 2 MARS 2005

24^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables

(Discussion générale)

3. 5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2003

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

4. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5448** - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques

Dépôt: M. le Ministre de la Santé, le 24.02.2005

2. **5449** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, le 25.02.2005

3) Par lettre du 1^{er} mars 2005, M. le Député Lucien Clement a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Energiepolitik ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78.2 vum Chamberreglement festgehale gesäit Folgendes vir.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zu, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minuten, an der Regierung eng Véirelsstonn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Calmes, Scheuer a Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox, als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kaz ass endlech aus dem Sak, déi mat vill Spannung erwaart Reglementer iwwert d'Ënnerstëtzung vun den erneuerbaren Energien an der rationaler Energienotzung sinn endlech um Dësch. Dat freet mech, dat freet eis, dat freet eis awer net eleng: Ee ganze Wirtschaftssektor huet mat vill Gedold an Erwaardung op déi nei Hëllef gewaart. Déi Freed huet sech awer leider schonns no engem leschte Weekend nees séier geluecht.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir meng zréckhalend Freed nom classesche Muster an zwee Deeler ze explizéieren.

Éischtens, quant à la forme. Dëst hunn ech och schonn d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot: Ech bedauern - an do stinn ech bei wäitem net eleng do -, datt mir esou laang hu misse waarde bis endlech ee konkrete Virschlag um Dësch louch.

Sécherlech goufen hei eng ganz Rei vu Konsultatiounen am Virfeld vun dëser Publikatioun gemaach. Selwer war ech jo och bekanntlech bei zwou esou Réuniounen dobäi. Ech hätt mir awer gewënscht, dass do méi eng breet Zesummekunfft vun all den Acteure gemaach gi wier - da wieren eng ganz Rei vun Onschlëssegkeeten hei aus deem Reglement erauskomm. Ech hoffen awer, dass mir elo an deenen nächsten zwou, dräi Wochen nach deen erwënschten Dialog mat all de Kreeser kënne féieren. Mäin Ugebot, de Gréngen hiert Ugebot steet jiddefalls, fir konstruktiv hei matzehëllefen. Eppes steet elo scho fest, mir musse schnell a konstruktiv hei schaffen, fir net nach méi Zäit ze verléieren.

Zweetens, quant au fond. Här President, Dir Dammen an Hären, leider feelt mir d'Zäit fir an den Detail vun dësem Reglementer ze goen. Ech mengen, et géif och de Kader hei sprengen, all d'Detailer ervirzesträichen. Dofir wëll ech eng Kéier kuerz déi grouss Zich an déi grondsätzlech Punkten eraushuelen.

Mir komme jiddefalls awer net do-laanscht eis mat enger Rei vun Zuelen eng Kéier ausenaner ze setzen, déi äusserst wichteg si fir ee bessert Verständnis iwwert déi ganz Problematik ze hunn. Fir d'éischt musse mir eis awer eemol eens sinn, wat mir eigentlech wëllen. Wellech Ziler wëlle mir iwwerhaupt errechen? A wat fir Instrumenter kënne mir op de Wee gi fir déi Ziler ze errechen?

Ech hunn nämlech staark d'Impressioun, an net nëmmen ech, datt bei der Ausschaffung vun dësem Reglement net d'Ëmwelt an déi längerfristeg positiv Auswierkungen op d'Klima an d'Aarbechtsplazen am Mëttelpunkt stoungen, mä eleng budgetär Iwwerleungen. Dobäi ass scho laang bekannt, an do zitieren ech gär de President vun Eurosolar International a Ko-Architekt vum däitschen Erneuerbar-Energien-Gesetz, den Hermann Scheer - en ass esouguer vun der SPD -: „Die Mehrkosten für erneuerbare Energien von heute sind vermiedene Umweltschäden und niedrige Energiekosten von morgen.“

Den Ëmwelt- a Klimaschutz verlaangt dofir méi ee resolut Virgoen. 64% vun der europäescher Populatioun verlaangen dëst och laut enger Ëmfro.

Dës Ëmfro, Här Lux, hutt Dir nach selwer de Freideg um Sommet de Printemps 2005 et l'Environnement en Europe, organiséiert vum europäeschen Ëmweltbüro, zitéiert. Wat sinn dann eigentlech eis Ziler, déi mir nach mussen erreechen?

Dat éischt Zil: Bis 2010 sollte 5,7% vum elektréische Stromverbrauch aus erneierbaren Energië stamen. Et waren der emol 10%.

Dat zweet Zil, dat sou genannte Kyoto-Zil: Bis 2010 muss den CO₂-Ausstouss ëm 28% par rapport zu 1990 reduzéiert ginn. Ech wëll hei net den Artikel zitieren, deen ech nach gëschter op der drëtter Säit an enger Lëtzebuurger Dageszeitung gelies hunn, mä mir wëssen allegueren, dass dëst nëmme minimal Ziler duerstellen an dat mir nach vill méi misste fir eis Ëmwelta Klimaschutzproblematik maachen. Wann dës Ziler elo kloer a souguer verpflichtend sinn, mussen déi entspreichend Instrumenter definiert ginn.

Dat effikas Instrument, fir dat éischt Zil - also déi 5,7% - ze erreechen, ass, jee no erneierbarer Technik, e garantéierten Aspeisetarif, deen iwwer de Strompräis finanziert gëtt; Aspeisungstariffer iwwer e längeren Zäitraum mat enger Degressioun iwwer d'Jore fir déi nei Anlagen - déi Degressioun ass de Moment net an eisem Reglement dran -; d'Zréckfuere vum der Investitiounshëllef hin zu de Produktiounshëlfelefen. Nëmme da ginn déi eigentlech richteg Efforte gemaach fir d'Technik weiderzibréngen.

Een zweet Instrument, wat éischter an d'Richtung vum Kyoto-Zil schafft, ass et Ureizer ze schafen, fir an ëmweltfrëndlech, energie-spuerend an energieeffizient Technologien ze investéieren, dëst esouwuel am Beräich vum der Wäermt - dat ass och erkannt ginn an deemem Reglement - wéi am Beräich vum Strom, mä an deem Beräich feelt nach ganz vill. Besonnesch do muss mir eis Efforte maachen, well de Stromverbrauch schéngt eis awer fortzelaufen. Dës zwee Instrumenter mussen dofir an zwee getrennte Reglementer behandelt ginn, fir och no bausse kloer a verständlech Mesagë kënnen ze vermëttelen.

Ech huelen nëmme d'Fotovoltaik. D'Fotovoltaik gëtt elo iwwer de Strompräis finanziert, dëst iwwer de Wee vum Fonds de compensation, wat ech nëmme begrëissen. Niewent der Fotovoltaik ass et awer och nach de Wand, d'Waasser, de Biogas an d'Blockheizkraaftwierker. Dëst Reglement ënnerläit dem Wirtschaftsminister.

Op där anerer Säit gëtt et awer och nach ëmmer dee sou genannte Bonusfrang, oder besser gesot 0,025 Cent pro kWh fir Strom aus Waasser, Biomass, Wand, déi jo awer nach ëmmer vum Ëmweltminister bezuelt ginn. Dës Sue gehéieren och an de Fonds de compensation. Wat heescht dat dann elo fir déi Käschte vum Fonds de compensation? Hei muss awer eng Käier ganz haart an d'äitlech gesot sinn, datt eleng 85% vun deene Gelder aus deemem Fong net fir d'erneierbar Energië sinn, mä fir d'Blockheizkraaftwierker. Verstitt mech hei net falsch! Ech wëll hei net géint d'Blockheizwierker goen, well et ass bekanntlech eng excellent Aart a Weis effikass Strom a Wäermt zesummen ze produzieren.

Mir mussen ophalen den erneierbaren Energien alles an de Schong ze geheien. Och wann dee Bonus aus dem Ëmweltministère an dee Fong iwwerholl gëtt, esou gëtt de Gesamtchiffer nëmme onwesentlech méi grous. Fir deen Einzelnen, an do ass et wichteg an dorop zënter et un, bedeit dat een zousätzleche Käschtepunkt vun 0,3 Cent pro kWh. Dorënner kënnen mir eis näischt virstellen. Wat bedeit dat fir eng Famill, déi 4.000 kWh am Jore verbraucht? Fir déi sinn dat genau 12 Euro Méikäschte pro Jore, een Euro pro Mount oder

eng Pizza d'Joer. Vill manner wéi dem Här Frieden säi Fliger!

De Gesamtkäschtepunkt, d'Blockheizkraaftwierker an d'erneierbar Energien, wäert sech dann an deenen nächste Jore fir eng Famill tëschent 30 a 40 Euro pro Jore apendelen. Mir sollten endlech ophalen iwwer dee Käschtepunkt ze schwätzen.

(Interruption)

Dat si knapps zwou GSM-Kaarte fir dat ze maachen. Wann een elo nach bedenkt, datt momentan just kleng Clienten an dee Fong abezuelen, déi...

(Interruption)

Pardon, Här Clement, ech hunn lech awer net héieren, mä dat soll net...

(Interruption)

Wann een elo bedenkt, dass just kleng Clienten an dee Fong abezuelen, déi d'Halschent vum Stromverbrauch ausmaachen, esou gëtt de Chiffer nach duerch zwee dividéiert, wann och d'Industrie hei mat abezilt, wat bekanntlech jo 2006 de Fall soll sinn.

Jo, mir Gréng sinn dofir, dass d'Industrie och an dee Fong soll abezuelen. Dat soen net nëmme déi Gréng, mä dat seet och den Här Lorentsen, keen anere wéi den Ëmweltdirekter vum der OECD. Hien huet dat nach d'lescht Woch op deem Ëmweltforum um Kierchbiere gesot. Gläichzäiteg, an dat soe mir Gréng och, mussen awer Instrumenter geschaf ginn, fir de Betreiber Hëllefstellung unzebidden, wa si an ëmweltfrëndlech Techniken investéieren.

Ganz einfach an effikas Instrument heifir ass a bleift eng ökologesch Steuerreform. Och dat huet den Här Lorentsen nach d'lescht Woch gesot. Mä dat géif hei de Kader sprengen, wa mir och nach doruwwer misste schwätzen.

Gläichzäiteg wëll ech awer ee Punkt nach opweisen, dat, wat den Här Krecké seet, dass a sengem Reglement eng Réforme administrative ugedeit gëtt. Nämlech d'Veertrag mat der Cegeedel mussen just nach mat der Cegeedel gemaach ginn an net méi mam Ëmweltminister oder mam Ministère. Dat bréngt vill Vereinfachung mat sech an domadder bleiwen och Leit fräi fir aner Tächen ze iwwerhuelen. Am Ëmweltministère ass dat awer net de Fall. Dat heescht, do kommen nach zousätzlech Hürden iwwer déi ganz Reglementer bäi, déi d'Saach ëmsou méi komplizéiert maachen.

Ee Punkt nach zur Fotovoltaik. Loosst dach d'Fotovoltaik op déi grous Fläche goen, an haalt lech d'Plaz fräi vum den Eefamiljenhaiser fir thermesch Kollektoren ze maachen. Ech weess och net wou de Stat déi 9 Megawatt Fotovoltaik wëllt oprichten. Déi Sue si besser an de Spuerprogrammer. Den Här Oberweis huet nach viru kuerzem gesot, um Technikum gëtt säit 20 Jore iwwer eng Sanéierung geschwat an et ass nach ëmmer näischt geschitt, an do kënnete mer ganz vill u sech erreechen.

E weidere Punkt ass déi ganz Geschicht ëm d'Passiv- an d'Niddregenergiehaiser. Do gëtt och nëmme halbhäerzeg ugefaangen. Et widersprécht sech och, firwat soll e Reienhaus manner subventionéiert gi wéi ee passiv elengstehend Haus? Dat widderstpricht ganz der Logik vum IVL, wou mir dach kompakt Wunne solle propagieren.

Ech kommen direkt zum Schluss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift a sech nach vill ze soen zu deemem Thema. Vill ass ugereet ginn, et bleift awer ganz vill am Detail ze klären. Dofir hoffen ech, dass den Opruff, dee jo net nëmme vun eis kënn, mä vu ville Leit dobaussen, fir sech zesummen an een Dësch ze setzen, fir konkret Virschléi nach ze maachen, opgegraff gëtt. Villes ass

nach net kloer, viles feelt an deem Reglement. Hei ass en éischten Entworf. Kommt mir fänken endlech un. Ech wënschen, dass mer déi nächst Woch zesummekommen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Kox. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei mat der Fro ze dinn, wat mir an de kommende Jore fir eng méi rationell Energieverwendung engersäits a vill méi eng verstärkten Nutzung vun den erneierbaren Energien anersäits ënnerhuele wëllen. An deem Zesammenhang mussen mer eis kuerz rappellieren, wat déi grous Wëssenschaftler soen. Et geet einfach de Klimachangement weider, d'Temperatur vum der Äerd klëmmt un. An dat hänkt mat dem Verbrauch vun de fossilen Energien zesummen, déi mir hei monter verbrennen.

Ee ganz kuerze Bléck an d'Vergaangenheet seet eis et jo schon. An de Joren 1973 an 1979 hate mer Äerduelech-Krisen. Wie gemengt huet deemools, mir géifen eppes draus léieren, deen ass eppes Bessere beléiert ginn. Mir hunn nämlech net ganz vill ënnerholl. Doniewent huet Lëtzebuerg awer d'Technologie vum der Kogeneratioun opgeholl a mir produzieren haut Strom a Wäermt mat engem héije Rendement.

Duerno hu mir eis dann awer der rationeller Energieverwendung zougewant, a mir hunn an d'Fotovoltaik investéiert. Mir wollten domadder einfach eppes un d'Rulle bréngen.

Elo am neie Reglement gesi mer awer, dass déi Hëlfelefen zréckgeféiert ginn. D'CSV-Fraktioun ass frou doriwwer, well elo einfach gesot gëtt, de Marché muss sech selwer droen. Et kann een et ëmmer nëmme ukierbelen, et muss sech selwer droen. Elo gëtt d'Zäit, den Temps de retour, vu siwe Joer op 14 Joer eropgehewen. A well ee jo weess, dass d'Fotovoltaik 20 Joer ka funktionéieren, soll dann elo eben dat gemaach ginn.

Et schéngt eis awer net ganz logesch ze sinn, dass mer 3.000 kW fir déi Privatleit iwwerloossen, 3.000 kW fir d'Gemengen an 9.000 kW fir d'staatlech Gebaier. Dofir gëtt awer elo méi an Sonnekollektoren investéiert oder méi gehollef an d'Biomass, méi an d'Niddregenergiehaiser, méi an d'Passivenergiehaiser a ganz speziell an d'Albausanéierung, an dat iwwer dräi Joer.

Lëtzebuerg, dat wësst Der allegueren, ass ee Land, dat seng Energie aus dem Ausland muss bezéien, sief dat Äerdgas, Bensin, Mazout, Kerosin an och elektréische Energien. Bei der elektréischer Energie maache mer scho gutt Fortschréttler duerch ons Wandenergieanlagen, duerch eis TGV-Zentral zu Esch an iwwer eis Blockheizkraaftwierker. Elo esouguer gi mer weider an der TGV-Zentral zu Esch a mir wëllen do d'Wäermt erauskoppelen an een Nowärmenetz opbauen. Also gutt Iwwerleeungen a moyen terme.

Mir wëssen awer alleguer, dass d'Energieversuergung eng vun eis Achillesfersen ass. Wann déi ons ewechbrécht, dann ass eist Land ganz vulnérabel. A grad dat mussen mer gesi virum Hannergrond vun der Liberaliséierung vun den Energiemäert, well do gëtt et jo ganz aner Iwwerleeungen.

Wëssend awer, dass ons fossile Energien, dat ass dann eben

d'Kuel, den Äerdgas an de Pétrol, nach ëmmer haut d'Haaptlaascht mussen droen, a well mer alleguer wëssen, dass déi Reechwäite vun hinne begrenzt sinn, sollte mer haut alles ënnerhuele fir massiv den erneierbaren Energien an der rationeller Energieuwendung d'Wuert ze schwätzen. Wa mir näischt maachen, da gi mer iwwermer de Moien iwwerrascht mat den CO₂-Zertifikater. Mir hunn eis engagiert am Kyoto-Protokoll fir 28% erof ze goe bis 2012. Dat heescht, mir sinn an enger gewësser Bringschuld. Mir mussen elo eppes maachen, fir ganz einfach déi momentan Energieverwertung ze erhéien an de Verbrauch ze reduzieren.

A mir hunn ons selwer e Goal ginn. Mir wëlle bis 2010 5,7% vun allem Strom iwwer erneierbar Energië produzieren. Haut si mer bei 3%, nach 2,7% leie virun ons.

Wann een elo d'Industriepartner kuckt, do muss ee soen, déi hu ganz vill ënnerholl an et dierft och schwéier falen, dass ons Industriepartner nach massiv kënnen bei sech investéieren.

Doniewent awer hu mer am Verkéier nach e ganz grousst Potential an déi éischt Usätz si mer angang ze maachen, an de Potential am Tanktourismus. Wat awer hei muss gesot ginn, mir mussen probieren an deene 500 Projeten, déi mir hunn, d'Niddregenergie-Bauweis an d'Passiv-Bauweis ze ënnerstëtzen. Mir sinn zwar traureg, dass nëmme an 200 Haiser soll investéiert ginn, dat ass e bësse schued, well do kënnen d'Handwierksleit viles nach maachen.

Och an den Holzschnëtzle feelt eis d'Prozedur iwwer dee Punkt. Mir stellen och fest, dass an der Annex 1 d'Coopaux nach ëmmer als éligibel duergestallt ginn. Vläch ass dat am Reglement en Oubli.

Da mussen mer dovun ausgoen, dass mer och an der Wandenergie engersäits gesot kréien éligibel 5 Megawatt a bis esouguer 10 Megawatt. Mir wëssen awer, esou grousst Anlage kann eist Land net verdroen. Mir si jo haut schon bei 1,8 Megawatt, dat ass eng grousst Anlag.

E leschte Punkt nach, ier ech zum Schluss kommen, dat ass deen iwwer d'Universitéit an iwwer d'Schoul. Mir mussen mer probieren déi eranzezeien, well déi kënnen eis d'Weeër opzeechnen.

E leschte Saz wëll ech soen. Dat ass dee vum John Houghton, dee gesot huet, d'Konsequenze vun der globaler Erwärmung si vergläichbar mat enger Massevernichtungswaff.

Dat seet genuch, an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Emile Calmes.

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnf Minutte sinn effektiv net vill fir iwwer d'erneierbar Energien ze diskutieren; meng Virriedner hunn dat schonn hei gesot. Dofir wäert ech d'Geleeënheet dann och net kréie fir op de Fong vun deene Reglementer kënnen anzegeen.

Et kann een awer am Résumé déi Reglementer an deem Sënn liesen, datt se ausgeriicht sinn op d'CO₂-Reduzierung am Allgemengen an dat dann och am Sënn vu Kyoto. Et muss ee soen, datt déi rationell Nutzung vun der Energie, déi op d'mannst awer gradesou wichteg ass, relativ kuerz kënn an dese Reglementer hei, an datt d'Stromproduktioun mat erneierbaren Energië ganz verluer geet an datt mer et domadder dann och schwierig wäerten hunn eis 5,7% ze erreechen, wat d'Stromproduktioun ugeet, déi opgrond vun erneierbaren Energië gemaach ginn ass.

Ech wëll awer virewech eppes soen iwwer d'Manéier, wéi déi Reglementer hei zustane komm sinn an iwwer d'Approche par rapport zu där wéi se 2001 geholl ginn ass. 2001 ass dat Ganz e bëssen aneschtens gelaf. Du sinn d'Propositione fir déi Reglementer hei vun der zoustänneger Chamberskommission ausgaang, der Ëmweltkommission, déi sech deemools an enger extraer Sitzung zu Rëmerschen zesumme fonnt hat, fir der Regierung Propositionen ze maachen, déi och praktesch sengerzäit integral iwwerholl gi sinn an duerno nach eemol diskutiert gi sinn.

Et muss een och soen, datt déi Reglementer vun deemools ganz am Dialog mat der Chamber zustane komm sinn, an datt och all Fraktiounen sengerzäit hannert deene Reglementer stoungen. Duerfir wonert et mech a sech, wann esou eng Ëmweltorganisatioun wéi de Mouvement écologique op eemol kënn a seet, dach, deen neien Ëmweltminister oder déi nei Regierung wier an deem Domän hei méi zugänglech, wou ech mech awer elo net kann erënneren, datt mer déi lescht fënnf Joer mat hinne keen Dialog gehat hätten. Ech kéint mech net erënneren, datt nëmme ee Schrott gemaach ginn ass oui mat hinne Récksprooch ze huelen.

D'Tatsaach, datt och elo eppes geschitt ass, wat eis déi lescht fënnf Joer reprochéiert ginn ass, datt de Wirtschaftsminister an den Ëmweltminister sech zesumme gesat hunn, fir dann déi Saachen hei zesummen ze maachen, huet warscheinlech domat ze dinn, datt et iwwerhaupt ganz, ganz laang gedauert huet. Et huet warscheinlech och eppes domat ze dinn, datt a mengen Aen awer recht weindeg dobäi erauskomm ass, well et ganz einfach, wann déi zwee Ministère sech zesummesetzen, normal ass, datt hei dee klengsten Dénominateur commun jo da muss erauskommen.

Mech wonnert och, datt bei deene Reglementer hei just Rieds geet ganz einfach vun Hëlfelefen u Particulieren. Mir wësse ganz genau, datt de Wirtschaftsminister selwer e Gesetz ze géréieren huet iwwer d'Wirtschaftsförderungsgesetz vun der Förderung vun erneierbaren Energien, datt do nach een anere Minister ass, dee vun de Classes moyennes, deen en ähnlech Gesetz ze géréieren huet. Dat sinn zwee Gesetzer, déi iwwerhaupt net an deem Kontext hei diskutiert ginn. Mir wëssen iwwerhaupt net wat do leeft, wéi vill Hëlfelefen, datt do ausbezuelt ginn a wat den Enjeu vun deenen zwee Gesetzer ass, wou dat eent 2004 an dat anert kuerz virun de Wahlen hei geholl ginn ass.

Da geeschtert nach een anert Reglement iwwer d'erneierbar Energien doruechter, dat ass bei deemselwechte Minister wéi bei de Classes moyennes an dat ass beim Landwirtschaftsminister, wou Biogasanlage subventionéiert ginn, wat mir och alles kënnen begrëssen, mä doriwwer schwätzt keen. Et weess keen, wéi vill Geld datt do erakënn a wéi vill datt dat bréngt. Alles dat gëtt hei net mat diskutiert.

Ganz einfach wollt ech awer soen, datt dat Reglement oder déi Reglementer hei weder d'Handschrëft vum Wirtschaftsminister nach déi vum Ëmweltminister droen. Ech ka mer nämlech net virstellen, datt den Ëmweltminister et esou schlecht mat der Ëmwelt mengt an esou knausereg an deem Domän hei virgeet. Et ass ganz kloer, a meng Virriedner hunn dat schonn hei gesot, dat Reglement hei dréit ganz eleng d'Handschrëft vum der CSV a virun allem vum CSV-Budgetsminister,...

(Interruptions diverses)

...well datt wat hei erausgeflunn ass, ass dat wat effektiv Geld kascht huet, an dat wat gefördert gëtt, vun deem ass effektiv an de

leschte Joren net Gebrauch gemaach ginn, an dat wat bäikomm ass, mengen ech, féiert och net dozou, datt an Zukunft vill Gebrauch gemaach gëtt. A wann nach géif vun deene Reglementer hei Gebrauch gemaach ginn, dann ass eng Risikobremse hei agesat, déi nämlech vun den 200 respektiv de 500 Haiser. Dat hei ass kee Reglement vum Ëmweltminister an duerfir trëfft hien och net déi allergréisste Schold, mä et ass d'Handschrëft vun der CSV, déi een hei ka liesen.

Dat liest een och a sech an de Chifferen, déi ee gesäit wann een an der Ëmweltkommissioun de finanziellen Enjeu gewuer ginn ass wat dat hei soll mat sech bréngen. Mir als Demokratesch Partei haten et awer op d'mannst fäerdeg bruecht, datt de finanziellen Enjeu, wéi och ëmmer, - an doriwier léisst sech jo diskutieren, a mir haten déi Reglementer jo ajustiert - op 40 Milliounen Euro eropgaangen ass. Hei fällt et zréck, hu mer gesot kritt, op 5 Milliounen Euro. Ech kann lech soen, et fällt nach méi wäit zréck op ënner 2 Milliounen. Mir kommen net nëmme hei op 1999 zréck, mä mir kommen hei op virun 1994 zréck.

D'Ambitioune waren - an dat muss een hei ganz kloer soen - net ganz grouss wéi un dee Projet hei erugaangen ass. D'Regierung - an et ass dat ëmmer wat mir an deene leschte Joren, virun allem vun Här Bodry, virgeworf kritt hunn - huet de Choix ganz kloer gemaach fir waarm Loft vu baussen ze kafen. Och dat muss gemaach ginn. Ech kéint mer allerdéngs virstellen, datt ee sech hei hätt kënnen e bësse méi afale loosse, sou zum Beispill um Niveau vun „joint implementation“ oder CDMen, wou een awer och ganz flott Projekte ka maachen, och wann dat dann net alles muss hei an deem Land gemaach ginn.

Mir verlaange vun de Leit dobaussen dann derniewent,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Calmes, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Emile Calmes (DP). - ...datt si et fäerdeg bréngen, hir Mentalitéit ze wiesselen. Dee Mentalitéitswiessel muss awer bei eis selwer ugoen. Virun allem mengen ech ass en an de Gemengen ugaang. Datselwecht verlaange mer vum Stat, dee mengen ech virun allem mam gudden Beispill sollt virgoen. An do vermëssen ech ganz kloer een anere Partner, an dat ass dee vun de Bâtiments publics, well et ass do wou een immens grousst Energiepotenzial ass, wat mer iwwerhaupt net opgräifen.

Well d'Zäit elo eriwuer ass, halen ech op a soe Merci fir d'Nolauscheren.

Une voix. - Waart Dir net an där leschter Regierung, Här Calmes?

(Brouhaha général)

M. le Président. - Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Scheuer age droen. Här Scheuer!

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnel Minutte just Zäit fir e puer Feststellungen a fir e puer Messagen.

Éischtens emol e Rappel zu deem, wat an der Regierungserklärung steet. D'Regierungserklärung dréckt sech, wéi kaum eng aner Regierungserklärung virdrun, ganz daitlech zur Energiepolitik zu Lëtzebuerg aus.

Ech zitieren, fir emol eng kéier den Inventaire ze maachen: «le développement de la filière bois-énergie» soll favoriséiert ginn, dann «réaliser des économies d'énergie», «réduire les émissions

CO₂», wou mer de Protokoll vu Kyoto visieren, dann «établir un plan pluriannuel», fir d'Realisatioun vun deem Protokoll Kyoto, «une attitude critique à l'égard de l'énergie nucléaire», «promotion des énergies renouvelables», «accent supplémentaire mis sur la promotion des collecteurs solaires thermiques», «réorganisation de l'Agence de l'Énergie», «réseau de conseillers énergétiques» an «cadre normatif pour les parcs éoliens».

Dat ass e ganze Programm, an dee Programm...

Une voix. - Dat ass schwiereg ze liesen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - ...kann een net a sechs Méint realisieren, et ass e Wee.

(Interruptions)

Wichtig ass festzehalen, datt eng Volonté politique besteet, fir dat ëmzesetzen, a wichtig ass, datt des Regierung an all Ministären...

(Interruption)

...eng ganz voluntaristesche Approche geholl hunn.

Mir stelle fest, datt, zweetens, d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministären an tëschent de Verwaltungen vun der Regierungsequipe reorganiséiert an och verbessert ginn ass. An d'Chamberskommissiounen, déi den Ëmweltminister an och de Wirtschaftsminister emfaangen hunn, konnten sech dovunner iwwerzeegen. Mir begrëssen, datt och déi gutt Entente tëschent dem Wirtschaftsminister an dem Ëmweltminister zu deene Reglementer gefouert huet.

Mir stelle keng Oppositioun fest a mir ginn dovun aus, datt Interessenkonflikter, déi ouni Zweifel an d'Haus stinn, dann och op déi do Aart a Weis kënnen entschäert ginn, duerch eng gemeinsame Strategie, déi noutwendeg ass, net nëmme wéinst dem Kyoto-Protokoll a wéinst méiglechen oder engem héijen, séchere Käschtepunkt, wann d'Normen net agehale ginn, mä awer och - an dat hunn ech vermësst bei der Interventioun vum gréngen Deputéierten - als wirtschaftleche Créneau fir d'Schafe vun Aarbechtsplazen an och fir d'Schafe vun engem neien, pousseierten techneschen Know-how.

Drëttens, mir stelle fest, datt d'Energieversuergung vu Lëtzebuerg elo op enger breeder Basis thematiséiert ginn ass, wéi dat och ni virdrun de Fall war. Vlächicht ass och d'Zäit einfach zeideg fir op där breeder Basis ze diskutieren.

Ech erënneren un d'Aarbechten an un d'Seminären, déi vun der Uni Lëtzebuerg organiséiert gi sinn. Ech erënneren un d'Interventiounen vun de verschiddenen Handwierkorganisatiounen, an ech erënneren och un déi Pabeieren, déi vum Ëmweltministère an Zesummenaarbecht mam Centre de Recherche Henri Tudor geschaf gi sinn. Deen Dialog muss bestoe bleiwen an an deem Kontext muss och eng kéier iwwert déi nei Roll vun der Agence de l'Énergie diskutiert ginn.

De Plang, dee virgeluecht ginn ass, och an der Regierungserklärung an och an där Kommissioun, ass sécher diskutabel a verschiddene Beräicher, a mir si ganz bestëmmt och net iwwer alles glécklech, inklusiv iwwert déi finanziell Mëttelen, déi zur Verfügung gestallt ginn.

1992 ass en Energiegesetz geschaf ginn. An deem Energiegesetz huet jo och d'Energiespueren eng grouss Roll gespilt, d'rationell Notzung vun der Energie. Et feelt, an et huet deemools gefeelt, e Konzept fir d'Albusanéierung, a wann een da kuckt wat vun Zuelen an deem Plang virgesinn ass a vu Geld virgesinn ass, natierlech och fir d'Sanéierung vun den eelere Bauten, da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi effikass kann esou eng Politik sinn?

Wéi héich déi staatlech Subventionéierung misst sinn, ass eng kruzial Fro fir mech; et geet jo drëm fir e Marché ze stimulieren, fir en Incentive ze ginn, datt ëmmer méi Leit dozou iwwerginn, fir hir eeler Gebaier an d'Rei ze setzen.

An da wollt ech zum Schluss nach eppes zu der Interventioun vun de grénge Kollege soen. Déi hefteg Reaktioun vun hirer Säit op déi Pläng an op déi Reglementer léisst mech esou e bëssen drun zweiwelen, ob se gudd Wëllens sinn, fir am Konsens un déi nei Energiepolitik erunzegoen. Ech hunn esou d'Impressioun, wéi wa se fäerten se kréichen e bëssen d'Waasser ofgegruwen.

(Interruption)

Si klappen an deem Kontext - an elo schwätzt just ee vun där anerer Säit, déi dat schonn e puermol gemaach hunn - op d'Industrie, se culpabiliséieren d'Industrie a se vergiesse ganz oft, datt am klengen Beräich, am private Secteur, en héicht Potenzial läit,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Scheuer, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech kommen zum Schluss.

...fir ze spueren an datt och grad an deem Secteur en héicht Potenzial läit, fir Aarbechtsplazen ze schafen.

Energie spueren, eng alternativ Energiepolitik, ass e Wee mat villen Etappen. Energiepolitik brauch vill Instrumenter, brauch Reglementer, déi Reglementer hunn eng begrenzt Liewensdauer a se sti ganz bestëmmt zur Dispositioun an e puer Joer, esou wéi dat ugekënegt ass...

M. le Président. - Allez, Här Scheuer!

M. Jos Scheuer (LSAP). - ...an da wäert och méi Geld disponibel sinn, fir déi Politik ze realisieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, och zwou Remarqueken am Ufank. Éischtens ass et natierlech illusoresch, fir a fënnel Minutten zu där ganzer Problematik hei eng déifgoend Stellung ze bezéien. An dat zweet ass, dat Positiivt dobäi, datt mer iwwerhaupt haut de Mëtteg dru sinn, datt mer kënnen iwwert déi Problematik hei schwätzen, et hätt e sech éierlech gesot gewënscht, datt dat méi fréi hätt kënne stattfannen.

D'Mënz gëtt méi knapps an dat ass och den Hannergrond virun deem sech déi Reglemententwürf hei ofzeechnen. Dofir muss d'Geld méi geziilt agesat ginn, dat ass zwar generell ëmmer richtig, mä dat wäert an Zukunft ëmmer méi zielen. Wat heescht dat konkret?

Mir hunn zwou Constrainten, déi eng, dat ass déi vum Klimaschutz, dat heescht d'Reduzierung vun eisen Emissiounen generell, wou et nëmme ze maachen ass, laangfristeg wäit iwwert dat eraus, zu wat mir eis am Kyoto-Protokoll engagéiert hunn. An déi aner ass déi vu Kyoto selwer, dat heescht wou mer eis drop konzentréieren müssen, haaptsächlech de Verbrauch vun de fossilen Energieträger - Mazout, Bënsin, Kuel a Gas - zréckzeféieren.

Mir soen als Richtlinn, datt een d'Prioritéit virun allem do soll set-

zen, wou d'Effizienz tëscht dem Investissement, tëscht dem Geld, wat een asetzt, an der Reduktioun, déi kann erreecht ginn, am Gréissten ass.

Wann een - a leider ass eis dofir net Zäit genuch do - kuckt, wou eise Verbrauch läit, déi 10,5 Milliounen Tonnen CO₂, déi mer erausblösen, da gesäit een, datt de Verkéier, deen hei jo guer net touchéiert ass, 52% ausmécht, d'Industrie an d'Energieproduktioun 34%. Och do gëtt gesot, ass praktesch kee Reduktiounspotenzial méi oder et ass ganz kleng. An da konzentréiere mer eis op dat, wat mer haaptsächlech haut sollen diskutieren, an dat sinn d'Haushalter an déi kleng Anlagen, dat sinn nëmme 14%.

Dat eleng seet schonn, datt mer musse riseg Efforté maachen, fir do de Maximum erauszehuelen. Do ass d'Isolatioun vun de besteende Gebaier onbedéngt ee Créneau, dee méi muss gefördert gi wéi an der Vergaangenheet - an dat ass jo och elo virgesinn. Mir bedauern och, datt dat sech soll op 200 Wunnenge limitieren.

Mir froen, wou de Stat dann ass, dee jo soll mam gudden Beispill virgoen. Mir hunn eng Donnée gesot kritt, wat kënt agespuert ginn, wann eleng de Stat emol e seriösen Effort géif maache fir a senge Gebaier ze spueren - dat ass ganz remarquabel. An da muss een awer och konsequent sinn an net nëmme zu de Leit soen, dir musst elo eppes maachen oder mir ginn Iech Suen, wann dir eppes maacht, mä de Stat selwer muss mam gudden Beispill virgoen. Ech erënnere just un d'Concertshal do uewen um Kierchbierg, wou nëmme Glas ronderëm ass, wou eng eenzel Verglasung virgesi war, wat komplett géint d'Wärmeschutzrichtlinn ass a wou een nëmme de Kapp ka rëselen.

Mir brauche méi contraignant Virschrëfte fir nei Gebaier. Et kann ee sech natierlech - an dat ass déi fundamentale Fro - all kéiers mat dem 1.000 Euro-Billet oder 500 Euro-Billet dohinner stellen a wénken: Hei maacht eppes, da kritt der. Et kann een awer och soen, mir si schonn ee Schratt méi wäit a bei enger ganzer Partie Saachen, zum Beispill bei der Isolatioun vun de Gebaier, dem Wärmetausch an esou weider; da kann een awer d'Virschrëften e bësselchen eropsetzen, zum Beispill och - an dat ass eng Iddi, déi mer net erëmfonnt hunn - all déi Energie, déi verluer geet mam waarme Waasser, wat einfach iwwert den Egout erausgeet, ze récupéieren.

Deen anere Volet ass dee vun der Produktioun vun erneierbaren Energien. D'Fotovoltaik, 15.000 kW Maximum, Här Minister, do ass näischt méi, bal näischt méi dran. Wann ee gesäit, de Stat eleng 9.000 - an ech zweifelen och e bëssen un gudden Wëllen, fir dat iwwerhaupt wëllen ze maachen -, da kann een ëmmerhin nach soe 15.000, mä et ass awer soss net vill hannendrun. Wéi soll een dann déi 5,7% erneierbare Stroum erreechen, wann d'Waasserkraaft ausgereizt ass a beim Wand sech an Zukunft och net méi schrecklech vill wäert doen. Do gesinn ech awer net, wéi déi Rechnung soll opgoen.

Holz, d'accord, mir brauchen ee Konzept, mir hunn dat jo och virgestallt kritt an dat muss konsequent ausgenotzt ginn. Ech wëll de Schluss vu menger Zäit huele fir de Biogas ze schwätzen, iwwert deen eigentlech kee Wuert drasteet.

Mir müssen d'Potenzial, wat d'Landwirtschaft duerstellt mat hire grouss Flächen, déi de Moment net genotzt ginn, sief et well se broochleien oder, wat gradesou widdersénneg ass, fir Iwwerschossnahrungsproduktioun agesat sinn, konsequent notzen. An et geet net duer, fir sech hannert d'Agrargesetz ze verstoppen, ech mengen, do muss och den Ëmweltminister wierklech mam Agrarmi-

nister zesummen - selbstverständlech - alles maachen, fir datt dat riseg Potenzial vun der Biomass, wat do läit, och voll a ganz ka genotzt ginn. Ech schléissen do och d'organesch Offäll mat an, déi 40 bis 45% vum ganzen Offäll ausmaachen, déi de Moment gréisstendeels entweder einfach op den Tipp ginn oder an de Kompostanlage verpuffen, wat dann och näischt bréngt.

(Interruption)

Här President, ech muss zum Schluss komme gesinn ech. Et ass hei e gudden Usaz an ech widderhuelen dat, wat déi aner och gesot hunn, mä mir mussen nach vill doriwier diskutieren, fir datt mer et optiméiert kréien. Mir hoffen och, datt de Stat bereet ass, wa mer schonn e Fliger kafen, dee fënnel Milliarde kascht, deen net gebraucht gëtt, och méi an Zukunft an dese Créneau ze investieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll och an där kuerzer Zäit, déi mer de Mëtten hunn, op e puer vun de Suggestiounen agoen, an der grénger Fraktioun an och de Virriedner Merci soe fir d'Geleeënheet dat vlächicht hei eng kéier méi am Groussen ze diskutieren a sech dann eng kéier Zäit ze huelen an der Kommissioun e bësse méi an den Detail ze goen.

Ech mengen, dass och jiddereen hei positiv un d'Saach erugaangen ass, mat Ausnahm vlächicht - an dat hat ech mer net virgestallt - vum Här Calmes, deen e bësse polemesch un d'Fro erugaangen ass, an ech wëll mat deem Punkt vum Dialog ufänken.

Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint mat villen iwwert déi Fro hei, iwwert d'Ausgestaltung vun deene Reglementer, diskutiert. A wat mech ëmmer wonnert, dat ass, dass d'Regierung eng Propositioun mécht an een dann d'Gefill huet, wéi wann domadder d'Diskussioun eriwuer wär. Fir mech ass d'Diskussioun mat dem Virleeë vun deene Reglementer hei nach guer net eriwuer, am Géigendeel, se kënt an eng zweet Phas vun Diskussioun eran. D'Chambres professionelles ginn opgeruff hir Avisën ze maachen an de Conseil d'État gëtt ogeruff fir Avisen ze maachen.

Wann d'Diskussioun schonn eriwuer wär, da froen ech mech, wat fir een Notzen dass dat Ganz, déi ganz Aarbecht géif hunn, wann net d'Regierung an den Ëmweltminister hei méi speziell fir déi do Reglementer bereet wären, sech déi Avisën all unzuckucken an och op all déi gutt Suggestiounen, déi do komme wäerten, anzegoen.

Op meng Initiativ hin, hunn ech de Méinden de Mëtten - schonn zwee Deeg nom Dépôt vun de Reglementer - mam Mouvement écologique a mam Handwierk iwwert déi Reglementer hei diskutiert. Et koumen zum Deel déiselwecht Suggestiounen wéi se de Mëtte komm sinn. Mir hunn ofgemaach, fir eis an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp zesammenzesetzen, fir virun allem d'Technicitéit an d'Praktikabilitéit vun eenzelne Saache genee duerchzekucken. Mir sinn an der Regierung absolut op, fir dann och op déi Saachen an der definitiver Fassung vun de Reglementer anzegoen.

Ech muss och soen, dass heizou jo vill aner Saache gehéieren. Niewent de Reglementer hu mer an der Chamberskommissioun och matgedeelt, datt déi Direktiv iwwert d'Energieeffizienz, déi virun allem fir déi öffentlech Bauten enorm wichtig ass, fir den 1. Januar 2006

géing virleien. Do huet de Wirtschaftsminister ugekënnegt, dass eng nei Wärmeschutzverordnung fir den 1. Januar 2006 géing virleien. Ech mengen, alles dat geet an dat d'Ganzt eran.

Wann den Här Calmes gesot huet, firwat hei net méi och op bilateraler Basis am Rahme vum Kyoto-Protokoll geschaff ginn ass, esou ass dat net d'Aufgab vun dese Reglementer, mä ass dat d'Aufgab vun deem extrae Kyoto-Fong, dee mer agesat hunn. Och do kann ech de Mëtting hei soen, dass ebe just fir eng besser Energieeffizienz mer haut scho Kontakter mat anere Länner geholl hunn, zum Beispill mat Rumänien, fir do am Rahme vu bilaterale Projeten an der Reduzéierung vun den CO₂-Emissiounen, mat deene Länner eppes ze maachen, fir finanziell ze hëllef iwwert de Wee vu Projeten d'Energieeffizienz ze förderen. Ech mengen, dat ass eng Politik, déi net am Rahme vun dese Reglementer gemaach gëtt, mä déi gehéiert zu deem ganze Konzept, wat mer brauchen, fir viruzekommen.

Et sinn a sech dräi Saachen, op déi ech de Mëtting nach eng Kéier wëll agoen. Dat Eent ass dat Grundsätzlecht. Ech mengen heibannen nach eng Kéier héieren ze hunn, dass mer an der Grundsätzlecher Fro eis eens sinn. Mir wëlle mat dese Reglementer a mat där ganzer Politik déi zwou Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, - 5,7% erneierbar Energië vun eiser gesamer Stromconsummation, an op där anerer Säit minus 28% CO₂-Emissiounen - errechen. Et ass dat dat fest an decidéiert Zil vun deser Regierung, fir dat fäerdeg ze bréngen, iwwer all déi Instrumenter, déi mer do zur Verfügung hunn.

Dat maache mer net einfach nëmmen aus Spaass un der Saach, mä dat maache mer, well et richtig ass, endlech der Verschmutzung vun der Atmosphär eng Sanktioun ze ginn, a well et richtig ass dofir ze suergen, dass een déi energetesch Fro an déi energetesch Versuerung als eng vun den zentrale Froe vum 21. Jorhonnert ugesäit.

Et ass dofir noutwendeg, dorauer net nëmmen eng Veranstaltung vu Regierung a vu Reglementer ze maachen, mä eng Veranstaltung vu Mentalitéitswiessele, deen noutwendeg ass bei jiddferengem Einzelnen an der Eegeresponsabilitéit an noutwendeg ass an der kollektiver Responsabilitéit, déi mir hei hunn als Regierung an Dir als Chamber, fir déi néideg Kaderreglementer ze schafe fir där Politik do Been ze maachen an op deem Niveau weiderzecommen.

Ech mengen, an där Grundsätzlecher Fro si mer eis also eens, an ech mengen et war och richtig - a vläicht da falsch 2000 an 2001 - dee Regime hei ze begleede mat enger seriöser Studie iwwert d'Potenzialer hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen eng Kéier ee fir allemol eis Zäit huele fir genee ze analyséieren, wat vun deem gesamten Energiemix vu Wand, vu Sonn, vu Biomass a vun Holz hei zu Lëtzebuerg dat Instrument ass, wat ekonomesch, budgetär, finanziell fir d'Leit iwwert de Stroumpräis, a vu senger Effizienz hier, dat beschtent Instrument ass.

Déi Energiepotenzial-Studie maache mer dëst Joer, genesou wéi déi vun Professer Ewingmann iwwert d'Minderungsstrategie am Rahme vum Kyoto-Protokoll. Dofir hu mer op dräi Joer axéiert, well mer gesot hunn, unhand vun deenen Etüde soll et zu enger Weiderféierung, déi da mëttel- a laangfristeg ka goen, no dem 1. Januar 2008 kommen, woubäi ech mer jo d'Wuert ginn hunn - dat wëll ech och hei nach eng Kéier maachen -, dass et net méi däerf zu engem Lach kommen, wéi et elo den 1. Januar de Fall war.

Deen, deem dat am meeschten op d'Strëmp gaangen ass, dat war ech selwer, mä ech mengen all déi Virbereedungen, déi mer ze maachen haten, déi Berechnungen, besonnesch dat, wat d'Émwandele

vum Stroumpräis ubelaangt, waren Operatiounen, déi net esou evident waren, well eis oft Zuele gefeelt hu fir dat schnell ze maachen. Ech mengen awer, dass mer elo eppes virleien hunn, wat mer jo retroaktiv op den 1. Januar 2005 proposéiert hunn. Dofir hoffen ech och, dass mer en fait dobaussen dat Lach, dee Gap net a Wierklechkeet kréien.

Déi zweet Fro, op déi ech wëll agoen, ass déi vun den Tauxen. Ech mengen awer hei musse feststellen, egal wat elo hei gesot ginn ass, dass deen eenzegen Taux, dee mer hei erfrosetzen an deene Förderreglementer, deen ass bei der Fotovoltaik. An ech hunn éierlech d'Gefill mat ville Leit geschwat ze hunn an deene leschte Wochen a Méint, an dass dat bei der Fotovoltaik awer de facto Konsens ass. Esouguer ONGen, mat deenen ech diskutéiert hunn, waren där Meinung!

Ech erënnere mech un den Expert, deen Eurosolar aus Däitschland - ech mengen en huet Professor Lehman geheescht - heihinner bruecht huet a mat deem mir diskutéiert hunn. Deen huet am Prinzip gesot: Loosst souguer déi 15%, déi der elo nach gitt, fir d'Anlagen ze finanzéieren, loosst déi nach ewech, maacht just eppes orientéiert op d'Produktion - esou wéi virun den Här Kox nach eng Kéier richtig gesot huet - maacht just dat doten, an dann hutt Der e Regime wéi dee vum Här Trittin an Däitschland, mat deem senge kann een e vergläichen, an deem säi Förderregime fir erneierbar Energien ass dee beschten Deel vu Politik, deen e gemaach huet. Dofir gëtt en esouguer vun den ONGe gelueft.

Mä ech muss soen, wat d'Tauxen ubelaangt, leie mer do par rapport zu der Bundesrepublik absolut gutt. An eenzelne Saache leie mer driwwer. Déi Iddi vum degressiven Taux ass eng Iddi, déi een nach eng Kéier soll iwwerleeën. En degressiven Taux ze maachen, dat schéngt mer definitiv net domm ze sinn, et sollt een sech wierklech nach eng Kéier iwwerleeën, ob een net an déi Richtung sollt goen.

Mä ech mengen, dann hu mer och mat deem, wat mer hei virgeluecht hunn, eng Reglementéierung, déi sech parfaitement ka weisen am Vergläich zu deene Länner, déi dobaussen awer als Virreider an als Speerspëtzt vun der Förderung vun erneierbaren Energien duergestellt ginn.

Ech mengen, dass et och wichtig ass, dach awer ze soen, dass mer fir d'éischte Kéier och hei elo am Beräich vun der Albausanieierung en neit Instrument schafen, net nëmmen also fir nei Haiser, bei Niddregenergiehaiser oder bei Passivhaiser, mä och bei bestoenden Haiser eng Méiglechkeet elo vu Subventionéierung opmaachen. Dat schéngt mer eng Ouverture ze sinn, déi wichtig ass.

Natierlech kann een dann ëmmer iwwer Tauxen diskutéieren. Et gouf ONGen, déi hunn eis gesot, si hätten gär 1.800 Euro pro gespuerter Tonn CO₂ als Förderung. Mir hunn elo 1.500 proposéiert. Bon, ech mengen, do kann een ëmmer diskutéieren. Et kann een da soen, mir hätten gär 2.000 Euro. Mir hu virdu gemengt, dass 1.500 Euro erëm eng Kéier am Vergläich, wa mer dat ronderëm kucken, eng verstänneg Marge ass, fir ze proposéieren.

Mir hunn all déi Tauxë bei Passiv- a bei Niddregenergiehaiser dach awer substanzuell an d'Luucht gesat. Mir hunn déi bei den thermesche Kollektoren eropgesat, well dat vu jiddferengem virun - och a Schrëftstécker, déi mer hunn, vun den ONGen, vum Handwierk an anere - gesot ginn ass: Maacht méi eppes a Richtung vun deem, wat eis bei der Wäermt och eppes um Niveau vun eiser CO₂-Bilanz bréngt. Dat hu mer och an d'Luucht gesat, an uerdentlech an d'Luucht gesat.

Ech mengen, dat Eenzegt, wat mer ofgebremst hunn, ass also dat bei der Fotovoltaik. Ech mengen, mir hunn och enger anerer Fuerderung vun den ONGen an och oft enger vun hei am Haus noginn, fir déi Émwandlung méi hin op de Stroumpräis, fir doduerch sech net ofhängeg ze maache vu budgetäre Contrainten, déi komme kënnen. Ech mengen, et ass richtig vun der Saach hier, an ech mengen, et ass och richtig vu senger Onofhängegkeet hier, déi et da ka kréien, par rapport zu där Politik, déi mer hei wëllen errechen.

Ech denken och, dass een nach eng Kéier muss iwwert d'Holzhack-schnätzelanlage kucken. Bei eis ass dat entstanden aus der Iwwerleeung eraus, dass mer gemengt hunn, et wär noutwendeg fir eis Reglementer just op Particulieren auszeriichten. Lo mécht net een eenzelne Particulier eng Holzhack-schnätzelanlag. Meeschtens gi se zesumme gemaach. Ech soen hei, dass mer positiv op sinn, fir dat do nach eng Kéier ze kucken.

Gradesou wéi ech mengen, wann een d'Reglementer genee liest, et net onbedéngt richtig ass, ze soen, dass och Particulieren net kënnen eenzel Groussflächen zesummen notzen. Mir mengen, dass dat parfaitement esou geet wéi bei eenzelnen Entreprises. Et war eng, déi de Präis kritt huet, beim Handwierk - d'Firma Sales, fir se net ze nennen -, déi déi Méiglechkeet vu senger Salarië genotzt huet. Déi Méiglechkeet ass an eisen Aen an de Reglementer weiderhi méiglech. Op jidde Fall ass et eng, déi richtig ass, well effektiv d'Groussflächen engem méi Energieeffizienz ginn. Et ass jo dat, wat mer wëllen errechen.

Den éischte Punkt ass also dat Grundsätzlecht, den zweete Punkt sinn d'Tauxen, iwwert déi een, mengen ech, net vill Kritik kënnit üben, bei deem, wat mer hei virgeluecht hunn.

Den drëtten Punkt ass deen, an do sinn ech méi skeptesch, ob mer heiansdo iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, dat ass d'Praktikabilitéit. Ech mengen, dass een nach eng Kéier mam Handwierk an och mat den ONGe genee soll kucken. Dat hu mer de Méindeg de Mëtting de vive voix gemaach, a mir maachen et elo och op Proposition vun den Texter, ze kucken, ob eenzel Saachen an deem, wat mer u Kontrollen aféieren an u Resultat gären hätten, ze vill bürokratesch sinn, esou dass een do dat nach eng Kéier op de Mëtting hëlt.

Dat ass déi Gratwanderung, an deem een dran ass: Mir kënnen d'Leit jo net einfach esou gewäerde loosse, an d'Suen nëmmen ausbezuelen an net och effektiv kucken, dass mer Resultater hunn. Ech mengen, dass Förderung an op där anerer Säit en energetesch Resultat ze hunn a sou virun, zesummegehéiert. Mä ech mengen, mir sollten net iwwert d'Zil erauschéissen a mir sollte Vertraue genuch hunn an d'Décideuren, och an d'Entreprises an an d'Handwierk, fir dat heiten no deenen Normen ze maache wéi et richtig ass.

Dofir wäerte mer eis der Operatioun an der Technicité nach eng Kéier stellen, fir sécherzestellen, dass mer net elo uerdentlech Tauxen dohinner leeën a sou virun, mä dass kee méi dru kënnit, well mer d'Konditiounen hannendrun ze vill bürokratesch gemaach hunn. Dat soll een also nokucken.

Gleeft mer, déi, déi hei gemengt hunn, wéi de Kolleg Calmes, dass dat heiten eng Operatioun wär, wou innerhalb vun der Regierung déi eng just un d'Sue geduecht hunn an déi aner just un d'Tauxë geduecht hunn, dass dat wierklech eng Chimère ass. Vun esou Diskussiounen kënnit een nuets dree-

men. Ech muss soen, dass de Budgetsminister an där Fro hei sécherlech matgeschaff huet. Ech fannen dat absolut legitim, dass een och kuckt, wat d'Politike kaschten a wéi se sech areien an dat Ganzt, mä et ass esou, dass et e grouse Konsens gouf fir ee Regime ze maachen, deen eis an d'Lag versetzt fir an deenen nächste Joren zu eisen Ziler ze kommen, déi ech am Ufank, an och aner Riedner, nach eng Kéier gesot hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Datselwecht géllt och fir d'Diskussion iwwert déi 200 Haiser bei der Albausanieierung an déi 500 Passiv- an Niddregenergiehaiser. Et muss ee wëssen, dass mer bei deenen zwee leschten an deene leschte véier Joer 61 Projeten hatten, Niddregenergie- a Passivhaiser. Elo ginn natierlech d'Aiden an d'Luucht. Elo géif ech mengen, dass 500 an dräi Joer trotzdeem nach eng Zuel ass. Ech wär ganz frou wa mer déi géifen errechen, an ech mengen, dass d'Regierung, wann do wierklech e Créneau géif entstoen, deen och op där anerer Säit géing Aarbechtsplazen am Handwierk schafen, dann och bereet ass nach eng Kéier virun dem Zil sech ze iwwerleeën, fir weider ze kommen. Mä 500 Projeten an dräi Joer, wéi gesot, ech géing se gären hunn.

Och um Niveau vun der Albausanieierung, wat jo awer e finanziellen Effort vu jidderengem Einzelne verlaangt, fir dat mat engem Resultat ze maachen, well mir soe jo net nëmmen, et geet duer wann s de deng Fassad energetesch frësch méchs. Mir soen, mir hätte gären en Zil, e Resultat, en energetesch Resultat, géif ech och mengen, dass wa mer déi 200 Projeten esou schnell kréien, a mir hunn dem Handwierk och iwwert dee Wee Aarbechtsplaze ginn, dann d'Regierung och bereet ass nach eng Kéier doriwwer nozedenken, a sech eranzegoen. Ech mengen awer, dass dat Zilsetzunge sinn, déi och en nombre et misste fäerdeg bréngen, dass mer déi Resultater errechen, dass déi Reglementer hei dozou féieren, dass et wierklech weidergeet.

Ech wëll eng lescht Bemierkung maachen an där Minutt, déi nach bleift, dat ass déi vun deenen eenzelne Ministären. Mir hunn eis dofir ausgeschwat, fir e Comité de pilotage effektiv ze maachen um Niveau vun den erneierbaren Energien. Et ass effektiv richtig ass, dass dat hei eng Veranstaltung ass vum Budgetsministère, Wirtschaftsministère, Émweltministère an dem Intérieur, fir d'Diskussion vu ville gudden Projeten, déi an de Gemengen um Niveau vun Energieeffizienz, Energieberodung an esou viru gemaach kënnen ginn, weider ze kréien.

Heizou gehéiert ouni Zweifel och d'Agriculture, déi iwwert de Fonds agraire jo déi 55 respektiv 60% bei de Biogasanlage bället. Heibäi gehéieren och d'Bâtiments publics, well déi éischt, déi wäerte jipsen ënnert där neier Direktiv vun der Energieeffizienz, wa mer déi a Kraaft setzen, dat ass de Papa Stat an d'Mama Stat selwer, déi dann dofir ze suergen hunn, fir bei den öffentleche Bauten och déi Energieeffizienz ze errechen. Dat sinn déi éischt, déi sech mussen ëmstellen an de Käpp, fir zu deene Resultater ze kommen.

Well, fir déi Zuel nach eng Kéier hei ze soen, déi den Här Mehlen wollt an Erënnerung ruffen, wann d'öffentlech Hand am Moment 3,3 Millioune m² öffentlech bebaute Flächen hei zu Lëtzebuerg huet, da kascht dat eis 66 Millioune Liter Mazout, a wa mer nëmmen iwwert déi Direktiven eng energetesch Erofsetzung vu 15% hunn, da sinn dat 30.000 Tonnen CO₂-Emissiounen, déi mer kënnen spueren. Ech hoffen, dass Der se elo opgeschriwwen hutt fir d'nächste Kéier.

Eleng dat weist, dass do e Potenzial ass aus deem mer eppes eraus kënnen huelen. Wann déi Veranstaltung vun alle Ministären esou gesi gëtt, dann ass et mer net baang, dass mer déi Zilsetzungen errechen, déi dofir do sinn, haaptsächlech fir dofir ze suergen, dass déi Atmosphär an déi Loft, déi mer haut hunn, och fir eis Kaner an déi zukünfteg Generatiounen nach esou gutt ass, wéi mer se haut hunn.

Merci.

M. le Président. - Dee Punkt ass domadder ofgeschloss. Mir kommen zur gemeinsamer Diskussion vun de Projets de loi 5308, 5326 an 5341, Konventiounen am soziale Beräich mat Serbien-Montenegro, Schweden a mat der Türkei. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech geschriwwen den Här Bettendorf.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projets de loi, den honorablen Här Romain Schneider.

3. 5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2003

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës dräi Gesetzesprojeten: 5308, 5326 an 5341, si Konventiounen, déi Lëtzebuerg gemaach huet am Beräich vun der Sécurité sociale. Et si Konventiounen mat Serbien-Montenegro a Schweden. Dat sinn eigentlech zwou Konventiounen, déi bestehend Konventiounen verbesseren, mä esou ass d'Konventioun mat der Türkei eng éischt Konventioun an deser Matière.

D'Konventioun mat Serbien-Montenegro ersetzt a moderniséiert an adaptéiert déi, déi mer mat der République fédérale vu Jugoslawien haten, eng Konventioun vun 1954. Dës Konventioun gouf de 27. Oktober 2003 zu Belgrad ënnerschríwwen. Déi mat Schweden, déi den 1. Dezember 2003 zu Bréissel ënnerschríwwen gouf, ersetzt déi Konventioun, déi bestoung virum Antrëtt vu Schweden an d'EU, also den 1.1.1995, an et war eng Konventioun vun 1985. A wéi gesot, déi mat der Türkei, déi zu Lëtzebuerg den 20. November 2003 ënnerschríwwen gouf, ass déi éischt an deser Matière.

All Konventiounen baséieren natierlech um communautaire Reglement, dem 1408/71, wat d'Rechter vun Immigranten am Beräich vun der Sécurité sociale definéiert. Dëst Reglement fixéiert als Grondbasis dräi grouss Prinzipien:

1. d'Égalité de traitement,
2. d'Exportatioun vun de Prestatiounen an
3. d'Totalisatioun vun deenen eenzelne Perioden.

Wat déi eenzel Konventionen ubelaangt, esou erspieren ech lech e laangt an technesch Duerchféieren duerch déi eenzel Artikelen. Dësen Exercice hu mer minutiös an der Kommissioun gemaach. Ech soen der Kommissioun och dofir Merci, fir déi konstruktiv Mataarbecht an dëse Sëtzen. Déi dräi Konventionen goufen unanime vum der Santé- a Sécurité-sociale-Kommissioun approvéiert an och de Statsrot hat kee Problem säin Aval ze ginn.

Erlaabt mer dofir lech kuerz ze informéieren iwwert déi Haaptpunkten, déi an de Konventionen erméiglechen sinn. Dës Konventionen garantéieren am Beräich vun der sozialer Sécherheet deene Leit bestëmmt Rechter, déi sukzessiv oder alternativ der Législatioun vun deenen ennerzechnende Länner ennerstallt waren. Si beinhalte geregelt Rechter a Prinzipien an de Beräicher vun der Assurance maladie-maternité, Assurance accidents du travail et maladies professionnelles, Alters- an Invaliditépensioun, esou wéi Hannerbliwwenepensioun, awer och Chômage a Familljeprestatiounen. Ausgeschloss dovun sinn Assistance sociale a Prestatiounen fir Krichsaffär.

An dem Rapport fannt Der an deenen eenzelnen Artikelen d'Detailer an d'Explikatiounen zu dësen dräi Ofkommessen.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren an ech géif am Numm vun eiser Fraktioun gréng Luucht ginn, fir déi dräi Projeten hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Voilà, et ass kee Riedner ageschriwwen zu dëse Projeten, dofir si mer un Enn vun der Debatt. Wëllt d'Regierung nach eppes bäifügen?

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, no deem exzellente Rapport vum Här Schneider, freeën ech mech just driwwer, dass mer déi dräi Konventionen hei an esou enger grousser Unanimitéit kënnen iwwert d'Bühn bréngen. Ech wëll lech just ukënnegen, dass mer viru ganz kuerzer Zäit ähnlech Konventionen mat Rumänien a Bulgarien ennerschriwwen hunn an dass mer deemnächst och déi Konventionen kënnen ratifizéieren, an dass eng ähnlech Konvention geschwéiert wäert signéiert gi mat Marokko.

Ech soen lech Merci fir déi gutt Aarbecht, och an der Kommissioun, a méi ass dozou net ze soen.

Merci villmoools.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5308.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5308 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon uegheoll.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-

Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5326.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5326 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5341.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5341 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-

Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5393, een EU-Ofkommess iwwer Persounen, déi a Krichsgebiddere operéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Goerens an den Här Fayot. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert!

4. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5393 gesäit d'Approbatiou vun engem Accord vir, deen déi europäesch State geholl hunn am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungsolitik. Dir wësst, dass sech déi europäesch gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungsolitik an deene leschte Jore gewaltig entwéckelt huet.

Säit den Accord vu Petersberg huet d'Europäesch Unioun sech am Kader vun der Sécherheets- a Verdeedegungsolitik dräi Missionen operluecht: Éischstens, d'Gestioun vu militäresche Krisen an Europa, zweetens, d'Gestioun

vun zivile Krisen an Europa, an drëtzens, d'Preventioun vun deene Krisen. Fir dës Missiounen meeschten ze kënnen, muss d'EU engersäits iwwer autonom Aktiouns-capacités verfügen, an anersäits müssen déi dernief vun enger zouverlässeger Arméi ennerstézt kënnen ginn.

m Europäesche Conseil vun Helsinki haten déi europäesch Stats- a Regierungschefen sech als Objektiv fixéiert, dass bis d'Joer 2003 déi europäesch State capabel misste sinn, bannent 60 Deeg eng Arméi bis zu 60.000 Mann bereetstellen ze kënnen. Haut ass d'EU an der Lag, d'Missiounen am Beräich vum Krisemanagement am Kader vun hirer gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungsolitik ze meeschten.

Dës Missiounen sinn awer net ouni Risiko. D'Material, wat zum Asaz kënn, kann derbäi beschiedegt ginn, Persounen kënnen zu Schued kommen, si kënnen verletzt ginn oder souguer an de Missiounen leie bleiwen. Hei stellt sech d'Fro vun der Responsabilitéit a vun der Entschiedegung.

Fir dass déi Missiounen awer esou ausgeféiert kënnen ginn, ouni dass permanent ee Land dat anert op Schuedenersatz muss usichen, hunn déi europäesch States eng Konventioun ausgeschafft, an där se esou wäit wéi méiglech op Entschiedegungsanträge verzichten, wann et sech ëm Schied, also Accidenter handelt, déi tëschent Persounen oder Material aus Memberstaten am Kader vun dëse Missiounen kënnen geschéien an déi an engem Drëttland oder um Mier erlidde ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Prinzip vun der Konventioun ass dee vun der Renonciatioun vun esou Entschiedegungsanträge, et sief et kéint een eng grave Noléissegkeet oder en absichtleche Fehler nowiesen.

Den Artikel 1 vun der Konventioun bestëmmt d'Persounen, déi duerch den Accord betraff sinn.

Den Artikel 2 definéiert de Kader an deem den Accord zoutréfft, dat heescht d'Virbereedung an d'Ausféierung vun de Missiounen. Si müssen och ausserhalb vum Territoire vun der Europäescher Unioun stattfannen.

Den Artikel 3 hält de Prinzip vun der Renonciatioun op eng Demande op Schuedenersatz fest, mat Ausnahm, wéi schonns ernimmt, wann et sech ëm eng grave Négligence oder eng „faute intentionnelle“ handelt.

Den Artikel 4 definéiert déi Fäll an deenen d'Renonciatioun spillt.

Den Artikel 5 schreift vir, dass an anere Fäll wéi déi, déi am Artikel 4 bestëmmt sinn, et zu Schuedenersatz ka kommen, dass dann d'Responsabilitéit vun dem Stat an de Betrag vum Schued duerch Négociatioun tëschent deenen zwee Länner bestëmmt gëtt. Wann de Schued méi niddereg ass wéi 10.000 Euro, verzicht de Stat op Schuedenersatz.

Den Artikel 6 reservéiert awer Drëttpersounen, déi am Kader vun engem Accord de location oder soss engem Kontrakt engem Land fir déi Missiounen e Gefier zur Verfügung gestallt hätten...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Entschëllegt emol, ech wëll eppes soen. Et ass fir e Rapporteur relativ schwéier, wann d'Geräich vun den Handyen, d'Geraschels vun den Zeitungen an d'Gesprécher heibanne bal méi haart si wéi dat, wat de Rapporteur op der Tribün seet. Duerfir géif ech ëm e bëssen Disziplin bidden!

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Ech schwätzen awer ganz haart, Här President, esou

dass ech mengen, dass jiddferen et misst héieren. Mä ech soen lech awer Merci.

M. le Président. - Et gehéiert sech awer net!

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Voilà. Den Artikel 6 reservéiert also Drëttpersounen, déi iwwer e Contrat de location engem Land e Gefier zur Verfügung gestallt hunn, wann un dat Gefier géng iergendwéi e Schued kommen, dass déi awer d'Recht op eng Demande op Schuedenersatz hätten.

Den Artikel 7 gesäit vir, dass am Fall vun Differenzen tëschent zwee Länner den Arbitrage spillt. Den Accord gesäit keng Dispositioun vir am Fall vun enger Demande op Schuedenersatz, déi vun engem Drëttland, an deem zum Beispill d'Missiounen ausgeféiert ginn, gestallt géng ginn. D'Considéranté vun der Konventioun weisen op spezifesch Accorden hin, déi mat deene Länner missten ofgeschloss ginn.

Den Article unique vum Projet gesäit d'Approbatiou vun der Konventioun duerch de Lëtzebuerger Législateur vir.

De Statsrot mécht a sengem Avis e puer Bemierkungen zur Konventioun selwer. Hien huet awer keng Bemierkungen zum Projet gemaach. D'Kommissioun huet de Projet an d'Konventioun diskutéiert a si proposéiert dem Parlament fir dee Projet hei ze stëmmen. Ech bréngen och domat den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Hauptert. Den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens (DP). - Här President, ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

M. le Président. - Merci, Här Goerens. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, no deem exzellente Rapport vum Här Hauptert bleift mer näischt derbäizéifügen. Mir si selbstverständlech och mat deem Projet d'accord.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Huet d'Regierung eppes bäizéifügen? Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Här President, ech mengen de Rapport war esou exhaustiv an esou prezis, dass d'Regierung nëmme kann dem Rapporteur félicitéieren, sech och total domat averstane fillen a Merci soe fir d'Approbatiou.

M. le Président. - Merci der Regierung fir hir konzis Stellungnahme.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5393.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass uegheoll mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loscheter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5417 iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite bei ATHENA. D'Riedezäit ass och nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo ageschriwwen: den Här Goerens. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot!

5. 5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun, Artikel 28, deen augenblécklech a Kraaft ass, sinn Ausgabe fir militäresch Operatiounen am Kader vun de Petersberg-Missiounen zu Laaschte vun den eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun an net vum Budget vun der Europäescher Unioun, nëmmen déi administrativ Ausgabe fir esou Missiounen ginn iwwert de Budget vun der Europäescher Unioun finanziert.

Den 23. Februar 2004 ass dofir ATHENA geschaf ginn. ATHENA ass en Instrument fir de Finanzement vun esou militäreschen Operatiounen virzehuelen.

Den 28. Abrëll 2004 hunn d'Regierungsvertrieder eng Décisioun geholl, fir deem Instrument ATHENA gewësse Privilegien an Immunitéiten zouzegestoen. Dëst, fir dass dat Instrument besser funktionéiere kann. An et ass des lescht Décisioun, déi des Chamber mat deemem Projet muss guttheeschen.

Ech wëll trotzdeem am Kader vun deemem ganz kuerze Rapport dron hiweisen, wéi schwéierfällig esou eng intergouvernemental Prozedur ass. Si bedéngt, wéi bei all internationale Verträge a Konventiounen, laangwiereg Ratifikatiounen an all Memberland.

Si ass awer néideg, well besonnesch déi gemeinsam Sécherheets- a Verdeeegungspolitik Eestëmmegkeet verlaangt an trotz hirem Numm eigentlech keng gemeinsam, mä eng intergouvernemental Politik ass.

Mat deemem Projet - nach eng Kéier, fir dass dat ganz kloer ass - si mer am Kader vun bestoende Vertrag, deen aus dem Joer 1992, respektiv 1997 staamt, also aus enger Zäit

wou de Wëllen, eng europäesch Sécherheets- a Verdeeegungspolitik opzebauen, nach guer net esou evident war. Sätdeem gouf et den Ustouss fir des Politik vu Saint-Malo zwëschent Frankräich a Groussbritannien an insgesamt och de Wëlle vun der Europäescher Unioun, hir Roll fir Stabilitéit un de Grenzen am Kampf och géint den Terrorismus ze spillen.

Wann een déi nei Verfassung, déi mer jo elo amgaange sinn heibanen ze diskutieren, kuckt, da gesäit een, dass do gewëssen Avancéieren am Hibleck op déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik drastinn.

Et steet emol fir d'éischt eng extra Sektoun 2 am Kapitel II iwwert d'Aussen- an d'Sécherheetspolitik dran; dat ass an deem bestoende Vertrag net de Fall. Déi sou genannte Petersberg-Missiounen ginn och ausgeweit, niewent deene Missiounen, wéi humanitär Missiounen, friddenserhalend Missiounen, Evakuatiounsmissiounen, komme gemeinsam Missiounen fir Entwaffnung, fir militäresch Berodung, Krisepreventioun, Stabilisatioun och no Konflikter an deene Länner, déi dorënner gelidden hunn. Aner Neierunge betreffen zum Beispill d'Schafung vun enger Agence fir d'Entwécklung vu Verdeeegungscapacitëiten an och eng besonnesch Zesummenaarbecht um militäresche Plang an och eng Neierung um finanzielle Plang.

Et bleift awer dat bestoen, wat elo am Vertrag ass, nämlech dass militäresch Operatiounen och nëmmen duerch d'Länner bedriwwen ginn. Dozou kënn allerdéngs d'Méiglechkeet vun der Schafung vun engem Fong no Konsultatioun vum europäesche Parlament, fir eben e schnellen Accès zu europäesche Suen ze kréien, wa wierklech eng grouss Urgence do ass.

Mä fir den Abléck, Här President, si mer nach net esou wäit. Mir sinn hei also an enger relativ preziser Décisioun, déi mer unzehuelen hunn iwwert d'Schafung vu Privilegien an Immunitéite fir de Finanzéierungsmechanismus ATHENA. Dat gesot, als Rapporteur, wëll ech och am Numm vun der LSAP ons Zoustëmmung zu deemem Projet bréngen.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. D'Wuert huet den honorabelen Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens (DP). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass alles gesot, duerfir brauch ech nëmme just nach den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ze ginn. Ech wollt och dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport, gradewéi och dem Här Haupt, deem ech virdrun nach net Merci gesot hat, deem säin Dank awer och gewëss ass.

M. le Président. - Merci, Här Goerens. D'Regierung, den Här delegierten Ausseminister huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Ech hu weéneg derbäizefügen. Ech deelen natierlech och déi Kritiken, déi expriméiert gi sinn. Ech mengen, dat ass effektiv e schwéierfällige Mechanismus a wéi déi Dispositiounen négociéiert gi waren, war Lëtzebuerg natierlech dofir fir esou wäit wéi méiglech iwwerhaapt generell Dépensen am communautaire Budget virzegesinn. Mä mir wëssen, dass et hei nach ëmmer em ganz sensibel Affäre geet, wou d'Länner ëmmer nach gären eng national Kontroll halen. De Präis dovunner ass, dass een eben esou ee Mechanismus muss virgesinn. Trotz allem remerciéieren ech och den Här Fayot fir säi Rapport an ech kann nëmme gutt fannen, dass d'Chamber dese Projet approuvéiert.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5417.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loscheter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5392, en Ofkommes iwwert dat militäresch an zivilt Personal an den EU-Institutiounen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel.

6. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel (LSAP), rapporteur. - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5392, deen ech lech hei presentéieren, gouf den 9. November 2004 vun der Regierung déposéiert. Et handelt sech heibäi em e Projet mat engem Article unique, deen en Accord zwëschent de Memberstate vun der Europäescher Unioun regelt, deen de 17. November 2003 zu Bréssel vun eiser Regierung ënnerzeechent ginn ass.

Erlaabt mer dofir kuerz den Inhalt vun deemem Accord ze erklären. Dësen Accord ass am Kader vun der europäescher Sécherheets- a Verdeeegungspolitik ze gesinn. Ech menge mir haten déi lescht Woch schonns hei am Haus d'Geleeënheet, wéi den Här Ben Fayot iwwert de Militärfliager geschwat huet, vill iwwert déi europäesch Sécherheets- a Verdeeegungspolitik ze héieren. Och haut sinn den Här Haupt an och den Här Fayot an hire Rapporte dorobber agaangen.

Och de Verdeeegungsminister Luc Frieden huet eis déi lescht Woch dron erënnert, dass mir an deemem Domän Solidaritéit bewiese mussen an och Responsabilitéiten hunn, well mer jo och hei zu Lëtzebuerg vum Friden, deen et an Europa säit dem Zweete Weltkrich gëtt, profitéieren.

Ech wëll dofir net am Detail op d'Evolutioun vun der europäescher Verdeeegungspolitik agoen, ech wëll awer nëmme just e puer wichteg Punkten ervirsträchen.

D'Vertrag vu Maastricht, Amsterdam an dee vun Nice gëllen als Eckdate vun enger gemeinsamer europäescher Sécherheets- a Verdeeegungspolitik. Dës Politik besteet, wéi mer all wëssen, aus dräi Voleten. Den éischte Volet ass d'Gestioun vun zivile Krisen, den zweete Volet ass d'Gestioun vu militäresche Krisen an den drëtten ass d'Preventioun vu Konflikter.

Den Objet vum Accord, deen dese Projet de loi ëmsetze soll, ass d'Schafung vun engem juristesche Kader fir Militäer- an Zivilpersonal, dat vun hire respektiven Heemechtslänner detachéiert gëtt.

Et handelt sech heibäi em Detachementer un Institutiounen vun der Unioun, u Quartiers généraux, also Haaptquartieren, an u Sträitkräften, déi der Unioun am Kader vun der Preparatioun an Exekutioun vu Missiounen, wéi den Artikel 17, Paragraph 2 vum europäeschen Uniounsvertrag se virgesäit, zur Verfügung gestallt ginn.

Erlaabt mer, wann am Intitulé vun engem Projet de loi schon en Artikel zitéiert gëtt aus dem Traité d'Union, da wollt ech dat kuerz zitieren. Also den Artikel 17 vum Traité sur l'Union européenne, paragraphe 2, deen, wéi gesot, hei am Intitulé steet, seet: «Les questions visées au présent article incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.»

Dat gesot, wollt ech nach soen, dass deesen Accord iwwert deen et haut geet, aus véier Partië besteet an 19 Artikelen. Ech wollt e puer Artikelen ganz kuerz erläutern. Zum Beispill den Artikel 2 reglementéiert d'Openthaltsgenehmigung an deene respektive Länner vun dem detachéierte Militäer- an Zivilpersonal. Den Artikel 4 handelt em d'Validitéit vun hire Führerschäiner. Den Artikel 5 definéiert d'Modalitéiten iwwert d'Droe vun den Uniformen. Ganz wichteg sinn awer dergéint d'Artikele 7 an 8, déi de Port d'armes reglementéieren an och eng juristesche Immunitéit garantéieren an der Ausféierung vun hire Missiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschluss wëll ech nach soen, dass de Statsrôt a sengem Avis vum 23. November 2004 säin Accord zu deemem Projet de loi ginn huet, och wann hie sech gewënscht hätt, dass déi jee weileg national Autoritéit, zoustänneg fir d'Ophiewe vun der Immunitéit, wéi den Artikel 8 Paragraph 2 se virgesäit, besser oder vläicht méi kloer definéiert gi wier.

Ech hunn an der zoustänneger Kommissioun Enn Januar de schrëftleche Rapport zu deemem Projet virgeluecht, wou en unanime ugeholl gouf. Dofir bieden ech lech dese Projet och haut hei unzehuelen an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Erlaabt mer als Ofschluss vläicht nach eng Remarque. Déi europäesch Sécherheets- a Verdeeegungspolitik wäert eis an Zukunft hei am Haus nach beschäftegen am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Europäesch Konstitutioun an doriwuer eraus si mer alleguer gefuerdert och dobausse bei de Biergerinnen a Bierger dëst Thema unzeschneiden, wa mer mat hinnen iwwert déi Europäesch Konstitutioun diskutieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Angel. Wëllt een d'Wuert zu deemem Projet de loi? Fir d'Regierung huet den Här delegierten Ausseminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Ech wëll hei dem Rapporteur Merci soen. Ech mengen, dat hei ass e Stéck an deem ganze Gebai, wat d'europäesch Sécherheets- a Verdeeegungspolitik ubelaangt. Ech deelen och déi lescht Remarque vum Rapporteur, dass et wichteg ass mat de Bierger iwwert déi ganz Problematik vun der europäescher Sécherheets- a Verdeeegungspolitik notamting am Rahm vun der zukünftiger Konstitutioun ze diskutieren.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5392.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Interruption)

Ech hunn 59 Jo-Stëmmen hei um Tableau stoen. Mir kucken dat no. Den Här Goerens huet par procuration fir wie gestëmmt?

(Interruptions diverses)

Ech weess et net. Et sinn der esou vill heibanen, déi net ofgestëmmt hunn, an ech hunn der awer 59 hei um Tableau stoen.

(Hilarité)

Här Goerens, Dir hutt par procuration fir wie gestëmmt?

M. Charles Goerens (DP). - Ech wollt stëmmen.

(Interruptions)

Ech konnt dat awer net feststellen.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président. - Mir kréien elo d'Lescht vun deenen, déi ofgestëmmt hunn am perséinlechen Numm a par procuration. Mir véirfiéieren dat, an da bréngt mer déi noutwendeg Korrektoren un, déi unzébréngt sinn op Grond vun de Reklamatiounen vun dem Här Fayot, der Madame Mutsch, dem Här Goerens an all deenen, déi net ofgestëmmt hunn, déi awer hei um Tableau figuréieren als ofgestëmmt ze hunn.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch,

MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5397, enger Konventioun iwwert den Asaz vu verschiddene klassesche Waffen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet nach eng Kéier den honorabelen Här Angel fir de Rapport ze maachen.

7. 5397 - Projet de loi portant approbation - de l'Amendement à la Convention sur l'inter-

diction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'immigration

M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Jo, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, hei verlose mer elo den europäesche Kader a mir beginn eis op déi international Bühn. Et handelt sech och ëm Militär, awer net méi ëm Persounen, mä ëm deen anere Voleit, ëm Waffen. Wann een an de Medien an de leschte Méint vill iwwert d'Massevernichtungswaffen héiert a liest, muss een awer net vergiessen, dass déi konventionell oder klassesch Waffen nach ëmmer déi sinn, déi weltwäit am meeschte verspriet sinn an nach ëmmer déi gréisste Gefoer duerstelle fir d'Zivilbevölkerung. Dat ass Introductioun.

Ech wollt lech soen, dass et bei deem Projet 5397 éischtens ëm d'Approbatioun vum engem Amendement vum der CCW - dat ass

Convention on Conventional Weapons - geet. Dës Konventioun iwwert de Verbuert an d'Aschränkung vu klasseschen, oder besser gesot konventionelle Waffen, déi als onmënschlech agestuft ginn, gouf den 10. Abrëll 1981 vu 77 Staten ënnerzeechent. Lëtzebuerg huet se dunn den 21. Mee 1996 ratifizéiert an haut si 94 State Member vum dëser Konventioun.

Dës Konventioun besteet aus engem Kadervertrag a véier respektiv fënnef Protokoller. Beim Amendement vum der Konventioun, deen den 21. Dezember 2001 zu Genève ugeholl ginn ass, geet et drëms de Champ d'application vum Kadervertrag a vun de respektive Protokollen ze erweideren an och net international Konflikter mat anzebezeien. Bis elo huet dës Konventioun sech just op Konflikter zwëschen zwee verschiddene State limitéiert. Dës Erweiderung ass noutwendeg ginn, well zënter dem Enn vum Kale Krich ëmmer méi intern Konflikter a Länner entstane sinn.

Haut ass déi international Agenda dominéiert vu regionalen a lokale militäresche Konflikter. Wann ech e Beispill daerf ginn: 2003 an 2004 ware vun 38 krichsähnleche Konflikter an der Welt nëmmen zwee Kricher zwëschen zwee Länner. All déi aner waren also intern Konflikter.

Och nach zur Informatioun wollt ech soen, dass bis elo 29 Länner, dovun 13 EU-Länner dësen Amendement scho ratifizéiert hunn. Niewent deem Amendement gesäit deen heitege Projet de loi 5397 och nach d'Adoptioun vum engem Protokoll iwwert déi sou genannten ERW vir, dat sinn „Explosive Remnants of War“, op franséisch «restes explosifs de guerre». Et handelt sech heibäi engersäits ëm explosiv Munitioun, mat Ausnahm vum de Minnen, déi net explodéiert sinn, an anerersäits ëm explosiv Munitioun, déi abandonéiert ginn ass.

Dës fënnefte Protokoll vum der Konventioun gouf den 28. November 2003 zu Genève adoptéiert. Bei deem Protokoll geet et net

drëms d'Presenz vum de sou genannte Restes explosifs de guerre an engem Krichsgebitt ze verbannen. Den Objektiv vum deem fënnefte Protokoll ass, d'Zivilbevölkerung géint d'Risiko vum esou geféierleche Reschter vum explosive Waffen ze schützen. Dës Protokoll verflucht nämlech d'Krichsparteie Moosnamen ze treffen, fir déi Risiko anzeschränken.

A sengem Avis vum 4. Januar 2005 rappéléiert de Statsrot drun, dass dës Konventioun dozou bäidréit, dass d'Leide vum der Zivilbevölkerung a Krichsgebitt tant soit peu verkleinert gëtt. De Statsrot begréisst d'Amendement fir och Konflikter, déi net international sinn, an dës Konventioun eranzehuelen, an de Statsrot begréisst och d'Adoptioun vum deem fënnefte Protokoll iwwert d'Restes explosifs de guerre.

Als Konklusioun erlaabt mer drun ze erënneren, dass Lëtzebuerg bal allen internationale Konventiounen iwwer Ofrüstung bäigetragt ass. Eist Land huet och all Protokoller vum dëser Konventioun bis elo ratifizéiert an huet innerhalb vum dëser Konventioun ëmmer eng aktiv Roll gespillt.

Ech soen lech Merci an ech ginn lech heimadder och nach den Accord vum der LSAP-Fraktioun.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Wëllt eng Fraktioun nach Stellung zum Projet huelen?

(Négation)

Wann d'Regierung deem och näischt bäizeflécken huet, da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5397.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch,

MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Felix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer méi fréi um Enn vum eiser Sitzung ukomm wéi d'Conférence des Présidents sech dat virgestallt hat. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.00 heures)

Ordre du jour

- 5348 - Projet de loi portant création
 - d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;
 - d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

M. le Président. - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruptions)

Et schéngt kee Représentant vum der Regierung do ze sinn.

Mir kéimen dann zu der Diskussioun vum Projet de loi 5348 iwwert d'Schafung vum engem Dokumentationszentrum iwwert d'Zwangsrekruitierung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

1. 5348 - Projet de loi portant création

leschte Krich just dat wëssen, wat se a Bicher gelies hunn, respektiv vum hiren Elteren oder Grousseltere gezielt kritt hunn, Momenter vu Besënnung, Momenter vun Nodenken, Momenter vun Afrostellung, och Momenter vun Angscht an heiansdo, an dat huet een a Gesprécher eraushéieren, och Momenter vu Roserei.

Roserei iwwer dat, wat mer glécklecherweis net esou intensiv bei eis heiheem, zu Lëtzebuerg, mussen erliwien, mä wat mer awer bei enger Rei vun eisen Noperen, zum Beispill an Däitschland, a Frankräich an an anere Länner op engem gewësse Bord musse feststellen. Dat erschreckt. A wann een am Kader vum esou Feierlechkeeten ass wéi därer, déi mer an deene leschte sechs Méint erlieft hunn, da stëmmt een dat dach awer bedenklech an et kann een an et muss een och rose maachen.

D'Gedenkzeremonien, déi ech ugesprach hunn, ware virun allem och Momenter vu grousssem Respekt a vun Dankbarkeet.

Respekt an Dankbarkeet, selbstverständlech vis-à-vis vun den Aliéierten an hiren Zaldoten, virun allem och vis-à-vis vun deenen amerikanesche Frënn, déi komm waren, an déi mat engem beispilllosen Asaz, fir eis Fräiheet, hei an de Krich gezu sinn.

Mä awer och Respekt an Dankbarkeet fir déi Zéngdausende vu Lëtzebuerg, déi direkt oder indirekt, déi als Resistenzler, als Zwangsrekrutiert an op aneren Niveauë sech ni konnten a wollten offanne mat deem verhasste Regime, deen an Europa geherrscht huet, an dofir sech selwer, respektiv hir Famillje gezwongenermoossen an onfräiwëlleg a liewensgefäerlech Geforen hu musse bréngen.

Här President.

Mir ware bei ville vun deene Gedenkzeremonien dobäi. Si waren allegueren, jiddereng op hir Aart a Weis, impressionant.

Si ware bewegend, si hunn erënnert, si hunn opgeruff, si hunn och heiansdo opgewullt.

Si waren en Appel un eis allegueren, si waren en Appel un eis Kanner, an dat Ganzt ënnert dem wardenen Motto vu „Remember“ an ënnert dem Motto „Never again“. „Erënnert lech“ an „ni méi“, dat waren déi zwee Leitgedanken, déi bei all deenen Zeremonien dominéiert hunn. An dat war wierklech ergräifend.

Ech wëll lech soen, Här President, vun deene villen Zeremonien, an ech wëll do se wierklech allegueren nennen, well se all bewegend waren, mä et waren der zwou dobäi, déi mech apaart markéiert hunn. Et war éischters déi grouss Zeremonie am Dezember um Militärkierfecht zu Hamm, wou mer un d'Rundstedt-Offensiv geduecht hunn. Ech hu mer deemools iwwerleucht, dass et u sech noutwenneg gewiescht wär, dass all jonk Lëtzebuerg, vun 10 bis 25 Joer, hätte misse bei där Zeremonie dobäi sinn, gradewéi bei enger anerer Zeremonie, op déi ech nach ganz kuerz wëll zrëckkommen.

D'Zeremonie um amerikanesche Kierfecht zu Hamm, dat war eng imposant Zeremonie, et war eng, déi organiséiert war vun der Regierung a wou vill Autoritéite present waren.

Mä et war net dowéinst, firwat se esou impressionant war.

Et war och net well d'Sonnerie aux morts vun engem Profi gespilt ginn ass.

Mä se war impressionant, well d'Situatioun, esou wéi mer se deen Dag virfonnt hunn, a grad just op där Plaz virfonnt hunn, jidderengem hautno konnt an Erënnung ruffen a sech virstelle loossen, wat et bedeit huet an deene Joren am Krich ze sinn.

Notamment war deen Dag d'Wieder esou schrecklech, et huet geschneit, et war äiskal, et ass Glëtz gefall, d'Leit souzen zu Dausenden zu Hamm virun deene ville Kräizer um amerikanesche Militärkierfecht, se ware mat Decken zougedeckt a se konnte wierklech erliewen a spieren un hirem eegene Kierper, wéi et huet musse gewiescht sinn, deemools, an deene Jore '40 bis '45, an deene laange Wanterméint am Krich, fir vill wäit ewech vun doheim.

Aus dese Grënn, Här President, war d'Zeremonie vun Hamm esou ergräifend, well een einfach konnt fillen, spieren a materliewen, wat et bedeit huet, deemools, wéi d'Ängsichte vun den Zaldoten an deene Leit, déi am Krich waren, hu musse sinn, d'Iwwerliewensängsichten an der Keelt, an der Hëlleflosegkeet, ënner extremen Émstänn an an der totaler Onbewësseheet.

Eng zweet Zeremonie, Här President, war fir mech och ganz aussergewöhnlech. Ech war invitéiert ginn op Buerschent. Zu Buerschent um Schluss war eng bescheide Gedenkfeier fir un d'Enn vum Krich ze erënnern.

Dat war keng Gedenkfeier, déi vun Autoritéite geplangt an organiséiert gi war. Et war eng Gedenkfeier, an där hirem Mëttelpunkt d'Mënschen aus der Gemeng Buerschent, aus der Gemeng Baastenduerf an aus der Gemeng Géisdref stungen, déi

sech zesummegeeden haten a sot: Mir waarden hei net op de Stat, mir waarden net op eng Gemeng, mä mir Awunner aus dese Regiounen, mir wëllen déi dote Saach selwer an d'Hand huelen; mir wëlle selwer hei eppes organiséieren.

A si hu sech zesummegeeden, se hunn ënner anere eng CD gemaach, ënnert dem Motto „Remember, do you remember?“. D'Musik vu Baastenduerf, de Gesang vu Buerschent, de Kannerchouer vu Géisdref. D'Leit, d'Mënsche selwer hunn d'Erënnung un dat Schrecklech, wat geschitt war, an d'Hand geholl, geplangt, organiséiert an eng einfach, mä ëmsou méi würdeg Gedenkzeremonie op d'Bee gestallt.

Dat war esou impressionant, dass ech mer gewënscht hätt, dass am Land méi esou Zeremonieë stattfont hätten, wou net d'Gemengeverwaltungen oder d'Autoritéiten oder de Stat d'Initiative geholl hätt, mä wou d'Leit selwer sech bewosst sinn, wat et heescht, sech un dat erënnern, wat geschitt war.

An dofir muss ech soen, an ech wollt dat dofir och hei ervirsträichen, dass och hei am Land d'Leit net onbedéngt ëmmer nëmme op d'Autoritéite waarde bis eppes geschitt. Zu Buerschent waren et Männer, Fraen, Kanner, Sänger a Musikanten aus dem Vollek, déi sech zesummegeeden hunn, fir gemeinsam ze erënnern un den Trauma vun 1940 bis 1945.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dës puer Remarquë wollt ech maachen als Einleitung zu deem Projet, dee mer haut hei an der Chamber diskutéieren an och ofstëmmen wäerten.

Et sinn och Iwwerleeungen, déi een am Fong geholl kënn deemnächst als eent vun den Argumenter gebrauchen, wann des Chamber e grouss Projet ugeet, nämlech de Projet betreffend de Referendum iwwert d'Europäesch Verfassung.

Europa, d'Europäesch Unioun, an domat automatesch och déi Verfassung, déi mer eis hoffentlech gi wäerten, ass eng vu villen Äntwerten op dat, wat viru méi wéi 60 Joer geschitt ass.

An ech denken et ass déi bescht Äntwert, déi Europa, déi mir allegueren kënne ginn op déi grausam Terrorherrschaft an op de Krich, déi Europa an aner Deeler vun der Welt an esou fuerchtbare Misär a Leed geworf haten.

Här President.

Et war am Abrëll d'lescht Joer, wou de Premierminister dee Projet hei déposéiert huet, deen als Objet d'Schafe vun engem «Comité directeur pour le souvenir de l'enrôlement forcé» an engem «Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé» huet.

Et war och op Demande vun der Federatioun vun den Zwangsrekrutierten wou dese Projet ausgeschafft gi war an dee praktesch identesch ass mat deem, deen et gëtt fir d'Lëtzebuerg Resistenzen.

Et stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéi sou brauche mer elo Organisatiounen pour le souvenir de l'enrôlement forcé, wéi sou elo Organer, déi sech solle mat der Dokumentatioun a mat der Recherche iwwert den Enrôlement forcé ofginn?

Et ass esou, dass duerch d'Gesetz vu '67 d'Zwangsrekrutierten jo d'Qualitéit als Victimes du nazisme zouerkannt kruten. D'Federatioun vun de Victimes du nazisme enrôlés de force ass allerdéngs ëmmer eng Privatorganisatioun bliwen an et huet geschéngt, an ech menge mir sinn all domadder d'accord, dass et endlech eng offiziell Entitéit gëtt, déi d'Zwangsrekrutierten representéiert.

Op där anerer Säit ass et jo och esou, de Krich, dat sinn elo 60 Joer hier, dat ass laang. D'Generatioun vun den Direktzeien, déi ass amgang - an dat ass eng natierlech

Saach - lues a lues auszestierwen, an dofir ass et noutwenneg, dass mer en Organ, e Gremium fannen, déi dat, wat d'Federation vun den Enrôlés de force elo während laange Jorzéngten op eng excellent Aart a Weis gemaach huet, nämlech d'Mémoire, d'Erënnung un dat, wat geschitt ass, héichzehalen, ëmmer erëm an Erënnung ze ruffen, wat och a spéidere Joren an a Jorzéngte kann d'Erënnung un dat, wat geschitt ass, lieweg halen.

Da gëtt dee Centre de Documentation et de Recherche iwwert den Enrôlement forcé geschaf.

Et ass jo esou, dass d'Federatioun vun den Enrôlés de force hei net onaktiv war. Ween hir Archivé gesäit, déi ganz impressionant sinn, ween hir Bibliothék gesäit, wou ee ganz viles erëmfënnt, ween de Périodique „Les Sacrifiés“ kennt, dee weess, dass ganz vill Aarbecht geleescht ginn ass an deene leschte Jorzéngten.

Mä et ass awer och ganz sécher esou - an dat soe si och selwer -, dass et noutwenneg ass, dass mat méi Systematik geschafft muss ginn an dass och méi Recherche muss gemaach ginn; ech kommen nach eng Kéier kuerz op dese Punkt zrëck.

Et gëtt haut jonk Studenten an der zäitgenösserger Geschicht, déi ganz interessant Etüde maachen iwwert dat, wat am leschte Krich geschitt ass, an och iwwert d'Äntwert, déi Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerg ginn hunn. An deementsprechend denken ech, dass et gutt ass, dass och esou Initiative gefördert ginn. Se ginn haut gefördert vun der Federatioun, mä an Zukunft ganz sécher vun deem Centre, deen hei agericht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären

Zu enger vun deene ganz däischteren Zäite vun eiser Geschicht gehéiert selbstverständlech d'Schicksal vun de Lëtzebuerg Zwangsrekrutierten. Ob agezunn an déi däitsch Wehrmacht oder an de Reichsarbeitsdienst oder an de Kriegshilfsdienst, et huet dozou bägedroen, dass déi jonk Lëtzebuerg Jongen a Meedercher, déi tëschent 1920 an 1927 gebuer goufen, oft hiert Liewen, anerer en Deel - a glécklecherweis nëmme en Deel - vun hirer Jugend, verluer hunn.

Tragesch an onerträglech Momenter ware sécherlech d'Evénementer vum Joer 1942. Dat Joer kann als e Broch duergestallt ginn, souwuel um Niveau vum Verhale vun den däitsche Besatzer, wéi och vun eiser Bevölkerung. No den éischten Défaitéit vun der däitscher Wehrmacht décidéiert de Gauleiter den obligatoresche Militärdéngscht fir déi jonk Lëtzebuerg an zeféieren.

Fir d'Nationalsozialisten war de Reichsarbeitsdienst een éische Schrëtt zum Wehrdienst. Esou huet et am Gesetz vum 21. Mee 1935 geheescht: „Die Erfüllung der Arbeitsdienstpflicht ist eine Voraussetzung für den aktiven Wehrdienst.“

A vun ufanks 1941 un, huet de Gauleiter versicht mat enger grousser Propagandaaktioun Fräiwëlleg fir dës erzéieresch Funktioun am nationalsozialistische Sënn ze fannen, mä d'Resultat war äussert enttäuschend, wat en dozou verleet huet, fir 1941 d'Reichsarbeitsdienstpflicht fir d'Lëtzebuerg tëscht 17 a 25 Joer anzeféieren. Betreffend waren d'Joergäng 1920 bis 1927 an den Zweck war kloer, eng Militärausbildung an eng nationalsozialistesch Endoctrinatioun.

1943, duerch eng Veruerdnung vun 10. Februar, gouf dann dee sou genannte Kriegshilfsdienst fir d'Lëtzebuerg Meedercher agefouert. Hir Reichsarbeitsdängschtzäit war op sechs Méint

festgeluecht an duerno sinn se oft an de Krichsgebieder am Hëllefdeängscht agesat ginn; hei ware virun allem déi Joergäng vun 1924 bis 1927 betraff.

D'RAD-Lagere vu Brahnau-Bromberg, vu Jannowitz, vu Königsberg, Wollstein a sou weider, bréngen bei enger Rei vu Leit, déi haut nach do sinn an déi Zäitzeie sinn, ganz schrecklech Erënnungen mat sech.

D'Lëtzebuerg hu sech selbstverständlech géint de Reichsarbeitsdienst gewiert.

Bei de Musterunge koom et oft zu Opstänn, an de Lageren hunn Einzeler den Trei-Eed op de Führer refuséiert, nëmme lëtzebuergesch geschwat oder lëtzebuergesch Lidder gesongen. Verschiddener hu sech der Aberuffung entzunn, hu sech verstoppt oder si geflücht.

Op enger sou genannter Großkundgebung den 30. August 1942 an der Ausstellungshal um Lampertsberg, huet de Gauleiter d'Afëierung vun der Wehrpflicht fir eis Jonge vun de Joren 1920 bis 1924 verkënnegt. D'Roserei vun de Lëtzebuerg - Dir kënn lech dat erënnern oder Verschiddener wahrscheinlech, anerer wëssen et aus der Geschicht - war grouss an d'Protestaktiounen hunn net op sech waarde gelooss. D'Konsequenzen, déi kenne mer allegueren: den Ausnahmezustand, d'Asetze vun engem däitsche Standgeriicht an d'Doudesurteeler.

Dës drastesch Mesurë vun de preisesche Besatzer hunn eis Jonge jo virun en onméigleche Gewëssenskonflikt gestallt. Den Dilemma fir déi Leit war total. Wat sollten se maachen? Engersäits waren se sech bewosst, dass wa se där däitscher Opfuerderung nokomme géifen, dass se den Däitsche géifen hëllef, dass se domadder ee Regime, deen hinnen zudéifst verhasst war, ënnerstëtze géifen an op déi Alliiert hu musse schéissen, an op där anerer Säit, am Fall vun der Wehrdienstverweigerung, d'Doudesstraf, d'Haftstraf, d'Konzentrationslager erleide géifen, net ze schwätze vun de Konsequenzen an de Vergeltungschléi fir hir Familijen.

Dat war een Dilemma a wann ee sech deen haut virstellt oder emol ee vun deene jonke Mënschen, oder eis selwer, emol virun d'Fro stellt: Wéi häss du dann deemools gehandelt? Ech mengen, da bräicht méi wéi ee vun eis ganz laang Zäit, bis dass en zu enger Äntwert kéim.

Vill vun eise Jongen hu sech un d'Wieder erënnert, déi d'Grande-Duchesse hinne mat op de Wee ginn hat, wéi se gesot huet: „Wa se lech ewechsleefen, fir géint Är Frënn ze kämpfen, da vergiesst ni, dass Dir Lëtzebuerg sidd a wat Är Heemecht vun lech erwaart. Däitschland huet kee Recht vun lech en Trei-Eed ze verlaangen. Wa se lech zwängen en Eed ze schwieren, dann ass dat keen Eed. Äert Häerz muss sech frähale vun deem, wat se Är Lëtzebuerg schwieren dinn.“ Dës Wieder vun der Grande-Duchesse hu ville gehollef, besser mat där onméiglecher Situatioun, an där se waren, eens ze ginn.

Insgesamt goufen 10.211 Lëtzebuerg zwangsrekrutiert, dovu koumen der 2.848 ëm d'Liewen, ongeféier 3.500 sinn desertéiert oder hu sech der Aberuffung entzunn. 1.550 Lëtzebuerg koume verletzt oder krank zrëck. 3.610 Lëtzebuerg Meedercher hu musse den Wee an den RAD an an den KHD goen, vun hinnen hunn der 58 hiert Liewe gelooss.

Virun e puer Deeg, Här President, ass e Mann u mech erugetrueden, dee mir sot, hien hätt e Brëif deen e mer gäre géif ginn an an deem beschriwwen gëtt, wéi d'Situatioun vun den Zwangsrekrutierten un der Front war.

Dësen Zwangsrekrutierten beschreift an deenen ergräifendsten an erschütterndste Wieder en erschütterndste Brëif net vir, Här President, mä ech leeën e bei d'Dokumentatioun fir am Compte rendu veröffentlecht ze ginn -, wat dat alles u Verzweiflung an u Misère war. An deementsprechend ass dee Respekt, dee mer an deene leschte Méint, haut an och an Zukunft zolle sollen an zolle mussen, nëmme eng richteg an eng ugemessen Äntwert.

Le'wt ...

Mat Ongedolt wärd ech op dei Bre'f. Haut ass et Sonndeg, mä dién Däg ënnerschéd sech bei ons net me' vun diéne äneren. Misär a Léd ass ronderëm. D'Tre'nen läfe mer d'Bäcken eran, wo' ech de' Zeilen hei schreiwén.

D'Kano'nen an d'Maschinegewiërer brummen an knatteren ronderëm. We' war et dach eso' sche'n dohém zu Letzeburg an dohém bei der Mamm. Wann dô mir eppes gefélt huet, go'f alles gemât fir de Schmierz ze briéchen, awer hei gët keng Rücksicht op Klengeckhéten geholl. Virun ass heit t'Lo'sung, oder besser zrëck, bis d'Kugel dech getraff huet. Gëscher ass mei béschten Kollég, dén ech nach hât, gefall. Eleng stinn ech elo ënnert de Preisen. Mein Ofize'er ka mech net ausstoën, well ech Letzeburger sin.

Le'wt ... , biéd du all Däg e „Vater- user“ fir mech, dass den Herrgott mech aus deser Hell befreit, an dass ech mein Hémechtsland, mei schéint Letzeburg, nach eng Ke'er erëmgesin.

..., 't ass eppes Schaaures wann é geseit, we' den Do't bestänneg ëm én ass.

Le'wt ... , so menger Mamm neischt vun desem Bre'f, well hier schreiwén ech nëmme dat béscht. Denk och hei ans dô u mech, denk u mech a biéd fir mech. Schreiw mer gleich erëm, well dat ass nach de' énzeg Fréd, de' mer an der Front hun.

Le'wt ... , ech muss schle'ssen, e Panzergrëff ass gemellt an ech siche fir eng me'glechst gutt Deckong ze fannen.

De' beschte Gre'ss un dech an un all Kollégen a Frëndinnen

D'Situatioun huet sech um Enn vum Krich och net einfach duergestallt fir déi déi agezu waren. D'Lëtzebuerg Exilregierung huet deemools déi jonk Lëtzebuerg, déi an der Wehrmacht a Russland zum Asaz komm sinn, opgeruff, si sollen desertéieren, si sollen iwwerlafen. Dat hunn der vill gemaach. Mä si waren oft net begeeschtert vum Empfang, deen hinne bereet ginn ass.

D'Schicksal vun den Zwangsrekrutierten an der Gefaangeschaft vun den Alliierten ass eng Säit an eiser Geschicht, déi ëmmer relativ schnell ëmgebliedert gëtt. An hei si Saachen, déi opzeschaffe sinn. Ech denken, dass 60 Joer nom Krich d'Zäit komm ass, wou ee kann un déi Fro erugoen, an ech hoffen an ech wënsche mer - an ech denke mir allegueren -, dass dee Centre de Recherche, deen hei geschaf gëtt, och hei ufängt ze schaffen an opzeschaffen, fir ze erklären, fir ze verstoen a fir och d'Realitäten esou duerstellen, wéi se effektiv waren. Dat gehéiert zur geschichtlecher Wouerecht. Aus verständleche Grënn ass et vläicht bis haut net gemaach ginn. Mä den Dag ass do an d'Zäit kënn, fir dat ze maachen.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut hei ofstëmmen wäerten, ass e wictegen, et ass en noutwenneg Projet. De Comité directeur pour le souvenir de l'Enrôlement forcé - 12 bis 15 Membere wäerten do drakommen - wäert am Laf vun der Zäit, noutgedrongen a lues a lues, sech der Federatioun vun den Zwangsrekrutierten substituieren, an deem Sënn wou en d'Aarbecht an d'Aufgab, déi grouss Aufgab, déi bis ewell ge-

leescht ginn ass, weiderféiere soll, fir, esou wéi et am Text heescht, «veiller à la sauvegarde de la mémoire des Enrôlés de Force».

An, Här President, wann Der erlaabt, eng perséinlech Remarque: Ech géif mer wënschen, fir dass déi Erënnerungen och alleguerten zum Droe kommen, dass an eise Schoulen...

(Interruption)

Et gëtt gemaach, mä et gëtt awer och leider nëmme punktuell gemaach! Wësst Der, ägyptesch Mythologie, ech fannen et ass ganz wichteg, datt eis Schüler eppes wëssen iwwer d'ägyptesch Mythologie. Ech muss awer soen, ier se den Detail vun dëser Mythologie solle bäibruucht kréien, géif et mir um Häerz leien, dass se fir d'éischt emol wëissten, wat am Éischte Weltkrich an am Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg geschitt ass, a wa se dat assimiléiert hunn an digéiert hunn an hir Léieren dorauer gezunn hunn, respektiv erkläert kritt hunn, da kann een och zu villen anere Saache kommen.

Ech hätt léiwer, datt méi Prioritéit géifen hei geluecht ginn op dat, wat eis emol direkt concernéiert huet. Ech fannen et ëmmer traureg wann ech mat jonke Mënsche schwätzen an ech stelle fest, wéi wäit datt d'Kenntnisser awer vun deem ginn, wat sech viru 60 Joer hei zu Lëtzebuerg gedoen huet.

Wann Der d'Missioun kuckt, déi d'Regierung dem Centre de Documentation et de Recherche proposéiert ze ginn: „recenser, rassembler, archiver et conserver“, alles dat, wat bis ewell iwwer laang Jor-zéngte vun der Federatioun gemaach ginn ass, weiderféieren, „mettre en valeur“ déi Dokumentatioun, „entreprendre et soutenir“ d'Recherche historique, dat wat ech virdrun ugeschwat hunn, alles dat, denken ech, ass richteg a wichteg.

Duerfir ass dësse Projet de loi, Här President, net nëmme e Projet, dee mer stëmme wäerten aus Respekt vis-à-vis vun deenen, déi hei concernéiert sinn, notament den Zwangsrekrutierten, mä dësse Projet soll och dëngen als eng Zort Mahnmal fir eis a fir déi, déi no eis kommen. Duerfir géif ech denken, wënschen an hoffen, dass dësse Projet vun der Chamber eestëmme gestëmmt gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass net all Dag, dass mer erliewen, dass de President vun dësem Haus vum Perchoir erofklëmmt, fir als Rapporteur hei e Projet de loi virzedroen. Ech mengen, dat ënnersträicht de Wäert, d'Importanz vun dësem Projet de loi an och de Wäert, deen hie selwer dësem Projet de loi bäimiesst.

Ech wëllt him Merci soe fir säi Rapport, a besonnesch och fir säi mëndleche Rapport, deen hien elo hei virgedroen huet, wou en agaangen ass op eng Partie vun deene ganz schwéiere Momenter, déi d'Liewen an dësem Land an de Joren 1940 bis 1945 gekennzeechent hunn.

Wéi hien drop higewisen huet, geet et hei drëm, e Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé ze schafen an e Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, nom Modell vun deene scho bestehende Comités directeurs pour le Souvenir de la Résistance an dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

De Comité directeur vum Enrôlement forcé soll engersäits d'Roll

vun der Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force iwwerhuelen a virun den öffentliche Autoritéiten dat verrieden, wat d'Federatioun bis elo vertrauden huet. Mä ech mengen et ass och wichteg drop hinzewisen, dass dat net heescht, dass déi eenzel Associatiounen, déi d'Enrôlés de force verrieden, géingen hir Personalitéit verléieren oder hir Aktivitéit misste stëlleen, mä dass si als Associatiounen weider bestinn.

De Centre de Documentation et de Recherche ass eng wëssenschaftlech Institutiuon, déi soll Dokumentatioun rassembleieren, archivieren, konservieren an, ech menge wat besonnesch wichteg ass, se dem Publikum zur Dispositioun stellen an enger Form, déi liicht zougänglech ass. An et schéngt mer och wichteg, dass am Projet gesot gëtt, dass dat wëssenschaftlech Institut soll mat all deene bestehende wëssenschaftlechen Organisatiounen, sief dat d'Archives nationales oder aner, kooperieren, an dat souwuel hei am Land wéi och am Ausland.

Ech wëll besonnesch drop hiweisen, dass den Artikel 7 vum Projet de loi ervirsträicht, dass de Centre de Documentation et de Recherche de l'Enrôlement forcé ganz enk soll zesummeschaffe mam Centre de Documentation et de Recherche de la Résistance. Dat hu souwuel d'Regierung am Exposé des motifs, wéi de Conseil d'État a sengem Avis, wéi och d'Kommissioun, ons Kommissioun hei an der Chamber, ervirgestrach.

D'Kommissioun huet déi eenzel Amendementer, déi de Conseil d'État proposéiert hat, iwwerholl, an ons Fraktioun ass sécherlech d'accord mam Projet de loi esou wéi e vun der Kommissioun elo hei virgedroe ginn ass.

Mat deem Projet de loi maache mer ee Schrëtt weider um Wee vun der Vergaangenheetsbewältigung, vun den douloureux Evénementen aus dem Zweete Weltkrich an dësem Land. Mir maachen et an der Serenitéit, an ech wëll drop hiweisen, dass dat vläicht net onbedéngt de Fall gewiescht wär wa mer esou e Projet viru 40 Joer an dësem Haus diskutéiert hätten. Ech fannen et ass eng wichteg Saach, dass mer kënnen dee Schrëtt an der Serenitéit ënnerhuelen. Vlächicht kënnen mer dat och, well et an dësem Haus nëmme méi zéng Membere gëtt, déi viru 1940 gebuere sinn, an nëmme méi 16 Memberen, déi viru 1945 gebuere sinn.

Dat heescht, déi Leit, souguer wa se Kanner waren, souguer wa se jonk waren - an ech ziele mech derzou -, fir all déi ass de Krich nach en Deel vum Vécu. Mir hunn alleguerten nach Souvenire vun där enger oder där anerer Natur vun deem, wat mer deemools erlieft hunn. Fir all déi aner ass natierlech dat heite Geschicht. Mä nach ass et dofir méi wichteg, dass mer dee Schrëtt haut maachen.

An dat bréngt mech zu enger anerer Observatioun. Déi vill Zeremonien, déi am Laf vun leschte Joer a vun dësem Joer stattfonnt hunn, fir de 60. Anniversaire vum Débarquement, vun der Libératioun a vun der Libératioun aus de Campen ze markéieren, waren - an de Rapporteur huet drop higewisen - ganz émouvant, an ech mengen, d'Zeremonie iwwer d'Libératioun vun Auschwitz an den Nations Unies war wierklech en erstaunlech Erleefnes an e markant Erleefnes, an d'Zeremonie zu Auschwitz selwer wa äusserst émouvant mat den Témoignagen, déi do konnte bruecht ginn. An den Nations Unies huet mech perséinlech den Témoignage vum Elie Wiesel ganz besonnesch impressiounéiert.

Déi Zeremonien haten d'lescht Joer an dëst Joer eng ganz besonnesch Ausstrahlung. Dat war gewollt, well ech mengen, mir waren ons alleguerter bewosst, dass wa mer an zéng Joer de 70. Anniver-

saire feieren, da ganz vill vun de Survivanten net méi do sinn. Dofir war et gutt a richteg, dass dann dëst Joer dës Zeremonien an där Form konnte stattfannen.

Mä ech mengen, dat soll ons och en Hiweis sinn op dat, wat mer solle maachen. Et ass elo de leschte Moment fir d'Témoignagë vun de Survivanten ze recueillieren, wann dat nach net gemaach ass. An net nëmme fir se entgéintzehuelen, mä fir se ze sauvegardieren a fir se och zougänglech ze maache fir d'öffentlech Meenung, fir de Public, fir dass d'Mémoire vun deene schrecklechen Ereignisser aus dem Zweete Weltkrich effektiv och an de kommende Generatiounen bleift a lieweg bleift.

De Film „Heim ins Reich“, dee mer d'lescht Joer zu vill konnte gesinn, ass, mengen ech, e gutt Beispill, e gelongent Beispill, wéi et méiglech ass, déi kollektiv Erënnerung lieweg ze maachen a se zougänglech ze maachen och fir déi jonk Generatiounen. Et schéngt mer awer, dass mer do nach Aarbecht virun ons hunn.

De Rapporteur huet op e spezielleschen Deel vum Problem, wat d'Enrôlés de force betrëfft, higewisen. D'Dokumentatioun, déi d'Fédération des Victimes du Nazisme an d'Enrôlés de force zesummegebroen huet, ass vill manner important wéi d'Dokumentatioun, déi de Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance huet.

Ganz besonnesch missten, mengen ech, Efforten ënnerholl ginn an der Recherche fir op déi Problemer hinzewisen, déi bei der Reintegratioun vun den Enrôlés de force opgetruede sinn, wéi se an d'Land zrëckkamen, a wat fir Schwierigkeiten se begéint hunn, wéi se zrëckkamen, genee wéi - an de Rapporteur huet drop higewisen - op d'Geschicht vun den Enrôlés de force, déi Prisonniers de guerre waren an den Hänn vun den Alliierten. Dat ass en duebelt Kapitel an onser Geschicht, wat a mengen Aen nach net genügend gekuckt an nach net genügend diskutiert ginn ass. Vlächicht soll dat eent oder dat anert a Fro gestallt ginn, mä op jidde Fall solle mer ons deem Défi stellen an dat do och ugoen.

An ech géing drop hiweisen, dass trotz dem Räichtum vum Fong vum Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance och do nach Efforten ze maache sinn. Et gëtt mer gesot, dass de Centre de la Résistance Honnerte vu Stonne vun Audiotémoignagen huet, déi nach net opgeschafft sinn. Dat fannen ech schued. Ech mengen, et soll een déi opschaffen an et soll een déi der öffentliche Meenung zur Verfügung stellen.

Mäi Plädoyer, Madame Statssekretärin, ass also d'Regierung ze invitéieren, esouwuel dem Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé wéi och dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, an dësse Momenter, wou mer nach kënnen Témoignagen entgéintzehuelen, wou mer nach kënnen Survivanté froen, interviewen an héieren, wat si erlieft hunn - dass mer dat solle maachen -, also d'Regierung ze invitéieren, deenen zwee Centren déi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, dass se effektiv sech där doter Pflicht kënnen stellen.

Schliesslech, Här President, eng zweetlescht Remarque. De Rapporteur huet drop higewisen, dass et enorm wichteg ass, dass an de Schoulen och déi do Evénementer genügend beliicht ginn. Ech mengen, et ass an deene leschte Joren e groussen Effort do gemaach ginn, an et gëtt eng Journée de la Mémoire, an där d'Schoulen an d'Schüler opgeruff sinn, sech ëm déi Froen, ëm déi Froestellung ze

këmmeren. Esou vill ech weess, sinn och ons jonk Leit an de Schoule ganz op a ganz zougänglech fir déi Saachen. Also, dat soll op jidde Fall weidergefëiert ginn, an dat soll en Deel vun Kursus an onse Schoule bliwen.

Schliesslech, Här President, eng lescht Remarque: Déi patriotesch Anniversairen aus de leschte Joren, aus dësem Joer, déi émouvant Témoignagen, déi mer bei deene Geleeënheete konnten héieren, mengen ech, bréngen ons dozou, an de Rapporteur huet dat och scho gesot, onsen Engagement en faveur vun engem géeneegten Europa ze renouvelieren.

D'Grënnungsväter vun Europa, déi Leit also, déi responsabel si fir den Traité vu Paräis, deen d'Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier geschafen huet, déi wossten dat ganz genee. Et ass keen Zufall, wa se an der Präambel vum Traité CECA ënner anerem folgende Paragraph ageschriwwen hunn: «Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé (...)»

A klorer Sprooch hunn d'Grënnungsväter vun Europa gesot an de 50er Joren: Ni méi, ni méi Krich an onsem Deel vun der Welt, ni méi Enrôlement de force, ni méi Émsiedlung, ni méi Konzentratiounslager, ni méi Massenexterminatioun.

D'CECA ass duerno zur Communauté économique européenne ginn, dunn zur Communauté européenne an haut zur Union européenne. D'Institutiounen hu largement dozou bäigedroen, dass mer an onsem Deel vun der Welt eng Zon vu Fridden hunn, vu Sécuritéit a vu sozialem Fortschrëtt. Et ka kee vun ons sech virstellen, dass e Krich mar géing entstoen tésche Frankräich an Däitschland. Mä nach, wa mer ronderëm ons kucken, net wäit vun ons ewech, da gesi mer wéi séier ka gekricht ginn a wéi fragile de Fridden ass.

De Fridden ass also eng Aufgab, déi sech all Dag jiddferengem vun ons erëm stellt. Mir kréien a kuerzer Zäit Geleeënheet onsen Engagement ze réaffirmieren en faveur vun engem géeneegten, fräien an demokrateschen Europa duerch den Text iwwer de Referendum, mä ganz besonnesch duerch de Vote, dee mer müssen huelen iwwer de Projet de loi fir eng Konstitutioun fir Europa.

Mä net nëmme si mir hei an der Chamber gefuerdert: Et gëtt e Referendum. Dat ganzt Lëtzebuurger Vollek muss onst Engagement à l'égard vun Europa réaffirmieren. Mir als Demokratesch Partei sinn iwwerzeugt, dass dee Vote positiv ausgeet, mä mir wëllen ons och a fond engagéieren, fir dozou bäizedroen, dass e positiv ausgeet.

Ech mengen, dat ass d'Flicht vun ons alleguerten, déi hei an der Chamber sinn, dass mer och dobaussen dofir surgen, dass dat eegentlech Zil vun den europäeschen Traitéen net aus den A verluer gëtt. Haut gesäit een net méi, wat gutt funktionéiert a wat Europa ons bruecht huet; et gesäit een nëmme vlächicht wat hei oder do net klappt. Dat Wesentlech vun den europäeschen Traitéen ass, dass mer säit 60 Joer an dësem Land Fridden hunn. An dofir si mer opgeruff ons an nächster Zäit ze engagéieren.

Dat gesot, wëll ech awer trotzdem nach drop hiweisen, wat ech scho gesot hunn, dass ons Fraktioun wäert dësse Projet stëmme.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt wëll ech dem Chamberspräsident an zugläich Rapporteur vun dësem Projet de loi Merci soe fir säin excellenten schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och direkt hei am Ufank kloer soen, datt meng Fraktioun dësse Projet ënnerstëtz.

Hollerech viru 62 Joer, den 18. Oktober 1942 huet deen éischten Zuch mat lëtzebuergeschen Zwangsrekrutierten d'Gare zu Hollerech verlooss. Ëm 10.000 jonk Lëtzebuurger Jonge vun de Joergäng 1920 bis 1927 sollte bis August 1944 dësem Schicksal nofolgen. Vun hinnen hunn 2.750 Lëtzebuurger net méi erëmgesinn a sinn am Krich ëmkomm oder goufe vermësst, wat oft nach méi schlëmm war, well een ëmmer nach gebaangt a gehofft huet. Dës jonk Borschten, déi hir Zukunft nach viru sech haten, waren also an der Regel net méi al wéi 24 Joer.

All dës Jongen hunn hiert Liewe misse loossen. Si sinn net gefrot ginn ob se wëilten oder net. Si sinn net gefrot ginn ob si hiert Liewe wëilte fir Hitler-Däitschland opferen. Si ware schlicht an ergräifend gezwongen.

Et gouf zu Lëtzebuerg kaum eng Famill, déi net vun dëser schrecklecher Tragédie betraff wor. Déi Jongen, déi sech geweigert hunn an de Krich ze zéien, deenen oder hire Familljen huet keng Gnod gollt. Dofir wëll ech hei op dësse Plaz gären un déi Leit erënneren, déi sech geweigert hunn hiert Liewe fir den Hitler ze opferen.

Hellegowend am Joer 1944, deemools sinn 11 lëtzebuergesch Zwangsrekrutiert zu Torgau an Däitschland higeriicht ginn. Si si weder op der Front gefall, nach goufen se als vermësst gemellt. Am Géigendeel. Dës 11 jonk Männer si kalbliddeg higeriicht ginn. Firwat?

Dës Männer haten sech geweigert, fir ënner dem Banner vun Nazi-Däitschland Krich ze féieren. Si hu sech geweigert den Eed op den Hitler ofzeleeën. Si si souwuel Zwangsrekrutiert wéi och Resistenzler, mä virun allem si si awer Helden. Dës Leit, dës bescheiden Helde sollen an d'äerfen net vergiess ginn.

Här President, wéi bal all europäescht Land, esou huet och Lëtzebuerg ënner der Fuchtel vun den Nazië gelidden. Et ass wuel bekannt, datt den Zweete Weltkrich e schwaarze Fleck an der europäescher gradesou wéi an der Weltgeschichte bleift, an et ass scho bal trivial fir ze behaupten, datt e Krich ëmmer schrecklech ass, an awer ass eng Fräiheitsberaubung, eng Schicksalszerstéierung wuel alles anescht wéi banal oder trivial. Dofir kann een esou Wourechten net oft genuch soen.

Déi meescht vun eis heibanne kënnen sech net méi un déi Zäit erënneren. Ech fir mäin Deel war nach guer net gebuer. Esou Evénementer kennt een aus der Schoul oder vun den Elteren, beziehungsweise vun de Grousselteren, an awer kann een et net oft genuch betounen: Datt esou eppes méiglech war an ass an ëmmer erëm méiglech ka sinn, do dergéint musse mir anrieden. An aus deem Grond sinn ech houfrech fir zu dësem wichtege Sujet haut hei schwätzen ze kënnen.

Wann och keng Gefor méi vun eisem Noper ausgeet, esou ass d'Fräiheet vum Mensch ni 100% reservéiert.

Déi europäesch Konstruktioen huet eis et erlaabt säit iwwer 60 Joer oute Krich ze sinn, mä bis dohi war et e laange Wee. An dësse Wee muss an de Käpp vun eis all, vun eise Kanner, gradesou wéi vun eisen Enkele lieweg bliwen.

Duerch d'Gesetz iwwer de Conseil National de la Résistance aus dem Joer 1967, beziehungsweise duerch

d'Reform vun dësem Gesetz virun zwee Joer, hu mir e Schratt an déi richteg Richtung gemaach.

D'Kreatioun vun engem Centre de Documentation et de la Recherche iwwer Zwangsrekrutiert ass eng weider wichteg Etapp an dësem Prozess, nämlech de Prozess vun der Opschaffung vun eiser Vergaangenheet. De Film „Heim ins Reich“, dee virun e puer Wochen an eise Kinoo gelaf ass, gradesou wéi de Film „Der neunte Tag“ war ee weidere Steen an dësem Mosaik. Esou dass sech lues a lues e Bild aus deene klengen Elementer formt. Leider wäert et awer nach eng Zäit dauere bis et esou wäit ass, well d'Geschichtsfuerschung vun den 30er a 40er Joren iwwer Lëtzebuerg ass kontrovers a muss weidergedriwwen ginn. Émsou méi ass dëse Centre e wichtige Bäitrag zu der nationaler Geschichtsschreiwung.

(M. Lucien Weiler prend la Présidence)

Duerch dëse Centre gëtt sécher gestallt, dass d'Leed vun den Zwangsrekrutierten, déi esou vill zur Identitéit an zum Iwwerliewe vun eise Land bäigedroen hunn, net an de Vergiess geréit. Genau aus deem Grond hunn ech mech beméit fir mat eemolegen Zwangsrekrutierten a Kontakt ze kommen. An ech muss lech soen, datt déi Leit mech zudéifst impressionéiert hunn. Hire Liewensmutt, hir Liewenskraaft an hir Liewensfreed kënnen nëmmen ee Beispill fir ons alleguer a fir déi kommend Generation sinn. Alleng aus deem Grond, géint d'Vergiessen, ass dësen Dokumentationszentrum wichtig.

Här President, ech wëll lech en Of schnétt aus de perséinlechen Erënnerunge vun engem lëtzebuergeschen Zwangsrekrutierte vum Joergang 1925 virlesen, esou wéi hien et mir selwer virgedroen huet:

„Am Joer 1944, ee Mount nodeem déi Alliiert de 6. Juni an der Normandie gelant waren, sinn d'Joergang 1925 bis 1927 an den „Reichsarbeitsdienst“ agezu ginn. Mir sinn ongeféier zu honnert Lëtzebuurger am Arbeitslager „Bismarckhöhe“ an Ostpreussen ukomm, wou schonns däitsch Rekruten op ons gewaart hunn. All Moien déi obligatoresch kal Dusch dobaussen, marschéieren a Rei a Glidd, militäreschen Drill a Sport. No dräi Wochen Ausbildung mam Gewier mat Schéissübungen, duerno mam Vélo a Gepäck an den Aussendéngscht.“

Dat war den Ausgangspunkt vun dësem jonke lëtzebuergeschen Zwangsrekrutierte. Wéi et dunn awer em d'Kämpfe goe sollt, do waren dës jonk Lëtzebuurger net bereet fir hiert Liewe fir Hitler-Däitschland op d'Spill ze setzen. D'Reaktiounen op dëse Prozess beschreift de Mann wéi folgt:

„Mir hu missen direkt an ons Barracken zrëck, et ass ofgespaart ginn an eng Bewaachung koom virun d'Dier. Een nom aneren ass zu engem kuerze Verhéier ofgefouert ginn an ass net méi zrëckkomm. De Generol perséinlech huet mir d'Fro gestallt, ob ech wéilt mäin Déngscht an der Wehrmacht untrieden.“

Ech hunn dem Här Generol gesot, datt hie kee Recht hätt fir Lëtzebuurger an d'Wehrmacht ze zwéngen an datt direkt hien als Generol och wéisst, datt de Krich fir Däitschland esou gutt wéi verluer wier. Ech sinn direkt an e spezielle Raum ofgefouert ginn, wou schonns etlech Komode waren. Schlussendlech si mir zu 24 als sou genannten Rädelsführer isoléiert ginn. Eise Reichsarbeitslagerführer huet ons opmierksam gemaach, datt op Meuterei d'Dou-desstrof stéing an hien huet ons proposéiert, nach eng Kéier iwwer ons Entscheedung nozedenken. No deeglaangen Diskussiounen an no engem geheime Vote hu mir zu 24 Komode beschloss, de batte-

re Wee an d'Wehrmacht unzetrieden. Mir waren net bereet fir esou jonk ze stierwen.“

Esou Liewensgeschichten a grausam Schicksaler dierfen net an de Vergiess geroden. Et ass wichtig fir eis Identitéit, datt mir eis mat der Vergaangenheet ausereen setzen. Eis Kanner solle wëssen, wat deemools geschitt ass, wéi et deemools wierklech war. Nëmme wann et eis geléngt, fir déi donkel an déi manner donkel Säfte vun eiser Geschicht ze duerchliichten, kënnen mir eis Zukunft onbefaange gestalten. Mir dierfen net fäerten der Vergaangenheet an d'Aen ze kucken. Datt mir derbäi och op onkammoud Äntwerten a Wouerechte wäerte stoussen, dat soll eis net dovunner ofhalen.

De Maquillage ass keen Outil vun Historiker. D'Erfuerschung vun eiser Geschicht, fir déi mer een openen a kritesche Geescht brauchen, kann nëmmen am Intérêt vun eis all sinn; an dat parteieniwergreifend. Nëmme wa mir ee Konsens an där Fro hunn, wäerten eis Kanner an Enkele vun Onwouerechte befreit bleiwen. Ligen, Verfälschungen a falsch Legende sinn hei feel op der Plaz.

D'Erfuerschung vun der Geschicht kann eis dobäi hëllefen. Zesummenhäng vun der Géigewaart mat der Vergaangenheet kënnen mir mat hirer Hëllef erkennen.

Nëmmen een, deen d'Vergaangenheet ze deite weess, kann d'Zukunft prägen. An dësem Sënn ass dësen Institut e wichtigen Outil am Émgang mat der Vergaangenheet, mä virun allem awer am Émgang mat der Heldeleschtung vun deene Leit, déi deemools ënnert den Nazie gelidden hunn.

Ech wëll nach eng Kéier op dee Mann zrëckkommen, deen ech uewe schonn zitéiert hat. Wéi ass et virugangen? D'Schicksal vu sengem Asaz als lëtzebuergeschen Zwangsrekrutierte an der Wehrmacht schildert de Mann esou:

„Ech hu mech mat engem Begleitbréif an der Pionierskasär zu Königsberg virgestallt. No enger kuerzer Ausbildung vun dräi Woche stoung ech op enger Lëscht fir direkt mam Bataillon 154 an de Frontasaz ze kommen. Ech si schlussendlech alleng als Lëtzebuurger am Schëff vu Pillau aus um Brückenkopf Memel mat Honnerten däitschen Zaldoten ukomm. E puer Deeg drop ass de Brückenkopf Memel opgeléist ginn an déi ganz Arméi ass an engem Gewaltmarsch - honnert Kilometer laang a bis zu dräi Kilometer breet - vun zwee Deeg ënner russesche Fliegergrëff erëm an eng nei Stellung zum Asaz komm.“

All Dag hunn d'Preise sënnslos Géigengrëffer probéiert, déi virun de russesche Linnen zesummegefall sinn. Ech hu mech alt ëmmer als leschten um Ugrëff bedeelegt, si matgelaf ouni e Schoss ofginn ze hunn, bis den 31. Januar 1945 géint zéng Auer moies, wou et beim Réckzuch vun engem Ugrëff eng Kéier geblézt huet. Wéi ech erëm zou mer komm sinn, ronderëm Doudeger, kee Mënsch méi wäit a breet. Ech loung téschent de Linnen a konnt net méi opstoen, Splitter uewen am lénke Been, zwee Splitter riets an der Ham, ee Splitter an der Schëller an am lénken Aarm, a mat mengem lénken Aen hunn ech näischt méi gesinn. Et loung héije Schnéi, zéng Grad ënner Null a vill Loft.“ De Mann huet zwar glécklecherweis iwwerlief, mä säin A, gradewéi säi Been, ware fir ëmmer verluer.

Mir mussen eis als Chamber dofir asetzen, datt esou traureg Schicksaler net - an och nimools - vergiess ginn. Dësen Zentrum ass gläichzäiteg och eng Unerkennung an eng Gedenkstätt. An nimools solle mir vergiessen, wat dës Leit fir eis, fir Lëtzebuerg, mä och fir Europa, vollbruecht hunn. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir mat dësem Centre de Documentation e sënns-

volle Bäitrag zu eiser Geschicht bewierkstellegen.

Gläichzäiteg wëll ech awer och drop hiweisen, datt d'Beméie fir d'Geschicht vun eise Land während der Nazi-Zäit keng Selbstverständlechkeet ass. Schliesslech fällt een net nëmmen derbäi op Heldezielungen. Munchere wäert sech d'Fro stellen, ob et net sënnsvoll wier dës investéiert Sue fir aner Zwecker ze verwenden; fir eng Schoul oder e Spidol? Schliesslech, wat mécht et fir e Sënn an ale Wonnen ze bueren, déi dach nëmme selwer schwéier verheelen?

Dës Vue wier falsch a geféierlech. D'Vergaangenheet ass wichteg an d'Vergaangenheet betrëfft eis alleguer. Dofir sinn dës Sue laangfristeg gutt investéiert Geld. Wéi e Vollek mat senger Vergaangenheet ëmgeet, ass een Zeeche vu politescher Maturitéit.

An nëmmen eng onverfälschte Siicht nom Prinzipium vun däitschen Historiker Ranke „Wie es wirklich gewesen war?“ ass enger Demokratie wierdeg.

D'Resistenz am Zweete Weltkriech ass a bleift en extrem wichteg Kapitel an der Lëtzebuurger Geschicht an huet ouni Zweifel zur Festigung vun eiser nationaler Identitéit bäigedroen.

D'Stärkung vun enger Lëtzebuurger Identitéit ass och als Element am Kader vun der Uni Lëtzebuerg am Regierungsprogramm festgehale ginn, esou dass sech dëse Centre de Documentation et de la Recherche perfekt an d'Émsetzung vun dësem Zil aschreift.

Dëse Centre de Documentation et de la Recherche gëtt eis awer och eng Chance, eng Chance fir falsch Viruerteeler aus dem Wee ze räumen, fir enger neutraler Geschichtsvirstellung Plaz ze schaffen.

Éischtens dierf d'Geschicht vun der Nazi-Zäit kriddelech Aspekter vun der Vergaangenheet net ausblenden.

Zweetens dierfe mir eis dobäi näischt virmaachen, och wann am September 1944 d'amerikanesch Zaldote vun de Lëtzebuurger als Befreier gefeiert gi sinn, esou wëll dat awer net bedeuten, datt jidderee bei eis e Resistenzler war. Mir kënnen als klengt Ländchen zwar stolz sinn, dass eis Pappen a Mammen, eis Grousselteren et gewot hunn e Generalstreik ze organiséieren a sech esou net nëmme verbal géint déi preisesch Besatzung gewiert hunn, mä all dës positiv Elementer dierfen awer de Bléckwénkel net veränneren.

Esou muss ee kloer an däitlech soen, dass deemools net jidderee Resistenzler war. Et soll net verschwiege ginn, dass eng Rei vu Leit de leschten Zuch fir „Heim ins Reich“ verpasst haten. Jo, Kollaborateuren, Matleefen a Gielemännercher sinn et och hei zu Lëtzebuerg ginn.

Nom Krich war d'Roserei am Vollek iwwert d'Kollaborateuren grous. Wéi a sou ville Länner hunn och d'Lëtzebuurger hir Wut un hinnen ausgeloo. An der éischer Rose rei goufen den 10. an den 11. September 1944 véier Kollaborateuren erschoss.

D'Fraleit, déi sech mat de Preisen ageloo haten, kruten de Kapp gescher. Anerer goufe gebeetscht - an net ze knapps. Et huet sech zu Lëtzebuerg eng Lynchjustiz breetgemaach, déi oft a gäre verschwiege gëtt.

Deemools si Saache geschitt, déi an engem Rechtsstat net geschéien dierfen. Nach ëmmer ginn et Perioden, Evénementer a Kapitelen, déi net vun der Geschichtsforschung ënnert d'Lupp geholl gi sinn. Wat wësse mir iwwert déi sou genannte „Putschaffär“? Wat war

deemools wierklech geschitt? Wou sinn all déi Dossieren, déi zënter der Affär verschwonnen sinn? Sou Froe sinn nach ëmmer net gekläert.

„Resistenz - Ass d'Wouerecht dat, wat bleift?“, sou huet d'Theaterstück geheescht, dat am März 2002 vum Escher Meedercherslycée opgefouert ginn ass. Ech wëll hei net op de Contenu vum Stück agoen, mä alleng den Titel „Resistenz - Ass d'Wouerecht dat, wat bleift?“ ass de Beleg dofir, datt et héich Zäit gëtt, fir Licht an déi deemoleg Geschichtsperiod ze bréngen. Mä virun allem ass et e Versuch, fir dës Kapitel vun eiser Geschicht iwwert d'Zäit ewech ze erhalen.

Dofir ass et wichteg, dass d'Gremien an d'Fonctionnaires, déi elo am Centre zum Asaz kommen, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an déi richteg Richtung recherchieren, am Sënn vun der gréisstméiglecher Objektivitéit.

Här President, am Joer 2002 huet eise Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker, hei an der Chamber am Kader vun der Reform vum Gesetz iwwert de Conseil national de la Résistance gesot: „Et gëtt keng Geschicht ouni Virgeschicht, an et gëtt keng Virgeschicht mat Geschicht ouni eng Geschicht duerno.“ An deem Sënn halen ech et fir noutwendeg, fir och déi Virgeschicht ze kucken.

Esou fänkt d'Resistenz, laut offizieller Duerstellung, zwar den 10. Mee 1940 un, mä scho laang virun hu sech couragéiert Leit, Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, dofir agesat, de Faschismus an der Welt ze bekämpfen. An dat ass notament a Spuenien geschitt. Et waren iwwer honnert Lëtzebuurger, déi téschent 1936 an 1938 zu Murcia, Madrid oder Guernica gekämpft hunn.

Ausser enger klenger Medail hunn dës Leit ni eng Entscheedung oder soss iergend Unerkennung vun Lëtzebuurger Stat krit. Leit, jonk Borschten, déi hiert Liewen am Numm vun der Demokratie a vun der Fräiheet riskéiert hunn, sinn ofgespeist gi mat enger scho bal lächerlecher Medail.

Meng Parteikolleegen Alex Bodry a Mars Di Bartolomeo hate schonn 1999 mat enger Proposition de loi op dësen Zoustand opmierksam gemaach. Et ass bedauerlech, dass deene Leit ni eng wierklech Unerkennung zoukomm ass. Entretemps ass et spéit, scho bal ze spéit. Vun dësem „Resistenzler vun der éischer Stonn“ lieft haut nëmmen nach een, mat deem ech och selwer geschwat hunn.

Här President, ech wëll nach eng Kéier meng Ennerstëtzung an déi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ënnersträchen. Mä Respekt géillt deene Leit, déi hiert Liewen, hir Jugend an hir Kraaft fir eis Zukunft hu misse loossen. Deene Leit wëll ech aus déifstem Häerz Merci soen.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Felix Braz age droen. Här Braz.

■ **M. Felix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bréngen direkt agangs d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet mat deem mer e Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé an de Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé schafen.

Ech wëll lech och, Här President, Merci soe fir Äre Bericht, net nëmmen dee schréfflechen, mä och a virun allem dee mündlechen, well Der fir meng Begrëffer mat richtege, an awer och mat einfache Wieder d'Situatioun an och de Projet konnt beschreiwen an en och konnt zum Deel an de Kontext vun haut setzen. Ech denken och, dass

dat zumindest zur Halschent Objet vun dësem Projet ass, net nëmmen no hannen ze kucken, mä och ze probéieren, duerch dëse Projet no vir ze kucken.

Dir hutt, Här President, an Ärer Ried gesot, dass am Kader vun den Erënnerunge vum 60. Anniversaire vum Enn vum Krich dat Wuert „remember“ eent vun de wichtige Wieder war. Ech denken och, dass dat richteg war, dat Wuert hei ze ënnersträchen: erënneren un déi Zäit, awer och erënneren un déi Zäitzeien, déi Leit, déi haut téschent 77 a 85 Joer al sinn.

Mä ech mengen, dass et nach zwee aner Wieder gëtt, déi richteg sinn. „Remember“ war jo dat éischt. En zweet Wuert, wat am Kader vun dësem Projet muss genannt ginn, ass d'Wuert „verstoen“. Verstoen, wat deemools geschitt ass, dat bedéngt, dass een Informatiounen huet, dat bedéngt, dass ee vill Informatiounen huet, dass een déi Informatiounen och ka sech iwwerschneiden doe mat aneren Informatiounen. Dat bedéngt och, dass ee Leit huet, déi déi Aarbecht op deenen Informatiounen maachen, an dass déi Leit och kënnen déi Informatiounen interpretéieren; net nëmme fir déi Leit, déi deemools vum Enrôlement forcé betraff waren, mä och fir hir Familljen, fir déi Leit, déi no hinne komm sinn, an och fir déi Generatiounen vun haut.

Ech mengen, dass et och wichteg ass haut ze soen, dass dat heiten eng Aufgab ass vun der Wëssenschaft. Net nëmme fir no hannen ze kucken, mä och erëm eng Kéier fir no vir ze kucken. Et ass och eng wëssenschaftlech Aufgab, déi mer mat dësem Projet verfolgegen. Et ass och eng historesch Aufgab, déi mer verfolgegen, wéi och mam Vote vum Projet virun e puer Joer vun deeneselwechte Strukturen a Gremië fir eis Resistenzler.

Mir mengen och, dass wann ee seet, dass d'Wuert „verstoen“ wichteg ass, een dann och muss all déi Informatiounen an déi Analysen an déi Erkenntnisser esou maachen, dass se accessibel gi fir jiddereen, net nëmme fir déi Leit, déi betraff si vun deemools, net nëmme fir déi Leit, déi op deenen Informatiounen schaffen, mä dass se accessibel gemaach gi fir all déi Leit, déi sech schonn haut dofir interesséieren, a fir all déi Leit, déi sech vläicht an den nächste Joren a Jorzéngte mat där Matière wëlle beschäftegen, well se erausfinden, dass se wichteg ass, och fir sech, an net nëmme fir d'Geschicht.

Een drëtt Wuert wat wichteg ass no „remember“ an „verstoen“ ass och d'Wuert „hëllefen“. Ech mengen, dass mer mat dësem Projet deene Leit hëllefen, déi déi Zäit matgemaach hunn, well se duerch dëse Projet och fir d'éischt eng offiziell Unerkennung zu Lëtzebuerg kréien. Si si wuel am Gesetz vun 1967 als Affer vun der Nazi-Zäit unerkannt, mä déi Strukturen, déi d'Enrôlés de force zënter dem Krich opgebaut hunn, wou se hiert Uleies virgedroen hunn, ware privatrechtlech Strukturen, déi vun hinnen aus komm sinn. Duerch dëse Projet kréien déi Leit fir d'éischt Kéier och eng offiziell Unerkennung zu Lëtzebuerg fénn, an dat 60 Joer nom Enn vum Krich.

Ech mengen och, dass dat deene Leit dofir hëlleft, dass mer dëse Projet haut stëmmen. Et ass fir si, mengen ech, eng wichteg Saach, déi haut hei geschitt, an ech mengen och, dass dat deene Leit hëlleft par rapport zu hirer Famill, par rapport zu hire Nokommessen, an ech mengen, dass dat och soll ënnerstrach ginn am Kader vun deem heite Projet.

Mä mir mengen awer och, dass dat Wuert „hëllefen“ eng ganz grous Bedeutung huet fir Leit, déi bis haut nach net alles wëssen iwwert d'Leit, déi am Zweete Weltkriech Enrôlés de force waren. Déi gréng Fraktioun huet de 17. Februar eng

Motioun abruucht gehat, déi sech domadder beschäftegt huet, dass am Zweete Weltkrich ganz vill Leit, och Lëtzebuurger, verschwonne sinn, vun deene bis haut net gewosst ass, wat mat deene Leit schlussendlech geschitt ass. Et ass wichteg fir hir Familjen, eng Kéier erauszefannen a méi genau ze wëssen, wat mat deene Leit geschitt ass. Déi Leit wëllen net nëmme wëssen, wat geschitt ass, si mussen och vläicht gehollf kréien, wa se haut géinge bestëmmten Informatiounen erausfannen.

Déi Motioun war deemools gestëmmt ginn an der Chamber, si huet sech bezunn haaptsächlech op d'Archivé vun der russescher Arméi zu Moskau, Archiven, déi zënter e puer Joer schon op sinn an déi Dossiere vun iwwer 1.300 Lëtzebuurger beinhalten, déi déplacéiert gi sinn oder Enrôlés de force waren oder Krichsprisonnéier waren, wou mer bis haut nach net all d'Informatiounen hunn.

D'Chamber huet am Februar 2004 d'Regierung opgefuerdert, sech mat där Saach ze beschäftegen, an d'Fro, déi ech wéilt un d'Regierung stellen, un d'Statssekretärin, d'Madame Modert, wier, ob si eis ka soen, wéi eng Suiten dass d'Regierung där Motioun, déi d'Chamber de 17. Februar 2004 gestëmmt huet, ginn huet. Et ass sécher, dass mer mam Vote vun dësem Projet en Deel vun där Motioun an der Struktur kënnen ëmsetzen.

Déi Aarbecht ass natierlech net gemaach, déi wäert vum Comité a vum Centre misse gemaach ginn. Mä an der Motioun waren och nach aner Saache gefrot, an d'Fro dofir un d'Regierung, wéi eng Suiten dass d'Regierung bis haut där Motioun ginn huet. An et wär och dofir vläicht hëllefswäert, wann d'Regierung géing nolauscheren, wann ech hir dat soen. Dat ass net de Fall.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - De Riedner freet, ob d'Regierung hei géif lauscheren, wann e géif Froe stellen.

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Ech wollt d'Regierung just nach eng Kéier froen, wéi eng Suiten dass Der där Motioun vum 17. Februar, déi hei eestëmmeg uegeholl ginn ass, ginn hutt, ofgesi vun dësem Projet de loi. Do sinn aner Saachen nach gefrot ginn, déi am Zesummenhang notament mat den Archivé vun der russescher Arméi stinn, déi zënter e puer Joer zu Moskau opleien a wou Donnéeën vun iwwer 1.300 Lëtzebuurger draelen. Do wär et gutt, net elo direkt, Madame Statssekretär, um Enn, wann Der d'Wuert hutt, wann Der eis géift dorobber äntweren.

Een nächst Stéchwuert, just fir ze soen, dass mer haut mat der Kreatioun vum Centre a vum Comité fir d'Enrôlés de force sécher och als Land en Deel Unerkennung ginn, eng Unerkennung, déi d'Resistenzler scho viru méi kuerzer Zäit zougestane kritt hunn, eng Unerkennung, déi et a ganz ville Gemenge scho méi laang gétt. Ech verweisen op d'Stad Esch, déi zënter laange Joren souwuel eng „Place de la Résistance“ wéi och eng „Place des Sacrifiés“ huet.

Wichteg ass awer och déi Unerkennung elo op dësem Niveau, duerfir elo zwou Strukturen, déi wäerten, esou gesäit den Artikel 7 vum Gesetz et vir, zesummeschaffen, hoffentlech vill a gutt zesummeschaffen, well och wa mer zwou Strukturen hunn, menge mer awer, datt se eigentlech nëmme een Optrag hunn, nämlech een Optrag fir d'Geschicht an déi Événementier aus där Zäit lues mä sécher zesummenzdroen aus dem speziellesche Bléckwénkel vun der Resistenz a vum Enrôlement de force; och well deen een Optrag fir vill Lëtzebuurger Familjen aus där Zäit oft nëmme eng Realitéit duergestallt huet.

Et war net esou, dass d'Familje getrennt waren, där, déi den Enrôlement de force hu missen erliden, an där anerer, déi mat der Resistenz méi no geschafft hunn. Ganz oft war dat an de Familje béides; eng eenzeg Realitéit. Duerfir hoffe mer och, dass déi zwou Strukturen, déi et elo duerch d'Gesetz gétt, deen een Optrag an déi eng Realitéit wäerte lues mä sécher zesummeferen iwwert déi nächst Joren a Jorzéngten.

Wann een als Véierten zu esou engem Projet muss Stellung huelen, dann ass et oft net ze évitéieren, dass een sech widderhélt. An deem heite Fall mengen ech awer, dass déi Widderhuelung net iwwerflësseg ass, au contraire.

Ech gi gären och op dat an, wat d'Madame Fleisch virdu scho gesot huet, et ass wichteg an noutwendeg, dass een esou ee Projet probéiert an de Kontext vun haut ze setzen an em och e Sënn ze ginn.

Ech denken, dass et net iwwerflësseg ass ze widderhuelen, dass mer am Kader vun der europäescher Zesummenaarbecht, am Kader vun deem Referendum, deen den 10. Juli hei zu Lëtzebuerg stattfënnt, alleguerten déi, déi wëlle Jo soen zu deem Referendum an d'Aspekter vum der Geschicht, op d'Aspekter vun Friden, mä dass mer alleguerten awer och sollen am Kader vun deenen doten Debatten eis net scheien ëmmer nees ze widderhuelen, dass och de Volet vun der Fridenspolitik, de Volet vum Friden an Europa e wesentlechen ass.

A wann dëse Projet haut, och fir déi méi jonk Generatiounen e supplementäre Sënn kann doranner fannen, dass mer zum Beispill am Kader vun dem Referendum vum 10. Juli eis heiren erënneren, wa mer bei der Urn stinn, dann huet och dëse Projet haut net nëmme ee Sënn mä zwee.

An dofir wäerte mir Gréng och mat Jo stëmme an ech soen lech Merci, dass Der nogelauschert hutt.

M. le Président. - Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech wëll lech fir d'éischt Merci soe fir Äre Rapport, deen Der virbruecht hutt, och fir dee mëndleche Rapport, wou Der ons alleguer aus dem Häerz geschwat hutt. Ech sinn och frou, datt Dir als President, als éischte Bierger vum Land, dëse Rapport wollt unhuelen, fir domadder op d'Importanz vun dësem Gesetz hinzeweisen.

Virun 62 Joer hunn déi éischt Lëtzebuurger missen déi verhaassten Uniform undinn an d'Waffen huele géint déi Leit, déi en fait do waren, fir géint den Nazi-Regime ze kämpfen a fir Lëtzebuerg an Europa ze befreien. Et ass fir alleguerten déi Leit, déi betraff waren, eng ganz, ganz schwéier Décisioun gewiescht, fir dee Schrott ze goen an déi däitsch Uniform ze droen, well de Choix wär ganz dramatesch fir si an hir Famill gewiescht, wa se refuséiert hätte fir déi Uniform ze droen.

Et wor fir vill Leit, fir all déi Leit, déi hu missen dee Choix treffen, eng ganz, ganz grave Décisioun. De Krich huet dozou gefouert, datt vill vun deenen Zwangsrekrutéierte gefall sinn, anerer sinn a Gefaangenschaft geholl ginn, notament a russesche Gefaangenschaft an et ass och ze verzechnen, datt e groussen Deel vu Leit zu Tambow Prisionnéier gewiescht sinn. Ech wëll drop hiweisen, datt den 12. Juni 1945 déi éischt Lëtzebuurger vun Tambow rapatriéiert gi sinn. Du sinn den 3. August 1945 305 krank Jongen entlooss ginn an den 29. September 1945 ass de groussen Convoi zu Tambow fortgefueert mat

594 Jongen, déi deen Dag aus dem Lager entlooss gi sinn.

Et ass oft bedauert ginn, datt et esou laang gedauert huet. D'Historiker diskutéieren haut nach a wäerten och nach laang driwwer diskutéieren, ob d'Regierung deen Ablack all Efforté gemaach huet fir d'Jongen esou séier wéi méiglech zrëckzezéien. Et gesäit een un dësem Beispill wéi komplizéiert et war, wéi d'Debatte woren a wéi vill Leit, wéi vill Misär duerch déi Zwangsrekrutéierung op d'Lëtzebuurger an op hir Familjen zrëckgefall ass.

Den Zweete Weltkrich huet och gewisen, datt Lëtzebuerg insgesamt an allen Ecken a Fronte gewisen huet, datt et näischt vum Nazi-Däitschland wollt wëssen. Déi eng hunn dat gewisen duerch hir Aktivitéiten an der Resistenz, anerer hu Jonge verstoppt, Drëtter hunn all Méiglechkeete genotzt fir an déi alliiéiert Arméien agezunn ze ginn, fir mat de Waffen nees erëm ze hëllef Lëtzebuerg ze befreien. Mir hunn Deportéierter gehat, Leit, déi an allméigleche Konzentrationslagere an Prisionnéierlagere ëm d'Liewe komm sinn.

Et wor eng ganz dramatesch Situation a mir mussen all Efforté maachen, fir deem Martyrium, deen onst Land an ons Leit deemools matgemaach hunn, ze gedenken.

De Centre de Recherche an de Comité iwwert den Enrôlement de force, déi solle geschafe ginn, wäerten dozou bäidroen. Dofir ass et eng gutt Initiativ, datt och gekuckt gétt fir an deem Centre déi néideg Dokumenter zrëckzebehalen, datt net vergiess gétt wat d'Lëtzebuurger ze leiden haten an datt een och soll kucken, do wou am Ausland ähnlech Situatiounen woren, fir déi Kollaboratioun kënnen ze etabléieren.

Eng vun den Aufgabe wäert natierlech och sinn ze kucken, wat da genau mat deenen Zwangsrekrutéierte geschitt ass, déi net méi erëmkommen sinn, an do wäert et un de Familje sinn, fir zesumme mat dem Centre de Recherche an och mat der Regierung ze kucken, datt déi néideg Informatiounen erauskommen an d'Ouverture vun den Dossieren a Russland, also der fréierer Sowjetunioun, wäerten op jidde Fall e gudden Deel dozou bäidroen.

Mir soe mat dësem Vote och, datt mer eppes wëllen zum Ausdrück bréngen, dat ass, datt et ni méi däréif zu engem Krich an Europa kommen. Europa huet säin Deel dozou bäigedroen, mä Europa huet och d'Verlichtung aus senger Vergaangenheet eraus, aus dem Souvenir eraus, dee mer alleguer nach hunn, vun eisen Elteren aus, vun onse Grousselteren, déi ënnert deem Krich ze leiden haten, datt mir och alles maache fir als europäesch Natiounen, datt et net méi an anere Länner zu Kricher kënn, datt mir déi kënnen verhënnen oder zu engem gudden Enn bréngen, wann der leider entstane sinn.

Här President a Rapporteur, Dir hutt en Appel un d'Chamber geriicht fir dësem Projet de loi eestëmmeg zouzestëmme. D'ADR-Fraktioun wäert dësem Opruff nokommen an dem Projet de loi och dofir seng Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Viru 60 Jo-

er ass den Nazi-Regime mat sengem Terror endlech esou lues op en Enn komm: an Europa an hei zu Lëtzebuerg. An zënter September d'lescht Joer commémoriéiere mir dee 60. Joresdag vun den Haapt-événementier vun deemools, mat hire Momenter voller Freed, wéi d'Befreiung vum Land an der Stad de September 1944, an de Réckschléi wéi d'Evakuatioun an d'Ardenneoffensiv, an all Momenter voller Trauer a Betraffenheet, wéi d'Gedenken un d'Befreiung vun de KZer a Lageren, un d'Émsiedlung, wou mer och e Sonndeg erëm beim Hinzterter Kräiz enger bewegender Erënnerungszeremonie bäigewunn hunn.

A besser wéi de Rapporteur a Chamberspräsident kann een déi Emotiounen net ausdrécken, déi ee spiert, wann een drun denkt, wat d'Leit an där Zäit hu missen matmaachen, vläicht net méi erëmkommen, hoffentlech nach erëmkommen sinn. 60 Joer duerno, d'Zäit ass vergaangen, mä oni datt dës tragesch a schwéier Zäit fir eist Land soll an däréif vergiess ginn an all hiren Aspekter an och an der Wichtigkeet fir eis Geschicht an d'Bestoe vun eistem Land. Mir mussen d'Erënnerung waakrech halen.

Déi historesch Wichtigkeet brauche mer net méi ze beleen: Si ass bekannt, mä déi Aarbecht kann allerdéngs nach ausgebaut ginn. Wa mer soen Erënnerung an all sengen Aspekter: D'Nazi-Occupatioun hat fir Lëtzebuerg, dat an d'däitscht Räich incorporéiert gi war, vill grujelech Säiten a Konsequenzen iwwert dee politesche Plang eraus am Alldag vun de Lëtzebuurger an deenen, déi hei gewunn hunn. Lues a lues ass Widerstand entstanden. Et huet sech eng villschichteg Resistenz entwéckelt, ee Widerstandskampf ewéi och an anere Länner, déi vun de Preise besat waren.

Et ass de Lëtzebuurger awer och 1942 op eemol eppes geschitt, wat et an deenen anere Länner net ginn ass, ausser just an zwee Gebidder, nämlech deene vum Elsass an der Moselle, an zwar de Phänomene vun der Zwangsrekrutéierung, eng nei Akesselung duerch den Nazi-Terror, wou d'Occupatioun zousätzlechen Ekel a Widerstand ervirgeruff huet, onwiderrefflech uerchert d'ganz Bevölkerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Resistenz an Zwangsrekrutéierung sinn déi zwou Hauptcharakteristike fir d'Lëtzebuurger Land a seng Awunner an der Zäit vum Zweete Weltkrich an der Nazi-Occupatioun. No 60 Joer ass d'Zäit komm, fir déi zwee Phänomene gläichwäerteg ze considéieren an ze behandelen. An d'Unerkennung fir d'Leiden op deenen zwou Säiten, mat deenen zwou Facetten, mat ville Facetten, fir d'Erënnerung un déi ganz Zäit mat hire schwaarzen, wäissen a groe Säite waakrech ze halen, dat mussen mir eis vun elo u virhuelen.

D'Zwangsrekrutéiert hunn een Dilemma erlieft - dat Wuert, Här Chamberspräsident, hutt Dir selwer och gebraucht -, si hu sech missen entscheiden, fir entweder hir Famill net Exactionen aussetzen, an da mussen déi preisesch Uniform unzedoen oder net agezunn ze ginn an hir nächst Noperen a Frënn groussen an ongewëssene Geforen aussetzen. Een Dilemma, wéi mir et haut eis wuel net méi kënnen virstellen, Gott sei Dank, well mir d'Chance hunn ni virun esou zerréissend Décisiounen gestallt ginn ze sinn, well mir d'Chance hunn, datt Europa an d'Europäer aus der däischterer Zäit vun deemools Léiere gezunn hunn: Ni méi Krich! Mir sollen an deem Kontext och ni vergiessen, datt Europa ee Fridensprojet ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei vun Texter sinn an deene leschte puer Joer hei an der Chamber adoptéiert ginn, déi ëm d'Thematik vun rietsextremen Terror aus der Zäit vum Zweete Welt-

krich dréinen. Dat war d'Abrogatioun vum Gesetz vun 1937 iwwert d'Spueniekämpfer respektiv iwwert d'Verbuet fir dohinner géint d'Franco-Truppen halen ze goen. Dat war awer och ee Gesetz wat viru just méi wéi zwee Joer hei an Ärer Chamber gestëmmt ginn ass iwwert d'Schafung vun dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance an dem Comité directeur du Souvenir de la Résistance. Dat war den Nofolger vum Conseil national de la Résistance vun 1967; an dës Émwendung war entstanden op Wonsch vun der Resistenz-Organisatiounen an hire Vertrieeder selwer.

Ee gutt Joer duerno huet d'Regierung ee Gesetzesprojet ausgeschafft, deen der Zwangsrekrutéierung genau déiselwecht Strukture gétt. Och hei war ee Wonsch vun der concernéierten Organisatiounen ausgeschwat ginn. Domadder hunn d'Zwangsrekrutéiert elo een offiziell Organ, fir si virun den Autoritéiten ze verrieden, een offiziell Organ nientent hire Strukturen, déi associatiounsméisseg bei hinne gebilt gi sinn an déi vill Aarbecht gemaach hunn. Och een offiziell Organ, wat eng Unerkennung ass fir hiert Leiden, een offiziell Organ nientent engem Dokumentatiouns- a Forschungszentrum, dat hir Geschicht kann a soll festhalen iwwer individuell Réciten eraus, fir wéi gesot d'Erënnerung liewen ze loosse an ze erhalen. Dat géllt fir déi zwou Strukture vun deenen ech elo geschwat hunn - Resistenz souwuel wéi Zwangsrekrutéierung.

Mir dierfen effektiv ni vergiessen - Ni därer mir vergiessen! -, wat Terror, Haass a Gewalt u Leed a Misär iwwert d'Mënsche bréngen, wéi esou monstruéis Regimer Leit zu Déiere maachen, wa si hir Matmënsche wëlle wéi Vél behandelen. Dofir mussen mir strukturéiert Geschichtsfuerschung maachen a fir déi nofolgend Generatiounen all Lektioenen erhalen a si léieren doen, ni esou ze handelen, ni an esou Reaktiounen eranzertuschen, ni eis Matmënschen, net emol eventuell Géigner, onwürdeg ze behandelen, geschweigs dann ze bekrichen, an dat och net am Alldag.

Dofir mussen mir net nëmme d'Erënnerung erhalen, mä se viruginn un déi Jonk, a wéi ee bessert Mëttel gétt et natierlech wéi dat iwwert d'Schoul ze maachen oder an der Schoul ze maachen? Dat ass virun hei ugeschwat ginn. Déi viregt Regierung huet ënnert der Madame Brasseur a zesumme mam Statsminister virun e puer Joer d'„Journée de la Mémoire“ agefouert an de Schoulen, mat de Schoulen, ronderëm d'Schoulen, mat de Resistenz- an Zwangsrekrutéiert-Organisatiounen, mat dem Centre de Documentation de la Résistance. Déi Journée gétt ronderëm den 10. Oktober organiséiert, fir deene jonke Generatiounen ze weisen, virunzeginn, wat et bedeit huet déi Saache mussen matzemaachen.

Eng Rei aner Opschaffungsmethodike sinn och schon agesat ginn. Dacks ass elo schon de Film „Heim ins Reich“ genannt ginn, deen effektiv ee ganz gudden, éischte kompletten Iwwerbléck iwwert déi fënnf bis sechs Joer vum Zweete Weltkrich, wou d'Lëtzebuurger ënnert den Nazié gelidden hunn, weist, fir kënnen virunzeginn ënner historesche Begebenheeten an als eng faktuell Erzielung, wat dat alles bedeit huet a wat een dorauer muss léieren. Och d'Comémoratiounsévenementier, déi mir all Joer beginn, droen zu der Erënnerung bái an zu dem Virudroe vu Gedenken, a sécherlech kann een och do mat der Zäit nei Gedanken zesummebréngen an afléisse loosse.

Resistenz an Zwangsrekrutéierung, dat sinn zwou Säite vum Liewen an de schrecklechen Erfahrung vun de Lëtzebuurger am Zweete Weltkrich. Si hunn allen zwou eis Natioun geprägt a stelle charakteristesche d'Schicksal an

d'Leide vun de Generatiounen vun eise Virfahren duer. Mir mussen et virginn un déi nächst Generatiounen.

Elo kann ee sech vläicht froe firwat grad ech hei als eent vun deene Jéngsten heibannen zu dësem Projet fir d'Regierung schwätzen. Dat ass awer gradesou richteg a grad esou, wéi et soll sinn. Well et si mir, déi Jonk, déi nach dovun erzielt kritt hunn, vun eisen Elteren, vun eise Grousselteren, déi de Krich selwer erlieft hunn, matgemaach hunn, vläicht hu missen agezu ginn, vläicht an der Resistenz waren, déi dat musse virginn, déi am beschte kënnen den Iwwergank bidden an duerbidd fir weiderliewen ze loossen, wat d'Erliednesser vun deene Generatiounen sinn, déi am Zweete Weltkrich gelidden hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Matière ass nach opzeschaffen hei. Individuell Erfahrungen, déi niddergeschriwwen gi sinn, individuell Erfahrungen, déi ee ka siche goen, déi ee ka recueillieren, wat an deene leschte Joren ëmmer méi geschitt ass, wat een awer nach ka weider maachen.

Et sinn och geschichtlech Fakten an Zesammenhäng nozesichen, ze erfuerschen, opzeschaffen, zesummeschreien a virun allem wëssenschaftlech auszewäerten. Et gétt vill Aspekter, et gétt vill Facetten, et gétt vill Saachen zesummenzedroen, ze beschreien, a wéi gesot auszewäerten an dësem Kontext, fir een émfassent Bild ze ergi vun deeswäert Saachen, vun de groe Säiten, vun de wäisse Säiten, vu Resistenz, vun Zwangsrekrutierung, vu Matleefertum, där es och do war, fir dat mir eemol e ganz émfassent Bild kréien.

Dëst Gesetz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gesäit dofir, gradesou wéi dat parallellt Gesetz fir d'Resistenz, d'Schafung vun engem Centre de Documentation et de Recherche vir, fir déi Aufgabe wouerzuehelen.

Wann ech vläicht just kann ee Wuert dorop äntwerten, wat den Här Braz gefrot hat a senger Interventioun, also op déi Motioun zrëckkommen, déi am Februar d'lescht Joer hei gestëmmt gi war iwwert déi russesch Archiven iwwert d'Zwangsrekrutierung a russescher Gefangeschaft, sou kann ech soen, dat war éischtens emol eng Etüd, déi gemaach ginn ass an der éischer Halschent vun den 90er Jore vun der Regierung, mat Regierungshëllef an och mat Regierungsbezielung, op Bedriewe vun den Enrôlés de force an hirer Federatioun, an déi Etüd ass hinnen och iwwerrecht ginn.

U sech war d'Regierung der Meinung, dat et eng Etüd war - well si op Bedriewe vun der Zwangsrekrutierte-Federatioun gemaach ginn ass -, déi och hinne géif gehieren an et hinnen och fräisteeet mat där Etüd ze maachen, wat si wëllen a wéi si dat fir richteg fannen um Niveau vun enger Publikatioun.

Zweetens ass et awer esou, dat mir parallell dozou d'accord waren, dat jiddfereen, deen Informatiounen wëllt kréien iwwer Leit aus senger Famill, respektiv déi Betraffe selwer nofroen kënnen op Basis vun engem bestëmmten Numm bei eis an der Regierung, beim Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, well do leien se de Moment a si komme sécherlech och an deen anere Centre. Do kann ee konkret nofroen, wat fir eng Renseignermenter iwwer e bestëmmten Numm dran enthalte sinn.

Da muss ee soen, dat an der Etüd dat erauskomm ass a confirméiert konnt ginn, wat eigentlech scho virdu vun der Federatioun vun den Zwangsrekrutierte zesummegebroe gi war. U sech ass alles bestäetgt gi wat si virdu scho wossten. Nei Nimm an nei Informatiounen si kaum dobäikomm, well si esou komplett an hirer Aarbecht virdu waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëssenschaftlech Auswärtung, domadder wäerten an der nächster Zäit déi zwee Centres de documentation sech ofginn a weider viruschaffen an där Aarbecht, déi scho geleescht gi war, déi aner Leit geleescht hunn, wou si selwer drun amgaange sinn a wou se dorunner viru wäerte fueren.

Dëst Gesetz gesäit dofir och e ganz enkt Zesummeschaffe vir zwëschent deenen zwee Centres de recherche et de documentation. Dat ass wichtig an néideg, fir esou vill Synergié wéi méiglech ze schaffen. Gläich Considératioun zwësche Resistenz an Zwangsrekrutierung, keng Segregatioun zwëschent deenen zwou Strukturen, keng separat Geschichtsforschung a -schreiwung. Et ass eng gemeinsam Vergaangenheet, et ass e gemeinsaamt Leiden, et ass e Stéck oder besser e Ganzt vun eiser Geschicht an am Endeffekt eng Viraussetzung fir eist heitegt Liewen a Friden an a Wuelstand an deem gëeenten Europa.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech haut hei soen, et ass der Regierung hire Wonsch, dat déi zwou equivalente Strukturen mat der Zäit ëmmer méi enk beienee kommen an zesummeuessen.

Loosse mer ni vergiessen!

Merci fir Är eestëmmege Ënnerstëtzung.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Statsekrätärin. D'Diskussion ass domadder definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5348.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5348 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roman Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussion vum Projet de loi 5407 iwwert d'Studien un d'Studenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Ma-

dame Brasseur, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

2. 5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

■ **Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer d'Gesetz den 22. Juni 2000 gestëmmt hunn, do ware mer all frou, well mer d'Aide financière fir d'Héichscholstudente substanzuell eropgesat haten. An als Kommissioun ware mer ganz besonnesch houfrefch, dass déi deemoleg Héichscholministesch Madame Hennicot och nach dem Amendement vun der Kommissioun Rechnung gedroen huet. Mir hunn eis vill Zäit an der Kommissioun geholl fir dëse Projet, esou dat ee ka soen, en ass net iwwert de Knéi gebrach an och net duerchgebaatscht ginn, och net an engem Wahlkampf.

An dach, fënnef Joer méi spéit, musse mer nobesseren, an dat bedéngt duerch eng Jurisprudenz vun europäesche Gerichtshaff, där mer onbedéngt Rechnung musse droen. Ganz kuerz elo den Historique.

De Projet ass de 26. November vum zoustännegen Héichscholminister François Biltgen an der Chamber deponéiert ginn. De 17. November 2004 ass de Projet un de Statsrot gaangen, deen de 4. Januar vun dësem Joer e favorablen Avis ofginn huet.

An der Kommissiounssëtzung vum 3. Februar 2005 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur bestëmmt a gläichzäiteg hu mer de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. De schrëftleche Rapport gouf an der Sëtzung vum 16. Februar 2005 ugeholl.

Ëm wat geet et elo? Den Artikel 2 vum Gesetz vum 22. Juni 2000 iwwert d'Aide financière definéiert, ween an de Genoss vun der staatlcher Hëllef ka kommen. Dat si véier Kategoriën vu Studenten: Lëtzebuerger, EU-Bierger, politesch Flüchtlingen a Bierger aus Drëttstaaten.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Haut wëlle mer eis just am Kader vun dësem Projet mat deenen zwou éische Kategoriën beschäftegen, dat heescht mat de Lëtzebuerger a mat den EU-Bierger.

Fir d'Lëtzebuerger geet d'Nationalitéit duer, mä d'EU-Bierger musse hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn, an, an dat ass wichteg, si musse ënnert d'Artikelen 7, respektiv 12 falen, aus dem Reglement n° 1612/68 iwwert déi fréi Circulatioun vun Aarbechter an der Communautéit.

Ech wëllt kuerz drun erënneren, dass den Artikel 7 virgesäit, dat en Aarbechter aus der EU um Territoire vun alle Memberstaaten net dierf anescht behandelt gi wéi en einheimischen Aarbechter. Dëst beziit sech virun allem op d'Aarbecht, op d'Rémunératioun, d'Konditiounen vun engem Licenciement an op d'Reintégratioun um Aarbechtsmaart, am Fall wou een an de Chômage fält. E kënn doriwwer eraus an de Genoss vun deeneselwechte staatlchen a sozialen Avantagé

wéi een nationalen Aarbechter. Den Artikel 12 bezitt sech op d'Kanner vun deene Leit, déi am Artikel 12 viséiert sinn.

Här President, déi jëtzege Légitimation mécht also en Ënnerscheed tëscht de Lëtzebuerger Statsbierger an de Ressortissanten aus der EU, déi supplementäre Konditiounen ënnerworf sinn. D'Jurisprudenz vun europäesche Gerichtshaff gesäit awer an dësen zousätzleche Konditiounen e Verstouss géint d'Gemeinschaftsrecht, andeems se feststellt, dat et net erlaabt ass fir engem Bierger aus engem aneren EU-Memberstat eng Wunnklausel opzëerleeën, déi sech op den Territoire vun deem Stat bezitt, deen d'Studienhëllef ausbezitt. Et ass doriwwer eraus net erlaabt, dat en EU-Bierger ënnert d'Reglement 1612/68 fale muss, während dës Konditioun fir de Lëtzebuerger ewechfällt.

Wat dëse Punkt ubelaangt, si mer der Meinung, et sollt een déi Konditioun, also ënnert d'Reglement 1612/68 falen, am Gesetz loossen. An iwwerengs, an deem Punkt huet och den europäesche Gerichtshaff nach net säi lescht Wuert geschwat.

De Projet, mat deem mer hei befaasst sinn, imposéiert dem Lëtzebuerger Student säi Wunnsätz zu Lëtzebuerg ze hunn, dat heescht also, dat de Lëtzebuerger, dee selwer am Ausland wunnt, oder wou d'Elteren am Ausland wunnen, net méi finanziell vum Stat gehollef ka kréien. Hei sief awer prezisiéiert, dat et sech net ëm all eis Studenten handelt, déi am Ausland studieren. Déi Studente behale jo hire Wunnsätz hei zu Lëtzebuerg. Et handelt sech och net ëm d'Kanner vun den Diplomaten, déi jo och hire Wunnsätz zu Lëtzebuerg behalen.

Déi Studenten, déi elo net méi an de Genoss vun esou enger staatlcher Hëllef komme wäerten, sinn déi, déi guer kee Lien méi mat Lëtzebuerg hunn. Do gétt et zum Beispill ee Student, deen an Amerika gebuer ass, do leeft, e japanesche Papp huet, eng lëtzebuergesch Mamm, en huet awer guer kee Lien méi mat Lëtzebuerg, en huet awer d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Dee gétt also no dësem neie Gesetz eliminéiert. Datselwecht fir ee Student, deen am Ausland leeft, ee Lëtzebuerger Papp huet, an och d'Lëtzebuerger Nationalitéit nach huet, mä deen am Ausland leeft. Dee kann och net méi berücksichtegt ginn.

Doduerch dat mer elo den Artikel 2 ofänneren an eng Residenzklausel fir d'Lëtzebuerger aféieren, hiewe mer d'Diskriminatioun op. De favorablen Avis vum Statsrot erlaabt mer, direkt op d'Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun iwwerzegoen, wou mer iwwerengs eng ganz konstruktiv Diskussioun haten a wou de Minister eis konnt e puer interessant Donnéeën liwweren.

Esou sinn op den 1. Februar 2005 fir dat akademesch Joer 2004-2005 net manner wéi 6.886 Demandé fir eng Studienhëllef agaangen, wouvunner der 40 no der neier Légitimation net méi kënnen berücksichtegt ginn, well dës Studenten hire Wunnsätz net zu Lëtzebuerg hunn. Déi concernéiert Studenten - do gesitt Der wéi mënschlech mer hei zu Lëtzebuerg sinn, mat eise Lëtzebuerger nach ëmmer - hunn awer d'Méiglechkeet, fir hir wunnlech Situatioun ze regularisieren, fir weider vun der Finanzhëllef profitieren ze kënnen.

De Ministère huet och an Aussicht gestallt, dat déi concernéiert Studenten eventuell kéinte kontaktéiert ginn, fir hinnen nozeleeën, dat se sollten hir Situatioun regularisieren. De Minister huet de Memberen aus der Kommissioun weiderhi verséichert, dat den zoustännegen Service am Ministère gewëllt ass, fir e Maximum u Pragmatismus bei der Gestiou vun de concernéierten Dossiere walten ze loossen.

Et ass och zu Recht drop higewise ginn - an dat ass dat Wichtigst, firwat mer et musse maachen -, dat den Enjeu vun de Studienhëllef grouss ass, well et geet jo drëm, fir d'Mobilitéit vun de Lëtzebuerger Studenten ze promovieren. Hei muss och gesot ginn, dat eise System vun der Aide financière, ee vun deenen avantagéisten aus Europa ass.

Erlaabt mer heizou e puer Zuelen. Am akademesch Joer 1999/2000, also nach virum A-Kraaft-Triede vum neie Gesetz, hu 4.412 Studenten vun der Aide financière profitéiert, am Joer drop waren et der 5.017 an am Joer 2003/2004 waren et der 6.723. 2003/2004 huet de Stat eng global Zomm vun 8,2 Milliounen Euro als Boursse iwwerwisen an 38,6 Milliounen Euro u Préten accordéiert. Wann een dat an al Lëtzebuerger Frang ëmrechent, da kënn ee bal op zwou Milliarden aler Lëtzebuerger Frang, wat jo awer wierklech net näischt ass.

Eis Aide financière ass awer och avantagéist, well se transférel ass. Dat heescht, dat se net un d'Studieland gebonnen ass. Eis Studente kënnen hir Aide financière an déi ganz Welt mathuelen, wat awer net de Fall ass fir Studenten aus eisen Nopeschlänner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Minister prezisiéiert doriwwer eraus, dat d'Konditioun vun der Non-transférabilitéit vun de Studienhëlfe, sou wéi et vum auslännesche Gesetzgeber virgesinn a vum Gemeinschaftsrecht erlaabt ass, eng vun den Ursache vum limitéierte Succès vum Erasmus-Sokrates-Programm duerstelt. De Minister plädéiert dofir, fir eise System, deen eben déi Transférabilitéit huet, net ze hypothekeieren.

Mat der Légitimation geet et och drëm, fir e Subsidientourismus ze vermeiden, dee riskéiert ze Entstoen, wann de Krees vun deenen, déi an de Genoss vun enger finanzieller Hëllef kommen, iwwert d'Zuel vun de Studenten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, eraus erweidert gétt. Et ass nach drop higewise ginn, dat et u sech net méiglech ass, fir d'Studienhëlfe vun zwee oder méi Länner ze cumuléieren.

An der Kommissioun ass Kritik okkomm, well verschidde Membere bedauert hunn, dat d'Regierung bis haut gewaart huet, fir déi bestoend Légitimation ofzëänneren, bis dat eng Jurisprudenz vun europäesche Gerichtshaff virloung.

Des Weideren ass drop higewise ginn, dat sech d'Generositéit vun de staatlche Studienhëlfe aus dem Artikel 23, Abschnitt 4, aus der Verfassung ergétt. Den Artikel seet, dat all Lëtzebuerger fräi ass seng Studien an deem Land an op där Uni ze maachen wou hie wëllt.

Sou wäit fir mä mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt lech alleguerten e bësse vun der Wichtigkeet vun dësem Projet iwwerzeegen a géif lech och bidden de Projet ze stëmmen. Op jidde Fall ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Stein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Stein huet elo als Rapportrice an hirer gewinnt gudder Manéier all Detail vum Gesetzesprojet duergeluecht, esou dass ech dat net méi brauch ze maachen an iwwert d'Adaptatioun vun eisen Texter ze schwätzen, déi néideg sinn, fir dass eist Gesetz iw-

wert d'Studiebäihëllefen an Aklang ass mam europäesche Recht.

Wann een also net méi brauch an den Detail vun dësem Projet de loi anzegoen, sou wëll ech dach awer e puer Remarques zu der Diskussioun bäidroen.

Mir hunn e ganz generéise System vu Studiebäihëllefen, dee generéisten an Europa an héchstwahrscheinlech och souguer weltwäit. Dat ass och gutt esou, well eis Studenten - zu engem groussen Deel - musse jo nach wie vor an d'Ausland studéieren goen, wat mat ganz héije Käschte verbonden ass, sou dass mer dee System och solle bäibehalen.

Déi Ënnerstëtzung ass weiderhin néideg a souguer nach méi noutwendeg wéi jee, wa mer wëllen an eng Wëssensgesellschaft goen. A mir wësse jo, dass den Taux vun den Universitaires zu Lëtzebuerg wierklech geréng ass, sou dass mer dat weider mussen ënnerstëtzen. Op jiddfer Fall däreferen d'Sue keng Barrière sinn, fir dass e jonke Mënsch ka weider studéieren.

Mir mussen awer oppassen, dass eise generéise System net zu engem Studien- oder engem Subsidentourismus féiert, net dass mer Leit op Lëtzebuerg unzéien, déi sech hei pro forma op d'Universitéit androen, déi hei och wunne kommen, mä deenen hir Haaptaktivitéit mat Sécherheet d'Studium net ass. Dat wier net gutt fir de System, mä dat wier och net gutt fir de Standuert Lëtzebuerg a virun allem géng dat der Réputatioun vun der Uni kee Guddes bréngen. Dofir musse mer do vigilant sinn an d'Zuelen am A behalen, wéi staark sech an Zukunft d'Demande vu Bäihëllefen wäert entwéckelen.

A Frankräich ass viru kuerzem eng Etüd gemaach ginn am Optrag vun franséischen Educationminister, et ass iwwerengs e Lëtzebuerg, deen déi Etüd gemaach huet, an dee kourz zur Konklusioun, dass d'auslännesch Studenten a Frankräich 40% manner Réussite hunn an den Unisexamen an dass ee sech misst a Frankräich iwwerleeën, ob een net soll Quoten aféieren, fir auslännesch Studenten a Frankräich zouzeloossen.

Dat stoung onnuanciéiert esou an der Press an ech weess, dass et sech net kann ëm europäesch Studenten handeln, well dat wier contraire zum Droit européen. Mä ech hat doropshin eng Fro un den zoustännege Minister, den Här Biltgen, gestallt, andeem ech hie gefrot hunn, ob en dat awer net wëllt op en Ordre du jour setze vun engem europäesche Conseil vun den zoustännege Ministeren. Op déi Fro krut ech keng Äntwert. A meng zweet Fro war, wéi den Taux de réussite da vun de Lëtzebuergger Studenten a Frankräich wier. Och dat huet de Minister net beäntwert, hien huet mer just gesot, ween alles Primé kritt, wéi vill dat der sinn en nombre brut, mä awer net wéi d'Verhältnis ass vum Taux de réussite vun de Lëtzebuergger par rapport zu de Fransousen.

Ech sinn awer der Meinung, dass mir dee Chiffer musse kënnen kréien. Wann d'Fransouse kënnen soe wéi vill Auslänner op hiren Unie réusséieren, musse mir dach awer och kënnen erausfanne wéi vill Lëtzebuergger do dréiner sinn, oder net? Ech hunn nämlech d'Gefill, mä ech kann et net beweisen, an ech wollt dat awer héieren, dass d'Lëtzebuergger besser ofschneiden, wéi déi aner Auslänner op de franséischen Unien. An déi Informatiounen, déi ech hunn, dass d'Lëtzebuergger och besser ofschneiden en moyenne, wéi d'Fransouse selwer, si wierklech e positivt Zeeche fir ons jonk Leit. Mä leider konnt ech dorop keng Äntwert kréien.

Onst Subsidegesetz, d'Basisgesetz vun 2000, gesäit vir, dass ee keng Abusé ka maachen an dass eng gewëss Studienzäit virgesinn ass; et däreferen ee Joer méi laang brauche wéi d'Studienzäit, sou laang kann een ënnerstëtzt ginn.

Ech wollt d'Donnéen mol kucken, wéi vill dat der wieren, ob och Subside géingen ënnerbrach ginn. An dunn hunn ech mech wollt schlau maachen um Site vum Enseignement supérieur um Internet.

Grouss war mäin Erstaunen, Här President, dass et kee Site gëtt vum Enseignement supérieur an dofir wollt ech d'Madame Statssekretär froen, ob ech esou schlecht gekuckt hunn oder ob deen esou onzougänglech ass, dass et ganz schwierig ass, en ze fannen? Ech hunn ënner Gouvernement gekuckt an dann de Ministère a wann een dann do drop klickt, da kënnst een op de Ministère de la Culture, deen e Site huet, dee guer net ausgesäit, wéi d'Sitë vun deenen anere Ministeren. Ech hunn do weider probéiert Informatiounen ze kréien iwwert de Ministère de l'Enseignement supérieur, dat ass mer net gelongen.

Dat Eenzeget, wat ech fonnt hunn, dat ass e Rapport d'activité vum Centre de Documentation et d'Information, also vum CEDIES, an do stinn och d'Donnéen iwwert d'Subsiden dran. D'Madame Stein huet déi och elo grad nach rappeliert. Mä et ass awer schonn erstaunlech, dass ech kee Site vum Enseignement supérieur fonnt hunn. Do géng ech dem Här Biltgen awer wëllen un d'Häerz leeën - hie war jo an der vieregter Regierung zoustännege fir d'Kommunikatioun - fir déi nei Technologien, wierklech awer ze kucken, dass dee Ministère och elo esou dotéiert gëtt, dass en en eegene Site huet, wou ee sech kann dokumentéieren.

A wat ech och net fonnt hunn, dat ass de Rapport d'activité vum Ministère de l'Enseignement supérieur vum Joer 2003. Och do hunn ech nëmmen d'Dokumentatioun fonnt vum Ministère de la Culture. Telefonesch hu mer nogefrot, an dunn ass am Ministère gesot ginn, si géingen dann emol kucken a wa se dee Rapport géinge fannen, da kréich ech dee matgedeelt. An ech menge wa mer vun eGovernment schwätzen, an den Här Biltgen hat sech jo dat ganz grouss a säin eegene Programm geschriwwen, dann ass et wierklech un der Zäit, dass den Här Biltgen och kuckt, dass dat am Ministère vum Enseignement supérieur an d'Praxis ëmgesat gëtt.

Eng Fro, déi ech wollt stellen, déi ass am Zesammenhang mat de Prêts remboursables. Et muss ee jo zéng Joer no der Studienzäit déi Suen, déi ee geléint kritt, zrëckbezuelen, zu engem nidderegen Taux. Wat ass virgesinn, Madame Statssekretär, wann déi net zrëckbezuelen ginn? Sinn do Sanktiounen virgesinn? Oder wéi wierkt dat sech aus? Dee Prêt remboursable gëtt et jo net eréischt säit dem Joer 2000, soss hätte mer nach keng Erfahrung dran, mä dee gëtt et scho méi laang. Gëtt et Studenten, déi insolvent waren an net konnten zrëckbezuelen, a wat ass an deem Fall virgesinn?

Ech wollt lech nach, Här President, op eppes opmierksam maachen, dat ass de Règlement grand-ducal vum 5. Oktober 2000, deen huet d'Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz vun 2000 virgesinn. Dee Règlement grand-ducal muss selbstverständlech adaptéiert ginn, well do sinn och nach verschidden Dispositiounen dran, déi en Ënnerscheid maachen tëschent Lëtzebuergger an Netlëtzebuergger, an dat ass jo da konträr zu deem neien Text. Dofir wollt ech froen, ob den Text vum Règlement grand-ducal prett ass, fir dass dëst Gesetz dann och kann adaptéiert ginn. Dat leeft jo da fir déi nächst Demandes de subsides, dass de Règlement grand-ducal dobäi net vergiess gëtt.

Ech bréinge selbstverständlech zu dësem Text den Accord vun der Demokratescher Partei, vu menger Fraktioun, mä ech wëll awer nach op eppes opmierksam maachen, an d'Madame Stein huet et uge-

schnidden, dat ass, dass duerch déi nei Dispositiounen elo 40 Lëtzebuergger Studenten net méi kënnen vun deene Subsiden oder Bourssé profitéieren. Dat ass e Präis, dee mer musse bezuelen, an et steet jo och am Rapport, dass ee géng no pragmatische Léisunge sichen.

Et ka sinn, dass an Zukunft d'Zuel vun deene Studenten, Lëtzebuergger Studenten, déi net kënnen heivunner bénéficiéieren, an d'Luucht géng goen duerch méi Mobilitéit vun den Elteren. D'Grenze ginn ëmmer méi op, d'Leit loosse sech am Ausland niddere, d'Kanner liewe mat hiren Elteren dann am Ausland, hunn awer d'Lëtzebuergger Nationalitéit, hunn nach all Liene mat Lëtzebuerg. Dofir géng ech bieden, dass een dat soll am A behalen an d'Evolutioun vun deenen Demandé kucken, net dass déi eidel ausginn. Dat war jo och net de Sënn vun deem, wat mer hei wollt maachen, mä mir hunn dësen Text missen adaptéieren, well den Droit communautaire dat esou virgesäit.

Mat deene Remarques, Här President, wollt ech dann nach eng Keier ënnersträichen, dass ech der Madame Rapporteur wëll félicitéieren an dass ech den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix - Très bien.

M. le Président - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) - Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol Merci der Rapportrice fir hire kompletten an exzellente Rapport. Si huet jo elo just hei mëndlech, awer och am schrëftleche Bericht déi wichtegst Punkten, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, erëmginn, an dofir keng Angscht, ech erspueeren lech dann eng Widderhuelung vun deem Ganzen. Datselwecht gëllt och fir de System vun de Subsiden am Allgemengen, vu datt meng Virriednerin jo och am Detail heirop agaangen ass.

Wéi ech perséinlech de Projet de loi 5407 gelies hunn, du koume mer awer direkt e puer Froen, an ech hunn do profitéiert, via Question parlementaire, direkt, nach ier mer et um Ordre du jour vun der Kommissioun haten, d'Äntwerten heirop gewuer ze ginn.

Et waren dat d'Chifferen, dat heescht: Wéi vill Studenten a Studentinne sinn iwwerhaupt betrafft vun dëser Ëmännerung? Wéi ass et mat deene Studentinnen a Studenten, déi elo schonns amgang sinn ze studéieren ënnert dem Regime vum Gesetz vun 2000? Wéi geet et mat deene weider? A schlussendlech huet mech och nach interesséiert, wéi mer deene Studentinnen a Studenten, déi dann elo eben direkt vun dësem Projet de loi géinge betrafft ginn, hëllefen, hir Studien ënnert deene gudder finanzieller Konditiounen, déi mer hinne jo awer am Ufank versprach haten, zu Enn ze féieren.

Au contraire zu menger Virriednerin hunn ech dann och d'Äntwerten op meng Froen kritt. Dat heescht am Kloertext, meng Fraktiounskolleeginnen a -kolleegen...

Mme Anne Brasseur (DP) - Dir hat méi Chance wéi ech.

M. Alex Bodry (LSAP) - Dat hänkt vun der Partei of. Si ass besser ugesi wéi Dir.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) - Dat kann eng Erklärung sinn, Här Bodry.

Dat heescht am Kloertext, meng Fraktiounskolleeginnen a -kolleegen esou wéi ech selwer hunn eben net nëmmen duerch déi schrëftlech Äntwerte vum Minister, mä och komplementär - an d'Madame Stein huet et gesot - duerch d'Diskussiounen an der Kommissioun, déi Der jo an deem schrëftleche Rapport och erëmfant, allequerten déi néideg Informatiounen kritt.

Et ass och an der Press an de leschten Deeg méi wéi genuch op dëse Projet de loi agaange ginn, esou datt eben och d'Populatioun am Virfeld informéiert konnt ginn. An och hei sinn déi Äntwerten, déi ech dann op meng Question parlementaire kritt hunn, allequerten erëmkomm, nämlech datt et sech vun deene 6.886 Studentinnen a Studenten, fir prezis ze sinn, am Total op 40 géng beschränken, déi da vun dësem Projet betrafft géinge ginn.

De Ministère selwer wëllt sech jo dann och mat deene Concernéierte perséinlech a Verbindung setzen, fir mat hinne no Léisunge ze sichen, fir datt eben esou keng Härtefall géifen entsto. Domat waren eis Bedenken zu deem Projet de loi beseitegt, an ech géng da vun der Geleeënheet profitéieren, fir den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix - Très bien.

M. le Président - Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Madame Stein Merci fir hiren exzellente Rapport. Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet och stëmmen. Ech rappeliéieren nach eng Keier, et ass am Fond geholl just e Gesetz mat engem eenzege Artikel, dee mer stëmmen. Et ass eng Upassung, déi ebe vun där europäescher Gesetzgebung aus gefuerdert ginn ass.

Déi lëtzebuergesch Ënnerstëtzung vun de Studenten ass eng ganz grousszüeg. Dat fanne mir gutt, dat ass wonnerbar. Et wier vläicht awer och flott, wann eis Beméiungen oder d'Beméiunge vun der Regierung géingen an d'Hisiicht goen, fir méi eng grouss europäesch Konformitéit ze kréie vun allequerten deenen Hëllefen, déi do sinn. Lëtzebuerg ass exemplaresch, eis Bourssé kënnen mat an d'Ausland geholl ginn, wat jo logesch ass. Mir hunn eréischt ganz kuerz eng eegen Uni, eis Lëtzebuergger Studente mussen och kënnen an d'Ausland goen. Et wier ganz flott, wann eis Nopeschlänner och géinge Beméiunge maachen, datt hir Bourssé gradesou transféierbar gi wéi eis.

Merci.

Plusieurs voix - Très bien.

M. le Président - Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR) - Merci, Här President. Ech wëll och direkt der Rapportrice, der Madame Stein, Merci soen. Si huet hei ganz detailléiert d'Problematik opgeworf, déi mer hu missen iwwert de Wee vum Gesetz léisen, an domadder wëll ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Mä erlaabt mer awer, Här President, an e puer Wieder ze verriichte wéi eng Problemer net duerch d'Gesetzgebung geléist sinn a wou mer musse kucke fir eng Léisung ze sichen. Ech ginn zwee Beispiller un: déi Leit, déi Pilot wëlle léieren, an déi Leit, déi an Eliteschoulen, an Haute-Écolé wëlle goen.

D'Piloten, wann ee wëllt esou Studië maachen, da läit d'Aschreibungstax pro Joer bei 50.000 Eu-

ro. Dat ass eng considéierbar Zomm an dat gëtt net als Études universitaires ugesinn, obwuel all Keiers eng Premièr gefrot gëtt, an et gi keng Hëllefen d'aucune sorte beim Lëtzebuergger Stat fir dee Problem do unzegoen. Or, mir brauchen awer Piloten, mir brauchen awer Leit, déi sech an deene Saachen ausbilden, an do gëtt et keng staatlech Hëllefen.

Datselwecht gëllt och fir déi Leit, déi an Hautes écoles oder an Eliteschoulen ginn. Dat sinn déi Schoulen, déi alleguerte meeschtens privat sinn, mä wou eng ganz staark Selektioun ass. Ech weess vun enger Schoul, wou tëschent 7.000 an 8.000 Kandidate sech mellen. Si huelen der 250. Mir hunn do regelméisseg ee bis zwee Lëtzebuergger derbäi. Déi Schoule sinn haaptsächlech a Frankräich, an Däitschland, an England an och an Amerika, fir och nëmmen déi ze nennen, an déi Frais d'inscription annuels leie bei 10.000 bis 20.000 Euro d'Joer, an och do gëtt et keng spezifesche Hëllefen, fir deem entgëntzrieden.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Do ass dann du versicht gi fir iwwert de Wee weinstens vum Abatement pour charges extraordinaires iwwert de Steuerwee kënnen deem Rechnung ze droen. Or, do huet d'Steieradministratioun gesot a geschriwwen, datt d'Regierung gesot huet, dat wier net méi eng Charge extraordinaire an datt dat dengen also net méi dierf steierlech deductibel sinn.

Ech muss soen, do verstinn ech et net méi. Dee steierlechen Abatement betrëfft natierlech nëmmen déi Leit, déi Steiere bezuelen, mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn, datt weinstens dee Moyen do kënnst iwwer en einfache Bréif un d'Steieradministratioun geléist ginn, datt esou Chargé misste weinstens vun de Steieren deductibel sinn. Datselwecht gëllt och fir d'Piloten.

Dat hëlleft natierlech deene Leit net, déi keng Steiere bezuelen oder wéineg Steiere bezuelen. An dofir mengen ech, misst sech d'Regierung iwwerleeën, ob se do net iwwert de Wee vun engem Gesetz oder iwwer aner Weeër - och nach de Wee vum Subsid, dat heescht vun enger Allocatioun - kënnst nosichen. Do besti Problemer. Ech wollt op déi Saach opmierksam maachen, well eng etlech Lëtzebuergger Familjen an eng etlech Lëtzebuergger dann domadder Schwierigkeeten hunn.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt ugoen, dat ass d'Problematik vun de Prêts remboursables. Wéi d'Gesetz iwwert d'Prêts remboursables fir d'éischte Keier festgehale ginn ass, ass gesot ginn, d'Taux interbancaires louche bei 5% an et ass gesot ginn, mir huelen den Taux interbancaire plus eng Marge vun 0,15%. Dat war och deen Ablack esou richtig. An der Tëschenzäit sinn d'Tauxé gefall. D'Tauxé leien elo bei 2% an eppes plus déi Marge, déi de Banken als Marge bénéficiaire a fir d'Frais administratifs ze decken zougestane gëtt, an de Stat spuert also, wann een dat kann esou soen, eng ronn 3% op dem Taux global, deen e muss rembourséieren.

An d'Fro, déi ech gestallt hat an op déi ech leider vum zoustännege Minister eng negativ Äntwert kritt hunn, dat ass fir ze soen, datt et net richtig wier fir elo d'Gesetz ze änneren an et misst bei deene Montanté bleiwen. Ech mengen awer, datt ee vläicht misst op den Null-Prozent-Taux erfroen. Woufir? Well mer gesinn, datt eng etlech Studentinnen a Studenten awer d'Préten an d'Montanten an de Préten accumuléieren, haaptsächlech déi, déi Medezinsstudente sinn, déi also eng sechs, néng, zwielef Joer studéieren. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Reglementatioun net sollt revidéiert ginn.

Ech géng och do d'Regierung bieden, datt se sech där Saach nach eng Kéier soll unhuelen, ob se net vläicht verschidde Modalitéite weinstens sollt virgesi fir déi Leit, déi gréisser a länger Studië musse maachen, dass net herno eng Zomm sech accumuliert, déi fir de Remboursement laang Joren dauert an déi ganz vill Schwierigkeete fir déi Studentinnen a Studente bedeit.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo fir d'Regierung d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi muss een d'Studieren an d'Héichschulstudien am europäesche Kontext gesinn. Dat ass och den Hannergrond vun deem Gesetz, wat mir elo diskutieren.

(Nuisances sonores)

Och d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg fénn hir Ursach an dësem Ëmfeld, wou et jo fir Lëtzebuerg gegollt huet souwuel sech ze positionéieren, wéi och Säint dozou bäizedroen zu der Wëssensgesellschaft, vun där mer alleguerter schwätzen an déi mer gären hei an Europa mat méi Liewe félle géifen.

An dësem europäesche Kader also gesi mer des Ännerung vum Gesetz iwwert Héichschulbäihëllef, iwwert dat mer haut diskutieren, an zu deem ech der Madame Rapportierin villmools Merci wëll soe fir hir Aarbecht, gradesou wéi och fir d'Bäitrag vun deene Riedner, déi no hir komm sinn.

Wa mir soen europäesche Kader fir dëst Gesetz, da sinn et eigentlech dräi Prinzipien, déi mer dozou afalen an déi dobäi wichteg sinn. Dat ass éischtens d'Mobilitéit vun de Studenten. Dat ass zweetens d'Portabilitéit vun de Bourssen an de Studiëbäihëllef vun engem Land an dat anert. An dat ass drëtens natierlech, an deem Kontext hei ëmsou méi, dee kommunautäre Prinzip vun der Gläichbehandlung an der Gläichstellung vun allen europäesche Bierger.

An duerch dee Prinzip hu mer misen eng Residenzklausele aféiere fir jiddfereen, Lëtzebuurger sougutt wéi Ausländer, an eist Gesetz vun de Studiëbäihëllef mat sengem generéise System, fir weiderhin esou wäit wéi méiglech eise generéise Regime vu Subsidebäihëllef, Bourssen, Prëten, Aschreiwungskäschten - well déi ginn nämlech och zu engem Deel doriwuer subsidiéiert - fir Héichschulstudië kënnen bäizebehalen.

De Beweis, datt mer weiderhi generéis sinn, wëlle bleiwen an och kënnen bleiwen, dat ass, datt vun deene mëttlerweile bal 7.000 Bénéficiairë vun eise Gesetz aus dem Joer 2000 iwwert d'Aides financières pour études supérieures knapps 0,5% ewechfalen duerch déi nei Bedéngungen. Déi Leit wäerten awer alleguer, wéi et scho gesot ginn ass, systematesch kontaktéiert ginn.

Déi zweet Bemierkung, déi ech dozou muss maachen, ass, datt am Ausland a bal sämtlechen europäesche Länner d'Bourssen net portabel sinn. Dat heescht, et kann een net, wann een an engem Land wunnt, souguer d'Nationalitéit vun deem Land huet - heiansdo ass esouguer dat erfuerdert -, seng Bourse, déi een do géif kënnen kréien, mathuelen, wann een dann an een anert Land géif studéieren goen.

Dee System vu Portabilitéit, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, dee sech bei eis selbstverständlech erkläert an dee mir och weider wëlle bäibehalen, deen hunn nach just

déi nordesch Länner plus Irland. Allerdéngs hunn déi dofir och eng Clause de résidence ageschriwwen an hiert Gesetz.

Firwat ass eist Gesetz esou generéis? Mä et ass scho gesot gi virdrun, well héich, ganz héich Betrag dra sti fir d'Bäihëllef. Mir wëlle weiderhin et erméiglechen, Studien am Ausland kënnen ze maachen, gradesou wéi et eis onbedéngt um Häerz läit, datt vill Leit kënnen studéieren goen. Eis Bäihëllef sinn héich. Mä si sollen awer net iwwerméisseg héich sinn. Mir si warscheinlech dat Land an Europa, wat déi héchste Betrag virgesäit. Derbäi kënn nach e System, wou ee kann d'Frais d'inscription iwwerholl kréien, zu 50% Bourse an zu 50% Prêt, bis zu engem bestëmmte Betrag, well hei kann een awer net iwwerméisseg iwwert gewësse Plafongen erausgoen. Mir leie schliesslech schon extrem héich.

Zweetens si mer generéis, wéi ech et scho gesot hunn, well mer d'Transférabilitéit, d'Portabilitéit vun de Bourssen virgesinn. Een, deen hei am Land wunnt - mir maachen also net eng Fro vun Nationalitéit, mä eng Fro vu Residence dran -, dee ka seng Bourse mat virunhuelen an egal wéi ee Land e studéiere geet an och egal a wéi vill Länner noeneen hie studéiere geet. Dat gëtt et soss néierens! Mir hunn also missen dëse Punkt e bëssen änneren, fir weiderhin esou grousszügig kënnen ëmzegoen mat dësem Gesetz.

Wann een haut vun europäeschem Wëssensraum a Wëssensgesellschaft schwätzt, da muss een an deem Kontext hei natierlech de Prozess vu Bologna uschwätzen. An an dësem Prozess ass eng ganz wichteg Komponent, wat sech dann erëm op dëst Gesetz hei bezitt, nämlech déi vun der Mobilitéit vu Studenten, déi mer generell wëlle förderen.

D'Studente musse kënnen sécher sinn, datt wa se vun engem Land an dat anert studéieren ginn, si och déi jeeweileg Studienzyklen unerkannt kréien. Fir d'Mobilitéit vun de Studenten ze förderen ass natierlech e wichteg Element dat vun der Transférabilitéit vun de Bourssen, wou mir och wëlles hunn ze probéieren, dat weidergedriwwen ze kréien ënner eiser Présidence um Niveau vun den Héichschulministeren vun de 40 Memberlänner vum Bologna-Prozess.

(Nuisances sonores)

Mir hunn trotzdeem ëmmer fonnt, datt europäesche Raum och en Esprit d'ouverture muss bedeuten an datt mer dat dofir esou hunn.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, si mer hei mat engem eenzelnen Artikel an engem Text, dee vläicht méi restriktiv kléngt wéi en am Endeffekt ass, op ee Wee gaangen, fir kënnen esou héich wéi méiglech weiderhin dozou bäizedroen, datt d'Studenten et erméiglecht kréien, hir Universitätsstudien ouni Schwierigkeeten net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och a besonnesch am Ausland kënnen ze absolvéieren.

Mir wäerte selbstverständlech d'Entwécklung am A behalen, iwwert déi nächst Joren hin, fir ze gesinn, ob aner Dispositionen néideg sinn.

(Nuisances sonores)

Mä d'Regierung fénn et och normal, datt e Lien mat Lëtzebuerg muss bestoen, fir dee Student, deen de Benefiss vun eisen Héichschulbäihëllef ufreet.

Déi Leit, déi guer net méi hei wunnen, déi mussen natierlech iergendwéi akzeptéieren, datt se net grad nëmmen de Virdeel vun hiren zwou Situatiounen kënnen huelen. Mä déi Fro do stellt sech sécherlech net an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer.

Selbstverständlech wäerte mer och de Règlement grand-ducal zu deem Text hei adaptéieren. Wann

d'Gesetz elo gestëmmt ass, huele mer eis deen direkt op de Leescht. Domadder wëll ech lech Merci soen, datt mat dësem Text e Bäitrag konnt gemaach gi fir weiderhin eng héich Qualitéit vu Studien an Héichschulstudien zu Lëtzebuerg. Mir wëllen net attraktiv sinn, well mer héich Bourssen hunn, mä mir wëllen attraktiv sinn, well mer gutt qualifizéiert Studenten hunn oder well mer eng gutt Uni hunn, an dofir soen ech lech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

M. le Président. - Merci, Madame Statssekretärin. Domat ass d'Diskussion ofgeschloss. Mir gutt qualifizéiert Studenten iwwert de Projet de loi 5407.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmegeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Sauber), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Fred Sunnen), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5042, d'Diskussion iwwert déi europäesche Charta vun de Regionalsproochen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen si bis elo d'Madame Brasseur an déi Häre Fayot, Adam an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

3. 5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Charta, mat där mer befaasst sinn, ass de 5. November 1992 ënnerzeechent a bis haut vun enger ganzer Partie Länner aus der EU ratifizéiert ginn. Dorënner falen ënner anerem Finnland, Ungarn, Holland, Däitschland, Dänemark, Spuenien, Éisträich, Slowenien, dat Vereent Kinneksräich an d'Slowakei. Et sinn zum Deel déi Länner, wou niewent der offizieller Amtssprooch nach aner Sprooch geschwat a geschriwwen ginn. Als Beispiller zitieren ech dat Baskesch an dat Katalanescht a Spuenien, russesch a schwedesch a Finnland, déi däitsch Sprooch, déi zum Deel am Süde vun Dänemark geschwat gëtt oder déi wälisesch Sprooch an England.

Déi europäesche Charta iwwert déi regional a minoritär Sproocher vun 1992 gesäit eng ganz Partie Mesurë vir fir de Gebrauch an d'Unerkennung vun dëse Sproochen am öffentleche Liewen ze förderen, dat heescht an de Verwaltungen, bei Dëngschtleeschungen, am Enseignement, an der Justice, am Medien- a Kulturberäich, am wirtschaftlechen a sozialen Ëmfeld a bei grenziwwerschreidenden an zwëschestaatleche Kontakter.

Wéi definéiert den Text elo eng regional oder eng minoritär Sprooch? Eng regional oder minoritär Sprooch ass eng Sprooch, déi sech vun der offizieller Sprooch vun engem Land ënnerscheet an déi vun enger Communautéit an enger bestëmmter Regioun praktizéiert gëtt, déi zueleméisseg méi kleng ass wéi de Rescht vun der Bevëlkerung. Dialekter vun der offizieller Sprooch falen net ënner dës Kategorie.

All Stat, deen d'Charta ënnerschriwwen huet, ass opgefuerdert, fir dës Sproochen an déi betrafte Regiounen ze definéieren a fir konkret Protectiounsmaassnamen an d'Weeër ze leeden. De Lëtzebuerger Kontext gëtt duerch de virleienge Projet net beréiert, well dat Lëtzebuergesch de Kritären aus dem Artikel 1 vun der Charta net entsprécht.

Op där anerer Säit si weder déi franséisch, nach déi däitsch Sprooch regional oder minoritär Sproochen, oder Sproochen, déi manner verbreet sinn. D'Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 gebraucht den Ausdrock Langue officielle net, mä seet, datt d'Lëtzebuergesch déi national Sprooch vun de Lëtzebuerger ass, datt déi legislativ Texter op franséisch opgesat sinn an datt um Niveau vun de staatleche Verwaltungen souwuel déi Lëtzebuerger, wéi och déi däitsch a franséisch Sprooch benotzt kënnen ginn. Well d'Lëtzebuergesch am ganze Land geschwat gëtt a quasi d'Mammesprooch vun där ganzer Bevëlkerung ass, kann een net behaupten, datt eis Nationalsprooch an enger défavoriséierter Situatioun par rapport zum Däitschen oder Franséische steet.

Eise Sproochekontext ass een anere wéi a verschidden anere Staten an Europa, wou déi regional oder minoritär Sproochen e wichtege kulturelle Facteur beim Identitéitsfanne vun enger Regioun duerstellen a weiderhin zu kontroverséierten Debate féiere wäerten. Trotzdeem ka Lëtzebuerg d'Objektiver vun där Charta ënnerschreien.

De Gesetzesprojet, deen eis haut beschäftegt, ass de 25. Oktober 2002 vun der deemoleger Ausseministesche Lydie Polfer an der Chamber abuecht ginn. De Statsrot huet a sengem favorabelen Avis vum 30. März 2004 gréng Luucht ginn. An der zoustänneger Kommissioun gouf de Projet an zwou Sitzunge vum 28. Oktober 2004 respektiv vum 3. Februar 2005 analyséiert. De schréftleche Rapport ass de 16. Februar eestëmmegeg adoptéiert ginn. An der Kulturkommissioun ass dëse Projet op eng gréisser Opposition gestouss. Ech géif lech dofir also bieden,

esou wéi ech dat heimat fir meng Fraktioun maachen, dem Text Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur ageschriwwen.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet elo grad gesot, wa mer hei d'Approbatioun ginn, dann huet dat awer fir Lëtzebuerg keng Bedeitung, well Lëtzebuerg ass vun dësen Texter net betraff, well mir hei zu Lëtzebuerg laut Definitioun vum Conseil de l'Europe keng Langue minoritaire hunn.

Mir stëmme also dësen Text oder mir ginn ons Approbatioun dozou aus Solidaritéit mat all deenen anere Länner, wou Problemer bestinn, wat d'Langues minoritaires ubelaangt. Ech mengen, dat ass och gutt esou an et ass och wichteg, well d'Sprooch e Lien ass mat der eegener Identitéit; d'Sprooch ass d'Instrument, d'Ausdrockswies vun enger Kultur an dat där net verluer goen. An dofir muss mer all déi Ustengungen, déi an dësem Kader geschéien, och ënnerstëtzen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer eng extra Situatioun, well mer jo dräi Sproochen an onsem Gesetz definéiert hunn, an et ass richtig, esou wéi et souwuel am Exposé des motifs steet wéi och am Rapport vun der Kommissioun, dass mer hei zu Lëtzebuerg lëtzebuergesch als Émgangssprooch hunn. Allerdéngs muss ee sech d'Fro stellen, wann d'Evolution esou virugeet wéi mer dat bis elo hunn, an déi Diskussioun hate mer mam Här Minister an der Kommissioun, dass mer mussen oppassen, dass mer net zu Ilotë komme vu Leit, déi sech ofgrenzen duerch d'Sprooch. Well d'Sprooch muss d'Verbindungsstéck sinn tëschent all deenen, déi un enger Sociétéit deelhuelen, an d'Sprooch ass d'Instrument vun der Integratioun.

Dunn ass an der Diskussioun sech d'Fro gestallt ginn, ob dann net eng Kéier d'Sproocher vun den Immigranten, déi hei ausgeschloss sinn, mä wa se an der Zäit esou evoluéieren an den Impakt esou grouss gëtt, ob déi dann net géingen heidrënner falen?

Ech stelle mer eng aner Fro: Wann d'Lëtzebuergesch eng Kéier géif minoritär ginn op onsem Territoire, ob d'Lëtzebuerg Sprooch dann net misst protégéiert ginn aux termes vun deenen heiten Texter?

Ech wëll hei net den Däiwel un d'Wand molen, mä mir mussen drop oppassen, dass d'Lëtzebuerg Sprooch, an dat ass eng Obligatioun fir ons all, erhale bleift an dass dat wierklech d'Kommunikatiounssprooch tëschent ons ass. An net nëmmen tëschent ons als Lëtzebuerg, mä dass et d'Haaptkommunikatiounssprooch ass vun all deene Leit, déi hei liewen, a vun all deene Leit, déi hei schaffen.

Well wa mer dat net maachen, dann hu mer ëmmer méi en Niewenteneen, och eleng bedéngt duerch d'Sproochen, an dat ass net gutt fir d'Entwécklung vun onser Sociétéit. Dat ass net gutt fir d'Kohesioun, well fir eng Cohésion sociale ze kréien, muss ee sech verstännege kënnen, an d'Verstännegung geet nun eemol iwwert d'Sprooch.

Mä mir sinn nach net op deem Punkt wou lëtzebuergesch dann als Langue minoritaire géng ugesi ginn, an dofir muss mer all Ustengunge maachen an déi si jo och amgang, fir dass Lëtzebuergesch als Sprooch weider diffusiéiert gëtt duerch Coursen, déi organiséiert ginn. An am Centre de Langues beispillsweis sinn déi Coursen heiansdo ausgebucht gewiescht. Et sinn och Ustengunge

gemaach fir ausserhalb vun onse Grenze Coursé vu lëtzebuergesch unzobidden, am noe Grenzgebitt, well eng ganz Partie vun onseren Nopere et als Avantage gesinn, d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, fir dann domat kënnen hei op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Och dat muss een ënnerstëtzen, wéi een och muss all déi Betriber ënnerstëtzen - an et gétt eng Partie grousse Betriber, déi dat maachen -, déi hire Leit hëllef fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, fir ënnere-nee kënnen ze kommuniquéieren, mä awer och fir mat de Clienté kënnen ze kommuniquéieren.

Déi puer Iwwerleunge wollt ech am Kader vun der Diskussioun bäidroen an ech wëll selbstverständlech den Accord bréngen vun der DP-Fraktioun zu deem Projet de loi, ee Projet de loi, dee mer aus Solidaritéit mat all deenen aneren haut stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, an enger Zäit vu sproochlecher Gläichmaacherei an och oft sproochlecher Negligenz ass dës Charta vun de regionalen a minoritäre Sproochen eng wichteg kulturell Entreprise vum Conseil de l'Europe. Mir begrëssen dat. Besonnesch och well ee gesäit, wann een déi Rapporté vun den eenzelne Länner kuckt, déi mussen en vertu vun där Charta gemaach ginn, wéi grousse dee Räichtum vu Sproochen an Europa ass, vu minoritäre Sproochen, vu regionale Sproochen, déi sollen erhale bleiwen. A well mir eben dës Entreprise vum Conseil de l'Europe wëlle mat ënnerstëtzen, wäerte mer och dës Charta matstëmmen.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Adam.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun ginn ech och eis Zoustëmmung. E bëssen erstaunt sinn ech perséinlech, datt mer déi Charta schonn 1992 ënnerschriwwen hunn an datt et dann ebe bis haut gedauert huet, wou mer se ratifizéieren.

M. Ben Fayot (LSAP). - Dir wäert nach des Öfteren erstaunt sinn, Här Adam.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Ech ginn dovunner aus. Merci, Här Fayot. Mä ech hu jo nach laang Zäit fir mech dann eben drop anzestellen an dat dann och ze verstoen. Ob ech et gudd fannen, dat ass dann eng aner Fro.

Op alle Fall, haut stëmmen mer de Projet. Et ass ëmmer drop higewise ginn, datt de Projet eigentlech keng Bedeitung huet fir Lëtzebuerg, well en eis net direkt betrëfft. Et ass awer trotzdem e ganz interessante Projet a mir sinn och als klengt Land mat enger eegener Sprooch drun interesséiert, datt mer eben an deem zukünftigen Europa déi Sproochendiversitéit, déi als Räichtum hei an der Charta definéiert gétt, och ze schätze wëssen a schützen.

Interessant ass ze wëssen, datt zum Beispill Frankräich zwar d'Charte ënnerschriwwen huet, se awer net ratifizéiert, well se sech schwéier di mat hire méi kleng Sprooch wéi Bretonesch, Katalonesch. Däitschland huet manner Problemer domadder. Déi hunn dat gestëmmt an och schonn '98 ratifizéiert. Op alle Fall, déi Gréng wäerten dee Projet matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Adam. Dee leschte Riedner ass den honorablen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech wëll och den Accord vun...

M. le Président. - Här Henckes, Dir sidd fir zéng Minutten ageschriwwen. Wann Der esou laang schwätzt, géif ech lech bidden no vir ze kommen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Neen, neen. Ech war ageschriwwen, awer net fir zéng Minutten, Här President. Éischter fir eng Minutt, datt wier méi richteg gewiescht.

Ech wollt just nëmmen den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet bréngen, awer och drop hiweisen, datt, wat d'Sproochen ugeet, an der Europäescher Unioun maltesesch elo als europäesch Sprooch unerkannt ass, mä d'Lëtzebuergesch net. Ech géif och d'Regierung bidden fir déi Leit, déi d'Lëtzebuergesch schwätzen an der belscher Regioun, net wäit vun onse Grenzen, fir déi, déi och de Platried, wéi et am Lothrengesch genant gétt a wat lëtzebuergesch ass, fir dat och nach mat ze ënnerstëtzen. Déi viregt Regierung hat sech op deem Wee engagéiert. Ech géing also déi jëtzege Regierung bidden, och déiselwech Eforté weiderzeféieren an ze ënnerstëtzen.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wollt just soen, lëtzebuergesch ass keng regional a keng minoritär Sprooch, mä et ass eis Nationalsprooch. Wuel huet si dee Status kritt an ass erhuewe ginn an dee Status duerch ee Gesetz, wat mëttlerweil méi wéi 20 Joer al ass. Eenzel Leit soen, dat wier och nëmme per Gesetz wou mer dat géifen dekreteieren, mä ech mengen awer net, datt dat de Fall ass. Dat entsprécht ganz einfach der Realitéit vun eiser Sprooch, déi mir am Alldag gebrauchen, zwéischent eis gebrauchten, doheem gebrauchten - fir déi meescht vun eis heibannen -, mat all deenen anere gebrauchten déi hei am Land wunnen an ëmmer méi en Integrationsfaktor gétt. Mä dat ass awer net den Objet vun eiser Debatt haut.

Ech wëll dat just direkt soen, well plazeweis eben deen Amalgam gemaach ginn ass (an dat ass och d'Erklärung dofir, firwat mer 1992 ënnerschriwwen hunn an elo eréischt ratifizéieren hei an der Chamber), een Amalgam, datt et mat deem Gesetz géif erschéngen wéi wa mir eng „Langue minoritaire“ oder „régionale“ wieren, wat net de Fall ass.

An och wann ech hei mat lech schwätzen op eng Aart a Weis, wou Eenzelner vläicht d'Tendenz hätten ze mengen et, wier de Fall, esou ass awer en Ennerscheid zwëschen Sprooch an Dialekt, an ech sti ganz kloer zu mengem regionalen, wann net souguer lokalen Dialekt; dat ass evident. Och dat ass net den Objet vun eiser Gesetz hei.

Mä dëst Gesetz ass ganz einfach d'Konsequenz dovunner, datt mir eng international Charta ratifizéieren, déi mer ënnerschriwwen hunn, an déi mer ënnerschriwwen hunn doduerch, well mer Member si vum Conseil de l'Europe. Dat ass also net nëmmen en „Acte de solidarité“, dee mer heimadder maachen, mä dat ass eng ganz normal Konsequenz vum Droit international, datt mir dat hei ënnerschreien. Gläichzäiteg ënnerstëtze mer allerdéngs och déi Prinzipien, déi an der Charta stinn, déi vun der „Diversité culturelle“: net ënnerdrécken, mä förderen.

Mir hunn hei am Land, wéi gesot, keng regional oder minoritär

Sproochen, an déi Tatsaach, mat all hire Konsequenzen, ass vu menge Virriedner gutt a richteg ervirgestrach ginn, an ass och dat wat de Rapporteur gesot huet, deem ech villmoos Merci dofir soen. Si ass en Integrationsfaktor a wahrscheinlech ass grad eis Sprooch dofir, well mer där aner Sproochen esou vill hei hunn a well mer eis Sprooch als Integrationsfaktor gesinn, méi séier amgang sech ze entwéckelen, vläicht méi perméabel ze sinn zu anere Sproochen. Eenzelner wäerte vläicht fäerten, ze vill.

Trotzdem ass dat Gesetz hei keng Gefor fir eis Sprooch, mä ganz am Géigendeel. Et ass d'Förderung vun der kultureller Diversitéit, vun der Sproochvillfalt an Europa, där mer eis guer net kënnen a wëlle verschléissen, an ech wëll lech dofir Merci soe fir Är Ennerstëtzung.

M. le Président. - Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5042.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agno, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castagnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Felix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

M. le Président. - Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5340 modifiant certaines dispositions de la loi modifiée vum 10 August 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen si bis elo den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry.

4. 5340 - Projet de loi modifiant certaines dis-

positions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, bei deem Gesetzesprojet geet et also ëm eng Emännerung vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Schafung vun der Entreprise vun der Post an den Telekommunikatiounen. Also knapps 13 Joer nodeems hei iwwert de Gesetzeswee Mutatioun gemaach ginn ass vun der aler traditioneller Statsverwaltung Post an en öffentleche Betrib, ginn hei iwwert dese Gesetzeswee e puer Froe vum Aarbechtsrecht a vum Statut vum Personal prezisiéiert.

Dës Interventioun elo vum Législateur ass noutwendeg ginn, doduerch dass haaptsächlech iwwer eng Rei vun Uerteeler, iwwert d'Jurisprudence also vun eiser Verwaltungsgeriicht, et esou komm ass, dass eigentlech déi initial Absichte vun den Auteurs vun der Reform vun 1992 sech net méi 100% an der Ausleeung vun den Texter erëmfonnt hunn. D'Ausleeung, déi de Gesetzestext vun 1992 duerch eis Gerichter kritt huet, huet an eenzelne Punkten eigentlech net méi der Grondiddi vun der Reform vun 1992 Rechnung gedroen. Dobäi wëll ech d'Schold net onbedéngt op d'Gerichter leeën, mä dat huet sécherlech och domat ze dinn, dass an eenzelne Punkten déi Texter vun 1992 net eendeitig waren, an do also relativ grouse Spillraum gelooss hu fir Interpretatiounen.

Wat war d'Grondiddi vun der Reform vun 1992, wat de Statut vum Personal ugeet? Eng Iddi - dat wëll ech direkt ervirsträichen -, déi haut, zumindest fir d'Majoritéit hei am Haus, nach ëmmer géllt an déi nach ëmmer richteg ass. D'Iddi war fir bei der Reform ze berücksichtigen, dass weiderhin d'Agenten vum Post- an Telekommunikationsbetrib sollten den öffentleche Regime, also ee Regime vum öffentleche Recht, bäibehalen; also am Kloertext, dass d'Personal weiderhi sollt bestoen aus Statsbeamten respektiv Statsaarbechter.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dëse Prinzip ass allerdéngs fënnf Joer méi spéit - am Joer 1997 - iwwer ee Gesetz vum 31. Mäerz 1997 iwwert d'Telekommunikatiounen liicht moduléiert ginn, doduerch dass en Zousatz mat iwwerholl ginn ass an d'Postgesetz, wou d'Post ewell autoriséiert ass, also zënter där Zäit, fir och qualifizéiert Mataarbechter an engem Privatstatut ze rekrutéieren. Mä de Prinzip bleift deen, dass also d'Agenten vum öffentleche Betrib vun der Post an den Telekommunikatiounen an der Regel e Statut vum öffentleche Beamten oder vum Statsaarbechter hunn.

Wann een d'Zuele kuckt op den 1. Januar vun deem Joer, da stellt ee fest, dass dat och effektiv esou respektéiert ginn ass. Zu deem Zäitpunkt waren, vun deenen insgesamt 2.766 Agenten bei der Post, der 97, déi an engem Privatbeamtestatut waren, déi also rekrutéiert gi waren iwwert déi Méiglechkeet, déi am Gesetz vum 21. Mäerz 1997 geschafte ginn ass. Dat maachen eppes Klenges méi wéi 3% aus vum Gesamtpersonal vun eiser Post.

Wat een och muss soen, dat ass, dass trotz alle Kritiken an Ängschten, déi 1992 hei geäussert gi si bei den Debatten iwwert d'Reform vun der Post an déi sech och am Virfeld an den Avisen erëmgespigelt hunn, de Postbetrib mat deem neie Statut, an onni dass fundamental gerüttelt gi wier um Statut vum Personal, sech konnt gutt behaupten an engem konkurrenzellen Ëmfeld.

Trotz där méi schwieerege Situation, trotz deem Ëmstellen, wat dat fir d'Post bedeit huet, déi elo kommerziell Aktivitéiten entwéckelt huet nieft der Erfüllung vun Aufgabe vum Service public, schreift d'Post nach wie vor schwaarz Zuelen. An et besteet och haut - an do sinn ech darselwechter Meenung wéi d'Majoritéit an der Kommissioun - keen zwéngende Grond eng Ännerung vum Statut vum Postpersonal virzehuelen. Mir sinn der Meenung, dass dat, wat sech aus dem Gesetz vun 1992 ergëtt, mat deem Zousatz vun 1997, nach wie vor eigentlech genügend Flexibilität bréngt, fir dass, wat de Statut vum Personal ugeet, den öffentleche Betrib vun der Post an den Telekommunikatiounen ka weiderhin an engem konkurrenzellen Ëmfeld bestoen.

Wann ech dat gesot hunn, dass de Prinzip deen ass, dass u sech de Gros vun den Agenten vum Postbetrib ënnert den öffentleche Regime falen, da wëllt dat net heeschen, dass einfach dee vum Stat tel quel géif voll spillen.

An dem Betrib vun der Post an den Telekommunikatiounen ass 1992 festgeluecht ginn, dass eigentlech weinst Grënn vu Flexibiliséierung, weinst Grënn vu Vereinfachung vun de Prozeduren, sollt eng gewëssen administrativ Autonomie kënnen spille vun deem neien öffentleche Betrib par rapport zu deem, wat virun an der Statsverwaltung Post gegollt huet an dass also d'Suerg war, dass sollt Schluss si mat onnéidegen administrative Prozeduren bei Astellung vu Leit oder respektiv bei disziplinareschen Instruktiounen, respektiv bei Revokatiounen vu Leit. An dass ee wa méiglech dee schwéierfällige Wee iwwert déi classesch Prozedur beim Fonctionnaire sollt vermeiden, fir also esou méi schnell kënnen ze handele bei Nominatiounen, bei disziplinareschen Instruktiounen an och bei noutwendegerweises Resiliatiounen vun Aarbechtsverhältnissen.

Dat huet dozou gefouert, dass zënter 1992 de System esou ass, dass do wou fréier, oder wou haut nach, am classeschen Deel vun der Administration gouvernementale beim Stat de Regierungrot oder de Minister zoustänneg ass, dat net méi sollt de Fall sinn, mä dass eigentlech déi Kompetenze vum Pouvoir de nomination iwwerdroe gi sinn un den Direktionskomitee, un de Komitee vun der Entreprise des Postes et Télécommunications.

D'Entreprise huet also eng beschränkten, mä awer eng reell Autonomie erhalen. A Personalfroen, déi sech iwwerengs och zum Beispill op den Numerus clausus erstrecken, leet d'Post haut eigentlech fräi fest, wéi vill Leit si wëllt pro Joer rekrutéieren an dat fällt net ënnert déi allgemeng Bestëmmung vum Numerus clausus beim Stat eran; dat waren nach alles déi Erlicherungen, déi Vereinfachungen, déi sengerzäit 1992 an deen neie Statut vun dem Betrib Post ageschriwwen gi sinn.

Et geet also drëm ze errechen, dass op Grond vun deenen eenzelne Fäll, deenen Interpretatiounen vum Text vun 1992, déi sech erginn hunn, dat dote sollt erhale bleiwen an déi Flexibilität, déi Vereinfachung an alle Fäll sollt kënnen an Zukunft och spillen.

Déi zweet Ursach, firwat dass ënnert der viregter Regierung schonn eng Initiativ geholl ginn ass an dës Regierung dës Initiativ weiderféiert fir den Text ze prezisieren, dat ass déi, dass, ech géif bal mengen, net opgepasst gi war am Joer 2003, also ënnert der viregter Legislaturperiode, well do jo bei der Fonction publique u sech en neie Regime, nei Prozedure festgehale gi sinn, notament beim Disziplinarrecht a bei den Instruktiounen vun Disziplinaraffäre beim Stat, wou et zu enger gewësser Zentraliséierung komm ass vun deenen Instruktiounen an der Persoun vun engem Regierungscommissaire. En neie Pos-

ten, deen 2003 geschaf ginn ass an iwwert dee praktesch sämtlech Disziplinarinstruktioune beim Stat lafen.

Du war net dru geduecht ginn, eigentlech d'Entreprise des Postes et Télécommunications vun deem dote System auszeklammern. Zënter 2003 ass d'Post also net méi esou autonom wéi se war, mä si ass eigentlech gehale fir elo iwwert deen doten zentrale staatléche System erëm eng Kéier ze fueren, wat d'Instruktioun vun den Disziplinarverfahren ugeet, an dat géif e gudden Deel vun där Vereinfachung erëm füttmaachen, déi gewollt war wéi den neie Statut vum Postbetrieb 1992 festgehalde ginn ass.

Et geet also dorëm, dass mer deen Oubli hei korrigéieren, deen ënnert der viregter Mandatsperiod geschitt ass, an also kloerstellen, dass deen zentrale System do fir de Stat eigentlech net applikabel bei der Post ass, mä dass do no deenen übleche postinternen Instruktioune d'Disziplinarrecht eigentlech kann zum Droe kommen. Am Detail heescht dat doten, dass et an dräi verschiddene Punkten zu Ännerunge kënnert iwwert deen heite Gesetzesprojekt.

Éischte Punkt, dat ass eng Reaktioun op eng Jurisprudenz vum Verwaltungsgericht, wou gemengt gi war, wann et sech ëm Froe vun Zouloossung zum Stage bei der Post handelt, dass et an deem Fall esou wär, dass do misst den allgemenge System, dee beim Stat géllt, dat heescht den allgemenge Règlement grand-ducal, deen d'Froe vun Zouloossung zum Stage oder Revokatioun vun engem Stage regelt, dass deen och géif spille fir d'Stagiarié bei der Post. Dat ass d'Interpretatioun vun de Gerichter gewiescht. Dat kann net esou sinn.

Do gétt also hei elo iwwert deen neien Text d'gesetzlech Basis geschaf, dass iwwer en anere Règlement grand-ducal d'Regierung ka spezifesche Regele festleeë bei dem Stage bei der Post, a logescherweis geet d'Regierung dann an déi Richtung fir ze soen, dass do och d'Kompetenz vum Comité vun der Entreprise des Postes et Télécommunications misst spillen,

fir dass et net zu onnéidege Komplikatioune kënnert, an dass do weider déi administrativ Autonomie vum Postbetrieb a Personalfroen, och beim Stage, bei der Zouloossung, bei der Revokatioun vun de Stagiarié bei der Post, misst kënnen spillen.

Zweete Punkt, dat ass deen vum Changement d'administration, wat eng normal Saach jo och innerhalb vum Statsservice ass, dass ee kann u sech seng Verwaltung änneren. Do war et esou, och no den Texter, respektiv no der Interpretatioun, déi vun de Gerichter vun den Texter gemaach ginn ass, dass eigentlech eleng de Minister vun der Fonction publique zoustänneg gewiescht wär fir esou e Changement d'administration ze decidéieren, an dass do eigentlech déi Aktiounsorganer, de Comité vun der Entreprise des Postes et Télécommunications, näischt ze soe gehat hätten.

Dat ass sécherlech och net am Sënn vun den ursprénglechen Absichte vun den Auteurs vun der Reform vun 1992, an och do ass et eigentlech logesch, dass elo déi Instanz, déi de Pouvoir de nomination bei de Postagenten huet, dat heescht also de Comité vun der Entreprise, muss am Virfeld net nëmme gefrot ginn, mä och sän Accord ginn, ier esou e Changement d'administration ka stattfannen. Et muss ee jo feststellen, dass bal all Changements d'administration an deem dote Beräich à sens unique sinn, dat heescht eigentlech nëmme an déi Richtung ginn, dass Leit an der Regel wëllen aus der Entreprise des Postes et Télécommunications erausgoen an an eng aner Statsverwaltung, an d'Administration gouvernementale erakommen.

Duerfir ass et, mengen ech, normal, wann och dee Betrib, deen awer d'Leit ausgebild huet, net wëllt no an no ausgesuckelt gi vun enger Rei vu gudde Leit, dass hien awer iwwert de Comité ganz kloer do e Vetorecht kritt a ka matbestimmen, ob esou e Changement d'administration ka stattfannen. Och dat gehéiert, mengen ech, zu enger administrativer Autonomie vun engem öffentleche Betrib Postes et Télécommunications.

Deen drëtten Punkt - an dat ass deen, dee vläicht am meeschten an den Avisën och diskutéiert ginn ass - betrëfft d'Disziplinarrecht a wat fir eng Regeln eigentlech en matière de discipline applikabel sinn. Do hat d'Regierung eng löblich Absicht. Si war an hirem urspréngleche Projet an déi Richtung gaangen, fir duerfir ze suergen, dass et eigentlech sollt zu enger Ausdehnung komme vun de Prinzipie vum öffentlechen Disziplinarrecht op déi Leit, déi ënnert dem Statut vum Privatbeamte beim Postbetrieb schaffen.

Dat ass awer eppes wat, mengen ech, zu Recht Kritiken a Reserven ervirgeruff huet, besonnesch och vum Conseil d'État, deen dorop opmierksam gemaach huet, dass wierklech téschent deenen zwee Statuten, dem Droit commun vum Droit du travail, d'Gesetz also vun 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag, deen applikabel ass fir déi Leit, déi am Privatbeamtentatut sinn, an dann dem ganze Statut vun der Fonction publique, deen applikabel ass fir déi Leit, déi an engem öffentlech-rechtleche Statut sinn, den Ënnerschied fundamental ass.

Do sinn esou vill Differenzen, besonnesch och wat d'Sanctions disciplinaires ugeet, an deem engen an an deem anere Fall, esou dass de Statsrot gesot huet: Zumindest wann Der net den Text ännert wat d'Sanktioune ugeet, wou Der muss eng kloer Differenzierung maachen téschent deenen zwee Statuten, kënnert vun eiser Säit eng Opposition formelle.

Mir hunn déi dote Fro an der zoustänneger Chamberskommission diskutéiert a mir si schlussendlech, vläicht och mat Bedauern, zur Konkusioun komm, dass déi eenzeg am Moment logesch Léisung déi ass fir ze soen, mir fänken net u ze piddelen an deenen eenzelne Statute wéinst där Fro vum Disziplinarrecht, mä mir halen eis eigentlech un déi normal Regele.

Dat heescht, mir féieren elo e spezifeschen, op d'Post zougeschneiderten disziplinaresche Regime an, wat d'Prozeduren ugeet, net wat d'Sanktioune ugeet. Deen ass dann applikabel fir all déi Leit, déi

bei der Post schaffen ënnert engem öffentleche Regime, öffentleche Statut, wou dann u sech postintern de Comité elo zoustänneg fir d'Disziplinarrecht ass, mat den Inspekteren, déi dann d'Instruktioun maachen an där disziplinarescher Matière.

Op där anerer Säit fir déi Leit - mir wëssen, dass dat nëmme 3,5% si momentan -, déi bei der Post schaffen, déi an engem Privatbeamtentatut sinn, do géllt dann den Droit commun vum Privatsecteur, mat deene Regeln, déi do üblech sinn, mat deene Sanktioune, déi sech erginn aus dem Gesetz vun 1989, respektiv eventuell aner Sanktioune, déi an deem eenzelnen Aarbechtsvertrag ausgehandelt gi ware mat deem Privatbeamten, dee bei der Post schafft.

Dat heescht, mir hunn d'Ambitioun an der Kommissioun opginn, fir fir all Leit, déi bei der Post schaffen, een eenheetleche Regime an der disziplinarescher Matière ze hunn, mä mir hu gesot, mir halen eis einfach un eng logesch Opdeelung: Déi Leit, déi am öffentleche Regime sinn, hunn e Regime, deen deem ugepasst ass, an déi Leit, déi am privatrechtleche Regime beim Postbetrieb schaffen, déi falen dann ënnert déi Bestëmmungen, déi fir déi Leit och am Privatsecteur gëllen, mat den Zoustännegkeeten natierlech bei dem Comité vun der Entreprise.

Voilà, dat sinn déi dräi wesentlech Punkten, déi heimadder ofgeännert ginn. Wéi gesot, dat ass kee Changement vun der Grondoptik, déi zënter 1992 beim Statut vun dem öffentleche Betrib Postes et Télécommunications hei zu Lëtzebuerg spillt. Et ass eng Adaptatioun vun den Texter ouni d'Prinzipien a Fro ze stellen.

Dee Rapport hei ass an der Kommissioun mat grousser Majoritéit ugeholl ginn. Ech wëll och ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text bréngen an ech hoffen, dass en och mat darselwechter grousser Majoritéit vun der Chamber wäert gestëmmt ginn.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **Mme le Président.** - Den éischte Riedner ass den Här Marc Spautz. Ech ginn dem Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1992 ass et, bedéngt duerch nei Dispositiounen vun enger europäescher Direktiv, zur Reform vum Statut juridique vun der Administration des Postes et Télécommunications komm. Zoustänneg Minister war deemools den Alex Bodry, deeselwechten Alex Bodry, deen haut Rapporteur vum Gesetz ass, an deem ech wëll Merci soe fir sän detailléierte schrëftlechen a mündleche Bericht.

Am Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Kreatioun vun der Entreprise des Postes et Télécommunications gouf schlussendlech de Statut public fir d'Post zrëckbehalen, wat eng gutt Entscheedung war fir d'Personal. Ausserdeem gouf sech no langen Diskussiounen och drop geeenegt, dass de Statut vun deem bei der Post ugestallte Personal deeselwechte géif bleiwen an dat souwuel fir dat aktuellt Personal wéi fir dat Personal, dat künfteg géif agestallt ginn.

Dëst Gesetz ass duerch d'Gesetz vum 21. Mäerz 1997 ëm een Artikel erweidert ginn, wat virgesäit, dass d'Entreprise des Postes et Télécommunications selwer ka qualifizéiert Mataarbechter rekrutéieren, déi net ënnert de Statut public falen, mä ënner Konditiounen engagéiert ginn, déi fräi zwëschent de Partner verhandelt, also négociéiert ginn. Duerch d'Artikele 5 a 6 vum 1992er Gesetz ginn d'organisatiounsintern Strukturen definéiert a besonnesch d'Attributioun vum Conseil d'administration a vum Comité de direction festgeluecht. Deen Éischten huet d'Missioun d'Politique générale ze bestëmmen, ze iwwerwaachen, ze autoriséieren, deen Zweeten huet d'Funktions fir d'Entreprise ze dirigéieren.

Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen, wéi mir alle-



**Chambre
des Députés**

L U X E M B O U R G

Chamber TV

**weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

•
Zu Esch

um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

guerte wëssen, gesinn d'Gesetzer an d'Reglementer iwwert de Fonctionnaire an iwwert d'Statsbeamten, wéi och déi kollektivvertraglech Bestëmmunge vun de Statsaarbechter verschidden administrativ Akter vir. Et si verschidden Dispositionen, déi nëmme kënnen de Grand-Duc, d'Regierung oder d'Ministeren exekutieren, an am Gesetz vun 1992 gouf festgehalen, dass d'Ausféierung vum Statut vum öffentlechen Déngscht vun der Direktioun vun der Post iwwerholl gëtt.

Den Artikel 6 definéiert, dass et de Comité de direction vun der Post ass, deen d'Aufgab huet d'Entreprise ze dirigieren. Nom Artikel 24 Paragraph 2 vun deemselwechte Gesetz ass et de Comité de direction, dee sech ëm déi intern Ëmsetzung vum Statut vum öffentlechen Déngscht ze këmmern huet. All administrativ Akten iwwer Personal vun der Post leien a senger Kompetenz.

Ausserdeem huet hien de Pouvoir de nomination; dat heescht, hien trëfft d'Entscheidungungen d'Statsbeamten an d'Fonctionnaires ze nominieren, an dat no de Bestëmmunge vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Statsbeamten. D'Ausféierung vum Statut vun der Fonction publique fir d'Postpersonal gouf deemno un de Comité directeur delegéiert. Dat war dat, wat deemools 1992 virgesi war an ofgemaach ginn ass.

Wat awer elo aner Entscheidungungen iwwert de Recrutement, d'Modalitéiten an d'Admission vum Stage, esouwéi d'Ausrichtung vun der Formation professionnelle betrëfft, esou ass d'Formulatioun vum Text vun den Artikelen 6 a 24 net ganz kloer, an et gouf verschidde Jurisprudenzen - den Alex Bodry huet et scho gesot - dofir geholl, déi eis obligéieren dat ze änneren. Mä dass dës Décisionen ënnert de Kompetenzberäich vun der Regierung falen, ass dat gutt bei enger Entreprise, déi net ee privatrechtliche Statut huet, mä déi no privatrechtliche Kritäre soll schaffen?

Am Fall vun der Entreprise vun der Post ass et esou, dass elo de Comité de direction d'Autoritéit vun der Nomination ass, awer en huet keen Afloss op d'Prozedur vum Recrutement, der Ausrichtung vum Stage an och vun der Formation professionnelle. Dat ass natierlech eng onglécklech Situatioun fir d'Post, déi sech Dag fir Dag der internationaler Konkurrenz muss stellen, an deemno ganz genau weess, wéi ee Personal si recrutéiere muss fir kompetitiv ze bleiwen, an dat awer elo net ka maachen, well dee Choix net méi bei hir läit.

Madame Presidentin, fir dës Problematik entgéintzesteieren, stëmmen mir haut de Mëtteg dëse Gesetzesprojet, dee virgesäit d'Kompetenze vum Comité de direction ze komplettieren an ze erwidern. Verschidden administrativ Akter an der Décision d'exécution, déi am Kader vum Gesetz a Règlementer iwwert d'Fonctionnaires a Statsbeamten esou wéi iwwert de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter ze huele sinn, gi fir d'Personal vun der Post dem Comité de direction vun der Post zugedeelt. Prezis heescht dat, dass et de Comité de direction ass, deen zoustänneg ass fir d'Personal vun der Post, d'Dispositionen vun de Gesetzer a Règlementer, déi geholl mussen gi beim Recrutement an och bei der Formation professionnelle.

Déi verschidde Modalitéiten an Dispositionen an dese Beräicher fir d'Personal vun der Entreprise des Postes et Télécommunications ginn duerch groussherzoglech Règlementer prezisiéiert, an zwar a Konformitéit mat den Dispositionen vum Statut général des fonctionnaires de l'État.

Net nëmme d'Décision am Kader vum Recrutement oder dem Accès an de Stage ginn dem Comité directeur zugedeelt, och

d'Ausféierung vum Gesetz am Beräich vun der Fixatioun vun de Carrières, der Unzuel vun den Aarbechtsplazen an deene verschidde Carrières an Designatiounen vun den Aarbechtsplaze vum Cadre fermé an och vun de Postes hors cadre, ginn un dee Comité directeur delegéiert.

All dës Ännerunge wäerten et der Entreprise des Postes et Télécommunications an Zukunft erlabe méi flexibel an hirem eegenen Intérêt agieren ze kënnen an an engem konkurrenzbetounte Marché kompetitiv ze bleiwen. Ee Beispill, de Marché vun der Telekommunikatioun ass a stänneger Bewegung. Et vergi seele méi wéi e puer Méint bis nei Technologien sech um Marché duerchsetzen. Ob dat elo an deene leschten zwee Joer dat enormt Opkomme vum DSL war, oder an Zukunft deen neie mobile Funkstandard UMTS, eis Post muss ëmmer op der Héicht vun den Technologieën sinn an deementsprechend Personal hunn, dat sech mat dësen Technologieën beschte auskennt.

Duerch dës nei Dispositionen kann d'Post elo geziilt qualifizéiert Mitarbeiter recrutieren oder adaptéiert Formationen ubidden, déi hire Bedierfnisse Rechnung droen; dat heescht eegen Décisionen huelen ouni mussen iwwert de Pouvoir exécutif ze fueren.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, deen aneren Objekt vum Gesetzesprojet ass d'Schaffung vun engem onofhängege Régime disciplinaire fir d'Entreprise vun der Post.

D'Post ass eng Entreprise, déi Dag fir Dag muss oppassen, dass hire Post-, Telekommunikations-, an dat gëtt oft vergiess - Banksecret geschützt ass. An der Zäit ass et der Post gelongen duerch eng intern Disziplinarprozedur hiert Personal effektiv ze kontrollieren. Duerch d'A-Kraaft-Triede vum Gesetz vun 19. Mee 2003 iwwert de Statut général vum Fonctionnaire, huet d'Post dëse Pouvoir disciplinaire verluer an de Comité directeur konnt dat net méi maachen. Dëse Pouvoir gouf un e Regierungscommissaire transféréiert, dee mat der Instruction disciplinaire chargéiert gouf. Ausserdeem ass och nach ee Conseil de discipline agesat ginn, deen all Entscheidungspouvoir besetzt.

Dësen Transfer huet mat sech bruecht, dass de Comité directeur net méi déi néideg Mëttelen hat, fir eegestänneg Entscheedungen an Disziplinarfroe kënnen ze treffen. Et ass schwierig an dëser Situatioun festzhalen, well d'Responsabilitéit bei der Post läit, awer den Entscheidungspouvoir vun enger anerer staatlecher Verwaltung ofhänkt.

Fir dass de Pouvoir disciplinaire erëm an d'Hänn vun der Post soll kommen, huet den initiale Gesetzesprojet virgesinn, ee Régime disciplinaire commun fir all Mataarbechter vun der Post ze schaffen, dee souwuel fir d'Statsbeamten, d'Privatbeamten an d'Aarbechter géif zielen. De Statsrot war a sengem Avis géint dës Measure, fir dat ganz Personal vun der Post - dat heescht och déi Leit, déi ënnert dem Privatstatut engagéiert ginn - engem Régime disciplinaire ze ënnerwerfen, dee sech op de Modell baséiert wéi en an der Fonction publique üblech ass. Dëst hätt zur Konsequenz gehat, dass fir d'Privatbeamten Disziplinarstrofe kéinte geholl gi wéi an der Fonction publique, an datselwecht gëllt fir d'Aarbechter.

Elo bleift et awer, dass et eischtens bei de Statsbeamten de Régime ass iwwert dee mir elo grad geschwat hunn, bei de Privatbeamten d'Gesetz vun 1989 a bei den Aarbechter d'Ofmaachung am Statsaarbechterkollektivvertrag, no deem déi Aarbechter, déi bei der Post sinn, bezuelt ginn.

D'Kommissioun huet do och schlussendlech decidéiert, dass

d'Dispositionen vum neie Régime disciplinaire sech nëmme op d'Fonctionnaire bezéien, déi bei der Post engagéiert sinn. Och wann de Statsrot sech net negativ géint dës Propositionen geäussert huet, sou gëtt en dach och mat Recht ze bedenken, dass et net gutt ass, wann an engem Betrib ënnerschiddlech Disziplinarprozeduren zur Uwendung kommen. Esou laang et awer e puer Statute bei der Post gëtt, muss ee sech och un d'Ofmaachung, déi d'Gewerkschafte mat der Direktioun a mat deenen zoustänneger Stelle gemaach hunn, halen, an och deementsprechend déi Regimer esou berücksichtegen an esou behandeln.

Och wann dat Ganzt elo net „das Ei des Kolumbus“ ass, esou ass dat hei déi beschte Léisung am Interesse vum Personal, wat bei der Post schafft, an et ass och déi beschte Léisung am Intérêt vun enger kompetitiver Entreprise des Postes et Télécommunications.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech heimadder d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen lech Merci.

Mme le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP). - Merci, Madame Presidentin. Well ech selwer den Dépôt vun dësem Text gemaach hunn als zoustänneger Minister, a well de Rapporteur dee ganze Projet mat den Amendementen op eng magistral Aart a Weis der Chamber ausernee geluecht huet, mengen ech, dass ech elo net fir d'drëtt misst soen, wat den Inhalt vun dësem Projet ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt lech just soen, dass d'Demokratesch Partei selbstverständlech wäert hiren Accord zu dësem Projet ginn, deen si selwer initiéiert hat. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass et um Här Kox.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci an ech schlësse mech mengem Virriedner un. Ech mengen, déi exzellent...

(Nuisances sonores)

Mäi Mikro ass e bësse futti.

...mä och deenen zwee Rapporteur praktesch vu vir drun, déi hunn dat jo alles en long et en large erkläert - ech menge mäi Mikro ass futti.

M. le Président. - Schalt en aus, Här Kox, mir héieren lech awer.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Da schwätzen ech méi haart, also och ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Mir sollten do derfir stëmmen.

Merci.

M. le Président. - Très bien. Merci, Här Kox. Dann hu mer nach als leschte Riedner den honorablen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, ech wäert mech och hidden de ganze Projet nach eng Keier vu vir bis hannen erduerchezehuelen. Ech wëll dem Rapporteur trotzdem Merci soen. En huet ganz explizit hei d'Problematik duergeluecht.

Dee Projet, dee mer de Mëtteg hei hunn, ass kee Projet, deen e fundamentale Changement bréngt, mä et ass eigentlech e Reparaturprojet

oder e Projet, deen dat ausbessert, wat initialement net komplett genuch war, loosse mer emol esou soen.

Wéi den 9. Juli '92 dee Projet hei gestëmmt ginn ass, hunn d'CSV, d'LSAP an d'DP e gestëmmt, meng Fraktioun huet deemools dergéint gestëmmt. An ech mengen, d'Entwécklung, an do sinn ech anerer Meenung wéi meng Virriedner, huet gewisen, dass mir Recht haten.

Eng Entreprise wéi d'Post, déi sech laut EU-Recht an engem liberaliséierte Maart muss behaupten, awer an hire Strukturen, respektiv dem Statut vun hirem Personal - a mir hunn d'Zuele gesinn -, dem allergréissten Deel vun hirem Personal no, weider e Statsbetrieb ass a bleift, dat ass eng Zwittersituatioun, déi à la longue net gesond ass an déi och, wéinstens zum Deel, à l'origine vun deene Problemer ass, déi mer haut solle léisen.

D'Chambre de Commerce war deemools och guer net mat der Ausrichtung vun deem Projet d'accord. Si huet an hirem Avis geschriwwen: «La Chambre de Commerce se demande comment on peut parler sérieusement d'un établissement autonome nommé 'entreprise', lorsque sur douze membres effectifs du Conseil d'administration six représentent l'État et sont nommés par le Gouvernement et que le président du Conseil, désigné par le Gouvernement, dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix.» Also e Statsbetrieb. An dann: «En réalité, une fois de plus, il manque le courage pour s'attaquer à ce qui dans notre pays s'appelle 'droit acquis'.»

Dat ass och e bëssen den Hannergrond, woufir deemools net mat e bësse méi Courage dru gaange ginn ass.

Och de Conseil d'État war deemools mat där Ausrichtung net d'accord. Ech wëll och do en Zitat huelen: «Pour sa part, le Conseil d'État (...) ne saurait dans cette logique approuver que soit maintenu, d'une façon absolue, irréversible et invariable» - an dat erliewe mer jo elo erëm - «le statut de fonctionnaire public au profit du personnel de l'entreprise des postes et télécommunications. Dès lors, si le Conseil d'État approuve que les droits tant des agents en activité que de ceux qui sont à la retraite ne soient pas affectés par la réforme des postes et télécommunications,» - do ware mer eis all doriwuer eens - «il estime en revanche que cette situation ne devrait pas se perpétuer, les futurs agents des postes et télécommunications, après la restructuration de cette entreprise, ne pouvant à aucun titre invoquer pour eux le maintien de droits qu'ils n'ont pas acquis.»

Mäi Kollege Gibéryen, deen deemools zum Projet geschwat huet, huet och deemools mam Fanger dodrop gewisen an huet gesot, mir mussen wëssen, dass mer dann awer zwou Klasse vu Leit op der Post kréien, wou haut de Mëtteg gesot ginn ass, dass een dat onbedéngt misst vermeiden. D'Gefor ass reell do, dass déi op engem aneren Niveau kënnen an d'Post erakommen.

Zu dësem Projet seet de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire: «En limitant la procédure disciplinaire prévue dans la loi aux seuls fonctionnaires et employés de l'État au service de l'entreprise, le projet de loi, tout en obéissant aux considérations juridiques à la base de l'avis récent du Conseil d'État, consolide néanmoins la disparité entre les deux régimes dans une même entreprise, ce qui n'est également guère satisfaisant à la longue.»

Här President, ech hunn déi Zitater hei geholl fir ze weisen, dass mer mat eiser Logik net esou falsch leien. Ech wëll och soen, dass mer eis Meenung zënterhier net geän-

nert hunn. Mir sinn der Meenung, dass een déi, déi am Statut waren, hätt sollen am Statut dra loosse, dat awer auslaffe loosse, awer alleguer déi Nei am private Statut hätt sollen astellen, mat alle Constraints, déi dat natierlech och mat sech bruecht hätt. D'Problematik wär awer opgedaucht, dat erkenne mer ganz gären un.

Et muss een och drop hiweisen, dass d'Pensionsreform - déi ëmstridden - iwwregens och no dësem Prinzip virgeholl ginn ass, nämlech dass déi, déi nei an de Statsdéngscht erakommen, och an den neie Régime kommen.

Dat wat mer haut maachen ass eng Korrektur, dat ass de Problem erëm eng Keier no hanner verlagert. Mir sinn der Meenung, dass een iergendwann eng Keier scho wäert erëm drop zrëckkommen an dat do maachen. Mir wäeren haut schon 13 Joer, an dat ass praktesch den Drëttel vun enger normaler Carrière, méi wäit, wann dat deemools gemaach gi wär.

D'Geleeënheet gëtt och dës Keier erëm verpasst, fir dat ze maachen. Dofir kënnen mir aus deene fundamentalen Erwägungen eraus dësem Projet eis Zoustëmmung net ginn. Well awer, wéi ech elo grad gesot hunn, de Problem vun deenen zwee Statuter niewenteneen, an déi Problemer, déi sech doraus erginn hunn, an der Praxis och hätt misse geléist ginn, stëmme mer net dergéint. Dat heescht, mir wäerten eis enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss an da kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Här President, Merci.

Ech wëll mech entschëllegen, dass ech e bëssen ze spéit war, mä zu Bréssel huet eng Direktiv, déi, mengen ech, där Chamber hei um Häerz läit, eng nei Nues kritt, nämlech déi iwwert d'Servicer, an ech si leider net fortkomm. Den zoustänneger Commissaire mécht sech Suergen, wéi dann elo de Conseil dorop reagéiert e Méindeg, an dofir entschëllegt mech, wann ech e puer Minutten ze spéit war.

Ech hunn awer vollt Vertrauen, a mäi Vertrauen, hunn ech gemierkt, war och richteg placéiert, a mäi Kollege Alex Bodry, als Rapporteur, huet, wéi Dir an och anerer et schon ugedeit hunn, am Detail u sech dee Projet hei duergeluecht, dee kee fundamentale Changement mat sech bréngt an der Ausrichtung. Déi Leit, déi sech dozou geäussert hunn, mengen ech, hunn och keng weider Kritik, mat Ausnahm vum leschte Riedner vläicht, gëlle gelooss.

An dofir mengen ech och, bei där grousser Eintracht hei, an denken, dass Der och net nach eng Keier wëllt héieren, wat alles an deem Projet ass, nodeem dass de Marc Spautz an den Alex Bodry dat gemaach hunn, géing ech lech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi Der op dësem Dossier gewisen hutt. Deen Dossier, deen u sech als Projet de loi vun der viregter Regierung deponéiert ginn ass, do wier ech frou wann Der dee massiv géingt stëmmen, an ech ginn dovun aus, dass dat dann och de Fall ass.

Här President, Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir sinn net béis, dass Der ee Moment ze spéit komm sidd. Mir hätten lech och entschëllegt, wann Der zu Bréssel zrëckgehele gi wäert. Wësst Der, d'Madame Modert huet haut de Mëtten d'ganz Regierung vertrauden a se huet dat esou gutt gemaach, dass et eis emol net opgefall war, dass déi aner net hei waren. Esou dass et...

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu scho bal gestéiert, wann ech richteg verstinn.

M. le Président. - Nee, nee, nee. Mir sinn ëmmer frou, Här Minister, wann Der bei eis kommt.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5340 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 5 Absten-tiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Michel Wolter), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marcel Sauber), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Cláudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 15. Mäerz um dräi Auer. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.42 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 207

Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes page 207

5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics;

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz;

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

et

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain page 207

Rôle des affaires page 207

Ordre du jour pages 207-208

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 208

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 209

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 209

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1) page 209

5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M pages 210-216

5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:

- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, pages 216-218

- du code d'instruction criminelle

5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003 pages 218-220

Communications pages 220-221

Rôle des affaires page 221

Composition des commissions parlementaires page 221

Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch pages 221-222

Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises pages 222-225

Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus» pages 225-226

5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht pages 226-229

5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

et

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003 pages 229-232

Communications page 232

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“ pages 232-236

5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal pages 236-239

Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes page 239

Demandes en naturalisation pages 239-240

Ordre du jour page 240

Communications page 240

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables pages 240-243

5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003;

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

et

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale pages 243-244

5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004 pages 244-245

5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA page 245

5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003 pages 245-246

5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003 page 246

5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé pages 246-251

5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures pages 251-253

5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992 pages 253-254

5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications pages 254-257

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 6 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0150	M. Xavier Bettel	Attribution du permis de travail aux chercheurs étrangers
0155 cf. 0246	Mme Anne Brasseur	Implantation d'une deuxième École européenne à Mamer
0162	M. Jean-Pierre Koepf	Reconstitution de la route nationale 27 entre Michelau et Erpeldange
0163	M. Marc Angel	Installation provisoire d'un centre d'accueil pour réfugiés à Marienthal
0183	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Carrefour dangereux à la hauteur de Consdorf et Bech
0185	M. Jacques-Yves Henckes	L'État luxembourgeois en tant que locataire
0196	M. Ali Kaes M. Marco Schank	Avenir de la ligne ferroviaire "Rivage - Gouvy - Luxembourg" respectivement "Luxembourg - Liège"
0198	M. Marco Schank	Instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden
0202	M. Robert Mehlen	Régime d'aides concernant la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel
0204 cf. 0232	M. Ben Fayot	Adaptation du statut général des fonctionnaires
0206	M. Xavier Bettel	Mise en place d'une Centrale de mobilité
0207	M. Ali Kaes M. Marco Schank M. Jean-Paul Schaaf	Amélioration de la sécurité du contournement d'Ettelbruck
0209	Mme Claudia Dall'Agnol	Alimentation des personnes âgées
0211	M. Marcel Oberweis	Suppression de plusieurs passages à niveau sur le réseau ferroviaire luxembourgeois
0214	M. Jacques-Yves Henckes	Médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie
0215	Mme Lydie Err	Passeport pour étrangers
0216	M. Jacques-Yves Henckes	High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle
0217	M. Camille Gira	Régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables
0219	M. Camille Gira	Primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz
0220	M. Robert Mehlen	Prisonniers de guerre de Tambow
0221	M. Xavier Bettel	Situation des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la législation précédente
0222	M. Robert Mehlen	Marque nationale du vin luxembourgeois
0223	Mme Viviane Loschetter	Les études et la profession de l'éducateur gradué
0224	M. Xavier Bettel	Situation actuelle au Centre hospitalier neuropsychiatrique
0225	M. Jean Huss	Stratégie européenne en matière d'environnement et de santé: mesures concrètes du Luxembourg
0226	M. Gast Gibéryen	Cotisation à charge des sociétés
0229	M. Emile Calmes	Système de subventionnement de certaines dépenses communales
0230	M. Emile Calmes	Réglementation communale d'urbanisme relative à l'installation de panneaux solaires

Question 0150 (28.10.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'attribution du permis de travail aux chercheurs étrangers:

L'éditorial de la plus récente édition du «Merkur», organe officiel de la Chambre de Commerce, fait apparaître l'élimination d'obstacles dans l'attribution de permis de travail et de séjour pour chercheurs étrangers comme une des conditions préalables pour faire du Luxembourg un lieu de rencontre entre chercheurs et un «havre de recherche».

Cette réflexion m'inspire à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi qui est également Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis exprimé dans ledit éditorial?

- Monsieur le Ministre voudra me renseigner sur le nombre de permis de travail délivrés et refusés pour des travailleurs originaires de pays tiers et des nouveaux pays de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004.

- Combien de demandes émanant de chercheurs étrangers ont été enregistrées, accordées et refusées depuis cette date?

- Quelles sont les motivations entraînant un refus du permis de travail pour un chercheur?

- Enfin, quelle est actuellement la durée moyenne de la procédure pour l'attribution d'un permis de travail à un chercheur étranger?

Réponse (20.1.2005) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

En se référant à la stratégie dite de Lisbonne visant à faire de l'Europe jusqu'en 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde», l'auteur de l'éditorial visé indique les conditions nécessaires afin de répondre sur le plan national à cet objectif. Tout en rappelant que l'action politique doit se concrétiser dans une multitude de domaines d'intervention, il se concentre dans son analyse sur l'apport possible de la recherche en la matière et définit les conditions préalables et démarches nécessaires, selon lui, pour que cet apport se réalise.

Il est évident que l'objectif ambitieux de Lisbonne ne pourra être atteint que si nous disposons des ressources humaines hautement qualifiées en nombre suffisant. Selon l'analyse de la Commission, l'Europe aura besoin d'ici 2010 de 700.000 chercheurs supplémentaires et à elle seule elle ne sera pas à même de répondre à ce besoin; elle devra donc s'ouvrir vers l'extérieur en vue d'attirer et de retenir en Europe les chercheurs les plus talentueux du monde entier. Ce constat vaut a fortiori pour le Grand-Duché.

Il n'existe pas de statistiques sur le nombre des demandes de permis de travail introduites pour chercheurs ressortissants d'un pays tiers. En effet, ces personnes, jusqu'à maintenant soumises à l'obli-

gation d'un permis de travail, figurent dans les statistiques parmi celles ressortissantes d'un pays tiers sollicitant un permis de travail pour accéder au marché de l'emploi luxembourgeois. Par ailleurs les entreprises introduisent leurs demandes sans spécifier dans la déclaration d'engagement que la personne engagée l'est au titre de sa qualité de chercheur. Ceci va probablement changer suite à la nouvelle directive prévoyant une procédure spéciale pour l'admission de ressortissants de pays tiers aux fins de recherche, directive qui facilite la délivrance de permis de séjour aux chercheurs, alors qu'ils n'auront plus besoin de permis de travail.

Jusqu'à aujourd'hui seuls les organismes de recherches proprement dits font venir, à des intervalles réguliers, des chercheurs sur le territoire luxembourgeois, souvent dans le cadre d'un stage. Sans pouvoir renseigner sur le nombre des permis délivrés à ces stagiaires, nous n'avons pas connaissance d'un refus. La durée normale pour l'obtention d'un permis de travail est de trois mois.

Question 0155 (3.11.2004) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant l'implantation

d'une deuxième École européenne à Mamer:

Le Gouvernement précédent ayant décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et le lauréat du concours d'architectes venant d'être proclamé, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le projet de loi prévoyant la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que le projet de loi afférent sera déposé?

- Enfin, est-ce que les terrains nécessaires ont été acquis?

Question 0246 (13.1.2005) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la construction de l'École européenne Luxembourg II:

Un élément clé pour garantir la présence future des institutions européennes au Grand-Duché de Luxembourg est d'encadrer les fonctionnaires européens de manière adéquate, notamment en ce qui concerne la scolarisation de leurs enfants. L'élargissement de l'Union européenne vient d'accroître la nécessité d'une deuxième école européenne dans notre pays. Étant donné que le Gouvernement précédent avait décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et que le lauréat du concours d'architectes a présenté son projet de construction il y a quelques semaines, les premiers pas dans la bonne direction sont faits. Or, jusqu'au jour où les premiers élèves européens pourront fréquenter la nouvelle enceinte, de nombreux travaux restent à effectuer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des achats des terrains nécessaires pour réaliser la construction de la deuxième école européenne à Mamer?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les délais de l'évolution future du projet de construction en question, notamment en ce qui concerne:

- le dépôt du projet par la Chambre des Députés;

- le commencement définitif des travaux en construction;

- l'achèvement des travaux de construction et la finalisation du bâtiment;

- le début de la première année scolaire dans le nouveau bâtiment?

Réponse commune (28.1.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

Le projet de loi relatif à la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré par les services compétents. Le concours d'architectes a été lancé en juin 2004 et la remise des projets a eu lieu en septembre 2004. La proclamation du lauréat à l'issue de ce concours s'est dégagée lors des dernières séances de délibérations du jury qui se sont tenues les 26 et 27 octobre 2004.

Il y a lieu de noter que le Gouvernement n'a pas encore réussi à acquiescer tous les terrains nécessaires dans le périmètre alors que quelques propriétaires n'ont pas encore accepté à ce jour les conditions de prix.

Dans le cadre de sa politique visant à freiner l'explosion des prix des terrains, le Gouvernement estime nécessaire de ne pas offrir

des montants qui pourraient conduire à la spéculation et à une hausse générale des prix. Il est toutefois entendu que l'offre de l'État constitue une indemnisation juste des propriétaires tenant compte entre autres de la classification des terrains et des prix réellement payés pour des objets similaires dans le passé.

Finalement il est difficile de préciser dès à présent des dates fixes tant pour le dépôt du projet de loi que pour le début de la construction étant donné que celles-ci dépendent des délais nécessaires aux procédures préalables.

Question 0162 (9.11.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant la reconstitution de la route nationale 27 entre Michelau et Erpeldange:

Bei der Exploitatioun vun der Steekaul Schou-Walch tëschent Mëchela an Ierpeldeng ass et de 6. Juli 1997, längs der Nationalstrooss 27, zu engem Äerdrutsch komm, bei deem eng ganz Rei vun dëcke Fielsbrocken op d'Strooss gefall sinn. Opgrond vun dësem Tëschefall ass de 7. Juli 1997 duerch den zoustännege Minister d'Steekaul zougemaach an d'Strooss gespaart ginn.

Verschidden Expertisë goufen an der Suite gemaach a fir d'Fréijoer 2002 sollt mat den Opraumarbechten ugefaange ginn; esou ze liesen an enger Äntwert vum 9. August 2001 vum zoustännege Minister op eng parlamentaresch Ufro N°1143 mat Datum vum 15. Mee 2001 (cf. compte rendu N°20/2000-2001). Bis haut hunn dës Aarbechten awer nach net ugefaangen.

Des Weideren hat de Bauteuminister am Januar 2001 en Affekt beoptraagt fir d'Käschten, déi dem Stat bis elo duerch dësen Tëschefall entstane sinn, bei der Bedriewerfirma vun der betroffener Steekaul anzekloen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat ass bis elo nach net mat dësen Opraumarbechten ugefaange ginn?

2) Besteet e konkreten Zäitplang fir wéini dës Aarbechte sollen an Ugrëff geholl an ofgeschloss ginn?

3) Wéi héich sinn d'Käschten, déi dem Stat bis elo duerch dësen Äerdrutsch entstane sinn, a wou ass déi betreffend Gerichtsaffär fir d'Reckerstattung vun dëse Käschten drun?

Réponse (20.1.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

1) D'Opraumarbechte konnte bis elo nach net ugefaange ginn, well den Terrain net dem Stat gehéiert. Den Terrain gehéiert dem Entrepreneur, mä deen ass virun drai Joer Faillite gaangen.

2) Et besteet de Moment nach keen neien Zäitplang wat d'Duerchféierung vun den Aarbechten ugeet, well fir d'éischt muss gekläert ginn, wat fir eng Aarbechte genau sollen duerchgefouert ginn. Dofir leeft elo eng Etüd, déi soll vergläichen, ob et méi bëlle géif ginn d'Carrière an d'Rei ze setzen duerch d'Ofdroe vum gerutschte Material an dem Stabiliséiere vum ganze Site, oder déi momentan Émleedung mat deenen zwou provisoiresche Brécken an eng définitiv Ännerung vum Tracé mat zwou neie Brécken ëmzewandelen.

3) D'Käschten, déi dem Stat duerch deen Äerdrutsch enstane sinn, belafe sech op iwwer 30.000.000 al Lëtzebuerger Franken. Duerch d'Faillite vun der betreffender Entreprise den 3. Juli 2001 war et dem Stat net méi méig-

lech, d'Réckerstattung vun deene virgenannten entstanene Käschte gerichtlech anzekloen.

Question 0163 (9.11.2004) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant l'installation provisoire d'un centre d'accueil pour réfugiés à Marienthal:

Est-il vrai que des unités modulaires provisoires pour réfugiés sont prévues à l'emplacement d'une ancienne terrasse des jardins historiques du Marienthal (actuellement pré de pâturage et verger abandonné qui fait partie d'une zone habitat et qui a été classé à titre de monument historique)?

Dans l'affirmative, qu'en est-il de l'autorisation préalable de la part du Ministère de la Culture et de celle du Ministère de l'Environnement eu égard au fait qu'une étude d'impact doit être réalisée au niveau des zones habitat?

Étant donné que le site projeté pour l'installation provisoire du centre d'accueil pour réfugiés est isolé par un cran boisé épais et qu'il ne bénéficie d'aucune isolation directe au cours des mois d'hiver (fin octobre - début mars), ne serait-il pas plus opportun d'envisager un site plus accueillant et plus salubre, moins isolé et moins sensible du point de vue de son éminent intérêt écologique, archéologique, historique et esthétique à l'intérieur de la même commune de Tuntange ou, le cas échéant, à l'intérieur des communes faisant partie du projet Leader „Äischdall Plus" pour la revalorisation de la Vallée de l'Eisch?

Dans ce contexte quelles sont les initiatives concrètes et les projets envisagés par le Gouvernement pour sauver et revaloriser l'extraordinaire patrimoine culturel et naturel de Marienthal, Ansembourg et Hollenfels?

Réponse commune (20.1.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Il est vrai que le Ministère de la Famille et de l'Intégration prévoit l'implantation d'unités modulaires pour demandeurs d'asile à Marienthal sur la terrasse historique située près de l'ancien chemin de Mersch et surplombant les bâtiments conventuels sécularisés en 1783. Le plan dressé par le géomètre Vesqué quelques années après la suppression du monastère montre que le plateau artificiel faisait partie des jardins des religieuses.

Du point de vue historique et archéologique l'endroit présente incontestablement un grand intérêt. Voilà pourquoi l'ensemble du site de Marienthal a été classé monument national le 13 septembre 2002. Le 21 mai 2004, Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a néanmoins donné son accord pour le projet.

En effet le Gouvernement tient à développer des infrastructures d'accueil pour demandeurs d'asile. Malheureusement les communes intéressées sont très rares. D'aucuns mettent bien entendu en avant toute sorte d'arguments, certainement justifiés, tendant à éviter la création de tels centres.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration tient à insister sur le fait qu'il s'agit d'unités modulaires démontables qui seront disposées sur le site de telle manière à ce que cette ancienne terrasse des jardins historiques reste intacte.

Monsieur le Député signale à juste titre «l'extraordinaire patrimoine culturel et naturel de Marienthal, Ansembourg et Hollenfels». Ce patrimoine est en plus situé dans une des plus belles régions du Luxem-

bourg dont les visiteurs tant étrangers qu'autochtones n'ont cessé de faire l'éloge depuis le 19^e siècle. Or, les monuments qui y sont implantés présentent en grande partie un aspect désolant et abandonné. Faute de crédits suffisants, le Ministère de la Culture a dû se contenter jusqu'à présent d'intervenir d'une manière ponctuelle pour des travaux de première urgence, par exemple pour des ponts historiques ou des toitures en train de s'écrouler. Il a pu subventionner des travaux de conservation entrepris par des propriétaires privés, notamment à Ansembourg. Le jardin du grand château, accessible au public, est un monument historique unique sur le plan national et grâce à l'initiative privée il a pu retrouver une partie de sa splendeur.

Un autre propriétaire privé, détenteur d'un fonds d'archives de la plus haute importance et d'une bibliothèque ancienne plus que remarquable, est disposé à mettre ces biens à la disposition de la nation dans le cadre d'une fondation à condition que l'État aménage sur place les lieux indispensables à leur conservation et à leur consultation. Jusqu'à présent il n'a malheureusement pas été possible de trouver un accord.

Question 0183 (18.11.2004) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le carrefour dangereux à la hauteur de Consdorf et Bech:

Il n'est pas nouveau que la E27 reliant Luxembourg à Echternach génère un trafic quotidien énorme en provenance et vers les communes des cantons de l'Est du Luxembourg et de la région allemande aux abords de la frontière germano-luxembourgeoise. Un carrefour particulièrement dangereux est celui à hauteur de Consdorf et de Bech où de nombreux accidents ont eu lieu et continuent à avoir lieu avec issue souvent mortelle, ce qui relance toujours le débat autour d'un éventuel tunnel en dessous du carrefour afin de désamorcer les risques d'accidents potentiels. Ce sont surtout les habitants de la région qui sont particulièrement préoccupés par cette situation.

Pour ces raisons j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que vous voyez un moyen pour établir un tunnel au carrefour précité?

- En cas de réponse négative, quels sont les moyens à pouvoir être mis en œuvre pour réduire les risques d'accidents à cet endroit dangereux?

Réponse (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Le carrefour de la route d'Echternach (N11) avec la route assurant la liaison entre Bech et Consdorf (CR137) est connu comme point noir du fait que les usagers venant de Bech ou de Consdorf pour s'insérer dans la route N11 ou pour traverser cette route ont du mal à apprécier correctement la vitesse des voitures circulant sur la route principale. Ce problème peut uniquement être résolu à l'aide d'un carrefour dénivelé.

Quatre solutions ont été élaborées et sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées la préférence a été donnée à la variante prévoyant un échangeur dénivelé réalisé sous forme d'un passage souterrain du CR137 sous la N11 et son raccordement à la N11 à l'aide de rampes hollandaises disposées en losange. En date du 25 mai 2004 Madame la Ministre des Travaux publics a demandé que soient entamées les études d'exécution pour cette variante la moins dévoratrice en terrains vierges.

Question 0185 (22.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant l'État luxembourgeois en tant que locataire:

An der Froestonn un d'Regierung vum 16. November 2004 wor vum Här Innenminister gewuer ze ginn, datt 80.000 m² Wunnengen an der Stad Lëtzebuerg als Büro genotzt ginn. Dës Mëssuechtung vum Wunnraum ass bedauerlech a wërf sécherlech eng ganz Rei vu Froen op. Besonnesch schlëmm ass dobäi d'Tatsaach, datt de lëtzebuergesche Stat zu de gréisste Locatairë gehéiert déi Wunnraum als Büro benotzen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill m² Büro si vum lëtzebuergesche Stat, an dozou gehéieren all öffentlech Verwaltungen, Ministère, Etablissements publics, Gesellschaften vum öffentleche Recht, um private Sektor gelount?

2) Wéi vill Wunnhaiser a privat Appartementer ginn esou dem Wunnengsmarché hei am Land entzunn?

3) Wéi vill Wunnhaiser a privat Appartementer huet de Stat kaf fir se fir Bürozwecker ze notzen?

Réponse (21.2.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

1. L'État a loué pour les différents services étatiques dans tout le pays 275.025 m² de bureaux et autres objets immobiliers.

À Luxembourg-ville, la Commission des Loyers gérait au 31.12.2004 118 adresses avec une surface totale de 199.506 m². Les surfaces louées se trouvent dans des immeubles de bureaux ou dans des immeubles mixtes qui, selon le Plan Général d'Aménagement de la Ville de Luxembourg, se trouvent dans des zones où ces activités de bureaux sont permises à l'exception de 6 adresses représentant 1.581,34 m².

2. Vu la pénurie en surfaces de bureaux disponibles dans les années 80 et 90, l'État a été obligé de prendre en location des surfaces destinées initialement à l'habitation et transformées en bureaux par les propriétaires. Dans le contexte de la politique domaniale du gouvernement, un des objectifs de la Commission des Loyers consiste notamment à abandonner les locaux susceptibles de servir à l'habitation, objectif que la Commission a poursuivi continuellement dans la dernière décennie par le relogement et le regroupement des services étatiques concernés. Après 1996, aucun nouveau contrat n'a été établi à Luxembourg-ville pour la location d'un immeuble qui avait servi d'habitation avant la conclusion du contrat de bail.

En ce qui concerne d'autres immeubles sis dans des zones d'habitation, les surfaces louées se trouvent dans des immeubles pour lesquelles la Ville de Luxembourg a établi une autorisation pour l'aménagement de bureaux.

3. À partir de 1996, l'État n'a procédé à Luxembourg-ville à aucune acquisition d'immeubles destinés à l'habitation pour les transformer en bureaux dans l'intention d'y loger des services étatiques.

Question 0196 (30.11.2004) de **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** (CSV) concernant l'avenir de la ligne ferroviaire „Rivage - Gouvy - Luxembourg" respectivement „Luxembourg - Liège“:

Selon des informations contenues dans un article du 8 septembre 2004 du journal quotidien belge „Le Soir", il est prévu de fermer à partir de 2006 pour le trafic voyageur un certain nombre de lignes ferroviaires non rentables dans la Province du Luxembourg, dont notamment la liaison «Rivage - Gouvy - Luxembourg». À rappeler dans ce contexte que le Gouvernement luxembourgeois a participé au financement du projet d'électrification de cette ligne qui a été finalisé en mai 2000. Une telle décision de fermeture aurait certainement des conséquences négatives pour la liaison «Liège - Luxembourg» ce qui pourrait mettre en cause l'avenir de la ligne de chemin de fer du nord de notre pays.

La suppression éventuelle de cette liaison vers la Belgique va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'assurer un raccordement approprié de notre pays à l'arrêt du TGV Nord à Liège, la ligne „Luxembourg - Liège" servant de ligne d'apport.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de discussions quelconques au sein de la SNCB concernant la disparition du transport des voyageurs sur la ligne ferroviaire «Rivage - Gouvy - Luxembourg»?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous dire s'il entend intervenir auprès de la SNCB?

- Quelles pourraient être les répercussions d'une telle décision pour la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois?

Réponse (20.1.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Comme Messieurs les Députés le relèvent à juste titre, la SNCB envisage de ramener, le cas échéant, dès 2006 son tronçon de la liaison ferroviaire internationale «Luxembourg - Liège» au statut de chemin de fer «deuxième catégorie». J'ai invité les CFL de me faire connaître l'état d'avancement du dossier en ce qui concerne leurs pourparlers avec la SNCB dans l'optique d'établir un concept d'exploitation conformément aux dispositions du memorandum of understanding.

En effet, le point 5 du memorandum of understanding belgo-luxembourgeois du 20 juin 1991 concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage souligne qu'il y a lieu de réduire dans la mesure du possible le temps de parcours pénalisant entre Luxembourg et Liège tout en invitant la SNCB et les CFL de soumettre un concept d'exploitation commun de cet axe tenant compte notamment

1. de la nécessité de désenclaver la région par rapport aux centres d'activités avec Liège au Nord, Diekirch-Ettelbruck au Centre et Luxembourg au Sud;

2. des potentialités de la ligne pour la mise en valeur touristique des Ardennes; et

3. des potentialités d'une ligne d'apport au TGV-Nord avec un nouvel accès vers l'Allemagne du Nord, et, dans une étape ultérieure, de la possibilité éventuelle d'un entremailage du TGV-Nord et du TGV-Est entre Liège et Metz passant par Luxembourg.

En ce qui concerne le point 3, la proposition initiale de mettre en place trois paires de trains directs sur la ligne 42/43 entre Luxembourg et Liège - Guillemins en correspondance à Liège sur les Thalys à destination de Cologne vers 08.00, 12.00 et 18.00 heures n'avait pas été retenue à l'époque par le groupe de travail commun SNCB/CFL étant donné que la relation «Luxembourg - Cologne» reste plus rapide via Trèves en attendant l'achèvement entre Liège et Cologne des travaux de la ligne à

grande vitesse sur le réseau belge et sur le réseau allemand.

Question 0198 (2.12.2004) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden:

Conformément aux articles 75 et 76 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de vous informer que je désire poser une question à Monsieur le Ministre de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur relative à l'instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden. Un tel projet est en discussion depuis quelques années et s'avère de plus en plus urgent, compte tenu de l'attrait touristique du château. Cependant, différents groupes de visiteurs, de seniors en particulier, renoncent de plus en plus souvent à visiter le château à cause de la mauvaise accessibilité du site due à la non-existence d'un ascenseur.

Dans ce contexte je voudrais savoir:

- Quel est le montant exact des coûts engendrés par l'instauration de l'ascenseur?

- Quel est l'état d'avancement du projet?

- Quand est-ce que les travaux peuvent être entamés?

Réponse (31.1.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Le projet d'un ascenseur à l'intérieur du château de Vianden existe depuis un certain nombre d'années. L'Administration des Bâtiments publics a été chargée de faire établir une étude de faisabilité. Comme le château est un monument classé, cette étude a été transmise pour avis à la Commission des Sites et Monuments nationaux. Dans son rapport la commission soulève un certain nombre de questions liées à la conservation du patrimoine historique.

D'autres questions se posent encore: le projet actuel ne saurait résoudre entièrement le problème des personnes handicapées moteur. L'ascenseur tel que projeté permettra bien l'accès à deux salles du château, la salle des chevaliers et la salle Vic Abens, mais une visite entière du château pour personnes en chaise roulante restera toujours difficile. Cependant l'installation de l'ascenseur faciliterait largement l'accessibilité de ce monument historique, culturel et touristique exceptionnel à des personnes âgées ou ayant des difficultés à se déplacer.

Au vu de ce qui précède et avant de prendre une décision, j'essaierai de trouver, dans la concertation et au plus vite, une solution qui réponde à la double exigence suivante: comment intégrer, tout en respectant la substance historique, un ascenseur et toutes autres aides pour permettre un accès plus facile aux personnes ayant des difficultés de se mouvoir.

Ce n'est que lorsqu'une telle solution aura été trouvée qu'une estimation des coûts et du temps que prendront les travaux pourra être faite.

Question 0202 (3.12.2004) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le régime d'aides concernant la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel:

A leschter Zäit heefe sech d'Kloen iwwert d'Praktike vun der zoustänneger Verwaltung am Zesummenhang mat der Applikatioun vum Primmesystem zu Lëtzebuerg. Et gëtt sech doriwuer beklot, datt Donnéeën an den Deklaratiounen vun de Bauren, déi iwwer Joren als richtig ugesi goufen, op eng kéier

a Fro gestallt géifen. Duerch Korrekturen, déi bis 1999 réckwierkend applizéiert géifen, misste Primmen erëm zréckbezuelt ginn. Besonnesch gétt sech driwwer beklot, datt, ouni datt d'Bauren drop opmierksam gemaach goufen, op eng Kéier Aackerland zu Dauergréngland ëmgestuft gétt, wann Aackerflächen iwwer e puer Joer mat Gras ugeséit waren, mat allen Auswierkungen, déi dat op d'Betriebsféierung an d'Primme-rechter huet.

Duerfir géif ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir mir Oplklärung iwwert dëse Sachverhalt ginn?
2. Wann dat esou ass, wat ass den Hannergrond vun dësem Virgoen?
3. Ass et rechtlech a moralesch an der Rei, fir esou Korrekture réckwierkend ze applizéieren?
4. Ass et rechtlech a moralesch an der Rei, fir Aackerland zu Gréngland ëmzéklasséieren, ouni datt déi Betraffe virdrun ausdrécklech op déi entspreichend Regelung opmierksam gemaach gi sinn?

Réponse (20.1.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. et 2. Dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, applicable depuis 1993, une prime aux cultures arables est octroyée aux producteurs pour les surfaces éligibles à ce régime d'aides. La définition de l'éligibilité exclut les surfaces qui, à la date du 31 décembre 1991, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Sont dès lors inéligibles, entre autres, les terres hors rotation consacrées à la production d'herbages (ensemencés ou naturels) de façon continue entre le 31 décembre 1986 et le 31 décembre 1991.

La prime aux cultures arables est octroyée dans les limites d'une superficie de base nationale de 42.800 ha correspondant à la moyenne de la superficie ensemencée en cultures éligibles au Grand-Duché de Luxembourg entre 1989 et 1991.

Depuis un certain nombre d'années les autorités compétentes constatent une augmentation sensible des surfaces pour lesquelles une prime aux cultures arables est demandée et conduisant à un dépassement de la superficie de base. Ce dépassement se chiffre à: 623 ha soit 1,46% pour 2001, 1.853 ha soit 4,33% pour 2002, 2.153 ha soit 5,03% pour 2003 et 1.315 ha soit 3,07% pour 2004. Ces dépassements ont conduit à une réduction correspondante des primes aux cultures arables pour toutes les superficies déclarées par les producteurs luxembourgeois.

L'éligibilité étant une condition requise pour bénéficier de la prime aux cultures arables, il en découle une obligation claire et nette pour les autorités compétentes de contrôler son respect.

Jusqu'en 2003, les contrôles de l'éligibilité des surfaces déclarées par l'agriculture pour la prime aux cultures arables ont été effectués par des experts du Ministère pour des superficies douteuses et selon des critères ayant trait notamment à la constitution agronomique des superficies en question.

En 2004, des contrôles basés sur une méthode scientifique comportant l'analyse d'images satellite historiques de la période 1986 à 1991 ont été effectués dans une zone au nord du pays. Il s'agit d'une méthode également appliquée dans d'autres Etats membres de l'Union européenne et reconnue par la Commission européenne. La zone choisie correspond à la zone dans laquelle l'augmentation de la surface déclarée en cultures arables est la plus importante depuis l'in-

troduction du régime d'aides aux cultures arables.

3. La réglementation en matière de système de gestion et de contrôle (réglementation horizontale en matière de gestion et le contrôles de différents régimes d'aide) impose aux Etats membres d'effectuer des recalculs en cas de détection d'irrégularités influençant de façon rétroactive le calcul de primes déjà versées et de procéder à la récupération des montants indus. L'obligation de remboursement ne s'applique pas si plus de dix ans se sont écoulés entre la date du paiement de l'aide et celle de la première notification au bénéficiaire, par l'autorité compétente, du caractère indu du paiement reçu. Toutefois, cette période est limitée à quatre ans si le bénéficiaire a agi de bonne foi.

Il en découle clairement que le fait de ne pas avoir contesté auparavant des éléments déclarés par les producteurs ne préjuge en rien des constatations éventuelles ultérieures pouvant donner lieu à une procédure de remboursement.

À ce stade, les procédures administratives de recouvrement concernant les producteurs ayant déclaré des surfaces inéligibles n'ont pas encore été entamées.

4. Il importe de préciser que les contrôles mentionnés ci-avant visent uniquement le contrôle de la condition de l'éligibilité lors duquel les parcelles contrôlées sont déterminées comme éligibles ou inéligibles dans le cadre du régime de prime aux cultures arables. Cette opération ne consiste en aucune manière à un reclassement ex post de terres arables en pâturage permanent et n'a aucun lien avec la notion de pâturage permanent ni dans le cadre du régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel ni dans le cadre du régime de paiement unique et de la conditionnalité.

Concernant l'information donnée aux producteurs, il faut souligner que depuis le début de l'application du régime de prime aux cultures arables les producteurs ont été informés des dispositions réglementaires applicables en matière d'éligibilité des parcelles. Cette information a fait partie des directives ministérielles («Richtlinien») et de la brochure d'information en matière de demandes «surfaces» envoyée annuellement ensemble avec le formulaire de demande «surfaces» aux producteurs.

Question 0204 (3.12.2004) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant **l'adaptation du statut général des fonctionnaires**:

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat prévoit dans son article 31-2 modifié que «peuvent bénéficier d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps (...) soit le fonctionnaire de sexe féminin, soit le fonctionnaire de sexe masculin dont le conjoint a bénéficié d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil (...)».

Or, il résulte du commentaire des articles de la loi susmentionnée que le terme de conjoint vise les seules personnes mariées.

- À l'instar de la nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats et en considération de l'existence d'autres formes de partenariat que le mariage traditionnel, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas opportun d'adapter le statut des fonctionnaires en ce sens?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'un projet de loi devrait être déposé ou est-ce qu'une interprétation différente, respectivement plus large du terme «conjoint» suffira pour accorder les congés sans traite-

ment et à mi-temps aux fonctionnaires de l'Etat?

Question 0232 (4.1.2005) de **Mme Nancy Arendt** (*CSV*) concernant **l'introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat**:

La loi précitée du 9 juillet 2004 impose aux personnes désireuses de déclarer leur partenariat de se présenter personnellement devant l'officier de l'état civil de la commune du lieu de leur domicile ou de leur résidence commun qui recevra cette déclaration. La loi ne prévoit cependant aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire à accorder aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire, ne serait-ce que d'un seul jour, au bénéfice des salariés de droit privé et des fonctionnaires ou employés publics qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse commune (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

La nouvelle loi sur le partenariat est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004. Vu que cette loi constitue une nouveauté importante, le Gouvernement, dans sa déclaration gouvernementale, a retenu qu'il «évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements».

Les questions évoquées par les honorables Députés seront examinées dans le cadre de cette évaluation qui aura lieu après la première année d'application de la nouvelle loi.

Question 0206 (7.12.2004) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant **la mise en place d'une Centrale de mobilité**:

La semaine dernière Monsieur le Ministre des Transports a participé à une des nombreuses tables rondes organisées régulièrement par le Mouvement écologique avec l'objectif de sensibiliser le public pour les avantages de la mise en place d'une Centrale de mobilité pour notre pays.

Face à l'état des travaux très avancé d'un tel projet sous l'autorité de son prédécesseur, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons qui le retiennent pour promouvoir la réalisation d'une Centrale de mobilité dans la ligne tracée par l'ancien Ministre des Transports Henri Grethen?

Est-ce que l'immobilisme dont semblent faire preuve ses services depuis l'été dernier tient, le cas échéant, au refus des CFL d'apporter les structures de renseignement du public qu'ils ont mises en place au cours des dernières années dans la coopération convenue en novembre 2003 entre ces mêmes CFL, la Ville de Luxembourg et le Ministère des Transports?

Quels sont d'ailleurs les investissements en ressources humaines, en locaux, en équipements bureautiques et autres qui ont depuis la

signature de la convention précitée été consentis par les trois partenaires précités?

Dans la mesure où le projet de novembre 2003 est maintenu, reste-t-il acquis que la Centrale de mobilité soit installée au centre-ville au site retenu et réaménagé par la Ville de Luxembourg ou faut-il s'attendre au choix d'un site suite aux commentaires de l'échevin de la Ville ayant participé à la table ronde précitée? Dans la seconde hypothèse quel est le lieu retenu pour ce faire?

Enfin, quelles sont les vues concrètes de Monsieur le Ministre quant à la mise en œuvre concrète de ce projet et l'échéancier suivant lequel il entend y donner suite?

Réponse (20.1.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député souhaite être informé sur l'état d'avancement de la mise en place d'une Centrale de mobilité. La Centrale de mobilité projetée aura entre autres pour mission d'améliorer l'information des usagers, et ceci en ayant recours à une plate-forme Internet, un guichet d'information et un centre d'appels téléphoniques.

La mise en place de structures d'information à la hauteur des attentes du public nécessite un travail de préparation important. L'un des défis majeurs consiste sans nul doute dans la réalisation d'une plate-forme informatique nationale intégrée de consultation des horaires.

Cette plate-forme ne se limitera pas à la mise à disposition de plan d'horaires dits statiques, comme ceux disponibles typiquement aux arrêts de bus sous forme de tableaux. Elle permettra plutôt d'offrir aux usagers des transports publics la possibilité de planifier de manière dynamique et interactive - pour emprunter la terminologie des nouvelles technologies de l'information - des trajets complexes au cas par cas, en fournissant des réponses individualisées, comprenant les changements de modes de transport éventuellement nécessaires.

Comme la réalisation de cette plate-forme requiert l'intégration des horaires de tous les opérateurs (CFL, AVL, RGTR et TICE), la complexité de la tâche impose un travail d'ingénierie soigneux, ceci non seulement pour préserver la possibilité de l'extensibilité de la plate-forme à d'autres prestataires de transports publics - transfrontaliers notamment - mais également pour satisfaire au mieux les besoins en information pratiques des utilisateurs.

Quant à la question sur les investissements en ressources humaines, en locaux et en équipements bureautiques déjà réalisés, il convient de rappeler que la Centrale de mobilité requiert dans un premier temps un effort d'intégration avec plus-value d'éléments déjà parsemés parmi les différents opérateurs. La recherche d'un candidat remplissant toutes les conditions souhaitées pour le poste de chargé de direction étant restée infructueuse durant la première moitié de l'année 2004, une nouvelle procédure de recrutement est actuellement en cours. Le chargé de direction finalement retenu accompagnera la mise en place de la Centrale.

Pour ce qui est du site projeté de la Centrale de mobilité, je suis d'avis qu'une présence bipolaire, à savoir aussi bien dans le quartier de la Gare que dans celui de la Ville-Haute, est nécessaire pour remplir pleinement le devoir d'information que les usagers des transports publics sont en droit d'attendre. L'emplacement exact de l'antenne de la Centrale dans la Ville-Haute reste encore à trancher.

Tenant compte de tous les faits exposés, une date de lancement raisonnable pour la Centrale ne peut

être située avant le début de l'année 2006. Comme mesure de transition, je puis toutefois d'ores et déjà vous annoncer qu'une publication des tableaux d'horaires de toutes les lignes RGTR sera réalisée sur le site Internet prochainement en ligne du Ministère des Transports.

Question 0207 (10.12.2004) de **MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** (*CSV*) concernant **l'amélioration de la sécurité du contournement d'Ettelbruck**:

Depuis le 1^{er} janvier 2002 pas moins de 38 accidents se sont produits sur le contournement d'Ettelbruck, endroit qui génère un trafic devenant de plus en plus dense. Ces accidents se sont majoritairement limités à des dégâts matériels, mais certains ont également fait des morts et blessés graves. Cette situation est due au fait que cette partie du contournement est particulièrement étroite, ce qui provoque lesdits accidents. Afin de pouvoir remédier à cette situation, plusieurs solutions sont envisageables dont notamment l'élargissement du tracé à partir de la localité de Colmar-Berg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

1. Est-il envisagé d'améliorer la sécurité au contournement à court terme par des transformations adéquates?
2. Y a-t-il un moyen pour élargir le tracé du contournement?
3. Est-il envisagé, dans le moyen et long terme, de prolonger la route du Nord en tant qu'autoroute jusqu'au rond-point au lieu-dit «Friedhaff»?

Réponse (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire N°0207 des honorables Députés Ali Kaes, Marco Schank et Jean-Paul Schaaf relative au contournement d'Ettelbruck il y a lieu de relever qu'un audit de sécurité du tronçon concerné a déjà été exécuté en 2000.

La démarche adoptée fut celle de la double approche analysant d'un côté la situation et les caractéristiques de la route et d'un autre côté les événements et accidents. L'analyse des accidents démontre que les quatre facteurs suivants jouent un rôle essentiel: excès de vitesse: 64%, conditions météorologiques: 30%, alcool: 23% et autres facteurs: 30%. Il est clair qu'un seul accident peut être influencé par des facteurs multiples.

L'analyse des incidents démontre l'importance des facteurs non liés aux aménagements routiers: la vitesse maximale autorisée est de 90 km/h, elle a même été limitée à 70 km/h en direction Nord. Ces restrictions de vitesse ont été définies en fonction des caractéristiques de la route afin d'assurer la sécurité des automobilistes et de leur permettre un temps de réaction adapté à la situation en toute circonstance.

1) En ce qui concerne les caractéristiques de la route il faut constater qu'à part quelques modifications mineures en train d'être étudiées, il n'est pas possible d'augmenter sensiblement le niveau de sécurité par des mesures constructives «légères».

2) Pour ce qui est de l'élargissement du contournement, un premier élargissement a déjà été effectué en 2001 dans la suite de l'audit de 2000. Il s'agit de l'adjonction d'une voie lente entre le viaduc de Ingeldorf et le viaduc Ditzgenbaach en direction de Luxembourg, sur une longueur d'environ 1.100 m. Un élargissement à trois voies (2+1) sur le reste du tronçon

est gêné par les ouvrages d'arts en place. Initialement la route a été conçue avec une section à 2*2 voies séparées, mais à part quelques fondations la réalisation n'a pas été poursuivie dans ce sens. Un élargissement à 2*2 voies paraît très difficile vu qu'il faudra exécuter une chaussée parallèle à la route existante et modifier les entrées et sorties dans des conditions de géologie très difficiles.

3) Une prolongation de la route du Nord en tant qu'autoroute (section à 2*2 voies) ne figure pas sur le programme pluriannuel des projets routiers et n'est pas envisagée actuellement.

Question 0209 (14.12.2004) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant **l'alimentation des personnes âgées:**

Les 29 et 30 novembre dernier la Commission européenne a organisé à Bruxelles un séminaire au sujet de l'alimentation des personnes âgées.

En effet, la recherche aurait démontré qu'une alimentation saine et équilibrée pourrait aider à améliorer l'état de santé des personnes âgées en général, voire contribuer à prévenir certaines maladies telles l'ostéoporose ou la maladie d'Alzheimer.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Si le Ministère a délégué un représentant pour participer à ce séminaire et s'il existe des documents plus exhaustifs concernant ce sujet?

- Est-ce que le Ministère entend lancer des actions de sensibilisation visant à responsabiliser les personnes âgées elles-mêmes, mais également tous les acteurs travaillant dans le domaine de l'encadrement des personnes âgées?

- Les experts soulignent que, pour être adaptés aux besoins des personnes âgées, les aliments devraient idéalement être riches en éléments nutritifs et être présentés dans des emballages pratiques et faciles à ouvrir. De quels moyens le Luxembourg dispose-t-il pour encourager l'industrie alimentaire à s'adapter à ces critères?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Mes services n'étaient pas représentés au séminaire sur l'alimentation des personnes âgées auquel se réfère l'honorable Parlementaire.

Il est un fait que les personnes âgées ont des besoins nutritionnels spécifiques, tant du point de vue de la qualité nutritionnelle des aliments que de leur consistance ou texture. C'est ainsi par exemple que des apports insuffisants en protéines peuvent induire un bilan azoté négatif avec toutes les conséquences métaboliques.

En 2000 une brochure intitulée: «BIEN MANGER ET RESTER EN FORME - une alimentation saine pour des personnes actives de cinquante ans et plus» a été éditée par la Direction de la Santé (Division de la Médecine préventive) en étroite collaboration avec le Ministère de la Famille et l'Association luxembourgeoise des Diététiciens. Cette brochure s'adresse aussi bien à la personne âgée elle-même qu'aux personnes qui l'encadrent. Comme les conseils repris dans ce document restent d'actualité, il n'est pas envisagé d'éditer, dans l'immédiat, une nouvelle documentation sur le même sujet.

Cette brochure a été envoyée aux maisons de soins et de gériatrie, aux hôpitaux et aux médecins concernés. Elle est toujours disponible et peut être remise sur demande à tout organisme intéressé.

Question 0211 (14.12.2004) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant la **suppression de plusieurs passages à niveau sur le réseau ferroviaire luxembourgeois:**

Certains passages à niveau de la ligne du Nord, notamment entre Lorentzweiler et Luxembourg-ville, sont à l'origine de perturbations permanentes de la circulation routière. Ceci constitue tant une source de danger qu'une lourde entrave à la qualité de vie des riverains, due aux échappements et au bruit.

Selon mes informations, la suppression du passage à niveau n°20b à Lorentzweiler sera réalisée dans le cadre de l'aménagement de la Route du Nord au lieu dit «Kleck» par un contournement routier souterrain au courant de l'année 2005-2006. Il me revient également que d'autres projets de suppression de passages à niveau sont à l'étude. Il s'agit entre autres de:

- la suppression du passage à niveau n°13 de la Ligne du Nord à l'entrée de la gare de Dommeldange;

- la suppression du passage à niveau n°18 de la même ligne sur le CR124 à Heisdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-il toujours prévu de supprimer les passages à niveau en question?

- Dans l'affirmative, à quel stade se trouvent les études y relatives?

Réponse commune (25.2.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports** et de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

L'honorable député souhaite être informé sur les projets de suppression de trois passages à niveau sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges, à savoir le n°13 en gare de Dommeldange, le n°18 à Heisdorf et le n°20b à Lorentzweiler.

Il convient de relever que les trois projets en question sont en train de se concrétiser.

En effet, en ce qui concerne la suppression du passage à niveau n°13 à Dommeldange, le Conseil Échevinal de la Ville de Luxembourg a déjà marqué son accord de principe. La suppression s'intégrera dans le réaménagement de la gare de transbordement de Dommeldange en vue de la future desserte du plateau de Kirchberg par trains-trams.

Quant à la suppression du passage à niveau n°18 à Heisdorf, la variante prévoyant son remplacement par une route de raccord entre la RN7 et passant en-dessous de la ligne ferroviaire pour rejoindre enfin le CR124 par l'intermédiaire de la rue „Um Pad“ a été retenue. En raison de son caractère essentiellement routier, ce projet est piloté par l'Administration des Ponts et Chaussées et ce en étroite collaboration avec les CFL.

Au courant de l'année 2004 l'Administration des Ponts et Chaussées a élaboré un avant-projet permettant la suppression du passage à niveau n°20b à Lorentzweiler. Actuellement cet avant-projet a été transmis pour avis à la Commune de Lorentzweiler et a aussi été transmis à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour déterminer les procédures à suivre. Un projet d'exécution avec devis détaillé sera ensuite élaboré en vue de le soumettre au vote de la Chambre des Députés. Les travaux ne peuvent être entamés qu'après le vote définitif de la loi afférente par la Chambre des Députés.

Question 0214 (17.12.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant les **médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie:**

Le 29 janvier 2004 la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à «préciser plus particulièrement les formations requises et les qualifications nécessaires aux médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie» et à «entamer les démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale».

Jusqu'à ce jour le remboursement des actes d'acupuncture n'a pas été introduit.

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes:

1. À quelle date les règlements grand-ducaux nécessaires pour définir les formations en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle et pour permettre le remboursement de l'acupuncture seront-ils publiés?

2. Pour quelles raisons la motion de la Chambre des Députés tarder-elle à être mise en pratique?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La motion à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire a été adoptée à la Chambre à la suite d'un débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles. Le prédit débat a porté non seulement sur les disciplines de l'acupuncture et de l'homéopathie relevant de l'exercice de la médecine, mais encore sur d'autres pratiques telles la chiropraxie et l'ostéopathie relevant de la loi sur l'exercice de certaines professions de santé. La motion de la Chambre s'étendait aussi à ces dernières professions.

S'agissant des disciplines relevant des professions de santé, un groupe de travail a été mis en place comprenant des représentants de mon Ministère et de celui de l'Éducation nationale en vue de faire des propositions pour réglementer lesdites disciplines. Le rapport final de ce groupe est attendu pour avril-mai 2005. C'est à ce moment, et aussi pour tenir compte du lien établi par la Chambre entre les différentes disciplines relevant des unes de l'art de guérir et les autres des professions de soins et considérées comme complémentaires ou non conventionnelles, que je compte soumettre aux organismes consultatifs un règlement grand-ducal en matière de port du titre de formation complémentaire en médecine permettant la reconnaissance de formations telles que celle de l'acupuncteur ou de l'homéopathe.

Question 0215 (17.12.2004) de **Mme Lydie Err (LSAP)** concernant le **passport pour étrangers:**

Depuis des années il est question d'attribuer un nouveau document de voyage, appelé passeport pour étrangers, à des ressortissants de pays tiers auxquels leur pays d'origine refuse d'établir un passeport national.

D'après mes informations ces documents sont prêts et validés depuis plus d'un an.

Il me revient cependant qu'un règlement grand-ducal spécifiant les éventuels bénéficiaires ferait défaut.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'il a l'intention de prendre le règlement grand-ducal en question?

Réponse (20.1.2005) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

L'arrêté grand-ducal du 31 mai 1934 modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1984 portant règlement d'exécution de la loi du 14 avril concernant les passeports à l'étranger prévoit, dans son article 10, que le Ministère des Affaires étrangères peut délivrer des titres de voyage aux étrangers résidant régulièrement au Luxembourg, mais qui ne sont plus en mesure d'obtenir un passeport de leurs autorités nationales. L'arrêté ne précise cependant pas les conditions et modalités de délivrance d'un tel titre de voyage.

Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères a informé ses collègues au Conseil de Gouvernement qu'il s'est avéré nécessaire de fixer les conditions de modalités de délivrance du titre de voyage pour étrangers face à l'augmentation considérable des étrangers qui ne sont plus en mesure d'avoir un passeport national de leurs autorités à la suite de la régularisation en 2001 d'un grand nombre d'étrangers en séjour illégal au Luxembourg.

Le projet de règlement en question a été soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Les modifications de texte proposées par le Conseil ont été réalisées en date de la semaine dernière.

Vu l'urgence évoquée dans le texte du projet de règlement ce dernier sera encore soumis cette semaine à la signature du chef d'État et par la suite transmis aux instances compétentes pour sa publication officielle au Mémorial.

Question 0216 (17.12.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant le **High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle:**

D'Lëtzebuurger Arméi ass mat „High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle (HMMWV)“ ausgerüst an hält och mat dësen, am Volleksmond Humvee genannte Gefierer un internationale Friddensmissionen deel (z.B. KFOR, ISAF).

D'Amerikaner hunn elo awer festgestallt, datt dës Humveen, déi usprénglech fir e schnelle mobilen Truppentransport ausgeluecht waren, a Krisegebidder wou et ëm d'Sécherung an d'Erhale vu Fridde geet den Insassen net genuch Sécherheet bidden. Dofir sinn d'Amerikaner z.B. am Irak amgaangen all ongepanzert Humveen duerch gepanzert ze ersetzen oder déi ongepanzert Gefierer wéinegstens mat préfabriquéiertem Sécherheetsëquipement nodréiglech méi sécher ze maachen. De Präis vun engem gepanzerten Humvee ass duebel esou héich wéi dee vun der ongepanzert Standardversion.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Iwwer wéi vill Humveen verfügt d'Lëtzebuurger Arméi a wéi vill dovunner si gepanzert oder nodréiglech gepanzert ginn?

2) Am Intérêt vun der Sécherheet vun Eidsen Zaldote bei internationale Friddensmissionen, wier et net ubrechts déi ongepanzert Humveen duerch gepanzert ze ersetzen oder zumindest nodréiglech méi sécher ze maachen?

3) Soll an Zukunft bei Neiacquisitionen vun Humveen net d'office déi gepanzert Version bestallt ginn?

Réponse (20.1.2005) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Défense:**

L'Armée dispose actuellement de 115 véhicules du type HMMWV dont 42 véhicules blindés.

Le Gouvernement est en train de définir avec les autorités militaires les missions futures de l'armée, pour que le Luxembourg puisse remplir les obligations qui sont les siennes dans le cadre des nouveaux objectifs que se sont fixés tant l'Union européenne que l'Otan pour prévenir ou gérer des crises internationales dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité dans le monde et en Europe.

Le Gouvernement veillera à ce que l'armée dispose du matériel adéquat pour lui permettre d'effectuer ses missions en protégeant au mieux la vie des soldats en mission. Pour certains types de missions la mise en œuvre de différents types de véhicules blindés est nécessaire.

Question 0217 (17.12.2004) de **M. Camille Gira (DÉI GRENG)** concernant le **régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser une question parlementaire écrite à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet du régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables, introduit par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 et modifié par celui du 20 juillet 2004.

Afin d'éviter un débat public focalisé sur le seul soutien à la photovoltaïque, je voudrais, en complément aux questions écrites de plusieurs de mes collègues députés, recevoir des informations sur toutes les subventions instituées par le règlement grand-ducal susmentionné:

Chapitre 2 du règlement:

1. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, octroyées jusqu'en décembre 2004?

2. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire et pour chacun des 8 types d'investissements?

Chapitre 3 du règlement:

3. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables, octroyées jusqu'en décembre 2004?

4. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire et pour chaque type d'investissement éligible (en distinguant également entre énergie solaire thermique et photovoltaïque ainsi qu'entre maison à basse énergie et maison passive)?

Chapitre 4 du règlement:

5. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières concernant les activités de conseils techniques, octroyées jusqu'en décembre 2004?

6. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire?

7. Combien de ces activités de conseils techniques furent réalisées par l'Agence de l'Énergie et combien par des établissements d'utilité publique?

8. Quels sont les établissements d'utilité publique concernés?

Réponse (27.1.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

Aides ⁽¹⁾ à allouer sur la base des dossiers introduits, répartis sur les différents exercices budgétaires										
Exercice budgétaire	Installation solaire thermique	Installation solaire photovoltaïque	Maison «base énergie»	Ventilation contrôlée	Chauffage au bois	Pompe à chaleur	Cogénération	Raccordement à un réseau de chaleur	Chaudière à condensation	Substitution favorisons remplacement poêles électriques
2002	212	234	9	7	11	22	5	1	1.888	70
2003	164	1.864	17	15	20	10	5	5	3.092	106
2004	199	2.728	35	25	40	16	4	10	5.691	145
Total	575	4.861	61	47	71	48	14	16	10.671	325

Coûts ⁽¹⁾ des projets (x 1.000 €)										
2002	516,4	2.884,5	106,8	10,5	26,7	54,7	226,5	1,5	2.350,6	16,8
2003	399,5	22.977,3	201,8	22,5	48,5	24,9	226,5	7,4	3.849,5	25,4
2004	484,75	33.627,7	415,4	37,5	97	39,8	18,1	14,8	7.085,3	34,8
Total	10.400,65	59.489,4	724	70,5	172,2	119,4	63,4	23,7	13.285,4	77

⁽¹⁾ Il s'agit d'une estimation, étant donné que le calcul a été effectué sur la base des données recensées des dossiers de demandes traités et non traités

Aides liquidées par exercice budgétaire (€)				
Année budgétaire	2001	2002	2003	2004 ⁽²⁾
Aides	685.570,2	3.919.865,64	11.299.524,03	20.537.597,16

⁽²⁾ somme liquidée jusqu'au 17 janvier 2004

En ce qui concerne les conseils techniques, il est à noter que pendant la période 2001-2004 sept conseils techniques ont été réalisés. Ils ont été réalisés exclusivement par l'agence de l'énergie, plus précisément:

- six conseils pour la conception en relation avec une installation solaire thermique,

- un conseil en relation avec l'énergie solaire active photovoltaïque.

Informationen iwwert déi Jongen ze kréien, déi als Zwangsrekrutiert vum der Wehrmacht a russesch Gefaangenschaft gerode waren. Well awer d'Krichsgefaangelager dem NKVD ennerstallt waren (GUPVI), ass emol net eng global Zuel vun deene Fransousen, déi „mat der Waff an der Hand“ gefaang geholl gi waren, matgedeelt ginn. Trotz engem „gentleman's agreement“ vum 23. Oktober 1944 huet sech nâischt verännert bis en „Accord franco-soviétique de rapatriement“ den 29. Juni 1945 ennerschriwwen gouf. Esou en Accord wollt och déi Lëtzebuerger Regierung mat der Sowjetunioun ofschléissen, mä dat gouf hinne vun de Russe verwiert mam Argument, fir déi puer Lëtzebuerger wier dat net d'Méi wäert. Den 9. Juni 1945 gouf d'Libéatioun vun 281 Lëtzebuerger vun de Russen annonciéiert, mä geschitt ass nâischt.

Den Accord mat de Fransousen ass den 29. Juni 1945 a Kraaft getraat. No dësem Datum huet déi sowjetesch Sait hir Informationspolitik geännert. Si huet elo genee Zuele vu Gefaangene genannt, déi op hirem Territoire a Lagere séizen. Si huet awer net erlaabt, datt Membere vun der franséischer Militärmissioun zu Moskau iergendeent vun de Lagere besiche géing.

15.139 Fransouse waren zu Tambow (Lager N°188) zesummebruecht ginn a si vum 3. August 1945 un an enger Rei vu Convoien (jeweils tëscht 1.300 an 2.800 Mann) op Frankfurt/Oder komm fir vun do aus a Frankräich bruecht ze ginn (Centre de Chalons-sur-Saône). Mëtt September waren nach ca. 3.000 jonk Fransousen a russescher Krichsgefaangenschaft.

Wat elo d'Lëtzebuerger zu Tambow ugeet, esou hunn d'Russen hei ni global Zuele genannt: E Rapport vum NKVD vum 18. Oktober 1945 nennt 1.326 Lëtzebuerger, déi bis deen Dag rapatriéiert gi wäeren. Folgend Reporter mat Lëtzebuerger Krichsgefaange sinn aus Russland op Lëtzebuerg komm:

Den 12. Juni si fënnf Lëtzebuerger, déi mat de russesche Partisane gekämpft haten, op Heemrees geschéckt ginn.

Den 3. August 1945 sinn 305 krank Jonge vun Tambow entlooss ginn, néng vun hinne sinn ennerwee gestuerf.

Den 29. September 1945 ass deen „grousse“ Convoi zu Tambow fortgefuert. 594 Jonge goufen deen Dag aus dem Lager entlooss.

Fir jidderee vun dëse Convoien war de Wee bis op Lëtzebuerg nach laang a schwéier.

Konklusioun: D'Lëtzebuerger hunn also kaum méi laang wéi d'Fransouse misse waarde bis si konnte rapatriéiert ginn.

Ech hunn natierlech grousst Versteedsdemech fir d'Gefiller, déi bei de Jongen deemols entstanne sinn, nämlech datt si vergiess wäeren an datt si ni méi heem kéimen. Déi 167 Jongen, déi zu Tambow a Kirsanow gestuerwe sinn, sinn Affere, déi mir gausou respektéiere wéi all déi aner, déi fir d'Heemecht gestuerwe sinn.

Haut, wou mir wëssen, wat d'Ëmstänn vum Rapatriement aus Russland waren, muss mer awer feststellen, datt déi Lëtzebuerger zu Tambow nobäi esou behandelt goufe wéi déi meescht Elsässer a Louthrénger.

Eng Ausnahm, déi bis haut béist Bluttmécht, stellen déi 1.500 Elsässer a Louthrénger duer, déi de 7. Juli 1944 vun Tambow entlooss goufen, fir an d'franséisch Arméi integréiert ze ginn. Bei dëser Geleeënheet war de Generol Petit op Tambow komm an hat de Lëtzebuerger versprach, hir Regierung zu London ze informéieren. Dat huet hien och gemaach. Wéi bei de Fransousen esou ass och bei de Lëtzebuerger d'Iwwerzeegung gewuess, datt de Rapatriement ugefaang hätt an datt et nëmme eng

Question 0219 (17.12.2004) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant les **primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser une question parlementaire écrite à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet des primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, so-

laire, de la biomasse et du biogaz, introduites par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 et modifiées par celui du 20 juillet 2004.

1. Quel est le coût total des primes d'encouragement écologique émises jusqu'en décembre 2004?
2. Quelle est la ventilation de ces primes pour chaque exercice budgétaire et pour chaque technologie?

Réponse (27.1.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

Question 0220 (20.12.2004) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **prisonniers de guerre de Tambow:**

An der jéngster Nummer vun der Zäitschrëft „De Cliärrwer Kanton“ ass déi émouvant Geschicht vun engem jonke Lëtzebuerger ze liesen, dee mat iwwer dausend anere Lëtzebuerger an der russescher Gefaangenschaft zu Tambow war an no méintelaangem Waarden, an

no engem onmënschlechen Transport vun néng Wochen duerch hallef Europa, eréischt fënnf Méint nom Enn vum Krich endlech doheem ukomm ass. Och am aktuelle Film „Heim ins Reich“ gëtt d'Fro, wuefir d'Lëtzebuerger Regierung sech sou wéineg fir d'Rapatriéierung vun hire Landsleit a russescher Gefaangenschaft agesat huet, ganz däitlech gestallt. Déi grousse Zuel vu Lëtzebuerger Jongen zu Tambow an hir Familljen hu sech iwwer Méint vun der Regierung am Stach gelooss a verrode gefillt. Vill jonk Lëtzebuerger hunn dës onverständlech Haltung vun der deemoleger Regierung, déi bis haut nach keng Erklärung fonnt huet, mat hirem Liewen oder zousätzlechem Schued un hirer Gesondheet deier bezuelt.

An enger Zäit, wou mir eis mat Emotioun un d'Evenementer vu viru 60 Joer erënneren, wollt ech dem Här Statsminister duerfir folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir all deenen, déi bis haut nach keng Äntwert op hir Fro kritt hunn, wéi sou déi Lëtzebuerger Gefaangen zu Tambow sou laang hu missen op hir Fräiloossung waarden, eng valabel Äntwert liwweren?
2. Kënnt Dir de Reproche bestätegen, datt déi deemoleg Regierung et un deem néidegen Engagement an Nodrock feele gelooss huet, fir hir Landsleit a Russland heemzehuelen?
3. Fir de Fall wou Dir lech ausserstand geséicht, fir dës Froen ausräichend ze beantwären, sidd Dir bereet, dësen Dossier vun onofhängege Fachleit opschaffen ze loossen an hinnen duerfir och d'Consultatioun vun allen néidegen Informationsquellen ze erlaben?

Réponse (27.1.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Fir kënnen ze behaupten, déi Lëtzebuerger Gefaangen zu Tambow hätten „sou laang missen op hir Fräiloossung waarden“, wier et vläicht ubruecht, e Bléck op eis Noperen ze werfen an ze vergläichen.

Wéi déi Lëtzebuerger Regierung, esou huet och déi franséisch Regierung (GPRF Gouvernement provisoire de la République française) sech beméit, vun der Sowjetunioun

Primes ⁽¹⁾ à allouer sur la base des installations mises en service, réparties sur les différents exercices budgétaires				
Exercice budgétaire	Capteurs solaires photovoltaïques	Centrale fonctionnant au Biogaz	Centrale Hydroélectrique	Eolienne
2002	22	13	17	0
2003	273	14	17	3
2004	1.154	19	18	5
Total	1.449	46	52	8

Coûts ⁽¹⁾ des projets (x 1.000 €)				
2002	51,55	0,2	0,14	0
2003	610,35	0,21	0,14	0,14
2004	6.290,16	0,39	0,14	0,18
Total	6.952,06	0,8	0,42	0,32

⁽¹⁾ Il s'agit d'une estimation, étant donné que le calcul a été effectué sur la base des données fournies par l'Administration de l'Environnement, la CEGEDEL et par l'Agence de l'Énergie

Prime liquidée par exercice budgétaire (€)			
Année budgétaire	2002	2003	2004 ⁽²⁾
Prime	488.646,13	1.208.205,12	1.096.077,85

⁽²⁾ somme liquidée jusqu'au 17 janvier 2004

Saach vun e puer Woche wier bis si all heem kéimen. Dat war eng Illusioun, déi eréischt méi wéi e Joer méi spéit dach nach Realitéit gouf.

D'Lëtzebuurger zu Tambow ware bereet, sech fraiwëlleg an eng alliéiert Armée ze melle fir géint Däitschland ze kämpfen. Allerdéngs sinn déi verschidde Propositionen, déi d'Exilregierung de Russe gemaach huet, alleguerter mat méi oder wéineger stéckhaltegen Argumenter verworf ginn. Eng Entloossung aus der Krichsgefaangenschaft sollt no russescher Opfaassung eréischt no der däitscher Kapitulation méiglech ginn.

2. D'Dokumenten bewisen, datt eis Ministere sech zënter der Aféierung vun der Wehrpflicht durch d'Preisen Enn August 1942 vill Gedanken doriwwer gemaach hunn, wat mat deene Lëtzebuurger géif geschéie wa se a Krichsgefaangenschaft géife geroden. Si hunn dës Fro mat den Amerikaner, den Englänner an natierlech och mat de Russen ze kläre probéiert, sinn awer heibäi net weiderkomm.

Soulaang wéi Lëtzebuerg net selwer eng diplomatesch Verriedung zu Moskau hat, hunn d'Belsch an d'Fransouse sech drëm beméit, eppes fir d'Lëtzebuurger Jongen ze errechen. Well se esou gutt wéi näischt iwwert hir eege Leit gewuer goufen, ass et net verwonnerlech, datt se och fir d'Lëtzebuurger näischt erreecht hunn.

Och eise Verrieder zu Moskau, den „Envoyé plénipotentiaire“ René Blum, huet finalement näischt dorun ännere kënnen.

3. Vu datt den Accès zu den Archiven zu Lëtzebuerg fräi ass, brauch de Statsminister keng besonnesch Erlaabnis ze gi fir Recherchen ze maachen.

Question 0221 (20.12.2004) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **situation des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la législation précédente:**

Dans son rapportage sur le congrès du LSAP Sud du samedi 11 décembre 2004, le quotidien «Tageblatt» rapporte que Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale aurait décrit la situation lors de son arrivée aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale de la manière suivante: «Mars Di Bartolomeo habe bei seinem Amtsantritt im Gesundheits- und Sozialministerium einen beispiellosen Schlamassel vorgefunden».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité des affirmations citées plus haut?

- Dans l'affirmative, peut-il me renseigner plus en détail sur les causes du «cafoüllis incomparable» qu'il prétend avoir détecté aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale à son arrivée?

- Peut-il me renseigner également sur les mesures qu'il a prises entre-temps afin de contrecarrer la situation prétendument détectée par lui?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire, se référant au rapport paru dans un quotidien au sujet du congrès régional de mon parti, tenu en décembre, et plus particulièrement au sujet de mon intervention, m'interpelle sur une déclaration que j'y aurais faite et faisant état du gâchis (Schlamassel) que j'aurais trouvé à mon entrée en fonction aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale. Pour avoir gardé mes notes je suis en mesure de citer très exactement le passage dans le-

quel je me suis servi du mot «Schlamassel», à savoir:

«Wat soll ech iwwer gewëssen DP-Spëtzeolitiker soen, déi dem Land e beispilllose Schlamassel bei de Krankekeesen hannerlooss hunn, an hirem Wahlprogramm gelunn hunn an elo schäinhelleg de Sozialisten e Virwurf maachen, well se mat der Regierung eng kleng Beitragserhéijung bei der Krankeverschéierung hu misse beschléissen.»

C'est donc en rapport avec la situation financière des caisses de maladie que j'ai employé le mot «Schlamassel». Je ne me suis pas du tout servi de cette expression, ni d'ailleurs de toute autre expression dépréciative, pour qualifier l'état dans lequel j'ai trouvé les deux ministères que je dirige. Je puis bien au contraire assurer l'honorable Parlementaire que j'y ai rencontré beaucoup de collaborateurs compétents et motivés.

Je tiens donc à rectifier ledit article de presse tout en persistant et signant les faits que j'ai effectivement critiqués.

En effet, dans leur rapport sur la situation de l'assurance maladie-maternité adressé au comité quadripartite pour sa réunion du 13 octobre 2004, les experts en la matière en viennent aux conclusions suivantes:

«Malgré le transfert en 2004 de 130 millions d'euros de la part de l'assurance pension, la situation de l'assurance maladie va empirer en 2005. L'écart entre l'évolution des recettes et des dépenses se creusera. (...) Le problème le plus pressant dans l'immédiat c'est le redressement de la gestion des prestations en nature. Avec un déficit cumulé de 152 millions d'euros annoncé pour 2005, cette gestion connaît les difficultés les plus graves depuis la réforme du système de financement introduite par la loi du 27 juillet 1992.»

Pour ce qui est des mesures prises entre-temps pour rétablir l'équilibre des caisses de maladie, je tiens à rappeler à Monsieur le député les propositions et décisions des récentes réunions de la quadripartite et de l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie.

Question 0222 (20.12.2004) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la **marque nationale du vin luxembourgeois:**

Am Dräilännereck bei Schengen hu Lëtzebuurger Wënzer circa 60 Hektar Wéngerten op franséischem Statsterritoire leien. Well dës Wéngerte bis zum Wiener Kongress zu Lëtzebuerg gehéiert hunn, ass och akzeptéiert, datt si zum Lëtzebuurger Wäibauareal gehéieren an datt de Wäin aus dëse Lagen dierf als Lëtzebuurger Wäin vermaart ginn.

Fir d'Wënzer ergëtt sech awer aus der énnerschiddlecher Législation a puncto Planzeschutz de Problem, datt d'Franzouse Mëttelelen a Praktike verbidden, déi zu Lëtzebuerg erlaabt sinn, an d'Lëtzebuurger Mëttelelen verbidden, déi a Frankräich zougelouss sinn. Dat bréngt zousätzlech Käschten, respektiv de Risiko vun der Verweigerung vun der Marque nationale mat sech. Duerfir géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt an engem vereenegten Europa an enger klimatesch identescher Regioun esou énnerschiddlecher Regelunge bestinn?
2. Wat fir Ursache gëtt et, fir eis national Reglementéierung net un déi vu Frankräich unzepassen?
3. Am Fall wou et Ursache gëtt, déi dergéint schwätzen, sidd Dir eventuell bereet fir dat Areal op franséischem Buedem eng Ausnahmeregelung zouzegestoen?

4. Wéi sinn d'Aussichten, fir datt an der ganzer Fro vun der Zouloossung vu Sprëtzmëttelelen an der Landwirtschaft an am Wäibau endlech eng gemeinsam europäesch Regelung agefouert gëtt?

Réponse (18.2.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad 1 et 4
La mise sur le marché et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques font l'objet d'une réglementation exhaustive au niveau européen en vertu de la directive N°91/414/CEE.

Cette directive a introduit une harmonisation des conditions et procédures d'autorisation à appliquer par les États membres lors des décisions qu'ils doivent prendre pour autoriser la mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique.

Cette même directive a également limité l'autorisation à accorder par les États membres aux seules substances actives inscrites sur une liste communautaire sur base de leurs propriétés toxicologiques et écotoxicologiques, liste communautaire qui est fixée par la Commission européenne.

C'est dans ce cadre juridique très strict que les entreprises de produits phytopharmaceutiques présentes sur les différents marchés nationaux doivent introduire auprès de l'autorité nationale compétente leur demande pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché pour le pays concerné. Comme il existe des différences entre les pratiques agricoles d'un pays à l'autre, la liste des produits autorisés varie nécessairement d'un État membre à l'autre, variation qui est accentuée en fonction des demandes spécifiques des entreprises concernées.

Suite à la demande de plusieurs États membres, dont le Luxembourg, la Commission prépare actuellement une proposition ayant pour objet une révision complète de la directive N°91/414/CEE.

Ad 2
Le Luxembourg a pour seule et unique obligation de conformer sa réglementation nationale à la réglementation communautaire et non de l'adapter à celle applicable en France.

Le rapprochement souhaité par l'honorable Député s'avère par ailleurs impossible dans la mesure où les autorisations de mise sur le marché sont actuellement exclusivement fonction des demandes afférentes des entreprises productrices de tels produits.

Ad 3
Compte tenu de la réponse fournie à la question 2 il est évident que le Luxembourg ne saurait accorder une dérogation pour les parcelles situées sur le territoire français.

Question 0223 (22.12.2004) de **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG) concernant les **études et la profession de l'éducateur gradué:**

- Existe-t-il des statistiques pouvant révéler le nombre d'éducateurs gradués et d'éducatrices graduées ayant obtenu leur diplôme, soit au Luxembourg, soit à l'étranger et bénéficiant d'une homologation?

- Quelles priorités le Ministère de l'Enseignement supérieur entend-il accorder aux études de l'éducateur gradué et de l'éducatrice graduée au sein de l'Université de Luxembourg?

- Qu'en est-il à l'avenir de l'offre de la formation en cours d'emploi aboutissant au diplôme de l'éducateur gradué et de l'éducatrice graduée?

Réponse (20.1.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Pour ce qui est des statistiques, le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de diplômés d'éducateur gradué/éducatrice graduée décernés au Luxembourg et sur le nombre de diplômés étrangers homologués au Luxembourg.

Année	Nombre de diplômés décernés au Luxembourg
2000	71
2001	29
2002	30
2003	34
2004	35

Année	Nombre de diplômés allemands homologués au Luxembourg
2000	6
2001	7
2002	5
2003	12
2004	6

Année	Nombre de diplômés belges homologués au Luxembourg
2000	35
2001	48
2002	54
2003	34
2004	35

Année	Nombre de diplômés français homologués au Luxembourg
2000	71
2001	29
2002	30
2003	34
2004	35

Depuis l'année académique 2003/2004, la formation à l'éducateur gradué/éducatrice graduée est dispensée dans le cadre de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg. La totalité des cours est dispensée dans les locaux du Campus de Walferdange.

La formation à l'éducateur gradué/éducatrice graduée fera l'objet d'une refonte dont l'ampleur et le contenu seront décidés par les instances de l'Université. Il en va de même pour l'offre de formation en cours d'emploi.

Question 0224 (22.12.2004) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **situation actuelle au Centre hospitalier neuropsychiatrique:**

En date du 7 septembre 2004, Monsieur le Ministre m'avait informé que s'il existait d'éventuels conflits au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP), ceux-ci devaient être résolus au sein du CHNP, établissement autonome.

Cependant, la presse relate qu'une pétition a été remise à Monsieur le Ministre en date du 21 décembre 2004 pour qu'il intervienne le plus rapidement possible pour remédier à la situation actuelle au sein du CHNP.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- S'il peut me confirmer sa position du 7 septembre 2004?

- Dans l'affirmative, s'il en a informé les pétitionnaires?

- Dans la négative, de quelle manière Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès du CHNP?

Réponse (27.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La situation de transition, entamée par mon prédécesseur, que vit actuellement le CHNP est objectivement délicate.

L'établissement, s'il perd des attributions en matière de psychiatrie aiguë, se verra en revanche confier de nouvelles missions en matière de réhabilitation psychiatrique.

Cette restructuration demande un effort d'adaptation intense de la part du personnel, mais aussi de la part de la direction et du conseil d'administration, qui devront unir leurs forces pour la réussite de l'opération. J'ai d'ailleurs encouragé toutes les parties concernées à intensifier le dialogue. Le conseil d'administration a eu en date du 10 janvier une entrevue avec les délégations du personnel, puis avec le conseil de direction. À cette occasion le dialogue avec les délégations du personnel a été renoué. D'après les échos qui me parviennent l'entrevue a été perçue comme plutôt positive par les délégations du personnel.

Le fait que d'autres acteurs soient concernés ajoute à la difficulté de l'entreprise. En effet le transfert de la psychiatrie aiguë du CHNP vers les hôpitaux généraux, décidé par le précédent gouvernement, décision que j'appuie d'ailleurs pleinement, ne pourra pas se faire sans un transfert partiel de personnel. Ceci pour dire que les accords nécessaires devront être trouvés avec ces autres intervenants, dans le respect du maintien des droits du personnel.

Étant donné que les restructurations à intervenir dépassent le cadre du seul CHNP et qu'elles interviennent d'ailleurs sur initiative du gouvernement, je suis prêt à suivre de près l'évolution et à l'accompagner. C'est la raison pour laquelle j'ai relancé dès l'automne la plate-forme psychiatrie et entamé avec le soutien de l'expert suisse, le professeur Rössler, le bilan de l'évolution de la psychiatrie au Luxembourg depuis la publication de l'étude Haefner en 1992. Le travail sera finalisé jusqu'au printemps 2005 et devra compléter les orientations futures pour ce secteur très important de notre Santé publique.

Question 0225 (22.12.2004) de **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG) concernant la **stratégie européenne en matière d'environnement et de santé - mesures concrètes du Luxembourg:**

En juin 2003, la Commission européenne a lancé une stratégie européenne en matière d'environnement et de santé. Cette nouvelle stratégie a conduit la Commission à adopter un plan d'action européen 2004-2010 qui a pour but de s'attaquer aux problèmes des maladies croissantes liées à des facteurs environnementaux.

La Présidence néerlandaise de l'Union européenne a accordé une grande importance à ce plan d'action et a de ce fait organisé, conjointement avec la Commission, une grande conférence sur les démarches prioritaires du plan.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quel bilan tirez-vous des conclusions de la conférence sur l'environnement du 2 et 3 décembre 2004 à Egmond aan Zee?

- Vu l'importance accordée au plan d'action européen par la Présidence néerlandaise, quelle continuité entendez-vous donner à ce

dossier durant la Présidence luxembourgeoise?

- Quelle forme prendra votre engagement éventuel à cette question durant la Présidence luxembourgeoise?

- Au-delà de la Présidence luxembourgeoise, que compte faire le gouvernement luxembourgeois pour appliquer les mesures concrètes du plan d'action européen 2004-2010?

Réponse (25.2.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

En date du 13 juin 2003, la Commission européenne a lancé une communication relative à sa nouvelle stratégie en matière d'environnement et de santé, suivie au mois de juin 2004 par le Plan d'Action européen 2004-2010 en faveur de l'environnement et de la santé. Ce plan d'action a fait l'objet d'une conférence internationale organisée par la Présidence néerlandaise qui en a informé le Conseil des Ministres de la Santé en décembre dernier.

Le bilan que l'on peut tirer de la conférence d'Egmond aan Zee est généralement positif dans la mesure où cet événement est considéré comme étant une étape utile et nécessaire pour passer d'un plan d'action européen à l'action concrète. Les différentes recommandations adoptées en la matière pourront en effet catalyser et guider la mise en place d'actions dans les États membres.

Étant donné que la connexité entre les domaines de l'environnement et de la santé ne cesse de devenir de plus en plus complexe, que beaucoup de mesures prises en matière de l'environnement ont un impact positif sur la santé, la Présidence luxembourgeoise y attache une très grande importance. À cela s'ajoute sa volonté de continuer et de contribuer à mettre en place, en collaboration avec la Commission et le Parlement européen, les initiatives qui ont été lancées par les précédentes présidences. L'activité de la Présidence luxembourgeoise dans le dossier environnement et santé consistera en la sensibilisation de tous les États membres pour mettre en place des interventions concrètes en la matière et à promouvoir ensemble avec la Commission des projets palpables, comme par exemple la création de cliniques de l'environnement respectivement d'ambulances en matière d'environnement.

Au-delà de ces activités liées directement à la Présidence européenne, des initiatives nationales du Gouvernement luxembourgeois sont à souligner.

Je tiens à rappeler le cycle de formation complémentaire en médecine de l'environnement auquel ont participé une quarantaine de médecins luxembourgeois. Actuellement, des réflexions autour d'un concept cohérent permettant de valoriser ces acquis et s'inscrivant dans le cadre d'une politique de prévention en matière de santé et de qualité de l'environnement sont en cours au sein de mon Ministère.

De même, j'ai récemment été autorisé par le Conseil de Gouvernement à saisir la commission permanente pour le secteur hospitalier de l'analyse du projet envisageant la création d'une structure nationale de médecine de l'environnement.

Mes services ont entamé l'élaboration d'un projet de loi pour l'amélioration de la protection des non-fumeurs. Cette initiative s'inscrit aussi en ligne directe dans une politique en matière de santé publique qui met un accent particulier sur le volet prévention dans la mesure où l'amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur de locaux publics est visée, afin de protéger la santé des non-fumeurs.

De concert avec les associations oeuvrant dans le domaine j'envi-

sage l'organisation d'une conférence SANTÉ/ENVIRONNEMENT et plus précisément sur les suites précises à donner à la stratégie de l'UE.

D'une manière générale, la politique du Gouvernement en matière d'environnement et de santé consiste à renforcer les efforts déjà déployés tant en ce qui concerne la sensibilisation de la population pour ces domaines que par la mise en place d'interventions ayant un impact direct sur le terrain.

Question 0226 (23.12.2004) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **cotisation à charge des sociétés**:

Geschäftsleit, déi hei am Land Ré- sidenté sinn an hei e Commerce bedriewen, mä heiansdo och an der Belsch u Mäert deeluelen, gi vun der belscher „INASTI (Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants)" opgefuerdert, eng „Cotisation à charge des sociétés" ze bezuelen. Dat liest sech dann esou:

«Les sociétés soumises à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents sont tenues de payer une cotisation annuelle avant le 1^{er} juillet de chaque année ou au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant le mois de son assujettissement à l'impôt des non-résidents. À titre d'exception, la cotisation de l'année 2004 est à payer avant le 31 décembre 2004.»

Dës Opfuerderung erfollegt esouguer dann, wann déi betrafften Händler certifiéieren hei am Land hir Cotisationen ze bezuelen.

Fir déi Lëtzebuenger Händler stellt dës Cotisation eng ofschreckend finanziell Barrière der, fir sech u belsche Mäert ze bedeelegen. Am Géigesaz dozou ginn déi auslännesch Geschäftsleit, ob Belsch oder net, déi hei zu Lëtzebuerg u Mäert, Braderien, etc. deeluelen, laut mengen Informatiounen kenge Cotisationsfuerderungen ënnerworf.

Dowéinst dës Froen:

1. Stellt déi genannt belsch Praktik an den Ae vun der Regierung net eng Benodelegung vun auslännesche Geschäftsleit duer?
2. Wa jo, wat wäert déi Lëtzebuenger Regierung ënnerhuelen, fir datt dës Entrave zu Ongonschte vun, ënnert anerem, de Lëtzebuenger Geschäftsleit am Kader vun Banemarché opgehuewe gëtt?
3. Artikel 14bis, Paragraph 2 vum „Règlement CEE 1408/71 - Titre II - Détermination de la législation applicable" bestëmmt, datt eng Person „qui exerce normalement une activité non salariée sur le territoire de deux ou plusieurs États membres est soumise à la législation de l'État membre sur le territoire duquel elle réside, si elle exerce une partie de son activité sur le territoire de cet État membre". Mat wéi engem Recht freet de belsche Stat vu Lëtzebuenger Händler eng zousätzlech Cotisation? Wéi ass déi belsch Exception ze erklären?
4. Wår déi Lëtzebuenger Regierung bereet, mat der Belsch en Ofkommen auszehandelen, fir op d'mannst déi Lëtzebuenger Entrepreneuren, nom Prinzip vun der Géigesäitgkeet, vun der dubler Cotisationspflicht ze entbannen?
5. Firwat huet Lëtzebuerg vun engem eegener, der belscher entsprecherender Regelung ofgesinn?
6. Kéint déi Lëtzebuenger Regierung sech virstellen, am Fall wou déi genannt Diskriminatioun vu Lëtzebuenger Entrepreneuren unhält, en entsprecherende Cotationszwang fir auslännesch Betriber, déi hei en Deel vun hirem Geschäft maachen, anzeféieren?
7. Wat réit d'Regierung de betraffene Betriber?

Réponse (4.2.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Fir d'éischt bieden ech den Här Deputéierten déi spéit Äntwert ze entschëllegen, déi doduerch bedingt ass, datt meng Servicer sech bei deenen zoustännege belschen Autoritéiten hu missen documentéieren.

An deene vum Här Deputéierten opgeworfene Fäll gëllen d'Bestëmmunge vum europäesche Règlement 1408/71. De Paragraph 2 vum Artikel 14bis vun deem Règlement gesäit vir, dass, wann Händler hir Aktivitéiten op dem Territorium vun zwee oder méi Memberstaaten ausüben, si an deem Land, an deem se wunnen, sozialverschert musse sinn.

Also dierften déi Händler, vun deenen den Här Deputéierten a senger Fro schwätzt, nëmmen hei zu Lëtzebuerg Cotisiatiounen bezuelen. Mä si mussen dat de belschen Autoritéiten duerch e Formulaire E101 bewiesen, dee vum Centre commun de la sécurité sociale hei zu Lëtzebuerg ausgestallt gëtt. Dofir misst ee fir d'éischt feststellen, ob all déi ugeschwaten Händler esou e Formulaire bei sech haten.

Meng Servicer hunn am Centre commun nogefrot an engem Fall war tatsächlech e Formulaire E101 ausgestallt ginn, deen awer net un dem INASTI akzeptéiert gouf.

Ech hunn dee Fait un d'Inspection générale de la sécurité sociale weiderginn, déi déi ganz Affär zesumme mat dem INASTI kläre wäert.

Question 0229 (23.12.2004) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **système de subventionnement de certaines dépenses communales**:

Dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget relatif au projet de loi concernant les recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2005 il est stipulé: «Le système de subventionnement de certaines dépenses communales, notamment d'investissement, est à l'heure actuelle marqué par un manque de transparence et de rigueur qui ne peut satisfaire ni l'État, ni les communes. En effet, il ne semble pas exister de règles d'application constante et conséquente concernant les décisions d'octroi de subsides; leur montant est souvent contesté ou contestable au vu d'appréciations différentes de leur nature faites par les communes d'un côté et par les départements ministériels versant des subsides de l'autre côté, et le versement souvent très tardif de subsides accordés oblige les communes à recourir à des artifices budgétaires et comptables tels que l'ouverture de lignes de crédit temporaires qui n'ont pas leur place dans une logique budgétaire stricte.»

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des remarques formulées dans le rapport susmentionné?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre partage les vues relatées ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des précisions sur les montants ayant été alloués aux différentes communes en tant que subsides les cinq dernières années et me renseigner sur les taux qui ont été appliqués à ces communes?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire pour quelles communes l'allocation des subsides a pris du retard et m'informer sur les différents montants qui restent encore à être alloués?

Réponse (4.2.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les remarques citées formulées par la Commission des Finances et du Budget ont un caractère général et en tant que Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, je ne peux évidemment me prononcer que sur les subsides accordés par mon département. En ce qui concerne les aides engagées au profit des communes par mon département, les critères d'attribution sont identiques pour toutes les communes et ils ressortent clairement des lettres d'engagement. Ces lettres d'engagement envoyées aux communes mentionnent également que les subsides engagés seront versés en plusieurs tranches suivant les disponibilités budgétaires. Il paraît donc exagéré de parler d'un versement tardif et l'ouverture d'une ligne de crédit doit être considérée dans ce contexte comme une alternative valable et non pas être dépréciée en tant qu'artifice budgétaire et ce notamment lorsque les communes n'ont introduit leur demande qu'en cours de chantier voire après le décompte des travaux.

Le département de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose pas de statistiques dans la forme voulue par Monsieur le Député. Pour certaines aides des taux fixes sont applicables. Ces taux sont actuellement par exemple de 75% pour la construction d'écoles centrales et de 50% pour la création d'infrastructures pour l'éducation précoce. En ce qui concerne les aides au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base, les taux sont variables suivant la situation financière de la commune concernée de 0 à 20% pour les équipements d'approvisionnement en eau potable, de 25 à 65% pour les écoles primaires non centrales et les écoles préscolaires et de 0 à 40% pour les autres équipements éligibles. Dans tous les cas de figure ces taux s'appliquent à un coût raisonné obtenu à partir de critères bien déterminés sur base du projet définitif dûment approuvé. Après obtention du certificat que les travaux ont effectivement commencé, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire définit l'enveloppe du subside.

Question 0230 (23.12.2004) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant la **réglementation communale d'urbanisme relative à l'installation de panneaux solaires**:

Les antennes paraboliques doivent être installées sur les immeubles selon un angle prédéfini. Tel est également le cas pour les panneaux solaires. Ainsi, il se pose la question si les autorisations relatives à la mise en place d'un système photovoltaïque sont également soumises, par analogie aux antennes paraboliques, à autorisation par le bourgmestre ou si la réglementation communale d'urbanisme devrait prévoir des dispositions allant dans ce sens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si des dispositions relatives à l'installation de panneaux solaires sont prévues dans la réglementation communale d'urbanisme?

Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il est nécessaire de modifier la réglementation communale dans ce sens ou en revanche pense-t-il laisser le soin à l'autorité communale de se prononcer, au cas par cas, sur l'installation d'un système photovoltaïque?

Réponse (21.2.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les dispositions relatives à l'installation de panneaux solaires sont en effet à intégrer dans les plans d'aménagement général respectivement particulier, s'il s'agit de règles relevant de l'urbanisme et de l'esthétique.

S'il s'agit par contre de dispositions relevant de la solidité, sécurité, commodité et salubrité des installations, le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites constitue leur cadre légal afférent.

Il appartient par conséquent aux autorités communales de prendre l'initiative, conformément à la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et d'arrêter les règles auxquelles les projets de construction et d'installation doivent suffire.

Finalement il y a lieu de relever que l'installation de panneaux solaires est soumise à l'autorisation du bourgmestre, conformément à l'article 37 de la loi prémentionnée.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005,
Chamber TV vous propose
tous les vendredis à 19.00 heures
un résumé de l'activité
parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée
le même soir à 20.00, 21.00,
22.00 et 23.00 heures